



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°08 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Situation sécuritaire au Luxembourg
Détachement de travailleurs

p. 275
p. 292

Sommaire des séances publiques n°21 et 22
Sommaire des questions parlementaires

p. 298
p. Q129

21^e séance
22^e séance

Jeu. 19 janvier 2017
Mar. 7 février 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Visite de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française

«Les relations entre nos deux Parlements sont au beau fixe», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 30 mars 2017, lors de l'accueil de son homologue français, le Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone.

Les deux Présidents, qui se disent tous les deux «Européens convaincus», sont persuadés que les États membres ne peuvent pas résoudre seuls les défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée, mais préconisent une approche solidaire et unie.

Dans ce sens, le Président de l'Assemblée nationale française a insisté sur les bonnes relations que les Présidents des Parlements luxembourgeois, français, italien et allemand, quatre pays fondateurs de l'Union européenne (UE), entretiennent dans ces moments mouvementés.

«Éviter une paralysie de l'Europe»

Au lendemain du déclenchement officiel de la procédure de divorce avec l'Union européenne par le Gouvernement britannique, l'impact que la sortie d'un pays membre de l'UE aura sur les politiques européennes était au cœur des discussions entre le Président de l'Assemblée nationale française et la délégation parlementaire luxembourgeoise.

«La sortie du Royaume-Uni soit provoquera un choc salutaire, soit sera le début du démantèlement de l'UE», a constaté M. Claude Bartolone.

Les députés luxembourgeois ont partagé les préoccupations du Président de l'Assemblée

nationale française qui veut absolument «éviter une paralysie de l'Europe» durant les deux années de négociations à venir.

L'énergie nucléaire et les questions de taxation

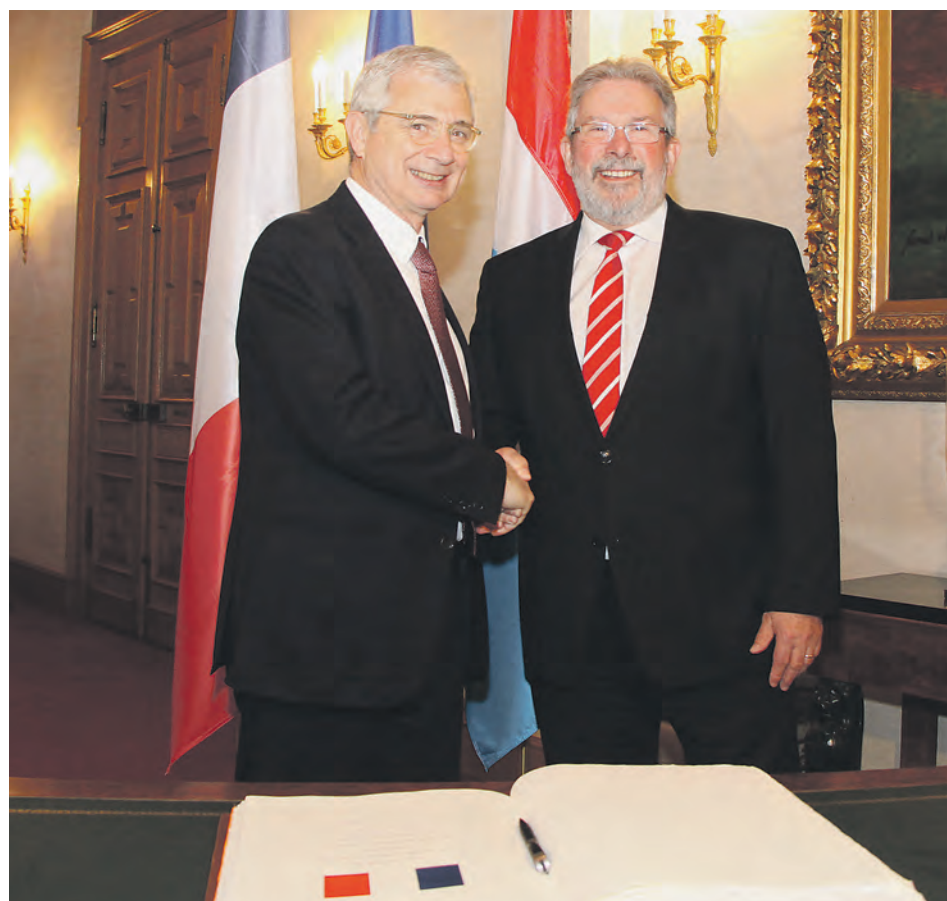
La paix au Proche-Orient, la défense européenne ainsi que la sécurité énergétique étaient également des sujets évoqués par les interlocuteurs lors de cet échange de vues.

En ce qui concerne la sécurité énergétique, le Président Bartolone a souligné que cette problématique cruciale devrait être une priorité commune de l'UE.

Dans ce même contexte, le Président Di Bartolomeo et les députés luxembourgeois ont saisi l'occasion pour informer l'hôte français sur une motion adoptée unanimement par la Chambre des Députés demandant la fermeture de la centrale nucléaire lorraine de Cattenom

À la fin de l'entrevue, M. Mars Di Bartolomeo a abordé brièvement la question des impôts payés au Grand-Duché par les travailleurs frontaliers, dont 80.000 Français, sujet qu'il avait également évoqué lors de sa visite à l'Assemblée nationale en novembre 2016. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné que les impôts payés par les frontaliers sont largement utilisés pour financer leurs pensions et il a préconisé l'idée que les deux pays devraient privilégier la réalisation de projets communs, comme par exemple la recherche dans le domaine de la santé.

M. Claude Bartolone et M. Mars Di Bartolomeo



Accueil chaleureux pour António Costa

«Bienvenu dans ce qui est peut-être un des parlements les plus portugais au monde», s'est prononcé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'adresse du Premier Ministre portugais, M. António Costa, le 5 avril 2017. Il a souligné qu'environ 110.000 Portugais vivent au Luxembourg et que la Chambre des Députés est également «leur parlement». Les échanges politiques réguliers entre le Portugal et le Grand-Duché ainsi que les 50 ans d'immigration portugaise au Luxembourg témoignent de la grande amitié qui relie ces deux pays, a-t-il ajouté.

«Juste choix entre stabilité financière et priorité sociale»

L'avenir de l'Union européenne (UE) secouée par le Brexit ainsi que les efforts économiques entamés les dernières années par le Portugal étaient au cœur des discussions entre le Premier Ministre portugais et les députés luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a salué la volonté portugaise de sortir de la crise économique de 2008 en faisant le «juste choix entre stabilité financière et priorité sociale». D'après M. Di Bartolomeo, cette démarche a montré que l'austérité n'est pas le

seul chemin pour sortir d'une crise économique.

Les défis du Brexit pour l'UE

En ce qui concerne les défis auxquels est confrontée l'Union européenne, la priorité devrait être «de faire face à toutes les menaces qui alimentent la peur des citoyens et les mouvements populistes», a constaté M. António Costa. Un autre souhait exprimé par le Premier Ministre portugais était celui de «consolider ce qu'on a déjà dans l'Union européenne avant de construire du nouveau».

Les députés ont partagé la conviction d'António Costa qui consiste à se concentrer sur les sujets où l'Union peut constituer une valeur ajoutée pour les citoyens. Dans ce sens, le Premier Ministre portugais a relevé qu'une Europe à plusieurs vitesses pourrait - avec une juste balance - être une solution. Face à la question de plusieurs députés sur les futures relations avec le Royaume-Uni, un des plus vieux partenaires du Portugal, M. António Costa a déploré le choix britannique, mais il a souligné que «l'Union européenne devra apprendre de cette défaite».



La délégation luxembourgeoise conduite par M. Mars Di Bartolomeo (3^e de gauche)



Le Premier Ministre portugais, M. António Costa (3^e de droite), et sa délégation

«Supprimer les obstacles digitaux»



(de gauche à droite) M. Marc Angel, Mme Simone Beissel, M. Andrus Ansip, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Viviane Loschetter

«Supprimer les obstacles digitaux», c'est une des principales missions du Vice-Président de la Commission européenne responsable du marché unique numérique, M. Andrus Ansip, en visite de travail à la Chambre des Députés le 3 avril 2017.

Les députés membres de trois commissions parlementaires (Juri-

dique, Affaires étrangères et européennes, Enseignement supérieur et Médias) ont discuté avec le Commissaire européen sur les progrès réalisés et les défis, notamment ceux liés à la cybersécurité et à l'e-santé, du marché unique numérique lancé en mai 2015.

Le Commissaire européen a félicité le Luxembourg d'être «un pays aussi

digital» et d'avoir compris que les investissements dans la digitalisation sont indispensables.

Les deux «data center» à Betzdorf et à Windhof, qui créeront environ 150 emplois, en sont la preuve pour M. Andrus Ansip.

Dans ce contexte, les députés ont informé celui-ci que la stratégie luxembourgeoise «Digital Lëtzebuerg» reste une des grandes priorités du Grand-Duché.

La fin du roaming et le geoblocking

La fin des frais de roaming en Europe, prévue pour le 15 juin 2017, sera une des réalisations les plus tangibles du marché intérieur numérique et représente également la volonté de la Commission européenne de mettre le citoyen au cœur de ses politiques, a expliqué le Commissaire Andrus Ansip aux députés.

La proposition de règlement sur le geoblocking, proposée par la Commission européenne en 2016, a également été un sujet évoqué lors des discussions entre les députés et le

Vice-Président de la Commission européenne.

Les parlementaires ont expliqué au Commissaire européen que les consommateurs luxembourgeois sont les plus grands e-consommateurs transfrontaliers en Europe, mais qu'ils sont également les plus géobloqués.

Les députés ont d'ailleurs envoyé en juillet 2016 un avis politique en ce sens à la Commission européenne pour exprimer leur déception quant à la teneur du dispositif proposé. À leur avis, le texte proposé par la Commission européenne ignore le volet des télécommunications ainsi que celui de l'audiovisuel.

En outre, ils estiment que les efforts en matière de lutte contre la discrimination géographique injustifiée et d'autres formes de discrimination fondée sur le lieu de résidence ou la nationalité méritent d'être intensifiés. Ce blocage rend par exemple impossible de se faire livrer un produit acheté dans un autre pays européen au Grand-Duché.

Les effets potentiels de la digitalisation sur le marché du travail

L'éventuelle suppression d'emplois liée à la digitalisation et à la robotisation était une préoccupation partagée par tous les interlocuteurs.

Dans ce contexte, M. Andrus Ansip a souligné que la formation continue doit devenir une réalité des programmes gouvernementaux de tous les États membres, car l'Union européenne doit rester compétitive dans le monde numérique.

Un cadre légal en matière robotique ainsi qu'une éventuelle taxe sur les robots soulevée dans le rapport de la députée luxembourgeoise au Parlement européen, Mme Mady Delvaux-Stehes, présenté lors d'une réunion à la Chambre des Députés en mars, était également un sujet évoqué lors de la visite de travail du Commissaire européen.

M. Andrus Ansip a signalé que la Commission européenne publiera l'année prochaine une communication concernant ce point.

«Nous serons fermes, amicaux, mais jamais naïfs»

Quelle est la démarche de l'Union européenne (UE) dans les négociations du Brexit avec le Royaume-Uni? Quelles seront les futures étapes? Quel sera le sort des citoyens européens vivant au Royaume-Uni? Est-ce que le délai de deux ans sera suffisant pour achever les négociations? À quoi ressemblera la future coopération avec le Royaume-Uni? Ces questions étaient au cœur d'un échange de vues, le 4 avril 2017, entre les députés luxembourgeois et le négociateur européen du Brexit, M. Michel Barnier.

Trois conditions pour un Brexit réussi

Consolider l'unité des 27 pays membres, lever toutes les incertitudes ainsi que mettre les choses dans l'ordre et en perspective sont les trois conditions clés pour bien réussir le Brexit, d'après M. Barnier. Il est d'avis que les questions qui seront le plus discutées lors des négociations sont les contributions financières de la Grande-Bretagne, sans préciser à ce stade un montant exact, ainsi que la question des frontières, surtout entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord (province britannique).

La transparence et le débat public seront les éléments clés pour préserver l'unité des 27 pays tout au long des négociations. En effet, le négociateur en chef a souligné que les négociations ne pourront pas être menées dans le secret, d'autant plus que les 27 parlements nationaux - représentants directs des citoyens - auront le dernier mot à dire, vu qu'ils



M. Michel Barnier entouré du Président et de membres de la Chambre des Députés.

devront ratifier l'accord. Bien que les traités prévoient une période de deux ans pour conclure les négociations, le négociateur en chef du Brexit aimerait plutôt conclure les discussions en 18 mois afin de laisser assez de temps aux parlements nationaux pour approuver l'accord.

Éviter à tout prix un «no deal»

Le scénario d'un non-accord n'est pas envisageable pour M. Michel Barnier. Ainsi le négociateur en chef pour la préparation et la conduite des négociations avec le Royaume-Uni a insisté qu'il faut parvenir à «un

succès non pas contre les Britanniques mais avec eux». L'intérêt des quatre millions et demi de citoyens britanniques vivant au sein de l'UE et des citoyens européens vivant au Royaume-Uni constitue une priorité tant pour les députés luxembourgeois que pour M. Barnier.

D'abord un accord sur le retrait, ensuite un accord de libre-échange

En ce qui concerne les procédures et les étapes, M. Michel Barnier a fermement insisté sur le fait qu'il faut faire les choses dans l'ordre. Ainsi, les

négociations sur les principes du retrait débuteront fin mai 2017, a annoncé M. Barnier, tandis que les discussions sur les futures relations ne pourront débuter qu'après avoir trouvé un accord sur les principes de retrait.

Selon le négociateur européen du Brexit, les discussions sur un accord de libre-échange et d'éventuels accords de coopération en matière de sécurité et de défense, de recherche ou de lutte contre le changement climatique ne seront envisageables qu'à partir de l'automne 2017.

Ces accords, qui devront également être ratifiés par les 27 parlements nationaux, ne devront absolument pas remettre en cause les standards environnementaux, sociaux et fiscaux de l'Union européenne. Tout au long des négociations, «nous serons fermes, amicaux, mais jamais naïfs», a finalement conclu M. Michel Barnier.

Le «passeport européen» pour les produits financiers ainsi que le sort de l'Écosse, de Gibraltar et de l'Irlande du Nord ont été d'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues avec les députés.

Le Premier Ministre moldave à la Chambre des Députés

«Heureux de rencontrer un voisin de l'Europe que j'ai hâte de mieux connaître»: c'est par ces mots de bienvenue que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le Premier Ministre moldave, M. Pavel Filip, le 30 mars 2017 à la Chambre des Députés.

Les réformes entamées au cours des dernières années, surtout dans le domaine de l'administration centrale et territoriale, sont une des grandes

priorités du Gouvernement moldave, a expliqué M. Filip. Il espère que tous ces efforts vont aboutir à une éventuelle adhésion à la famille européenne.

De son côté, le Président de la Chambre des Députés a souhaité que dans le cadre de ces réformes, surtout celles touchant le domaine social, le Gouvernement moldave «maintienne la solidarité là où elle existe déjà».

Les relations avec la Russie étaient

également un thème évoqué lors de l'échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés et le Premier Ministre moldave. Dans ce contexte, M. Pavel Filip a expliqué que la Moldavie entretient une longue relation historique avec la Russie et qu'il espère que celle-ci ne sera pas une entrave à la bonne entente de son pays avec l'Union européenne. «Être pro-européen ne veut pas forcément dire être antirusse», a conclu le Président de la Chambre des Députés.



M. Pavel Filip signe le Livre d'or de la Chambre des Députés en présence du Président Mars Di Bartolomeo.

Remise du rapport du Centre de l'égalité de traitement

Encadrer les victimes et témoins de discrimination, informer et sensibiliser chacun sur ses droits et obligations en matière d'égalité de traitement, tels sont les objectifs du Centre de l'égalité de traitement (CET) créé par la loi du 28 novembre 2006.

106 nouveaux cas de discrimination

Lors de la remise officielle du rapport de l'année 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du CET ont notamment présenté des statistiques. En 2016, le CET a été saisi de 106 nouveaux cas. S'y ajoutent deux dossiers non clôturés de 2014 et sept dossiers non clôturés de 2015.

Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnique figure en deuxième rang. Suivent ensuite le sexe, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle et la discrimination multiple. Les demandes sont majoritairement introduites par des hommes. La plupart des dossiers proviennent de Luxembourgeois.

Parmi les différentes activités du CET sur le plan national, il y a lieu de relever notamment la sensibilisation des jeunes par rapport au handicap. Pour l'avenir, les responsables du CET attendent la réalisation du rattachement du Centre à la Chambre des Députés ainsi que la réalisation de la Maison des droits de l'homme.



Les responsables du CET ont remis leur rapport 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Mars Di Bartolomeo visite l'«Initiativ Liewensufank»



Dans le cadre des festivités du 30^e anniversaire de la création de l'«Initiativ Liewensufank», le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu au siège de l'association à Itzig. Il a notamment pu visiter les locaux rénovés et s'est entretenu avec la présidente de l'association, Mme Claudine Claire, avec un membre du comité, Mme Lynn Meunier, ainsi qu'avec les membres de la direction, Mmes Maryse Arendt, Monique Fey-Sunnen, Corinne Lauterbour et une partie des 34 collaboratrices de l'association.

La chargée de direction de l'«Initiativ Liewensufank», Mme Ma-

ryse Arendt, a présenté les différentes activités de l'association ainsi que son évolution au cours des 30 dernières années.

Le Président de la Chambre des Députés a ensuite eu un échange de vues avec les responsables sur les succès, les défis et les difficultés rencontrés par l'«Initiativ Liewensufank» au quotidien.

Créée en 1986, l'«Initiativ Liewensufank» est une association qui a pour but d'améliorer les conditions autour de la naissance tant pour les parents que pour les bébés. Elle offre notamment une série de cours aux parents et futurs parents et compte environ 1.200 membres.

Le Président de la Chambre et les responsables de l'«Initiativ Liewensufank»

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

Le Benelux aux avant-postes d'une Europe à plusieurs vitesses

La première séance plénière du Parlement Benelux sous présidence néerlandaise s'est tenue à La Haye les 24 et 25 mars 2017 en présence des députés luxembourgeois MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Alexander Krieps, Gast Gibéryen, Frank Arndt, Gusty Graas et Mme Josée Lorsché.

À cette occasion, le Parlement Benelux a évoqué l'attentat perpétré quelques jours plus tôt devant le Parlement britannique. Au nom de l'assemblée, le Président du Parlement Benelux et membre de la Première chambre néerlandaise, M. André Postema, a exprimé sa compassion pour les victimes et leurs proches. «Les trois pays du Benelux sont solidaires des victimes et de leurs proches. Le terrorisme est un fléau qui requiert une approche internationale. Le Benelux doit apporter sa contribution à la stratégie destinée à mener ce combat.»

Dans son allocution d'ouverture, M. Postema a fait référence aux péri-péties actuelles au sein de l'Union européenne ainsi qu'au Livre blanc sur l'avenir de l'Union présenté début mars par la Commission euro-

péenne. Une des variantes possibles est l'Europe à plusieurs vitesses. Se référant au Benelux, M. Postema a indiqué qu'«une telle Europe existe depuis longtemps déjà près de chez nous. Si le Benelux a été rattrapé par l'Union européenne, il n'est jamais devenu inutile». Dans ce contexte, le Benelux bénéficie actuellement d'une revalorisation. «Nous avons montré que, dans un certain nombre de domaines pratiques, nous apportons une plus-value», a déclaré M. Postema.

Au centre des travaux figurait la problématique des obstacles en matière de soins de santé transfrontaliers dans le Benelux, dont les aspects et perspectives luxembourgeois ont été présentés par Mme Anne Calteux, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Santé.

Le commerce véreux de chiens, l'agriculture transfrontalière, le contrôle du trafic aérien, le transport ferroviaire de marchandises et la sécurité des installations nucléaires face à la menace terroriste ont également fait l'objet de discussions au Parlement Benelux.



Les participants luxembourgeois à la séance plénière du Parlement Benelux

Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Soutenir l'intégration euro-atlantique de la Géorgie



M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt (2^e rangée, à droite) parmi les autres participants de la réunion de la Commission permanente de l'AP-OTAN

M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt ont participé à la réunion annuelle de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Berlin le 1^{er} avril 2017.

Lors de cette rencontre les députés issus des parlements des États membres de l'OTAN ont appelé au soutien à la Géorgie dans le cadre du processus d'intégration à l'OTAN.

Alors que le partage des charges au sein de l'alliance a été débattu par les parlementaires, la prise en compte du genre au sein de l'AP-OTAN a également fait l'objet d'un rapport présenté lors de cette réunion.

Lors de son adoption, les points de vue ont fortement divergé sur l'attitude à adopter pour favoriser une représentation femmes-hommes plus égalitaire.

Afin de se rapprocher des pratiques d'autres assemblées interparlementaires, il a été décidé de proposer une modification du règlement intérieur visant à encourager fortement les délégations nationales à rechercher une représentation diversifiée des genres en leur sein.

En sa qualité de trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a par ailleurs présenté les comptes de cette assemblée parlementaire.

Commission des droits de la femme de l'AP-UpM

Les droits de la femme dans les pays membres de l'Union pour la Méditerranée

Le 3 avril 2017 les membres de la Commission des droits de la femme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) se sont réunis à Rome (Italie) pour débattre de la situation des femmes dans les conflits armés et pour procéder à un échange de vues sur le projet Worth (The Women right to health). Pour la Chambre des Députés, Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a participé aux travaux.

La Présidente de la commission, Mme Leila Chettaoui du Parlement tunisien, a pu saluer des parlementaires des différents pays membres de l'AP-UpM, dont notamment l'Algérie, l'Italie, Israël, la Jordanie, la Pa-

lestine, le Portugal, la Turquie, la Tunisie et l'Espagne.

Les invitées, Mme le Préfet Rosetta Scotto Lavina, Directrice adjointe du département - direction centrale politiques d'immigration et d'asile (Italie) et la Dr Renate Frech du UNHCR, ont abordé les thèmes suivants: «La condition des femmes dans les conflits armés» et «Femmes et migration: la question de la traite des êtres humains». Les deux intervenantes ont affirmé qu'il s'agit d'un phénomène mondial auquel on ne peut pas simplement riposter par des mesures et des plans d'action nationaux, mais auquel il faut trouver des solutions transfrontalières voire globales. Il ne faut pas oublier que derrière les effrayants chiffres

concernant la traite des êtres humains se cachent des visages d'hommes et de femmes exploités. Malgré les efforts européens de nature législative pour lutter contre la traite, cette dernière est en train de passer à des formes encore moins visibles et donc plus difficiles à combattre.

Le second sujet a été présenté par les professeurs Nereo Segnant et Livia Giordano du Centre d'épidémiologie et de prévention en oncologie de l'Université de Turin. Ils ont présenté le projet de l'UpM intitulé «Le droit à la santé: le projet Worth, pour la réduction de l'incidence de la mortalité des cancers féminins en Albanie, au Monténégro et au Maroc» dont le but est de mettre en place

des services de prévention de cancer de qualité. Un autre objectif poursuivi est d'augmenter la prise de conscience des femmes pour leur santé et, par ce biais, de permettre la promotion sociale et économique des femmes dans les pays du pourtour sud de la Méditerranée.

Au cours de la discussion suivant la présentation, les membres de la commission ont unanimement apprécié le projet et félicité les responsables de l'UpM d'avoir soutenu un projet défendant la santé féminine.

Un rapport et une recommandation sur les travaux de la commission seront présentés lors de la réunion plénière de l'AP-UpM qui se tiendra à Rome au mois de mai.



Mme Claudia Dall'Agnol

Deputéiert aus der ganzer Welt wëlle méi Participatioun vu Fraen



Den DP-Deputéierten a Fraktiounscheef Eugène Berger huet d'Chamber bei der 136. Versammlung vun der Interparlamentarescher Unioun vertrueden, déi vum 1. bis de 5. Abrëll 2017 zu Dhaka am Bangladesch stattfonnt huet.

Ee vun den Haaptsujetten op der Versammlung war d'Participatioun

vun de Frae fir eng méi demokratéisch Gesellschaft.

D'Interparlamentaresch Unioun ass eng Organisatioun, wou sech Deputéiert aus der ganzer Welt begeien, fir sech zesumme fir méi Demokratie, fir Fridden a fir d'Kooperatioun tëschent de Vëlker anzusetzen.

Den Här Eugène Berger huet d'Chamber zu Dhaka vertrueden.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



...S.E. M. Thomas Antoine, Ambassadeur de Belgique (visite d'adieu)



Loi dite «Omnibus»

6704 - Projet de loi dite «Omnibus» portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

À l'image d'un train omnibus qui dessert diverses stations sur son parcours, le projet de loi n°6704 constitue une loi omnibus desservant, au gré de ses articles, divers textes de loi dans le sens où il a pour objet d'apporter de nombreuses modifications, souvent très ponctuelles, à pas moins de onze lois existantes, et d'abroger deux arrêtés grand-ducaux, afin de contribuer à:

- la «modernisation progressive de l'État»,
- la «simplification administrative», ainsi qu'à
- la «modernisation de la fonction publique».

Le projet de loi, tout en restant fidèle à l'approche initiale et novatrice au Luxembourg décrite ci-dessus, va au-delà des seuls engagements initiaux. Il traduit le résultat d'une reprise active du dialogue politique avec les acteurs et administrations concernés en vue d'une simplification accélérée des procédures administratives à la source. Outre des propositions de l'UEL qui n'avaient pas été suivies d'engagements en 2013, le projet regroupe de nombreuses propositions complémentaires qui témoignent d'une nouvelle dynamique déclenchée par l'effet d'un dialogue transversal et structuré avec différentes parties prenantes. Le projet constitue de ce fait un premier pas décisif en direction d'un screening systématique de l'ensemble des procédures administratives et d'une nouvelle approche transversale, institutionnalisée à travers la mise en place d'une plateforme interministérielle de nature politique et administrative, présidée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Toutes les propositions ont été élaborées en collaboration active et à géométrie variable à l'initiative ou avec les différents départements concernés. Elles s'articulent désormais autour de différents thèmes faisant chacun l'objet d'un chapitre du projet de loi. Ce caractère hétéroclite traduit la nature pionnière du projet, car il ne faut pas perdre de vue que l'initiative globalement considérée reste un véritable projet pilote, axé autour d'un échantillon de sujets identifiés comme étant prioritaires. Au-delà des propositions de modifications concrètes, ce projet a permis avant tout de lancer une nouvelle façon d'évaluer notre réglementation: pragmatique, à travers un dialogue direct entre acteurs de terrain, administrations et responsables politiques, et fondée sur une réflexion partagée permettant d'apprécier si les cadres légaux et la pratique administrative en place produisent effectivement les résultats escomptés et améliorent, en fin de compte, les conditions de vie des citoyens et des entreprises.

Parmi les principaux efforts de simplification figurent avant tout des mesures de réduction des délais de procédure susceptibles de réduire le coût de l'instruction des dossiers aussi bien du côté des requérants que du côté des administrations. D'autres mesures se traduisent par des efforts de dématérialisation et de transition vers le numérique dans l'optique d'une modernisation progressive de l'État, ainsi que par l'abandon de procédures qui n'ont plus de raison d'être et la régularisation de textes jugés non conformes à la loi par les cours et tribunaux.

28.10.2015 Examen des volets «environnement» et «gestion de l'eau»

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Claude Haagen):

13.11.2014 Présentation du projet de loi

22.04.2015 Présentation des amendements gouvernementaux relatifs à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 08.02.2017

Loi du 3 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°318, page 1

Réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

Le projet de loi a pour objet l'adaptation de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics aux dispositions introduites par les lois relatives à la réforme dans la fonction publique, qui ont une influence non négligeable sur les dispositions concernant le cadre de son personnel. En effet, il est manifeste que certains articles de la loi organique font double emploi ou font obstacle à l'implémentation des textes des lois de la réforme de la fonction publique et

des règlements d'exécution y relatifs. Les adaptations proposées du projet de loi ont ainsi pour but:

- de donner à l'Administration des bâtiments publics la possibilité d'avoir recours à des carrières autres que celles de l'architecte et de l'ingénieur afin qu'elle puisse recruter des agents relevant des différentes professions du domaine de la construction, ainsi que du management technique et administratif;

- d'établir une hiérarchie bien structurée au sein du groupe de traitement A1 scientifique et technique qui permet la mise en œuvre des dispositions concernant la majoration pour les responsabilités particulières prévues par les lois du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable (Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13.10.2016 Suivi de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

01.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08.12.2016 Présentation et adoption d'amendements parlementaires

26.01.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°375, page 1

Licences des contrôleurs de la circulation aérienne

6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne. Il vise à combler un vide juridique en fixant le cadre des sanctions administratives prononcées à l'encontre des prestataires de services de navigation aérienne en cas de non-respect des obligations européennes relatives à la sécurité aérienne.

En septembre 2013, la Direction de l'aviation civile (DAC) a fait l'objet d'un audit par l'Agence européenne pour la sécurité aérienne

(AESAs). Cet audit a relevé une non-conformité du Luxembourg en ce qui concerne le régime des sanctions applicables aux prestataires de services de navigation aérienne et plus précisément l'absence de possibilité pour l'autorité de surveillance de sanctionner les prestataires de services de navigation aérienne en cas de non-respect des réglementations européennes en matière de sécurité aérienne.

Afin de régulariser cette situation de non-conformité, il convient de fixer par voie législative des sanctions applicables aux prestataires de services de navigation aérienne. En effet, selon le principe constitutionnel de la légalité des peines, de telles sanctions doivent relever du domaine de la loi. En modifiant l'article 11 de la loi précitée du 16 août 2010, qui prévoit déjà certaines sanctions à l'encontre des prestataires de services de navigation aérienne, le présent projet de loi permettra au Luxembourg de se mettre en conformité avec les textes européens et internationaux qui gouvernent la matière en question et évitera ainsi qu'une éventuelle procédure d'infraction puisse être lancée à l'encontre du Grand-Duché pour non-transposition au niveau national de la législation européenne et internationale.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 16.07.2014

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Yves Cruchten):

13.11.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

07.05.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Scission du projet de loi 6704 et examen du projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Désignation d'un rapporteur du projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

17.09.2015 Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

24.09.2015 Suite de l'examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

01.10.2015 Suite de l'examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État

08.10.2015 Suite des travaux

15.10.2015 Suite des travaux

12.11.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements

19.11.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements

14.09.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'amendements parlementaires

15.12.2016 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

02.02.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Henri Kox):



Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.04.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.01.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 14 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°352, page 1

Détachement de travailleurs

6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2014/67/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014, relative à l'exécution de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (ci-après «directive détachement») qui a pour finalité de prévenir, d'éviter et de combattre toute violation et tout contournement des règles applicables dans le cadre de la libre prestation de services au sein de l'Union européenne.

La révision de la directive de 1996 est devenue indispensable suite à de nombreux cas où les droits sociaux ont été contournés, ainsi que dans le contexte de l'adhésion à l'Union européenne de pays où les niveaux de salaires et de protection sociale sont considérablement moins élevés.

La commission a fait le choix d'une directive d'exécution, jugeant que son adoption serait politiquement plus aisée, compte tenu des divergences entre États membres sur ce dossier.

En résumé, la nouvelle directive d'exécution à transposer poursuit un double objectif:

- garantir aux travailleurs détachés un niveau approprié de protection;

- faciliter l'exercice de la liberté de prestation de services et promouvoir une concurrence loyale entre prestataires de services.

Quant au fond, les points principaux du présent projet de loi sont:

- la responsabilité des entreprises dans les chaînes de sous-traitance;

- l'introduction d'une plateforme électronique en matière de détachement;

- la mise à jour de la liste des documents à produire par l'entreprise détachante;

- le renforcement de la collaboration administrative au niveau national;

- l'introduction de mécanismes de recours efficaces permettant aux salariés détachés de porter plainte ou d'engager des poursuites;

- l'introduction de sanctions administratives;

- l'exécution transfrontalière des sanctions et amendes administratives;

- l'introduction de la possibilité de procéder à la fermeture d'un chantier pour des manquements en matière de droit du travail.

En effet, le but de la directive 2014/67/UE est d'établir un meilleur équilibre entre les dimensions économique, dont la libre prestation de services, et sociale, et donc le respect des législations sociales dans le pays de détachement. Dans ce contexte, une des principales innovations consiste dans l'introduction d'une responsabilité verticale qui comprend le donneur d'ordre et les entreprises qui sous-traitent.

Il est évident que les abus pratiqués dans le cadre du détachement représentent non seulement des pratiques de dumping social, mais aussi de concurrence déloyale, qui faussent le bon fonctionnement du marché et pénalisent les entreprises respectueuses des règles, notamment en matière sociale. Il ne s'agit donc nullement de remettre en cause le détache-

ment en tant que tel, mais surtout d'autoriser les moyens de contrôle qui permettent de lutter plus efficacement contre les abus.

Tout en sachant que le marché intérieur européen, ainsi que le principe de la libre circulation des personnes, des biens et des services, est d'une grande importance pour la croissance des économies et pour le redressement de l'économie en Europe et dans notre pays, il importe d'en éviter à tout prix les possibles effets négatifs tels que salaires au rabais, abus et fraudes aux cotisations de sécurité sociale. Ces phénomènes sont inacceptables tant du point de vue de la protection des salariés que dans la perspective d'une concurrence loyale entre employeurs.

L'approfondissement du marché intérieur doit dans tous les cas prendre en compte les aspects sociaux. Dès lors, il faut assurer des rémunérations et des conditions de travail décentes, ainsi qu'un système de protection sociale efficace pour tous les salariés.

La lutte contre le dumping social ne doit pas se limiter aux seuls salariés détachés, mais aussi protéger, notamment par des contrôles efficaces, l'ensemble des salariés travaillant sur le territoire luxembourgeois.

Les nouvelles réalités du terrain, et plus particulièrement le nombre croissant de situations de détachement constatées par l'Inspection du travail et des mines (ITM), demandent un renforcement des moyens mis à disposition de cette administration, qui, par ailleurs, est en train d'être réorganisée et modernisée afin de mieux satisfaire à ses missions.

En ce qui concerne la responsabilité des entreprises dans les chaînes de sous-traitance, le projet de loi met en place un mécanisme de responsabilité conjointe et solidaire de toutes les entreprises impliquées, qu'elles soient des entreprises détachantes ou des entreprises établies sur le territoire luxembourgeois. Ce mécanisme assurera une meilleure protection du salarié en cas d'infraction.

De même le projet confère une base légale à la pratique administrative déjà en place, qui permet aux entreprises qui détachent des salariés au Luxembourg de faire la demande d'obtention du badge social pour leurs salariés par la voie électronique et met à disposition des utilisateurs une base de données sur les conditions de travail et d'emploi fixées par la loi ou par des conventions collectives déclarées d'obligation générale.

La liste des documents à produire par l'entreprise détachante a été élargie afin de permettre un contrôle efficace assurant aux salariés détachés le paiement réel des salaires dus par rapport aux heures de travail effectivement prestées.

Au niveau national, la collaboration administrative en matière de mise en œuvre des dispositions dans le domaine du détachement a été renforcée en associant la Direction de l'immigration, le Département des travaux publics, l'Administration des ponts et chaussées et l'Administration des bâtiments publics aux missions de contrôle incombant à l'Inspection du travail et des mines.

Par ailleurs, des mécanismes de recours efficaces permettant aux salariés détachés de porter plainte ou d'engager des poursuites, directement ou par l'intermédiaire des syndicats, sont introduits. Dans cette hypothèse, l'action peut être intentée devant les juridictions luxembourgeoises, même si le salarié concerné a entre-temps quitté le Luxembourg.

Conformément à la directive, le projet de loi prévoit également un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas

d'infractions aux dispositions relatives au détachement de salariés.

Le projet de loi prévoit pour l'Inspection du travail et des mines la possibilité de prendre des mesures d'urgence, y compris la fermeture d'un chantier en cas d'infractions en matière de droit du travail, alors qu'actuellement, cette possibilité est limitée aux seuls cas d'infractions en matière de santé et de sécurité au travail.

Concernant l'exécution transfrontalière des sanctions et amendes administratives, il est introduit un nouveau chapitre au Code du travail

régissant la reconnaissance et l'exécution d'une demande adressée par un autre État membre au Grand-Duché de Luxembourg concernant une sanction ou une amende administrative pécuniaire infligée à titre définitif dans un autre État membre de l'Union européenne à un prestataire de service établi au Luxembourg en cas de non-respect des dispositions applicables en matière de détachement, ainsi que la demande de reconnaissance et d'exécution de telles sanctions et amendes du Luxembourg à un autre État membre de l'Union européenne.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.05.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

24.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.11.2016 Suite de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

23.11.2016 Adoption d'amendements parlementaires

25.01.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 14 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°300, page 1

Restructuration du SCRIPT

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

Le projet de loi sous rubrique a comme objectif de restructurer le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, ci-après dénommé «SCRIPT», créé par la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation; c) l'institution d'une Commission d'innovation et de recherche en éducation.

Depuis sa création, le SCRIPT a connu un développement considérable, notamment en ce qui concerne la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques, de sorte que sa structure actuelle ne permet plus de répondre à toutes les tâches et missions qui lui incombent.

Il est dès lors proposé de restructurer ce service et de porter le nombre de divisions à six, à savoir:

- une division de l'innovation pédagogique et technologique;

- une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques;

- une division du développement du curriculum;

- une division du développement de matériels didactiques;

- une division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative;

- une division du développement des établissements scolaires.

Le présent projet de loi entend également mettre en conformité les textes législatifs ayant trait au SCRIPT à la dernière réforme de la fonction publique. Par ailleurs, il est créé la base légale pour l'introduction d'une nouvelle fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Affectés au SCRIPT, ces instituteurs spécialisés vont accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: Monsieur Lex Delles):

11.01.2017 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

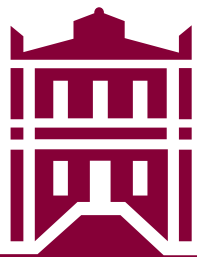
25.01.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg**
 - Exposé: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion)
 - Débat: Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)
 - Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et M. Léon Gloden), M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Léon Gloden), M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Fernand Kartheiser)
 - Motion 1: M. Léon Gloden, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Max Hahn, M. Léon Gloden (interventions de M. Serge Wilmes, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, et M. Claude Wiseler), M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Léon Gloden, M. Fernand Kartheiser, M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Marc Baum
 - M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler,
 - Vote sur le renvoi en commission de la motion 1 (adopté)
- 7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS**
 - Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia
 - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation**
 - M. Alex Bodry - M. Marc Hansen, Ministre du Logement
- 6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages**
 - Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia
 - Discussion générale: M. Gérard Anzia, M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Dan Kersch, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre.- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci villmools. Da géif ech lech folgend Kommunikatioun maachen: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Antwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zanter där leschter Sëtzung an der Chamber erakomm sinn, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

Dann huet den 29. Dezember vum leschte Joer den Här Claude Wiseler seng Proposition de loi 6781 iwwert d'Lëtzeburger Nationalitéit vum Rôle zréckgezunn, well et zu engem grouse Konsens komm ass iwwert dat Gesetz, dat deemnächst an d'Chamber wäert kommen.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

An dann de leschte Punkt vun de Kommunikatiounen, duerfir awer net manner interessant: Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, wolle ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen, op Franséisch, well et dat erëmgeët, wat am Reglement steet: «Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et aux dispositions des articles 127 à

131 du Règlement de la Chambre des Députés celle-ci sera appelée à désigner un médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.»

D'Designatioun vun engem neie Mediateur also. De jëtzege Mediateur mécht Gebrauch vu sengem Recht, a Pensioun ze goen. Dann, weider op Franséisch: «Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes» an esou weider. «Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 3 février 2017.» Dat ass also relativ kuerz.

«Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir: 1) posséder la nationalité luxembourgeoise», d'Carte d'identité, d'Kopie muss bäileien. Zweetens: «jouir des droits civils et politiques», en Extrait vum Casier judiciaire muss derbäi sinn. Drëttens: «offrir les garanties de moralité requises». Véiertens: «être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction (copie des diplômes, certificats et homologations)».

Dann de leschte Punkt: «avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.»

Also, mir verëffentlechen dat. Offiziell ass och geduecht, dass vläicht och an eise Reie jiddweree sech Gedanken iwwer méiglech Kandidature mécht.

Communications du Président - séance publique du 19 janvier 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique,

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS),

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23.12.2016

7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 11.01.2017

7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

3) En date du 29 décembre 2016, M. Claude Wiseler a retiré sa proposition de loi n°6781 portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise du rôle des affaires.

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

756 - Demande de pétition publique: Petitioun fir d'Flexibiliséierung vun den ëffentleche Servicer

Dépôt: M. Laurent Weisgerber, le 15.12.2016

757 - Demande de pétition publique: Mobill a fix Radaren. Zil net erfüllt!

Dépôt: M. Patrick Schoetter, le 18.12.2016

758 - Demande de pétition publique: Introduire la participation de la CNS immédiatement chez les médecins/docteurs/dentistes et autres acteurs du secteur de la santé

Dépôt: M. Lionel Delhaye, le 19.12.2016

759 - Demande de pétition publique: Stopp de Pavillon op der Weltausstellung zu Dubai

Dépôt: M. Jacques Glod, le 20.12.2016

760 - Demande de pétition publique: Pour la mise en place d'un plan d'action national ambitieux et concret en matière de construction de logements

Dépôt: M. Alexis Bley, le 21.12.2016

761 - Demande de pétition publique: Chauffeurs de bus (secteur privé) NON AUX PLANS DE TRAVAIL SEULEMENT 48h à l'avance. Nous exigeons AU MOINS 1 semaine COMPLÈTE!!

Dépôt: M. Stephane Brunel, le 28.12.2016

762 - Demande de pétition publique: Congé payé légal d'au moins 30 jours pour tout le secteur privé

Dépôt: M. Denny Kanizsa, le 02.01.2017

763 - Demande de pétition publique: No hanne Verréckele vun der Chrëschtvakanz vum Schouljoer 2017/18 Recul de la période des vacances scolaires de Noël de l'année scolaire 2017/18

Dépôt: M. Michel Joseph Hinterscheid, le 09.01.2017

764 - Demande de pétition publique: JO zu der Juegd vun de Fiiss

Dépôt: Mme Claire Pletgen, le 10.01.2017

766 - Demande de pétition publique: Entlaaschtung vun der Verkéiersinfrastruktur duerch Fërderung vum Télétravail/Améliorer l'état du trafic routier par la promotion du télétravail

Dépôt: M. Philippe Lemaire, le 15.01.2017

767 - Demande de Pétition publique: Lëtzebuerger gesch als Flichtsprooch an de Klinicken

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 18.01.2017

5) Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés celle-ci sera appelée à désigner un médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 3 février 2017.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir:

1) posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) offrir les garanties de moralité requises;

4) être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction (copie des diplômes, certificats et homologations);

5) avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

3. Ordre du jour

Voilà, villmools Merci. Da géife mer zum nächste Punkt iwwergoen, dem Ordre du jour, den de Fraktiounen an de Sensibilitéite matgedeelt ginn ass, esou wéi en an der leschter Presidentekonferenz proposéiert ginn ass. Ass d'Chamber mam Ordre du jour vun haut d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert a mer géifen dann zum Hauptpunkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Situatioun vun der Sécherheet



hei am Land. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir kennt déi Opstellung. An d'Wuert huet direkt den Interpellateur, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg

Exposé

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.** - Här President, am Kader vun dem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun vum 26. Abrëll 2016 hunn ech mer Gedanke gemaach iwwert d'Sécherheetslag zu Lëtzebuerg, an dat onafhängeg vun den terroristeschen Uschléi 2016 an eisen Nopeschlänner. Ech wéilt mech also och net mat deem Phenomeen haut hei befaassen.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei Entwécklungen, déi d'Leit awer veronsécheren. Ech denken hei un d'Wunnengsabrëch, d'Drogekriminalitéit, Iwwergreif op d'Leit an Uniform, awer och Incivilitäten oder d'Mendicitéit.

Obwuel d'Police mat Recht e gudder Ruff do-bausse genéisst - rezent hu 86% der Police eng gutt Nott ausgestallt -, besteet bei ville Leit ee subjektivt Onsécherheetsgefill. Ech stinn net eleng do mat deem Constat. Och de Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'lescht Joer gesot, ech zitieren: „Dat subjektivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspreechend“ - bezunn op e Réckgang vum Kriminalitéitsstaux - „besser ginn. An dofir ass et a bleift et och wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient kënne sinn, dass mer mei Präsenz kënne garantéieren, wou déi och gebraucht gëtt.“

An anere Wierder: D'Politik ass gefuerdert! Mir mussen de Leit konkret weisen, dass mer se eescht huelen, an der Police an och anere sécherheetsrelevanten Akteuren déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi se brauchen, fir hir Aarbecht uerdentlech ze verrichten.

Här President, dozou gehéiert fir eis un éischer Stell d'Reform vun der Police. Mir hu jo schon oft op dës Tribün bemängelt, dass mer als Chamber net wierklech, bis viru Kuerzem, an d'Aarbechten agebonne gi sinn. Dat ass eppes, wat net nëmme meng Partei beanstand huet, mä och vu Gewerkschaftssäit regelméisseg ugeprangert gëtt. Nichtsdestotz si mir natierlech bereet, esou wäit dat méiglech ass, eis konstruktiv an dee Reformprozess mat anzubringen.

Zur Policearbecht gehéiert fir eis souwuel d'Prevention wéi och d'Repression, woubäi den Akzent natierlech op d'Prevention muss gesat ginn. Fir effikass Prevention an Intervention ze garantéieren, muss eng Präsenz um Terrain assuréiert ginn. Do spillt déi lokal Implantation natierlech eng wichteg Roll.

Et muss awer och weider agestallt ginn. Mir begrëssen dofir all Effort, deen an dës Richtung ënnerholl gëtt, wéi zum Beispill d'Ofschafung vun den Alterslimiten beim Rekrutement. Et sollt och alles derfir gemaach ginn, dass sech an Zukunft weider vill Kandidaten fir de Policedéngscht interesséieren. D'ADEM kéint hei och verstärkt Leit vermëttelen zum Beispill. Eng aner Pist wier, de Leit scho virun den Eegnungstester eng adequat physesch Preparatioun ze proposéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Positiv bewäert d'CSV och, dass 2016 all d'Kandidaten, déi d'Selektiounsépreuve gepackt hunn, zur Formation de base zougeloo gi sinn. Dat waren 112 Kandidaten. Rezent huet eis de Minister Schneider awer misse matdeelen, dass vun deenen 112 just nach ronn 75 iwwreg bleiwe wäerten. Et weist sech also, dass dës Moosnam net esou dréit wéi erhofft. Mir risquéieren also um Enn, dätlech manner Polizisten kënne ze vereedegen, wéi geplangt.

Fir eis stelle sech dofir Froen a Bezuch op d'Selektiounsépreuve. 2015 hu vun den 299 Kandidaten, déi sech presentéiert hunn, der nëmme 148 dës Épreuve gemeeschtert. 2016 soll de Bilan bei 112 Admissiounen par rapport zu 188 Echecke leien.

Wouru scheitert déi meescht Kandidaten? Um Concours? Un de Sportsépreuve? Oder um Entretien? Den Här Minister kann eis vläicht dozou seng Analys presentéieren. Mir sinn näamlech der Meenung, dass ee Preparatiounscoursen gegebenenfalls an d'A faasse soll.

De Minister kann eis dann an engem och erklären, firwat esou vill Kandidaten en cours de route, dat heescht, nodeem se zur Formation de base zougeloo gi sinn, ophalen. Fir d'Joer 2014 war dat ee Fënneftel vun de Kandidaten. Fir d'Joer 2015 wäerten am Endeffekt vun deenen 105 Kandidaten just eng ronn 80 kënne vereedegt ginn. An 2016 geet de Pourcentage nach erof, wéi ech viru gesot hunn.

D'CSV ass och der Meenung, dass verstärkt Zivilpersonal soll engagéiert ginn, fir fir eng zousätzlech Entlastung vun de Polizisten ze suergen, déi esou méi um Terrain präsent kënne sinn.

Här President, et liest een och ëmmer méi, dass zum Beispill Gemengen op Sécherheetsfirmen zrëckgräifen, fir d'Präsenz am Quartier ze hunn oder och ronderëm Schoulgebäier ze patrouilléieren. Ass dat normal? Ass dat net awer eng Deelkapitulatioun virun enger vun den Haaptaufgaben vun den Autoritéiten?

Derbäi kënnt, dass privat Sécherheetsagenten begrenzt Pouvoiren hunn. Si dierfen zum Beispill keng Identitéitskaart froen. D'CSV ass op alle Fall géint eng schlächend Auslagerung vun de polizeilechen Aktivitéiten u privat Entrepreneuren.

Här President, ech hunn et aganks gesot, et ass wichteg, dass d'Leit spieren, dass d'Police an hirer Noperschaft präsent ass. Dat bestärkt d'Leit an hirem subjektive Sécherheetsgefill. Ech mengen awer, och objektiv kënne se soen, dass Polizisten, déi do-bausse patrouilléieren, fir Krimineller net nëmme eng ofschreckend Wirkung hunn, mä och zu enger besserer Opklärung vun de Strofote kënne féieren, notamment wann een e Brigand in flagranti erwëscht.

Ech wëll unhand vun e puer Beispiller erklären, wou d'CSV Handlungsbedarf gesäit, wou nach Verbesserungsméiglechkeete sinn, och fir de Leit hir Suergen an Ängschten ze huelen.

Den éische Punkt sinn d'Wunnengsabrëch. Dës Phenomeen mécht ganz ville Leit Kappzerbriechen, well et geschitt bei hinnen do-heem an der Stoff oder am Schlofzëmmer. Ech hat Enn 2014, am Numm vun der CSV, eng Heure d'actualité hei ugefrot iwwert d'Well vun Abrëch, déi deemools iwwer Lëtzebuerg eragezunn ass.

Pour rappel war am Joer 2014 d'Zuel un Abrëch dramatesch ugeklommen. Wann an de Joren 2011 bis 2013 eng ronn 3.300 Abrëch d'Joer gezielt goufen, esou waren et der 2014 ronn 1.000 weider! 2015 ass dës Zuel nees bal op den Niveau vun 2011 zrëckgaangen. Och 2016 schéngt sech eng äänlech Entwécklung erauszeschielen, trotz der Tatsaach, dass um Enn vum Joer et erëm zu verheefte Abrëch komm ass.

Erschreckend ass awer, Här President, wann ee sech mam Opklärungstaux vun deene Strofote beschäftegt. Deen ass weider réckleefeg. Goufen 2013 nach 8,2% opgekläert, esou waren et der 2014 just nach 6,3% oder 273 Fäll, 2015 5,6% oder 202 Fäll. 2015 konnten also 38% manner Abrëch opgekläert gi wéi nach 2013.

An Däitschland goufen 2015 zum Beispill, en moyenne, 15,2% vun de Fäll opgekläert. Mir klären also 5,6% vun allen Abrëchfäll op, woubäi den Taux an Däitschland dräimol esou héich ass!

Bal 95% also vun allen Abriecher konnten net ermëttelt ginn. Den 21. Oktober 2015 hate mir dem Minister eng schrëftlech Fro zu deemem Sujet gestallt, fir gewuer ze ginn, wat d'Regierung un neie Moosname géif treffen, fir méi Fäll opzeddecken. D'Ministere Schneider a Braz hunn an hirer Äntwert eigentlech just op e Groupe mixte d'enquête verweisen, dee säit 2009 fonctionnéiert. Mir stellen haut fest, dass den Opklärungstaux eropgaangen ass, pardon, erofgaangen ass. Dofir, mengen ech, wier et un der Zäit, nozebesseren.

Den Här Minister Schneider hat am Dezember 2014, am Kader vun eiser Heure d'actualité, drop higewisen, dass déi Abrëch oft a Welle géife geschéien an dass et ganz oft organiséiert Banden aus dem Osten, aus fréieren Ostblockstate wieren. Fir d'CSV ass op alle Fall kloer, dass hei national Léisungen eleng net duerginn!

Wéi gëtt de Centre commun de coopération policière et douanière, deen de Sätz hei zu Lëtzebuerg um Findel huet, an deem Kontext mat agebonnen? Wéi eng Moyene ginn zur Verfügung gestallt?

Et ass fir eis och net nozevollzéien, firwat Lëtzebuerg Enn Oktober 2016 am länneriwwergräifenden Treffen zu Aachen net derbäi war, wou sech déi hollännesch, belsch an däitsch Autoritéite getraff hunn, fir sech an der souenanter Aachener Erklärung ze engagéieren, un enger besserer Koordination zur Bekämpfung vun de grenziwwerschreidenden Abrëch ze schaffen.

Hätt dat net missen och d'Äntwert vun der Regierung op d'Konklusione vum Conseil vum 13. Oktober 2016 iwwert d'organiséiert Wunnengsabrëch sinn? Och wann de Minister op eng gestallte Fro vun der Kollegin Dall'Agnol versicht huet, ze beschwichtigen, denke mir, dass hei muss nogebessert ginn. D'CSV fuerdert dofir, dass d'Regierung hir Versäumnisse, wann dat net an Zwëschenzäit sollt geschitt sinn, nohëlt.

Och am Zusammenhang mat den Abrëch hunn ech de Minister scho méi wéi eng Kéier op informatesch Fréiwarnsystemer higewisen. Een dovunner nennt sech PRECOBS. Als Äntwert op eng gemeinsam Fro vu mengem Fraktiounskolleg Laurent Mosar a mir selwer vum Februar 2016 huet de Minister keng Stellung geholl, wat d'Effikassitéit vun esou Logiciellen ueget. Et gouf just drop higewisen, dass de PRECOBS-System fir Lëtzebuerg wéinst senger geografescher Taille net adaptéiert wier.

Wann een op där enger Säit seet, dass e groussen Deel vun den Abrëch op de Konto vu mobile Bande geet, déi a Wellen operéieren, op där anerer Säit méiglech Piste mat engem Handwësch ofweist, ass dat ze kuerz gegräff. Ech wier dofir frou, wann de Minister eis kéint Opschluss ginn, ob esou Systemer net awer um Niveau vun der Groussregioun kéinten agesat ginn.

Här President, den zweete Punkt, deen ech wëll beliichten, ass d'Drogekriminalitéit. D'Präsenz vum Drogemilieu an enger Uertschaft ass definitiv e Problem. D'Stad Lëtzebuerg steet hei ëmmer erëm besonnesch am Fokus, mä och an anere grouss Stied gëtt et dee Problem. Mir stelle fest, dass nodeems den Här Mosar an och d'Madamm Polfer aktiv gi sinn, Bewegung an den Dossier komm ass.

Zanter 2012 sinn d'Fäll vun Drogekriminalitéit kontinuierlech an d'Luucht gaangen, mat enger Hausse vu bal 80%! Ech denken, dass hei an de leschte Méint vill Bewegung erakomm ass. Vill Drogendealer konnte verhaft ginn. An et schéngt es, wéi wann hei eng Rei Erfolleg ze vermelden wieren. Dat begrësse mir. Dës Efforte solle weidergefouert ginn.

Datt den Drogeproblem trotzdeem net geléist ass, ass awer och en oppent Geheimnis. Virun e puer Woche konnte een zum Beispill an der Press liesen, dass eben elo net méi op der Strooss gedealt gëtt, mä an den Hannerzëmmeren. Et ass also deels zu enger geografescher Verlagerung komm, vum Trottoir an d'Bannenhäff. An d'Police, esou stoung et an der Press, ass oft ee Schrëtt ze lues. Dës Situatioun dréit net zur Verbesserung vum Sécherheetsgefill vun de Bierger bäi.

En drëtte Problem, deen ech wëll uschneiden, ass dee bekannte Problem vun der Mendicitéit. Mir wëssen, dass d'Mendicitéit e villschichteg Problem ass. D'Mendicitéit huet oft sozial Ursachen an déi wëll ech hei net klengrieden an déi mussen och ugaange ginn.

Et entsteet awer eng Kontrovers ëm d'Mendicitéit, wann et offensichtlech gëtt, dass se organiséiert ausgeübt gëtt. Dat ass eng Infraktioun. An d'Leit verlaangen, dass déi Autoritéiten, déi dofir zoustänneg sinn, och aktiv ginn.

Derniewent gëtt d'Mendicitéit och zum Problem, wann déi betraffe Leit déi ëffentlech Uerdnung stéieren. Meng Fraktiounskollege Serge Wilmes a Laurent Mosar goufen an deem Dossier jo schon aktiv, éier déi Saach am Summer 2015 héichgekacht ass.

D'Medien hu sech awer missen aschalten, fir déi responsabel Politiker waakreg ze rëselen. An der Hetz hunn duerno eis Ministere Bettel, Schneider a Braz de Sujet wellen drénglech behandelt. D'„Wort“ huet getitelt: «Le Gouvernement prend les choses en main».

Datt näischt dobäi erauskomm ass, weist och, dass d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg am August 2016 dësen Appell un d'Regierung gemaach huet, ech zitieren: „Dofir maachen ech wierklech e waarmen Appell un all d'Autoritéiten, déi hei Kompetenzen hunn, fir hei zesammenzewierken, fir dass mer déi do Situatioun an de Griff kréien. Well dat do gëtt vun de Leit als eng Ofdankung vun der ëffentlecher Muecht oder Uerdnung ugesinn an dat si geféierlech Momenter an enger demokratescher Gesellschaft.“ Fin de citation.

Dat si kloer Wierder vun der Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg. Och elo nach am Dezember d'lescht Joer sinn nach ganz vill Heescherten ënnerwee gewiescht. Eleng ronderëm de Royal Hamilius souzen op 100 Meter dräi bis véier Heescherten. Hei huet een d'Impressioun, dass et sech ëm organiséiert Mendicitéit handelt.

Mä och an anere gréisseren Uertschaften kéint de Phenomeen periodesch op. Mir haten den 20. Abrëll 2016 an enger Justizkommission gefrot, de Sujet nach eng Kéier op den Ordre du jour ze kréien. Dat ass bis haut net geschitt! Mir ginn d'Gefill net lass, dass d'Regierung sech hirer Responsabilitéit an deem Dossier einfach entzitt.

Fir d'CSV muss op verschiddenen Niveauen agéiert ginn. Wann déi ëffentlech Uerdnung duerch d'Verhalen, oder villméi d'Feelverhale vu verschiddene Persoune gestéiert gëtt, da mussen eis Polizisten déi néideg Moyene kréien, fir agéieren ze kënne. Wann d'Schwätzen, esou wäit dat méiglech ass, näamlech

näischt bréngt, da muss eis Statsgewalt och Leit vun diverse Plaze verweise kënne an nouffalls och aus dem Verkéier zéien. Dofir mécht d'CSV sech staark, fir de Plazverweis an eis Gesetzestexter anzuschreien, a gëtt och hei vun der DP-Buergermeeschtesch aus der Stad ënnerstëtzt.

Mä och den SNPGL fuerdert de Plazverweis. De Plazverweis hu mir schonns an eise Wahlprogramm vun 2013 stoen. Dat ass eppes, wat et och an anere Länner gëtt, wéi zum Beispill Sachsen oder Baden-Württemberg.

Sollt de Plazverweis net duergoer respektiv d'Persoun sech net un de Verbuet halen, da kann och haut schon d'Persoun aus dem Verkéier gezu ginn, esou d'Madamm Procureur général d'État an hiren Ausföerungen an der Commission juridique vum 9. Dezember 2015.

Madamm Presidentin, ech deponéieren eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, am Kader vun de lafenden Aarbechten iwwert d'Police-Reform en Amendement anzubringen, deen de Plazverweis verankert. Sollt d'Regierung refuséieren, dëst ze maachen, wäerte mir als CSV en Amendement parlementaire areeche. An ech ginn dovunner aus, dass d'Kollege vun der DP eis do ënnerstëtzen.

Wann ech gelift, Madamm Presidentin!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les citoyens éprouvent un sentiment subjectif d'insécurité;

- que la sécurité est un préalable indispensable à l'exercice effectif des droits et libertés publiques;

- considérant que le maintien de la sécurité et de l'ordre publics constitue une mission primaire de l'État et des autorités communales;

- qu'il résulte en effet du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités que les autorités communales doivent faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

- considérant qu'à défaut, cette situation est ressentie par nos citoyens comme «une abdication de la force publique ou un renoncement à l'ordre» et «ce sont des épisodes dangereux dans une société démocratique», aux dires des responsables politiques de la Ville de Luxembourg;

- considérant que le projet de loi de réforme de la Police grand-ducale contient une liste d'instruments de police administrative à disposition des forces de l'ordre;

- considérant que cette liste doit être utilement complétée par le «Platzverweis», c.-à-d. le pouvoir d'enjoindre à des personnes qui troublent l'ordre public de quitter un lieu donné, voire de leur interdire de s'y rendre pendant une période donnée;

- considérant que le «Platzverweis» est ancré dans diverses législations étrangères;

invite le Gouvernement:

1. à compléter le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale par l'instrument dit du «Platzverweis»;

2. à offrir à tous les agents de police une formation adéquate afin de garantir un recours approprié à cet instrument.

(s.) Léon Gloden, Emile Eicher, Félix Eischen, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Madamm Presidentin, fir d'Kommunikatioun mat de Betraffenen ze verbessern, hate mer e Projet, deen zu Paräis erfollegräich war, och zu Lëtzebuerg virgeschloen. An zwar hätte mer gär, dass mer an eise Groussstied, wou mer mat deem Phenomeen konfrontéiert sinn, verschiddentlech Polizisten aus de concernéierten Heemechtslänner vun de Leit mat op Patrull schécken.

Madamm Presidentin, e weidere Punkt sinn d'Incivilitäten. Incivilitéite si Saachen, déi de Leit uewe leien. Dëst ass schonns an engem Rapport vun der Commission juridique vum 20. Juni 2007 op Demande vun der deemoleger DP-Fraktioun constatéiert ginn. Wéi Der all wësst, sinn déi kommunal Autoritéiten zoustänneg: «Pour la tranquillité et le bon ordre publics, la sûreté et la commodité du passage dans les rues, les voies et les places publiques».

A wéi steet et am Exposé des motifs vum Projet de loi 5916 vum 16. September 2008 vum deemoleger Justizminister Luc Frieden an Innenminister Jean-Marie Halsdorf: «(...) les autorités communales sont placées au début de la chaîne de l'ordre public». An dofir mussen déi

beträffen Autoritéiten och d'Moyene kréien, fir hiren Attributiounen nokommen ze kënnen.

Incivilitéé si keng Kavaliersdelikter. D'Futtischloe vun anere Leit hire Saachen, Leit uspäien, beleidegen, Autocoursses op Parkingen dierfen net duerchgoe gelooss ginn! Als Buergermeeschter weess ech, datt et net einfach ass, d'Polizisten permanent ze ruffen, wa Gemengereglemter net respektéiert ginn. Dat läit net un de Polizisten, mä einfach un hirem Auslaaschtung. Si kënnen a sollen och net all Hondskacka nolafen.

Duerch de Fait, datt eng Rei Proximitéitskommissariater ofgeschafft ginn, wier et ubruecht, d'Agents municipaux, am Volleksmond „d'Pecherten“, opzewäerten. Hei kéinten d'Polizisten an hirem alldeelecher Aarbecht entlaascht ginn a méi no um Bierger agéieren, fir eben déi méi kleng Doléancen. Dofir fuerdert d'CSV, datt d'Pecherten, déi e gewësse schouleschen Niveau mussen hunn, eng adequat Formatioun duerchlafe mussen, fir datt se déi néideg Kompetenzen iwwerdroe kréien. Geschitt dat net, kréie mer dese Problem net an de Grëff!

De Projet de loi vun 2008 ass an des Richtung gaangen. An déi aktuell Regierung huet jo ugekënnegt, des Gesetzsvirlog als Basis ze huelen an déi Verbesserung virzehuelen, déi de Statsrot opgeworf huet.

D'Agents municipaux mussen kënnen Infraktiounen betreffend d'Sécurité an d'Commodité de passage am öffentleche Raum an d'Tranquillité an d'Salubrité publique constatéieren. Si mussen hei kënnen direkt Strofe verhängen, am beschten ënner Form vun administrative Strofen, esou wéi d'CSV dat och an hirem Wahlprogramm stoen huet. Am Fall vun administrative Strofe kann dann och d'Verwaltungsgericht eventuell Recoursen tranchéieren.

Wat déi deemoleg Kritik vum Statsrot zu der Multiplikatioun vu kommunale Strofgesetzbücher ugeet, ass ze soen, datt all Gemeng hiert Police-Règlement huet an déi divergéieren op eenzelne Punkten ebe vu Gemeng zu Gemeng.

D'Agents municipaux sollen am Prinzip ënnert der Autoritéit vum Buergermeeschter stoen. D'Agents municipaux solle bei gréisseren Evenementer, zum Beispill Concerten, eng grouss Sportsmanifestatioun, kënnen op Demande vun der Police deenen hëllefen. An deem Fall géife se dann der Autoritéit vun der Police ënnerstoen. D'Agents municipaux mussen och kënnen d'Identitéit kontrolléieren, wann eng Infraktioun géint e kommunalt Règlement virläit oder een Doute iwwert d'Identitéit vun enger Persoun do ass. D'Agents municipaux mussen eng Formatioun beim INAP maachen. Fir d'CSV ass et och kloer, datt d'Agents municipaux keng Waff dierfen droen.

Mixte Équipe vu Polizisten an Agents municipaux ass eng weider Pist. Éischten huet dat de Virdeel, datt d'Agents municipaux méi Respekt gezollt kréien, wa se mat engem Polizist ënnerwee sinn. Zweetens, vu datt den Agent municipal permanent um Terrain ass, kann hien och de Polizisten déi sougenannten Hotspots weisen. Zu Gréiwemaacher wéi och zum Beispill zu Hesper gëtt dat schonn an d'Praxis ëmgesat. Hei gëtt et gemëschte Patrullen an dës kënt souwuel bei de Leit wéi och bei de Polizisten an de Pecherte gutt un.

E leschte Punkt, Madamm Presidentin, sinn d'Attacke géint d'Beamten an Uniform, sief et Polizisten, sief et Zuchbegleeder oder Buschauffeuren oder aner Beruffer. Nach kierzlech gouf vun engem Ugrëff op eng Buschauffeurin bericht: Fir d'Éischt mat enger Pistoul bedrot, du mat engem Messer gepickt. Glécklecherweis konnt se den Täter nach aus dem Bus geheien. Wie weess, wat soss nach geschitt wier!

De Minister Bausch hat sech uganks 2015 fir eng Spezialunitéit vun der Police fir den öffentlechen Transport ausgeschwat. De Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider, deelt des Meenung net.

Fakt ass, datt duerch Brutalitéit an Attacken a Bus oder Zuch eng Rei Leit, a besonnesch Kanner a Jugendlecher, d'Transports publics net méi huelen. Dat ass kontraproduktiv! Mir wëssen, datt et säit 2009 e Gesetz iwwert d'Uerdnung an d'Sécherheet am öffentlechen Transport gëtt. Dofir ass d'CSV der Meenung, datt ee verstärkt Sécherheitsagenten, ënnert dem Statut vum Employé de droit public, soll asetzen.

2015 gouf et 28 Fäll manner vu Rebellioun géint Policebeamten an och 35 Fäll manner wat Outrages à agent ugeet. De Réckgang par rapport zu 2014, wou d'Rekorder gebrach goufen, soll awer net doriwwe ewechtau-

schon, datt vun 148 Aarbechtsaccidenter 40 op Rebellioun zréckzefiere sinn! Mir wiere gutt beroden, des Zuelen am A ze behalen an, wann néideg, mussen d'Strofen aus dem Code pénal eng Kéier iwwerducht ginn. Och ass d'CSV der Meenung, datt de Stat systematesch Schuedenersatz soll froen, wann e Polizist am Asaz zu Schued kënt.

Madamm Presidentin, am Summer d'lescht Joer si jo och eng Rei Politiker an Dageszeitungen interviewt ginn, wou d'Fro gestallt ginn ass: Freiheit oder Sécherheit? An deene meeschte Fäll war d'Antwort: Keng Fräiheet ouni Sécherheet. Let's do it!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Gloden fir d'Afféierung an dese ganz interessante Sujet. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech déi honorable Deputéiert, d'Madamm Claudia Dall'Agnol. Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, Dir Häre Ministeren, Merci mengem Virriedner, dem Interpellant, deen, Dir hutt et elo just héieren, haut wollt mat eis, mä awer virun allem och mat der Regierung iwwert d'Sécherheetslag hei zu Lëtzebuerg schwätzen, mä awer och, dat huet hie gesot, iwwert d'Roll vun der Police a vun de Gemengen an natierlech och iwwert d'Roll vun der Justiz.

Dës ass e relativ vast, e relativ grousst Feld. Ech wäert awer probéieren, an där Zäit, déi ech hunn, op déi wichtegst Punkten alleguerten eemol anzegoen an dat aus der Vue natierlech vun der LSAP, de Sozialisten.

Kommt, mir fänken einfach emol fir d'Éischt u mat der aktueller Sécherheetslag hei am Land! D'Kriminalitéit ass 2015 zu Lëtzebuerg fir déi éischte Kéier säit Joren erëm erofgaangen, ëm 6,35%. Virun allem d'Zuele vun den Abréich, vu geklaute Géigestänn a vun allen Zorte vun Attacke géint Persounen sinn erofgaangen.

Op eng Question parlementaire, déi ech dem Minister gestallt hat, an den Interpellant ass och dorobber agaangen, koum d'Antwort, dass d'Abréich 2016 par rapport zum leschte Joer souguer ëm 15% erofgaange sinn! Dat ass jo emol, wann een et vum Statisteschten hier kuckt, eng gutt Noriicht. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass all eenzelne Fait een ze vill, virun allem fir deen, deen et schlussendlech betrëfft.

Mir wëssen, an och dat hunn ech schonn eng Kéier hei gesot, dass doduerch, dass d'Bannengrenzen ofgeschafft goufen an duerch d'EU-Erweiterung bis wäit an den Osten eran, sech och d'Sécherheetsëmfeld staark verännert huet. An deem mussen mer Rechnung droen, wa mer eng Reform vun eise Sécherheitsorganer maachen, esou wéi mer dat eben elo just mat der Police amgaange sinn.

D'Aufgabe vun der Police um internationalen Niveau sinn ëmmer méi komplex ginn, si hunn natierlech och net ofgehol. Ganz au contraire, si hunn zougeholl! An dernieft ass a bleibt et immens wichtig, dass si d'Méiglechkeet huet, sech och ëm déi kleng Alldagskriminalitéit ze këmmen. Well den Otto Normalbürger, deen interesséiert, dass säin Broch opgekläert gëtt, dass d'Police séier kënt, dass ebe just net viru senger Hausdier oder der Schoul vu senger Kanner gedealt gëtt oder sech prostituéiert gëtt, dass a senger Strooss net mat 100 à l'heure derduerchgerannt gëtt a senger Kanner ebe sécher kënnen dobausse spillen. Dofir bezilt de Bierger seng Steieren an dofir hätt en natierlech och gär, dass de Buttek rullt!

An de leschte Méint huet een dacks gutt gemierkt, wou jo d'Drogeproblematik op der Gare am Vierdergrond stoung, an de Bierger an d'Biergerin, mat Recht, drop higewisen huet, dass hei muss agegraff ginn, wat d'ailleurs jo och geschitt ass.

D'Fixerstoff an d'Hëllefugebueder fir déi Offhängeg sinn iwwerregens an eisen Aen, an den Ae vun de Sozialisten e ganz wichteg Ugebuet un des Leit. An dat ass och dofir complémenteaire zur Bekämpfung vun den Dealere geschitt.

Wann een d'Situatioun op der Gare haut mat där vu viru ronn engem Joer vergläicht, da gesäit een och, wéi sech d'Lag engersäits berouegt huet an anerersäits sech awer och d'Dealere an déi nei Situatioun upassen. Se dealen eben elo net méi am Dag op der Strooss, mä se kommen owes eraus a maachen et dann och net méi esou offensichtlech. D'Entwécklungen op der Gare weise ganz gutt, wéi et och am Grousse leeft.

D'Sécherheetslag verännert sech. Se verännert sech permanent, an d'Briganden, déi passe

sech un. A genausou muss d'Police sech och ëmmer erëm nees kënnen upassen, fir d'Situatioun eben dobaussen am Grëff ze behalen. A fir dass d'Police dat ka maachen, wëlle mer se jo och mat der Reform entspreichend gutt opstellen.

Ech hu schonn eemol hei op der Tribün drop higewisen, dass et där Problematike méi gëtt a se net all nëmmen d'Stad Lëtzebuerg betreffen. An ech profitéiere vun deser Geleeënheet, fir et nach eng Kéier kloer ze betounen, nämlech dass all Bierger déiselwecht Rechter a puncto Sécherheet huet an dat egal wou en an deemem Land wunnt. Nëmme dann huet de Bierger nämlech och entspreichende Respekt virun der Police a gesäit si och als Freund und Helfer, wéi dat esou schéin heescht, deen si soll sinn an deen déi eenzel Polizistinnen a Polizisten och wëlle sinn.

Déi wichtegsten Alliéierte vun der Police, dat soen d'Polizistinnen an d'Poliziste selwer ëmmer erëm, dat sinn d'Bierger, déi mat hinnen zesummeschaffen, andeems se Strofdote mellen, sech als Zeien zur Verfügung stellen. An esou kann am géigesäitege Respekt zesummeschaffen ginn an och e positive Bäitrag zu eiser Gesellschaft gelescht ginn.

Wa mer elo hei an der Chamber iwwert d'Sécherheet diskutéieren, da solle mer awer probéieren, net ze iwwerdreien a mir sollen och virun allem probéieren, keng Panik ze maachen. An och dat hunn ech schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: Et soll keng Partei probéieren, esou ze maachen, wéi wa se de Monopol hätt, wat d'Sécherheet vun de Leit hei am Land ubelaangt.

An et gëtt och hei am Land e grousst subjektivt Onsécherheetsgefill. Jo, mir sollen dat eescht huelen a mir sollen och d'Leit berouegen, zum Beispill doduerch, dass eben erëm méi Patrullen dobaussen ënnerwee sinn.

Et muss an et soll awer just duerch dat, wéi ech elo grad gesot hunn, subjektivt Onsécherheetsgefill och net op all Eck e Polizist oder eng Polizistin stoen an och net op all Eck eng Kamera sinn. D'Fräiheet a virun allem och déi individuell Fräiheet vun all Einzelen ass genausou wichteg wéi d'Sécherheet. An et gëtt souwiesou keng honnertprozenteg Sécherheet, egal wéi staark d'Kontrolle kéinte sinn!

Gedanke mussen mer eis awer och iwwert d'Preventioun maachen, d'Preventioun vu Gewalt. Dofir brauche mer vläicht manner eis Police, mä awer d'Schoul, d'Elteren an och déi sëllech Asblen, déi sech mat der Jugend auserneeetzen.

A virun allem muss all Bierger a virun allem och all Jonken eng fair Chance an eise System kréien, wat seng Schoulausbildung ubelaangt, och seng Chancen um Aarbechtsmarché, an och muss seng Bezuelung esou sinn, dass en a gudd Konditiounen sech a seng Famill kann ernieren. Da brauch keen anzubriechen oder der Bom dobaussen de Portmonni oder d'Posch ze klauen, fir kënnen ze iwwerliewen, wéi dat a munche Länner leider hautdesdaags de Fall ass. Dat ass och d'Verantwortung vun der Politik, an net nëmmen de Sécherheitsapparat ze reforméieren oder deen opzestocken.

Eng Aufgab, déi d'Police jo och scho mécht, ass am Beräich Preventioun, wou se zum Beispill Programmer ubitt, fir ze sensibiliséieren op Thémawéi Gewalt, Abréich, awer och Graffiti. Se mécht och Formatiounen, sief dat vum Schoulpersonal oder awer och zum Beispill vum Fleegepersonal, fir Leit kënnen ze erkennen, déi probéiere géifen, an Leit ze beducken. Dat ass eng vu villen Aufgaben, déi eis Police haut scho mécht, an déi géllt et och nach verstärkt auszubauen an der Zukunft.

D'Sécherheetsgefill, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass e Stéck Liewensqualitéit an et ass virun allem och e Grondrecht vun all Biergerin a Bierger.

Mir wësse jo, dass et Länner gëtt, wou déi sougenannten - téschent Gänsefeisercher - „Déck“, also déi mat vill Geld, sech Sécherheet kafen, dat heescht, eng privat Firma astellen, fir fir hir Sécherheet ze garantéieren.

Oder dass sech, wéi dat och an Däitschland emol de Fall war, op eemol sougenannte Bürgerwehre bilden, déi mengen, si kéinten d'Sécherheet an d'Recht an déi eegen Hand huelen. Da si mer net méi an engem Zeenaro, deen ech viru beschriwwen hunn, wou positiv a mat Respekt de Bierger mat der Police zesummeschafft, neen, well dann iwwerhëlt de Mob d'Gewalt an dat géint d'Police a géint d'Gesetzer am Land. A mir mussen alles maachen, dass et ni zu esou eppes hei am Land ka kommen!

An dofir mussen, dat ass och scho gesot ginn, d'Effektiver vun eiser Police séier, mä awer och systematesch an den nächste Joren an d'Luucht goen, fir dass mer ni méi an esou en Enkpass kommen, wéi mer elo dra sinn. Well all Reform,

och déi, mat där mer elo amgaange sinn hei an der Chamber, steet a fällt mat hirem Personal an deemno och mat genuch Personal.

D'Reform, ech hunn et elo just gesot, déi mer elo grad hei an der Chamber behandelen, soll jo och e besseren Déngscht um Client - Client, dat sinn an deem Fall d'Biergerin an de Bierger - garantéieren. An dorunner gëtt déi Reform och hermo gemooss. A fir dat ze errechen, muss d'Police net nëmmen opgestockt ginn, mä se muss och besser organiséiert sinn a se muss virun allem och méi effizient kënnen schaffen.

Dozou gehéiert och - an ech weess ganz genau, dass dat dacks uneckt an och net jiddwerengem gefält, ganz au contraire! -, mä ech hunn et schonn eemol hei op der Tribün gesot an ech wäert et och ëmmer erëm soen, dass et nëmmen eng Police gëtt.

Et mécht hei zu Lëtzebuerg kee Sënn, d'PJ aus der Police erauszehuelen an déi wëlle bei der Justiz ze integréieren. Grad well mer eben net genuch Leit hunn, mussen all d'Poliziste kënnen zesummen effikass schaffen a se sollen net auserendivisiéiert ginn. All Unitéit vun der Police feelt et u Leit, deene mat an och deenen ouni Uniform. Der PJ genausou wéi deenen eenzelne Clen a CPen. A mir dierfen dofir an deser Policereform net ufänken, ee spezielle Grupp zefriddenzestellen op d'Käschte vun deenen aneren.

Ech mengen och net, dass ech nach eemol, fir d'x-te Kéier, muss dat Beispill bréngen, wou keng Patroll ka gefuer ginn, well soss de Büro muss zoubleiwen oder vice versa. Ech mengen, dat Beispill ass mëttlerweil jiddwerengem heibanne bekannt an e Begrëff.

Deen éischte Kommissariat vun der neier Generatioun, „Porte du Sud“, fonctionnéiert jo schonn, wann ech mech richtig erënneren, zënter Enn November. A mir wäerten dann och kënnen gesinn, wat d'Resultater vun der Fusioun vun zwee méi klenge Kommissariater sinn. D'Patroulle sinn op alle Fall an deem Zeenario nees méiglech an éischt konkret Verbesserung sinn also um Terrain amgaangen, ëmgesat ze ginn.

D'Poliziste solle sech erëm op hiren „core business“ konzentréieren kënnen, well d'Leit erwaarde sech méi Police-Präsenz dobaussen an och, dass d'Police déi néideg Zäit huet, wa si se brauchen. Dat heescht, eng vill méi staark Disponibilitéit, wéi dat bis elo de Fall war.

Da kënt der Police jo och net nëmmen déi sougenannte repressiv Roll zou, mä si muss och kënnen preventiv schaffen. Dorop sinn ech viru schonn agaangen. An och déi Zäit muss se erëm hunn an dofir ebe vun aneren Aarbechte kënnen entlaascht ginn.

Dozou gehéiert dann zum Beispill, dass d'Rezeptioun an d'Sekretariat am Policebüro och kéinte vun Zivilpersonal gemaach ginn. De Polizist selwer, deen muss net alles um Büro selwer maachen. E soll op den Terrain, do, wou d'Kriminalitéit ass.

Déi richteg Leit sollen also op déi richteg Plazen, a mir mussen fir d'Zukunft virsueren, dat heescht, en Organigramm opstellen, wou genau drasteet, ob ee muss Polizist sinn oder net, fir déi eenzel Aufgaben ze maachen.

Wat bei der Roll vun de Polizisten awer och wichtig ass, dat ass d'Erfahrung. Et ass net gutt, zwee jonk Beamten op Patroll ze schécken. Et ass wichtig, dass se kënnen vun der Erfahrung vun eelere Beamte léieren. Heiansdo setzen an engem Auto zesumme ganzer véier Joer Berufserfahrung, an dat ass net gutt!

De fréiere Procureur, de Robert Biever, deen sot den 2. März 2010 op engem Colloque a menger Heemechtsstad zu Diddeleng, an ech zitieren en elo: «Dans l'organisation actuelle de la police, il est également préoccupant que de nuit l'on ne trouve pas un policier de plus de 32 ans sur le terrain. Ceci ne va pas sans créer certaines difficultés lorsqu'il y a des incidents.» Enn vum Zitat. Ech huelen un, déi Ried kéint en haut genau esou nach eng Kéier halen. A wéi gesot, léif Kolleginnen a Kollegen, dat ass net gutt!

Wéi ass et mat den Agent-municipallen, wéi ass et mat de Bannhiddere, wat kënnen déi zum Beispill och iwwerhuelen, fir d'Police ze entlaaschten? Si dierfen natierlech, an dat huet mäi Virriedner et betount, si dierfen net zu enger Police bis ginn, mä si kënnen awer duerchaus eng grouss Hëllef sinn, och fir d'Gemengen a fir hir Reglementer durchzusetzen, wat zum Beispill d'Verschmutzungen oder de Kaméidi ubelaangt. An et gi vill Aufgaben, déi déi Leit kéinten iwwerhuelen, ouni dass se eng Waff mussen droen.

Den Innenminister, den Dan Kersch, an e lauschtert opmierksam no, deen huet zum Thema vum Ausbau vun de Kompetenzen vun den Agents municipaux jo schonn d'Richtung virginn an do extra nach eng Kéier och selwer

betount, dass hei keng Police bis soll entstoen, dass déi Leit keng Waff sollen droen an och keng Identitéitskontrollen dierfen durchfieren. D'Iwwerpréiwung vun der Identitéit ass eng eenditeg Kompetenz vun der Police, déi net esou einfach un zivillit Personal kann iwwerdroe ginn. Si sollen awer bei enger Rei vu méi klengere Verstéiss, déi dann och no méi enger einfacher Prozedur kenne gehandhabt ginn, e Protokoll schreiwten.

Da kann ee sech froen, firwat mer esou e Gesetz net scho laang hunn, well et gétt zanter Joren eng konstant Demande vun de Gemengepäpp a -mammen, fir den Agents municipaux méi Aufgabe kenne ze iwwerdroe. D'Schwierigkeit läit awer eben doran, d'Aufgabendeelung an d'Kompetenze vun der Police engersäits an den Agents municipaux anerersäits kloer ze definieren. De Wunsch vun de Gemengen, fir kenne d'Agents municipaux anzesetzen, kéint jo dohier, dass se eben d'Er-fahrung gemaach hunn, dass d'Police net esou staark um Terrain präsent ass, wéi se sech dat géifen erwaarden, a Verstéiss géint d'Geme-geregelung oft als net esou wichteg agestuft ginn an deemno net ëmmer mat aller Kon-sequenz renforcéiert (veuillez lire: duerchesat) ginn.

Et besteet also de Risiko, dass aus engem Man-gel u Personal eras um Enn d'Agent-munic-pallen um lokalen Niveau d'Aufgabe vun der Police iwwerhuelen, ouni awer deeselwechten Niveau u Formation an och déiselwecht Moyenen ze hunn, fir eventuell méi heikel Si-tuatiounen unzuegoen. An doraus ergétt sech da logescherweis d'Demande vun deene Be-traffenen, fir méi Moyenen zur Verfügung ge-stallt ze kréien, sief dat d'Recht, de Leit d'Carte d'identité ze froen, se festzehalen oder souguer vläicht d'Recht, eng Waff ze droen. Dat kann awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net d'Léi-sung sinn.

D'Agents municipaux sollen d'Police an hirer Aarbecht ennerstetzen. Si dierfen awer mat deenen Aufgaben net eleng gelooss ginn a muss jidderzäit op d'Police kenne zrëckgrä-fen, wann eng Situatioun riskéiert ze eskaléie-ren.

A bei der Police dierf d'Bedeutung vun deene klengen Alldagsproblemer, déi iwwer Geme-geregelung e Kader gesat kréien, och net èn-nerschat ginn. Autofuerer, déi an den Uert-schaften ze schnell ennerwee sinn, Noperen, déi dacks nuets Kaméidi maachen, Graffiti-ten un der Fassad, Hondsdreck um Trétoir, et j'en passe, all déi kleng Incivilitäten hunn e ganz negativen Impakt op d'Liewensqualität an och op d'Sécherheetsgefäll vun den Awunner. Et dierf bei de Bierger also net den Androck ent-stoen, dass et kee Wäert huet, d'Police ze ruf-fen, well déi souwisou weinst esou „méi klenge Faiten“ ni kéint.

D'Agent-municipale kenne a sollen also e Lien maachen tëschent de Bierger um lokalen Niveau, déi och fir kleng Regelverstéiss dann en Usprichpartner brauchen, an der Police, déi muss agräifen, wa Konflikter sech eben net am Guddé léise loossen.

Allerdéngs fonctionnéiert dat natierlech och nëmme, wann all Gemengen am Land sech e Geme-geregelung ginn, dat déi méi kleng Verstéiss do regelt. An hei sinn dann natierlech méi verstärkt d'Gemenge gefrot.

Zur Justiz: Bei der Justiz, do hu mer e ganz ään-leche Problem wéi bei der Police. D'Servicer vun der Justiz sinn iwwerlaascht. Eng Law-and-Order-Strategie fueren, wou all Affär muss vum Parquet ofgehandelt ginn, ass schonn eleng dowéinst guer net dran. Dovun ofgesinn ass dat awer och guer net néideg an contraire éischer kontraproduktiv. Dat gesi mer jo un deene villen Affären, déi haut einfach klasséiert ginn. D'Justiz soll d'Zäit an de Fräiraum hunn, sech mat deene wichtige penalen Affären ze beschäftegen, an net ennergoen a Klengge-keiten, déi se da souwisou muss klasséieren, well se guer keng Zäit huet, sech dréms ze këmme-ren. Doduerch schaaft ee just Frustratiounen bei de Polizisten, déi déi Affären awer hu misse weiderginn, fir dass dann näischt geschitt. An dem Täter, bon, deem kann et da jo souwisou egal sinn.

Wa sech d'Situatioun bei der Justiz also ganz äänlech presentéiert wéi bei der Police, dann ass et och nëmme konsequent a logesch, och äänlech Léisungen unzuegoen: Op där enger Säit muss se entlaascht ginn an op där anerer Säit d'Personal opgestockt ginn, genau ebe wéi och bei der Police.

All déi kleng Incivilitäten, vun deene mer elo grad nach sotem, dass se vun Agent-muni-cipale kenne iwwerholl ginn, fir d'Police ze ent-laaschten, déi entlaaschte jo dann och d'Justiz direkt mat.

Ma och d'Police selwer ka Parquet a Strofge-riichter nach weider entlaaschten. Dofir muss mer de System vun den Avertissements taxés

an den administrative Strofe weider ausbauen. Dat ass méi direkt, et geet och méi schnell an et huet eiser Meinung no och eng direkt Wier-kung, am Contraire zu deem momentane Sys-tem. Beim Steuerrecht, zum Beispill, si mer jo elo op dee Wee gaangen.

Och mat der Aféierung vun der Transaction pé-nale hu mer eng vereinfacht Prozedur ge-schaaft, fir laang a schwéierfällg Prozesser ze évitieren. Am Gesetz vum Februar 2015 iwwert dee sougenannten „jugement sur ac-cord“ kenne d'Partië sech eens ginn op eng Strof. Doduerch entlaaschte mer d'Gerichter an erméiglechen och der Justiz, méi schnell ze sinn. An deem Kontext wär et vläicht och inte-ressant, gewuer ze gi vum zoustännege Minis-ter, ob et e Bilan gétt iwwert d'Zuel a vläicht och d'Effikasitéit vun esou Transaktiounen.

Op där anerer Säit, wéi gesot, muss awer och d'Justiz personell opgestockt ginn. An dofir be-gréisse mir et och, dass d'Regierung virun e puer Wochen e Rekrutierungsplang fir d'Justiz guttgeheescht huet, fir dann och dësem Perso-nalmanktum kenne entgéintzewirken.

Doriwwer eras bleibt d'Spezialisatioun an och d'Weiderbildung vun de Riichter, sief dat um Niveau Parquet oder um Niveau Juge-mentsriichter, immens wichteg. Och hei muss mer ëmmer erëm kucken, dass mer um leschte Stand sinn.

Madamm Presidentin, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech faassen elo nach eng Kéier alles zesammen: Objektiv gesinn ass d'Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg zrëckgaangen, d'Sécherheetslag ass also deemno besser ginn. Mir mussen awer och dat subjektivt Sécher-heetsgefäll vun de Leit weider verbessern. Do-zou gehéiert, dass mer méi Polizisten um Ter-rain hunn. Dozou gehéiert och eng nei Roll fir eis Agent-municipallen, ouni dass si zu enger Police bis mutieren. An dozou gehéiert eng onofhängeg an effikass schaffend Justiz, déi sech op déi wichteg Affäre konzentréiere kann.

Virun allem gehéiert dozou, dass mer mat posi-tive Projeten, mat enger intensiver sozialer Aar-becht och a mat Preventivmoossnamen derfir suergen, dass den Zesummenhalt vun der Gesellschaft erhale bleibt a guer net eréischt esou Situatiounen kommen, an deene sech d'Leit onsécher fülle mussen.

Dat gesot, soen ech lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Madamm Dall'Agnol. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*). - Merci, Madamm Presidentin. Dës Interpellatioun, déi war jo schonn eng Kéier programméiert, fir am No-venber 2016 op den Ordre du jour vun der Chamber ze kommen. An ech hat dee Moment keen Zougrëff zum Internet, konnt mer also net direkt d'Interpellatioun vum Här Gloden uku-cken. Ech hat awer Zäit, fir mer Gedanken ze maachen, wat een dann esou ënnert der «situation sécuritaire» zu Lëtzebuerg kéint ver-stoen.

An do ass mir fir d'Éischt den internationalen Terrorismus agefall. An ech wäert och kuerz, just ganz kuerz, op de Sujet zrëckkommen. Ech weess jo elo selbstverständlech, well ech mëtt-lerweil gutt Zäit hat, fir dem Här Gloden säi Bréif ze liesen, dass dat net de Sujet vu senger Interpellatioun ass. Ech war allerdéngs och net deen Eenzegen, deen un den Terrorismus ge-duecht huet. Et war och eng kleng Notiz am „L'Essentiel“ vum 14. November, deen huet geschriwwen: «Le terrorisme, un ans après Pa-riis - Un ans après les premières mesures de sé-curité face à la menace terroriste, les parlemen-taires veulent faire le point sur la situation sécu-ritaire au Grand-Duché». Dat war, wéi et eng éische Kéier um Ordre du jour stoung. Vläch-t hat dee Journalist och keen Zougang zum In-ternet.

(**Interruption**)

Mir ass och nach agefall, dass eis Situation sé-curitaire sech eventuell fundamental verännert, wann den neie President vun den USA dat èm-setzt, wat en als Kandidat versprach huet. D'USA wëllen net méi wéi an der Vergaangen-heit fir déi europäesch NATO-Partner matbe-zuelen. „D'NATO ass vereelt, iwwerholl!“, huet den Här Trump nach virun e puer Deeg an engem Interview gesot. An domat stéingen d'NATO-Membere virun enger grousser Eraus-fuerderung. An och de Fait, dass mir Lëtzebuer-ger eise Bäitrag vun 0,4% op 0,6% vum PIB eropsetzen, kéint een net als Léisung vum Pro-blem betruuchten. Och dat ass eng spannend Fro, déi awer haut net zur Debatt steet.

Mä do gétt et jo d'Interpellatioun vum hono-rabelen Här Alexander Krieps, deen déi schonn am Juni 2016 iwwert de Rôle vu Lëtzebuerg an der NATO gestallt hat. An et gétt och nach eng

Interpellatioun vun der ADR iwwer „eng mo-dern Arméi fir nei Erausforderungen“ vum Abrëll 2016. Och hei gesi mir e plus ou moins enken Zesummenhang mat der Situation sécu-ritaire zu Lëtzebuerg.

Mä, wéi gesot, haut wëllt den Interpellant haaptsächlech iwwert d'Bekämpfung vun der „petite délinquance“, also der Klengkriminali-téit, d'Bekämpfung vum Drogenhandel a vun der Mendicitéit, der Heescherei, schwätzen.

Ènnert de Begrëff „délinquance“ fällt alles, wat géint d'Gesetz verstéisst. Dem Här Gloden geet et virun allem ëm d'petite Délinquance, wou par définition esou Saache wéi Déifstall ouni Gewalt an ouni gréisser materiell Enjeun, Nuetssteierung, Excès de vitesse oder Incivilité-ten, wéi en dat och genannt huet, derzou-gehéieren.

Och wann déi hei évoquéiert Faite manner schlémm si wéi d'Délinquance moyenne - do-zou zielen Autofueren en état d'ivresse, Vanda-lismus, Menacen - a wéi d'grande Délinquance: Iwwerfall, Vergewaltigung, Mord, dann dierfe mer dës Akten awer net vernoléisegen an och net verharmlösen. All Zort vu Kriminalitéit ass e Verstouss géint d'Gesetz. An all Zort vu Krimi-nalitéit dréit zu der Veronsécherung an eiser Gesellschaft bäi.

Sécherheet ass awer nun emol e Grondbedürf-nis an eiser Gesellschaft. De Mënsch, all Bierger a Biergerin huet e Recht drop, sech a sengem Land, a senger Gemeng, a sengem Haus sécher ze fillen. Dëst Recht ass, wéi dat nun emol esou oft mat esou Rechter ass, keen absolut Recht. Eng absolutt Sécherheet kann och kee Stat ga-rantéieren. Dat ännert awer näischt un der Pflicht fir de Stat, méiglechst alles fir dës Sé-cherheet vu senger Bierger ze maachen.

Duerfir ass et wichteg, dass de Stat e Gewalt-monopol huet an uechtsam mat dësem Gewaltmonopol ëmgeet. Duerfir hu mir eng Police, déi hirer Aufgab nogeet, an eng Justiz, déi onofhängeg ass, well dat eng absolutt Noutwendegkeet an engem demokratesche Stat ass. An duerfir debattéiere mer och vun Zäit zu Zäit iwwert d'Sécherheet an d'Sécher-heetsgefäll hei am Land.

Ech erënnere mech nach gutt, an den Interpel-lant huet och haut drun erënnert, un d'Heure d'actualité vum Dezember 2014. Déi war uge-frot ginn als Suite vun enger aussergewéinlech héijer Zuel vun Abréich am Hierscht 2014. Mir wëssen aus de Statistiken, dass d'Zuel vun den Abréich an de Wanterméint besonnesch héich ass. Dat ass déi Zäit, wou d'Auer geréckelt gétt, wou vill Leit eréischt vun der Aarbecht heem-kommen, wann et schonn däischter ass.

Mindestens gradesou schlémm wéi de mate-rielle Verloscht duerch en Abroch - mir si jo och zum gréissten Deel gutt verséichert - ass de mo-raleschen, de psychesche Schued. D'Verletzung vu mengem Wunnraum, vu mengem Intimitéit an domadder verbonnen d'Gefill vun On-sécherheet, Angscht a Bedroung sinn alles anescht wéi Bagatellen. D'Angscht virun Abréich gétt mam Alter méi grouss. Et ass scho beon-ruhendend ze wëssen, dass iwwert d'Halschent vun deene Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, Angscht hunn, bei hinne géif agebrach ginn.

Angschtgefäll sinn ëmmer subjektiv. Eng Si-tuatioun, déi fir deen ee Mënsch scho beängschtedend ass, reegt een aneren even-tuell iwwerhaupt net op. Wann ee moies mam Vëlo vun der Stater Gare an d'Uewerstad fiert, ass dat fir deen ee liewensgefälllech, fir deen aneren Alldag. Wann een owes ze Fouss vun der Uewerstad op d'Gare geet, ass dat fir deen ee spannend an interessant, fir deen anere be-drolech an onheemlech.

A well grad just d'Gefill vun Onsécherheet an Angscht esou subjektiv ass an domat och bea-flössbar ass, fanne mir et verwerflech, wann ëmmer erëm probéiert gétt, dës Gefäller ze ma-nipuléieren, fir politesch Ziler ze errechen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*). - An et sinn net nëmme déi soi-disant Rietspopulisten, déi ëmmer erëm drop drécken, mir wiere perman-ent bedrot! Ons Journalisten, déi ech éischer géif als seriö bezeichnen, schéngen heiansdo net laanscht eng tendenziell Beschriewung ze kommen.

Haut stoung vun engem Journalist, deen ech wierklech als normalerweis ganz seriö géif be-zeechnen, Folgendes iwwer eis éffentlech Sétzung vun haut ze liesen: „Deren Haupt-thema ist alles andere als gemüthlich und ange-nehm. Mit Blick auf die Kriminalitätsstatistiken verfügen die Deputierten über ausreichend Dis-kussionsstoff. Allein 2015 wurden hierzulande 40.000 Straftaten begangen, darunter 3.608 Einbrüche und Einbruchversuche.“ An dann ass d'Notiz zu dësem Sujet fäerdeg!

Dat hannerléisst jo den Androck: Et ass alles schrecklech, alles geet d'Baach an! Am Mo-

ment sinn awer d'Statistiken éischer gënsch-teg, fir d'Gefill vu Sécherheet ze festegen. Mir wäerten nach mussen bis an den Abrëll waar-den, bis mer d'Statistike vun 2016 kréien, an et ass och riskant, sech allze vill op dat statistesch Material ze verloossen, fir sech aus der Fënster ze leenen. Mä ëmmerhin: Den Taux de crimi-nalitéit op 100.000 Awunner, deen an de leschte Jore permanent an d'Luucht gaangen ass, ass 2015 eng éische Kéier erofgaangen, an zwar ëm 8,56% par rapport zu 2014. Dat huet den Interpellant och gesot.

D'Zuele vun den Abréich ass ëm 17,8% par rap-port zu 2014 erofgaangen. Dat ass interessant, well d'Police sech dat als eent vun den Hauptz-iler vun hirer Aarbecht gesat hat. A wann deen Trend sech 2016 confirméiert, an et gesäit esou aus, dann hunn d'Beméiunge vun der Police sech also bezuelt gemaach.

Wier et dann net méi richtig gewiescht, wann haut am „Wort“ gestanen hätt: Die Diskussion wird diesmal angenehm und gemüthlich werden,...

(**Interruption**)

...jedenfalls mehr als in den vergangenen Jah-ren. Der Blick auf die Kriminalitätsstatistik sagt, dass die Verbrechensrate deutlich gesunken ist. Dat wier och méiglech, fir un de Sujet erunze-goen. Dat ass awer leider net geschitt.

(**Interruption**)

Ech wëll net weider mat Statistiken operéieren. Mat Zuele kann ee jo bekanntlech dat eent an och säi Géigendeel beleeeën. A beim Émgang mat Zuelematerial muss een ëmmer erëm han-nerfroen, wat déi Zuele bedeiten, wou se hier-kommen a wéi ee se muss interpretéieren. Mir sollten och net vergiessen, dass eis Populatioun relativ schnell wüsst an datt dagsiwwer méi wéi 750.000 Leit hei am Land sinn.

Ech hat virdu gesot, zur Klengkriminalitéit géi-fen och d'Excès de vitesse gehéieren. Heibanne sëtzt emol zumindest een, dee sech schonn eng Kéier éffentlech geout hat, dass en ertappt gi wier. Et ass net deen Eenzegen. No sechs Méint huet de Minister Bausch an engem éische Bilan gesot, dass an der Zäit vum 16. März bis de 16. September 2016 168.000 In-fraktiounen festgestallt gi sinn. Dat mécht 914 Verstéiss géint d'Gesetz pro Dag. An haut stoung kuerz a knapp am „Tageblatt“, dass et am Zäitraum bis den 31. Dezember, also an 9,5 Méint, schonn 245.991 Gefierer gewiescht wieren, déi geblézt gi sinn.

Wa mer elo dës Zuele mat den Zuele vun de Jore virdu vergläichen, da kenne mer jo nëmme feststellen, dass mer eis zu engem Vol-lek vu Klengkriminellen entwéckelt hätten. An dat ass natierlech Quatsch! Mä mir sollen och net d'Excès de vitesse bagatellisieren. Et si Verstéiss géint d'Gesetz, si droen zur Veron-sécherung am Stroosverkéier bäi a schluss-endlech ware 45% vun den déidelechen Acci-denter am Joer 2015 op eng iwwerdrifwe Vi-tesse zrëckzefieren.

Dëst ass e krasst Beispill, fir drop hinzeweisen, dass och de Fait, dass mer zum Beispill 2015 34,3% méi Finanzdelikter festgestallt hate wéi 2014, eventuell op besser Moyenen zrëckze-fieren ass, fir dës Delikter iwwerhaupt emol ze detektieren. Fir net méssverstanen ze ginn: Ech stellen d'Nätzlechkeet vun de Statistike vun der Police absolutt net a Fro, ech recomman-déiere just, och dës Statistike mat der néideger Suergfalt ze interpretéieren an net ze méss-brauen.

D'Gefill vu Sécherheet an Onsécherheet ass eppes ganz Subjektives. Ech hat viru Kuerzem d'Chance, d'Madamm Bharati Chaturvedi, Direktesch vun der indescher Chintan-Èmwelt-grupp, kënnenzelieren. Hir Organisatioun ver-trétt d'Interesse vun de Müllsammler zu Neu-Delhi. Si war am Kader vun der Semaine de la coopération d'lescht Joer zu Lëtzebuerg. Mir haten e ganz interessant Gespréich iwwer vill Aspekter - ech hat scho kuerz an der Debatt iwwert d'Kooperatioun driwwer geschwat -, dat passt alles net heihin. Interessant war awer fir d'Debatt vun haut, dass d'Madamm Chatur-vedi zum Schluss vun eiserem Gespréich gesot huet, dass wat si am meeschte géif an Europa an och zu Lëtzebuerg schätzen, dass wier dat Gefill vu Sécherheet, wat een hei hätt. Dat wier eppes immens Wichtiges a Flottes. Dovu kéin-ten d'Mënschen an Indien nëmme dreemen.

A well ech awer wouss, dass d'Madamm an engem gudden Hotel an der Stroosbuerger Strooss hei an der Stad logéiert war, hat ech se gefrot, ob se dann d'Èmfeld vun hirem Hotel net géif bedenklech an onsécher fannen. A si huet gemengt, si hätt eng hallef Stonn virun Hotel op ee gewaart, dee se sollt mat ewech-



stänn, an do gehéiert d'Onsécherheet derzou, awer déi sinn, dass déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, fortplënnen an nëmmen nach Persounen a prekäre Situatiounen am Quartier wunnen, besteet d'Gefor vu sozialer Ausgrenzung. Fir dass d'Integratioun an de soziale Lift funktionnéieren, brauch et eng gewësse sozial an och wirtschaftlech Mixitéit. E Quartier muss eng funktionell Mëschung ubidden kënnen: Et muss eng Plaz si fir ze wunnen, fir ze schaffen, fir anzekafen, wou ee seng Fräizäit verbréngen kann a wou d'Kanner an d'Schoul kënnen goen.

Dat ass a mengen Aen och eng Äntwert op de Problem. De repressive Volet ass just eng Äntwert, mä et muss och gekuckt ginn, dass et guer net dozou kënn. Dat bedeit, preventiv Weeër fannen, fir d'Zesummeliewe positiv ze gestalten.

Wéi et Beispiller an aneren europäesche Stied scho bewisen hunn, gëtt d'Quartiersentwicklung an éischer Linn iwwer baulech respektiv urbanistesche Moosname beaflosst. D'Broken-Windows-Theorie beseet, dass kleng Beschiedegungen am éffentleche Raum ganz oft de Kontext fir weider Beschiedegunge schafen. Sanéierungsarbechte revaloriséieren an deem Sënn den Image vum Quartier.

Här President, d'Liewensqualität vum den Awunner dierf selbstverständlech net nëmmen optesch verbessert ginn, mä et muss och derfir gesuergt ginn, dass d'Planung d'Mixitéit op deene verschiddenen Niveauen ënnerstëtzt. Logementer muss fir all sozial Schichte virgesi sinn, onofhängeg vum Alter an der familiärer Situatioun. D'Offer muss sech also u jonk Leit, Familljen a Studente richten. D'Fräizäitgestaltung ewéi Spillplazen, Parken oder Treffpunktstrukture mussen natierlech och hir Plaz am Entwécklungsplang fannen. Fir dass e Quartier net reng zum Dortoir gëtt, mussen d'Geschäfte an d'Büroe gläichermoossen attraktiv sinn. Allgemeng muss genuch Ureizer geschafte ginn, fir dass ee Loscht kritt, an deem Quartier ze wunnen an ze liewen.

Här President, ech wëll op dëser Plaz och nach eemol op d'Burka oder d'Veerhüllung augehen. Fir d'DP ass et selbstverständlech, dass een enger Persoun, déi een op der Strooss begéint, muss kënnen an d'Gesicht kucken. Eng Burka passt net an eng modern an oppe Gesellschaft. Si passt net an eis Virstellung vun engem Gläichberechtigung vun de Geschlechter. A jo, och ech fille mech net wuel, wann ech mengem Géintwuer net emol an d'Ae kucke kann. Dofir ass et fir d'DP och ganz kloer, dass mir hei wëllen handelen, woubäi nach ze kucken ass, wat dat bescht legislativ Instrument heifir ass.

Här President, d'Problematik vun der Sécherheet ass komplex, well d'Ursachen an d'Konsequenzen och esou verschidde sinn. D'Kriminalitéit, déi aus dem Ausland kënn, verlaangt eng aner Äntwert wéi d'Beschafungskriminalitéit. D'Drogeréseue passe sech méi séier u wéi ee kucke kann. Mënschenhandel a Prostitutioun ginn dacks Hand an Hand. Mä de Lien hierzestellen, bleift fir d'Autoritéiten eng regelrecht Erausfuorderung.

Jo, zu Lëtzebuerg ginn et Situatiounen, déi ee kann als geféierlech bezeichnen. Mä dass d'Stad Lëtzebuerg eng vun deene sécherste Stied aus Europa a souguer vun der ganzer Welt ass, huet eng recent Analys vum Mercer 2016 erginn. Och d'Zuele vun der Police hu gewisen, dass am Verglach zum viregte Joer déi global Kriminalitéit 2015 ëm 6,25% erfogaangen ass. An der globaler Evaluatioun sinn d'Zuelen hei eng éische Kéier erfogaangen.

Här President, och trotz dësen positiven Zuele muss weider un der Situatioun geschafft ginn. D'Demokratesch Partei gesäit an der Policereform een Deel vun der Äntwert: Gutt ausgebildete Beamten a virun allem Beamten a méi enger grousser Unzuel wierke preventiv an d'Reaktiounszäit um Terrain geet erof.

Mä dat eleng geet net duer. De Suivi um Niveau vun der Justiz souwéi déi sozial Äntwerte mussen weiderhin ënnerstëtzt ginn. Et gëtt net eng Mesure, mat där een d'Kriminalitéit reduzéiere kann, mä et ass villméi en Zesummespill vun eenzelne Mesuren. Ech denken do ënner anerem u de Plazverweis, u d'Erweiderung vun de Kompetenzen vun den Agents municipaux an d'Iwwerdenke vun eiser repressiver Drogepolitik.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Merci fir Är Opmerksamkeet. A Merci dem Interpellant Léon Gloden, fir eis d'Méiglechkeet ginn ze hunn, iwwert dës ganz wichteg Thematik hei haut de Mëtten dierfen ze diskutéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och

ech wëllt dem Här Gloden als Alleréischt Merci soen, dass en dëse Sujet hei opbruecht huet. En ass extrem wichtig. Mir si frou, hei kënnen eis Bäitrag ze leeschten an op d'Sécherheetssituatioun an eise Gemengen anzegoen.

Mir hunn héieren, dass bis elo d'Regierungsvertreeder, déi Parteien, déi hei d'Regierung droen, haaptsächlech berouegend wollten optrieden. Dat ass normal, dat kann ee verstoen. Mä ech mengen, mir mussen d'Realitéit am Land awer kloer am A behalen. Och wann am Abléck d'Statistike schéngen drop hincweisen, dass déi eng oder aner Kategorie vu Verbräichen, vun Delikter ofhëlt, esou bleift et awer, dass et der ze vill sinn, dass et ëmmer erëm zu Gewalt géint Persounen kënn, besonnesch an der Stad op der Gare, zu Ettelbréck, zu Esch, dass et ëmmer erëm zu Abréck kënn oder Abrochserien. An dat ass eng Situatioun, mat där mer eis net dierfen offannen, wou mer net dierfe berouegen, mä mir mussen konsequent dergéint optrieden.

Et ass net eis Aufgab, hei eng Situatioun wëllen ze dramatiséieren oder se wëlle politesch einfach ausbeuten. Mä et ass eng gemeinsam Aufgab vun eis alleguer, fir ze kucken, dass d'Leit hei am Land kënnen sécher liewen. An dat mussen mer kucken, fir dat och ze realiséieren.

Et ass eng zweet Saach derbäi, déi haut nach net ugeschwat ginn ass: Net nëmmen, dass mer mussen kucken, fir d'Verbräichen objektiv ze kucken, mä mir mussen och derfir suergen, dass d'Informatioun iwwert d'Verbräiche wirklech och objektiv an éierlech gemaach gëtt. Well et ass och ganz schlëmm fir d'Sécherheitsgefäll vun de Leit, wa se dat Gefäll hunn, dass weder d'Autoritéiten, weder d'Regierung nach d'Medie wëllen de Problem a senger Ganzheet unschwätzen, aus iergendwelleche politeschen Iwwerleungen oder aus Iwwerleunge vun enger falsch verstanener politescher Korrektheet.

Wann d'Leit dat Gefäll hunn, dass se net méi gewuer ginn, wéi d'Situatioun wirklech ass, dréit dat zu engem Mësstrauen an d'Autoritéiten bää an och zu deem eengen oder anere Reflex, dee mer net wëllen. Et ass also wichtig, dass mer do zrëckginn an eng Situatioun, fir de Leit wirklech kloer ze soen, wéi d'Sécherheet hei ass, fir d'Täterbeschreiwunge kloer, objektiv ze maachen. Nëmme esou kënnen d'Leit erëm e Vertrauen an d'Medien an an d'Autoritéiten zrëckkréien, wat awer haut heiansdo feelt.

Fir eis als ADR ass ganz kloer, dass mer eis bekennen zu enger Stärkung vun der éffentlecher Sécherheet, dass mer hannert der Police stinn, fir d'effentlech Sécherheet ze garantéieren, well mir gesinn an der éffentlecher Sécherheet, wéi och den Här Hahn et scho gesot huet, eng Käraufgab vum Stat, eppes, wourun d'Effektivitéit am Déngscht vum Bierger vun de staatlechen Autoritéite kann direkt gemooss ginn a wat dowéinst och muss gutt gemaach sinn.

Déi Policereform, déi den Här Minister Schneider eis hei presentéiert huet an déi am Abléck diskutéiert gëtt, déi geet a verschiddene Punkten nach net wäit genuch. Och mir si fir de Plazverweis, wéi d'CSV, an anscheinend och d'DP. Mir wäerten och dofir deen Text, deen d'CSV eis hei proposéiert huet, an deem Sënn ënnerstëtzen.

Et ass wichtig, dass bei der Police administrative d'Police genuch Kompetenzen huet, och am Verglach mam Ausland, bei de Fouillen, bei de Contrôles d'identité, ouni dass do laangwierig Prozeduren iwwert de Minister oder de Generaldirekter vun der Police mussen sinn. An dat, wa bei der Police administrative esou Moosname geholl ginn, och Sanktiounen domat verbonne sinn, wa Persounen probéieren, sech ze opposéieren - och d'Rebellioun géint d'Police kann net hiehol ginn.

Mä wéi laang nach, Dir Häre Ministeren, wéi laang nach brauche mir Gedold hei am Land, bis mer dee Problem vun der Mendicitéit hei endlech geléist kréien? Et ass dach eppes, net nëmmen, dass d'Leit gedirängelt ginn, dass se a Situatiounen kommen, wou se ugeschwat ginn, wou jiddweree sech onwuel fillt, mä et ass dach eng reell existéierend Situatioun vun Ausbeutung, vu kollektiver Ausbeutung vu Mënschen, mat där mer hei konfrontéiert sinn! Loosse mer eis dach näischt virmaachen!

A wéi ass et méiglech, dass no all deene Joren, wou et och heibannen ëmmer erëm vu verschiddene politesche Parteien Kritik dorunner gëtt, nach ëmmer keng Moosname geholl gi sinn, déi där Saach kënnen effikass en Enn setzen? Et ass net an all Stad an Europa, wou et déi Situatioun do gëtt. A ville Stied an Osteuropa gëtt et net toleréiert. A mat Recht net: Et ass organiséiert Ausbeutung vu Mënschen! Et sinn zum Deel mafiose Strukturen do derhannert. A mir wësse jo, wou se setzen, wéi déi Leit iwwert d'Grenz kommen. An awer ass hei eng Inaktioun vun der Regierung, déi praktesch

komplizenhaft derzou bäidréit, dass déi Situatioun net endlech ophéiert.

Et ass e Mëssbrauch vun der Bewegungsfreiheet, well d'Ofschaffung vun de Bannegrenzen an déi Méiglechkeet, fréi an Europa ze reesen, ass net gemaach ginn, fir et organiséierte Banden ze erlaben, sech an anere Länner nidderezuloossen, do Leit vun enger bestëmmter Ethnie ausbeuten, fir zu mafiose Strukturen bäize droen. Et ass en Zoustand, deen net akzeptéiert gi kann! Weder fir déi Leit hei am Land, fir d'Geschäftsleit, wou geklaut gëtt, fir déi Leit, déi op de Stroosse gedirängelt an heiansdo souguer gestouss ginn - ouni wëllen ze dramatiséieren -, mä och fir déi Leit selwer, déi do bestraft sinn an hir Deeg op der Strooss an der Keelt verbréngen, fir fir aner Leit missen do Suen ze sammelen.

Mir wäerten op jidde Fall als ADR alles maachen, fir géint déi do Zort vu Kriminalitéit, net d'Heesche selwer, mä d'Ausbeutung dovunner, virzegoen. A mir wäerten d'Regierung ënnerstëtzen, wa se endlech dee Courage huet, fir dergéint virzegoen!

Och déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass eng Konsequenz vun der Ofschaffung vun de Bannegrenzen. D'Madam Dall'Agnol hat do robber schonn higewisen. En Deel vum Lëtzeburger Drogenhandel ass direkt hannert der Grenz. D'Droge ginn op Lëtzebuerg bruecht zum Deel an einfache Bustransporter, wat fréier alles op der Grenz kontrolléiert ginn ass. Dat ass elo net méi de Fall.

Mir bekennen eis och zu oppene Grenzen! Ech mengen, wéi ee Lëtzeburger wëllt erëm zu deem System vu fréier zrëckkommen? Awer mir hätte gär limitéiert, cibléiert Grenzkontrollen, well mir soen: „Oppe Grenze jo, mä fir déi éierlech Leit!“ A fir déi aner muss et awer kloer sinn, dass eng Grenz net einfach e Stréch um Pabeier ass, mä och fir si nach kann eng Gefor duerstellen, a fir d'Leit hei am Land eng Barrière vun der Sécherheet géintwuer Geforen, déi vun anere Plaze kommen.

Am Drogenhandel hu mer hei vun der Säit vun der grénger Partei, mengen ech, komesch Aussoen héieren: „Eng Damm aus Indien steet an der Stroosbuenger Strooss a fillt sech net bedrot, wa se eng hallef Stonn virun hirem Hotel steet.“ Dat ass gutt. Dat ass sécher gutt! Mä déi Konklusio, déi déi gréng dorauer zeien: Si gesäit den Drogenhandel, fillt sech selwer net bedrot. Mä den Drogenhandel heescht, eis Jugend an aner Konsumente gi futtigemaach, ginn ausgebeut! Dat ass eng kloer Onsécherheitssituatioun an e perséinlech Drama fir déi Leit, déi dovu bestraft sinn. Et ass net esou, dass den Drogenhandel, wann e grad net gewalttäteg ass - och dat gëtt et -, mä dass een deem kann nokucken; dat kann een op jidde Fall net!

An da stelle mer eis och d'Fro, an den Zeitunge steet: „Dat si Leit aus Nigeria, aus Guinea-Bissau...“, „Nordafrikaner“, steet an den Zeitungssartikelen. Da froen ech awer d'Vertreeder vun der Regierung: Wéi een Openthaltsstatut hunn déi Leit dann do? Dat si Leit aus Drëtstaten. Si hu jo keng Autorisation de commerce fir Drogenhandel. Si hu kee Seege vun der Regierung, net offiziell! Wéi ass dat méiglech? Ënner wéi engem Statut sinn déi Leit hei am Land? Firwat gëtt net direkt agegraff? Firwat kënnen se net direkt ausgewise ginn, bei esou Situatiounen? Firwat mussen mer dat do iwwerhaupt erdroen?

Et ass eng Fro! Do géif ech wirklech d'Regierung bidden, eis emol ze soen, wann do legal Lacunne si beim Openthaltsrecht, wéi se dann envisagéiert, dat do ofzeschaffen.

Wéi ass et mat deenen déboutéierten Demandeurs de protection internationale?

D'ADR ass sécher net déi Partei, déi wëllt do iergendwéi eppes dramatiséieren. Ganz sécher net. Mä mir hunn ëmmer méi Leit hei am Land, an ech hunn och eng Question parlementaire zu deem Sujet gestallt, déi déboutéiert sinn, déi awer d'Land net verloossen. Déi vläicht net kënnen direkt d'Land verloossen oder och vläicht aus medezinnesche Grënn et net kënnen, mä d'Zuel wiss. A mir hunn de Problem, dass mer - am Ausland op jidde Fall; hei, souwäit ech weess, woren dat just ganz, ganz weinige Situatiounen - och Iwwergrëff hatten, och Iwwergrëff vu sexueller Belästegung an aner Situatiounen, déi mir hei am Land net wëllen. An ech mengen, Dir wëllt se och net! Ech mengen, och dat ass Konsens.

Dofir d'Fro: Wat gëtt gemaach bei Leit, déi déboutéiert sinn, déi hei am Land sinn, oder bei anere Persounen, bei deenen awer, weinstens no den Erfahrungen am Ausland, kann e gewëssent Bedrohungspotenzial gesi ginn? Mir wëssen ausserdeem, dass bei deene Leit, oder bei den Demandeurs de protection internationale allgemeng, eenzel Persounen sinn, déi och eng Gefor fir déi éffentlech Sécherheet sinn. Wat gëtt gemaach, fir deene Geforesituatiounen effikass entgéintzotrieden? Mir haten d'Si-

tuatioun hei am Land, wou nëmmen 8% vun deene Leit, déi iwwert d'Grenz komm sinn, erfaasst gi sinn, am Joer 2015.

Bei de Gemengen: Natierlech muss preventiv geschafft ginn, do si mir absolutt d'accord. Jugendarbecht, baulech Moosnamen, dovun ass nach net geschwat ginn, Eskort vu Kanner, alles dat ass ganz richtig...

Ech gesinn, dass meng Zäit lues a lues hei ofleef, dofir wëll ech mech just nach op een oder zwee Punkte konzentréieren.

Mir brauche Gesetzer och am Drogeberäich, déi net eng Beschafungskriminalitéit favoriséieren. D'ADR wor ëmmer op, fir d'Drogepolitik ze iwwerpräieren, och mat Ersatzdrogen, mat Plazen, wou déi Leit kënnen higoen, awer fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, fir de Leit selwer ze hëllefen a fir d'Kriminalitéit ronderëm d'Drogesituatioun ze bekämpfen. Dat ass eppes anescht wéi verschidde Parteien et hei fuerderen, fir d'Drogen ze legaliséieren. Doranner gesi mer ganz grouss Geforen.

Wat déi Agents communaux ugeet, Här President, an domadder halen ech op, si mer och der Meenung, dass et net kann zu Kompetenzproblemer kommen téschent Police an Agents communaux. An och, wa mer den Agents communaux dann... von hinnen erwaarden, dass se e Bäitrag zur éffentlecher Sécherheet leeschten, kann dat net am Beräich vun der Burka sinn. Ech hunn elo d'Zäit net méi, fir dorobber anzegoen, mä do hätte mer gar en nationaalt Gesetz an eng kloer Kompetenz vun der Police.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner. Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, ursprénglech war dës Debatt am November vum leschte Joer ugeduecht ginn, ugekënnegt ginn. An deemools war schonn och am „Tageblatt“ ugekënnegt ginn, dass mer eis da mat der Sécherheet geife beschäftegen. An do hat de Journalist - net ouni Ironie - och dat Wuert Angscht téschent Guillemete gesat.

An ech mengen, d'Ironie, déi war net vu Muttwëll, well et muss ee sech d'Fro stellen: Wourëms geet et an dëser Debatt? Geet et ëm d'Sécherheet? Wat fir eng Zort vu Sécherheet? Oder geet et ëm d'Angscht? Oder geet et souguer ëm Angschtmaacherei? Well ech mengen, dat muss een och kënnen thematiséieren.

An d'Onsécherheet, déi gëtt a ville Beräicher. A mir als Lénk, mir gesinn - och ouni wëllen d'Klengdelinquenz, Cambriolagen erofzespillen - a mir wësse jo och, dass ee muss iwwert d'Ursachen diskutéieren. A mir sinn eis jo bewosst, dass d'Onsécherheet déi gräifend ass, awer vläicht och net onbedéngt an deene Beräicher, déi elo vun der CSV ernimmt gi sinn.

D'Onsécherheet an eiser Gesellschaft ass déi, dass mer och an engem Gesellschaftsmodell liewen, dee sech ëmmer méi duerch eng alldeeglech Brutalitéit u sech auszechent. Et ass net onbedéngt eng direkt physisch Brutalitéit. Et ass eng Onsécherheet, dass een um Enn vum Mount iwwerhaapt iwwert d'Ronne kënn. Et ass d'Onsécherheet, fir eng Wunneng ze fannen oder de Loyer bezuelen ze kënnen. Et ass d'Onsécherheet, fir seng Aarbechtsplaz ze behalen, och wann ee seng Aarbecht korrekt mécht. Et ass d'Onsécherheet, fir iwwerhaapt op senger Aarbechtsplaz korrekt behandelt ze ginn.

Et ass och d'Onsécherheet, wat d'lessen ugeet: Vergëft ee sech, vergëft ee sech net? Dat ass e ganz grouse Sujet, mengen ech. An neierdëngs - neierdëngs a leider! - och d'Onsécherheet iwwerhaapt, wat de Friden ugeet op der Welt a vläicht och an Europa a vläicht och bei eis - eng Diskussioun, déi virun e puer Joer vläicht emol nach net aktuell war.

All déi Onsécherheeten zesammen, all déi Saachen, un déi een am Alldag muss denken, wann een dann och eng Kéier nach vläicht ugegraff gëtt, de Portmonni geklaut kritt, beraubt gëtt, da plätzt engem natierlech och - an dat ass selbstverständlech, et ass human - de Kolli. Dat sinn awer Saachen, déi glécklecherweis net systematesch, permanent all Dag jiddwerengem geschéien.

Et muss een och drun erënneren, dass keen Dag vergeet hautzudaags, wou d'Leit sech net müssen unhéieren, dass se u sech müssen eng Form vu Brutalitéit am Alldagsliewen an op der Aarbechtsplaz weisen, ënner engem Vokabel, dee permanent benotzt gëtt a seelen a Fro gestallt gëtt - mir maachen dat zwar -, de Vokabel

vun der „Kompetitivitéit“. Déi meeschtens och nach vu Leit gepriedegt gëtt, déi selwer a sécheren Dicher sinn!

Well Kompetitioun, dat ass e besser kléngend Wuert, fir de sozialen Iwwerliewungskampf ze beschreiwen. An dee géllt haaptsächlech fir déi, déi ënnen an der sozialer Hierarchie setzen. Déi solle géinteneen untrieden, déi solle méi schaffen, meeschtens fir manner Geld, dat heescht fir méi Wuesstum, fir méi Triple-A a fir méi Profitt, e Profitt, dee si meeschtens net gesinn, mä anerer, fir déi se schaffen.

Dee permanenten Drock, déi permanent Onsécherheet, datt ee säi Liewen u sech net esou gestalte kann, wéi een et fir richtig hält oder wéi een et och verdéngt hätt, mä esou wéi anerer an den héijere Sphären et fir richtig halen, dat alles mécht d'Leit midd. An dat mécht se vläicht och aggressiv. An déi Aggressivitéit, déi ka sech natierlech och entlueden. Géint wien entluet sech déi Aggressivitéit? Géint Multien, déi Steieren hannerzeien, déi d'Salariéien erwirtschaft hunn? Neen, dee Frust, dee gëtt ausgenutzt vu gewëssene Parteien oder vu gewëssene Politiker géint den Heeschert, géint de Roma, géint den RMGist, géint de Chômeur, géint de Frontalier, géint de Flüchtling, géint den Drogendealer, géint d'Prostituéiert. Haaptsaach een oder eent, deen/dat net fir seng Konditioun kann oder sech kaum oder net verteidege kann.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Här President, kann ech dem Här Wagner eng Fro stellen?

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Selbstverständlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Wann den Här Wagner do dermat d'accord ass?

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Ech soen lech villmools Merci. Ech mengen, ech hu ganz vill Sympathie fir eng Analys, déi sozial Ursache wëllt opdecken. Mä ech froe mech, ob den Här Wagner awer a senger sozialer Begeeschtung hei net ze wäit geet. Mengt Dir dann, Här Wagner, datt de Roma, deen op der Strooss sëtzt, fir ze heeschen, datt dat e soziale Problem ass? Oder gesitt Dir net déi Ausbeutungssituatioun an déi Struktur vun engem organiséierte Réseau do derhannert? Betrëfft lech dat net mënschlech, fir ze gesinn, datt do Leit exploitéiert ginn? Oder gesitt Der déi Exploitatioun net an deenen dote Situatiounen?

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Ma selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Et kéint een och nach iwwert déi Situatiounen vun de Roma diskutéieren, déi relativ komplizéiert ass. Ech kann nach drun erënneren, ech mengen, Dir waart nach derbäi, wéi mer deemools am Stater Gemengerot waren, wou mir och wollten dee Sujet - dat war eng Initiativ vun eis, vun déi Lénk am Stater Gemengerot -, wou mer wollten dee Sujet thematiséieren, awer net op eng stigmatiséierend Aart a Weis, mä justement op eng Aart a Weis, fir ze verstoen, éischtens, wéi een deene Leit kann hëllefen.

An dat ass keng einfach Fro, dat huet och mat de Liewenskonditiounen vun deene Leit ze dinn an den Ursprongslänner. Datt se selwer ausgebeut ginn hei op der Plaz, ass eng Evidenz. Mä ech ka mer kaum virstellen..., an et ass evident, datt kee Mënsch esou wëllt liewen an deene Konditiounen! An do muss een dovunner ausgehen, selbstverständlech, ech wëll dat net erofspillen.

Ech hunn zéng Minutten, et ass eng Fro... Mä Dir kéint jo awer och net verneinen, Här Kartheiser, datt vill Leit och, oder gewësse Leit - net vill, mä gewësse Leit! - versichen, déi Fro vun de Roma ze instrumentaliséieren, an datt déi Leit, déi meeschtens als Zigeiner bezechent ginn - mir wëssen, datt et an der Geschicht ëmmer kleng Gruppe goufen, och an Europa, déi stigmatiséiert goufen -, datt déi wierklech dohinnergestallt ginn, wéi wa se den Iwwel vun allem wieren, obwuel se u sech um Enn vun der Kette sinn, net den Iwwel, mä u sech déi Exploitéiertst sinn. Also déi Diskussioun misst ee féieren, jo, natierlech. Mä ech kann elo net dorobber agoen.

Mä et ass evident, datt Leit dat instrumentaliséieren, fir de Leit Ansgsch ze maachen. Ech mengen, dat hate mer souguer nach am leschte Summer an engem Lieserbréif gehat.

Ech ginn dorobber..., ech hunn elo zwou Minutten verluer, mä ech gi weider.

(Interruption)

Ech wollt nach kloer iwwer...

Ma neen, mä ech äntwerten op Froen, dat ass kee Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Wagner, probéiert emol um Mikro, fir deen e bësse méi wäit ewechzehuelen, well mir hunn e komeschen Echo hei an der Anlag.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Jo, jo.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng)**.- Oder hutt Der en Häerzschrittmacher?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Nach keen! Ech bräicht een an dëser Chamber heiansdo, mä...

Wat ech wollt soen, et gëtt awer..., mir kommen net derlaanscht, dat Éischt, wourunner ech geduecht hunn - an den Här Adam, deen huet dat och schonn ugedeit, a mir hunn awer och an der Fraktioun bei eis driwwer diskutéiert -, dat Éischt, wourunner een denkt, dat ass, datt dës Interpellatioun u sech éischer eng Instrumentaliséierung ass, natierlech an engem Kontext, wou d'Wahlen ëmmer méi no kommen.

Ech wollt nach eng kleng Anekdot erzielen. Nach d'lescht Joer souz ech an enger Brasserie an der Stroosbuenger Strooss am Garer Quartier. An do huet de Restaurateur mech ugeschwat an en hat mech gefrot, ob ech bei Geleeënheet meng Kolleegen an der Politik oder an der Press kéint eng Kéier uschwätzen an hinne vläicht un d'Häerz leeën, datt Verschiedener sollte vläicht e bësse méi roueg déi Saach ugoen, wat d'Situatioun am Garer Quartier ugeet oder an der Stroosbuenger Strooss: datt een och do lieve kann, datt een och do e Restaurant ka féieren, datt och sympathesch Leit do liewen an datt een net all dräi Meter ugegraff gëtt. Bestëmmt och net vun enger Prostituéierter, well déi huet natierlech nach aner Suergen. Ech hat him versprach, dat ze maachen. Ech hunn datt elo gemaach.

Ech mengen, et muss een awer och e bëssen déi ganz Dialektik gesinn, éierlech gesot! Wa mer gewësse Leit innerhalb vun der CSV kucken, ech wëll net jiddweree mat an de Pak huelen, mä wa gewësse Leit innerhalb vun der CSV, awer eng Partei, wou ee muss soen, déi awer iwwer Jorzéngten déi politesch an ekonomesch Elitt vun Land ugezunn huet an erugezunn huet an och u sech am Interessi vun dëser Elitt ëmmer geschafft huet, an eng gewëssen CSV-Elitt, déi sech seelen, ganz seele fir d'Interesse vun den einfachen a schaffende Leit asetzt, mä awer all, all Kéiers - all Kéiers - eng Lanz brécht fir d'Finanzoligarchie, fir där hir Interessen ze verteidegen - ech mengen, och an der Finanzkommissioun kréie mer dat ganz oft mat -, an duerno hu mer esou eng Partei, eng CSV, déi esou mécht, wéi wa se sech fir d'Suerge vum kleng Mann oder vun der klenger Fra géif asetzen!

(Brouhaha)

Ma neen! Wat gëtt gemaach? Si weist justement op den Heeschert mam Fanger. Si weist mam Fanger op de Roma. A si leet awer d'Hand, eng schützend Hand iwwert déi Finanzoligarchie! Ech mengen, dat ass och eng Form vu komescher Approche, wat verschidde Forme vun Delinquenz ugeet.

Ech mengen, déi Klengdelinquenz, déi ass natierlech ustrenge, zemools wann ee bis eng Kéier och Opfer vun der klenger Delinquenz gëtt. Selbstverständlech, et ass kee frou driwwer. Mä si ass awer net d'Ursach, si ass d'Konsequenz vun enger Gesellschaft, déi net richtig funktionéiert. An dat muss een awer och ernimmen!

Ech mengen, Leit, déi dat permanent versichen ze maachen, déi permanent déi sécuritaire Fro wëllen thematiséieren, si meeschtens déi Leit, déi vun Onsécherheet schwätzen, an dat si ganz seelen déiselwecht Leit, déi och vu Gläichheet schwätzen an eiser Gesellschaft. A mir kommen net derlaanscht ze soen, datt mer ouni Gläichheet net kënnen an enger Gesellschaft liewen, wou och all Form vu Sécherheet gesécher ass; wuelverstanen, et kann een ni eng honnertprozenteg Sécherheet hunn.

Wësst Der - ech sinn elo gläich fäerdeg, mat dëser Ried op jidde Fall -, ech si weder Riichter nach Polizist an och kee Sozialarbechter. An ech weess awer och bescht oft, datt Sozialarbechter a Police hiert Bescht ginn, fir mat relativ komplizéierte Situatiounen kënnen eens ze ginn. Well esou einfach ass et jo och net ëmmer, fir ze soen: Hei bumm, do ass e Problem, do muss een einfach esou drockklappen!

Mä déi Leit, Sozialarbechter, Polizisten, Riichter an esou weider, déi sinn net dofir do, dat ass net hiren Job, fir géint Ongläichheeten ze kämpfen. Dofir si mir do a Wierklechkeit! Dat ass eisen Job. An do misst een u sech d'Diskussioun féieren, wéi een eng méi solidaresch a gläich Gesellschaft ka schafen. An dat ass zurzäit

net de Fall, dat muss ee ganz einfach gesinn! An dann dierf ee sech och net wonneren, datt jiddwereen op sengem Niveau e bësse méi brutal a manner civique gëtt. An dat ass schlecht fir déi ganz Gesellschaft!

Mä ech mengen awer, datt mer awer musse feststellen, datt déi, déi ganz uewe sinn, dat ass vläicht e Credo an der Weltgeschichte, mä déi, déi ganz uewe sinn, déi kënnen sech vill méi erlaben, d'Gesetzgebung net ze respektéieren, wéi déi, déi enne sinn.

An nach eng ganz lescht Saach, konkret, déi ass och ugeschwat gi vu mengem Virriedner: Jo, fir ganz konkret ze sinn, d'Drogepolitik, ech mengen - dat ass heiansdo och scho vun dëser Regierung plus ou moins ugekënnegt ginn a mir haten och schonn eng Kéier eng Diskussioun virun dräi Joer oder zwee Joer, mengen ech, vun enger Associatioun, wat d'Drogen ugeet -, datt ee wierklech do muss an eng aner Richtung goen. Legaliséierung ass vläicht net dat richtigst Wuert, et muss ee reglementéieren.

Et muss ee seriö driwwer diskutéieren, wéi ee kann dee Problem upaken, well déi repressiv Schinn, déi ass gescheitert, dat wësse mer. A si kascht immens vill. Si kascht finanziell a si kascht och human gesinn a gesondheetlech gesinn. Ech mengen, ech hoffen, datt mer och an nächster Zäit wäerten e bësse méi konkret Schrëtt maachen. Ech gesinn, de Justizminister sëtzt och hei. Vlächcht kann en och dorobber agoen.

Ech soen lech awer Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och dem Här David Wagner. Domat wäere mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet elo d'Regierung, de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Reaktioun op d'Interpellatioun vum honorablen Deputéierte Léon Gloden géif ech fir d'Éischt emol soen, dass ech awer e bëssen erstaunt sinn - awer e bëssen erstaunt! -, fir mer haut hei vun der CSV-Fraktioun musse soen ze looszen, wat mer alles net gemaach hätten a wat mer nach alles misste maachen, nodeem mäi Virgänger bei der Police jorelaang keng zousätzlech Polizisten agestallt huet, quasi just dat agestallt huet, wat a Pensioun gaangen ass, a mir, wéi mer hei de Ressort iwwerholl hunn, virun engem Desaster stoungen, well mer iwwerall e Mangel u Leit haten, iwwerall e Mangel u Polizisten haten an engem Land, dat all Joer ëm 2,5% an der Populatioun wiisst a wou och d'Kriminalitéitsforme sech all Dag änneren. Also eng Situatioun, déi mer opfonnt hunn, déi mer net vun haut op muer kënnen änneren.

Ech sinn awer och erstaunt driwwer, dass ech dann hei Lektione vun der CSV kréien, wéi ee muss fir Sécherheet suergen, wa genee déi CSV jorelaang un enger Policereform gedoktert huet, awer keng fäerdegbruecht huet. An elo, wou mir eng dohileeën, ass näischt gutt, wat an där Policereform dran ass.

Da muss ech awer och soen, sinn ech, drëtens, erstaunt driwwer, dass mer hei iwwer Sécherheet schwätzen an dass d'CSV der Meinung ass, dass d'Terrorismusgefor net zu deem Sujet gehéiert, awer d'Heescherte schonn e Sujet ass, dee préoccupant ass.

Ech kann lech soen...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also, zu där anerer Diskussioun, Här Schneider, do komme mer nach ganz gär.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**.- Ganz gär.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Dat do ass e weineg eng einfach Argumentatioun.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**.- Ech kann lech soen, dass déi heite Regierung d'Sécherheet ganz eescht hält. An eleng de Fait, dass de Justizminister, den Innenminister an ech selwer haut hei bei deem Débat derbäi sinn, misst lech dat beweisen.

An et ass net evident, d'Sécherheet an engem Land ze garantéieren, wann Der fir d'Sécherheet responsabel sidd an net genuch Effektiv hutt. Schwätzt emol eng Kéier mat deene Leit an der Police an da frot Der déi, wéi et ass, wann ee muss mat där Situatioun eens ginn a vir an hannen net genuch Leit huet, well jorelaang vergiess ginn ass, Leit anzustellen!

Mir wëssen dat a mir hunn direkt reagéiert. An dës Regierung huet direkt decidéiert, dass jiddwereen, dee wëllt Polizist ginn, a jiddwereen, deen dann och seng Exame packt, vun der Regierung agestallt gëtt, fir Polizist kënnen ze ginn. Dir wësst awer och, dass esou eng For-

mation zum Polizist zwee Joer dauert, dass et also mindestens zwee Joer dauert, bis dat seng Effete weist. A mir sinn elo an enger Period, wou déi éischt positiv Effete sech weisen.

Mir hunn eis awer doriwwer eraus méi wäit Gedanke gemaach a gesot: „Et geet net just duer, dass mer méi Polizisten astellen, mä mir mussen och d'Police u sech reorganiséieren. Mir musse méi effikass ginn an der Organisatioun vun der Police.“ An dofir hu mer déi Décisioun geholl, fir zum Beispill déi 51 Proximitéitskommissariater, déi mer iwwer Land hunn, deelweis ze regruppéieren, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Wat hu mer dervun, wa mer an engem Duerf e Policekommissariat hu vu fënnf Leit, offiziellen Effektiv, an a Wierklechkeit sinn der nëmmen dräi do, well deen een a Formatioun ass, deen anerer am Congé parental oder am Congé oder krank oder wat och ëmmer? Mir wëssen, dass, wann déi Polizisten op Straif ginn, musse se zu zwee sinn, a wa se mussen de Büro op halen, musse se och zu zwee sinn. Also kënnen se ëmmer nëmmen eng Aufgab erfüllen.

En plus ass et esou, dee Regruppement vun de Policekommissariater, wat jo ganz staark vun der CSV kritiséiert ginn ass, féiert derzou, dass déi net nëmmen op enger Schicht an Zukunft schaffen, mä op zwou Schichten. An doriwwer eraus bréngt mer et fäerdeg, dass permanent kënnen Patrullen duerch d'Land fueren. Ech mengen, dat ass wichteg, fir de Leit hir Sécherheet och ze garantéieren.

Dann hu mer awer och dru geduecht, fir dee ganzen Apparat vun der Police méi licht ze maachen, andeem mer Regione fusionéieren, andeem mer vu sechs Regione zréckginn op véier Regione. Mir hunn agefouert, dass an Zukunft all déi Kommissariater, déi elo zesumme schaffen, op zwou Schichte schaffen an net nëmme méi op enger. A mir wäerten derfir suergen, dass et massiv méi Patroule wäerte ginn hei am Land.

An da wonneren ech mech och, dass den Här Gloden seet, mir hätten eng Reform gemaach a mir hätten net mat dem Parlament geschwat. Ech hat emol d'Impressioun, wéi wann ech am Juni hei en Débat de consultation gehat hätt, wou d'CSV awer och hei zu menger Rietser souz, wou allerdéngs net ganz vill Kreatives oder Positives ze héiere war. Dat ass scho ganz richtig.

Ech wëll och drun erënneren, dass mer der Police administrativ eng ganz Rei weider Méiglechkeete ginn, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen. An ech wëll hei drun erënneren, dass, och wat den Équipement vun der Police ugeet, dës Regierung net een Euro - net een Euro! - gestrach huet, deen ugefrot ginn ass vun der Policegeneraldirektioun, fir d'Police ze equipéieren. Ech erënneren ënner anerem un d'Waffen, wou d'Revolveren duerch Pistoulen ersat ginn aus verschidde technesch Grënn, déi vun der Police an och vun der Policegewerkschaft opgeworf gi sinn. Mä och pour le reste kritt d'Police all Équipement, déi se brauch, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Dann, ee Sujet, deen hei ugeschwat ginn ass, ass dee vun Drogenhandel. Och do hu mer ganz vill Mesurë geholl. An déi Mesuren hunn derzou gefouert, dass d'Strofnoten am Beräich Drogen e gutt Stéck erfogaange sinn; fir lech d'Zuelen ze soe vun 2015: vu 4.675 Drogenaffären op haut - also op 2016 - 3.845. An dat kéint och net vun näischt. Dat kéint do duerch, well mer konkret an effikass dergéint virginn, well mer massiv Präsenz um Terrain hunn.

A mir hunn dat gemaach zesumme mat där Taskforce, déi mer geschaaft hu mat der Stad Lëtzebuerg, mat dem Ministère vun der Sécurité intérieure a mat der Police. Mir hu gezielt Razzie gemaach a mir hunn der permanent gemaach. Eleng d'lescht Joer hu mer eelef grouss ugeluechte Razzie gemaach, fir den Drogendealer op d'Schléck ze kommen.

Doduerch, dass de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, wat ech sinn, och Wirtschaftsminister ass, deen d'Autorisations de commerce gëtt, hunn ech als Wirtschaftsminister derfir gesuergt, dass iwwerall do, wou Café sinn, op der Gare oder op anere Plazen am Land, wou mer wëssen, dass mat Droge gedealt gëtt, dass deenen d'Autorisation de commerce entzu gëtt. Dat heescht, mir hu konkret déi Schlupflächer, déi se hunn, zougemaach.

Mir hunn e weidere Büro oder en ale Büro an der Rue Glesener an der Stad erëm opgemaach, deen elo op zwou Schichte schafft a wou den Hauptbut deen ass, permanent Patrullen ze maachen. Mir hunn de Centre d'intervention an der Gare dramatesch opgestockt, wat d'Leit ugeet. Et geet nach net duer a mir wäerten der och nach do bäiginn. Mä Dir musst eis natierlech d'Chance ginn, dass hanne Leit nowuessen, fir dass mer dat och kënnen maachen.



Mir hunn eleng hei am Quartier Gare an Holle-rech d'lescht Joer am Beräich vun der Drogekriminalitéit 140 Leit verhaft. Mä wann ech dovou schwätzen, dann ass et net just hei an der Stad, wou mer géint d'Drogekriminalitéit kämpfen. Mir maachen dat an alle Regiounen a mir maachen dat och an alle Stied, wou d'Drogekriminalitéit e Sujet ass.

Mir maachen et awer net nëmmen do. Mir maachen et och an de Caféen, wou mer permanent Razzie maachen iwwert d'Land. Mir maachen et an de Lycéén. Mir maachen et an den Zich. Mir maachen et op der Strooss. A mir maachen et op der Aire de Capellen, op der Aire de Berchem, fir ebe Leit ze pëtzten, déi mat Drogen iwwert d'Grenze kommen. An dat maache mer zesumme mat der Police aus der Grenzregioun. An och dat geschitt mat ganz vill Succès.

An ech wëll hei och drop hiweisen, an et huet ee Virriedner doriwwer geschwat: De Kampf géint d'Drogen ass net just e repressiven, mä et ass och e preventive Kampf. An dofir huet d'Police eleng d'lescht Joer 427 Drogepreventionsséancen an de Schoule gemaach, fir deene jonke Leit ze weisen, dass d'Drogen net dee richteg Wee sinn.

Och wat d'petite Délinquance ugeet, muss ee soen, dass och do d'Zuelen erofginn. Och wat d'Abrech ugeet, ginn d'Zuelen erof. Ech weess awer, dass et der nach ëmmer vill ze vill sinn. Mä mir wëssen och, dass mer e Riseproblem hu mat den Abréch doduerjer, dass dat ganz oft Bande sinn, déi aus dem Ausland kommen, déi dann iwwert d'Land hierfale während e puer Wochen an da si se erëm verschwonne. Dofir ass et jo esou schwéier, och déi Delikter opzklären. An dann ass et ganz oft esou: Wann dann ee gepëtz gëtt, dann ass dee meeschtens responsabel fir x Delikter. An dofir variéieren natierlech och d'Opklärungsquote vun engem Joer op dat anert.

Ech kann lech just soen, dass mir an all deenen dote Beräicher wierklech all Efforte maachen, fir de Leit Sécherheet ze ginn. An et war vum Interpellant och gesot ginn, mir géifen net genuch länneriwwergräifend schaffen. Ech kann dat net esou stoe loosse. Mir hu länneriwwergräifend eng ganz Rei Kontakter, wou mer zesummeschaffen a wou mer dat och mat ganz vill Succès maachen.

Et ass ugeklonge vun lech, Här Gloden, dass een de Pechert eventuell sollt begleede loosse duerch e Polizist, wann ech dat richteg verstane hunn. Mä wéi soll dat da goen? Wat maache mer da mat Pecherten, wa mer dann awer e Polizist mussen hunn, dee mat em duerch d'Duerf trëppelt? Et soll jo eigentlech sinn, fir dass d'Police entlaascht gëtt. Mä wa mer elo nieft all Pechert och nach mussen e Polizist stellen, dat ka jo beim beschte Wëllen net fonctiounéieren.

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Kommt op Maacher kucken! Do klappt et.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- An dann hutt Der dat opgeworf mat der Police an den Zich. Et ass effektiv esou, dass mäi Kolleg, de François Bausch, dat eng Kéier als eng Méiglechkeet ugesinn huet. Et ass awer esou, dass mer immens vill Zich hunn, déi de ganzen Dag fueren. A wa mer Poliziste wëllen an d'Zich setzen, bleift d'Fro da muer: „Firwat setzt Der da keng an d'Bussen?“ Mir hunn net esou vill Bussen... Mir hunn net esou vill...

(Hilarité)

...Polizisten, wéi mer Bussen an Zich hunn.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dach, Bussen hu mer der vill.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Dat ass iwwerhaupt net denkbar. Dovun ofgesinn...

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Här Schneider, ech hu keng Poliziste gefrot, ech hunn Employés sous le statut de droit public gefrot, wann Der mer nogelauschtert hutt; d'Gesetz 2009. An den Här Bausch huet et op der leschter Generalversammlung vum Syprolux nach eng Kéier gesot.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Da soen ech lech dozou, dass mer jo mat den CFL amgaange sinn, fir déi Leit, déi Begleeder an den Zich sinn, ze forméieren, fir dass se wëssen, wéi se sech solle behuelen, wann et zu Aggressiounen an engem effentleche Verkeiersmëttel kënnt.

Da war vun der Madamm Claudia Dall'Agnol, awer och vun alle Riedner eigentlech dat subjektivt Sécherheetsgefäll opgeworf ginn. Ech wëll hei just soen, dass mer e ganz kloeren Trend hunn, dass d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg erofgeet, well mer eng ganz Rei Aktiounen iwwert déi lescht zwee Joer geholl hunn.

Dass dat subjektivt Gefäll vu Sécherheet bei de Leit awer net onbedéngt do ass, dat heescht, dass d'Leit awer fäerten, dat huet awer och

ganz vill ze di mat eiser transparenter Kommunikatiounspolitik. Wann alles, wat mir mellen, all Kéier am Radio ass respektiv all Kéier an de Medien ass, dann ass et normal, dass d'Leit op eemol d'Gefill hunn, se géife bei den Hottentotten hei liewen. Dat ass jo e Problem. Dofir, wa mer vun subjektive Gefill schwätzen, da gëtt et eigentlech just eng Méiglechkeet, näamlech déi, dass mer net méi iwwert d'Kriminalitéit an der Effentlechkeet schwätzen.

An ech mengen, dass mer dat och net kënne maachen. Dofir ass dat doten eng Situatioun, déi mer relativ schwéier geléist kréien. Soulaang wéi mir alles mellen an d'Police alles mellt an alles an de Medien opgegraff gëtt, ass dat dote Gefill an deem Sënn net an de Grëff ze kréien. Mä ech wëll awer nach eng Kéier un lech allegueren appelléieren: Kommt, mir kucken déi objektiv Zuelen!

An da wëll ech nach eppes zu deenen objektiven Zuele soen. Mir kucken ëmmer: Wivill Abréch hate mer dann 2012, wivill 2013, wivill 2014, et cetera? An da kucke mer dat als Chiffre absolu an da gesi mer: Et geet erop oder erof. Mä mir considéieren an deenen Zuelen iwwerhaupt net d'Augmentatioun vun eiser Populatioun. Eis Populatioun klëmmt all véier Joer ëm 10%. Dat misst een also nach eng Kéier domadder relativiséieren. Da géift Der gesinn, dass eigentlech den Trend zu muer Kriminalitéit nach méi staark ass wéi deen, deen ech lech elo just gesot hunn.

Ech wëll hei schléissen, well meng Kollege Justizminister an Innenminister och nach op divers Aspekte, déi haut ugeschwat gi sinn, wäerten agoen. Ech kann lech just soen, dass d'Regierung d'Sécherheet vun hire Bierger extrem eescht hält an dass mer wierklech alles maachen, wat mer kënne maachen, fir d'Kriminalitéit hei am Land erofzekeréien.

An ech mengen, dass een dat misst gesinn, objektiv misst gesinn an der Personalpolitik vun der Regierung, fir d'Police opzestocken, an der Infrastruktur- a Materialpolitik, déi d'Regierung mécht, fir d'Police beschtméiglech ze equipéieren, an am Kader vum Reformprojet vun der Police, deen net nëmmen drëm geet, fir d'Police méi effikass opzestellen, mä och fir d'Zusammenaarbecht mat den Autorités judiciaires ze verbessern.

Voilà! Dat gesot, soen ech lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Wuert huet elo den Här Justizminister.

► **Une voix.**- Hien ass anzwousch hin.

► **Une autre voix.**- Verstoppt?

► **Une troisième voix.**- Elo hu mer ee ver-luer.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Elo kënnt den Här Justizminister mat propperen Hän.

(Interruption et hilarité)

► **Une voix.**- En huet sech d'Hänn an Onschold gewäsch.

(Hilarité)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech wëll wéi de Kolleg Etienne Schneider och agans eng kleng Iwwerrassung ausdrécken, näamlech déi, wouriwwer dass mer haut an der Haaptsaach geschwat hunn. Esou wéi d'Interpellatioun ugekënnegt war an hirem Titel, ware mer eigentlech éischer drop agestallt, dass mer géifen iwwert déi grouss Sécherheetsbedroungen am Land schwätzen. Mir si jo wéi anerer an Europa och ganz konzentréiert op déi Bedroungen, déi mer haut an Europa hunn. Stéchwuert: Terrorismus. Mä dat eent verbitt jo dat anert net. Mir hunn och domadder kee Problem.

Dat Zweet ass, ech sinn och doriwwer e bëssen iwwerrascht: Den Etienne Schneider huet eng Rei Zuele genannt, déi Der och scho méi laang kennt iwwert d'Entwécklung vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg.

An, et ass iergendeppes mam Mikro.

► **Une voix.**- Et schaal.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Et schaal. Hei ass permanent...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, d'Technik ass amgaangen, drun ze schaffen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Jo, okay.

Den Etienne Schneider huet, wéi gesot, déi Zuele genannt, déi réckleefeg sinn, an elo kann een als Oppositioun ganz kritesch zu der Regierungsarbecht stoen a Saache bemängelen a Saache vun der Regierung fuerderen. Ech mengen awer och, dass e kleng Merci un d'Adress vun deenen, déi derfir suergen, dass déi Zuele réckleefeg sinn, eis Polizisten, och

d'Justizautoritéiten, déi hei zesummen Hand an Hand schaffen, net ze vill gewiescht wär. Och dat hätt ee kënne maachen. An da kann een nach ëmmer ganz villes un d'Adress vun der Regierung soen. Mä dass déi Zuele réckleefeg sinn,...

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Här Braz, dann hutt Der mer net nogelauschtert. Ech hunn dat gesot.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- ...dat ass d'Aarbecht vu Leit. An e Merci och aus der Oppositioun eraus däerf een an deenen dote Fäll maachen. Och déi Leit apprécieren dat doten.

Vu déi kuerz Zäit, déi mer hunn, wëll ech synthetesch op eenzel Punkten agoen. Ech huelen direkt d'Stéchwuert vun der Mendicité. Dir hutt ganz zu Recht, Här Gloden, drop higewisen, dass et e villschichteg Problem ass. Ech wëll och duerfir kuerz soen, wat déi Schicht sinn. A wa mer déi Schichten eenzel diskutieren an net matenee verméschen, dann ass och eng sachlech Diskussioun iwwert déi Theme méiglech.

Stéchwuert: Mendicité simple. Déi ass zu Lëtzebuerg net strofbar. Dat ass eng konstant Jurisprudenz vun de Lëtzeburger Gerichter. Eng lescht Décisioun hu mer vum Bezirksgeriicht Dikrech an där doter Matière virun zwee, dräi Méint kritt, déi dat och nach eng Kéier bestätegt. Dat ass, wat een nennt Mendicité simple.

Wa mer da vun engem Phänomeen schwätzen, deen emol méi, emol manner an der Press an an der Effentlechkeet ass, dee vun den Troubles à l'ordre public, dat ass jo dat, wat do beschriwwen gëtt, dann ass et dem Gesetz egal, wien den Auteur ass. A wann een d'Mendicité an den Trouble à l'ordre public an engem Otemzuch nennt, da mécht een eppes, wat een a mengen Aen net soll maachen.

Den Trouble à l'ordre public an d'Rechter hei zu Lëtzebuerg an d'Flichten, déi sinn onofhängeg vun där Plaz, op där een an der sozialer Leeder steet. Wann een e Strummert ass, en Heeschert ass, huet een duerfir net manner Rechter. A wann een ass, deen op der sozialer Leeder ganz héich steet, huet een duerfir net méi Rechter. Wann also en Trouble à l'ordre public virfällt, dann ass dem Gesetz den Auteur egal, ob dat e Millionär ass oder een, deen heesche muss, fir sech säin Alldag e bëssen ze verbessern.

Duerfir, wa mer wëllen doriwwer schwätzen, wéi zu Lëtzebuerg an de Gemengen d'Police an och d'Justiz mat den Auteurs vum Trouble à l'ordre public ëmginn, doriwwer kënne mer an aller Serenitéit an all Detail diskutieren, mä dann däerf dat Wuert „Strummert“ dobäi net falen, well dat, wat een ass, huet keen Afloss dorobber, wat d'Gesetz vun engem verlaangt, an op dat, wat erlaabt oder verbueden ass. Déi zwee solle mer ganz daitlech ausereenhalen! An dat géngt eis net ëmmer.

Dat Drëtt ass d'Mendicité en réunion. Den Här Gloden ass och dorobber agaangen. Et stellt sech awer eraus, dass net alles dat, wat no Mendicité en réunion ausgesäit, der och ass, respektiv dass ee se och mussen bewiesen, wann ee wëllt hunn, dass Leit bestrooft ginn. Mir hu wuel oft de Verdacht, dass dat ass. Et ass och ganz sécher méi oft de Fall, wéi vläicht deen een oder anere mengt, mä téschent där Erkenntnis oder där Impressioun, déi een huet, an dem Fait, dass ee belasschtbar Beweiser huet awer enger Polizeienquête eraus, fir kënnen op engem Geriicht zu enger Condamnatioun ze kommen, dat ass eng aner Diskussioun.

A Fäll, déi och zu Lëtzebuerg emol schonn an der Press waren, sinn och vun enger Polizeienquête während Wochen deemools begleet ginn. An um Enn war déi Polizeienquête net concluant, dass konnt Mendicité en réunion nogewise ginn, wat awer net heescht, dass et net geet, well mir hunn zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joren, souwuel zu Dikrech wéi am Bezirksgeriicht Stad, Condamnatiounen fir Mendicité en réunion gehat. Et ass also net, dass et dat hei net gëtt an dass dat och net geet.

Déi véiert a lescht Schicht, dat ass déi vum Menschenhandel. Et ka bei Mendicité en réunion sinn, dass et zousätzlech ëm Menschenhandel geet. Dëser Regierung ass dat guer net egal, well mir hunn déi Infraktioun eréischt 2014 geschaaft duerch e Projet de loi, deen dës Regierung déposéiert huet. An deen Text ass och séier gestëmmt ginn.

Wann also haut de Menschenhandel och bei der Mendicité ka penal verfollegt ginn, dann doduerch, dass dës Regierung dat doten eescht geholl huet. Dës Regierung huet och dës Joer - 2016 - während der Lëtzeburger Présidence vum Benelux de Menschenhandel zum Haaptthema gemaach. Dat war virun net de Fall. Dat war och eng Initiativ vun der Lëtzeburger Regierung, fir am Kader vun der Beneluxprésidence eis Efforten drop ze konzentréieren am

Beräich Justiz a Police, fir justement dem Menschenhandel bäizekommen.

Mir hunn och duerfir als Regierung d'lescht Joer eng Campaigne gestart, fir hei zu Lëtzebuerg op de Menschenhandel opmierksam ze maachen. An de Menschenhandel ass net am meeschte bei der Mendicité; et ass just de Contraire.

Et gëtt graff véier Fäll, wou ee Menschenhandel zu Lëtzebuerg och virfënt. Dat ass de Beräich vun der Prostitutioun; dat ass deen heefegsten. Dann de Beräich, wou Betriber Leit ënner Konditiounen vu Menschenhandel fir sech schaffen loosse. Dat ass also an der Aarbechtswelt. Dat ass dat zweet Beispill, also haaptsächlech am Beräich Horesca, awer och um Bau. An als véierten ass effektiv d'Mendicité och ee vun deene Fäll, wou et Menschenhandel gëtt. Dat ass awer vun deene véier Fäll deen am mannschen heefegsten zu Lëtzebuerg. Kee Grond, fir en net eescht ze huelen. Mä kommt, mir kucken och an halen och d'Aen op an d'Oueren op iwwert déi vill méi aner heefeg Fäll bei der Prostitutioun, um Bau, an der Restauratioun, wou et och Menschenhandel zu Lëtzebuerg gëtt! Dat misst eis zumindest gradesou vill Wierder wäert si wéi dat anert.

Dann ass och den Här Gloden, mengen ech war dat, op déi Geforesituatioun agaangen, an där sech Polizisten heianso erëmfinden. Mir sinn do amgaangen un enger neier Infraktioun ze schaffen, déi awer genereller Natur soll sinn, näamlech déi vun der Mise en danger de la vie d'autrui. Dat kann eventuell an esou engem Kontext ugewannt ginn, awer net nëmmen. Et kann och bei Infraktiounen am Beräich vum Stroosseverkeier zur Uwendung kommen an doriwwer eraus nach. Déi Aarbechte sti kuerz virum Ofschluss an da wäerte mer e Projet de loi déposieren iwwert d'Mise en danger de la vie d'autrui, wat och grad an deem dote Fall zur Uwendung ka kommen. An ech halen dat och perséinlech fir e wichtege Punkt.

Da war och eng Fro gestallt ginn zum Jugement sur accord. Dozou kann ech soen, well Zuele gefrot gi waren: Mir hunn zënter, dass et dat gëtt, also zënter ronn 18 Méint, eng 15 Fäll gehat. Dat sinn der vläicht elo nach net esou vill, mä déi Prozeduren, déi sinn elo rodéiert. Dat fängt u bekannt ze ginn. A mir wäerten och do also eng relativ staark Augmentatioun, hoffen ech zumindest, kënne kennelieren.

Voilà! Dat waren déi puer Remarquen, Här President, déi ech wollt maachen, complémentaire zu deene vun Här Schneider an en attente vun deene vun Här Innenminister Dan Kersch. Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Justizminister. An d'Wuert huet elo den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Ech wäert probéieren, mech a mengem Bäitrag op d'Erweiterung vun de Kompetenzen vun den Agent-municipallen ze beschränken, well dat jo och, mengen ech, des Laangen an des Breede vun eenzelnen Orateuren ausgefouert ginn ass an och an de Kontext gesat ginn ass vun der Bekämpfung vun deene sougenannten Incivilitéiten oder, wéi mer et och kéinten ausdrécken, an der Émsetzung vun de Gemengereglementer, wou mer alleguerte wëssen, dass mer zënter enger gewëssener Zäit vu Jore Problemer hunn, dass dat, wat an de Gemengereglementer steet, och wierklech um Terrain kann emgesat ginn.

An ech wëll lech direkt soen, Här Gloden, dass Der mat Ärer Proposition bei mir oppen Dieren arennt, well och wa mer eis bewosst sinn, dass en éische Versuch vun de Kollegen Halsdorf a Frieden gescheitert ass opgrond vun enger Rei vu Awänn vum Statsrot, da sollt dat eis awer net drun hënneren, en zweete Versuch ze woen, wou d'Agent-municipalle wesentlech méi Kompetenze kréien, wéi dat haut de Fall ass.

A fir dass eis net dat nämlech geschitt, wéi et an engem éischten Ulaf geschitt ass, hunn ech och probéiert, eng ganz Rei vu Concertatiounen am Virfeld ze maachen, engersäits mam Syvicol, wou mer e puermol doriwwer geschwat hunn, virun allem awer och mat der Gewerkschaft vun den Agent-municipallen. An eng Geleehheet, wou ech ganz vill bäigeléiert hunn, dat war, wou mer eng grouss Versammlung zu Bartreng gemaach hunn, wou d'Agent-municipallen alleguer eenzel, egal aus wéi enger Gemeng dass se komm sinn, invitéiert waren, fir e bësse vun hiren Erfahrung vum Terrain ze zielen. An et ass och meng Ambi-



tioun, fir esou vill wéi méiglech vun deem, wat mer do als Input kritt hunn, och an de Gesetzestext afléissen ze looszen.

Et muss e feststellen, an ech hat et scho bei enger anerer Geleeënheet gesot, dass, wa mer iwwer Gemengereglementer a Gemengepolice-reglementer schwätzen, 44 Gemengen zum heitegen Zäitpunkt iwwerhaapt kee Gemengepolice-reglement hunn. An ech mengen, dass d'Fro berechtigt ass, wéi Gemengen, déi keen esou e Reglement hunn, hirer Obligatioun, déi se awer aus dem Dekret vu 1789 a 1790 hunn, näamlech fir d'Tranquilitéit, d'Salubritéit an d'Sécuritéit ze suergen, wéi se där kënne gutt nokommen, wa se keen esou e Reglement hunn.

An ech wëll och hei menger perséinlecher Meenung Ausdrock verleeën, dass ech der Meenung sinn, dass mer nom belsche Modell am Fong missten an e System kommen, wou all Gemeng u sech gezwonge wär, esou e Gemengepolice-reglement ze hunn. An et ass fir mech ganz spannend, dann och eng Kéier gewuer ze ginn, wéi d'Positioun vun der Oppositoun zu där doter Thematik ass.

Wa mer iwwer eng Reform vun den Agent-municipale schwätzen, mengen ech, si mer eis eens iwwer eng Rei vu Prinzipien.

En éischte Prinzip ass deen, dass d'Police, esou wéi et haut ass, och an Zukunft wäert responsible bleiwe fir d'Ëmsetzung vun de Gemengereglementer. Et gëtt also och an Zukunft keng Obligatioun fir d'Gemengen, fir Agent-municipale anzustellen. Alles, an och do, mengen ech, si mer eis eens, wat an d'Zukunft d'Agent-municipale dierfen a kënne maachen, muss och vun der Police kënne gemaach ginn. D'Police kritt also hei eng Hëllef. D'Aktivitéit vun den zukünftigen Agent-municipale sinn net eng Alternativ zur Policearbecht, mä musse complémentaire zur Policearbecht gesi ginn.

Den zweete Prinzip, deen a mengen Ae genau sou wichteg ass, ass deen, dass mer bei de Gemengepolice-reglementer sollen usetzen. An do, wou mer haut nëmmen exklusiv penal Sanktiounen hunn, déi an de Gemengepolice-reglementer stinn, mat där Problematik, déi mer alleguere kennen, dass et oft schon net einfach ass, de Polizist ze iwwerzeegen, iwwerhaapt déi Saach opzehuelen. A wann en et dann och nach gemaach huet an e Protokoll geschriwwen huet, dass deen dann op de Parquet kéint an a ganz ville Fäll de Parquet dat einfach klasséiert, well en och einfach iwwerlaascht ass mat deenen dote Geschichten a wesentlech méi wichteg Saachen ze traitéieren huet wéi dat, vun deem mir hei schwätzen. Dofir och d'Iddi an, ech mengen, och do si mer eis eens, fir nieft deene penale Sanktiounen och administrativ Sanktiounen mat enger vereinfachter Prozedur anzeféieren.

An dann den drëtte Prinzip, dass all Agent soll d'Inciivilitéiten aus dem Gemengereglement vun administrativer Natur dierfe feststellen. Also ganz kloer, wa mer iwwert de Wee vu Sanctions administratives sollte fueren, ass all Agent municipal dann och berechtigt, déi Inciivilitéit festzustellen.

An dann eng Iddi, déi awer nach ze diskutéieren ass, mä wou ech awer mengen, dass et ganz wichteg ass, dass déi Agenten, déi de Promotiounsexame gemaach hunn an déi eng speziell Formatioun kritt hunn, déi mer och zesumme wäerte mat der Justiz maachen, dass déi och sollen de Statut vum APJ kréien, dat heescht also vum Agent de police judiciaire, an domadder och befäegt ginn, fir déi Saachen aus de Gemengereglementer, déi penal musse verfollegt ginn, kënne opzehuelen. Ech mengen och, dass dat e ganz gudd Kompromiss ass, dee mer och mat der Gewerkschaft vun den Agent-municipale beschwat hunn, déi sech och mat esou enger Prozedur kéint averstan erklären.

An dann de véierte Prinzip. E klengt Vergehen, eng kleng Incivilitéit, och kleng Folgen, eng administrativ Sanktioun, wéi mer gesot hunn: am beschten direkt op der Plaz geregelt duerch d'Bezuele vun enger klenger Strof. Da wär domadder och u sech d'Affär ofgeschloss. An eis Iddi ass et, fir dass an esou engem Fall dann och d'Amende ëm 50% géif reduzéiert gi par rapport zu engem System, wou ee sech géif weigere, déi kleng Strof ze bezuelen, a wou dann natierlech eng aner administrativ Prozedur nach hannendru muss gehaange ginn. An do schwieft eis vir, e Fonctionnaire sanctionnateur op enger zentraler Plaz, ënner Ëmstänn am Intérieur, unzesidelen, deen dann déi administrativ Strofe misst verhängen.

An dann eppes, wat och virdu schonn ugeschwat ginn ass: An deem Fall misst selbst-

verständlech och eng Méiglechkeet bestoen, fir e Recours dergéint ze maachen. Dat kéint un Tribunal administratif geschéien. An de Justizminister huet u sech scho säi prinzipiell Averständnis ginn, dass mer do eng vereinfacht Prozedur géifen aféieren, wou d'Leit also net gezwonge wäeren, en Affekt ze huelen. Mä och dat ass nach am Detail ze diskutéieren.

An de fënnefte Prinzip, an, ech mengen, deen ass genauso wichteg, well da schwätze mer vun deene Leit, déi da fir eis Sécherheet musse suergen. Méi Verantwortung, dat heescht och méi Unerkennung. An d'Diskussioun mat de Gewerkschaften ginn op de Wee, dass mer iwwert de Wee vun zousätzleche Primmen dann nach wäerten unerkennen, dass déi Leit an Zukunft méi musse leeschte wéi dat, wat se haut musse maachen. An déi zousätzlech Zousoen, déi mer do am Gespréich hunn, dat kéint bei enzelnen Agenten bis zu 500 Euro de Mount ausmaachen, wat jo awer net näischt ass. An ech mengen, dass dat och méi wéi gerechtfertigt wär. Dat ass och en Zeeche vun der Unerkennung vis-à-vis vun deene Leit, déi do fir eis Sécherheet suergen.

Erlaabt mer vläicht, nach ee Wuert ze soen zur Identitéitskaart, well dat och hei kuerz thematiséiert ginn ass. Ech mengen, dass mer gutt berode sinn, och an Zukunft ze ënnerscheiden tëschent dem einfache Feststelle vun der Identitéit, dat heescht also d'Recht, eng Identitéitskaart oder en aneren Titre ze froen, oder dem Contrôle d'identité, deen haut exklusiv der Police virbehalen ass an dat och an Zukunft, op jidde Fall a menger Optik, soll bleiwen.

Dat sollt eis awer net drun hënneren, dem Agent municipal d'Recht ze ginn, eng Carte d'identité ze froen. A wann en dat da verweigert kritt, selbstverständlech och d'Police zur Hëllef ze rufen, fir dass déi déi Identitéit och kënne da feststellen.

Ech wëllt och nach vläicht schlësse mat enger Fro, wou, mengen ech, och ganz grouss Ëenegkeet besteet. Dat heescht, dass déi zukünftige Agent-municipale net solle bewaffnet ginn. Dat sollt net heeschen, dass mer hinnen net d'Méiglechkeet ginn, fir sech och besser kënne ze verteidigen. An de Gespréicher mat mir hu se gefrot, fir kënne Coursen ze beleëe vu Self-defense. Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Approche ass, déi en hinnen och sollt zougestoen, well mer alleguere wëssen, dass si keng einfach Aarbecht hunn.

E bësse méi kritesch, Här Deputéierte Gloden a léif Kollegeen, gesinn ech allerdéngs d'Méiglechkeet, fir d'Agent-municipale a bestëmmte Fäll ënnert d'Befeelsgewalt vun der Police ze stellen, well ech mengen, dass mer do riskéieren, zwee verschidde Systemer mateneen ze verméschen, ënner anere och déi Leit vläicht e bëssen ze iwwerfuerderen, an och eng ganz Rei vu Problemer vu Statut a vu Sécherheet vun deene Leit dann och nach géife kreieren. Do sinn ech also e bësse méi kritesch, ouni dass ech dat awer a priori wëllt ausschléissen.

Am Moment si mer jo och an enger anerer Logik, dass am Fall vun enger besonnescher Situatioun de Buergermeeschter d'Police requéiert an d'Agent-municipale souwisou zu senger Verfügung stinn. Mä ech mengen, dat ass nach Matière à discussion. Ech verschléisse mech do kengen neien Iddien. Ech wollt just soen, dass ech awer an der Hoffnung sinn, dass mer an enger grousser Eenegkeet deen heite Projet kéinten evakuéieren, an dat och esou séier wéi méiglech, well d'Gemengen an d'Leit dobausse waarden drop.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir erlaabt eng Fro vum Här Kartheiser?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President.

Här Minister, ech wollt nach eng Kéier zrëckkommen op déi Fro vun der Burka. Dir wësst, mir hate gefrot, dass do en nationaalt Gesetz soll gestëmmt ginn, dat dat soll verbidden. Kuerz drop huet d'CSV quasi textgläich déi Iddi och nach eng Kéier opgehol. Mir hunn haut och héiere vun der DP, dass si dat net gutt féinnt, wa Leit mat enger Burka ronderëmlafen.

Ech hunn an Erënnung, dass d'Regierung déi Iddi, fir en nationaalt Gesetz ze maachen, net gutt fonnt huet an éischer eng aner Approche préconiséiert huet, näamlech ze soen, dass dat misst eng Gemengekompetenz sinn. An Dir hat, mengen ech, deen Abléck proposéiert, dass sollt e Kadergesetz gemaach ginn, wou deen Aspekt da mat géif berücksichtegt ginn.

Elo wollt ech lech froen, Här Minister: Wou si mer domadder drun? Wéini kënnt dat Kadergesetz? Wat ass d'Approche vun der Regierung haut an der Problematik Burka? Sidd Der nach ëmmer der Iwwerzeegung, dass dat soll ëmgesat ginn? A wéini gëtt dat ëmgesat?

Ech soen lech Merci.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech mengen, mir hunn eis déi do Fro wéi vill aner Froen net einfach gemaach. Mir hunn natierlech gekuckt: Wat hu mer haut an deenen enzelne Gemengereglementer, wat de Verbuet vun enger Burka géif ausschwätzen? Do gëtt et eng Rei Gemengen, déi dat hunn, eng Rei anerer hunn et net. Mir hunn och gekuckt: Wat ass d'juristes Basis vun deene Gemengereglementer? Mir hunn eng Rei vun Avis-juridiquen erageholl. Mir hunn eis och beim Statsrot schlaugemach, wéi mer déi dote Fro wäerten trancheieren. An d'Regierung wäert an deenen nächsten zwee Méint dozou eng Äntwert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm.

(**Interruption**)

Jo, jo. Mir si mat enger Motioun saiséiert. Den Auteur wëllt dozou eppes soen.

(**Motion 1**)

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Merci, Här President. Bon, ech kommen elo net am Detail op déi Motioun zrëck. Mir invitéieren d'Regierung, fir eben am Kader vun der Police-reform de Plazverweis anzefügen. Ech hunn elo hei vu kengem vun de Verrieder vun der Regierung doriwuer eppes héieren. Duerfir wier ech fir d'Éischt frou, wa se awer nach eng Kéier dorobber konkret géifen äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dat froe mer dann och direkt. D'Madamm Dall'Agnol huet d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Wann ech mäi Mikro géif fannen, da wär et méi schnell gaangen. Voilà!

Bon, ech mengen, et ass vun engem vun de Virrieder virdu gesot ginn, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Ech mengen, als Présidente vun där Kommissioun ass dat e ganz gudd Wee. Dir wësst, dass mer mat den Aarbechten amgaange si vun deem Projet de loi. Dir wësst och, dass emol nach keen Avis vum Statsrot do ass. An ech mengen, ech brauch lech net ze soen, dass ganz seelen e Projet de loi d'Chamber esou verléisst, wéi en erakëent, an dat douds'écher nach eng ganz Rëtsch Amendementen an deem Projet wäerten an och wäerte misse gemaach ginn. Mir sollen also net virun den Zuch sprangen.

Ech mengen, mir kënne dat gären an der Kommissioun diskutéieren. A wann d'Zäit vun den Amendementen komm ass, da kann d'Regierung, wa se dat wëllt, natierlech gären dat Amendement maachen, wat Dir fuerdert, oder wéi Dir virdu selwer gesot hutt: Wann dat net geschitt, dann ass d'CSV nach ëmmer fräi, et ze maachen, oder och all aner Partei. An ech mengen, bis dohi kënne mer gären nach eng Kéier d'Thema op den Ordre du jour vun enger Kommissioun huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, den Här Hahn huet d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).**- Jo, ech mengen och, dass dat eng Propos ass, déi ganz sénnvoll ass, där mir eis natierlech dann uschlëssen. Ech hat och virdu gesot, ech mengen, dat heiten ass e ganz wichteg Thema, wou mer op kee Fall sollt politiséieren. Ech mengen, dat ass de ganze Mëtteg hei net passéiert. An dofir denken ech och, wa mer an der Kommissioun hei an aller Rou an an aller Serenitéit iwwert dese Sujet kënne schwätzen an, ech mengen, och mat de Fachleit...

An ech géif dann och vläicht gären soen, dee Sujet, den Här Gloden huet et gesot, deen hätt och d'CSV am Wahlprogramm gehat. Ech wëll soen: Wann dat jo esou einfach ëmzesetze gewiescht wär, ech denken, dann hätt Der dat jo an der Vergaangenheet längst gemaach.

(**Brouhaha**)

Dofir géif ech op deser Plaz da vläicht proposéieren, dat an d'Kommissioun ze verweisen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Gloden.

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Här President, also ech hat am Fong d'Regierung gefrot fir eng Äntwertstellung. D'Regierung huet elo zwee Pressesprecher bäikritt.

(**Hilarité**)

Ech erënnere...

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Et felt nach en drëtten. Ah, d'Regierung steet op.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här Gloden, soulaang Dir deen Job net iwwerhuel, kënne mir domat liewen.

(**Hilarité**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir sinn awer frou, lech ze héieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, d'Regierung ass prett.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Also, et ass net esou, dass mer e Spriecher brauche vun de Fraktiounen, fir eis hei eng Äntwert ze ginn op Är Fro. Ech soen lech ganz kloer, dass mir laang iwwert dee Plazverweis diskutéiert hunn, intern an der Koalitioun, mä och mat der Police an de Police-gewerkschaften. Mir sinn der Meenung, dass dee Plazverweis, fir - ech soen elo emol entre guillemets - „géint Heescherte virzegoen“, dass deen eis séier wéineg bréngt.

Ech mengen, dat ass wierklech eng vun deene Mesuren, déi permanent diskutéiert gëtt, mä déi awer net vill bréngt, well mir kënne se zwar virun engem Geschäft verjoen, mä da gi se bei dat nächst. Mir kënne se net aus dem Land verweisen, mir kënne se just vun enger Plaz verweisen. A wa mer se aus där enger Strooss oder vun där enger Plaz ewech verweisen a se sinn dann an där anerer Strooss, ech weess net, ob mer do ganz vill gemaach hunn.

Mä wéi gesot, et ass jo dann d'Proposition, fir dat an d'Kommissioun ze verweisen. An da kënne mer do nach eng Kéier d'Argumenter alleguere mateneen austauschen. Mir mengen op alle Fall net, dass dat doten der Saach vill géif déngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Nach eng Kéier den Här Interpellant.

► **M. Léon Gloden (CSV), interpellateur.**- Merci fir des Präzisiounen, Här Minister. Wëssend, dass de fréiere Buergermeeschter an haut Statsminister ëm Jean-Claude Juncker an engem Bréif vun 2013 extra de Plazverweis gefrot huet; wëssend, dass de Plazverweis en long et en large och scho vun de Kollegeen vun der DP gefrot ginn ass, fuerderen ech, dass d'Motioun elo hei ofgestëmmt gëtt.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma dann...

(**Interruption**)

Den Här Kartheiser. Entschëllegt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, dass déi Proposition, déi den Här Gloden hei virbruecht huet, ganz opportoun ass, well mir hunn elo d'Äntwert vun der Regierung héieren, an d'Regierung bezitt sech an engem Beispill op déi speziell Situatioun vun den Heeschleit. Elo geet awer e Plazverweis a sengem Notzen an der Polizeiarbecht wäit doriwuer eraus. Éischtens kann et duerchaus och sinn, dass ee kann enger Persoun, déi heescht, soen, se soll sech op eng aner Plaz sétzen, vläicht well se en Hindernis ass op där Plaz, wou se grad ass; mä dat ass nach eng Detailfro.

Mä de Plazverweis léisst sech an enger grousser Zuel vun Interventiounen vun der Police sénnvoll asetzen. Dat heescht, ech wëllt et net reduzéieren op déi speziell Situatioun vun den Heeschleit, mä och op aner Situatiounen, wou et ka kuerzfristeg zu enger, zum Beispill, Iwwersiichtlechkeet vun enger Situatioun bäidroen; och preventiv Evakuatiounen vun enger Plaz kënne duerchgefouert ginn, eng kuerzfristeg Berouegung vun enger Situatioun kann erlichtert ginn.

An ech mengen, dass all déi Aspekter an der Polizeiarbecht awer sollte berücksichtegt ginn. An ech hu wéinstens bis elo an der Argumentatioun vun der Regierung weder an der Kommissioun nach haut hei eppes héieren, wat mech géif dervun iwwerzeegen, dass de Prinzip vun der Platzverweisung a säi sénnvollt a moossvollt Asetzen iergende Problem géif opwerfen, deen eis hei kéint drun hënneren, der Polizei en Instrument an d'Hand ze ginn, wat se mat Sécherheet mat Verantwortung a Virsicht awer géif benotzen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Nach eng Kéier de Minister fir Sécherheet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Jo, ech wëll just hei, fir dass mer verstinn, vu wat mer schwätzen... De Plazverweis hunn ech lech erkläert, firwat dat näischt bréngt bei den Heescherten, fir déi just vun enger Plaz op déi aner ze verjoen. Dat wär jo dat.

An ech fille mech net wuel, wa mir als Regierung Mesuren huelen, fir déi Aermst vun deenen Aarme just duerch d'Stad ze joen; surtout wann et en plus herno näischt bréngt. Duerfir, mengen ech, ass dat doten déi falsch Mesure.

Dat, wat Dir uschwätzt, Här Kartheiser, dat ass an deem neie Gesetz vun der Policereform virgesinn, an dem Kader vun der Police administrative. An dat ass de Périmètre de sécurité, wou d'Police zu all Moment do, wou Gefor um Mann ass respektiv wou eng Situatioun ass, wou se net wëllt, dass d'Leit ronderëmstinn ze hënnere an ze gaffen, dee Perimeter kann ausruffen an deklarieren.

Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dofir, fir de Plazverweis géif ech lech wierklech bieden, dat ze vergiessen, well et bréngt definitiv näischt! Dir verlagert just de Problem, wann Der dat als Problem gesitt. Dir verlagert e just vun enger Plaz op déi aner.

(Problème de sonorisation)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech mengen, mir sinn zwar elo...

► **Une voix.** - Mir hunn zwou Propositionen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir hunn zwou Propositionen. Ech wëllt elo, dass mer dat esou maachen, wéi eist Reglement dat virgesäit: Ech hunn hei zwou Propositionen...

Ah, entschëllegt, den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir deelen an deem Fall och d'Aschätzung éischer vun der Regierung, datt dat en Instrument ass, e Plazverweis géint d'Mendicitéit, wat just déi Aermsten trëfft, an ennerstetzen domadder och net d'Motioun vun der CSV respektiv déi Proposen, déi virdru vun der ADR gemaach gi sinn. Mir mengen, déi Motioun an d'Kommissioun ze huelen, do wësse mer och net, ob dat esou vill Sënn mécht. D'CSV ka jo gegebenenfalls an den Diskussiounen ronderëm d'Gesetz en Amendement presentéieren, wat jo dann och an der Kommissioun kann diskutéiert ginn. Mä an där dooter Form kënne mer dat do net matdroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da maachen ech hei d'Feststellung, dass mer mat...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Den Här Berger, wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Här President, ech wollt just froen, mä ech mengen, Dir waart amgaangen, dat elo unzedeiten, datt ee jo hei dann zwou Propositionen huet, entweder d'Motioun elo ze stëmmen oder an d'Kommissioun ze verweisen. Ech mengen, mir hate jo och derfir plädéiert, well et ass en interessanten Débat. Da kann een deen nach vläicht do op där Plaz da finaliséieren. Mä, voilà, nach eng Kéier, fir ze froen, datt dann déi Propositionen eben och...

(Problème de sonorisation)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Berger. Bon, mir sinn elo mat zwou Propositionen saiséiert: déi eng, fir elo direkt ofzestëmmen, déi aner, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Sou, elo kënne mer et einfach maachen oder mir kënnen et e bësse méi komplizéiert maachen.

(Interruption)

Mir kënnen hei d'Question préalable stellen, dann definéiere mer zwou Froestellungen an dann decidéiere mer, iwwer wat fir eng Froestellung dass mer dann herno ofzestëmmen hunn. Oder mir kënnen hei eng Option zur Ofstëmmung bréngen. Dat heescht: Si mer derfir, dass se an d'Kommissioun geet,...

► **Plusieurs voix.** - Jo.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...oder si mer derfir, dass se direkt ofgestëmmt gëtt? Wa mer ofstëmmen, dass se an d'Kommissioun geet, da géifen déi, déi der Meinung sinn, dass se an d'Kommissioun soll goen, mat Jo ofstëmmen, an...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Neen! Neen.

► **Une voix.** - Ma dach.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo selbstverständlech! Also, mir hunn hei, dat misst de Chamberspräsident, dee viru mir hei souz, wëssen, en Artikel 86 (2). Deen Artikel 86 (2), dee seet formell,...

(Interruption)

...dass entweder d'Conférence des Présidents oder d'Chamber decidéiert, wat mat enger Motioun ze geschéien huet, ob ofgestëmmt gëtt, ob se un d'Regierung iwwerwise gëtt oder ob se an eng Kommissioun iwwerwise gëtt. An där Situatioun si mer elo! Elo kënne mir awer soen: „Dat ass d'Conférence des Présidents, déi dat ze maachen huet.“ Mä hei huet d'Chamber et an der Hand, fir ze decidéieren, wat mat där Motioun ze geschéien huet, ob se wëllt driwwer ofstëmmen, da muss eng Majoritéit soen: „Mir stëmmen of“, oder ob mer se

an d'Kommissioun iwwerweisen, da muss eng Majoritéit soen, dass mer se an d'Kommissioun iwwerweisen. Kuckt Ären Artikel 86 (2)! Ech maachen lech et einfach, da braucht Der net nozesichen. Mä dat do ass d'Formulatioun. Ech kann lech den Artikel och virliesen.

► **Une voix.** - ...d'Fro, stellt d'Fro...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...et ass jo net domadder gedoen.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen! Neen, well duerno, et ass jo net, dass eng Motioun an engem schwaarze Lach verschwënnt. Et gëtt eng Ronn an der Kommissioun gemaach, an innerhalb vun dräi Méint muss déi Motioun erëm hei presentéiert ginn. Dat heescht, esou oder esou, wa mer eis net eens ginn an där Kommissioun, da gëtt iwwer déi Motioun ofgestëmmt,...

(Interruptions)

...dann eben dräi Méint méi spéit. Mä den Artikel ass ganz kloer. Kuckt lech en un, ech wëll lech och hei net drängen.

► **Une voix.** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kuckt lech en a Rou un! Et ass genee dat.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Déi Zeile si schnell gelies, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Si sinn och ganz kloer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, Dir hutt elo d'Interpretatioun vum Reglement esou gemaach, wéi et am Reglement och steet. Just fir kloer an dätlech eis Meinung hei ze soen: Mir sinn der Meinung, mir wäeren der Meinung, op déi éischt Proposition vun de Majoritéitsparteien, datt mer kéinten d'accord sinn, fir se an d'Kommissioun ze schécken, hunn awer dunn un de Reaktiounen vun der Regierung gemierkt, datt e Schécken an d'Kommissioun no Ausso vun der Regierung wierklech näischt géif bréngen, net sënnvoll wär, soudatt mer estiméieren, datt e Schécken an d'Kommissioun ënnert deenen do Viraussetzung just eng Zäitverschwendung wär. An derfir si mir der Meinung, datt se sollt haut ofgestëmmt ginn.

Kënnst awer elo d'Majoritéit ze enger anerer Konklusioun, dann insistéiere mer, fir datt se esou fréi wéi méiglech erëm hei an de Plenum zrëckkënn, fir ofgestëmmt ze ginn.

► **Une voix.** - Voilà!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass absolut Äert gutt Recht. An ech mengen, dat kann och kee contestéieren.

Sidd Der domat d'accord, dass mer elo verzichten op d'Question préalable, ob mer sollen iwwerwat dat eent oder dat anert ofstëmmen, an dann direkt driwwer ofstëmmen, ob et dat eent oder dat anert ass?

(Assentiment)

D'accord!

Also: Déi, déi derfir sinn, dass déi Motioun an d'Kommissioun kënn, géife mat Jo ofstëmmen. An déi, déi der Meinung sinn, dass direkt misst ofgestëmmt ginn, déi stëmme mat Neen. Ass dat korrekt formuléiert?

(Assentiment)

Also: Renvoi an d'Kommissioun ass Jo, Ofstëmmung ass Neen. Sou, da géife mer elo ofstëmmen.

Vote sur le renvoi en commission de la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Sou: 32-mol Jo, 28-mol Neen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy

Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Dat heescht, si geet an d'Kommissioun a si kënn innerhalb vun...

(Interruptions et hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hunn ech elo eppes falsch verstanen?

► **Une voix.** - Neen, neen!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da steet just an dem Rapport herno: „Verschidde Stëmmen“.

(Hilarité)

Ech hu verschidde Stëmme gehéiert.

Domat ass et kloer: Si geet an d'Kommissioun a si kënn innerhalb vun dräi Méint an där dooter Form oder an enger anerer Form erëm heihin. Merci gesot!

An domat géife mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7043 iwwer eng Deelreorganisatioun vun ILNAS. An de Rapporteur vun dem Projet de loi ass den honorabelen Här Haagen, deen eis dann och erzielt, wat sech hannert der Ofkierzung ILNAS verstoppt a wat mer dorun änneren.

5. 7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext 7043 betreffend d'Reorganisatioun vun ILNAS - Här President, dat heescht „Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services“, gouf vum zoustännege Wirtschaftsminister den 31. August vum leschte Joer déposéiert. De 25. August an 29. September koumen d'Avise vun der Handwierkerkummer an der Handelskummer, déi alle béid positiv waren.

De Statsrot huet säin éischten Avis de 27. September ofginn. Den 29. November koum dunn nach den Avis complémentaire, well d'Kommissioun op Recommendation vum Statsrot nach en neien Artikel 7bis iwwer d'Notifikatioun un den OLAS, dat ass den „Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance“, bäigesat hutt.

Komme mer zum Fong vum Projet de loi, wat en technesche Fong ass. D'Zil vun deem Gesetzesprojet ass et, dem ILNAS zousätzlech Missiounen ze ginn. Wéi Der lech kënn erënnere, zum Schluss vum leschte Joer hu mer hei an der Chamber zwee Gesetzestexte, déi den ILNAS concernéieren, och gestëmmt, wat d'Missiounen erweidert huet vum ILNAS, dat am Beräich vun de Schëffsequipementer an dem Schëffsmaterial. Dat waren d'Projets de loi 6981 souwéi 6902.

Mam Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung steet, gëtt den ILNAS dann elo och déi zoustännege Autoritéit fir d'Iwwerwaachung vu motoriséierte Gefierer, dëst well no de rezente Skandalen an der Automobillsbranche huet déi Europäesch Kommissioun reagéiert, wéi Der wësst, an hir Reglementatioun adaptéiert. Nom Ofgasskandal notamentum vum VW huet d'EU-Kommissioun decidéiert, fir d'Geneemegungsprozedure vu motoriséierte Gefierer a Remorqué méi staark ze reglementéieren an och de Marché selwer mat zousätzleche Moosname méi streng ze iwwerwaachen.

Opgrond vun der EU-Reglementatioun 167 an 168 vum Europaparlament a vum Conseil européen vum 5. Februar 2013 respektiv 15. Januar 2013 kritt den ILNAS dofir elo hei zu Lëtzebuerg dräi zousätzlech Missiounen iwwer dëse Projet de loi. An zwar wäert an Zukunft den ILNAS och motoriséiert Gefierer iwwerwaachen, déi an der Landwirtschaft a bei Bëschaarbechten agesat ginn, Gefierer mat zwee, dräi Rieder a Quadricyclé souwéi och motoriséiert Gefierer mat Remorquen an déi dozou passend technesch Systemer a Baudeeler vun dëse Gefierer.

D'Kontrollen, déi aktuell am Beräich vun der Automobillsbranche en vigeur sinn, si prinzipiell Kontrollen ex ante, dat heescht, datt et aktuell den nationalen Autoritéiten iwwerlooss

ass, fir ze zertificéieren, ob d'Gefierer den europäesche Konditiounen entsprechen, fir kënnen eben um Marché zougelooz ze ginn.

Duerch dës nei Reglementatioun vu Brüssel mussen déi national Autoritéiten elo zousätzlech a vill méi spezifesch Obligatiounen anhalen, wa se dës Gefierer kontrolléieren. Esou ginn zousätzlech Tester an Inspektiounen ennerholl, fir d'Konformitéit vum Gefier kënnen ze zertificéieren, och nodeems si schonn um Marché sinn. Dat geschitt also ex post.

Am Résumé heescht dat Ganzt, datt déi aktuell Kontroll vun de Gefierer, eier se op de Maart kommen, bestoe bleift, mä ergänzt gëtt duerch eng méi streng Iwwerwaachung vun de Gefierer, wa se bis um Maart sinn.

All d'Memberstate sollten also an deem Kontext eng Autoritéit, déi responsabel ass fir d'Iwwerwaachung vum Marché, bestëmmen, fir dës nei Mesurë kënnen ëmzesetzen. An dat ass an deem Fall fir eis hei den ILNAS. Den ILNAS ass domadder dann och an Zukunft responsabel fir d'Iwwerwaachung vum Automobillsmarché.

D'Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwer d'Reorganisatioun vum ILNAS gëtt an deem Kontext dann ëmgeännert. Laut dem Paragraf 4 vum Artikel 8 ass den ILNAS, wéi gesot, responsabel fir d'Iwwerwaachung vum Automobillsmarché, vun deenen elo grad genannte Gefierer.

Zousätzlech hat d'Ekonomieskommissioun, wéi gesot, den Artikel 7bis bäigefügt iwwer d'Notifikatioun, wat den OLAS ubelaangt, an dofir war souwuel am éischten Avis vum Statsrot souwéi och am Avis complémentaire keng Opposition formelle.

All weider Detailler fannt Der an deem technesche Rapport, deen och schrëftlech verfaasst ass (veuillez lire: All weider Detailler zu deem technesche Projet fannt Der an deem schrëftlech verfaasste Rapport).

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An dann huet d'Wuert den Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Haagen Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. Den honorabelen Deputéierten huet eis duerch deen technesche Rapport gutt guidéiert. An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Eischen. D'Madamm Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden Rapport a ginn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, ech schlësse mech de Virriedner un an ech géif den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kollegen, déi normalerweis d'Wuert géife kréien, och do dermat d'accord sinn. An da géif ech direkt der Regierung d'Wuert ginn, wa se wëllt.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, ech soen och dem Rapporteur Merci, dass e sech mat deem héich techneschen a komplexen Thema auserneegeet huet. Ech huelen un, dass et net einfach war, een ze fannen, dee wollt Rapporteur dofir ginn.

(Hilarité)

Hien huet dat awer ganz gutt gemaach. Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Ma da wäre mer prett, fir iwwer de Projet de loi 7043 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7043 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo an e puer Sekonnen eriwwer.



► **Mme Anne Brasseur (DP)**.- Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ech hunn awer schonn hei 60 Stëmme.

(Exclamations et interruptions diverses)

► **Une voix**.- Wien huet dann do zweemol...?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Also dann, wann Dir dat sot, da gleewe mer lech an net dem Computer. Neen, et hat vläicht een e bësse fréi gedréckt. Stëmmt dat esou?

Voilà. An de Projet de loi ass mat 60 Stëmme, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question élargie n°21 vum Här Alex Bodry iwwer méiglech Colocatiounen. Den Auteur vum der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze formulieren, d'Regierung huet zéng Minutten, an den Auteur huet nach d'Recht op eng Zousatzfro. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

6. Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischte Kéier, wou mer hei an deem Haus iwwert d'Fro, d'Problematik vum de Wunnengen a vun de feelende Mietwunnengen hei zu Lëtzebuerg diskutieren. Mir wëssen och, dass et do net déi Léisung gëtt, dat Patentrecht gëtt, mä dass et eigentlech nëmme méiglech ass, mat enger ganzer Rëtsch vu Moosnamen ze probieren, d'Situatioun besser an de Grëff ze kréien. Mir brauchen hei d'Promotioun vum Bau vun neie Wunnengen, besonnesch och am Sozialwunnengsberäich. D'Regierung huet jo viru Kuerzem och do en neie Programm verabschied. Mir brauche Sanéierung vum ale Wunnengen an d'Beleë vum Wunnengen, déi eidel stinn. Mir wëssen och, dass Dausende Wunnengen hei zu Lëtzebuerg fir den Ament net besat sinn an eidel stinn.

An do niewendrun, mengen ech, muss ee sech och un d'Problematik erwoe vun de Wunnengemeinschaften, vun der sougenannter „Colocatioun“, eng Pist, déi een a mengen Ae muss systematesch och hei zu Lëtzebuerg ugoen. D'Erausforderungen, dat wësse mer, sinn enorm. Eleng wa mer de Rhythmus bäibehalen, dass pro Joer hei 10.000 bis 15.000 Leit zousätzlech eis Bevëlkerung uweussen dinn, dann heescht dat, eleng fir dat opzefänken, dass mer misste 5.000 bis 6.000 Wunnengen zousätzlech all Joers bauen, nieft deem Retard, dee mer an deem dote Beräich accumuliert hunn.

Duerfir ass eng Direktioun, déi ee verstärkt sollt probieren unzegoen, déi vum Deelen, vum Partage, Deele vu besteeëdem Wunnraum. Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwerdurchschnëttlech grouss Wunnengen, mat der Méiglechkeet also, fir e Partage vu besteeëdem Wunnraum ze maachen. Natierlech net zwangsméisseg, mä op fräiwëlleger Basis. Et ass net esou, also esou, wéi ech emol gelies hunn

an engem Kommentar, dass ech wéilt Kommunismus hei zu Lëtzebuerg aféieren an d'Leit expropriieren an dass se forcéiert ginn,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- ...fir hir Wunnengen ze deelen. Neen, dat wollt ech net maachen, dat läit eigentlech och net esou a mengem Naturell. Hei geet et natierlech drëm, dass Leit sech fräiwëlleg dozou bereet erklären, fir de besteeëde Wunnraum mat aneren ze deelen.

Am Ausland, besonnesch an de Grousstied, besonnesch och an den Universitätsstied, ass dat e Phänomeen, d'Wunnengemeinschaften, d'Colocatioun, deem immens verbreet ass. Bei eis gëtt et selbstverständlech och dee Phänomeen, mä en huet net déi Envergure, wéi dat am Ausland ass. Ech hunn eng Etüd gesinn, déi a Frankräich gemaach ginn ass virun zwee Joer. An do huet sech erausgestallt, dass an där Tranche d'âge vun 18 bis 24 Joer 31% géifen a Colocatioun liewen. Dat ass en immens héije Prozentsaz. Dovu si mer natierlech hei zu Lëtzebuerg wäit ewech. Duerfir ass d'Fro: Wéi kann een eigentlech an deem dote Beräich d'Situatioun stimulieren, net nëmme nokucken, wat d'Entwécklung ass, mä wéi kann ee vu staatlcher Säit probieren, do dat Deele vu besteeëdem Wunnraum, déi Colocatioun weider ze férdere?

Den Avantage ass ganz kloer: D'Colocatioun gëtt d'Méiglechkeet, ze engem méi bëllege Loyer eigentlech lounen ze goen, zu Präisser, déi ee fir eng Wunneng eleng normalerweis net virfënt. An et bréngt och, mengen ech, méi Convivialitéit, en Zesummeliewen, wat och kann en Atout si par rapport zu eenzel ze beleende Wunnengen.

A Frankräich hu se sech 2014 en eegene legale Kader ginn. Dat ass éischter eng Ausnamesituatioun. Déi meescht Länner, obwuel se de Phänomeen kenne vun der Colocatioun, fueren eigentlech mat hiren normale Mietgesetzter weider. Dach fannen ech, dass dee franséische Modell net oninteressant ass, zemoos well en eng gewësse Rechtssécherheet gëtt, an zweetens, well en och gekoppelt ass un d'fiskal Férdungsmaosnamen, déi d'Loi Pinel och virgesinn huet, an deem Sënn, dass do och Privatleit, déi kafen oder bauen, fir ze verlouen, steierlech Begënschtung kréien, äänlech wéi mir et eigentlech elo virgesinn hunn am Kader vun der Steuerreform, fir dat ze maachen, wa Leit hir Wunnengen enger sozialer Aariichtung oder de Gemengen zur Verfügung stellen, fir se weiderzeverlounen.

Duerfir also meng Fro un d'Regierung, wéi wäit si statistesch Material huet, wat déi Lag hei zu Lëtzebuerg ass, ob et esou statistesch Material gëtt, wéi wäit d'Colocatioun schonn hei zu Lëtzebuerg besteet, wat si dovunner hält, fir e spezifesch gesetzleche Rumm och hei am Land ze schaffen, fir d'Colocatioun nach zousätzlech ze férdere, wéi et mat fiskalen Incitatiounen ass, fir dee Phänomeen nach vläicht och ze pushen, a virun allem awer och, wéi d'Regierung d'Fro gesäit vun den administrative Barriären, déi kënnen bestoe mat der Colocatioun.

Besonnesch Leit wéi Refugiéien, déi unerkannt si ginn, sichen oft, fir méi bëlleg eigentlech an esou Wunnengemeinschaften eranzekommen. Dat heurtéiert sech awer ganz oft mat Bestëmmungen, déi och mam RMG zesammenhängen, wou se da gären als Communauté domestique betruecht ginn, obwuel se enger schéi geuerdeter Wunnengemeinschaft sinn. An dat mécht et natierlech bal onméiglech fir si, op deem dote Wee ze goen.

Also dat sinn e puer Aspekter vun där Problematik. Ech hunn och gesinn, dass d'Associatioun IDEA (veuillez lire: d'Fondation IDEA) och déi dote Fro opgeworf huet a leschter Zäit. An duerfir wär ech frou, wann ech do kéint Erklärung vum der Regierung zu deem Phänomeen kréien.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Ministre du Logement**.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, déi Fro, déi den honorabelen Deputéierte Bodry hei opgeworf huet, dat ass eng ganz interessant.

Den éischte Constat, deem e gemaach huet, an deem deelen ech och mat em an deem hu mer jo och an dem Regierungssaccord esou stoen, dee geet drëm, fir iwwerhaapt de Locatif och am soziale Beräich méi ze stäerken. Dat ass eng Pist, déi mer komplett amgaange sinn ze spillen. An Dir hutt et och ernimmt hei, dee leschte Programm vun de Constructions d'ensembles - deem ass nach keng Woch al, wéi mer deem am Regierungsrot ugeholl hunn -, op deem gesäit een och schonn, dass de Locatif

do gestärkt gëtt: Op deenen neie Projete si mer praktesch bei zwee Drëttel Locatif, deem do ënnerstëtzt gëtt, an een Drëttel an der Propriétéit.

Dat ass en éischten Effort. Do muss mer nach laang dru schaffen, well mir sinn natierlech an der Situatioun hei am Land - déi awer och spezifesch ass, wann Der och de Verglach op anere Plaze maacht mat deenen anere Länner -, dass mer iwwer 70% Propriétaires hunn an dass de Locatif natierlech nach e ganze Koup u Retarden do opzehuelen huet, haaptsächlech och do, wou d'effentlech Hand kann eppes maachen.

De Sujet ass méi wéi aktuell, well, Dir hutt et selwer ernimmt, och gëschter hunn ech nach de Rapport gesi vun der Fondation IDEA, déi eben och do iwwert d'Colocatioun geschwat huet, dass dat eng Méiglechkeet wier. Ech ginn och elo net méi an op déi vill Virdeeler, déi et bei där Colocatioun gëtt, well dat hutt Dir ganz richtig beschriwwen hei an Ärer Presentatioun, fir Wunnraum ze deelen. Et brauch een net onbedéngt - mä vläicht och haaptsächlech als Jonken - e ganz Haus oder méi wéi 100 m². An do ass et eng ganz flott Wunnform.

Dir hutt och de Kader e bëssen aus dem Ausland ugeschwat, notamment d'Gesetz vun 2014 a Frankräich ernimmt, déi Loi Alur, déi do am Mäerz gestëmmt ginn ass mat deem speziellesch Kader, deem et do gëtt. Déi hu souguer nach eng Kéier am August d'lescht Joer, also 2015, nogschoss gehat mat der Loi Macron, wou se och fir déi Persounen, déi bestuet waren oder déi iwwer e Pacs zesumme verbonne waren, dragesat hunn, dass déi elo net méi kéinten als Colocataires zesummeseetzen, well do ass dat och plazeweis net esou richtig gehandhabt ginn. An dat weist jo och schonn d'Problematik, wa mer elo op den zweeten Deel da kommen.

An do gëtt et dann och zum Beispill en Délai an där neier Loi Macron, dee virgesäit, dass de Locataire, deem erausgeet, just nach sechs Méint ka gehale ginn, fir mat do zur Responsabilitéit gezunn ze ginn; well dat ass jo och ee vun de Punkten, soss ass dee Problem natierlech och gär.

An der Belsch, do gëtt et kee spezifesch Gesetz. Do ass et e bësse wéi bei eis. An do ass och dat Gesetz eben aus der Belsch vun 1991 iwwert d'Bailen, déi do dat Ganzt regléieren.

Bei eis hei am Land gëtt et och keng spezifesch Dispositioun am Gesetz. Et kann awer ënnert dem aktuelle Gesetz vun 2006 gemaach ginn. An ënnert deem Gesetz - an dat ass vläicht wichteg, dass een dat och ernimmt -, wann dat geschitt, dann huet ee sech och un d'Gesetz ze halen, wat de Loyer ugeet. Déi 5% vum Capital investi oder déi 10%, wann et miwwléiert ass, mat anere Konditiounen, déi zielen och fir déi, déi Colocatioun praktikéieren. Ech mengen net, dass et zu anere Saachen do soll kommen. An da kann een dat natierlech nach eng Kéier erklären. An et zielt och de Reglement iwwert d'Salubritéit. Dat zielt och fir déi, déi Colocatioun ënnert deem dote Gesetz lafen hunn.

Dir hutt ee Punkt ugeschwat, dee ganz wichteg ass, wéi Der gesot hutt. A Frankräich sinn, hutt Der fonnt, ganz vill Jonker, déi dat maachen. Dat ass e Wee, dee mir hei am Land och amgaange sinn ze maachen. An ech hunn lech hei d'Broschür matbruecht vun dem Logementsministère, dat ass d'Nummer 10: „L'accès au premier logement“, wou mer genee och fir déi Jonk - well dat heiten ass zesumme mat der Education nationale erausginn - do da Kapitelen drastoen hunn.

Fir dat grad bei deene Jonken och ze pushen, hu mer bei den Typologies de logement d'Habitation en communauté - et ass eng franséisch an eng däitsch Versioun - oder d'Wohngemeinschaft, déi gëtt och do nach extra propagéiert. Dat ass ausgedeelet gi vum Service national de la jeunesse bei de Jugendhaiser. Déi dote Broschür ass ebe fir déi Jonk spezifesch an do gëtt och beschriwwen, wat d'Virdeeler si vun der Wunnengemeinschaft a wat natierlech och d'Problemer kënnen sinn, déi eben och domadder zesammenhängen.

An där Broschür, fir deene Jonken och déi dote Wunnform ze presentéieren, ass och eng ganz Säit u praktesche Conseilen derbäi, wou souguer zwou Variante presentéiert ginn, wéi een ebe kann an esou enger Wunnengemeinschaft verfuere a wéi do Kontrakter missten ausgesinn. Dat heescht, do sinn och schonn 2014 déi Efforte gemaach ginn, fir et un déi Populatioun erunzekerien a fir deenen dovunner d'Avantagen, awer och d'Problemer natierlech ze erklären, déi domadder verbonne sinn.

Dir hutt natierlech och an deem schréttleche Volet vun Ärer Fro d'Saach duergestallt, dass vill eeler Leit vläicht Loscht hunn, dat doten ze maachen. Dir hutt d'Saach vun de Flüchtlingen, déi de Statut hunn, ernimmt, wéi dat kéint goen.

Déi falen natierlech alleguerten am Moment ënnert déi aktuell Legislatioun. Et ass méiglech, mä et ass awer, an do hutt Der recht, mat ville Schwierigkeete verbonnen. Do ginn ech lech och komplett recht. An déi Schwierigkeeten, déi hutt Der ernimmt: Dat geet u mat dem Umellen, wou verschidde Gemengen natierlech dat e bësse méi strikt gesi wéi anerer, wat natierlech dann d'Situatioun ugeet, wou verschidde dener - gëtt dorëmmer gesot - da sech d'Fro stellen: Jo, an deem Gebai sinn awer schonn immens vill Leit ugemellt, ass dat dann...? Dir kennt d'Situatioun, ech mengen, soss hätt Der d'Fro jo net gestallt.

Wat awer de Punkt natierlech ass, an dat kéint net aus dem Logementsberäich, dat kéint aus anere Beräicher, dat ass, dass déi Leit, déi an esou eng Gemeinschaft eraginn, dass déi natierlech dann, wa se do ugemellt sinn, an deem „ménage“ - fir et nach eng Kéier esou nach ze nennen - do dra sinn a verschidde Allokatiounen oder Aiden dann net onbedéngt kënnen kréien. Wann Der op esou enger Plaz e Monoparental wunnen hutt - zum Beispill, fir dat eben ze ginn -, deem ass dann do mat sengem Kand, an da kéint eng zweet Persoun mat derbäi. Ma da mécht déi Persoun dann, deemno wéi, fir verschidde Gesetzgebungen Deel vun där doter Konstellatioun. Dat ass, mengen ech, de Problem vun dem aktuelle Gesetz. Do si mer eis eens, dass do de Problem ass.

Mir gesinn déi Wunnform - well déi Froe jo och do gestallt sinn, wéi mir déi Saach dann elo gesinn -, mir gesinn déi Wunnform, dass dat eppes ass, wat ganz interessant ka sinn - wat mer jo dann och scho mat der Promotioun beleen - fir déi Jonk, wou déi Problematiken, wéi ech se beschwat hunn, vläicht net ëmmer optauchen. Well wann et vüercher zesumme sinn, ass dat méi einfach ze handhaben, wéi wann eben e Monoparental do wunnt mat dem Kand. Mä do fonctionnéiert dat, do hu mer d'Promotioun och dovunner gemaach.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi ee vläicht déi verschidde Saache kéint ugoen. Mir sinn dat bei eis um Ministère amgaangen ze kucken. Dat war an de leschte Méint och elo keng Prioritéit, well mer elo mat der Klimabank a mat deene Sujeten amgaange waren. Mir sinn awer amgaangen, dat, well mer dat och eng Zäitche schonn um Radar haten, ze kucken, wéi een dat kéint änneren. Geet et duer, andeem een zum Beispill eist Locatiounsgesetz, also d'2006er Gesetz, andeem een doranner géif dra schaffe goen, fir dat d'noten ebe méi spezifesch ze regelen an och d'Situatioun ze regelen, déi da mat anere Gesetzter verbonnen ass? Dat kucke mer och nach weider.

Dat heescht, de Sujet hei, dee fällt net op daf Oueren. An ech huelen dat, wat ech och elo als Fro nach eng Kéier haut matkritt hunn, och mat an déi Reflexiounen eran, well et ass e Sujet, dee kéint hëllefen.

Dir hutt dann déi fiskal Approche ugeschwat. Ech mengen, mir hunn d'Steierreform natierlech elo just gemaach an do ass awer dee Volet, deem, mengen ech, och wäert vill bewierken a wou mer an deenen nächste Wochen a Méint och nach Efforten drop wäerte leeën, fir dat nach méi ze promovieren. Dat ass jo, wann e Propriétaire säin Haus oder seng Wunneng eben enger Associatioun, enger Gemeng zur Verfügung stellt, déi eng Konventioun mam Ministère hunn, dass deem och eng Exonératioun kritt vu 50% op sengem Loyer. Do ass et jo gemaach ginn, elo an der Steuerreform.

Ech kucken natierlech och elo emol, wéi do den Impakt wäert sinn. Mä dat ass natierlech och eng Pist, déi een an deem dote Kontext dann nach kéint kucken, wann een d'Colocatioun eng Kéier weider verdéift.

Et ass eppes, wat als nei Wunnform net méi esou nei ass, och net méi bei eis am Land, mä et stellt déi Problemer, déi Der gesot hutt. An déi kucke mir och eng Kéier weider, fir vläicht eng Kéier an där dote Richtung eppes ze maachen, sief et en einfache Geste dran, fir am Locatiouns-, Bail- a Loyersgesetz eppes ze ënnerehuelen an déi dote Froen dann natierlech och an engem eng Kéier ze analysieren. Mä et ass eppes, wat mir och als eng ganz interessant Pist erschéngt, fir weiderzuekommen an ee weider Puzzlestéck eben hinzekerien, fir der Logementsproblematik entgéintzewierken. Mä, an do hutt Der recht, déi Froen, déi Dir opgeworf hutt, dat sinn déi.

Et gëtt nach ee Punkt, deem ech awer kann ernimmen. An der Zäit war et och, dass souguer subventionéiert Wunnengen net konnten zum Beispill u Studente weiderverloun ginn, fir esou Colocatiounen ze maachen. Dat ass awer an engem Règlement grand-ducal vun 2011 entre-temps virgesinn, dat heescht souguer subventionéiert Wunnengen, wou soss aner Konditiounen drop leien, kann een dann awer ewell u Studente weider an eng Colocatioun bedriewen. Dat ass erlaabt.

Ech huelen dat heiten awer och nach weider mat an eis Reflexiounen, wou mer och am Ministère nach weider wäerten dru schaffen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An de Froesteller huet d'Recht, eng Zousatzfro ze stellen.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo, just eng Suggestioun an eng Fro.

D'Suggestioun wär: Ech mengen, Dir hutt eng Informatiounscampagne gemaach bei deene Jonken. Et wär allerdéngs wichteg, och eng ze maache bei de Propriétaires, well u sech muss jo fir d'Eischt emol de Propriétaire och bereet sinn, fir mat méi Leit eigentlech e Kontrakt ofzeschléissen. An do kann ech mer och virstellen, dass do och Barrière sinn, Mentalitéitsbarrièren, déi soen: „Bon, de Risiko, mat Problemer konfrontéiert ze ginn, ass vläicht manner grous, wann ech nëmmen ee Locataire hunn, wéi wann ech mat méi Leit muss e Vertrag ofschléissen.“ Also, ech mengen, do muss een och gezielt vläicht de Leit e bëssen d'Angscht huelen, fir op dee Wee ze goen, fir esou e spezifische Mietvertrag ofzeschléissen.

An dat Zweet ass: Well Der mer elo net op déi Fro geäntwert hutt, denken ech, dass do net vill Material do ass. Gëtt et eng Erhiewung iwwert den Observatoire de l'habitat, wat d'Envergnung vun deem Phänomeen vu Colocatioun momentan zu Lëtzebuerg ugeet?

► **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*.- Also, dorobber kann ech lech eng Antwort ginn. Ech hu bei eis am Ministère kee statistesch Material, fir dat dote réi ze erhiewen, well dat natierlech och schwéier ass, well mer natierlech bei eis am Ministère och net all dat dote Material zesummen hunn. A wann een dann och nach...

An dann hutt Der awer och recht, wann Der sot, dass de Problem fir de Propriétaire deen ass... D'Situatioun, déi ass jo am Fong eng duebel. Soulaang eng grousse Demande dobaussen ass, muss dee jo och net vill Efforte maachen, fir Locataire sichen ze goen. Da fënnt deen och een, deen dat eenzel hëlt.

An d'Problematik, an dat géif fir mech awer elo ze wäit féieren, ass ebe genee déi: Wann dat ënnerschriwwé gëtt - an dat ass awer e bëssen an eiser Broschür hei erkläert -, entweder et ënnerschreift ee vun alleguerten de Colocataires, da mécht deen ee Bail. An da muss deen herno mat sengen hannendru kucken, mat alle Problemer, fir dass deen déi Suen erbäikritt oder d'Kautioun vis-à-vis vun dem Propriétaire. A wann de Propriétaire dat awer mat e puer Stéck mécht, mécht dat d'Saach fir deen natierlech och vill méi komplizéiert, well do ka jo regelméisseg dann emol ee sinn, deen erausgeet. Dee kritt vläicht och dann de Loyer vu véier Leit iwwerwisen an dann ass et fir deen... Also, dat ass de Problem vun der Démarche.

An dann, an ech mengen, domadder géif ech och schléissen, an dat war och gëschter an deem Reportage oder där Pressekonferenz do erauskomm: Et ass och e Mentalitéitsproblem, dee vläicht domadder verbonnen ass; op Propriétairesäit, awer och op där anerer Säit vum Locataire. An ech mengen, dat ass och nach e laange Wee, mä mir sollen dat eben och... An dofir kucke mer dat och nach weider an dem Ministère, wéi een dat da ka begleeden, fir dat och en place ze setzen, dass deen Outil vläicht méi sécher ass a méi einfach ass haaptsächlech fir déi zwou Säiten, déi awer ufänken, sech derfir ze interesséieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat ass des Question élargie ofgeschloss.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 6990, wou et em Verpackunggeet an deen Offall, deen d'Vepackunge provozéieren. An de Rapporteur ass den Här Gérard Anzia, deen och scho prett ass.

7. 6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei am Projet de loi 6990 och em e ganz technesche Volet, wéi de Kolleeg dat virdrun och gemaach huet. De Rapport ass hei e bësse méi déck: 54 Säiten; et si 24 Artikelen an zwou Annexen. An ech wäert natierlech net op all Artikel agoen an och net op déi 54 Säiten, zu Ärer grousser Enttäuschung.

Dese Projet de loi ass den 12. Mee 2016 déposéiert ginn an et huet ganz genau aacht Méint an eng Woch gebraucht, dass en eben zu engem Vott kënn. Ob dat elo eng guut Moyenne ass oder net, ech weess et net ze soen.

Do hunn ech nach net laang genuch Erfahrungsschätz, fir iwwer Jorzéngten do e Bilan ze maachen.

De Conseil d'État huet säin Avis den 11. Oktober vum leschte Joer ofginn. D'Chambre des Salariés, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce hunn dat zu den Date 25. Mee, 15. Juli, 5. Oktober d'lescht Joer och gemaach. An der Émweltkommissioun hu mer de Projet de 26. Oktober analyséiert, an ech si selwer Rapporteur genannt ginn, a mir hunn do eng Serie vun Amendements parlementaires mat op de Wee ginn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot war och schnell hannendru: den 29. November 2016. An och déi concernéiert Chamberen hunn een Avis complémentaire dozou ofginn.

De 7. Dezember huet d'Émweltkommissioun den Dossier erëm an de Grapp geholl an huet eng nei Serie Amendement-parlementaire gemaach. An déi zweete Kéier ass den 23. Dezember 2016 en Avis complémentaire vum Conseil d'État komm. - An elo schaaft et hei erëm, an da fueren ech awer weider. Den zweeten Avis complémentaire hu mer eis den 11. Januar ugekuckt an duerno hu mer dann och dese Rapport hei geholl.

Em wat geet et? Et geet an deemem Projet de loi also em Emballages an Déchets d'emballages. Et geet em d'Preventioun, et geet em d'Vemeidung also, et geet em Recycling, d'nei Notzung. Et geet drëm, bei den Entreprises, bei de Ménagen u sech d'Décheten erozesetzen.

Et geet hei virun allem an awer och em Sacs en plastique, an zwar virun allem déi Sacs en plastique légers, dat sinn der, déi 50 Mikrometer déck sinn. Dat sinn déi, déi Der an der Keess kritt. Wann Der déi méi ökologesch Tut, den Écosac, doheem vergiess hutt, da gitt Der domat dépannéiert. Et geet drëm, déi Zuel vun deenen erozesetzen. De Firwat, op dee wäert ech herno a mengem zweeten Deel vun der Interventioun agoen, an zwar an deem Interventiounsdele, deen net vum Rapporteur ass, mä dee vun der grénger Fraktioun.

Et geet also drëm, manner Plastikstuten zu Lëtzebuerg ze gebrauchen. Am Moment hate mer do e Règlement grand-ducal, deen d'Direktiv 94/62 ëmgesat huet. Do ass eng Neioplak komm. Dat ass déi Direktiv 2015/720, déi net komplett iwwert dee Règlement grand-ducal ëmgesat gi war an duerfir elo an engem Projet de loi ëmgesat gëtt, wou ënner anerem och d'Zilwäerter drasti fir eben déi Consommatioun vu Sacs en plastique légers, déi vu 50 Mikrometer Déck sinn.

Et geet also drëm, hei Rechtssécherheet ze schaffen, déi europäesch Direktiven a Lëtzeburger Recht ëmzesetzen. An et geet och dorëm, déi Zilwäerter natierlech anzehalen.

An dat si folgend dräi Voleten: eng Kéier d'Zilwäerter bis den 31. Dezember 2019: 90 där Plastikstuten op de Kapp; bis den 31. Dezember 2025 sinn et 40 där Plastikstuten op de Kapp a pro Joer, déi ee soll verbrauchen oder maximal duerf verbrauchen. An et gëtt een anere Volet nach dran, dat ass, dass déi gratis Tutevergab ab dem 31. Dezember 2018 verbueden ass.

Voilà! Domat ass an der Kommissioun awer och geschwat ginn iwwert déi Sacs en plastique très légers, also déi u sech nach vill méi dünn sinn, déi een an dem Rayon fënn, wou ee sech kann zerweieren, sief et de Geméisrayon oder Aänleches. Do ass d'Optioun net geholl ginn, fir déi hei mat an de Verbuet eranzehuelen.

Et ass gesot ginn: Mir müssen oppassen, dass net duerch esou e Verbuet, wéi en eben a Frankräich geholl ginn ass, méi zrëckgegraff gëtt op de Préemballé. An da kommen ech herno a menger Interventioun op de Gaspillage alimentaire zrëck, well dee ganz enk domat verbonnen ass. Ganz vill Gaspillage alimentaire entsteet duerch Préemballé en barquette, an da flitt dat Ganzt inklusiv de Liewensmëttel, inklusiv der Verpackung an d'Dreckschéck. Duerfir ass hei eben op kee Verbuet zrëckgegraff ginn.

Bon, Avis vum Conseil d'État. Ech gi ganz kuerz dorop an. Ech hat gesot, den 11. Oktober ass deen éischte komm; eng Partie Opposition-formellen, wou natierlech d'Kommissioun eben Amendementer ausgeschafft huet, fir deene Rechnung ze droen. Am Avis complémentaire sinn u sech déi Opposition-formellen aus deem éischten Avis behuewe ginn, ewechgeholl ginn. Et sinn der awer zwou bäikomm; dat ass heiansdo esou. An zwar eng Kéier op den Definitiounen, wou gesot ginn ass: Et feelen Definitiounen, also d'Direktiv ass net komplett ëmgesat ginn. An déi zweet Saach, déi am Gesetzestext net virgesi war oder déi u sech agefuert ginn ass vum Statsrot, dat war den Droit de recours, dass dee géif hei ageschriwwé ginn; de Recours en pleine juridiction, dass deen ebe virun der Jurisdiction administrative am Gesetz drasteet.

Mam zweeten Avis complémentaire hu mer deene Formulationne Rechnung gedroen. An domat waren d'Opposition-formellen dann och elo behuewen.

Ech kommen zu den Aweise vun de Chambres professionnelles, déi duerch d'Bank méi wéi positiv ware fir dese Projet de loi. Den Avis vun der Chambre de Commerce weist hin op déi Initiativ, déi säit 2003 u sech zesumme gemaach gëtt am Partenariat public privé, dat ass den Écosac. Dat ass déi méi staark Polypropylenakafstut, déi et zwëschenzäitlech an zwou verschidde Gréisse gëtt. Dat ass eng Success Story, an et ass u sech e Virzeigmodell op europäischem Niveau. Herno kommen ech nach eng Kéier op d'Zuelen an engem Deel Interventioun vu menger Fraktioun.

Mir hunn an der Moyenne - schreibe si och - 18 Tuten op de Kapp. Mir sinn also scho wäit ënnert der Valeur cible, déi mer solle fir 2025 errechen. A mir hunn eis selwer och domat op d'Schëller geklappt a gesot: „Et huet jo awer eppes bruecht, dass u sech souwuel déi Entitéit Valorlux wéi d'Administration de l'environnement wéi d'Confédération luxembourgeoise du commerce zesumme gemaach hunn, fir de Problem vum Offall an den Offallsplastikstute Meeschter ze ginn.“

D'Chambre des Salariés huet weider kee Commentaire dozou ginn an huet u sech den Aval ginn zu deemem Projet de loi. An d'Chambre des Métiers ass och ganz averstane mat deemem Projet de loi. Se begreißt och, dass een net drop zrëckgegraff huet, och déi Tute mat 25 Mikrometer ze verbidden, wéi dat a Frankräich ass.

Klamer op: A Frankräich ass een do dann higaangen, dass een Tuten op de Maart bruecht huet, déi just e Mikrometer méi déck waren an domat net méi ënnert dee Verbuet gefall sinn. An domat hu se u sech hir Reglementatioun emgaangen. Och dat ass keng Léisung. Et muss een de Problem um Fong ugoen. Si sot: „Et ass dem Handel wichteg, dass déi ganz liicht Plastikstuten nach kënnen genotzt ginn, fir ganz einfach d'Hygieneméiglech ze maachen a fir net mussen op de Préemballage zrëckgegräfen. An dat begreissen explizit also eis PME-artisanellen. A virun allem hu mer jo och natierlech do all eis Bäcker, Épicieren an esou weider an esou fort.“

Discussion générale

Bon, ech zéilt elo net méi weider op all Detail vum Projet de loi agoen a géif da fleissend iwwergoen op deen Deel, wou ech verschidde Saache verdeiwen, deen da méi menger Fraktioun Rechnung dréit.

Ech maachen do fënnf ganz kuerz Punkten, well ech jo prinzipiell fënnf Minutten als Fraktioun hunn. Dat Éischt: Wou sti mir? Firwat muss mer awer weider reduzéieren? Den Écosac ass - ech hat et scho gesot - eng Success Story. Déi drëtt Saach: Gëtt et Alternativen zu deeser Ekotut? Do läit elo eng Etüd vir vun der Valorlux, déi elo am Hierscht d'lescht Joer virgestallt ginn ass. De véierte Volet ass de Gaspillage alimentaire. Do hu mer och eng Studie virleien. Déi ass d'lescht Joer am Fréijoer presentéiert ginn. Dat ass d'Abfallstudie vun der Administration de l'environnement, datéiert op 2014. An zum Schluss wëll ech ophale mat OUNI; net ouni Fong, mä ouni Emballage.

Ech kommen zu deem éischte Punkt: Firwat dat Ganzt iwwerhaapt maachen? Ma de Plastik an der Natur ass e rësege Problem fir d'Flora an d'Fauna an awer och fir eis Liewensmëttel-sécherheet. A virun allem firwat? Well schlussendlech déi Plastike sech net komplett opléisen, mä zersetzen, an da gëtt et zum Mikroplastik, deen dann duerno d'Déiere friessen, an da kënn en erëm zrëck an d'Liewensmëttelketten, an dann hu mir en herno och am Kierper dran. Dat ass also den Haaptazpunkt, fir ze soen: Mir müssen déi Emballagen nach zousätzlech reduzéieren.

Wou sti mer? Ma den Duerchschnitt an Europa läit bei 200 Tuten. Am Moment hat ech a menger Statistik hei 20 Tuten. D'Chambre de Commerce hat jo gesot, si hätten der 18. Mir hunn awer do Extremer dran: Irland, déi ware bei 18; Lëtzebuerg 20; da gëtt et awer schonn e klengen Décalage, Eisträich, Däitschland: 51, 71; an da wär d'Schlusslicht hei Bulgarien mat 421 Tuten op de Kapp.

Déi zweet Saach, den Écosac, eng Success Story. Dat ass eng steif Tut am Polypropylen, e recycléierbar Material. En ass 2003 agefouert ginn. En ass awer dann net direkt esou ugeholl ginn an huet net direkt eng rësege Reduktioun vun den Akafstute gefouert. De Knackpunkt war deen 2007, dass u sech d'Gratuitéit vun der Tut net méi gewäerleescht war. Dat heescht, nach virun der Keess huet ee misse bezuelen. De Moment, mengen ech, sinn et dräi Cent Euro, déi ee muss fir esou eng Tut hierginn. Dat ass duergaangen, fir en Incentive ze maachen a schlussendlech elo bei enger Reduktioun en poids vu 74% ze leien,

vis-à-vis vun 2003, an en nombre vun den Tuten em 80%, wou mer jo hierkomme vun an déi 50 Milliounen Tute fir Lëtzebuerg, wou mer elo em déi 10 Milliounen Tute pro Joer leien.

Mir hunn awer eng stabel Consommatioun oder e Verbrauch vun deenen Tute vun 2008 bis 2013, déi em déi Valeur, déi ech elo sot, em 10 Milliounen an e bëssen Tute variéiert. Duerfir, et sinn der nach eng Part um Maart an déi soll ee sécherlech reduzéieren.

Déi drëtt Saach, déi ech hei wollt soen: Gëtt et Alternativen? Do läit d'Etüd vum 28. Oktober vun der Valorlux vir. Déi hu verschidde Vectoren ënnersicht, eng Ökobilanz gemaach, eng Kéier am Rohstoff, an de Ressourcen, dem Energieverbrauch, dem Transport, der Zweetnutzung oder dem Recycling, an zum fënnfenten der Entsorgung.

An dann - dat ass awer elo net en Zoufall -, déi Etüd ass gewëssenhaft gemaach ginn, an dat geet vu biobaséierten Tuten iwwer Pabeierstute bis bei déi Mehrwegtuten, wéi mer se elo fanen, den Écosac. An do ass eben dann den Energieasaz vum Écosac am Polypropylen awer, well e recycléierbar ass, méi kleng wéi bei enger Baumwolltragetüte. An der Hierstellung ass et u sech dann déi gënschtgste Alternativ. Soudass hir Etüd, déi schonn op wëssenschaftleche Fakte baséiert, eben och derzou kënn, dass déi Tut, déi elo am Émlaf ass, u sech déi bescht ass, déi een do kéint ergräifen.

Ee Wuert zum Gaspillage alimentaire. Gaspillage alimentaire, Liewensmëttelverschwendung, wat huet dat hei mat Emballage ze dinn? Dat huet ganz vill domat ze dinn, well ganz vill Préemballé doruechter zirkuléiert, wat u sech ganz vill vermeidbar wär. Wann ech also déi richteg Quantitéit akafen, dann hunn ech manner, wat an den Offall fält. An do läit och eng Studie vir vun der Émweltverwaltung, an zwar ass déi och héchst interessant. An déi hunn zwou Saachen ënnersicht. Eng Kéier: Wat mécht et un Tonnage aus? An: Wat mécht et u Geld aus, wat do verluer geet?

Dir hutt véier Akteuren, déi do concernéiert sinn. Dat sinn: Privathaushalter, Handel, Grousskichen, Gastronomie. D'Privathaushalter maachen iwwer 50% vun dem Gaspillage alimentaire aus. Dat sinn op de Kapp 63 kg, wouvun der ronn 30 vermeidbar wäeren. An dat mécht, wann een dat a Valeur monétaire ëmsetzt, fir d'ganz Land 60 Milliounen Euro am Joer aus. Dat wieren also 105 Euro pro Persoun op de Kapp, wouvun ech mer der dann do kéint 50 Euro aspieren.

A fir zu enger Punktlandung ze kommen, gëtt et jo och keng gutt Ried ouni Schluss. OUNI ass u sech eng ganz flott Initiativ, déi fir déi gréng dräi verschidde flott Vectore bedéngt. Eng Kéier ass et a Projet ouni Emballage, wat natierlech en Emballage en location huet, deen e festen Emballage ass, wou u sech de Rescht en vrac ass, wou ee sech déi Quantitéit ofzaapt an ofweilt, déi ee brauch.

Et ass eng Épicerie, déi och komplett op Bio setzt, op Bioprodukten, an e Projet, deen aus der Kooperativ eraus entsteet mat Biergerbedeelegung an a Form vun enger Kooperativ eben do opgestallt ginn ass. An do ass de Grand Opening den 21. Januar, elo dese Samschdeg. Ech mengen, duerfir passt dat jo grad, dass mer haut zu deem Problem vum Emballage a vum Déchet d'emballage schwätzen.

Ech hunn zwar elo net d'Invitatioun, fir lech matzeginn, mä ech géif mengen, et wär awer interessant, eng Kéier dohinner kucken ze goen. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Fraktioun an ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Et wär ee bal verleet, fir ze soen, et wär jo elo alles gesot.

(Hilarité et brouhaha)

Mä ech froen awer emol héiflechkeetshalber, ob nach een et wot, zousätzlech eppes ze soen. Et schéngt een ze woen: den Här Zeimet.

► Plusieurs voix.- Ooh!

► **M. Laurent Zeimet** (*CSV*).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mer muss jo dacks hei héieren, wat alles net gemaach ginn ass, wéi d'CSV nach an der Regierung war. Nach haut de Mëtteg wat dat méi dacks de Fall. Dofir war ech elo e bëssen enttäuscht am Här Anzia sengem zweeten Deel, datt en net eng Kéier drop higewisen huet, wat dann alles gemaach ginn ass, wéi d'CSV nach an der Regierung war, besonnesch wat d'Gestioun vum Offall ugeet. An do hu mer jo dat neit Gesetz vun 2012, wat de Marco Schank ausgeschafft huet a wat seng Friichten dréit.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - An doropshi wollt ech profitéiere vun der Präsenz och vun der Ministesch, fir eng Kéier ze froen, wéi et da mam nationalen Offallplang wier, dee jo fir 2016 ugekënnegt war - elo si mer 2017 -, ob se eis nach eng Kéier just kéint soen, wou déi Aarbechten dru sinn.

Fir de Rescht, mengen ech, huet de Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi Rapport, op villes higewisen. Natierlech kann ee wéi de Statsrot d'Fro stellen: „Wär et net awer méi sennvoll gewiescht, fir dës Positioun hei vläicht awer am Gesetz vun 2012 ze iwwerhuelen?“ Mir begrëssen dee Plus u Sécurité juridique, dee mer kréien.

Et kann een och d'Fro stellen, wéi den Här Anzia dat och gemaach huet. Et bleift nach vill ze maache beim Emballage. Och de Statsrot huet drop higewisen, datt déi Direktiv vun 1994 net déi Resultater bruecht huet, déi ee sech erwaart huet. Dat stelle mer all Dag fest, wa mer akafe ginn, wann een elo gesäit, datt op Tankstelle schonn Uebst a kleng Barquetten uegebuede gëtt. Alles dat misst net onbedéngt sinn. Do si mer ganz no bei lech, och wann et drëms geet, de Gaspillage alimentaire ze vermeiden.

Wat d'Ékotut ugeet, ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens. Et gëtt bal näischt Schlimmeres fir d'Lëtzebuergereinnen an d'Lëtzebuergere, wa se an de Supermarché fueren an ennerwee feststellen, datt se hir Ékotut vergiess hunn. Dat ass e Succès, op dee mer kënnen houfreg sinn. Europa huet drop higewisen, datt et eng Best Practice ass.

Allerdéngs brauch et och net vill Courage, fir sech Ziler ze setzen, déi ee schonn erreecht huet. Mir hunn dat Zil schonn erreecht a mir hunn et erreecht net, andeems mer grouss Gesetz gestëmmt hunn, mä andeems mer op Privatinitiative gesat hunn. Och dat sollt eis vläicht awer ze denke ginn.

An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen nach eng Kéier Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport.

(Interruption)

Ech hu keen Zweifel dorun, Madamm Lorsché.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet d'Wuert den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President, an och e grouse Merci un de Rapporteur Gérard Anzia fir seng gutt Rapporten. Ech mengen, mir si frou, dass mer och am Beräich vun der Offallvermeidung an och vum Recycling elo e Schrëtt weiderkommen. Ech mengen, mir hu schonn e groussen Deel do vun deene Missiounen erleedegt. Ech mengen, mir mussen op déi 75% do kommen. Duerch d'Biotonnen an esou weider si mer e grouse Schrëtt no vir komm. Natierlech bleift elo nach e groussen Deel ze maachen. Dat gëtt awer dee schwéiersten Deel.

An dofir wollt ech an deem Sënn och froen, ech mengen, den Här Anzia huet jo all déi Donnéeën do ginn, do, mengen ech, wär et ganz wichteg, wann och do eng Informationscampagne géif gemaach ginn, fir de Consommateur ze sensibiliséieren. Ech mengen, dat ass elo scho ganz gutt geschitt, wéi de Rapporteur gesot huet, mat deene grouse Plastikstuten, déi d'Leit mat an d'Geschäfte huelen.

Wou mer awer och frou sinn, dat ass, dass mer net dee Schrëtt maachen, fir déi dënn Plastikstuten, wou haaptsächlech Alimentatioun, Uebst an esou weider, Geméis agepaakt gëtt, dass een aus Hygienegrënn op déi Vermeidung do verzicht. Well ech mengen, dat ass méi wichteg, wéi wann ee soss déi Gefor ageet, wou de Rapporteur gesot huet, dass dat herno préemballéiert gëtt mat Styropor an esou weider, wou mer da géifen e Schratt no hanne goen.

An deem Sënn wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann, vill erwaart, huet elo d'Wuert den Här Max Hahn.

(Interruptions)

► **M. Max Hahn (DP).** - Villmools Merci, Här President. Wie vun eis huet se net scho gesinn, d'Billen vu Villercher, doudege Villercher, déi op Inseln am Pazifik fonnt ginn, wou een no hirer Verwesung just nach de Skelett gesäit an

d'faarweg Plastikstécker? Ech weess, et si keng schéi Biller, a mir wëssen alleguer, dass de Mënsch schold heidr un ass.

Et ass e Fakt, dass iwwer 100 Milliounen Tonne Plastik an eise Weltmierer schwammen, an et ass och esou, dass de Plastik sech net an der Natur opléist, mä just a ganz kleng Stécker zerbrösel. Wann ee weess, dass Plastik bis zu 100 Joer an den Ozeanen iwwerliewe kann, da kann ee sech virstellen, wéi vill Schued dës kleng Stécker fir d'Fësch, d'Villercher an aner Déieren duerstellen, déi dës kleng Stécker mat eppes lessbarem verwiesselen. An net ze vergiessen: Et kann och zu Gesondheetsrisike fir eis Mënsche féieren, andeems mir Fësch oder aner Mieresproduiten, déi belascht sinn, consumméieren.

Et freet mech dofir ëmsou méi, dass Lëtzebuerg e gudde Schüler ass, wat de Schutz vun der Émwelt ugeet, besonnesch och, wann et ëm d'Recycléieren an d'Offallvermeidung geet. De Prinzip vum Pollueur-payeur gëtt bei eis ëmgesat a vill Gemenge bidden hire Bierger un, fir esou vill wéi nëmme méiglech ze recycléieren, sief et de Pabeier, d'Glas, de Gréngschnëtt, de PMC, dee jo och iwwert d'Valorlux-Tut opgehuewe gëtt.

Besonnesch déi Deeg, wou d'Valorlux-Tuten dann agesammelt ginn, gesäit een op den Trottoiren déi sëllege Plastikstute stoen, wat zum enge beweist, dass mer awer nach ëmmer ze vill Plastik verbrauchen, awer zum aneren, dass, wann de Mënsch an den Awunner et esou einfach wéi méiglech gemaach kritt, wéi bei der Valorlux-Tut, dass een dann och motivéiert ass, fir do matzemaachen an ze recycléieren, an dass een ebe grad dee Plastik net an déi gro respektiv déi schwaarz Dreckskecht geheit.

Stellt lech nëmme just emol ee Moment vir, déi 6.234 Tonne Verpackung, déi all Joers bei der Valorlux agesammelt ginn, géifen an den Hausmüll kommen an net recycléiert ginn!

Här President, d'Direktiv, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, huet als eent vun hiren Ziler, d'Unzuel u Plastikstuten, déi an Émlaf kommen, erfzesetzen. Dozou muss ee soen, dass Lëtzebuerg scho säit Längerem dorunner schafft an duerch d'Aféiere vun der Ékotut am Joer 2004 - gesitt Der, Här Zeimet, ech ernimmen et! - d'Unzuel vun de benotzten Tute schonn enorm erfogaangen ass.

Jo, wann een d'Zuele mat deenen anere Länner an Europa vergläicht, kann ee soen, dass Lëtzebuerg an deem Domän e Virreider war an e Musterschüler ass. An d'Aféierung vun der Ékotut war de Schlëssel zum Erfolleg. D'Strategie, déi de Ministère zesumme mat Valorlux an der CLC ugewannt huet, war näamlech déi richtig. Si hunn de Leit eng gutt Alternativ zur herkömmlecher Plastikstut proposéiert. Wéi dunn déi normal Plastikstut ab - an elo passt op, Här Zeimet! - 2007 net méi gratis war, hatten d'Leit nach en Argument méi, fir op d'Ékotut zrëckzegräifen.

Da wëll ech nach soen, dass och ech et richtig fannen, dass mir vun der Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn, fir déi ganz dënn Tuten, déi mer aus dem Supermarché kennen, fir d'Geméis an d'Uebst anzepaken, net an dës Gesetz mat anzebannen. Et gouf heibanne scho gesot vum mengem Virriedner, dem Gérard Anzia, dass dës sécherlech a Saache Liewensmittelverschwendung a Verpackungsvermeidung kontraproduktiv gewiescht wier.

Dass d'Leit sech awer och Gedanke maachen, wéi een op dës Tuten am Allgemenge verzichte kann, beweisen eis enner anerem zwou Alternativen. Kierzlech ass hei an der Stad e Buttek opgaangen, deen OUNI heescht, wou een ouni Verpackung eigentlech seng Produite kafe kann a wou een entweder seng eegen Tuten oder seng Dëppercher ka matbréngen an och just genee eigentlech dat dodra mécht, wat ee wierklech brauch, an och dat suert op där anerer Säit net nëmme derfir, dass Verpackung agespuert gëtt, mä och Liewensmittel vläicht manner verbétt ginn. De Client kennt also mat sengen Tuten an Dëppercher dohinne, wéi gesot, ech fannen dat eng ganz, ganz flott Formule an ech ka just jiddwerengem recommandéieren, sech dat eng Kéier ukucken ze goen.

Eng aner Alternativ hunn ech kierzlech an engem Lëtzebuerg Supermarché gesinn. Dës bitt sougenannten „veggie bags“ un. Dat ass eng Aart Filet, wou ee säin Uebst a Geméis kann dramaachen. Dësen ass natierlech méifach gebrauchbar a kann och gewäsch ginn. Dir gesitt, och an deem Beräich gëtt hei am Land probéiert, Alternativen ze fannen.

Wat ech awer och ganz positiv un deem Gesetz fannen, ass, dass mir op engem anere Punkt méi wäit ginn, wéi d'Direktiv dat verlaangt. Ab dem 1. Januar 2019 sollen näamlech net nëmme Tute mat enger Déckt enner 50 Mikrometer eppes kaschte mussen, mä allequerten d'Plastikstuten. Ech mengen, dass mir

domadder vill erreeche wäerten, wat d'Émdenken an d'Émgoe mat Plastikstuten ugeet. Dobäi muss ee soen, dass an alle grouse Supermarché scho säit Längerem Plastikstuten, déi iwwregens 100%eg recycléierbar sinn, eppes kaschten, och wann dat nëmme dräi Cent sinn.

A ville Kleedergeschäfte kritt een och scho laang keng Plastikstute méi, mä Pabeierstuten. Ech mengen, dës Gesetz wäert dozou bäidroen - an dann halen ech och op -, dass mir a Saachen Offallvermeidung weiderhi gutt wäerten dostoen.

Dës gesot, soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dem Rapporteur Gérard Anzia villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Hahn. An Nächsten ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech muss lech éierlech soen: Et fält mer elo näischt méi an, wat ech nach kéint zu deemem Projet soen!

(Hilarité générale)

Ech hat mer villes préparéiert. Meng Kolleegen hu mer de Botter ganz vun der Schmier geholl,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass ëmmer geféierlech, wann Dir näischt ze soen hutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...soudatt ech just kann dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Dann den Här Wagner, an da géif ech mengen, dann ass d'Zäit vun den Tuten ofgelaf.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Also, Merci, Här President. Wa mer scho beim Tute sinn, wäert ech och nach dobäi bleiwen. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Lëtzebuerg huet scho Modellcharakter, wat d'Tuten ugeet - wat „d'Tuten“ ugeet!

(Hilarité générale)

A mir sollen a mir kënne roueg houfreg drop sinn.

Wéi gesot, do war nach eng Fro, déi nach...

(Interruption)

Et louch op der Hand, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech géif lech bidden, seriö ze sinn.

(Hilarité)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Här President, mir schwätzen iwwer Tuten.

Bon, elo si mer erëm seriö. Also, d'Fro, déi nach am Raum stoung, war jo, fir ze wëssen, ob een déi ganz licht Tuten - soss muss ee Säck soen, dat ass och net besser!

(Hilarité générale)

Ech weess och net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sacheten! Sacheten!

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat, wou eppes dran ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Contenant a Contenu!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Also voilà! Déi Contenanten, ob een déi géif verbidden, déi ganz licht, déi een do bei der Téik kritt, fir Geméis oder Uebst dranzemaachen. Ech hat och an der Kommissioun déi Fro opgeworf an ech mengen, datt d'Antwort - déi och schonn de Rapporteur ginn huet, fir ze soen, datt mer elo dee Wee net géife goen, well dat éischters net effikass wär, zweetens nach aner Problemer mat sech géif bréngen, enner anerem de Gaspillage alimentaire - duerchaus nozevollzéien ass.

Natierlech wär déi beschte Léisung, dat bleift dobäi, datt ee weiderhi just eng Tut géif gebrauchen, déi ee méi oft, esou oft wéi méiglech kéint gebrauchen. Dat ass déi beschte Léisung. De Problem bei den Tuten ass jo haaptsächlech deen, datt et zwar vill Alternativen zu de konventionelle Plastikstute ginn, mä datt et och net onbedéngt ëmmer reell émweltfrëndlech Alternative sinn. An ech mengen, et misst een och oppassen, net op falsch Alternativen ze setzen. An do kann een zum Beispill un déi sougenannten „Bioplastikstuten“ denken, well deen

Term „Bioplastik“ souwisou schonn net der Wourecht entsprécht, well déi Matière, aus där Bioplastik besteet, besteet meeschtens net aus Bioprodukten.

Et muss een och oppassen, wann een zum Beispill Tuten aus Maisstäerkt oder Gromperestäerkt esou hëlt, well, wéi mer jo och wëssen, déi jo och aus OGM-Produkten stamen, ze-mools wat de Mais ugeet. Doriwirer eraus kann et jo och zu sougenannten „Flächekonflikter“ kommen, zum Beispill, wann Ubaufflächen net méi benotzt ginn, fir lesswueren ze ziichten, mä fir aner Zwecker, wéi zum Beispill Emballagen.

En anert Beispill ass och de Bioethanol, wou ee ganz gutt muss oppassen, wou riseg Fläche benotzt ginn, fir Zockerkan zum Beispill ze planzen. Doranner ass e Land wéi Brasilien quasi Weltmeeschter ginn. An dat huet natierlech immens vill - vum Landraub net ze schwätzen, dat ass nach en anere Sujet -, mä dat huet immens vill negativ Konsequenze fir d'Émwelt an natierlech och fir eng nohaltig Agrarpolitik, déi do jo misst sinn, fir déi Flächen ze benotzen, fir d'Leit gesond kënnen ze ernieren.

De Problem bleift also weiderhin d'Benotze vun de ganz lichten Tute beim Apake vu Frëschprodukter am Einzelhandel. Do ginn et natierlech och Alternativen, enner anerem esou Léngenttuten an esou weider. Et wäert awer net vun haut op muer geschéien, datt jiddweree sech och - et gi jo och Realitéiten am Alldag - esou virbereet, fir ëmmer déi Tuten derbäi ze hunn. Well mir wësse jo all, datt mer och oft spontan akafe ginn oder während Pausen an der Aarbechtszäit. An et schleeft een och net ëmmer permanent e ganz Assortiment vu Léngenttuten oder aner Forme vu Mehrwegtuten esou mat.

Bon, et ass jo och scho gesot ginn, datt sech soll inspiréiert ginn un esou Geschäfte, un esou Initiative wéi dee Buttek OUNI. Wéi gesot, mir verstinn d'Grënn, firwat elo net dee Wee gaange ginn ass, oder elo net direkt dee Wee gaange ginn ass vum Verbuet vun de ganz lichten Tuten. D'Argumentatioun mécht Sënn. A souwisou, wann een aner Weeër ka goen, fir dat ze reduzéieren, wéi dat mat aneren Tuten de Fall war, da muss een dat roueg kënne goen. D'Fro ass, awéifern et iergendeng Kéier da wäert néideg sinn. A vläicht wäert d'Madamm Ministesch och nach drop agoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Émweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Da wëll ech mech de Mercien uschlëissen un de Gérard Anzia fir säi ganz gutt schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech mengen, eis laang Diskussiounen och an der Kommissioun weisen, dass mer hei eng Approche wielen, wou mer do, wou et wierklech Sënn mécht, méi wäit ginn, wéi d'Direktiv et verlaangt, dat heescht bei deene groussen Tuten, dass mer do soen: „Mir huele se all“, a bei deene klengen déi Approche wielen, déi fir Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet... An do wëll ech natierlech och deenen, déi viru mir waren, an awer och de Gemenge-responsabele Merci soen, dass si ganz aktiv un der Offallpolitik geschaff hunn. Do, wou „public private partnerships“ kënne sinn, wéi mer se elo schonn hu mam Écosac, wëlle mer dee Modell och bei deene klengen Tute goen.

Ech wëll lech och verroden, well dat och vum Här Hahn a vum Här Wagner ugeschwat ginn ass: Jo, mir sinn amgaangen, konkret mat de Partner ze kucken, wat da gutt Alternative sinn, fir déi kleng ganz licht Plastikstuten am frësche Rayon, am Geméisrayon, am Uebstrayon, awer och beim Fësch a beim Fësch ze ersetzen. Do brauche mer gutt Modeller an dat muss mer mat eisen Entreprises, souwuel deene klenge wéi deene groussen, déi dat da sollen ëmsetzen, maachen. An do si mer konkret um Schaffen.

An da wëll ech awer och nach dem Här Zeimet seng Fro beäntweren. Et gouf elo annerhaleft Joer ganz vill mat ville Partner um Offallplang geschaff a verschiddeenen Aarbechtsgruppen. Verschiddener hunn ech och selwer suivéiert. Ech war och op engem „kickoff meeting“. Am Moment si mer amgaangen, alles ze kompiléieren, fir am éischten Trimester dës Joer nach, wann alles riicht leeft, dat op de Wee ze bréngen, dass et dann och kann diskutéiert ginn an den Offallplang dann och erneiert gëtt.

Villmools Merci fir d'Zoustëmmung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da si mer prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet 6990.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6990 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi persé-inlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Gesetzesprojet 6990 unanime uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen,

Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

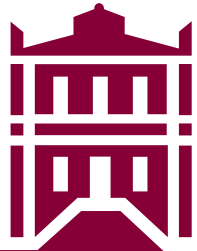
Et bleift mer just nach ze froen, ob d'Chamber bereet ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mir hu Rendez-vous an éffentlecher Sëtzung de 7., 8. an den 9. Februar. Merci gesot.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)



SÉANCE 22

MARDI,
7 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire**1. Ouverture de la séance publique**

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. André Bauler - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Laurent Zeimet - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Roger Negri - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Gilles Roth - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et Mme Nancy Arendt)

Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Josée Lorsché - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Edy Mertens - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Yves Cruchten - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIME House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture

- M. Franz Fayot - M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture

5. Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi

- M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

6. 6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen d'Sëtzung op a froen den Här Premier- a Statsminister, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da géife mer zu eise Kommunikatiounen iwwergeen.

2. Communications

Och hei näischt Neits: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwer-

ten ass bei eis hei um Büro deponéiert. An d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an eis Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéte verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 7 février 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7108 - Projet de loi arrêtant un programme plu-

riannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.01.2017

7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 20.01.2017

7111 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3) la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de

l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4) *la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires*

5) *la loi du 5-15 septembre 1807 relative au Mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police*

Dépôt: M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, le 23.01.2017

7112 - *Projet de loi portant transposition la directive (UE) 2015/1794 du Parlement et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer*

Dépôt: M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*, le 25.01.2017

7113 - *Projet de loi relatif au Revenu d'inclusion sociale et portant modification*

1. *de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;*

2. *de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;*

3. *de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;*

4. *de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation 1. de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, le 27.01.2017

7114 - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt: M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*, le 27.01.2017

7115 - *Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, le 30.01.2017

7116 - *Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001*

Dépôt: M. Xavier Bettel, *Ministre de la Culture*, le 03.02.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da schléit d'Präsidentekonferenz den Ordre du jour fir dës Woch vir, deen Der an de Fraktiounen an an de Sensibilitäten zougestallt kritt hutt.

Ass d'Chamber mat där Proposition vum der Präsidentekonferenz averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir kënnen direkt zu deem Ordre du jour iwwergoen, deen ufänkt mat enger Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Prozedur: Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit an d'Regierung huet der véier, fir dorop ze äntworten, ofwiessend Majoritéit an Opposition. An ech géif lech bieden, den Zäitplang anzehalen, well mer eelef Froe virleien hunn an aus Kollegialitéit och wëllen, dass jiddwereen drukéint.

Als Éischt kéint d'Fro vum Här Bauler un den Här Innenminister, an do dréit et sech ëm d'Fusioun vum den Nordstadgemengen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la**

Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Januar stoung an der Press ze liesen, datt de Gemengerot vum Ierpeldeng/Sauer mëttelfristeg eng Fusioun vum de sechs Nordstadgemengen ustriift. Et konnt een och liesen, datt dës Proposition och net direkt op eng iwwerwältigend Géigeléift bei deenen anere Gemenge gestouss ass. Et wor vläicht och, well dësé Virstouss e bëssen onerwaart koum.

Fest steet, datt ee bei esou enger Fusioun den Dossier gutt virbereeden, d'Awunner mat an de Prozess abannen a vill Froen am Viraus beäntwert muss. D'Erfahrung weist och, datt besonnesch Froen iwwert déi zukünfteg Organisation vum de Verwaltungen oder de Schoulen net dierfen am Raum stoe bleiwen. Genausou kloer ass et, datt, wa méi Gemenge matenee fusionéieren, d'Ëmsetzung vum esou enger Fusioun net einfach gétt. Den Däiwel stécht jo bekanntlech am Detail.

Wuel wëssend, datt e Fusionsbestriewe vum de betraffene Gemengen an net vum Ministère ausgoe soll, wollt ech dem Här Innenminister dach awer e puer Froe stellen, well ech mer virstellen, datt hien och eng perséinlech Meinung heizou huet.

1) Wéi positionéiert den Här Minister sech par rapport zu dëser Thematik?

2) Ass den Zäitplang vum zéng Joer a sengen Ae realistesch?

3) Sollt een éischter schrittweis zesummewuessen oder ass den Här Minister fir eng grouss Léisung?

A 4) Sollt de Fusionsprozess eemol ufänken, misst een och kucken, wéi et mat der Gemeng Colmar-Bierg weidergeet. Si ass déi eenzeg Nordstadgemeng, déi net am Wahlbezirk Norde wile geet. Vläch kann den Här Minister eis soen, ob am Ministère schonn éischt Iwwerleeunge gefouert goufen, fir Colmar-Bierg an de Kanton Dikrech an dann domadder och an de Wahlbezirk Norden ze integréieren.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Deputéierte fir d'Fro.

Ech mengen, Dir hutt et selwer ugeschwat: Am Regierungsprogramm ass et och, wat de Fusionsprozess ugeet, relativ kloer, dass d'Regierung all Fusionsbestriewungen, déi an de Gemengen opkommen, wäert offensiv ënnerstëtzen, an dat souwuel wat de finanzielle Volet ugeet wéi selbstverständlech och deen organisatoreschen, fir dat Ganz dann och hinze kréien. An alleguerten déi Fusiounen, déi mer an dëser Legislaturperiod souwéi och an deene viregte gemaach hunn, si selbstverständlech och vum Ministère a senge Servicer begleet ginn.

Et ass och gesot ginn, eng Fusioun sollt net vum uewen erof diktéiert ginn, mä muss an de Gemenge selwer gedeien. Eng éischt Initiativ ass elo komm vum der Gemeng Ierpeldeng. An et entzitt sech menger Kenntnis, wéi déi aner fënnef Gemengen zu esou Fusionsbestriewunge stinn. Ech kann lech just soen, dass mengen Informatiounen no eng Kéier en éischten Ulaf war, fir eng Fusioun an deem dote Raum ze maachen, dat war Dikrech mat der Gemeng Bettenduerf. An no kuerzer Zäit huet d'Gemeng Bettenduerf do Raute gewénkt an domadder war de Prozess och ofgeschloss.

D'Regierung bleift och nach ëmmer bei hirer Position, dass et net wäert zu Zwangsfusiounen kommen, mä dass selbstverständlech déi jee weileg Gemengeréit an och d'Bierger an d'Biergerinnen aus deene Gemengen, déi eventuell géife matenee fusionéieren, ëm hir Meinung gefrot ginn an dass mer déi Meinung och géife respektéieren.

Da frot Der, ob den Zäitraum vum zéng Joer e realistesch ass. Ech mengen, bei deene Fusiounen, déi mer bis elo hei am Land haten, war dat heiansdo souguer nach wesentlech méi séier gaangen. Dat hânt also vum politesche Wëllen aus deenen eenzelne Gemengen of, wéi séier dass et kéint virgoen. Dat schrittweist Zesummewuessen, ech mengen, an deem Prozess si mer schonn haut dran, och am Geescht vum deem, wat de Syvicol ëmmer gesot huet vum der Coopération renforcée. An dofir, mengen ech, ass jo och dee Syndikat gegrennt ginn an ass en och amgaangen, seng Statuten nach neizeschreiwten, wann ech richtig informéiert sinn.

Wéi gesot, d'Regierung steet esou enger Iddi net negativ géintwärt. Mä d'Initiativ muss vum de Gemengen, an net nëmme vum enger, mä

vun all deene Gemengen, déi dovunner concernéiert sinn, gemeinsam kommen. An da géife mer och e Wee fannen, fir dat ze realiséieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

Déi nächst Fro kéint vum Här Laurent Zeimet, riicht sech un de Premier- a Statsminister an dréit ëm d'Sécherheetsmoosname bei gréisserer Gemengemanifestatiounen.

- **Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Merci, Här President. Jo, meng Fro stellen ech am Kader vum Plang „Vigilnat“, wou mer jo nach an der Sécherheetsstuf 2 sinn. An nodeems jo am Dezember verschidde Sécherheetsmesurë geholl goufen no den Attacke vu Berlin an och vum Nice, ass jo och zum Deel nogebessert ginn.

Elo ass et jo esou, datt am Laf vum Joer a ville Gemengen och gréisser Manifestatiounen ustinn. A vu datt d'Gemenge responsabel si fir d'Sécherheet op hirem Territoire, hinnen awer jo och d'Informatiounen feelen iwwer méiglech Menacen a Risiken, wollt ech d'Regierung froen, ob se wëlles hatt - d'Regierung -, d'Gemengen ze informéieren iwwer ebe méiglech Menacen.

Natierlech dann och, ob se wëllt Recommendationen un d'Gemenge ginn, wat fir Mesuren ze huele wiere bei verschidde Manifestatiounen.

An natierlech och, ob dann och déi néideg Moyene géifen zur Verfügung gestallt ginn an ob d'Gemenge kënnen op déi néideg Ënnerstëtzung dee Moment zielen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet den Här Premier- a Statsminister.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierten Zeimet Merci fir dës Fro, fir och eng Kéier drun ze erënneren, wéi d'Analyse och vum der Situatioun gemaach gétt.

Mir hunn haut d'Sécherheetsituatioun, déi gétt regelméissig vum Groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme, dem GCT, analyséiert. An deem Grupp sinn den HCPN, de Service de renseignement, d'Police, de Procureur d'État général, de Procureur d'État, de Ministère vum der Sécurité intérieure, de Justizministère an den Ausseministère ver-tueden.

Am Moment befanne mer eis, esou wéi den honorabelen Deputéierte gesot huet, um Niveau 2 vu véier verschidde Niveauen, déi och ausgeschafft gi sinn. Dat heescht, dass d'Menace als reell agestuift gétt, mä si ass abstrakt an deem Sënn, dass och keng Sécherheetsautoritéit eng Informatioun huet, dass eng konkret Attack oder eng Cible hei zu Lëtzebuerg och kéint sinn.

Um aktuellen Niveau 2 kéint de GCT och eemol de Mount zesummen. An deem Kontext analyséiert de GCT d'Propose vum der Police, d'Lésch vum de sensible Punkte justement, wou d'Polizei renforcéiert an och kontrolléiert. Dës sensible Punkte kënnen Infrastrukture sinn, wéi zum Beispill de Fluchhafen oder eng Gare. Dat kënnen awer och Manifestatiounen sinn, déi sensibil sinn, zum Beispill duerch hir Gréisst oder duerch hir Natur. D'Kommemoratiounsféier zum Beispill fir d'Affar vum der Shoa wor ee vun deene Punkten, wou wierklech gesot ginn ass, do misst ee besser oppassen.

Sollt eng Manifestatioun als sensibil agestuift ginn, déi vun enger Gemeng géif organiséiert ginn, wéi zum Beispill viru Kuerzem d'Chrëscht-mäert, huet een dat jo och matgedeelt kritt, kontaktéiert d'Police déi jee weileg Gemeng, fir d'Sécherheetsmesuren ofzeschwätzen, fir dass d'Gemeng esou hirer Missioun, déi se um Niveau vum der öffentlecher Sécherheet huet, och ka gerecht ginn.

Wéi gesot, d'Police huet de Contrôle sur place. A wéi gesot, si sinn déi, déi och d'Gemenge kontaktéieren a mat hinnen e Modus Vivendi fanne vum deem, wat méiglech ass, oder op jidde Fall mat Rot zur Säit stinn, wa Froe sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statsminister.

Déi nächst Fro kéint vum Här Roger Negri, riicht sech un d'Ëmweltministesche a geet ëm d'Verbrenne vu Gréngschnatt, Hecken, Beem-offäll an esou weider. An den Här Negri huet d'Wuert.

- **Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Villmools Merci, Här President. Déi Fro, déi ech der Ëmweltministesche wëll stellen, ass ganz einfach, ob een dierf dobausse Feier maachen, sief et, wéi den Här President elo grad gesot huet, fir Heckeschnëtt, wéi dat elo de Moment de Fall ass, ze verbrennen, oder net, oder ob een am Summer och op engem Chantier dierf e Feier maachen.

Dat ass am Fong ganz einfach déi Fro, déi ech wëll stellen. Well d'lescht Joer war jo eng gewësse Polemik, an déi hutt Dir, Madamm Ministesch, zesumme mat Ärem Statssekretär, dem Camille Gira, fir mech ganz kloer gekläert: dass gesot ginn ass, opgrond vum Gesetz vum 1994, dass et ganz einfach verbueden ass, e Feier ze maachen, egal ob et Hecke si fir ze verbrennen oder net. Ech mengen, Dir hat och d'lescht Woch a souguer gëschter Owend nach e ganz flotte Reportage op der Télee, wou een och gesot huet, dass een, amplaz d'Hecken ze verbrennen, déi kann och häckselen an esou weider an erëm zréckbréngen.

An deem Sënn wëll ech ganz einfach froen, well eben de leschte Samschdeg e Lieserbréif am „Lëtzebuerger Wort“ war, wou dann e landbekannt Affekt an och Buergermeesch-ter vun enger Landgemeng am Fong genau de Contraire behaupt huet, am Fong och sech op den Artikel 42 beruff huet a gesot huet, dass do näischt drasteet, dass et verbuede wier ze verbrennen, wat mech dann awer immens verwonnert huet, a wou en och e bëssen dra-schreift, a sengem leschte Saz, dass een am Fong geholl roueg soll viru verbrennen, wat, ech mengen, e ganz einfache Contraire ass.

An ech géif lech dee Saz einfach virlesen: „Sollt das Umweltministerium anderer Meinung sein, dann muss der Text in diesem Sinne geändert werden. Solange dies nicht der Fall ist, darf wie in der Vergangenheit verbrannt werden, ohne dass die Umwelt dadurch uner-träglichen Schaden erleidet.“

Dofir meng Fro ganz einfach: Ass et dann elo erlaabt oder ass et verbueden, dobaussen e Feier ze maachen?

Villmools Merci fir Är Äntwert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Negri. An d'Ëmweltministesche, d'Madamm Carole Dieschbourg, ass elo gläich hei, fir ze äntwerten.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.**- Bon, ech soen dem Här Negri da villmools Merci fir dës Fro, well et schéngt awer nach ëmmer Konfusioun ze sinn, wou eigentlech keng Konfusioun misst sinn, well mir brauchen natierlech keng Ännerung vum Gesetz. Well zanter 1994 ass et net erlaabt, Déchetten, also Offall, onsachgeméiss ze behan-delen oder iergendwou hinzeleeën, leien ze loossen. Dat muss kontrolléiert gehandhabt ginn. A wann een deen ouni Autorisatioun ver-brennt, dann ass dat verbueden. Duerfir muss dat Gesetz net geännert ginn.

An et gétt eben nieft dem Artikel 42 vum dësem Offallgesetz och nach aner Artikelen, déi ënner anerem soen, wat eng gutt Handhabung, eng gutt Gestiou vum Déchete sinn. Eng gutt Gestiou wär an dësem Fall, wann een eppes Sënnvolles domadder mécht, et valoriséiert, an dat ass parfaitement méiglech. Do gétt et zanter leschter Woch fir d'Landwirtschaft an d'Wënzer jo e Kollektssystem, wou et dann herno verwäert gétt. A fir Privatleit si jo ëmmer nach d'Gemenge fir d'Gestioun vum dësen Déchetten zoustänneg.

Da wëll ech awer nach des Weidere soen, dass et och am Offallgesetz nach en Artikel 10 gétt, wou drasteet, dass eben och kee Risiko weder fir d'Waasser nach fir de Buedem nach fir d'Loftqualität dierf sinn. Eng sachgeméiss Kollekt an dann eng Valoriséierung droen dozou bää, dass mer all zesummen aktiv gi fir de Klimaschutz a fir eng gutt Loftqualität. Duerfir brauche mer weder eng Ännerung nach muss mer eppes weider verbidden, well et ass zanter 1994 verbueden, onkontrolléiert Offäll ze verbrennen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Ëmweltministesche.

Déi nächst Fro kéint vum Här Gilles Roth un de Premier- a Statsminister iwwert dee vun der Regierung gefrote Préavis vum Statsrot iwwert d'Erweiterung vum de Kompetenz vum de Gemengenagenten an iwwert de Vermummungs-verbuet. Den Här Roth huet d'Wuert.

- **Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'exten-**

sion des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, Merci, Här Präsident. Ech muss eigentlech soen, dass et net normal ass, dass dës Fro iwwerhaupt muss vun engem Deputéierten haut de Mëtteg gestallt ginn.

D'lescht Woch...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Jo, bei dëser Regierung, Här Berger, ass net alles normal. D'lescht Woch gouf et a Saache Vermummung...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Normalerweise ass et esou, dass just de Froesteller d'Wuert huet.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Et géif mech awer interesséieren, do Prezisiounen ze kréien.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma da lauschtert elo emol gutt no, Här Bausch!

D'lescht Woch gouf et a Saache Vermummungsverbuuet e Revirement. Laut dem „Radio 100,7“ soll d'Regierung nun awer op de Wee vun enger nationaler Regelung goen an net, wéi bis elo vun hir envisagéiert, fir d'Responsabilitéit eigentlech op d'Gemengen ze iwwerdoen. Fir dës 180-Grad-Kéier ze justifiéieren, baséiere Majoritéitsvertrieder, siefen dat Deputéierter, mä och eenzel Regierungsmemberen, sech dorops, dass et an deem Kontext den Avis vun dem Conseil d'État entre-temps gouf.

Den 1. Februar, also de leschte Mëttwoch, adresséiert sech d'CSV-Fraktioun schrëfflech, offiziell via Chamberspräsident, un de Statsminister, fir den Avis vun dem Conseil d'État da kënnen ze kréien. Den 2. Februar erkläert RTL, dass hinnen den Avis vun dem Statsrot géif virleien.

Opgrond vun all deene Virgänger wëll ech dann elo folgend Froen un de Stats- oder den Innenminister - mir ass et egal - stellen:

Ass d'Regierung net der Meinung, dass den Avis vun dem Statsrot net nëmmen de Majoritéitsdeputéierten an RTL misst zougänglech gemaach ginn, mä der ganzer Chamber? Firwat krut d'Chamber dësen Avis vom Statsrot nach net zougestallt, an dat, obschons dat ausdrécklech vun der CSV-Fraktioun d'lescht Woch schonns gefrot gouf? Misst d'Regierung net am Sënn vun där vun hir vill versprachener Transparenz dësen Avis dem breede Public zougänglech maachen?

A wéi gesäit d'Regierung hir Virgoensweis am Aklang mat dem Gesetzesprojekt vum 5. Mee 2015 «relative à une administration transparente et ouverte»? Well do gesäit den Artikel 1 vir: «Les documents accessibles en vertu de la présente loi sont d'office», d'office!, net op Nofro, «rendus publics et diffusés auprès du public.» An dat bezitt sech net nëmmen op Dokumenter, déi am Besëtz vum Stat sinn oder vun de Gemengen oder vu soss Établissements publics, mä den zweete Saz vum Paragraf 2 gesäit ganz konkret vir: «Il en est de même des documents détenus par la Chambre des Députés, le Conseil d'État, le Médiateur et la Cour des Comptes.»

Ech soen lech Merci, Här Präsident.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här Präsident, wann Der erlaabt, ech mengen, hei ginn e puer Saachen duerjernergehäit! Mir hunn eng Question préjudicielle un de Statsrot gestallt am Kader vu Gesetzter, déi déposéiert gi vum Innenminister a vum Justizminister iwwer d'Kompetenze vun den Agents municipaux, a mat där Iddi, déi do war, fir Polizeireglementer an all Gemeng obligatoresch ze maachen.

Mir hunn eng Question préjudicielle gefrot. De Statsrot huet eis gesot, dat wier komplizéiert. Mir sinn um Projet de loi amgaangen ze schafen. Dee wäert dës Freideg fir d'Éischt och am Conseil de Gouvernement sinn. An déi Question préjudicielle, hei gëtt vun „Avis“ geschwat, mä déi Position eisichter vum Statsrot - et ass kee formellen Avis vum Statsrot - gehéiert an deem Dossier. An ech kann lech hei garantéieren - hei ginn oppen Dieren agerant - dass, soubal den Text ugeholl ass, selbstverständlech och déi Prise de position vum Conseil d'État an där doter Fro an deem Dossier wäert derbäi sinn, an dat wäert dann an den nächste Wochen och geschéien.

(Interruption)

Här Präsident, och nach, well hei ass gesot, behaupt ginn, dass Majoritéitsdeputéiert d'Texter hätten: Ech kann lech just soen, ech wor Réci-

piendaire vun där Prise de position vum Statsrot. Ech hunn deenen zwee concernéierte Ministere se weiderginn, an et ass kee Majoritéitsdeputéierten, deen hei besser traitéiert ginn ass wéi en Oppositionsdeputéierten!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech stellen awer just fest, dass mer et op RTL Radio virgelies kréien.

► **Une voix.** - Mä dat ass jo och net vun eis!

(Brouhaha général)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - ...ze ginn! Da brauch en et jo elo nëmme virunzeginn!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, lauschtert emol, et ass net u mir ze wëssen, wien et war!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Et war net keen, et war net keen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir géifen den Avis gär ganz liesen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir géifen den Avis gär ganz liesen, also.

(Interruption par M. Gilles Roth)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Neen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hunn en net op RTL ausgedeeit, well mir hunn en net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et deet mer leed, Här Roth, mir sinn hei an der Prozedur vu Fro an Äntwert. De Minister war lagement a senger Zäit. Ech hunn lech schonn eng hallef Minutt méi ginn,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Äntwert war awer net gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...wéi dat am Reglement virgesinn ass.

(Interruption par M. Alex Bodry et brouhaha)

Da géif ech zu där nächster Fro kommen. D'Fro kennt vun der Madamm Lorsché, riicht sech un de Minister vun der sozialer Sécherheet an dréit ronderëm de Programm eSanté.

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Här Minister, meng Fro bezitt sech, wéi grad gesot, op den elektronische Patientendossier, den Dossier de soins partagé, dee jo gratis vun der Agence eSanté zur Verfügung gestallt gëtt. D'Zil vun deem Dossier besteet bekanntlech doran, de konsequenten Austausch tëschent deene verschidde Akteuren aus dem Gesondheitswiesem, haapt-sächlech den Dokteren, de Spideeler, den Apdikten an och de Réseauen, ze garantéieren, dëst iwwer en zentraliséierten Informatiounssystem, deen et soll erlaben, d'Prise en charge vun de Patiente besser ze koordinéieren an op déi Manéier duebel Behandlungen oder duebel Analysen ze verhënneren.

Souwäit ech weess, Här Minister, ass am Juni 2016 eng Pilotphas ugelaft mat deem System, deen enger limitéierter Zuel vu Patienten dunn zeguttkom ass. Am Hierscht 2016 louch d'Bedelegung menges Wëssens no bei 3%, bei 22.600 Patienten, mam Zil, dass bis Enn 2017 80% vun den Assuréeen an deem System dra wären.

An deem Zusammenhang wéilt ech véier Froen un lech riichten:

1) Wivill Assurée besëtze mëttlerweil en elektronische Patientendossier?

2) A wéi enge Beräicher vum Gesondheitswiesem ass dës System scho funktionnell a wéini soll en op all déi aner Beräicher ausgedeeent ginn?

3) Op wéi eng Manéier gëtt den Accès zum Dossier an d'Confidentialité vun de perséinlechen Donnéeën - dat si jo ganz sensibel Donnéeën - ofgeséichert a kontrolléiert?

4) An eng lescht Fro: Hutt Dir schonn en éischte Bilan gezu vun der Pilotphas, déi d'lescht Joer ugelaft ass? A wa jo, wär ech frou ze wëssen, wéi en ausgesäit.

An domat och scho villmoos Merci fir Är Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet de Minister fir d'sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här Präsident. Merci och der Madamm Lorsché fir dës Fro. Ech mengen effektiv, den DSP, den elektronische Patientendossier, dee jo ugesidelt ass an der Agence eSanté, déi jo eng Compétence liée ass tëschent engersäits dem Ministère de la Santé an anerersäits dem Ministère de la Sécurité sociale,

ass effektiv op engem gudden Wee, fir virunzkommen. Ech mengen, Dir hutt zitéiert, dass mer effektiv ugefaangen hu mat engem Pilotprojekt, deen zënter enger Rei Joren elo leeft, e Pilotprojekt, deen an enger éischer Phas sech u Patiente gewannt huet, déi am Kader vum Médecin référent waren, an an der Tëschenzäit ausgeweit gouf op Patienten, déi op volontärer Basis wëllen esou en Dossier konstituéieren.

Dir hutt d'Zuelen hei richtegerweis genannt. Ech mengen, de Moment schwätze mer ongeféier vun e bësse méi wéi 3% vun der Populatioun, also e bësse méi wéi 23.000 Dossieren, Patientendossieren, déi bestinn. D'Zil bleift effektiv, bis 2018 80% ze realiséieren. An ech mengen, et ass och ganz kloer, dass mer virun allem och probéiert hunn, dass mer och déi eenzel Professionnels de santé mat an d'Boot géife kréien. An och hei, mengen ech, hu mer iwwer 170 vun esou enge Professionnels de santé, déi an der Tëschenzäit d'Partie maache vun dësem elektronische Patientendossier.

Déi néideg Prozedur ass déi, dass mer amgaange sinn de Moment, de Règlement grand-ducal auszeschaffen. An dee Règlement grand-ducal wäert dann an Zukunft och d'Basis sinn - fir eigentlech op déi lescht Fro anzegoen -, d'Sécurisation dovunner. Do hänkt jo engersäits drun d'Commission nationale de la protection des données, déi iwwregens den Accord ginn huet, fir dës Pilotprojekt lafen ze loossen, déi natierlech och hei erëm wäert implizéiert ginn.

Mä natierlech, och dës Règlement grand-ducal wäert jo duerch de Regierungrot goen, duerno duerch déi eenzel Instanzen, Avise wäerten ugefrot ginn, de Conseil d'État zum Beispill, do kréie mer jo dann déi néideg Remarques, déi néideg Impulsiounen och säitens vun deem Gremium eran, fir dann de Règlement grand-ducal effektiv operationell ze maachen.

D'Zil ass, dass bis Enn 2017 realiséiert ze hunn, soudatt mer ab 2018 effektiv den elektronische Patientendossier kënnen komplett aus der Pilotprojetsphas eraushuelen an operationell maachen.

Dir hutt déi eenzel Akteuren ugeschwat. Ech mengen, mat deenen eenzelnen Akteuren, do gëtt et der jo eng Rei, déi spillen, virun allem déi ganz Structure hospitalière. Hei hu mer engersäits emol fir d'Éischt eng Convention DSP pilote validéiert vun der FHL. An elo sinn et déi eenzel Haiser, déi effektiv och hei déi Konventionen da mat der Agence eSanté ënnerschreiw. Do sinn der eng Rei, déi dat scho gemaach hunn, zum Beispill den HRS oder den CHL. Anerer sinn de Moment amgaangen ofzeschleissen, wéi den CHdN oder de CHÉM, déi en cours sinn, dat ze maachen. Anerer, wéi de Centre François Baclesse, den INCCI an de RehaCentre sinn och en cours, dat doten ze maachen.

Déi aner Akteuren, déi, wat d'Laboen ubelaangt, do sinn och hei eng Rei Konventionen, déi schonn ënnerschriww sinn, anerer sinn en cours, fir gemaach ze ginn. A wat d'Reseauen ubetrëfft, ass ee Réseau, deen och schonn 2015 am Oktober esou eng Konvention ënnerschriwwen huet, an deen zweeten ass en cours, fir et och ze maachen, soudatt mer also och d'Reseau mat an d'Boot kréien, niewent enger ganzer Rei vun anere Strukturen, déi och lafen: wéi den Tricentenaire, wéi Kolpech zum Beispill oder wéi den Hôpital intercommunal vu Stengenfort. Och dat wäerten Akteure sinn.

Mä wéi gesot, de Moment hu mer, wat d'Professionnels de santé ubelaangt, der 178, dovun 86 Médecins référents. Mir hunn 23.000 effektiv elektronische Patientendossieren. An ech erwaarde mer effektiv herno vun der Mise en place définitive, dass mer effektiv eng grouss Plus-value hei fir d'Patiente kréien - et ass och dat, wat Dir ugeschwat hutt - an dass effektiv och hei déi ganz Gesondheitsversuergung nach besser kann organiséiert ginn, nach méi cibléiert kann organiséiert ginn an am Prinzip eng Win-win-Situatioun fir d'Patienten, awer och fir d'Professionnels de santé wäert ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Sozialminister.

Déi nächst Fro kennt vun Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit em d'Konditionen, fir an de Genoss vum Transportservice Adapto ze kommen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo, Här Präsident, léif Kollegeginnen a Kollegen, als „Nova-

bus“ gouf de Ruffbus fir Mënsche mat enger Behënnerung viru ronn zéng Joer an d'Liewe geruff. A virun zwee Joer koom et dunn zu enger noutwendeger - muss ee soen - Reform, an dat net fir d'Lescht, well dësen Transport am Endeffekt leider dacks vu Leit genotzt gouf, déi keng Mobilité réduite kontnen nowisen.

Dat heescht, den „Adapto“, wéi de Service haut heescht, ass geduecht fir Leit, deenen et net méiglech ass, sech fräi mam Auto oder mat normalen éffentlechen Transportmëttele fortzobewegen. Berechtigt, fir den Adapto ze notzen, si Mënschen, déi am Rollstuhl sëtzen oder sech net ouni Rollator oder Géihëllef kënnen fortbewegen, awer och séibehënnert Leit, Leit mat enger Otemnout an nach anerer.

Meng Fro elo: Deen een oder anere Fall ass déi lescht Méint u mech an u Kollegen erugedroe ginn, wou Leit net kënnen vum Adapto profitéieren, obwuel se géibehënnert sinn, an zwar aus deem Grond, well se de Führerschäin nach hunn. Dat krut ech och vum verantwortleche Service geschriwwen, wéi ech selwer per Mail nogefrot hunn. Ech krut schrëfflech geäntwert, dass et e Problem ass, wann eng Persoun x de Führerschäin nach huet, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, obwuel déi Persoun géibehënnert ass respektiv e Rollator brauch.

Elo steet awer d'Ofgi vum Führerschäin net an de Konditionen, fir vum Adapto ze profitéieren, an dat zu Recht. An och vu Ministèresäit hunn ech dat eigentlech esou gesot kritt. Do ass jo dann e Widdersproch tëschent deem, wat de Service seet respektiv de Ministère.

Et gëtt jo och Leit, déi mat enger Behënnerung apte sinn, fir Auto ze fueren, respektiv eeler Leit mat enger Géibehënnerung, déi nach kuerz Strecke kënnen/däerfe fueren. Vläch kann de Minister eis an där Saach hei kloerheet ginn, fir dass een och de Betreffenen einfach eng kloer Äntwert ka ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, Här Präsident, Merci dem Här Schank fir déi Fro. An och Merci, dass et gesot huet, dass et awer baséiert op eenzelne Fäll, wou hie selwer un de Ministère erugetrueden ass.

Et ass och esou, dass awer dat, wat en elo gesot huet, net alles erëmgëtt. Ech hunn hei d'Regele viru mer leie fir de Service Adapto, deen zwar reorganiséiert ginn ass, mä wou d'Regelwierk als solches awer net wesentlech geännert huet par rapport zu fréier, wéi ech soen.

Mir hunn déi ganz Servicer jo anescht opgestallt par rapport zu wéi se virdu waren. A wann Der do d'Explicatiounen, also d'Critères d'obtention généraux liest, do steet ganz kloer dran, d'Persoun muss en «handicap permanent» hunn an et steet awer och dran: «...qui ont de ce fait une mobilité réduite telle qu'elles n'ont pas la possibilité de se déplacer de manière indépendante, ni par leurs propres moyens (voiture), ni par les transports publics existants.» Dat heescht, et ass relativ kloer, wann natierlech eng Persoun de Führerschäin nach huet a per se kann Auto fueren, da ka se «par ses propres moyens» jo sech nach déplacéieren.

Et geet hei nëmmen em déi Leit, déi iwwerhaupt keng Méiglechkeet méi hätten ausser deem heiten, dat heescht, déi weder den éffentlechen, den normalen éffentlechen Transport, Bus oder Zuch, kéinten huelen nach selwer mam Auto fueren, dass déi dee Service hei kréien.

Ech muss awer drop hiweisen, et ass jo awer e Service - ech mengen, dat weess den Här Schank och -, deen an de leschten zéng Joer enorm an d'Luucht gaangen ass. Also, mir sinn haut op engem Käschtepunkt, deen ass extrem héich par rapport zu deem, wou mer gestart sinn. Bon, ech hunn och elo nach à la limite domadder kee Problem. Mä dat bedéngt awer, dass mer dat wierklech awer agrenzen op déi Leit, déi wierklech och dee Besoin hunn.

Duerfir si meng Servicer relativ strikt, wann ee vun de Kritären hei net erfüllt gëtt. Ech géif soen, zu 99,9% muss schonn een en extrem gutt Argument hunn, wat doriwwer erausgeet, fir dass mer dat periodesch vläch emol autoriséieren. Mä normalerweis sollen d'Kritären esou applizéiert ginn, wéi et hei steet. An do gehéiert nun eemol derzou, dass, wann een nach de Führerschäin huet, donc selwer kann Auto fueren, dass een dann natierlech net ka vun deem heite Service profitéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Déi nächst Fro kënn vum Här Edy Mertens, riicht sech un de Minister fir sozial Sécherheet a betrëfft déi standardiséiert oder eventuell standardiséiert Ordonnancé fir d'Kinésithérapie. Den Här Mertens huet d'Wuert.

- **Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären eng Fro un den Här Minister vun der Sécurité sociale stellen, an zwar geet et, wéi gesot, ëm déi nei Kinésordonnancen. Ech muss soen, mir sinn zimlech als Leit vum Terrain dovun iwwerrascht ginn. Déi sinn einfach esou komm, ouni datt mer emol eppes woussten als Dokter. A mir hunn déi Ziedelen du gekuckt, déi nach net fäerdeg sinn. Et soll och elo gesot sinn, si misste recto verso sinn; wann et net esou ass, da géife se zrëckgeschéckt. Elo muss mer dann emol kucken, datt een dat ka maachen. Also, et ass relativ komplizéiert.

Mir hunn och festgestallt, datt et op deenen Ziedelen net méi alles gétt, wat soss vun dem Kiné offrëiert gouf! An zwar gétt et do eigentlech nëmme 14 Deeler vum Kierper, déi berücksichtegt ginn. Elo sinn awer Patienten, déi brauche ganz aner Behandlungen. Ech ginn lech e Beispill: Wann ech elo eng Zerräissung hunn, eng Verletzung oder ech hunn einfach nëmme eng Deening vum Quadriceps am Been, da weess ech net, wat ech dodrop soll cochéieren.

Et ass och esou, datt dem Dokter zwou kleng Linne léns ënne bleiwen, fir ze schreiwen. Do kritt en eppes geschriwwen, wat de Kiné net gelies kritt. Et ass awer esou, datt vill Kollegen an och Spezialisten eng ganz genau Beschreibung goufen dem Kiné, wat se gären als Rééducation hätten. An ech hunn esou Ordonnancé gesinn, déi eng ganz Sait ausmaachen. Et gouf gesot: „Jo, Dir huet jo d'Méiglechkeet, datt dann ze ergänzen an esou eppes derbäizégin.“

Dann hu mer e grouse Problem mat eelere Leit, déi doheem sinn oder an de Maisons de soins. Do sinn et der näamlech, déi Kiné gebraucht hunn, déi dat kruten, an dat muss ech als Praktiker soen, mat grousem Erfolleg, souguer zwee-, dräimol an der Woch. Dat leeft awer elo sou - well do dat net ëmmer en Alzheimer ass a just Alzheimer dropsteet, fir unzëkräizen -, wann dat awer méi eng licht Démence sénile oder esou virun ass, da wësse mer net, wat mer do solle maachen, wat mer sollen ukräizen, fir datt se dann als „pathologie lourde“ gëllen an datt se eben an de Genoss vun deenen 62 oder 64 kommen. An déi Leit mussen all aacht Deeg da praktesch, well mer jo nëmmeen aacht Stéck dann dierfen opschreiwen, bei den Dokter goen.

Ech wéilt de Minister just dozou froen: Ass et virgesinn, dat hei elo ofzewarden, en éischte Bilan ze maachen an dann eventuell mat den Dokter eng Kéier duerchzekucken an ze ergänzen?

Ech soen lech villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet de Sozialminister.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Jo, Merci, Här President. Merci och fir d'Fro vum Här Mertens. Ech mengen, et ass esou: Wou ech e bëssen iwwerrascht sinn, ass, datt d'Dokteren net Bescheid woussten, well effektiv och des Changementer an des Ordonnancé standardiséiert zesumme mat der AMMD ausgeschafft goufen, zesumme mat der ALK, der Association luxembourgeoise vun de Kinéen, wat also eng Donnée war am Kader vu virun allem och där neier Nomenclature, déi jo zënter dem 1. Januar fir d'Kinéen a Kraaft getrueden ass.

Selbstverständlech, Här Mertens, ass et wéi bei all Projet respektiv bei all nei Saach, datt een dat eng Kéier bilanzéiert no enger gewëssener Zäit an datt ee selbstverständlech all Suggestion kann eraginn, souwuel iwwert d'AMMD respektiv direkt un d'CNS, fir dann déi néideg Verbesserungen ze maachen, datt vläicht eenzel Mëssverständnisse kënnen opgehuewe gi respektiv eenzel Indikatiounen kënnen derbäigesat ginn.

Dir hutt recht, déi Remarquen - ech hunn och selwer de Mëtteg nach eng Kéier um Formulaire gekuckt -, dat ass relativ kleng, fir dat ze mentionnéieren. Ob allerdéngs elo d'Kinéen et

besser kënnen liese wéi virun, déi Fro stellen ech mer! Wann een heiansdo déi Ordonnancé gesinn huet, déi einfach geschriwwen waren, do war vläicht heiansdo d'Handschrëft och net esou lisibel, wéi se elo bei deene puer Remarquen hei ass.

Mä ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer hei gaange sinn op eng Ordonnancé standardiséiert, wat virun allem einfach och eng Rei Saache vereinfache soll, virun allem och eng Simplification administrative ass, selbstverständlech an éischer Linn fir d'Verwaltung, op deem zweete Volet och fir d'Kiné selwer, an da mengen ech, an enger drëtter Linn och fir d'Doktere selwer, déi ganz schnell kënnen ukräizen, wat déi eenzel Rubricke sinn, déi si mengen, datt sollen traitéiert ginn.

Op där anerer Sait ass et de Kiné jo dann, deen da fir d'Techniken eng Libertéit huet, fir erauszesichen: Wat maachen ech elo mat där Indikatioun do, déi effektiv vum Dokter gefrot gouf?

Dës Ännerung ass jo am Memorial vum Dezember publizéiert ginn. Ech mengen, do ass et a Kraaft gaangen. Mir hunn all... Iwwert d'CNS goufen engersäits all d'Kinéen informéiert iwwert déi Changementer, an och d'Doktere krute perséinlech e Brëif geschéckt. Um Site vun der CNS kënn Der och all déi Indikatiounen noliesen, kënn Der alles erëmfaanen.

An ech sinn awer selbstverständlech bereet, wa Suggestiounen do sinn, déi entgéintzuehelen an dat och an enger mëttelfristeger Zäit dann ze änneren, datt effektiv och dat, wat gewënscht ass, och dann zu 100% kann erfëllt ginn.

Merci bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

An den Här Wilmes ass scho prett, fir seng Fro un den Nohaltegkeetsminister ze stellen, wou et ëm déi virgesinnene Ännerung bei de Fierpläng vun den CFL geet. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Et ass d'Fro un den Här Transportminister, ob a wéini eng Campagne wäert gemaach ginn, fir d'Leit ze informéieren iwwert d'Changementer, déi am Horaire wäerte kommen, wa bis den Arrêt Pafendall-Kierchbiereg an den Arrêt, déi éischt Phas dovunner, um Houwald wäert opgemaach ginn, an och d'Mise en service vum Tram, well dat wäert jo Konsequenzen hunn.

Dat heescht, ass do eppes geplangt ze maachen?

A kéint Der och vläicht nach eng Kéier preziséieren, wéi vill Zich elo genau wäerten an enger éischer Phas op deenen zwee Arrëten aus dem Norden, aus dem Süden hier halen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den Här Nohaltegkeetsminister ass schonn hei.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. An och Merci dem Här Wilmes fir déi Fro, déi ganz berechtigt ass, well ech mengen, effektiv, den 10. Dezember dëst Joer wäert op der Eisebunn e grouse Changement kommen. Da ginn zwou nei Gare op. Et ass scho laang hier an der Geschicht vun der CFL, datt mer zwou nei Gare opgemaach hunn.

An et sinn net iergendwellech Gare: Et sinn der, déi sinn entweder bal an der Stad oder um Rand vun der Stad an déi hunn en immensen Impakt op de gesamten Zuchréseau, respektiv natierlech bidde se och ganz nei Méiglechkeeten, fir d'Leit op déi eenzel Destinatiounen, haaptsächlech op hir eenzel Aarbechtsplazen, ze féieren. Well déi eng Gare, dat ass Houwald, déi läit natierlech tëschent där Zone d'activité Houwald op dem Hesper Gebitt, vun der Gemeng Hesper, an dat anert natierlech de Ban de Gasperich, wat e groust Aarbechtsplazgebitt ass bei der Stad Lëtzebuerg. An dat anert natierlech bedeit den direkten Utschloss un de Kierchbiereg, wou haut schonn iwwer 40.000 Aarbechtsplaze sinn, an der Zukunft der 60.000 wäerte sinn.

An d'Eisebunn huet och doriwwer eraus am Laf vum Joer 2016 eng Analys maache gelooss vun engem Schwäizer Büro iwwert de ganze Réseau, éischters wat d'Vespéidungen ubelaangt, wou se hierkommen. Bon, en Deel wësse mer jo, dat huet mat Chantieren ze dinn. Mä et huet net nëmme mat Chantieren ze dinn! An duerfir gétt deen Horaire och uge-

passt a Fonctioun vun deene Recommendatiounen vun deem Schwäizer externe Büro. An dat maache mer gär dann alles kombinéiert mat deenen nei Méiglechkeeten vun de Gare, déi wäerten opgoen.

Dat heescht, de ganze Fahrplang wäert wirklech dramatesch Verännerunge kréien am Dezember dëst Joer. An ech hu mat der Eisebunn och ofgemaach, datt mer ganz fréi wëlle communicéieren. Een Deel wäert scho gemaach ginn nach virum Summer, wou mer d'Perspektive wäerten opzeechnen, a wéi eng Richtung et geet, wéi de Réseau wäert reorganiséiert ginn. An da soll vum September bis den Dezember wirklech a Fonctioun vun deene Gare do erkläert ginn, wat do passéiert.

Et ass och esou, datt mer am Ufank natierlech nach e bësse limitéiert sinn, well d'Gare Pafendall soll jo an Zukunft ugebonne ginn zum Beispill vum Süden och mat sechs Zich d'Stonn, déi duerchgebonne ginn dann op Dummeldeng. Iwwerhaapt soll an der Zukunft de Fahrplang vun der Eisebunn net méi esou ausgeriicht ginn, datt alles achséiert ass op d'Stad Lëtzebuerg, mä méi mat duerchgebonnenen Zich.

Dat setzt awer virus, datt mer an der Gare Lëtzebuerg e fënneften an e sechste Quai bäibauen. Um Projet hunn ech mat der Eisebunn enk geschafft. Deen hu mer wäit no vir geréckelt. Dat war ursprénglech érischt virgisi fir 2022-2023. Dee gétt awer elo a Phase méi fréi gebaut. Dat heescht, deen éischte Quai, dee geet gläich lass. Den Atelier wäert ofgerappt ginn. Do wäert och elo communicéiert ginn an deem Zesammenhang, wat dat alles beinhalt, wann déi Gare ausgebaut gétt.

An da soll dee fënnefte Quai schonn, ech géif soen Enn 2018, Ufank 2019, opgoen. Dann hu mer schonn e gudden Deel méi Capacitéit, kënnen mer och scho méi Zich duerchbannen op Dummeldeng. An da wäert 2020 dee sechste Quai och fäerdeg sinn. Dann ass d'Capacitéit wesentlech besser wéi haut. Dat heescht, da kënnen mer sechs Zich d'Stonn duerchbannen.

Am Ufank wäert et elo ee sinn. Wa mer starten, wäert vum Süden hier een erof op Dummeldeng duerchgoen. Et gétt awer esou organiséiert, datt méiglechst an der Gare Lëtzebuerg een och kann eriwerswitchen, also datt ee vun engem Zuch op deen anere ka klamme Richtung Norden, wat nach ëmmer e Virdeel ass, wéi wann ech haut de Bus muss huelen an de ganzen Tour duerch d'Stad tingelee mam Bus, par rapport zu engem direkten Zuch op d'Gare Pafendall. Mä et gétt awer schonn e grouse Sprong no vir. Dat gétt en éischte Virgeschmaach eigentlech, wat eis dat wäert bidden an der Zukunft.

Dann ass natierlech och den Ausbau vun der Beetebuenger Streck wichteg, well wa mer d'Gare Houwald opmaachen, dann huet dat natierlech eng Konsequenz, wann d'Zich do halen. Da wäert dat natierlech eng Aart Réckstau bedeierte Richtung Beetebuerg, well logescherweis op der Streck d'Zich dann net esou séier kënnen nofollegen, wéi dat haut de Fall ass, well eng Gare dertëscht nach zousätzlech ass.

Eleng dowéinst gétt och déi Reorganisatioun gemaach vum Zuchréseau. An da kënn eng Transitionphas, géif ech soen, vun 2017 bis 2019, déi fir vill Leit ganz vill Verbesserung bréngt, fir Einzelner vläicht am Ufank e bëssen, ech wëll net so Verschlechterungen, mä eng Rei kleng Nodeeler bréngt, mä dat ass awer reng transitoresch ze gesinn.

An dann, wann dann, wéi gesot, d'Gare Lëtzebuerg ausgebaut ass, ass kee Problem méi. Da feelt nach just natierlech d'Beetebuenger Streck op véier Gleiser. Wann déi bis fäerdeg ass, dat ass 2022 de Fall, dann hu mer eng Capacitéitssteigerung och op där Streck vu 70% méi par rapport zu haut. Dat heescht, dann hu mer kee Problem méi. An érischt da gräift et och, dee Qualitätssprong, dee mer wäerte maachen am öffentliche Transport.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

A mir kommen un déi nächst Fro. Si kënn vum Här Yves Cruchten, riicht sech un deem selwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'„Maut“, wéi se op där anerer Sait vun der Musel de Péage nennen. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

- **Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Jo, den Här Bausch ass haut de Mëtten e gefroten Mann. Virun engem Mount huet hien a senger Qualitéit als Nohaltegkeetsminis-

ter erkläert, dass Lëtzebuerg eventuell géif géint déi däitsch Autobunnsmaut kloen; wat mech och gefreet huet, dass en dat gesot huet!

D'Iddi derhannert ass, sech anere Länner an Europa unzeschléissen, déi et och net richteg fannen, dass d'auslännesch Automobiliste sollen e Péage bezuelen, während zäitgläich déi däitsch Autofuerer da via hir Autosteier géifen entlaascht ginn.

Dozou just e puer ganz kuerz Froen. Meng éischt Fro: Wou si mer haut drun? Gétt et do schonn eppes Neits?

Déi zweet Fro: Et gouf och emol eng Kéier déi Iddi vu sougenannte Pufferzonen, déi an de Grenzregione kéinten Entstoen. Ass dat eng realistesch Optioun? Wéi gesäit den Här Minister dat?

Drëtters: Huet den Här Minister scho vläicht eng Virstellung, wat esou eng Autobunnsmaut kéint fir Konsequenzen hunn op de Stroosseverkéier op de Landstroossen hei zu Lëtzebuerg? Well jo awer dann ze fäerten ass, dass deen een oder aneren Automobilist, fir déi Steuer net mussen ze bezuelen, vun der Autobunn eroffiert an dann duerch eis Uertschaften an iwwert d'Landstroossen an Däitschland erafiert.

An dann, falls dat zu Problemer kéint féieren, falls esou eng Erkenntnis do wär, meng lescht Fro: Wéi kéint een dann dorobber reagéieren?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci och dem honorabelen Här Cruchten fir déi Fro, déi och gutt gestallt ass, wat mer et dann och emol eng Kéier erlaabt, e puer Saache kloerzestellen.

Fir d'Éischt emol prinzipiell: Ech mengen, all Land an Europa huet d'Recht, eng Maut anzeféieren. Iwwerens gétt et och an deene meeschte Länner Mauten oder Péagen, wat och ëmmer. Dat heescht, de Prinzip vun enger Aféierung vun enger Maut, eigentlech huet dat eis net ze..., bon, enfin, dach, et muss eis schonn interesséieren, wat et bedeit fir eis, wann an engem Nopeschland eng agefouert gétt. Mä ech mengen elo emol, juristesch gesinn a formal gesinn ass dat näischt Anormales, well wéi gesot, déi meescht Länner hunn eng.

Ënner anerem och zum Beispill Eisträich huet eng, obschonn Eisträich am meeschten de Moment aus der Héft geet, wann et drëms geet, déi däitsch Maut ze diskutéieren. Wat ech e bëssen eng speziell Situatioun fannen, well et gétt genauso vill Grenzsituatiounen tëschent Eisträich - am emgedréitene Sënn - an Däitschland, wéi dat, wouriwwer si sech opreege par rapport zu Däitschland.

Meng Haltung war souwisou vun Ufank un an deem Dossier, an dat hunn ech och am Conseil européen scho virun zwee an engem hallwe Joer vertrauten, wéi déi Diskussioun ugaangen ass - dat war nach virun der Zäit vun der Madamm Bulc -, wou ech gesot hunn: „Wann ech gelift, Kommissioun, huet lech deem Dossier un a probéiert, europäesch Richtlinnen ze ginn, well dat doten, dat geet weider, an dann herno hu mer 28 verschidde Systemer an Europa, wat sécherlech net sënnavoll ass!“

Den deemolege Kommissär, dee war um Enn vu sengem Mandat, dat huet dee guer net interesséiert an deen huet einfach näischt mat deem Dossier gemaach an huet et lafe gelooss. Déi nei Kommissärin, glécklecherweis, ass do anescht. Déi huet sech entre-temps der Saach jo ugeholl an ass och am Fond där Meinung, déi ech scho virun dräi Joer oder zwee an engem hallwe Joer vertrauten hunn, datt eng europäesch Léisung muss kommen, soit datt mer wëssen, datt mer net vun haut op muer alles vereenheetlecht kréien, mä mindestens müssen éischt Richtlinne kommen. An da muss mer kucken, no an no dat Ganz ze harmoniséieren.

Fir Lëtzebuerg stellt sech hei am Fond just eng eenzeg Fro, déi elo direkt juristesch gesi wichtig ass. Dat ass: Ass de System, deen an Däitschland agefouert gétt, diskriminatoresch par rapport zu Netrésidenten an Däitschland?

An dat huet d'Kommissioun jo och gesot, do stelle sech zwou Froen: Dat eent ass d'Fro vun dem Intérêt général, a vun der Proportionalitéit stellt sech d'Fro. Dat eent ass éischer d'Fro, dat ass déi ganz Geschicht, wou am Ufank an der éischer Versioun drastoung, datt dann an Däitschland däitsch Bierger iwwer hir Autosteier déi Tax erëm géife kompenséiert kréien. Do huet d'Kommissioun gesot, dat géng net. Ganz kloer! A si huet eng Recommendatioun ausgeschwat a Richtung vun Däitschland, fir ze soen: „Dir kënn zwar Differenzéierung maachen an där Steuer, zum Beispill aus Umwelt-



grënn an esou weider, wou Der eenzel Bierger aneschters behandelt, mä Dir kënt net einfach generell eng Regel aféieren, wou Der sot, déi däitsch Bierger kréichen einfach dat komplett kompenséiert.“

Doropshin huet den Här Dobrindt och gesot, da géif en dat zréckzéien an da géif en an déi Richtung eppes maachen. Or, deen Text, dee gétt et awer nach net! An ech fannen et extrem problematesch, duerfir hunn ech och bis elo ëmmer gesot: „Mir behalen eis d'Recht vir“, an ech hunn net gesot: „Mir gi kloen“, well dat ass jo abstrus. Ier ech kloen ginn, muss ech jo emol wëssen, wéi den definitiven Text ausgesäit. An ech hu mer elo just en Avis juridique komme gelooss, fir déi genau Komplexitéit eng Kéier auserneeleeën ze loosse a fir déi eenzel Cas-de-figures ze kucke fir dann - wa mer d'Texter alleguerten hunn an och déi definitiv, dat ass och wichteg - déi definitiv Position vum der Kommissioun zum richtige Gesetz, wat dann am Bundestag wäert abruecht ginn. Eréischt da kënnen mer genau kucken: Wat steet dann elo wierklech dran? Wat ass d'Position vum der Kommissioun? A gétt et dodran diskriminatoirech Mesuren?

Déi Fro vum der Proportionalitéit, déi betrëfft déi Geschicht vum den Dagesvignetten an esou weider. An do gétt et kloer och eng Meenung vum der Kommissioun. Dir kënt net eppes maachen, wou Der elo zum Beispill géift higoen an eng Joresvignette froe vum engem Präis x, an da géift Der eng Dagesvignette froen oder eng Stonnevignette, wat och ëmmer, déi extrem vill méi héich wär am Verhältnis zu der Joresvignette. An och do musse mer kucken, wat herno derbäi erauskënnt, an da gesi mer dat.

Fir Lëtzebuerg ass den Impakt menger Meenung no, also elo wat de Verkéier ubelaangt, relativ kleng, fir net ze soen null, well wann Der elo emol kuckt a Richtung Däitschland, um Lëtzebuerg Réseu ass jo kee Problem. Déi grouss Transitbewegungen, déi hu souwisou wahrscheinlech herno d'Joresvignette, do fiert jo keen dann extra dowéinst iwwer sämtlech Landstroossen. Wann Der och déi Präisser kuckt, déi de Moment proposéiert ginn, do ass et zimlech sécher, datt déi meescht Leit an Däitschland..., oder de Camionsverkéier, dee bezillt souwisou d'LKW-Maut, do stellt sech d'Fro net. Da stellt sech d'Fro am regionale Verkéier natierlech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, nach ee Saz. Am regionale Verkéier stellt sech d'Fro natierlech Richtung Tréier oder esou. Mä do sinn éischter Nodeeler fir Däitschland ze erwaarde wéi fir Lëtzebuerg! Dat geet au détriment, géif ech soen, éischter vum Commerce an der däitscher Region, well dat als eng Schikan ugesi gétt, wéi au détriment vum der Lëtzebuerg. Sait. Also fir Lëtzebuerg gesinn ech elo direkt keng Nuisancen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci gesot.

An déi nächst Fro kënt vum Här Henri Kox un d'Madamm Ëmweltministesch an dréit ronderëm d'Ofwécklung vum der PRIME House.

- **Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIME House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, et ass eng Fro un d'Ëmweltministesch. D'PRIME House ass eng finanziell Hëllef bei Investitiounen am Beräich energieeffizient Bauen an erneierbar Energien. Esou Hëllef gétt et säit e puer Joer, insbesondere fir d'Albaurenovéierung, wou och ganz vill Energie kann agespuert ginn, a beim Neibau natierlech fir energiespuerend Haiser an natierlech fir d'erneierbar Energien no vir ze bréngen.

Et vum de Problemer, deen et gouf, ass natierlech d'Behandlung oder d'Beschaffung vum esou Demanden. Dat huet am Ufank relativ laang gedauert an ass natierlech och deels iwwer ee Joer erausgangen. An dat huet och heiansdo bei verschiddenen Demandeuren

awer e bësse Frust ausgeléist, well se net onbedéngt woussten, ob et elo eng positiv oder negativ Äntwert géif ginn.

Sait Dezember hu mer en neie Regimm, dass déi Hëllefelo ausgeweit gi sinn op och ëmweltbewusst Baumaterialien an, wat ganz wichteg ass, et ass och elo en neien Accord de principe matagefloss, deen, mengen ech, ganz wichteg ka ginn an deem Zesammenhang, wat d'Demandeuren an och d'Waardestellung ubetrëfft.

Dofir meng Fro un déi zoustänneg Ëmweltministesch: Fir déi Hëllefstellungen ze ginn, wéi laang dauert et haut am Allgemengen, fir esou eng Demande ze traitéieren vum der PRIME House? An et kann elo natierlech nach net esou vill Erfahrung iwwert den Accord de principe ginn, awer den Accord de principe schéngt mer e ganz wichteg Element ze sinn, fir deen och dem grand Public präisseginn. Dofir meng Fro un d'Ëmweltministesch.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.**- Villmoos Merci dem Här Kox fir déi pertinent Fro. Jo, wa mer wëllen eis Klimaziler errechen a wa mer wëllen och am Hausbau, dee jo awer 12,5% vum eisen Emissiounen ausmécht, erofgoen an déi Entkopplung, déi mer haut jo scho gesinn, déi iwwert déi lescht Jore geschitt ass, weiderféieren, dann ass et ganz wichteg, dass mer eis Leit ureegen, net nëmme beim Neibau ze kucken, well beim Neibau hu mer zanter deem Joer just nach effizient Haiser, mä awer och bei der Albusanéierung. An dofir huet d'Regierung, dat heescht de Logementsministère an awer och den Ëmweltministère mam Finanzministère, jo dee ganze Paquet Klimabank an Aiden iwwerschaaft.

Haut dauert et manner wéi e Mount, wann een eng Primm freet fir en Neibau. Et kritt een, an dat ass wichteg fir d'Planungssécherheet, en Accord de principe, an d'Leit ginn och iwwert de ganze Prozess beroden. Dat sinn dräi wichteg Elementer. Wann ee wëllt, dass d'Leit investéieren, musse se och sécher sinn, dass se herno dat Geld, wat se sech virstellen, och kréien. Dofir ass deen Accord de principe ganz wichteg. A well mer d'Dossieren haut innerhalb vum engem Mount traitéieren, wäert dat dann och ganz schnell goen, bis deen Accord de principe do ass. Deen ass iwwerregens och wichteg fir d'Klimabank, well d'PREFINANZÉIERUNG ass jo e ganz wichtige Volet, grad wa mer vum Neibau a vum der Albusanéierung schwätzen.

Dës Retarde sinn also vu 14 Méint op ënner 3 Méint och bei der Albusanéierung erukomm, soudass mer haut schnell sinn, fir dass et Planungsécherheet gétt.

An dann nach e leschte Schrëtt: D'Leit gi wierklech gutt beroden, an dofir hu mer och fir d'Beroder eppes méi gefrot: Mir froen do en Agrément, fir dass d'Qualitéit vum der Berodung och gutt gétt. Well nëmme wann ee vum Ufank u weess, wéi eng gutt Materialien dass ee benotze soll a wéi eng Méiglechkeeten u Primmen et och gétt - well déi si jo haut och vill méi héich ugesidelt, et kann een och méi héich Primme kréie fir besser an ëmweltbewusst Materialien, déi och wichteg si fir d'Gesondheet -, da gétt dee Prozess insgesamt beschleunegt an d'Leit si sécher, dass se herno déi Primmen, déi hinnen zoustinn, och kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Mir kommen zur leschter Fro an der Froestonn. Si kënt vum Här Fayot, rücht sech un de Kulturminister an dréit ronderëm eis Gesetzgebung am Beräich vum Denkmalschutz.

- **Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de fonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture**

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. De Statssekretär Guy Arendt huet den 11. Januar an eng Emissioun um 100,7, déi den

État des lieux gemaach huet iwwert de Projet iwwert den Denkmalschutz, verschidden Ausserunge gemaach zu deem Projet. An ech wollt dem Kulturminister an deem Rapport verschidde Froen och dozou stellen.

En huet éischters gesot, dass et nach net kloer wär, ob dat Gesetz géif en eenheetlecht Gesetz ginn oder ob et éischter géif eng sektoriell Legislatioun ginn. Et gétt jo elo effektiv d'Optioun, fir ee Gesetz ze maachen, wat all d'Domäne vum Denkmalschutz ofdeckt, oder d'Gesetz, wat d'Archäologie, de Patrimoine intangible an de Patrimoine bâti betrëfft. Ech wär fro, wann ech do méiglecherweis vläicht scho kéint méi Präzisioun kréien, ob do scho weider Reflexiounen gefouert gi sinn zu deem Punkt.

En huet eng zweet Ausso gemaach, wou e gesot huet, dass d'Gemenge sollte méi Responsabilitéit kréien, och am nationalen Denkmalschutz. Dat war fir mech e bësse surprenant, well et am Fong géint d'Konklusiounen gaangen ass vum deenen Assises du patrimoine, déi jo viru gutt zwee Joer gehale gi sinn a wou éischter eng Top-down-Approchë prekoniséiert ginn ass. An och do wollt ech de Kulturminister froen, ob en do vläicht kéint méi Präzisiounen ginn zu deem Punkt.

An en huet eng drëtt Ausso gemaach, wou en am Fong sech iwwert d'Terminologie, vläicht éischter iwwert de Champ d'application vum künftigen Denkmalschutzgesetz geäussert huet, wou e gesot huet, dass a sengen Ae just ganz wéineg Baute sollte vum nationalen Denkmalschutz concernéiert sinn. En huet Beispiller genannt wéi d'Kathedral, d'lechtenachter Basilika, de Palais oder d'Chamber, mä awer net vill méi wéi dat, wat am Fong drop hiweist, dass mer éischter an d'Richtung gi vum enger méi restriktiver Konzeptioun vum Denkmalschutz. An och do wollt ech de Kulturminister froen, ob e kéint méi Präzisiounen ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo de Kulturminister, den Här Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture.**- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Fayot Merci, dass en déi Froe gestallt huet. Dat erlaabt mer, och e bëssen iwwert dee ganze Kontext vum Patrimoine culturel kuerz e puer Wuert kënnen ze soen.

Déi éischt Saach ass, dass seit Dezember 2013 d'Regierung och déi Aarbecht weidergefouert huet. Ech wëll just drun erënneren, dass et net den éischten Essai ass. D'Madamm Hennicot hat de 17. Oktober 2000 en Text déposiert, en «Projet de loi relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel». Deen Text ass nach an der Chamber. Deen ass 2000 déposiert ginn. Ech wollt just dorun erënneren.

Dat heescht, dass déi Matière eng ganz komplex Matière ass. Et gétt, wann een iwwert de Patrimoine schwätzt, eng Kéier de Patrimoine bâti, eng Kéier de Patrimoine archéologique, eng Kéier de Patrimoine mobilier an eng Kéier de Patrimoine immatériel. An deem dote Kontext an och, fir méi prezis op d'Fro vum honorabelen Här Fayot anzegoen, si mir der Meenung, dass et wichteg ass, dass de Patrimoine national, dat heescht deen och en nationale Charakter huet, eng national Protektioun sollt verdéngen. Am Moment sinn an deem Patrimoine, wann ech e puer Zuele kann zitieren, 422 Immeublen an Objeten aktuell klasséiert, wéi Monument national (veuillez lire: wéi de Service des sites et monuments nationaux) der proposéiert, fir klasséiert ze ginn an deem Kontext. An et sinn eng 702 Immeublen oder Objeten, déi am Inventaire supplémentaire ageschriwwen sinn.

Mir schaffen zesumme mat de Gemengen, esou wéi de Statssekretär Arendt och gesot huet, a mam Innenministère, fir dass déi Gebaier, déi e lokale Schutz verdéngen, iwwert d'Instrumenter vum der PAGen och besser kënnen geschützt gi fir d'Zukunft. Heizou e puer Zuelen: 2.154 Gebaier vum 2.307 si reparéiert ginn iwwert de PAG an och bei 22 Gemenge geschützt ginn.

Et si Froen och gestallt ginn, wéi dat dann elo mam Text weidergeet, ob mer elo eenzel Texter maachen oder net. An Dir hutt och vum

deem Rapport geschwat, dee gemaach ginn ass. Tatsächlech sinn eng Rëtsch vu Reuniounen, et sinn eelef Reuniounen gewiescht, wou mer och mat Associatiounen zesummekomm sinn a mat de Professionellen. An eng vun deene Recommendationen vum deem Aarbechtsgrupp wor emol: wat immens wichteg wier am Moment, wier, dass dee Retard bei de Conventions internationales sollt emol récupéréiert ginn.

An ech wëll och do der Chamber Merci soen, well d'Gesetz vum 17. Dezember 2014, vum 24. Abrëll 2016 a vum 7. Dezember 2016 hu Konventiounen - Konventiounen! - an d'nationaalt Gesetz transposéiert, Konventiounen vum 1970, vum 1992 a vum 1985! Also fir ze weisen, wéi ee Retard mer schon hate vis-à-vis vum Obligatiounen, déi mer och um internationalen Niveau haten.

Parallèlement zu där doter Aarbecht sinn awer verschidde Saachen - an ech mengen, dat geet och an de Sënn vum der Fro vum honorabelen Här Fayot -, en triple Objectif, dee mer wëlle maachen. Deen éischten ass, dass mer d'Legislatioun, notamment d'Gesetz vum 1982, wëllen och reforméieren. Mir wëllen an Droit interne all déi Konventiounen, déi ech virdrun zitieren hunn, och transposéieren. An de Projet de loi - an dat ass dat, wat ass - ka sech net nëmme iwwert de Patrimoine bâti, mä och iwwert de Patrimoine mobilier, de Patrimoine archéologique an de Patrimoine immatériel erstrecken.

Am Moment sinn nach Hésitatiounen, ob ee soll ee groussen Text maachen, wou een alles géif drasetzen, oder ob ee verschiddenen Texter soll maachen, déi méi spezifesch dann an deen een oder an deen aneren Domän ginn. An, Här President, ech wollt dem honorabelen Deputéierten dozou soen, dass mer eben och dofir eis d'Moyene wëlle ginn an net wëllen aus der Héft schéisse bei esou engem wichtige Text, an dofir och eben déi Konsultatiounen gemaach hu mat de Leit aus dem Secteur, an dass mer och en Travail de fond wëlle maache mat Droit comparé an och mam internationale Recht.

Mir sinn amgaange seit 2016 en Inventaire ze maachen, dee fir eis och ganz wichteg ass, wou mer am Fong Inventaristinnen agestallt hunn, déi en Inventaire scientifique och maachen. An elo ass dee vum der Fiels viru Kuerzem fäerdeg gemaach ginn.

Wéi gesot, am Moment ass et nach net definitiv: een Text oder verschiddenen Texter? Soubal eng definitiv Position bei eis am Kulturministère ausgeschafft ginn ass, wäert ech - oder de Statssekretär Arendt, dee méi spezifesch an deem dote Dossier och schafft - dann der Kommissioun dat direkt matdeelen. Mä et sinn nach Hésitatiounen, ob wierklech een Text dat Richtegt wier oder ob et méi spezifesch wierklech soll an déi eenzel Branchen agoen.

An, wéi ech virdrun och sot, fir ganz prezis dann op d'Fro ze äntwerten: Jo, et ass e Wëllen, fir mat de Gemenge méi enk ze schaffen. Ech hat net méi spéit wéi d'lescht Woch nach Rendez-vous mat engem Buergermeeschter aus enger Gemeng justement, wou och Dispositiounen waren, wou deen een Avis an déi eng Richtung gaangen ass an en aneren an déi aner Richtung gaangen ass, wou mer da kucken, eben als Kultur zesummen eng Léising ze fannen, fir all Parteien do kënnen zesummenstellen.

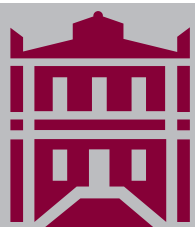
Mä Patrimoine hu mer nëmme een. Mir kënnen deen net futtimaachen! Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Premierminister.

Mir sinn vum Enn vum eiser Froestonn ukomm an ech wëll souwuel de Froesteller wéi och de Ministere Merci soe fir d'Disziplin. Mir hunn et fäerdegbruecht, a manner wéi enger Stonn déi eelef Froen ze traitéieren. Bei deem engen oder aneren ass vläicht nach e bësse méi Nohaltegkeet beim Émgang mat der Zäit ubruecht. Mä ech mengen, mir hunn hei gutt geschafft.

Mir géifen dann iwwergoen zu der erweiderter Fro vum Här André Bäuler iwwert d'Reform vum Aarbechtsamt. Dir wësst, dass den Auteur vum der Fro fënnf Minutten Zäit huet an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. An den Au-



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



teur huet herno nach d'Recht, am Rame vu senger Zäit eng Fro no ze stellen. Den Här Bauler huet d'Wuert.

5. Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Virun iwwer 20 Joer war en éischten Audit vun der ADEM gemaach ginn. D'Konklusioun ware folgend:

- D'Qualitéit vun den Déngschtleeschunge vun der ADEM entsprécht net den Erwaardungen,

- d'ADEM kennt d'Chômeuren net gutt ge-nuch,

- d'ADEM kennt d'Bedürfnisser vun den Entre-prises net wierklech,

- d'ADEM communiquéiert net genügend, we-der intern nach extern, an dann zum Schluss

- déi personell an informatesch Capacitéit vun der ADEM ginn net duer.

D'Konklusioun de dem Audit an aus villen Erfahrung gongen der fréierer Regierung duer, fir eng Reform vun der ADEM duerchze-féieren. Dat ass 2011 ënnert der Ägid vun Ni-colas Schmit geschitt. Fir eis als DP war dat deemools de Startpunkt souzesoen an eng nei Zäit. Fir eis war kloer: Alles steet a fällt mat der konkreter Ëmsetzung vun der Reform.

Jo, et gongt net drëm, nei Titelen an nei Pos-ten ze schafen, mä d'ADEM wierklech zu enger Jobagentur ze maachen. Dat hate mer nach eemol hei am Plenum am Kader vun eisem Dé-bat d'orientation iwwer d'Aarbechtsmaartpoli-tik beschwat.

D'Demokratesch Partei war ëmmer fir eng Aar-bechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, fir den een-zelen Demandeur d'emploi ze betreiën, ze mobiliséieren, ze guidéieren, eng Aarbechts-maartpolitik, déi vun enger Aarbechts- a Wei-derbildungsagentur vill méi proaktiv gëtt, wéi dat a fréieren Zäiten de Fall war, eng Aar-bechtsmaartpolitik, déi vill méi effizient bei der Vermëttlung ass an esou dem Demandeur d'emploi eng reell Perspektiv op eng nei Aar-becht bitt.

No fënnef Joer ass et also Zäit, fir e klengen Të-schebilan ze zéien an e n Ausbléck ze maachen. De Minister Nicolas Schmit huet näamlech eng ganz Rëtsch Mesuren duerchgezunn a Projeten initiéiert; denke mer u verschidde spezifesche Programmen am Bankwies, der Informatik oder der Logistik, un d'Weiterbildungen, u spezifesche Servicer, un e kollegiaalt Direkti-ounsteam an esou weider.

Dofir wollt ech eng Rei Froe stellen:

Wéi effizient ass den neien Outil vum JobBoard, deen den Demandeur d'emploi an d'Entreprisé soll zesummekréien? Wéi ass d'Verwaltung an Tëschenzäit opgestallt? Ëm wéi vill Leit muss all Placeur sech am Duerchschnëtt këmmere? An anere Wieder: Wat fir Servicer gëtt et zurzäit a wéi si se organiséiert?

Wat fir Programme lafen de Moment, fir d'De-mandeurs d'emploi fit ze maachen? Denke mer un d'Weiterbildungen, un d'Owescoursen.

Wéi gesäit d'Prise en charge vun de Leit aus, déi Flüchtling sinn an elo eng Openhaltsgeneemegung hunn? Gëtt et dofir e speziellen Service? Wéi gëtt de Sujet Intégratioun iwwer den Aarbechtsmaart also ugepaakt?

Wéi geléngt et der ADEM, fir méi Demandeurs d'emploi an de Beräicher Logistik an Informatik ze integréieren?

Wéi gesäit de Rekrutement vun de Conseillers professionnels aus? Wat sinn hir Profiller? A wéi gi si ausgebildt respektiv forméiert?

An zum Schluss wollt ech den Här Minister nach froen, wéini et virgesinn ass, eng éischt Evaluatioun vun de strukturellen Upassungen an der ADEM virzehuelen, bezéiungsweis ob esou eng Evaluatioun schon amgaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo gläich den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et gëtt der nach e puer hei an der Chamber, déi kënnen sech un déi Debatten

iwwer d'ADEM erënneren, déi kënnen sech och un deen Audit erënneren a kënnen sech och besonnesch un dee Bericht erënneren vum Om-budsmann iwwer d'Situatioun an der ADEM. Déizäit war d'ADEM net, ech géif soen, eng ex-emplaresch Administratioun. D'Féierung war déi, déi et war. D'Aarbechtsbedéngunge fir déi, déi do geschafft hunn, waren net optimal. A fir déi Leit, déi hu missen an d'ADEM goen, war dat heiansdo wierklech e Cauchemar. Vun den Entrepreneuren net ze schwätzen, well u sech wollt eigentlech keng Entreprise méi richtig mat der ADEM zesummeschaffen.

Bon, ech mengen, schon an där vieregter Re-gierung ass decidéiert ginn, fir d'ADEM ze re-forméieren. An dat éischt, wat natierlech ex-trem wichteg ass, dat ass, datt d'ADEM déi Ressourcë sollt kréien, déi se brauch! Well wann et strukturell och vill Problemer gi sinn, war et och e Problem emol fir d'Éischt vu Ressourcen. A säit 2011, wou mer eigentlech richtig uge-faangen hunn, un der Reform ze schaffen, bis haut huet d'ADEM 161 Kollaborateure méi - 161 Kollaborateure méi! Dat heescht, mir hunn d'Effektiver vun der ADEM ëm 55% säitdeem eropgesat.

Dir hutt gefrot: Wéi agéieren d'Servicer? Fir d'Éischt hu mer en neie Service kreéiert, an dat ass de Service Employeurs. Firwat de Service Employeurs? Well grad déi gréisste Schwächt bei der ADEM waren d'Relatiounen mat den Em-ployeuren, mat den Entrepreneuren. Et gouf zwar e Grupp vu Consultanten, déi och hir Aarbecht korrekt gemaach hunn, mä dat war net struktu-réiert. Aus deem Grupp ass also e Service Em-ployeurs geschaf ginn, deen haut 59 Kollabo-rateuren huet, dat heescht Leit, déi nëmme zesumme mat den Entreprisé versichen, mat deenen déi richtig Léisungen, wa se Leit astel-len, ze fannen.

Mir hunn eng Rei Programmer gestart fir d'Em-ployeuren, déi heeschen „Entreprise, partenaire pour l'emploi“, Labellisation des entreprises, fir genau ze wëssen: Wat sinn d'Besoinen vun den Entrepreneuren? Mir hunn e Ciblage gemaach, wann d'Assignatiounen bei d'Entrepreneuren op-eréiert ginn. An déi Assignatiounen gi gemaach vum Service Employeurs. Dat heescht, mir probéieren net, bon, wéi ëmmer gesot ginn ass, e Bäcker bei de Schneider ze schécken, oder ier-gendwéi d'Leit mat Assignatiounen ze iwwer-heefen, wou eigentlech hire Problem domat net geléist ass.

Och bei de Leit ass natierlech e grouse Chan-gement. Ech brauch net drop anzegoen, datt mer dräi nei Agencé kreéiert hunn. Mir hunn awer och déi Agencen, déi bestinn, moder-niséiert. An déi lescht, déi nach moderniséiert muss ginn, ass déi an der Stad. Déi ass awer an deem Sënn moderniséiert ginn, well mer eng ganz Rei Servicer aus där Agence erausgeholl hunn. An d'Situatioun, déi mer nach virun e puer Joer haten, datt d'Leit am Gank stoungen, fir op hir Rendez-vousen ze waarden, déi ass eriwwer, well mir hunn en neit Gebai zu Hamm, wou eng Rei Servicer implantéiert gi sinn.

Wéi gëtt den Demandeur d'emploi en charge geholl? Mir hunn 42.000 Conventions de colla-boration geschloss. An Dir ënnert Iech vläicht un den Avis vun der Cour des comptes, dee gesot huet: „Schreift näischt a Gesetzer, wann Der et net kënn anhalen!“ Dat heescht, mir hate schon a vieregte Gesetzer, virun 2009, de Prinzip vun der Convention de collaboration stoen, mä et ass ni eng ofgeschloss ginn. Säit 2013, praktesch fir jiddwereen - ech mengen, mir sinn do bal bei 90% - sinn déi Conventions de collaboration ofgeschloss.

D'Zuel vun de Conseillere (veuillez lire: D'Zuel vun den Demandeurs pro Conseiller), jo, dat hânt vun dem Profil vum Demandeur of. Wann ee Leit huet, déi sech selwer kënnen vill hëllefen, déi brauchen natierlech e Suivi, dee méi liicht ass. D'Moyenne vun der Zuel ass elo ongeféier bei 200 bis 250. Mä déi Leit, déi en intensive Suivi brauchen, dat heescht, déi éischer méi schwach Demandeurs d'emploi, do si mer ënner 100. An et ass grad op déi, wou mer ons jo musse fixéieren, well et sinn och déi, déi déi meescht Hëllef brauchen.

D'Formatioun vun de Conseillere: Bon, si ginn zum Deel nach rekrutéiert iwwer de Statscon-cours. Mä mir hunn och eng ganz Rei anescht, als Employé rekrutéiert, mat anere Profiller. A si kréien eng Formatioun, déi zum Deel bei der Bundesagentur gemaach gëtt, mä et ass och en neie Projet, deen ufänkt mat der Uni Lëtze-buerg, deen och ganz geziilt op d'Situatioun an d'Besoinen vum Lëtzebuerger Aarbechts-maart ausgerichtet ass.

Mir hu besonnesch vill Gewiicht op déi Jonk geluecht. Mir hu jo d'Garantie pour la jeunesse lancéiert. Do si säit 2013 8.720 Jonker duerch dee Programm Garantie pour la jeunesse gaan-gen. A 86% vun deenen - et sinn der eng Rei, déi och opgehale hunn, fir eng Ursach oder eng aner -, déi hunn dat, wat an der Garantie

pour la jeunesse virgesinn ass, eng Offre de qualité, kritt.

Mir hunn och en extrae Programm fir ganz schwach Jonker, wou 320 Entreprisé matma-achen, fir iwwer de Programm „Jobelo!“ deene Jonken eng Chance ze ginn, à la fois en Emploi ze kréien, mä besonnesch och, fir eventuell hir Ausbildung weiderzemaachen.

E besonnescht Gewiicht läit och um Salariaé handicapé. Dee Service ass reorganiséiert ginn, fir sech méi op d'Besoinen vun den Handicapéen ze konzentréieren. A mir hunn e Centre d'ori-entation socio-professionnelle handicap ge-schafft, wou d'Leit och evaluéiert ginn, ze-summe mat der Santé iwwregens, mat Hamm, fir ze kucken, wat sinn d'Problemer, wann eng Persoun en Handicap huet, oder och fir déi Leit, déi reklässiert sinn. An d'Mesure, déi do-drop passt, déi ass de Contrat de réinsertion-emploi, déi ass eréischt säit dem Ufank vun 2016 a Kraaft. Mir hunn also 252 esou Kontrak-ter ofgeschloss, well déi gëllen natierlech net nëmme fir déi Leit mat Handicap, mä och fir méi eeler Demandeurs d'emploi.

E wichtege Punkt, deen Der net direkt uge-schwat hutt, dat ass... - bon, dach, Dir hutt e scho mam JobBoard ugeschwat -, dat ass d'In-formatik an d'Digitaliséierung. D'ADEM hat eng Informatik, déi absolutt vétuste war. Mir hunn also iwwer déi lescht Joren déi Informatik absolutt ugepasst. An den JobBoard ass u sech schon e Succès. Mir haten 20.000 Kandi-daten, säitdeem en op ass, dat heescht, d'lescht Joer hate mer déi schon um Job-Board, an och 1.050 Employeuren. An Dir kennt also de System, datt den Employeur ka kucke goen: Hunn ech um JobBoard ee mat engem Profil, deen ech sichen? An de Kandi-dat, dat heescht den Demandeur d'emploi, kann och bei den Employeuren kucke goen, wat eventuell en Job ass, deen em konvenéiert. Do-riwwer sinn 9.000 Kontakter gemaach ginn. Dat heescht, an Endeffekt gëtt de Kontakt ëm-mer nach mat der ADEM gemaach - dee geet net nëmme tëscht deenen zwee -, mä säit-deem den JobBoard fonctionnéiert, sinn 9.000 esou Kontakter gemaach ginn.

Fir ons ass dat e wichtegt Element, d'Digita-liséierung, d'Informatik auszebauen. Mir mussen och eng ganz Rei Kontakter mat der ADEM kënnen iwwer den Handy lafe loossen, d'Rendez-vousen, mä eventuell och d'Assigna-tiounen geschéckt kréien an esou weider. Dat ass eng nächst Etapp, op déi mer hischaffen. De Portail de l'emploi ass renovéiert ginn. An duer-fir läit also d'Prioritéit bei deene Froen.

D'Formatioun, jo, mir wëllen aus der ADEM ef-fektiv och e Weiterbildungsinstrument ma-achen. Dat ass en Zil. D'Formatioun, déi d'ADEM momentan ubitt, huet en Taux de pla-cement tëscht 62% an 100%.

Ech weess net, wivill Zäit ech nach hunn, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, Dir hutt nach zwou Minuten.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Okay.

Ech ka se elo net all opzielen. Ech kann Iech déi awer zoukome loosser. Mir hunn déi a ganz verschidde Beräicher. Déi Formatiounen ginn ëmmer mat den Entrepreneuren oder mat de Sec-teuren définéiert. Zum Beispill eng Formatioun, déi ganz vill Succès huet, dat ass alles, wat um Bâtiment hânt, wou mer e ganz héijen Taux hunn, bis zu 100%, wou déi Leit, déi duerch déi Formatiounen ginn, dann och direkt en Job hunn. Mä fir déi Formatiounen och optimal ze gestalten, hu mer eng Rei Accorde mam House of Training vun der Chambre de Commerce, mat der Chambre des Métiers, mat der Cham-bre des Salariaés, mam INAP, mat dem IFSB aus dem Bau, vun deem ech elo scho geschwat hunn.

D'Formatioun ass Prioritéit, eng grouss Prio-ritéit fir d'ADEM. Mir hunn 2015-2016 eng Augmentatioun vun 61% bei den Aides à la formation individuelle. Mir hunn, wat d'Forma-tiounen, déi vun der ADEM selwer organiséiert ginn, betrëfft, eng Augmentatioun vun 11%. Mir sinn elo bei 3.153 Leit, déi duerch esou eng Formatioun gaange sinn. Mir hunn d'lescht Joer 14 nei Formatiounen gestart. Déi, op déi mer besonnesch stolz sinn, ass de Fit-4coding, dat heescht, Leit iwwer véier Méint eng Formatioun ze ginn an der Informatik, an der Programmation. A mir hunn do en Taux de placement no dräi Méint, deen tëscht 75% an 80% läit. Bon, den Accès natierlech an déi Formatiounen si relativ schwéier, mä dat ass en Instrument, wat besonnesch jo och de Be-soinen um Aarbechtsmaart absolutt entsprécht. D'Logistik ass en anere Secteur, wou et ganz spezifesche Formatiounen gëtt, awer och den Taux de placement ganz gutt ass.

Refugiéen, mä lescht Wuert. Jo, mir hu mo-mentan 400 Leit, déi de Statut als Refugié

hunn, bei der ADEM ageschriwwen. Si hunn net e spezifesche Programm. Si hunn héchstens e Programm, deen haaptsächlech da spezifesch ass, wann et drëm geet, de Leit d'Sproche bäi-zebréngen, déi se brauchen, fir hei op den Aar-bechtsmaart ze kommen. Mir schaffen awer och mat der Fedil a besonnesch och mam Handwierk zesummen, fir ze kucken, wou Akti-vitéit sinn, wou déi Refugiéé kënnen en Job kréien.

Voilà. Dat sinn also eng Rei Äntwerten op Är Froen. Déi lescht Fro: „Musse mer elo en neien Audit maachen, fir ze wëssen, wou mer dru sinn?“ D'Reform vun der ADEM ass net eriwwer! D'Reform vun der ADEM ass e Pro-zess, deen ëmmer erëm muss nei ugefaange ginn. An et ass schon utile, ze kucken: Wou sti mer? Wou si mer? Wat hu mer erreecht? Wou sinn d'Besoinen, déi nach net erfüllt sinn? Well ech soen net, et wier elo alles 100%eg, mir hunn och nach Problemer, well natierlech och de Passé, deen dréckt ëmmer e bëssen no. Mä ech gesinn elo net de Besoin, fir eng nei Evaluatioun ze maachen. Déi Evaluatioun ma-ache mer permanent - permanent - an dat ass och déi richtig Approche. An ech mengen, et ass och eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir déi eemol hei an der Chamber ze presentéieren, a mir kréien der wahrscheinlech jo nach.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nach eng zousätzlech Fro? Oder sidd Der zefridden?

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, ech soe villmools Merci. Dat war ganz komplett.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6989, enger Ofännerung vun eisem Code iwwer d'Aarbechtsgesetzgebung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur, den Här Georges Engel, ass scho prett. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wien huet sech net schon opgereegt iwwer Aussoen, déi een héieren huet, wann Entrepreneuren e Marché kritt hunn an duerno en sous-traitance aner Entreprisé schaffe gelooss hunn, déi dann awer d'Aarbechtsgesetz net respektéiert hunn, och net d'Aarbechtskondi-tiounen respektéiert hunn, weder d'Sécherheets-nach d'Gesondheitsmesuren um Chantier res-pektéiert hunn an domadder de Marché u sech verfälscht hunn an och hannergaangen hunn?

Ma, dese Projet de loi, dee mer haut hei hunn, dat ass de Projet de loi 6989, och „Detache-ment“ bei eis intern genannt, e wichtege Projet mat enger grousser Bedeutung fir eis hei zu Lët-zebuerg an - déi Klammer dierf mer erlaabt sinn - fir meng Partei, a fir mech selwer als LSAP-Deputéierten natierlech och. An ech sinn och iwwerzeegt, dass en heibanne bei all de Parteie grouss Zoustëmmung wäert fannen.

D'Zil sinn de Respekt an de Schutz vun de so-ziale Rechter, fir déi ze garantéieren an och ze verbesseren, dat ënner anerem am Kader vum Detachement, fir de sozialen Dumping ze bekämpfen an domadder och fir méi eng fair a méi eng loyal Konkurrenz tëscht den Entre-prises ze surgen. Sozialen Dumping, dee fir vill Onnutt a fir vill Ongerechtegkeet responsa-bel ass an deen et also géllt, maximal och auszemäerzen.

Wat ass den Ursprung vun deem Projet de loi? Dat ass eng Direktiv, d'Detachementsdirektiv 96/71 iwwer den Detachement vun Aarbech-ter, vun Travailleurs am Kader vun enger Presta-tion de services. Déi gouf ëmgesat an natio-naalt Recht duerch d'Gesetz vum 20. Dezem-ber 2002 an duerno och an de Code du travail integréiert. An engem Uerteel vum Europä-esche Geriichtshaff vum 19. Juni 2008 ass dunn nach eng Kéier dëst Gesetz ofgeännert ginn duerch en neit Gesetz vum 11. Abrëll 2010. All dës Bestëmmunge solle sécherstellen, dass En-trepreneuren an hir Ugestallte kënnen bannent der Unioun, mä ausserhalb vun de Landesgrenzen, wou d'Entrepreneuren hire Sëtz hunn a wou se eta-bléiert sinn, schaffen, an dat fir eng zäitlech li-mitéiert Period.

Dobäi mussen d'Ugestallten ënnert den aar-bechtsrechtliche Bestëmmunge beschäftegt

ginn, déi am Land gëllen, wuer se detachéiert ginn. Domadder sinn net nëmmen d'Gesetzger gemengt, mä och d'Reglementer oder d'Kollektivverträge. Dat betrëfft zum Beispill déi maximal Aarbechts- an déi minimal Rouzäiten, d'Congéen, de minimale Salaire an d'Bezuele vun den Iwwerstonnen, d'Bestëmmungen an d'Regelungen a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, de Schutz vun de schwangere Fraen, deenen, déi grad accouchéiert hunn, oder och deenen, déi nieren, de Schutz vu Jonken op der Aarbechtsplaz an de Respekt vun de Prinzipien vun der Égalité de traitement an de Kampf géint d'Diskriminatioun.

Well et awer ëmmer méi dacks Fäll gouf, wou d'Aarbechtsrecht trotzdeem op déi eng oder aner Aart a Weis ëmgaangen oder net respektéiert gouf, ass et néideg ginn, fir d'Direktiv vun 1996 ze iwwerschaffen. Dat war natierlech keng esou eng einfach Saach an enger Unioun, wou et ganz grouss Ennerscheeder am Aarbechtsrecht ginn a wou d'Intérêt vum de Länner dacks ganz wäit auserneeelen.

Duerfir ass hei och keng ganz nei Direktiv gemaach ginn, mä et ass eng Directive d'exécution gemaach ginn, déi de Länner soll d'Méiglechkeet an d'Mëttele ginn, fir seriö ze kontrolléieren, ob an dass d'Bestëmmunge vun der Direktiv vun 1996 respektéiert ginn, an deementsprechend och Sanktiounen ze huelen, wann dat net de Fall ass, well mir wëssen alleguerten: Mesuren déngen eréischt eppes, wann och Sanktiounen hannendrunhänken.

Déi wichtigst Neierungen, do hunn ech der hei dräi Stéck erausgepickt, déi fir mech emol déi wichtigst sinn. Dat heescht net, dass déi aner onwichtig sinn, mä ech hu mech op déi dräi wichtigst hei limitéiert.

Éischtens, dat ass d'Responsabilitéit vun den Entrepreneuren an de sougenannten „chaînes de sous-traitance“. Dat heescht, eng Entreprise, déi en Optrag huet, an d'Aarbechten oder en Deel vun den Aarbechten an sous-traitance maache léisst, léist sech och domadder net aus der Responsabilitéit lass, wann de Sous-traitant d'Aarbechtsrecht net respektéiert. Dat war bis elo net de Fall a stellt hei e ganz grouse Fortschritt am Schutz vun de Rechter vun den Arbeitnehmer duer.

Déi zweet grouse Neierung: Et gëtt eng elektronesch Plattform ageriicht, déi all Prozeduren an d'Kontroll vereinfacht. De Badge social, an deem alleguer d'Donnéeën vun der Entreprise détachante a vum detachéierte Salarié gespäichert sinn, kann iwwert den elektronesch Wee ugefrot ginn, an all d'Aarbechtsrechtlech Bestëmmunge ginn op deser Plattform regroupéiert an och accessibel gemaach. Dat ass e wichtige Service fir d'Entrepreneuren, awer och fir d'Salariéen.

An dann, d'Lëscht vun den Dokumenter a Piëcen, déi d'Entreprise détachante muss liwweren, gouf och a jour gesat, ënner anerem mat dem Relevé vun de geneeë Stonnen, déi geschafft goufen, fir kënnen ze kontrolléieren, ob de Salarié dann och richtig deementsprechend entlount gouf oder gëtt.

Zu deenen anere weideren Neierungen, déi och eng grouse Wichtigkeet hunn, zielt dann och eng verstärkt administrativ Kollaboratioun tëschent den zustännegen Instanzen um nationalen Niveau; dann d'Aféiere vun administrativen Sanktiounen; d'grenziwwerschreidend Exekutioun vun de Sanktiounen an och den Amendementen, an och eng besser Méiglechkeet fir de Salarié, fir eng Plainte ze maachen, wann him onrecht op senger Aarbechtsplaz an deenen heite Secteure gemaach gouf.

An net zulescht, an och dat ass eng ganz wichtig Neierung, d'Méiglechkeet fir d'ITM, fir e Chantier ze stoppen oder fir en zouzemaachen, an dat net nëmmen, wéi bis elo, wéi sécherheitsrelevanten oder gesondheetstechnesche Bestëmmungen, mä och elo an deemem Projet de loi hei bei Verstéiss géint aarbechtsrechtlech Bestëmmungen. Dat ass ee ganz grouse Fortschritt!

Stéchwuert ITM: D'Inspection du travail et des mines huet eng, wann net souguer déi wichtigst, also d'Haaptroll hei ze spillen. Si brauch duerfir awer méi a besser Moyenen, fir kënnen hirer Aufgab gerecht ze ginn. An an deem Sënn soll een dann och d'Reorganisatioun an d'Modernisatioun vun der ITM gesinn, déi och amgaange sinn an déi och esou solle weidergoen.

En anere wichtige Aspekt, dat ass, dass déi Bestëmmungen, déi hei an deemem Projet de loi festgehale ginn, net nëmme fir d'Entreprises détachantes zielen, mä och fir déi, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, dat konform zum Principe vun der Égalité de traitement.

Hei och dann erëm eng Kéier d'Date vum Projet de loi 6989, deenen, wéi de President et richteg gesot huet, eng Modifikatioun vum Code du travail mat sech bréngt an eng Modifikatioun vum Artikel 3 vum Gesetz vum 17. Juni

1994, wat d'Mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises mat sech bréngt. Den Dépôt war den 11. Mee 2016.

Den éischten Avis vum Statsrot war dee vum 11. Oktober 2016. Et waren doranner véier Oppositions formelles gréisstendeels technescher Natur, wou den Text huet missen adaptéiert ginn, wat och dunn an der Kommissioun gemaach ginn ass. Mir hunn Amendementen dunn den 23. November 2016 un de Statsrot geschéckt. An den Avis complémentaire ass dunn den 13. Dezember komm.

D'Chambre des Salariés, déi ass mat enger ganzer Rei vu Punkten aus deemem Gesetz natierlech d'accord, wou et drëm geet, fir d'Rechter vum Salarié ze schützen an auszubauen, kritiséiert awer, dass d'Regierung an hirem Projet de loi net méi wäit geet, wéi d'Direktiv gefuerdert huet. Si soen, et wär eng „transposition minimale“.

D'Chambre de Commerce huet en Avis ginn den 22. Juli 2016. A si wéilt u sech d'Responsabilitéit solidaire limitéiert gesinn op de Secteur vun der Konstruktivatioun a just vis-à-vis vun de Sous-traitants directs. D'Chambre des Métiers huet den 13. Oktober en Avis ginn a gesäit dat äänlech wéi d'Chambre de Commerce. De Principe de responsabilité conjointe et solidaire geet hir ze wäit. Si proposéiert awer duerfir, d'Sanktiounen eropzesetzen, fir dass se wierklech eng ofschreckend Wirkung hätten.

D'Kommissioun huet sech a véier Reunione gesinn an iwwert dese Projet de loi geschwat. A wann Der gär weider Präzisiounen hätt, da kënnt Der dat gären a mengem schréftleche Rapport vun insgesamt 44 Saiten liesen.

Fazit ass, dass dat heiten e wichtige Projet de loi ass fir de Schutz vun de Rechter vun de Salariéen, där detachéierter an där net detachéierter, well dat heite géllt och fir déi Lëtzebuurger Entrepreneuren. Et ass e Projet de loi, dee géint Abuse virgeet an och géint den Dumping social virgeet an duerfir u sech sech asetzt fir eng loyal an eng fair Konkurrenz tëschent de Betriber.

Dese Projet de loi, an dat kënnt Der mer gleewen, steet eis alleguer ganz gutt zu Gesiicht, well e fir en Europa ass, wat net nëmme fir Economie a Wirtschaft steet an d'Avantage fir si bréngt, mä hei och konkret eng Europe sociale an de Vierdergrond setzt an de soziale Volet hei wierklech virhinner setzt, wou d'Leit eppes dovunner hunn. Ech wär frou, wann dat méi oft de Fall wär!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An als Éischt huet d'Wuert den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Ech soe Merci, Här President. Merci wéll ech dann direkt dem Här Engel soen als Rapporteur an och President vun der Kommissioun vum Travail fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Jo, mir stëmmen haut en Text, wou d'Initiativ op eng Ausféierungsdirektiv vun 2014 zréckgeet. Wann ech soen „Ausféierungsdirektiv“, bedeit dat jo, dass eng aner Direktiv där zugronn läit, an dat ass déi sougenannten „Entsenderichtlinn“ vun 1996, déi mer - vir-drin ass et scho gesot ginn - 2002 a Lëtzebuurger Recht ëmgewandelt hunn a wou mer zu méi engem spéiden Zäitpunkt och nach eng Kéier iwwer e Gesetz eng Rei Annerunge gemaach hunn.

D'Haaptleies vun der Direktiv ass et, op där enger Säit de Sozialdumping ze bekämpfen an op där anerer Säit fir eng méi loyal Konkurrenz an der EU ze suergen. Eng verstärkt Integratioun vun der EU bedeit also net, wéi dat oft gär gesot gëtt oder och duergestallt gëtt, eng Verschlechterung vun de soziale Standarden. Am Géigendeel! An dat ass, mengen ech, och de Meritt vun der Direktiv vun 1996. Et ass drëm gaangen, déi minimal sozial Standarden, déi an engem bestëmmte Land sinn, ofzesécheren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2014 goufe laut Zuele vun der Europäescher Unioun oder vun der EU-Kommissioun 1,9 Milliounen Aarbechter innerhalb vun der EU detachéiert. Dat ass net näscht. An trotzdeem bleift den Detachement e marginale Phänomeen um europäeschen Aarbechtsmaart.

Wa mer vun Detachement schwätzen, jo, da ginn domadder u sech dräi Phänomeneen viséiert. Bon, den éischte Fall ass dee vun engem Betriber, deen am Kader vun engem Dëngschtleeschtungsvertrag seng Aarbechter op e Chantier an en anert Land schéckt. Deen zweete Fall ass dee vun engem Detachement innerhalb

vun engem Grupp, huele mer hei zum Beispill BNP Paribas, déi en Employé vu Paräis an hir Filial hei op Lëtzebuerg detachéieren. An den drëtten Fall ass dee vun enger Zurverfügungstellung vun engem Aarbechter duerch eng Interimsfirma an en anert Land. Dat sinn déi dräi Situatiounen, déi sech all ënnert dem Sammelbegrëff vum Detachement u sech erëmfannen.

D'Grënn vun engem Detachement kënnen ganz villsäiteg sinn. Oft spillen déi geografesch Proximitéit eng Roll, d'Käschten natierlech och oder e Manktum an Aarbechtskraaft respektiv qualifiziertem oder spezialisiertem Personal. Den Detachement kreéiert Aarbechtsplazen am Heemechtsland an hëlleft awer och an dem Gaaschtland. Duerfir ass den Detachement u sech einfach näscht Verwerfleches.

Et gesäit een also, dass Bannemaart a sozial Rechter u sech kee Widdersproch sinn, mä Hand an Hand ginn. Mir stäerken haapt-sächlech d'Rechter vun den Aarbechter, déi op Lëtzebuerg detachéiert ginn, a schützen déi einheimesch Betriber virun deloyalen Konkurrenz aus dem Ausland; eng Win-win-Situatioun also.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll da virun allem engersäits op dat agoen, wat mer an deemem Projet de loi begrëissen, awer och op e puer Saachen, wou mer dach als CSV e weening Bedenken hunn.

Mir begrëissen, dass d'Regierung op de Wee geet, dee schon u sech d'CSV/DP-Regierung 2002 ageschlossen hat, nämlech dass d'Regelen iwwert den Detachement net nëmmen um Bau spillen, mä sämtlech Secteure vun der Economie solle betreffen. Fir den Aarbechter besser ze schützen, féiert d'Direktiv déi sougenannt Responsabilitéit verticale an. De Rapporteur ass awer och schon heiroop agaangen.

An deem Kontext ass et och net verwonnerlech, dass mer divergent Aweise vun deene verschiddene Berufschamberen hunn. D'Handelskammer an och d'Handwierkerkummer hunn dozou speziell divergent Aweise ginn. Während d'Chambre de Commerce mengt, des Responsabilitéitsmechanisme sollte just op de Konstruktivatioun applikabel sinn, gesäit d'Chambre des Métiers näscht, wat dergéint schwätzt, dass sämtlech Betriber, egal a wéi engem Secteur se aktiv sinn, sech deenen nämlechte Spillregele mussen beugen.

Bon, Madamm Presidentin, wat bedeit dat? Ma dat bedeit ganz einfach, dass den Optraggeber eng Informationspflicht géint iwwer vun der Inspection du travail et des mines huet. Deseen huet och d'Verpflichtung oder d'Flicht, säi Vertragspartner, soubal e vun der ITM doriwirer informéiert gouf, opzefuerderen zum Beispill, dee legalen oder konventionelle Salaire ze bezuelen. Dës Flichte spillen net nëmmen am Fall vun engem Detachement, mä och ganz einfach, an dat ass och vir-drin scho gesot ginn, an engem reng Lëtzebuurger Kader. Dat ass zwar laut Direktiv nëmme fakultativ. Mir fannen et awer nëmmen normal, dass hei de Gesetzgeber des Optioun opléisst.

Sollt den Optraggeber sengen Obligatiounen net nokommen, dann ass hien zesumme mat sengem Vertragspartner haftbar, wat zum Beispill de Salaire oder och d'Coisations sociales ugeet, a riskéiert och ganz kloer nach eng administrativ Strof.

Positiv ass och ze bewäerten, dass d'Direktiv virgesäit, dass déi national Autoritéit, dat heescht an eise Fall d'ITM, kann d'Realitéit vun engem Detachement präwien. Et kann nämlech net sinn, dass e Lëtzebuurger Betriber sech op där anerer Säit vun der Grenz instaléiert, néierléisst, ouni awer do eng reell Aktivitéit ze hunn, mä just hei am Land aktiv ass, mä dat do ganz einfach mécht, fir laanscht dee méi héije Mindestloun an eise Land ze kommen. Och fanne mer et gutt, dass d'Inspektore vun der ITM an Zukunft net nëmme bei Verstéiss géint d'Sécherheits- oder Gesondheetsschutzregelen, mä méi generell bei Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht décidéieren kënnen, e Chantier zouzemaachen. Hei mussen d'Inspektoren uerdentlech geschoult ginn, fir dass d'Moosnamen net disproportionéiert si par rapport zu de festgestallte Verstéiss.

D'CSV begrëisst och, dass déi administrativ Strofen, déi vum Direkter vun der ITM kënnen gesprach ginn, am Fall vun engem Detachement pro detachéierte Salarié berechent ginn. Gutt fanne mer och, dass am digitalen Zäitalter viles iwwer eng elektronesch Plattform ka gehandhabt ginn.

Dann hu mer awer och, an ech hunn et vir-drin ugedeit, eng Rei Bedenken. Mir schreiwen zum Beispill elo jo an dat Gesetz an, dass d'Gewerkschaft Recourse kënnen aleeft fir detachéiert Salariéen, ouni dass si vun deenen en explizite Go kritt hunn. An anere Wieder muss e Lounempfänger sech an Zukunft wieren, wann hien

u sech net wéllt, dass en aneren eppes a sengem Numm mécht. Wann d'est eventuell Sënn mécht am Kontext vun engem Detachement, wou de Salarié riskéiert, iwwert d'Ouer gehaen ze ginn a kuerz drop net méi am Land ass a Schwiergekeete praktescher a finanzieller Natur huet, fir säi Recht anzekloen, da seet d'CSV ganz kloer, da versti mer dat, mä et muss u sech eng Ausnam bleiwen. Et kann einfach net esou sinn, dass een net awer de Jo vun enger Persoun huet, ier een e Recours am Numm vun där Persoun mécht. Dat wéll ech och ganz kloer hei als fréiere Gewerkschaftler soen.

Bedenken hu mer och, wann et drëm geet, d'ITM heimadder ze befaassen. Dat huet näscht mat de Mataarbechter ze dinn, déi momentan an der ITM schaffen. Ech denken, dass déi Leit absolutt hire Soll erfüllen, mä einfach dorënner leiden, dass dese Betriber net esou opgestallt ass, wéi dat misst sinn, fir all deenen Aufgab gerecht ze ginn. D'ITM kann nämlech des Mammutaufgab just stemmen, wa se iwwert déi néideg personell Ressourcé verfüügt, an dat virun allem um Niveau vun enger ganzer Rei vun Inspektoren, déi och op den Terrain ginn.

Madamm Presidentin, an deem Sënn wéll ech och soen, d'est bréngt mech zu engem, jo, dach éischer morosen Ausbléck, wat déi konkret Applikatioun vun där neier Gesetzgebung ugeet. Am Rapport annuel vum Joer 2015 vun der ITM - ben, dee vun 2016 hu mer jo nach net - steet u sech: « (...) prochainement l'ITM devra faire face à un nombre subséquent de départs en retraite, ce qui aura pour conséquence qu'un nombre important d'agents, à savoir 36 devront être recrutés à brève échéance. » Cette problématique de la pyramide d'âge du personnel de l'ITM est le fruit d'une politique de gestion désastreuse des dernières 15 années. » Dat stoung am Rapport annuel vun 2015. An deem steet och, dass u sech d'Bilanz vun den Départs an Arrivéee bei der ITM e Minus vu ronn aacht Persounen oder vun aacht Persounen opweist.

Datt d'ITM notoresch ënnerbesat ass, wat besonnesch d'Inspektoren ugeet, ass jo spéitstens zanter dem Aarbechtsminister sengem Virstouss vun 2015 bekannt. „E Schéff ouni Kapitän“ hat hien d'ITM betitelt. Ech muss awer do soen, dass den Här Schmit jo awer selwer sechs Joer an deem Dossier en charge war! Haut misste mer dann den Titel „e Schéff ouni Inspektoren“ oder „mat ganz weening Inspektoren“ vläicht als neien Titel fir d'ITM hunn.

D'ITM, jo, schreift dann och nach an hirem Rapport annuel vun 2015, dass si a même Aen, maximal 10 bis 15 Inspektoren d'Joer auszebilden. Der ITM hir Konklusiounen sinn u sech esou, dass dat just duergeet oder emol net duergeet, fir déi Leit ze ersetzen, déi a Pensioun ginn.

Duerfir ass eppes ze befärten, wat ech iwwerengs och schon - ech mengen, Dir wësst et - an der Kommissioun gesot hunn a kuerz ugeschwat hunn: dass d'est Gesetz zumindest kuerzfristig - a mengen Aen, an eisen Aen - e Pabeiertiger bleift. De Kampf géint den Dumping social ass also de Moment just, jo, fir politesch Sondersriede gutt! Um Terrain wäert et weider haperen. Ech loosse mech awer gären, Här Minister, enges Bessere beléieren.

Am Rapport vun der ITM geet awer och rieds vun enger neier Inspekteschcarrière, enger Carrière, déi sech soll un där vun der Police an der Douane inspiréieren. An enger Antwort op eng parlamentaresch Ufro vun eiser Fraktioun ass de Minister Kersch net op eis Fro agaangen. Vläch kann awer den Aarbechtsminister eis jo dann erklären, ob dat eng Pist ass, déi och vun der Politik gedroe gëtt, a wa jo, wou déi Aarbechten dru sinn.

De Statsrot schreift a sengem Avis: « La réforme à opérer par le projet de loi constituera dès lors un progrès indéniabla, même si les mesures contenues n'apportent aucune solution aux problèmes fondamentaux dénoncés par les syndicats et les employeurs nationaux, dans la mesure où les règles de concurrence restent toujours faussées du fait que les salaires, mais aussi les charges sociales, et par conséquent les droits sociaux, sont loin d'être comparables entre les pays de l'Europe de l'Ouest et les pays de l'Europe de l'Est ayant récemment adhéré à l'Union européenne après l'entrée en vigueur de la directive de 1996. »

Ech hunn et schon ugedeit, ech hat et u sech wierklech ugedeit: Eng éischt Proposition, déi déi Direktiv vun 1996 soll iwwerschaffen, läit mengen Informatiounen no vir. Hei soll d'Chambre des Salariés jo och schon en Avis derzou ginn hunn. Vläch kéint den Här Minis-

ter eis e puer Wuert zum Stand vun dësen Diskussioune soen.

Ech wëll dann och kuerz op e puer Moosname verweisen, jo, déi eis am Kampf géint den Dumping social sécher kéinte virubringen. D'Chambre des Métiers proposéiert an deem Kontext näamlech eng Rei interessant Pisten. Eng vun deene Pisten ass, dass een am Virfeld vun öffentliche Ausschreibungen préive misst, ob auslännesch Entrepreneuren hir Steiere bezuelen, hir Sozialaaschte bezuelen, hir TVA bezuelen. Domadder kéint ee verhéieren, dass eis inlännesch Betriber, déi hire Flichte gewissenhaft nokommen, duerch deloyal Konkurrenz aus dem Ausland benodelegt géife ginn. Do hëlleft natierlech d'Detachementsgesetzgebung net, well déi u sech eréischt zum Droe kënn, nodeem dass d'Ausschreibung getätigt ass an nodeem dass de Projet dann an d'Realitéit ëmgesat gëtt an d'Leit detachéiert ginn.

Zweetens: Betriber, déi hire soziale Flichten net nokommen, an dat zu widerhuelter Kéier, solle kënnen ganz einfach vun enger Ausschreibung ausgeschloss ginn. Ech denken, jo, dass dat awer wichteg Usätz sinn, fir dem Sozialdumping op d'Schléck ze kommen.

An deem Sënn, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech duerfir ofschléissend awer kloer soen, dass mir als CSV dëse Projet de loi wäerte stëmmen. Ech ginn also domadder den Accord vun eiser Fraktioun zu engem Gesetzesprojekt, deen eis soll géint Sozialdumping an deloyal Konkurrenz schützen. De System steet a fällt natierlech, esou wéi ech dat scho gesot hunn, mat deem, wéi d'Inspection du travail et des mines kann intervenéieren. Nëmme wa si capabel ass, déi néideg Kontrollen ze maachen, kann dëst Gesetz eis och um Terrain wierklech e Schratt weiderbréngen.

An deem Sënn, Merci fir d'Noluschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, Sozialdumping ass kee Kavaliersdelikt! Et ass de bewusste Versuch, fir geltend Aarbechtsrecht ze ëmgoen an d'Sozialversécherungen ze beducksen. Salariaien, déi hei liewen a schaffen, solle géint Salariaien, déi detachéiert ginn, ausgespillt ginn. Dat féiert zu Ausbeutung an onfairer Konkurrenz.

Et kann ee sech awer kee Bannemaart virstellen ouni gläich Rechter fir all Salaré fir eng gläichwärtig Aarbecht. Dat fräit Spill vun der Konkurrenz ass net denkbar, jo, et gëtt zur Farce, wann net gläichzäitig d'Rechter vun de Salariaien an den Entrepreneuren geschützt ginn. Am Fall, wou ee sech net an d'Spillregeln hält, muss Versteëss entsprechend sanktionéiert ginn. Dat gesäit de verleiende Gesetzesprojekt, de Rapporteur huet et gesot, vir.

D'Direktiv „Detachement“ huet, wéi de Rapporteur et ganz richtig a sengem Bericht geschriwwen huet, eng duebel Zäitsetzung: Et geet engersäits dréms, déi detachéiert Salariaien an hir Rechter besser ze schützen, an anersäits eng loyal Konkurrenz tëschent de Betriber an der Europäescher Unioun ze garantéieren.

Den éischten Objectif ass ganz staark mam zweete verbonnen! Wéini entsteet eng Concurrency déloyale am Kader vum Detachement? Dat ass de Fall, wann detachéiert Aarbechter als bëlleg Aarbechtskraft ausgebeut ginn a fir en Apel an e Stéck Brout schaffen mussen. Dat ass de Fall, wann irresponsabel Patrone sech en illegitim Virdeel par rapport zu der Konkurrenz verschafen, ze verschafte versichen.

Et ass d'Problematik vum sougenannten Dumping social, déi a ganz Europa an och hei zu Lëtzebuerg eng traureg Realitéit ass. Virun allem de Bau-, de Botz- an och de Logistiksektor sinn dem Risiko vum Dumping social ausgesat. Et sinn dacks Aarbechter, déi frësch an d'Land kommen, déi Affer vun deem Dumping kënnen ginn, Aarbechter, déi keng vun eise Sproche schwätzen an dofir och net genuch iwwer eis Legislatioun informéiert sinn.

Et gëtt wéineg Punkten, wou d'Patronat an d'Gewerkschafte sech esou eens sinn, wéi bei dëser Problematik: De sozialen Dumping schuet letztlech jiddwengem, deene betreffen Aarbechter an den éierleche Betriber, déi sech an d'Spillregeln halen. De Phänomeen vum Dumping social am Allgemengen an d'Schwarzarbeitsrecht am Spezielle schueden a leschter Konsequenz och a grad dem Steier-

zueler, also dem Stat an engem dach erhiefleche Mooss.

Mir schwätzen also haut vun enger Problematik, déi eigentlech jiddwengem eis betrëfft. Net fir näischt huet d'Handwerkerfederatioun sech schon am Abrëll 2015 vum Sozialdumping distanzéiert. Ënner dem Titel „Sozialdumping gefährdet Unternehmen und Arbeitsplätze“ schreien hir Verantwortlech folgend Satz: „Der Respekt der in Luxemburg geltenden Sozialstandards und der Kollektivlöhne ist in den Augen des Handwerks die Grundvoraussetzung für faire Konkurrenzbedingungen. Gerade Handwerksbetriebe, die auf qualifizierte und motivierte Mitarbeiter angewiesen sind, haben ein großes Interesse an fairen und stabilen Arbeitsbedingungen“. Enn vum Zitat.

Fir d'DP steet op alle Fall fest, dass ee fir déi nämlech Aarbecht deen nämlech Lohn muss bezuelt kréien, „nämlech“ am Sënn ze verstoen, dass och de Salaré vun engem detachéierten Aarbechter den aarbechtsrechtliche Bestimmung gerecht gëtt, y compris dat, wat iwwer d'Kollektivvertrag geregelt ass. Et gëllt, mat alle Mëttel déi negativ Effekter vun eventuelle Rabatter op Léin ze vermeiden, souwéi all Forme vu Mëssbrauch a Gefuddels bei de soziale Cotisations.

Méi streng Regeln am Kader vum Detachement si wichteg a richtig, mä wéi esou dacks si méi streng Regeln nëmme wéineg wäert - och mäi Virgänger oder mäi Virriedner sot dat -, wann d'Anhale vun dëse Regeln net op eng wierksam Aart a Weis kontrolléiert gëtt a Verstéiss net konsequent sanktionéiert ginn.

Dat gëllt net nëmme fir den Detachement, well, kommt, mir maachen eis näischt vir: Et gëtt och ausserhalb vum Detachement Mëssbräich an Aarbechter, déi net dee Lohn bezuelt kréien, dee si zegutt hätten! Et héiert een och geleeëntlech vu Fäll, wou e groussen Deel vum Salaré direkt agehale gëtt, fir de Logement an d'lessen ze bezuelen. Wann een dann iwwerhaapt vu Logement schwätze kann! Do gi Leit gezwongen, an aarmséilige Behausungen ze liewen. Et huet ee souguer héieren, Aarbechter hätten am Réibau vun engem Appartementshaus musse schloufen!

Madamm Presidentin, d'ITM kritt mat dësem Gesetz nei Mëttel zur Verfügung gestallt, déi mer ausdrécklech begrëissen; virun allem d'Zoumaache vun engem Chantier no der Feststellung vun Infractionne géint dat geltend Aarbechtsrecht. Dat ass e wesentlech Instrument.

Wa mer effikass Kontrolle wëllen, brauche mer also eng handlungsfähig ITM. Bis ewell war d'ITM e Pabeiertiger. Si konnt bis ewell nëmme Infractionne feststellen a se dann un de Parquet weiderleeden. De Parquet konnt dann eng Prozedur, dacks eng schwéierfällg Prozedur, an d'Wee leeden, déi Jore gebraucht huet, bis en Uerteel konnt gesprach ginn.

Fir awer kënnen effikass ze schaffen, fir um Terrain kënnen gefaart ze ginn, mussen der ITM Zänn wuessen. An dofir brauch se méi Mëttel a méi Leit. Leit, déi ausgebild sinn; Inspecteurs du travail, fir se richtig ze betitelen. 2015 goufen där insgesamt 14 ageballt. Den Direkter vun der ITM, den Här Boly - an engem Interview am „Lëtzeburger Land“ konnt een dat noliessen - peilt der 200 an zéng Joer un, fir dass d'ITM wierksam schaffe kéint. Dës Leit mussen eng spezifesch Formatioun kréien, fir hirer komplexer Kontrollmissioun gerecht ze ginn. An dat brauch natierlech Zäit. No jorelangem Ofwaarden huet d'Emstrukturéierung vun der ITM ugefaangen a si muss natierlech och elo konsequent weidergefuert ginn.

Mir sinn eis bewosst, dass déi Leit, déi Inspecteurs du travail, déi gesicht ginn, net einfach kënnen aus dem Hutt gezaubert ginn. Den Nicolas Schmit huet dësen Dossier elo an Ugrëff geholl. „Mat Retard“, soen d'Kritiker; ma ëmmerhin, den Nicolas Schmit an d'Regierung hunn d'Problematik erkannt a kenne genee d'Erausforderungen, déi op d'ITM an enger ëmmer méi komplexer Aarbechtswelt waarden.

Och d'Afféierung vun administrative Strofen ass e grouse Fortschritt par rapport zur aktueller Situatioun. Versteëss muss seier bestrooft kënnen ginn a mussen och wéidoen. Wann ee keng Konsequenzen ze fäerten huet, dann hält ee sech net un d'Regelen. Dat stécht an der Natur vum Mënsch an dat ass och hei net anescht.

Doriwwer eraus drängt sech fir eis als Demokratesch Partei eng méi breet Zesummenarbeitsrecht tëschent de Verwaltungen op, déi ënnerschiedlech Kompetenzen hunn. Dir kennt se alleguer: Nieft der ITM sinn dat d'Douane, de Parquet, d'Police, d'Santé, d'Sécurité sociale an och d'Buergemeeschteren.

Déi eenzel Schrauwen am System mussen ane-

neegräifen. Nëmme an enker Concertatioun léisst sech de sozialen Dumping wierksam bekämpfen. Dofir ass et och gutt, dass eng Rei vu staatleche Verwaltungen an d'Kontrolle vun der ITM agebonne ginn, associéiert ginn, denke mer un d'Direktioun vun der Immigration, denke mer awer och un d'Bauverwaltung an un d'Bâtiments publics.

En anere Problem, dee mat dësem Projet de loi geléist soll ginn, Madamm Presidentin, dat ass hei d'Responsabilitéit vun de Firmen an der Kette vun enger oder méi Sous-traitancen. Et kann net sinn, dass een all Verantwortung ofgëtt, wann een en Optrag iwwer d'Sous-traitance ofwéckelt an een oder méi Sous-traitanten dann d'Spillregeln net respektéieren. Et huet een och als Betrib eng Verantwortung, derfir ze suergen, dass déi Firmen, mat deenen een zesummeschafft, sech un d'Gesetz halen! Wann e Sous-traitant eng qualitativ schlecht Aarbecht mécht, da wëllt jo och kee méi mat deem zesummeschaffen. Dofir ass de Prinzip vun der sougenannter vertikaler Responsabilitéit ze begrëissen.

Natierlech hunn och de Stat an d'Gemengen als grouss Optraggeber hir Verantwortung ze droen. An Zukunft soll et méiglech sinn, sozial Kritären an déi öffentliche Ausschreibungen ze setzen. Mä firwat net e Schratt méi wäit goen an Entrepreneuren, déi e puermol géint d'Aarbechtsrecht verstouss hunn, fir eng bestëmmten Zäit ganz vun öffentliche Ausschreibungen ausschléissen?

Ech sinn och frou, dass den Här Nohaltekeetsminister hei präsent ass nieft dem Aarbechtsminister. Ech denken, dass hei dëse Sujet souwuel hie wéi och den Aarbechtsminister natierlech selwer concernéiert.

Ech wëll elo net an den Detail vun de Moosname goen. De Rapporteur huet dat scho gemaach. Wichteg ass fir eis, dass dëst Gesetz de Wee fräi mécht fir eng strikt Chancéglichheit op eise nationale Maart, déi souwuel den éierleche Betriber wéi och de Salariaien, ob detachéiert oder net, zegutt kënn. Mir akzeptéieren net, dass duerch eng regelméisseg Concurrency déloyale souwuel d'Rechter vun eise Betriber wéi och d'Rechter vu ville Salariaien a Fro gestallt ginn.

De Schued, deen onéierlech Patronen duerch Loundumping urrichten, ass dacks ganz héich. Duerch si kënnen aner Betriber, notamment bei öffentliche Ausschreibungen, e kloren No-deel hunn. Jo, hir Existenz kann um Spill stoen. Esou gesinn, ass de Loundumping en Jobkiller.

Mir als Demokratesch Partei wëllen eng fair Konkurrenz. Dat bedeit och, dass all klengen a mëttelgrouse Betrib e besonnesche Schutz genéisse muss, fir dass en iwwerliewe kann. Et ka jo net sinn, dass onfair Patrone mat onfaire Methoden a Bezuelungen dëse Betriber de Botter vun der Schmier huelen. Hei geet et schliisslech och ëm de Respekt vu mënschewürdegen Aarbechtskonditiounen.

Awer fir eis Liberaler steet de fräien a verantwortungsvolle Mënsch am Mëttelpunkt. Loosst mech an deem Kontext e Passage aus eise Grondsazprogramm zitieren, un deen de Gusty Graas, eise fréiere Fraktiounssekretär, mech an de leschten Deeg emol énnert huet: „Freiheit bedeutet Vielfalt der Ideen und Wettbewerb in einem freien Markt. Dabei steht der Mensch im Mittelpunkt: Sein Wohlergehen muss Ziel des Wirtschaftens auch in einer globalisierten Welt sein.“ An e bësse méi wäit steet do ze liesen: „Blinde Profitsucht ohne gesellschaftlich dauerhafte Zielsetzung bringt keinen Fortschritt.“

Dat ass esou treffend an eise Grondsazprogramm formuliert, dass een deem och näischt méi bäizefüge brauch. Mir begrëissen also d'Emsetzung vun der Direktiv „Detachement“ an eist nationaalt Recht.

An ech dierf dann och, Madamm Presidentin, fir meng Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojekt ginn, ouni awer ze vergiessen, dem Kolleg Georges Engel, dem Rapporteur, fir säi komplette schréfflechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Bauler. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen.

► **Plusieurs voix.** - Nee, nee, nee.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Nee? Uh, entschëllegt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Elo hat ech bal en Häerzinfarkt kritt.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir och!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Entschëllegt. Den Här Anzia. Et sinn Intendance-Problemer op menger Lëscht. Den Här Anzia huet d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll dem Här Gibéryen natierlech nach e bësse Zäit loosse, fir eben dann an de Fong vun der Virbereedung nach vläicht weider anzegoen.

Ech soen dem Rapporteur e grouse Merci, dem Georges Engel, deen e ganz detailléierte schréffleche Rapport gemaach huet an och en ausféierleche mëndleche Rapport. Ech wäert och probéieren, all déi Saachen, déi vu menge Virriedner gesot si ginn, net allegueren opze-gräifen. Ech soen awer och de Mataarbechter vun der ITM e Merci, déi ech nach relativ kuerzfristeg um Telefon hat, fir eben och déi lescht Zuele vum Detachement ze kréien.

De Projet de loi, dee mer haut hei debattéieren, iwwert den Detachement - Detachement: Entsendung oder Posting vun Aarbechter - ass e wichtige Projet, deen a sech d'Grondregele vun der EU jo betrëfft, an zwar d'fräi Zirkulatioun vu Wuere a Leit an Déngschleeschtingen. An dëse Projet de loi soll natierlech och, wéi de Virriedner ganz richtig gesot huet, géint de sozialen Dumping wierken, well dëse Projet de loi eiser Meinung no, der grénger Meinung no, och gutt fir de Salaré ass. En ass och gutt fir den Handwerker, en ass gutt fir d'Betriber.

Den Detachement vun Aarbechter, dee geet awer an zwou Richtungen: Déi éischt, dass ass déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg. An déi stinn och ënner dem Contrôle vun dësem Detachementsgesetz, vun der ITM. An déi zweet, déi geet vu Lëtzeburger Firmen an d'Ausland. An do ginn ech e bësse méi spët drop an, just fir dass een e bësse an Zueverglach huet. An do leien a sech d'Zuele vun der Sécurité sociale vir.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Ech kommen also zu där éischter Grupp vun Detachement: aus dem Ausland op Lëtzebuerg. D'Zuelen hei aus de Rapporten 2014-2015 respektiv déi nei Zuelen 2016, wou de Rapport nach aussteet, déi sinn awer scho relativ beandrockend, och wann een d'Entwécklung vun dësen Zuele kuckt.

2014 hate mer am Detachement zu Lëtzebuerg ronn 39.000 Salariaien; 2015 der 66.000; 2016 81.000. Dovu beträff - an deen Zouwuess ass awer net esou riseg - vun Entrepreneuren: 2014 mat 2.500 Entrepreneuren; 2015 2.500 Entrepreneuren; 2016 der 2.700. Wou déi Zuel awer ze erklären ass, wou déi méi Salariaien hierkommen, dat ass, wann een d'Deklaratioun kuckt, déi déi Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Déi gi vun 2014 vu ronn 12.000 op 2016 op 26.800 Deklaratiounen erop. Dat sinn also ganz, ganz vill Aarbechter, déi hei beträff sinn. An dofir ass dëst Gesetz, dat mer de Mëttel hei debattéieren an och hoffentlech zesumme stëmmen, esou wichteg.

Ech setze just nach eng Kéier déi Zuele mat de Statistikzuele vun 2015 e bësse an de Vergleich. Ech hat gesot, 2015 ware 66.000 Salariaien am Detachement. Wann ech dat vergläiche mat den Zuele vum Marché d'emploi, dann hate mer 2015 405.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn. An dovu waren der 160.000 Salariaien. Mir hunn also do e ganz groust Verhältnis vu 66.000 zu 162.000 Frontalieren, déi hei schaffen. Dat sinn also ganz vill Leit, déi am Detachement hei zu Lëtzebuerg ënnerwee sinn.

An dofir, mengen ech, ass et och gutt a richtig, dass elo d'Obligatioun agefuert gëtt duerch d'Gesetz, dass de Badge social muss genotzt ginn. Dat vereinfacht viles. De Badge social, ech komme ganz kuerz drop zréck, dass ass a sech eng Fiche, déi ausgestallt gëtt pro Salaré, an zwar andeem dass déi Firmen um „e-Detachement“, engem Internetsite vun der ITM, eng Deklaratioun maachen.

Ech mengen, domat ass also och ganz kloer d'ITM an der Neizäit 4.0 ukomm. Dës Plattform, déi erméiglecht et deenen Entrepreneuren also ganz einfach, dass se kënnen hiren Detachement deklaréieren. De Badge gëtt ausgestallt an dee weist pro Salaré aus, wien den Aarbechter ass, wien déi Sociéitéit ass, déi en da beschäftegt, wat fir e Chantier et ass a wéi d'Zurée vun deem Detachement ass. Also ganz vill Donnéeën, déi der ITM zouspillen, an en plus gëtt ganz einfach dee Badge social per QR-Code op enger Tablett gescannt, an da brauch een net vill Paperassé matzeschleefen.

An de Badge social, dee schon 2014 - op jidde Fall do hunn ech en der Statistik erëmfonnt -, spëttstens dunn agefuert gi war, ass och gutt ugeholl gi vun den Entrepreneuren. 2014: Vun zirka 11.000 Operatiounen sinn där ëm 7.000 iwwert de Badge social elo schon ofgedeckt gewiescht. Dat waren also e bësse méi

wéi 60%. Dofir, wann dat elo per Gesetz agefouert gëtt, dann ass et och, mengen ech, vill méi einfach fir d'ITM, déi Kontrollen ze maachen.

Ech kommen awer nach eng Kéier op deen zweete Volet zréck, deen den Detachement betrëfft, an dat ass deen, deen net iwwert d'ITM ofgedeckt ass, mä iwwert d'Sécurité sociale. Dat ass dee vun de Lëtzebuurger Firmen, déi am Ausland schaffen. An do hunn ech de Rapport hei virleien. Bon, deen ass iwwert d'Joer 2015. Dat sinn a sech déi Zuele vun engem bestëmmten Dokument A1, dat d'Sécurité sociale op d'EU dann ebe mell. Dat ass den „Posting of workers“, deen ass gemaach ginn am Dezember 2015.

A ganz interessant: Do si mir als Lëtzebuurger zweemol de Spëtzeider an Europa - a relativen Zuelen -, an zwar eng Kéier an de relativen Zuele mat 20,7%, steet hei am Rapport, vun deenen, wou a sech Leit higesant ginn. Dat wieren also zirka 80.000 Salariéen, déi a sech vu Lëtzebuerg aus da géifen an d'Ausland gesant ginn.

Da si mer awer och nach eng Kéier Spëtzeider bei den „receiving member states“, dat heescht déi, déi a sech op Lëtzebuerg detachéiert ginn. An dat wieren 9%, ongeféier da 35.000 Salariéen.

Dat deckt sech ongeféier mat de Statistike vun der ITM. Et muss ee wëssen, déi heiten Zuelen, déi ech genannt hunn, dat huet näischt mat der ITM ze dinn, mä awer trotzdem, dann huet een eng Gréisstenuerdnung vun deene Salariéen, déi och vu Lëtzebuerg aus an d'Ausland ginn. An dofir ass et esou wichtig, dass den Detachement op EU-Niveau geregelt ginn ass, well en an zwou Richtunge geet. An dofir soll och den Dumping social natierlech an déi zwou Richtungen och betruucht ginn.

D'Kontroll duerch d'ITM, ech hat et scho gesot: Iwwert dee Badge social, iwwert dee QR-Code ass dat relativ einfach ze kontrolléieren. An ech ginn natierlech och gär meng Vriidner recht, dass et wichtig ass, dass entsprecherend d'ITM och Inspektore bäikritt, wou mer an der Kommissioun awer och ganz kloer gesot kritt hunn, dass 2016 därer 14 rekrutéiert gi sinn an och 2017 nach eng Kéier 4 Inspecteurs du travail géife rekrutéiert ginn.

An et ass och gesot ginn, dass et net duergeet mam Wëllen, deen den Här Minister Schmit eben och ganz kloer ausgesdréckt huet, fir ze rekrutéieren iwwert d'ITM, mä da muss een och déi Kandidaten fannen, déi déi Eegenschaften hunn. A wann dee Chiffer, deen och do genannt ginn ass, korrekt ass, dann huet een do en Taux de réussite vu 25% vun deene Leit am Concours. Da weess jo och jiddwereen, wou déi Problematik och hierkënn, fir dass eben déi entsprecherend Leit do kënnen agestallt ginn!

D'ITM kritt hei nei Aufgaben. Si muss a sech enner anerem och déi Gesamtbewäertung maache vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen, an Zesammenaarbecht mat den Administratiounen aus deenen aneren europäesche Länner. An ech mengen, do kommen zousätzlech Aarbechte bäi, an dofir ass et wichtig, dass se sech och entsprecherend ka personell korrekt opstellen.

Fir de Résumé vu menger Interventioun ze maachen: Dese Projet de loi ass eng wichtig Moossnam géint den Dumping social, gutt fir d'Salariéen, gutt fir d'Entreprises hei zu Lëtzebuerg. D'ITM kënn aus dem Postkutschentaler an der Neizäit un, mat dem Badge social. D'Kontrolle gi méi einfach.

An ech mengen, dat wier et. An domat ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Anzia, deem ech awer wëll soen, dass en net vun der Presidentin vergiess gi war.

(**Interruption**)

Dann, deen nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll virop och dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi gudd schréfftlechen a mündleche Rapport zu deem dach awer wichtige Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei iwwert den Detachement diskutéieren an och wäerten ofstëmmen.

Ech mengen, et steet eisem Parlament gutt zu Gesiicht, dass mer am Fong bei esou engem Gesetz eng relativ Unanimitéit heibannen hunn an dass mer alleguer iwwerzeegt sinn, wéi wichtig dat esou e Gesetz wéi dat heiten ass. Et ass sécherlech net an all Parlament, wou dat de Fall ass. An duerfir solle mer émsou méi frou sinn, dass mer hei am Parlament awer prak-

tesch a Gesetzer wéi deem heiten ëmmer eng grouss Majoritéit, wann net souguer eng Eestëmmegeet, fannen.

Et geet drëm, sozial Rechter iwwert d'Grenzen ewech ze garantéieren a wa méiglech och nach auszubauen. Et geet drëm, de sozialen Dumping iwwert d'Grenzen eraus ze bekämpfen. An et ass scho gesot ginn: Wa mer vun enger Bekämpfung vum sozialen Dumping schwätzen, dann ass dat net nëmme fir d'Salariat wichtig, mä et ass och, fir déi Entreprises, déi sech un d'Gesetzer halen, déi sech un eis sozial Bestëmmungen halen, déi sech un d'Kollektivvertrag halen, fir déi ze schützen vis-à-vis vun enger deloyaler Konkurrenz.

Et ass also fir déi zwou Säite wichtig, dass mer esou gesetzlech Bestëmmunge maachen. Duerfir ass et och wichtig, well dat muss kontrolléiert ginn, dass mer d'ITM ausbauen a se en mesure setzen, fir iwwerhaupt kënnen déi Kontrollen ze maachen.

De Kolleeg Gérard Anzia huet elo grad hei d'Zuele genannt vun deene Leit, déi do drënnerfalen, an dat sinn der vill. A wa mer wëssen, wéi vill Leit do drënnerfalen, da wësse mer och, dass deementsprecherend Kontroll muss gemaach ginn. Well dat do sinn am Fong déi Fäll, wou d'Kontroll vill méi wichtig ass wéi bei deene Leit, déi hei an normale Betriber schaffen, déi sech an der Regel un hir Gesetzer an un d'Bestëmmungen halen. Do ass de Risiko, dass abuséiert gëtt, net gradesou grouss wéi deen, dee grad bei deene Betriber oder zum Deel bei dese Betriber läit. Duerfir ass et och wichtig, dass de Badge social ausgebaut gëtt, wat eng Kontrollfunktioon besser erméiglecht.

Et ass och wichtig, dass mer en administratiivt Netz schafen, wou alleguer déi Entreprises, an ech schwätzen do virun allem vun deenen, déi hei an d'Land kommen, och emol liicht d'Moyenen hunn, fir relativ liicht ze kucken, wéi eis Gesetzer hei am Land sinn, ob mer Kollektivvertrag hunn, déi am allgemengen Interesse erkläert sinn, fir dass déi kënnen applizéiert ginn a fir dass an deene Secteuren oder Branchen, wou mer keng esou Kollektivvertrag hunn, wou da reng déi gesetzlech Bestëmmunge spillen, dann och eben déi Rechter do kënnen nagesicht ginn.

Et ass virun och hei ugeschwat ginn, dat hei am Fong d'Gewerkschaften e gewëssent Recht kréien, fir ze intervenéieren, ze kloen, och wann déi Leit net onbedéngt - ech wëll emol net soen - Member sinn, mä net en Optrag ginn hunn. Doriwwer kann een natierlech diskutéieren, wann enger Gewerkschaft eppes zu Quere kënn, wat net richtig fonctionnéiert, ob se dann d'Land intervenéieren an deem sengem Numm, ouni dass se den Optrag kritt huet. Ech géif mengen...

De Minister wénkt Neen, mä et ass virun awer esou duergestallt ginn. Da kréie mer et wou Minister herno genau erkläert, wéi et hei am Gesetz gemengt ass.

Mä op där anerer Säit wëll ech awer soen, dass ech awer och domadder net direkt e Problem hätt. Ech hätt net direkt e Problem domat, well hei schwätze mer jo virun allem un Leit, déi an der Regel a Betriber sinn, déi hei op de Marché kommen a wou déi Leit regelrecht ausgebeut ginn. Mir schwätzen hei ganz dacks vun armer Schwäin - et ass virun och hei gesot ginn, ech mengen, et war de Kolleeg André Bauler -, vu Leit, wou mer wëssen, déi, wat d'Wunnen ubelaangt, eppes ofgehalé kréien, fir ze wunnen, fir ze liewen, déi ennerdréckt sinn, déi quasi an enger Ofhängegeet si vun enger Entreprise, fir iwwerhaupt selwer a mat hirem Famill kënnen ze iwwerliewen, an déi dann och eng relativ grouss Angscht hunn, fir sech iwwerhaupt do dergéint ze wieren, well se fäerten, si hätten da guer näischt méi.

An ech mengen, wa mer an esou enger Situation sinn, da soen ech, dann d'Land fir mech net nëmme e Recht si vun enger Gewerkschaft, wa se dat gewuer gëtt, fir dass ze intervenéieren, dann ass et souguer fir mech eng Pflicht, fir dass ze intervenéieren fir déi Leit, déi selwer net à même sinn, déi komplett ausgebeut ginn, déi net à même si selwer an Angscht hunn, fir selwer ze intervenéieren, dass een aneren an hirem Numm dann awer déi Moossnamen a Bewegung bréngt léisst, déi dach awer wichtig sinn.

Wa mer dat Gesetz hei maachen, da muss mer wëssen, dass et e Gesetz ass, wat a sengem Zil gutt ass a wat fir jiddweree gutt ass, fir d'Entreprises a fir d'Salariat, wou jiddweree sech muss un déiselwecht Spillregelen halen. Well hei si jo am Fong, wéinst deenen, déi sech net heirunner halen, do si jo am Fong déi Salariéen déi Domm, déi selwer an deem Betriber schaffen. Déi Domm sinn déi Betriber, déi sech un d'Gesetzer an d'Bestëmmungen halen an déi Domm sinn dann och déi aner Salariéen, déi wuel richteg bezuelt ginn, mä et ass net nëmme eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun de Betriber, mä et ass och eng Concurrence dé-

loyale vis-à-vis vun deem anere Salariat. Duerfir hu mer allegueren Intérêt drun, dass d'Spillregelen fir ee wéi fir deen aneren déiselwecht sinn.

Mir kritiséieren dacks Europa an ech mengen, ee vun de Punkten, wat mir och als Partei ëmmer soen, dat ass, dass Europa net d'Land den Uschäi ginn, deen et huet, dass et nëmme do ass fir déi multinational Konzern, dass et nëmme fir d'Lobbyisten do ass, mä mir mussen e sozialt Europa kréien. An e sozialt Europa ass do, wou mer och dann derfir suergen, dass net en Dumping social an Europa stattfännt, wou net dat eent Salariat géint dat anert ausgespillt gëtt, wou et net op Käschte vun deenen Äermste geet, mä wou mer Mindeststandarden an Europa abauen.

Duerfir plädéiere mir och ëmmer derfir, dass mer missten an Europa e soziale Mindestloun kréien, dee wuel net kann an engem Land si wéi an deem aneren, mä wou d'Kritären, wéi misst e soziale Mindestloun berechent ginn, missten uniformiséiert ginn. A mir hätten allegueren en Intérêt drun.

Et komme jo lues a lues ëmmer méi Länner op de soziale Mindestloun. An och an deene Länner, wa mer eis un déi Debatten erënnere an Däitschland, wou dunn och gesot ginn ass, da géif déi däitsch Economie komplett zesummebréchen, wa se géifen e Mindestloun aféieren, ass et de Contraire, dee mer haut feststellen, well d'Leit sozial ofgeséiert ginn, si kréien hir Famill erniert. An do ass dee Mindestloun beileiwen net héich an Däitschland, mä dat ass och Geld, wat der Economie, der nationaler Economie integral zeguttkënn, well dat si Leit, déi kafe sech keng Jachten an Haiser op der Côte d'Azur mat hirem Mindestloun, mä déi si frou, wa se eppes hunn, fir ze iwwerliewen.

An dat kënn der nationaler Economie direkt zegutt, soudatt mer och sollen an Europa bestreift sinn, europawäit esou sozial Mindestnormen, esou sozial Mindestloun anzeféieren. Dat ass am Intérêt vun deene Leit an et ass enner dem Stréch och am Intérêt vun eis. An et wier, wéi virun gesot, och am Intérêt vun Europa selwer, well doduerch géif ee fir d'Leit erëm méi Glawierdegkeet an dat Europa kréien, well jiddwereen Eenzelne géif gesinn, dass dat Europa och fir den normale Mënsch do wier.

Dat gesot, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu deem Gesetz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, et ass net déi éischte Kéier, dass mer hei an der Chamber iwwert den Detachement schwätzen. An ech hoffen, dass et och net déi leschte Kéier ass. Well dat huet säi Grond, dass mer iwwert den Detachement schwätzen, well et en zentraalt Element ass vum europäesche Bannemaart an domadder vun der europäescher Konstruktioon.

An enger EU vun der fräier Zirkulatioun vu Wueren, Kapital, Déngschtleeschungen a Persounen bedeit dat, dass deelweis ganz verschidde Regimenter vu Léin, Aarbechtszäiten a soziale Normen, wéi se an deenen eenzelne Länner existéieren, matenee konkurréieren. A si riskéieren, duerch déi Konkurrenz zu Sozialdumping ze féieren, also zu enger infernale-scher Spiral no ënnen, déi méttelfristeg de Schutz vun alle Salariéen ze ennergruewe riskéiert.

Duerfir sollt d'Direktiv „Detachement“ vun 1996 e minimale Kader setzen, fir déi gréissten Abusen ze vermeiden. Bei der Emsetzung 2002 an nationaal Recht ass versicht ginn, Schutzbestëmmungen, déi fir lëtzebuergesch Salarié gellen, och fir detachéiert Salarié gellen ze loosse, dat heescht och déi integral Upassung vum ganze Salaire un d'Inflatioun.

Mä mir kennen d'Geschicht! 2008 huet den Europäesche Gerichtshaff Lëtzebuerg op deene Punkte veruerteelt an 2010 ass d'Gesetz geännert ginn opgrond vun deem Arrêt an zuongongschte vun den detachéierte Salariéen an domadder natierlech och indirekt zuongongschte vun de Salariéen iwwerhaupt hei am Land.

Dës weist, wéi wéineg verankert a wéi wéineg selbstverständlech de soziale Schutz an den Texter vun der EU am Moment ass. Dorunner ännert och dës Gesetz näischt.

Mä zanter 2014 ass eng Direktiv a Virbereedung, déi am März 2016 och virgestallt gouf, déi besonnesch deenen dote Situationne Rechnung droe soll. Dës Direktiv hänt am Moment an der Prozedur, notament well besonnesch rietsliberal Länner versichen, dës ze blockéieren. D'Lëtzebuurger Regierung ennerstëtz déi nei Direktiv. A mir begreissen dat och.

Dësen Text orientéiert sech also net un där neier, verbesserter Detachementsdirektiv vun

2016, mä un der Directive d'exécution vun 2014, déi bestëmmten Elementer vun der Direktiv clarifiéiert. An et ass gesot ginn: D'Regierung huet heiranner och e gewëssene Retard, wat natierlech net ganz angeneem ass, wann ee verschidde anere Länner seet, dass se wann ech gelift awer déi nei Direktiv sollte positiv aviséieren, a selwer huet een d'Exekutiounsbestëmmungen nach net ëmgesat. Mä mat deem Gesetz geschitt dat jo elo och, wann och mat e bësse Retard.

Déi legal Verännerungen, déi hei also virgeschloen ginn, fannen net an engem loftedele Raum statt, well de Phenomeen vum Detachement zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaangen ass, souwuel wat déi Salariéen ugeet, déi op Lëtzebuerg detachéiert ginn, wéi och déi, déi vu Lëtzebuerg an aner Länner detachéiert ginn.

Den Här Anzia huet virun eng ganz Rëtsch Zuele genannt. Och wann een elo op verschidde Punkte vun deenen Zuele sécherlech nach diskutéiere kéint, weise se awer ganz kloer eng Tendenz: déi Tendenz, dass eisen Aarbechtsmaart ëmmer méi dee Phenomeen vum Detachement kennt.

Wann den Här Kaes virun d'Zuel vun 1,9 Millioune Salariéen genannt huet, déi europawäit detachéiert sinn, an dat quasi e marginale Prozentsaz innerhalb vum Bannemaart vun der EU ausmécht, sou ass et fir Lëtzebuerg e ganz grouse Prozentsaz, deen een eigentlech och nach wesentlech méi déif analyséiere misst, wéi mir dat bis elo, mengen ech, alleguer gemaach hunn.

Et géif och vläicht en anere Bléck op d'Wäertschöpfungsketten hei am Land werfen oder erlaben, e Verständnis dofir ze entwéckelen. A mir kennen net nëmme de Phenomeen, dass den Detachement méi gëtt, mä mir kennen och d'Dimensioun vun de méiglechen Abusen. Mir hunn nach allegueren d'Biller vun osteuropäesche Camionneure virun Aen, déi 60, 70 a méi Stonnen an der Woch hu misse schaffe fir e puer Honnert Euro an dann och nach enner mënschenonwürdege Bedéngungen ennerbruecht gi sinn. Aner Beispiller huet och den Här Bauler virun genannt. A mir wëssen, dass dës eng Form vu moderner Sklaverei ass. An, jo, dës skrupellos Ausbeutung gëtt et och nach ëmmer haut an Europa!

Här President, vu d'Ampleur vun Phenomeen Detachement hei am Land a vu d'Gravitéit vun de Forme vu méiglechen Abusen ass et esou wichtig, dass mer staark Schutzbestëmmungen aféieren. Well si schützen net nëmme de Salarié, deen op Lëtzebuerg entsant gouf, mä och d'Salariéen hei virun enger enthemmter Course no ënnen. An natierlech schützen kloer Regeln och déi lokal Entrepris virun deloyaler Konkurrenz, also déi Entreprises, déi sech zu Lëtzebuerg ebe justament un d'Aarbechtsrecht an un d'Gesetzer halen.

Här President, mat deem Text ginn eng Rëtsch Verbesserungen un aktuelle Gesetz virgeholl. Éischens: d'Detektioun vu falschen Detachementen. Dem Phenomeen vun falschen Detachementen gëtt entgéintgewierkt doduerjer, dass d'ITM erweidert Aufgaben a Méiglechkeete kritt, fir Entreprises, déi op Lëtzebuerg detachéieren, ze kontrolléieren. Wichtig ass do, dass d'Entreprise am Entsendeland eng reell a substanzuell Aktivitéit huet. Et geet also net méi duer, just eng Bréifboite anzwousch an der EU ze hunn. Och ass et wichtig, dass den Detachement just temporaire ass.

An der parlamentarescher Kommissioun ass duerfir och deen Text, den ursprénglechen Text dohi geännert ginn, dass eng explizitt Referenz op déi Kapitelen aus der Direktiv gemaach ginn ass, déi Kritären opzielen, fir dat dote kënnen feststellen. An domadder ass och enger vun de Kriticke vun der Salariatskummer Rechnung gedroe ginn.

D'Entreprises, déi detachéieren, mussen och elo eng Rëtsch weider Dokumenter presentéieren, déi engem relativ evident erschéngen, wéi den Noweis vum Bezuele vun de Salarié, wéi de Relevé vun de geschaffte Stonnen oder wéi de Certificat médical, fir nozeweisen, dass déi Persoun, déi eng bestëmmten Aarbecht mécht, iwwerhaupt medezinnesch apte ass, déi Aarbecht auszuféieren.

Déi zweet grouss Neierung a Verbesserung ass déi vertikal Responsabilitéit vum Optraggeber respektiv vum Bauhär an och vun deenen Entreprises, déi an enger Kette vu verschidde Kontrakter Sous-traitance-Arbechten ausféieren. Entreprises a Bauhäre kënnen sech an Zukunft net méi reng hanner hire Sous-traitanté verstoppen, mä stinn, wann och begrenzt, mat an der Verantwortung. Si sinn à la limite ge-



meinsam haftbar, zum Beispill fir d'Netbezuere vu Salairen, respektiv si kënnen, wa se hirer Informatiounsflucht net nokommen, och eng administrativ Strof kréien.

En neie Regimm vu Sanktioune gëtt hei mat dësem Text agefouert an dee géllt fir jiddweren, fir d'Entreprise alleguer respektiv fir d'Bauhären alleguer, mat der Ausnam vun individueller Persounen, wann een doheem säin Haus renovéiert oder esou.

E weidere wichtegen a positive Punkt ass d'Méiglechkeet fir d'Gewerkschaften, d'Rechter vun Detachéierte viru Geriicht kënnen ze vertrieden, och wann deenen hiert Detachement eriwwer ass respektiv wann déi Leit och schonn net méi am Land sinn.

An et ass net esou, datt d'Gewerkschaften kënnen gerichtlich virgoen ouni den Accord vun de Salariéen. Dat, wat ass: Et ass geännert ginn, datt et kee schréfflechen Accord muss sinn, mä en Accord tacite geet duer, fir datt d'Gewerkschaft ka virgoen.

An dat ass och dee Punkt, deen een och vläicht dem Här Kaes muss soen: An der Fro vum „zahnlosen Tiger“ vun der ITM, denken ech, datt doduerch, datt d'Gewerkschaften déi Méiglechkeeten hunn, esou virzegoen, si e weidere Partner sinn, e weideren Akteur am Spill vum Virgoe géint d'Abuse beim Sozialrecht vun Detachement.

Mir gesinn och positiv, datt d'ITM an Zukunft erwidert Kompetenze kritt, fir Chantieren zuzemaachen, an zwar net nëmmen, wéi dat bis elo de Fall war, wann et ëm Sécherheits- oder Gesondheitsfroe gaangen ass, mä och elo, wa grav Verletzung vum Aarbechtsrecht festgestallt ginn.

Zur Fro vun der ITM vläicht zum Schluss nach ganz kuerz: Mir begrëssen ausdrécklech, wéi gesot, datt d'ITM méi Kompetenzen an och méi Aufgabe kritt. Mä mir mengen och, datt et natierlech wichteg ass, datt d'Inspection du travail et des mines och déi néideg Moyene kritt, fir dat alles kënnen ze ënnerstëtzen. An dat sinn net nëmmen, mä awer och personell Moyenen. Dës Regierung schéngt dat och wierklech erkannt ze hunn als eent vun deenen Elementer, déi ee muss onbedéngt weider ausbauen.

Et muss een awer och soen, wann ech dem Här Kaes recht ginn, datt den Aarbechtsminister op déi Iddi eventuell och schonn éischer hätt kënnen kommen, muss een awer och soen, datt an der leschter Kommissiounssetzung ee vun de Problemer awer och genant ginn ass, an dat ass deen neie Regimm vun der Fonction publique, wou d'Stagezäit vun zwee op dräi Joer erwidert ginn ass. An un deem Gesetz, wat herno d'LSAP ëmgesat huet, ass awer menges Wëssens och d'CSV bedeelegt gewiescht.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun, vu datt d'Zäit schonn ofgelaf ass. Mir mengen, datt dat hei e Fortschritt ass, e kleng Fortschritt. Mir mengen awer och, datt nach vill ze maache bleift.

A wat déi sozial Dimensioun vun Europa ugeet, déi och den Här Engel a senger Introductioun genant huet, wier ech manner optimisteschen. Ech mengen net, datt déi sozial Dimensioun duerch dat hei Gesetz dichteg gestärkt ginn ass. Mä ech mengen éischer, datt déi asozial Dimensioun vun der Europäescher Unioun ofgeschwächt gëtt. An duerfir stëmme mer dat heiten och mat.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Detachement ass ouni Zweifel ee vun deene kriddelechste Punkten an der europäescher Debatte.

An ech sinn e bëssen iwwerrascht besonnesch vum Här Kaes sengen Introductiounswieder, wou e probéiert huet ze soen, eigentlech géif déi Direktiv vun 1996, déi eng Grondbasis ass vum Detachement an der Europäescher Unioun, probéieren, dat Sozialt an dat Ekonomesch mateneen ze verbannen. Well mir mussen haut erkennen, datt déi Direktiv vun 1996 eigentlech eng Direktiv ass, déi haaptsächlech déi ekonomesch Dimensioun, dat heescht d'Fräizügkeet an d'libre Prestatioun, de Marché intérieur an de Vierdergrond setzt, an net déi sozial Ofsécherung!

Well déi Direktiv vun 1996 seet zwar, datt ee misst eng Rei vu sozialen Dispositiounen respektéieren, mä wat se ganz kloer mécht, dat ass: Si diskriminéiert zwëschen den detachéierte Salariéen an deene résidente Salariéen. Dat ass also eng Direktiv, déi ganz kloer eng Diskriminatioun aféiert zwëschen deenen zwou Zorte vu Salariéen. An doduerch huet déi ganz Problematik vum Detachement sech mat der Zäit aggravéiert.

Firwat huet se sech aggravéiert? Aus zwou Ursachen! Déi éischt ass: 1996 ware mer eng Unioun, wou d'Écarten, d'sozial Écarten zwëschen 1 an 3 waren, zwëschen 1 an 3, wat den Niveau vun de Salairen ubelaangt an och den Niveau vun de Prestations sociales. Haut si mer eng Unioun vun 28 - gläich 27 -, wou d'Écarten zwëschen 1 an 10, voire 1 an 11 sinn. De Lëtzebuurger Mindestloun: 1.950 Euro, opgeréint, de Mindestloun a Bulgarien: 190 Euro, de Mindestloun a Rumänien: äänlechen Niveau. De Mindestloun an der Slowakei läit bei 420 Euro. Do läit eng Ursach. Well déi Écarten, sozial Écarten esou grouss sinn, ass natierlech hei eng formidabel Méiglechkeet opgaangen, fir Leit an aner Länner schaffe goen ze doen, an zwar mat Moyenen, mat Salairen, déi absolut net den nämlechte Salairen entsprechen.

Sécher seet d'Direktiv: Du muss de Mindestloun verdéngen. Dat ass eng ganz schéi Feststellung. Mä mir wëssen awer och, datt déi Dispositioun vum Mindestloun ëmmer erëm contournéiert ginn ass, well den Detachéierten eigentlech ganz oft dee Salair net kritt, well en iergendwéi nach opgerechent kritt: seng Rees, seng Wunnkäschten, seng Nourriture, d'lessen an esou weider. An hei sinn duerch den Detachement formidabel Abusen entstanen, déi maachen, datt esou vill Leit an der Europäescher Unioun haut déi kritesch Attitud hunn, well se festgestallt hunn, datt eigentlech dat Sozialt ëmmer dem Ekonomeschen ënnergeuerdnet ass.

A wien huet dat confirméiert? Majo, d'Cour de justice européenne hei zu Lëtzebuerg um Kierchbiert huet duerch eng ganz Rei vun Arrëten déi Lektür confirméiert. Den Arrêt Viking, den Arrêt Laval, den Arrêt Rüffert an den Arrêt Luxembourg, op dee sech scho referéiert ginn ass.

A wat seet den Arrêt Luxembourg? Majo, den Arrêt Luxembourg seet: „Dir Lëtzebuurger hutt déi Direktiv schlecht ëmgesat, well Dir hutt eng Rei vu Kontrollen agefouert, déi net zoulässeg sinn an déi en Hindernis sinn am Fonctionnement vum Marché intérieur.“ An do läit de grouss Problem! D'Staten hunn eigentlech hir Moyene fir d'Kontrolle vun den Abuse geholl kritt!

A wat ass entstanen? Abusen, Abusen, Abusen! An do géllt et elo, dat ze éitéieren, duerch eben eng Rei vun Dispositiounen, déi an där heiter Direktiv sinn. Dat ass e gudden Ufank.

Dir hutt mech gefrot..., et ass eng aner Direktiv am Kommen. Déi heiten Direktiv ass e Kompromëss, e Kompromëss vun der Kommissioun

Barroso. Well d'Kommissioun Barroso, den Här Barroso sech engagéiert hat beim Parlament, e géif eng Direktiv op de Wee bréngen, fir den Detachement no all deenen Arrëten ze clarifiéieren an dat Sozialt e bësse méi an den Équiliber ze bréngen mat deem Ekonomeschen. En huet awer net d'Ännerung vun der Direktiv vun 1996 proposéiert. En huet proposéiert eng Directive d'exécution, dat heescht d'Direktiv vun 1996 bleift, mä et ginn eng Rei Verbesserungen - ouni Zweifel - vun der Direktiv vun 1996 iwwert dee Wee do agefouert. Zum Beispill ass d'Responsabilité en cascade eng grouss Verbesserung, dat muss een unerkennen. Zum Beispill, eng Rei vun Dokumenter, déi elo musse geliwwert ginn - zum Deel op deene mir eigentlech condamnéiert gi sinn -, dat ass eng Verbesserung. Dat ass keen Zweifel. Dat ass eng Verbesserung. Do ass also e gewëssenen Alignment vum Soziale mam Ekonomeschen duerchgefouert ginn.

A mir schwätzen ëmmer vu Concurrence sociale. Jo, ouni Zweifel huet den Detachement vill Concurrence sociale provoziert! Mä en huet och Concurrence déloyale économique provoziert! Well, wann ech natierlech op Detachéierter kann zrëckgräifen, wann ech an der Sous-traitance op Entreprise kann zrëckgräifen, déi aus dem Detachement kommen - wou ech iwwregens och a mengen effentlechen Ausschreibungen zumindest muss uginn, datt ech dat maachen -, déi kann ech natierlech ënner Konditiounen schaffe loosse, déi net de Lëtzebuurger Konditiounen entsprechen, dat heescht, de Lëtzebuurger Konditiounen sécher um Pabeier entsprechen, mä an der Realitéit absolut net entsprechen. Dann hunn ech natierlech eng Concurrence déloyale gemaach par rapport zu all deenen Entreprene, déi déi Lëtzebuurger Soziallegislatioun respektéieren.

Firwat geet déi hei Direktiv net duer? Majo, ech mengen, ech hu mat anere Ministere souguer en Artikel geschriwwen, a mir hunn och direkt eng Initiativ geholl, fir ze soen: „Bon, dat ass eng Etapp, mä mir mussen un d'Direktiv vun 1996 goen. Well de fundamentale Prinzip ass, datt och mat där heiten Direktiv nach ëmmer wäert Diskriminatioun méiglech sinn, um Niveau besonnesch vun der Rémunératioun.“

Duerfir begrëssen ech natierlech, datt déi hei Kommissioun, dem Här Juncker seng Kommissioun, e lo Projet déposéiert huet, wou de Prinzip vun deem nämlechte Loun fir déi nämlechte Aarbecht op der nämlechter Plaz soll garantéiert ginn. Dat ass eng formidabel Verännerung par rapport zur Direktiv vun 1996, wou dat net virgesinn ass, wou ech héchstens hu missen dem Detachéierten de Mindestloun bezuelen, och wann d'Convention collective eppes ganz aneres virgesinn huet.

An et geet elo drëm, fir déi nächst Etapp ze huelen. Dat ass dee Projet de directive vun 2016, wou dee Prinzip soll festgeschriwwen ginn. An dat ass eng komplizéiert Verhandlung. Dat ass eng komplizéiert Verhandlung zwëschen deene Länner, déi natierlech mengen, den Dumping social wier eng gutt ekonomesch Waff, an deene Länner, déi mengen, datt den Dumping social, éischtens, net nëmme géint déi Leit ass, déi am Detachement sinn, mä och eigentlech den Niveau social an der ganzer Unioun no ënnen dréckt. Dat ass de Punkt.

An deen drëtten Punkt ass dat iwwert den Abus, dee sech grefféiert huet. Et ass besonnesch och vu Boîtes aux lettres geschwat ginn. Mir hunn haut Praxissen, wou Leit am Detachement aus Rumänien iwwer iergendeng Entreprise Boîte aux lettres ab Chypre iwwer Irland dann op eemol op engem Lëtzebuurger Chantier schaffen. Ech mengen, dat si Montagen, déi einfach net akzeptabel sinn. Dat si Montagen, déi och Europa eigentlech net würdeg sinn. An deene Praxisse muss definitiv en Enn bereet ginn. An dat ass dat, op dem mer elo mussen nach méi aktiv schaffen.

Dat ass och déi Direktiv, déi elo eréischt an der Maach ass, also déi zwar um Dësch läit, a mir hu jo och... Ech weess net, d'Parlament weess jo, datt do eng giel Kaart gewise ginn ass, datt mer dat iwwerbréckt hunn, datt d'Kommissioun zwar gesot huet, dat wier net zoulässeg, mä et waren eelef Länner, déi gesot hunn, d'guel Kaart misst zrëckgezu ginn, well dat géint de Prinzip vun der Subsidiaritéit géif verstoussen. Bon, dat ass vum Dësch. Mä mir sinn nach laang net do, datt mer en Accord fannen, fir déi Direktiv, dee Projet de directive vun 2016 kënnen unzehuelen.

Ech brauch elo net méi op de Contenu vun dësem Gesetz am Detail anzegoen. Ech hunn awer e puer Remarquen ze maachen.

Dat éischt ass, ech sinn absolut d'accord: Déi Direktiv respektiv dee Projet hei huet nëmmen dee Sënn oder mécht nëmmen dee Sënn, deen een em gëtt, andeem ee Moyenen zur Verfügung stellt, fir um Terrain déi Kontrollen ze maachen an och déi Sanktiounen ze huelen, déi musse geholl ginn. Okay, ech sinn domat d'accord. Mä ginn - an dat ass dat, wat mech e bësse wonnert -, ginn da guer keng Kontrolle gemaach!? Ech hunn hei héieren, d'ITM, dat wier alles um Pabeier, dat wier net richteg.

Neen! D'ITM huet sech en phase gesat, fir Kontrollen an deene leschte Méint mat der Douane haaptsächlech ze maachen. An ech kréie gesot, datt bei der Zuel vun Detachementer, wou Irregularitéite festgestallt gi sinn an Detachementer, déi méi wéi zwee Deeg daueren - bon, wann een een Dag eriwuerkënt aus Däitschland op Lëtzebuerg, c'est bien, dat kucke mer net -, mä déi méi wéi zwee Deeg daueren, datt dat der 5.073 waren, wou Irregularitéite festgestallt gi sinn. An dat waren Detachementer, déi 22.704 Salariéer betraff hunn.

Et kann een also net soen, datt d'ITM just am Büro sëtzt a keng Kontrolle mécht. D'ITM huet also am Ganzen 285 Chantiere kontrolléiert, wou Detachementen waren. Si huet 148 Injonctiounen ausgeschwat. Leider huet se net méi als Waff, wéi eng Injonctioun auszeschwätzen.

An ech bedauern och, datt och dat heite Gesetz, duerch eben de Conseil d'État, der ITM nëmmen d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Éischt eng Injonctioun ze maachen, an dann eréischt, wann net op déi Injonctioun positiv geäntwert gëtt, eng Amende auszesprechen. Ech kritiséieren dat! Ech bedauern dat, datt mer net kënnen direkt mat enger Amende virgoen! Mä ëmmerhin hu mer 52 Amenden ausgeschwat fir eng Zomm vun 219.500 Euro.

An dat sinn déi Amendé mat deenen Tariffer, déi elo bestinn. Elo hu mer jo nei Tariffer, déi kënnen bis 50.000 Euro goen. Ech verstinn och, datt d'Handwerkerkammer seet, déi hätt ee missen nach méi héich maachen. Bon, ech soen lech éierlech: Ech hu gefaart, wa mer mat Amende-administrativ schaffen, wa mer déi op de franséischen Niveau gefouert hätten, bis 500.000 Euro - net 50.000, 10-mol méi: 500.000 Euro -, datt mer da wahrscheinlech a Schwiergekeete komm wiere mat aneren Institutiounen. Duerfir fänke mer elo emol mat 50.000 um a mir kucken och, wéi sech dat konkret um Terrain mécht.

Ee Wuert iwwert déi Geschicht mat de Gewerkschaften. D'Gewerkschaften mussen hei d'Méiglechkeet hunn, fir d'Intérite vun de Salariéen ze verteidegen. A mir wëssen alleguerten, datt de Salarié selwer ganz oft déi Moyenen net huet an, besonnesch wann et sech ëm en Detachéierten handelt, de Courage an d'Moyenen net wäert hunn, well en d'Sanktioun féiert. An duerfir ass dee System hei ganz einfach.

D'Gewerkschaft kann eng Initiativ huelen. Si muss awer de Salarié virdrun informéiert hunn! A wann de Salarié 14 Deeg näischt gesot huet, da gëtt dee Recours effektiv an d'Gewerkschaft ka bei engem Gericht agéieren. Et ass also net esou, datt d'Gewerkschaften iwwert de Kapp



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram





Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

vun de Salariéë kënnen agéieren, wéi dat elo gesot ginn ass. Neen, si kënnen dat maachen, mä si mussen de Salarié informéieren an de Salarié kann dat effektiv, wann en dat net wëllt, signifiéieren. An dann dierf d'Gewerkschaft och déi Prozedur net weidermaachen.

E Wuert nach iwwert den Droit du travail. Jo, mir wëllen deem Droit du travail méi eng Stärkt ginn. A wéi gétt een dem Droit du travail méi eng Stärkt? Majo, andeem een natierlech Sanktiounen virgesäit. An ech ka mech jo nëmme wonneren, datt mer 2007 e Gesetz gestëmmt hunn, fir d'ITM ze reforméieren - dat war also viru menger Zäit -, an do sinn déi Sanktiounen net virgesi ginn. An notamment déi Sanktioun, wann et grav Violatioun vum Droit du travail gétt, fir kënnen e Chantier zouzemaachen!

Et kann net sinn, datt d'ITM just e Chantier kann zoumaachen, wann et grav Violatioun bei der Sécuritét gétt oder bei der Gesondheet! Dann dierf se et, mä wann ee keng Salairé bezilt, Iwwerstone mécht, déi net deklaréiert ginn, oder aner Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht, dat ass net der ITM hir Kompetenz! Dat kann et also net ginn. An duerfir hu mer der ITM elo déi Méiglechkeet ginn, och da kënnen e Chantier zouzemaachen. Dat ass eng al Revendicatioun vun de Gewerkschaften. Déi ass heimat absolut erfüllt. An ech mengen, dat ass och e Fortschritt, fir eisen Droit du travail ze konsolidéieren.

E lescht Wuert ass dat iwwert d'ITM. Natierlech hätt ech léiwier, bei der ITM wiere se elo schonn zu 150! Mir hunn an deene leschten dräi Joer all Joer 10 bis 15 Leit agestallt. An dee Rhythmus wäert bis an d'Joer 2020 esou muss weidergoen, wa mer wëllen op deen Niveau komme vun 160, 170 Leit, déi d'ITM als Minimum brauch.

Eng Administratioun reforméieren, soen ech lech, och dem Här Kaes, ass net esou ganz einfach, besonnesch wann een et heiansdo mat Leit ze dinn huet, déi déi Administratioun dirigéieren, déi vläicht net d'Intentioun hunn, déi Administratioun ze reforméieren, well se mengen, dat wier alles esou gutt an der Rei. An duerfir muss een heiansdo Saache maachen, net dee Moment, wou ee se gär géif maachen, mä dee Moment, wou et méiglech ass, se ze maachen.

Mä mir fueren elo weider. A mir maachen et, fir och mat deem Gesetz hei - well den Dumping social ass net nëmme eng Saach vum Detachement, den Dumping social gétt et och an anere Realitéiten, an anere Situatiounen -, eng Plattform ze schafe fir all Form vu Vergéeën. An déi Plattform maache mer zesumme mat de Patronen a mat de Gewerkschaften. An ech muss soen, d'Patronen drécken nach vläicht gradesou staark op jidde Fall wéi d'Gewerkschaften. Déi Plattform maache mer mat den Administratiounen, déi concernéiert sinn, als Éischt natierlech d'ITM, mä awer och d'Douane, och d'Police, do, wou mer se brauchen, an aner Verwaltungen, iwwregens och déi Verwaltungen, déi d'öffentlech Opträg géieren.

An nëmme esou: kollektiv, zesummen, mat Échange d'informations an andeem mer zesumme virginn, an natierlech mat enger gestärkter ITM, déi och Zänn kritt... An ech mengen, dat Gesetz gétt hir hei gewëssen Zänn. A mir maachen och nach eng Adaptatioun vun der Reform vun 2007. An enger noer Zukunft bréngt mer et fäerdeg, och hei zu Lëtzebuerg besser géint dee Fléau vum Dumping social virzegoen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An domat wäere mer prett, fir zur Ofstëmmung vum Projet de loi 6989 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6989 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass elo lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen, dem Projet de loi 6939 iwwer eng Reorganisatioun vun der Administratioun vun den öffentleche Bauten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Kox.

7. 6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Et ass eng Reform vun der Administration des bâtiments publics. Déi huet misse gemaach ginn, well och d'Reform beim Stat an der Fonction publique duerchgefouert ginn ass. Et ass vläicht eng ganz kleng Ännerung fir eis, ech géif awer mengen, fir d'Verwaltung selwer ass et duerchaus méi e grousst a wichtegt Element, well et sinn zwee Punkten, déi hei, mengen ech, wichteg si fir d'Verwaltung selwer.

Dat ass: Éischtens kritt d'Verwaltung elo d'Méiglechkeet, an hir Direktioun net nëmme... oder an de Funktionement net nëmme Architekten an Ingenieuren anzustellen, mä och aner wichteg Professionen, déi am Domän vun der Constructioun doheem sinn, déi kënnen ze rekrutéieren, sief et an der Verwaltung, sief et beim Management vun den technesche Projeten. Dir wësst, dass an de leschten zwee, dräi Joer eng Beschleunigung gemaach ginn ass an den öffentleche Bauten an dass et wichteg ass, dass déi Verwaltung e gudder Staff huet an och entsprechend breet opgestallt ass, fir kënnen déi Fonctionen auszuféieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An en zweete Punkt: Natierlech och duerch d'Reform selwer ass d'Hierarchie nei geordnet ginn. An dat ass och e wichtige Punkt, näamlech d'Usprichpartner bei esou enger wichtiger Verwaltung solle gewosst sinn a sollen och d'Aufgabe kënnen richtig ausféieren.

Dofir ass d'Gesetz den 28. Januar 2016 déposiert ginn. De Statsrot huet de 25. Mäerz 2016 säin éischten Avis ginn. Mir hunn zwou Navetté misse maache mam Statsrot. Si haten eng kleng Bemierkung éischtens zu der Hierarchie, mä awer och zu deenen eenzelne Poste vun der Hierarchie, dass och do d'Méiglechkeet wier, fir net nëmme Fonctionnaire kënnen anzustellen, oder zumindest op engem Chef de division, dass awer och do Employés de l'État dat kéinten ausféieren.

Deem hu mer och Rechnung gedroen, soudass mer awer an allem dem Statsrot konnte recht ginn op deene Punkten, déi och ugeholl ginn. Dofir konnte mer dann de 26. Januar 2017 de Rapport unhuelen. En ass unanime ugeholl ginn. Ech selwer gouf de 6. Oktober an der Kommissioun vum Développement durable als Rapporteur genannt. Ech mengen, méi war zu deemem wichtige Gesetz fir d'Verwaltung net ze soen.

Ech soen och Merci fir d'Mataarbecht. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deser Gesetzespropos a soe Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kox. Als éischte Riedner hunn ech den Här Kaes ageschriwwen.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Madamm Presidentin. Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Här Kox villmools Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Bon ech mengen, dat Gesetz hei ass a sech eng Konsequenz vun de Reformen am öffentlechen Déngscht. A sech ass d'Administration des bâtiments publics eng wichteg Verwaltung. Si huet e ganz grousst Aufgabegebit. An deem Gesetz hei geet et einfach drëm, fir datt si an Zukunft och all deenen Aufgaben, déi op dës Administratioun zoukommen, gerecht ka ginn.

An an deem Sënn géif ech och den Accord gi vun der CSV-Fraktioun fir dese Projet de loi. Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kaes. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, och vun der LSAP-Fraktioun e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An och vun eis aus den Accord vun der LSAP fir dese Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci och dem Här Engel. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gusty Graas ageschriwwen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et hei virdu scho richtig bemierkt ginn ass, handelt et sech hei awer em eng ganz wichteg Verwaltung, eng wichteg Statsverwaltung, déi Aufgaben ze erfüllen huet, déi derzou bäidroen, datt d'Bautepolitik hei zu Lëtzebuerg gutt koordinéiert gétt. Duerfir si mer och frou, datt dee Gesetzestext hei elo gestëmmt gétt, well en och erlaabt, der Verwaltung eng gewësse Flexibilitéit zousätzlech ze ginn, och bei der Nominatioun vu Posten.

Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir dem Henri Kox Merci ze soe fir seng zwee Berichter a bréngt selbstverständlech och den Accord vun der DP. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci och dem Här Graas. Dann als nächste Riedner ass et um Här Gibéryen, ouni Häerzinfarkt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och den Accord vun eisem Grupp bréngen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Gibéryen. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen.

(Interruption)

Ah, vläicht... Jo, den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Entschëllegt, Madamm Presidentin. Jo, mir ginn och eisen Accord.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dann och dem Här Wagner. Dann hu mer den Tour gemaach. Da géif ech direkt d'Wuert un den zoustännege Minister ginn, den Här Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt och Merci un de Rapporteur, selbstverständlech och fir d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen hei am Parlament.

Et ass eng Verwaltung, bei där mer hei iwwer eng nei Struktur ofstëmmen, déi eng grouss Wichtegkeet huet, net nëmme well mer esou vill am Land bauen, esou vill Schoule bauen, Gebaier bauen, mä och well mer, wéi Der jo wësst, am Kader vum Rifkin-Prozess deem ganzen nohaltege Bauen eng gréisser Dimension wëlle ginn. A Bâtiments publics hunn an deene leschte Jore scho vill Erfahrungen an deem Beraich gesammelt, hunn och scho vill Projeten ausgeschafft. Mir wäerten der och nach vill an deenen nächste Jore emsetzen, mä et kommen der wahrscheinlech nach vill derbäi.

Dat wat mer haut wäerte stëmmen, dat wäert et där Verwaltung, déi souwiso schonn exzellent fonctionnéiert, an Zukunft erlaben, datt se nach besser ka fonctionnéieren.

Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci och dem Här Minister Fränz Bausch. Da kéinte mer ufänken ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6939 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreicht. Dann d'Procuratiounen.

(Concertation interne)

Ech soen lech alleguerte villmools Merci.

De Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

► **Une voix.** - Wéi schéin.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da froe mer nach d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott.

(Assentiment)

An d'Chamber ass domat d'accord. Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir maachen hei de Wiessel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Okay, Merci.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E fligende Wiessel.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen. Dat ass de Projet de loi 6980, eng Direktiv iwwert d'Lizenz vun de Fluglotsen. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

8. 6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aé-



rienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegen, ech versichen, den Tempo bäizebehalen.

Mam Projet de loi 6980 modifizéiere mer d'Gesetz vum 16. August 2010, wat d'Lizenz vum de Contrôleuren am Beräich vun der ziviller Lofftaart regelt. Mat deem Gesetz war eng EU-Direktiv aus dem Joer 2006 an nationaalt Recht transposéiert ginn. Well d'Ëmsetzung vun där Direktiv awer net an alle Punkte konform war zu den europäesche Bestëmmungen, muss d'Gesetz haut ergänzt ginn.

Ëm wat geet et? De Problem ass reng juristescher Natur. E besteet ganz einfach doran, datt déi administrativ Sanktiounen, déi am Beräich vun der ziviller Lofftaart gëllen, net an d'Gesetz ageschriwwen gi sinn. Dat heescht, laut dem Prinzip vun der Légalité des peines, dee jo an der Verfassung verankert ass, mussen d'Sanktiounen am Gesetz stoen an net an engem Reglement. Dese Vide juridique ass am Joer 2013 festgestallt ginn, wéi déi Europäesch Agence vun der Fluchsicherheit en Audit vun der DAC, der Direction de l'aviation civile, duerchgefouert huet.

Mat deem Projet de loi gëtt dee juristesche Problem da behuewen, andeems d'Sanktiounen an d'Gesetz ageschriwwen ginn. Wéi gesot bezéie se sech op d'Sicherheit an erfalen am Fall, wou d'Kontrollservicer géint déi europäesche Bestëmmung verstoussen.

Insgesamt bezéie se sech op aacht verschidde Beräicher, wéi zum Beispill d'Kontroll vun de Sécherheitsbestëmmungen an déi néideg Korrekturen um System, d'Kontroll vun de Lizenzen an den Zertifizierungen, d'Qualifikation an d'Formation vum Personal, d'Kontroll an d'Vermierke vun den techneschen Upassungen an de Betriebssystemer an esou weider an esou fort.

Jee no Gravititéit leien d'Sanktiounen tëschent 2.500 an 10.000 Euro a gi vum Navigatiounsan Transportminister ausgeschwat, esou wéi et

an der EU-Direktiv verlaangt ass - dat ass jo natierlech keen anere wéi de François Bausch -, woubäi eng betrafte Gesellschaft an engem Délai vun engem Mount e Recours en réformation um Verwaltungsgericht kann aleeën am Fall, wou se d'Sanktioun fir net berechtigt hält.

Här President, ech kommen zum Statsrot, deen d'Saach op de Punkt bruecht huet. En huet nämlech festgestallt, datt d'Sanktiounen, déi an eist Gesetz ageschriwwen ginn, net op déi Lëtzebuerger Situatioun zoutreffen. Dat soll virkommen. Administrativ Sanktiounen sinn nämlech nëmmen uwenbar am Fall, wou et sech bei de Prestataires de services ëm Akteuren aus dem Privatsektor handelt. Bei eis ass et awer esou, datt d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA, als ëffentlech Verwaltung zoustänneg ass, fir déi viséiert Servicer ze assureieren. Doduerch kënnen keng administrativ Sanktiounen, mä just disziplinaresch Sanktiounen géint d'ANA ausgeschwat ginn.

Fir de Rescht huet de Statsrot a sengem Avis verlaangt, eng Rei Definitiounen, déi sech op de Prinzip vun der Légalité des incriminations et des peines bezéien, am Gesetz ze iwwerhuelen, fir da konform zu der Verfassung ze ginn. Dëser Fuerderung ass d'Kommissioun nokomm. A fir méi Detailler verweisen ech ganz gär op mäi schrëftleche Rapport.

Ech kéim nach kuerz zum Oflaf vun den Aarbechten, wou ze soe bleift, datt dese Projet de loi de 15. Abrëll 2016 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch déposéiert ginn ass. Den éischten Avis vum Statsrot staamt vum 5. Juli 2016 a säin Avis complémentaire vum 27. Oktober 2016. Et sinn also och des Kéier zwou Ronne gedréint ginn. D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech an zwou Sëtzunge mam Projet de loi befaast an huet mäi Rapport de 26. Januar 2017 eestëmmeg uegholl.

Ofschléissend wéilt ech der Madamm Vénére Dos Reis vum MDDI e grouse Merci ausdrécken, grad wéi dem Här Joe Spier aus der Chamber, déi eis begleet hunn, a gi ganz gär den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem ganz spannende Projet de loi.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes** (*CSV*).- Merci, Här President. Merci der Rapportrice fir de Rapport. Si huet alles gesot. Ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri** (*LSAP*).- Merci, Här President. An och e grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché. An domadder och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Den Här Graas.

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vläicht heiansdo awer net vu Muttwéll, wann emol den Audit iwwer verschidde Saache gemaach gëtt. Da féint een och eppes eraus. Och hei ass eppes erausfonnt ginn, awer mir hunn dat jo elo zum Gudden geännert.

Duerfir soen ech dann och der Madamm Lorsché Merci fir hir zwee Rapporten a bréng selbsterständlech den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Lorsché, an ech schlësse mech gär deenen eloquenten Ausféierunge vum Här Wilmes, vum Här Negri a vum Här Graas un. Villmools Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An dat wäert wuel dann och den Här Wagner maachen?

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Jo, ech wäert dat och maachen, an d'Sensibilitéit déi Lénk stëmmt dee Projet de loi mat.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat ass ganz sensibel. Dann den Här Minister wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech soe

Merci fir déi vill Mercien an ech si frou, datt dee Projet eestëmmeg uegholl gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ma da soen ech lech och alleguer Merci.

A mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6980 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer.

An Iwwerraschung: och hei Eestëmmegkeet!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber dann nach eng Kéier, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous: muer de Mëtten um zwou Auer.

Merci an d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.35 heures)

Sommaire des séances publiques n°21 et 22

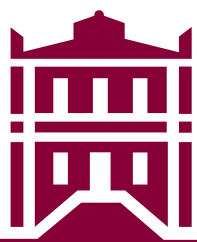
21^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 274
Communications	p. 274
Ordre du jour	p. 274
Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg	p. 275-283
7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS	p. 283-284
Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation	p. 284-285
6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages	p. 285-287

22^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 287
Communications	p. 287-288
Ordre du jour	p. 288
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur	p. 288
- Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 288
- Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 288
- Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 288-289

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 289
- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 289-290
- Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 290
- Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 290
- Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 290-291
- Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIME House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 291
- Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 291
- Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi	p. 292
6989 - Projet de loi portant	
1. modification du Code du travail;	
2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises	p. 292-297
6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics	p. 297
6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne	p. 297-298



Rapport d'activité 2016 de la médiatrice

Préface

La présentation de ce rapport annuel, marquant la fin de mon mandat en tant que Médiatrice du Grand-Duché de Luxembourg, me donne l'occasion de remercier l'ensemble des personnes œuvrant ou ayant œuvré pour la mise en place de l'institution, son fonctionnement et plus généralement pour l'amélioration des rapports entre l'Administration et ses usagers.

Je remercie plus particulièrement les membres du secrétariat de l'institution pour leur implication et leur engagement ainsi que les usagers et les agents de l'Administration qui, en faisant confiance à l'institution du médiateur, ont permis le traitement de plus de 11.000 litiges ou situations conflictuelles depuis sa création.

Le présent rapport annuel se divise en quatre parties:

I. La première partie du rapport annuel se compose d'une présentation statistique de l'année écoulée;

II. La deuxième partie reprend diverses réclamations introduites par des usagers désemparés face à une lenteur ou une décision administrative incompréhensible ou inacceptable pour eux;

III. Compte tenu du contexte actuel en matière d'immigration et de l'augmentation sensible du nombre de réclamations en ce domaine (78 en 2015 contre 235 en 2016, soit près de trois fois plus), la troisième partie du rapport annuel est consacrée à la situation des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI);

IV. La quatrième partie du rapport annuel est consacrée aux suggestions et recommandations adressées au Gouvernement, aux administrations et établissements publics concernés. Elle contient notamment:

- une suggestion concernant la formation des professionnels et des bénévoles en contact régulier avec des DPI et BPI;

- la recommandation n°51 relative à la réforme de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, résultat de l'analyse pratique des dernières cinq années;

- la recommandation n°52 sur la mise en place d'un contrôle externe des structures d'accueil et d'hébergement pour DPI et BPI.

Lydie ERR
Médiatrice du Grand-Duché de Luxembourg

Partie 1- Statistiques

Lexique

Clôture: réclamation dont le traitement est clôturé au 31 décembre 2016.

Clôture provisoire: réclamation dont le traitement est mis en attente sur demande du réclamant ou décision de la médiatrice.

En cours: réclamation introduite après le 1^{er} janvier 2016 et en cours de traitement après le 31 décembre 2016.

Correction totale: réclamation pour laquelle l'intervention de la médiatrice auprès de l'Administration a permis une correction totale.

Correction partielle: réclamation pour laquelle l'intervention de la médiatrice auprès de l'Administration a permis une correction partielle.

Pas de correction: réclamation pour laquelle aucune correction n'est intervenue malgré l'intervention de la médiatrice auprès de l'Administration.

Réclamation non fondée: réclamation considérée non fondée par la médiatrice après étude au fond et éventuelle intervention auprès de l'Administration.

Désistement du réclamant: réclamation dont l'instruction a été arrêtée sur demande ou en raison du silence du réclamant.

Incompétence *ratione materiae*: réclamation dont l'objet n'entre pas dans la compétence de la médiatrice.

Transmis pour compétence: réclamation transmise à un autre médiateur du fait que l'objet entre dans sa compétence.

Décision ayant acquis force de chose jugée: réclamation dont l'objet a déjà été tranché par une juridiction et dont la décision a acquis force de chose jugée.

Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante: réclamation dont l'objet touche au fond d'une procédure en cours devant une juridiction.

Réclamation manifestement non fondée: réclamation considérée non fondée par la médiatrice avant analyse au fond et qui n'a pas fait l'objet d'une intervention auprès de l'Administration.

Réclamation prématurée: réclamation faisant référence à une décision administrative non encore prise ou à un délai de réponse considéré acceptable par la médiatrice.

Absence de démarches préalables: réclamation introduite avant qu'une quelconque démarche ait été effectuée par le réclamant auprès de l'Administration pour demander une explication ou pour contester la décision ou la lenteur en cause.

Actio popularis: réclamation dont l'objet ne concerne pas directement un réclamant ou prenant la forme d'une action de groupe.

Relevé global

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016	857
Clôture	625
Clôture provisoire	15
En cours	217

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	548
Correction totale obtenue	175
Correction partielle obtenue	42
Pas de correction obtenue	41
Réclamation non fondée	188
Désistement du réclamant	102

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	77
Incompétence <i>ratione materiae</i>	20
Transmis pour compétence	3
Décision ayant acquis force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
Réclamation manifestement non fondée	20
Réclamation prématurée	17
Absence de démarches préalables	10
Actio popularis	1

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;
- recevables mais non fondées;
- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	252	100%
Correction totale obtenue	175	67,8%
Correction partielle obtenue	42	16,3%
Pas de correction obtenue	41	15,9%

Taux de correction global:

Taux de correction global:	84,1%
Correction totale obtenue	67,8%
Correction partielle obtenue	16,3%
Pas de correction obtenue	15,9%

En 2016, la médiatrice est intervenue auprès de l'Administration dans le cadre de 252 réclamations et dans 84,1% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Administrations et établissements publics relevant de l'État

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016	768
Clôture	553
Clôture provisoire	13
En cours	202

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	506
Correction totale obtenue	168
Correction partielle obtenue	35
Pas de correction obtenue	39
Réclamation non fondée	177
Désistement du réclamant	87

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	47
Décision ayant acquis force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
Demande manifestement non fondée	18
Demande prématurée	16
Absence de démarches préalables	7
Actio popularis	-

Taux de correction

Les taux de correction indiqués dans le présent titre sont déterminés sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;
- recevables mais non fondées;
- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination des présents taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	236	100%
Correction totale obtenue	161	69,4%
Correction partielle obtenue	35	14,5%
Pas de correction obtenue	40	16,1%

Taux de correction global:

Taux de correction global:	83,9%
Correction totale obtenue	69,4%
Correction partielle obtenue	14,5%
Pas de correction obtenue	16,1%

En 2016, la médiatrice est intervenue auprès d'une administration ou d'un établissement public relevant de l'État dans le cadre de 236 réclamations et dans 83,9% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Ventilation par ministères

Le tableau reproduit ci-dessous reprend la ventilation des réclamations introduites auprès de la médiatrice entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016 en fonction du Ministère concerné.

Les réclamations dirigées contre un organisme non public (incompétence *ratione materiae*) et réclamations transmises pour compétence à d'autres médiateurs ne sont pas prises en compte.

Ministères	Nombre de réclamations
Ministère des Affaires étrangères et européennes	204
Ministère de la Sécurité sociale	141
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	117
Ministère des Finances	92
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	78
Ministère du Logement	30
Ministère du Développement durable et des Infrastructures	29
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	22
Ministère de la Justice	18
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	13
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	8
Ministère de la Santé	5
Ministère de l'Intérieur	5
Ministère d'État	3
Ministère de la Culture	1
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	1
Ministère de l'Économie	1
TOTAL	768

- Ministère des Affaires étrangères et européennes

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):
- Bureau des passeports, visas et légalisation, Direction de l'immigration.

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016	204
Clôture	122
Clôture provisoire	1
En cours	81

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	99
Correction totale obtenue	41
Correction partielle obtenue	8
Pas de correction obtenue	3
Réclamation non fondée	11
Désistement du réclamant	36

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	23
Décision ayant acquis force de chose jugée	2
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	12
Demande prématurée	9
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 94,2%

- Ministère de la Sécurité sociale

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Contrôle médical de la sécurité sociale, Association d'assurance accidents (AAA), Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), Caisse nationale de santé (CNS), Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), Commissariat aux assurances, Commission de surveillance (des assurances sociales), Conseil arbitral de la sécurité sociale, Inspection générale de la sécurité sociale (IGS).

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016	141
Clôture	109



Clôture provisoire	6	Réclamation non fondée	34
En cours	26	Désistement du réclamant	6

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	106
Correction totale obtenue	27
Correction partielle obtenue	5
Pas de correction obtenue	12
Réclamation non fondée	55
Désistement du réclamant	7

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	1
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	-
Absence de démarches préalables	2
Actio popularis	-

Taux de correction: 72,7%

- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Caisse pour l'avenir des enfants (CAE), Fonds national de solidarité (FNS), Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), Service national d'action sociale (SNAS).

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	79
Clôture provisoire	3
En cours	35

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	75
Correction totale obtenue	26
Correction partielle obtenue	9
Pas de correction obtenue	6
Réclamation non fondée	17
Désistement du réclamant	17

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	2
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	1
Demande prématurée	3
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 85,4%

- Ministère des Finances

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Administration de l'enregistrement et des domaines (AED), Administration des contributions directes (ACD), Administration des douanes et accises, Administration du cadastre et de la topographie (ACT).

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	75
Clôture provisoire	-
En cours	17

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	73
Correction totale obtenue	28
Correction partielle obtenue	1
Pas de correction obtenue	4

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	1
Actio popularis	-

Taux de correction: 87,9%

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, Inspection du travail et des mines.

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	64
Clôture provisoire	-
En cours	14

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	59
Correction totale obtenue	14
Correction partielle obtenue	4
Pas de correction obtenue	5
Réclamation non fondée	25
Désistement du réclamant	11

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	1
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	1
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	2
Actio popularis	-

Taux de correction: 78,3%

- Ministère du Logement

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Fonds du logement (FDL), Fonds pour le logement à coût modéré, Service aides au Logement.

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	23
Clôture provisoire	2
En cours	5

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	23
Correction totale obtenue	9
Correction partielle obtenue	6
Pas de correction obtenue	2
Réclamation non fondée	6
Désistement du réclamant	-

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	-
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 88,2%

- Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Administration de l'environnement, Administration des bâtiments publics, Administration des ponts et chaussées, Département de l'environnement, Département des transports, Société nationale de contrôle technique (SNCT), Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCF).

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	22
Clôture provisoire	1
En cours	6

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	21
Correction totale obtenue	9
Correction partielle obtenue	-
Pas de correction obtenue	1
Réclamation non fondée	4
Désistement du réclamant	7

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 90%

Administrations et établissements publics relevant des communes

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiatrice en 2016

Clôture	49
Clôture provisoire	2
En cours	15

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	42
Correction totale obtenue	7
Correction partielle obtenue	7
Pas de correction obtenue	2
Réclamation non fondée	11
Désistement du réclamant	15

Réclamations irrecevables et refus d'examiner

Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	2
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	3
Actio popularis	1

Matières concernées

Au cours de l'année 2016, les réclamations introduites auprès de la médiatrice et relatives aux communes concernaient principalement les matières suivantes:

- autorisation de bâtir,
- aides sociales (aide financière, aide au logement, chèque-service accueil),
- état civil (naissance, mariage, décès),
- impôts et taxes relevant de la commune,

- inscription au registre communal des personnes physiques,
- silence ou lenteur de la commune.

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;
- recevables mais non fondées;
- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction

	16	100%
Correction totale obtenue	7	43,75%
Correction partielle obtenue	7	43,75%
Pas de correction obtenue	2	12,5%

Taux de corrections global : **87,5 %**

Correction totale obtenue	43,75%
Correction partielle obtenue	43,75%
Pas de correction obtenue	12,5%

En 2016, la médiatrice est intervenue auprès des communes dans le cadre de 16 réclamations et dans 87,5% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée.

Partie 2 - Reclamations

Affaires relevant de l'État

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Demandes de protection internationale

Tout d'abord, la médiatrice tient à remercier la Direction de l'immigration et particulièrement le Service des réfugiés de l'attention portée aux questions posées dans le cadre des réclamations dont elle a été saisie.

Au cours de l'année écoulée, la médiatrice a été saisie de nombreuses réclamations de la part de demandeurs de protection internationale, le plus souvent de nationalité syrienne ou iraquienne, qui étaient soit dans l'attente d'une réponse à leur demande depuis plusieurs mois, voire depuis plus d'un an, soit dans l'attente d'une première audition suite à leur demande de protection internationale et ce également depuis plusieurs mois, voire depuis plus d'un an.

Dans la grande majorité de ces dossiers, les mandataires des intéressés avaient sollicité des informations de la part de la Direction de l'immigration quant à l'état d'avancement de la procédure mais restaient sans nouvelles. Parfois des délais d'attente imprécis ont été annoncés et ont laissé les intéressés dans l'incertitude.

En ce qui concerne les dossiers dans lesquels les demandeurs de protection internationale attendent pendant des mois leur première audition, il y a lieu de souligner que cette situation est déplorable tant pour le Ministère que pour les demandeurs. En effet, la restitution exacte des faits à l'origine de la demande requerrait idéalement une audition endéans un délai rapproché au risque que les souvenirs ne s'altèrent.

Au-delà de cet aspect, il ne fait pas de doute que cette situation d'attente est difficilement supportable pour nombre de demandeurs qui sont déjà fragilisés par ce qu'ils ont vécu. Le fait d'ignorer combien de temps il leur faudra encore attendre avant d'être fixé sur leur sort engendre une grande souffrance psychologique. Beaucoup se plaignent également de voir des demandeurs, arrivés en même temps qu'eux ou même après eux, obtenir le statut de réfugié, alors qu'eux-mêmes attendent d'être enfin entendus sur les motifs à la base de leur demande.

La vie de ces personnes et de ces familles, même si elle n'est plus en danger imminent, est en quelque sorte mise entre parenthèses. Ils doivent faire le deuil de leur patrie, de leur culture, de leurs proches. Le destin de membres de famille restés sur place ou ayant fui est également lié à l'avancement du dossier étant donné que la demande de regroupement familial ne pourra se faire qu'une fois le statut ob-



tenu ici au Grand-Duché par le regroupant.

Le service de la médiatrice prend dès lors régulièrement contact avec le service des réfugiés de la Direction de l'immigration afin de demander qu'une réponse soit apportée aux demandeurs. Une bonne collaboration entre les deux services s'est établie et des réponses rapides sont réservées aux demandes de la médiatrice, ce qui permet d'informer les réclamants sur l'état d'avancement de leur dossier, fait qui semble apaiser certains réclamants.

La médiatrice salue l'annonce faite par la Direction de l'immigration d'un renforcement des effectifs pour début 2017 pour traiter les nombreuses demandes de protection internationale.

Traitement particulièrement long d'une demande de protection internationale

Un homme de nationalité syrienne avait introduit une demande de protection internationale à la fin de 2013 et était encore dans l'attente d'une réponse à sa demande en 2016.

Le réclamant avait passé des entretiens sur les motifs de sa demande de protection internationale en février et mars 2014, et par la suite un test linguistique en novembre 2014 et un entretien complémentaire en avril 2015.

Selon les résultats du premier test linguistique, dont l'expertise a été effectuée par le «Bundesamt für Migration und Flüchtlinge» sur demande de la Direction de l'immigration, le réclamant ne serait pas syrien, mais algérien. Cette première expertise était quelque peu ambiguë, alors que le demandeur pouvait néanmoins démontrer des connaissances approfondies relatives à Damas, la capitale de la Syrie. Le résultat du test linguistique a été communiqué en janvier 2015 à son avocat.

L'avocat du réclamant a réagi en faisant parvenir des documents supplémentaires à la Direction de l'immigration en mars 2015, attestant d'une part de l'origine algérienne de la mère du réclamant, mais aussi de la naissance et de la vie en Syrie de son mandant (acte de naissance, rapport médical, certificat de scolarité...).

Il a également mandaté une contre-expertise du même test auprès d'un bureau d'expertise néerlandais. Le deuxième expert a abouti à un résultat opposé, en déduisant du même enregistrement que le réclamant doit avoir vécu en Syrie et qu'il doit y avoir été éduqué.

Le résultat de la contre-expertise a été communiqué au Ministère en octobre 2015. Comme une réaction du Ministère faisait défaut, l'avocat a dû rappeler ce courrier en janvier et mars 2016. C'est à l'occasion du deuxième rappel qu'il a saisi la médiatrice du dossier de son mandant.

Peu après, avant l'intervention de la médiatrice dans ce dossier, le Ministre a décidé que le réclamant devra passer un nouveau test linguistique au Ministère, dont l'expertise serait à effectuer par un expert différent.

La médiatrice comprend cette démarche du Ministre, alors que le bien-fondé de ses réponses en matière de protection internationale dépend de la fiabilité des expertises. En cas d'expertises contradictoires, il est plus prudent de mandater une expertise supplémentaire, même si cette mesure est discutable dans le cas d'espèce, étant donné que le réclamant disposait de preuves à l'appui de sa naissance et de sa vie en Syrie.

Si la prudence du Ministre dans ces dossiers est de mise, la médiatrice regrette en l'espèce la lenteur excessive du processus au détriment du demandeur.

Il a fallu attendre environ cinq mois entre la communication des résultats de la contre-expertise par l'avocat au Ministre et la décision du Ministre d'organiser une nouvelle expertise.

Malgré l'intervention de la médiatrice à trois reprises, il a ensuite fallu attendre six mois supplémentaires en raison de problèmes liés aux ressources humaines du Ministère pour effectuer ce nouveau test linguistique, dont l'enregistrement a été envoyé à l'expert qui a pu confirmer que la zone de socialisation du demandeur est définitivement la Syrie.

Le réclamant a finalement reçu une réponse positive peu après le dernier test linguistique. Mais il a dû attendre au total presque trois ans, ce qui est particulièrement regrettable au vu des circonstances tragiques qui l'ont amené à quitter son pays.

Procédure accélérée d'obtention d'un visa d'entrée dans l'Union européenne à un membre de famille d'un citoyen de l'Union

Un homme de nationalité néerlandaise, résidant en Belgique, a saisi la médiatrice du dossier de son épouse de nationalité marocaine, résidant au Maroc.

L'épouse avait sollicité auprès de l'ambassade de Luxembourg à Casablanca un visa Schengen pour rejoindre son mari en déplacement au Luxembourg. Ce visa a été refusé, alors que selon le Bureau des passeports, visas et légalisations, la volonté de l'intéressée de quitter le territoire des États membres avant l'expiration du visa n'avait pas pu être établie.

L'intéressée a adressé un courriel pour contester cette décision et a cité la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

La réclamante a été informée par l'administration concernée que la directive en question concerne le séjour et la circulation sur le territoire des États membres et que son cas devait être traité selon la procédure classique.

L'article 3 de la directive dispose que «La présente directive s'applique à tout citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un État membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille, tels que définis à l'article 2, point 2), qui l'accompagnent ou le rejoignent.»

L'article 5.2 de la directive dispose que «Les membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre ne sont soumis qu'à l'obligation de visa d'entrée, conformément au règlement (CE) n°539/2001 ou, le cas échéant, à la législation nationale. Aux fins de la présente directive, la possession de la carte de séjour en cours de validité visée à l'article 10, dispense les membres de la famille concernés de l'obligation d'obtenir un visa.»

Les États membres accordent à ces personnes toutes facilités pour obtenir les visas nécessaires. Ces visas sont délivrés sans frais dans les meilleurs délais et dans le cadre d'une procédure accélérée.»

La médiatrice a demandé au Bureau des passeports, visas et légalisations si les articles 3 et 5.2 de la directive ne visent pas justement un cas comme celui de la réclamante et sinon quel autre cas serait visé par l'article 5.2 de la directive?

Le Bureau des passeports, visas et légalisations a expliqué que les États membres sont en droit de demander la/les pièce(s) justificative(s) pertinente(s) prouvant qu'il existe un lien avec un citoyen de l'Union duquel le demandeur tire des droits. Le seul document fourni à l'ambassade n'avait cependant pas permis de déterminer l'existence du mariage entre la requérante et le ressortissant de l'Union européenne.

Étant donné que cette explication diffère de l'explication donnée par le service en question après l'intervention de la réclamante, la médiatrice s'adressera une nouvelle fois au Bureau des passeports, visas et légalisations pour une clarification.

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

- Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Introduction

Face à l'afflux massif de demandeurs de protection internationale, la médiatrice a régulièrement été saisie de réclamations dirigées contre l'OLAI. Très souvent, les réclamations ont trait aux conditions d'hébergement dans les foyers d'accueil de l'OLAI et de ses partenaires et concernent souvent la qualité des repas servis.

En effet, la majorité des occupants de foyers que la médiatrice a pu rencontrer se plaignent des repas servis au foyer. Souvent, les personnes lui font part de leur mécontentement y relatif à titre tout à fait accessoire dans le cadre d'autres réclamations, ne visant pas forcément l'OLAI.

La médiatrice entend régulièrement que la plupart des personnes n'osent pas signaler leur mécontentement par crainte de subir des conséquences négatives par la suite. D'autres expliquent qu'ils sont reconnaissants de tout ce qui est mis à leur disposition et qu'ils ne veulent pas être ingrats, même si les repas leur posent problème. Parfois, eux-mêmes ou leurs enfants perdent beaucoup de poids, parce qu'ils n'arrivent pas à manger une partie des plats livrés.

À l'occasion des visites de la médiatrice de foyers pour demandeurs de protection internationale, le personnel encadrant a pu confirmer que la majorité des réclamations reçues de la part d'occupants concerne les repas livrés.

La médiatrice ne peut qu'en déduire qu'il s'agit d'un mécontentement général.

Les repas sont inhabituels pour de nombreuses personnes d'origines différentes, mais ces personnes se plaignent aussi de la mauvaise qua-

lité des repas en soi. Si le premier problème est plus difficile à résoudre eu égard à la multitude de cultures et de goûts personnels que l'on peut retrouver sur un même site, les réclamations concernant la qualité des repas sont tout de même inquiétantes.

Si la plupart des adultes arrivent à se forcer à consommer des repas qui leur déplaisent, il n'est pas toujours possible de convaincre les enfants de prendre des repas qu'ils n'aiment pas. Si les enfants refusent de s'alimenter pendant une période prolongée, il faut s'attendre à des répercussions négatives sur leur état de santé.

Étant donné que le directeur de l'OLAI a estimé dans le cadre d'un tel dossier que «la majorité des occupants semble satisfaite» des repas servis, la médiatrice lui a fait part en date du 12 octobre 2016 de ses constatations et espère que la situation va s'améliorer, même si une réaction du directeur à ce courrier fait encore défaut à ce jour.

La médiatrice a également régulièrement été saisie de réclamations ayant trait à des demandes de transfert vers un autre foyer. En principe, les demandeurs ne reçoivent pas de réponse écrite à leur demande lorsqu'il est décidé de ne pas y pas réserver de suite favorable. Souvent les intéressés ne sont pas au courant de l'état d'avancement de leur dossier et sont dans l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous auprès de leur assistant social de l'OLAI pour discuter des motifs à l'appui de leur demande de transfert.

En date du 6 septembre 2016, la médiatrice a informé le directeur de l'OLAI que selon les renseignements obtenus par une famille, leur assistante sociale refuserait systématiquement d'accorder des rendez-vous aux résidents des foyers.

Comme des familles d'autres foyers ont été confrontées au même problème, la médiatrice a estimé qu'il était important d'attirer l'attention du directeur à ce sujet, tout en sachant que les assistants sociaux sont en charge d'un grand nombre de foyers et qu'il est probablement impossible pour eux de recevoir tout le monde.

Comme il semble être difficile, voire impossible d'assurer le suivi social de plusieurs centaines de personnes simultanément, la médiatrice ne peut que constater l'urgence à renforcer l'équipe des assistants sociaux et a prié le directeur de l'informer sur les mesures précises prévues pour répondre au mieux à la demande croissante de suivi social. À nouveau, le directeur a omis de réagir à ce courrier.

Dans certains cas, il est très important de pouvoir analyser de façon détaillée et en temps utile des demandes de transfert vers un autre foyer. Tel a été le cas dans le cadre de la réclamation suivante:

Une demande de transfert urgente

La médiatrice a été saisie par un demandeur de protection internationale, alors que lui-même et son frère, logés dans deux foyers différents, ont reçu des menaces. Les frères disposaient de preuves de ces menaces, reçues entre autres par le biais d'appels (enregistrés) et sur les réseaux sociaux. Ils ont entrepris les démarches nécessaires pour porter plainte.

Les auteurs de ces menaces se seraient déjà rendus aux deux foyers respectifs.

Les menaces reçues seraient d'une ampleur telle que l'un des frères passerait ses journées en dehors de son foyer, lequel est dépourvu d'agents de sécurité, par crainte d'être victime de violences. L'autre frère résidait avec sa femme et ses deux enfants en bas âge dans un foyer protégé par des agents de sécurité, mais était également inquiet pour la sécurité de sa famille après avoir vu les auteurs rôder devant son foyer.

Les deux frères auraient sollicité à plusieurs reprises, mais sans succès, un rendez-vous avec leur assistante sociale de l'OLAI pour pouvoir lui faire part de leurs craintes et pour demander un transfert vers un autre foyer.

La médiatrice est intervenue auprès de l'OLAI au début du mois de septembre 2016 pour signaler qu'il lui semble important que les frères en question puissent au moins expliquer en détail leur situation à leur assistante sociale.

Elle a prié le directeur de l'OLAI de faire le nécessaire pour qu'un entretien entre les frères et un collaborateur de l'OLAI soit organisé et d'examiner de près leurs demandes de transfert pour trouver la meilleure solution possible en termes de sécurité.

Deux semaines plus tard, un des frères a réussi à obtenir un rendez-vous avec son assistante sociale lorsqu'il l'a rencontrée par hasard devant le bâtiment de l'OLAI et une suite favorable a été réservée à la demande des deux frères.

La médiatrice est rassurée par le fait que la sécurité des intéressés s'est améliorée et est d'avis que l'exemple souligne l'importance de traiter les demandes de transfert en temps utile et de préférence moyennant un dialogue avec les demandeurs concernés pour examiner de près les raisons à l'appui de leur demande. Parfois, il s'avère au cours d'un dialogue que les motifs à l'appui d'une demande de transfert sont sérieux, mais qu'ils passent inaperçus alors que la personne n'a pas l'occasion d'être entendue avec bienveillance et avec le temps nécessaire.

Pour que des rendez-vous avec les assistants sociaux puissent être accordés plus facilement, un renforcement des effectifs s'avère nécessaire.

Retrait non conforme à la procédure administrative non contentieuse d'une allocation mensuelle

Depuis son arrivée au Luxembourg, le demandeur de protection internationale en question devait se présenter le 6 de chaque mois auprès de son assistant social de l'OLAI pour recevoir son allocation mensuelle. En raison d'un malentendu, le réclamant n'a pas pris conscience du fait que son rendez-vous du mois d'août 2016 était prévu le troisième au lieu du sixième jour du mois et par conséquent, il s'est présenté avec quelques jours de retard.

En conséquence l'agent d'accueil des demandeurs de protection internationale a décidé de lui refuser l'allocation mensuelle du mois d'août 2016 en raison de son retard.

En l'occurrence, les sanctions prises suite à un simple malentendu étaient démesurées, alors qu'elles ont condamné une personne à vivre sans ressources financières pendant un mois.

Pour les décisions de retrait, l'article 5 c) deuxième tiret du règlement grand-ducal du 8 juin 2012 fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une aide sociale aux demandeurs de protection internationale est applicable. Celui-ci dispose que le ministre peut limiter ou retirer le bénéfice de l'aide sociale lorsque: «(...) c) le bénéficiaire de l'aide sociale: (...) ne respecte pas l'obligation de se présenter aux autorités, ne répond pas à leurs demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels fixés par l'autorité compétente, ...».

Comme les démarches du réclamant et de son traducteur n'ont pas abouti, la médiatrice a prié le directeur de l'OLAI de revoir la décision litigieuse en accordant les allocations mensuelles du mois d'août 2016 au réclamant. Le directeur a répondu en signalant qu'il ne s'agit pas d'une sanction démesurée, alors que les agents du service en question s'efforcent jour après jour de recevoir les personnes qui sollicitent leur aide.

Si les efforts réalisés par ces agents en période d'afflux méritent effectivement d'être honorés, la médiatrice est néanmoins persuadée que la proportionnalité de la sanction devrait être évaluée par rapport aux faits, ainsi qu'à la situation de la personne et non par rapport aux efforts réalisés par les agents de l'OLAI.

Cette obligation ressort de l'article 7 du règlement grand-ducal du 8 juin 2012 susmentionné, libellé comme suit:

«Les décisions portant limitation ou retrait du bénéfice de l'aide sociale doivent être motivées et sont fondées sur la situation particulière de la personne concernée, compte tenu du principe de proportionnalité...».

La médiatrice a informé le directeur qu'une administration ne devrait priver une personne de son seul revenu financier que pour des raisons graves et dûment motivées et surtout en respectant la procédure administrative prévue à cette fin. En l'occurrence, cette procédure, prévue à l'article 6 du règlement grand-ducal précité, ne semble pas avoir été respectée:

«Avant de prendre une décision visée à l'article 5 et sauf s'il y a péril en la demeure, le ministre informe le bénéficiaire de l'aide sociale de son intention en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir.

Cette communication se fait par lettre recommandée. Un délai de huit jours, qui prend effet à compter de la date de la remise de la lettre à la poste, est accordé au bénéficiaire de l'aide sociale pour présenter ses observations. Le bénéficiaire de l'aide sociale peut être entendu en personne à condition d'en faire la demande endéans du délai précité de huit jours.»

Le réclamant dit n'avoir jamais reçu une telle communication préalable et l'allocation mensuelle lui aurait été refusée avec effet immédiat moyennant l'information orale d'un agent, le jour même où il s'est présenté dans son bu-



reau. Le réclamant n'a pas eu l'occasion de s'expliquer, voire de se défendre avant la prise de décision. Cette manière de procéder est non seulement contraire au règlement grand-ducal susmentionné, mais également à la procédure administrative non contentieuse.

Il résulte de ce qui précède que ni le critère de proportionnalité de la sanction ni la procédure applicable en la matière ne semblent avoir été respectés.

Malheureusement, le directeur n'a pas encore pris position par rapport à ces arguments présentés en octobre 2016, et ce malgré l'envoi d'un rappel en décembre 2016.

- Service national d'action sociale (SNAS)

Maladie et contrat d'insertion

La médiatrice a été saisie par un réclamant au sujet de problèmes rencontrés avec le SNAS.

Le réclamant explique qu'il était lié par une convention relative à l'organisation d'une activité d'insertion professionnelle et qu'il est tombé malade deux semaines avant l'échéance de la convention.

Trois mois plus tard le médecin-conseil du contrôle médical l'aurait déclaré apte de travailler à raison de vingt heures par semaine. Le médecin aurait évoqué l'éventualité d'un «mi-temps thérapeutique». Cependant, un mi-temps thérapeutique ne s'envisage que dans le cadre d'un contrat de travail. Or, le réclamant n'était lié par aucun contrat de travail.

Le SNAS ne reconnaît pas le mi-temps thérapeutique. Il a cependant conclu avec le réclamant un nouveau contrat d'insertion prévoyant une dispense de travail de 20 heures.

L'intéressé était d'avis que son dossier avait été négligé et qu'il aurait dû pouvoir bénéficier d'un mi-temps thérapeutique étant donné que le médecin-conseil l'avait évoqué.

La dispense est prévue par les articles 10 et 14 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et par l'article 4 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 organisant la participation à des stages en entreprise des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion.

L'article 10 de la loi précitée prévoit que la durée des activités telle qu'un stage en entreprise est de 40 heures par semaine et que la durée de ces activités peut être réduite pour les personnes visées à l'article 14 de la loi précitée.

L'article 14 (1) dispose que:

«Peut être dispensée, partiellement ou totalement, le cas échéant sur avis des services de santé au travail ou du contrôle médical de la sécurité sociale, de la participation à une ou plusieurs des mesures énumérées à l'article 10:

- [...] la personne dont l'état de santé physique ou psychique ou la situation sociale ou familiale sont tels que l'accomplissement des mesures de l'article 10 s'avère temporairement contre-indiqué ou irréalisable; [...].»

L'article 4 du règlement concernant plus spécifiquement les stages en entreprise énonce que la durée de 40 heures peut être réduite pour les personnes visées à l'article 14 de la loi précitée.

La médiatrice a expliqué au réclamant qu'à son avis, en élaborant le nouveau contrat d'insertion avec dispense, le SNAS a suivi l'avis du médecin-conseil du contrôle médical qui estime que le réclamant est capable de travailler 20 heures. Le fait que le médecin-conseil a évoqué un mi-temps thérapeutique qui n'est pas reconnu par le SNAS ne change rien à cet état de fait et ne désavantage en rien l'intéressé.

L'article 14 (2) de la loi précitée précise que «Pendant la durée de la dispense, un droit à l'allocation complémentaire est ouvert conformément aux dispositions du chapitre III. Il en est de même des personnes signataires d'un contrat d'insertion qui, dans un délai de trois mois, n'ont pas pu être soumises, faute de poste de travail approprié, à une mesure prévue à l'article 10.»

Le réclamant percevait moins de 200 E au titre de l'allocation complémentaire, ce qui semblait être le maximum qui pouvait lui être alloué du fait de la composition de son ménage, alors que son enfant, qui faisait partie de la communauté domestique, percevait lui-même un salaire.

Le réclamant reprochait en outre au SNAS de ne pas lui avoir trouvé immédiatement de nouvelle occupation adaptée à ses capacités.

Les services de la médiatrice ont pris contact avec l'assistante sociale en charge du dossier pour connaître les perspectives d'affectation.

L'assistante sociale a expliqué n'avoir à ce moment-là pas été en mesure de proposer d'ATI (affectation temporaire indemnisée à des travaux d'utilité collective auprès de l'État, des communes, des établissements publics, des établissements d'utilité publique, ou tout autre organisme ou association d'utilité publique poursuivant un but non lucratif) dans le domaine recherché. Elle insiste aussi sur le fait qu'il est important que les personnes fassent également des demandes spontanées. Elle explique en effet qu'en cas de réponse négative, elle pourrait, selon les cas, contacter les employeurs potentiels, pour envisager avec eux une mesure d'insertion, ce qui peut éventuellement les faire changer d'avis.

La médiatrice convient qu'il a été long pour le réclamant d'attendre quelques mois avant de pouvoir retravailler et les services de la médiatrice ont abordé ce souci avec l'assistante sociale, cependant ce fait n'ouvre pas le droit à une quelconque indemnité de compensation.

Le réclamant est d'avis qu'il n'aurait pas dû subir de perte de revenus suite à son congé de maladie.

Or, il avait obtenu une indemnité d'insertion jusqu'au dernier jour pour lequel la convention d'insertion avait été conclue. Il a en outre perçu une allocation complémentaire (certes peu élevée du fait de la composition de son ménage) jusqu'au moment où il a retrouvé du travail, en l'occurrence une ATI, de sorte que la médiatrice était d'avis que le réclamant ne pouvait prétendre à une aide financière supplémentaire de la part de l'État.

Ministère des Finances

- Administration des contributions directes (ACD)

Imposition d'une plus-value immobilière exonérée et absence de réponse de l'Administration

Un réclamant, ressortissant italien détaché par le Gouvernement italien au Luxembourg pendant plusieurs années, avait acheté, ensemble avec son épouse, une maison au Luxembourg pour y vivre. Ils y ont résidé jusqu'au moment où le réclamant a été réaffecté à Rome en attendant un nouveau détachement à l'étranger. L'épouse quant à elle avait obtenu un nouveau poste en Belgique. Ne sachant pas dans quel pays le réclamant allait être réaffecté, ils ont décidé de conserver la maison au Luxembourg et de la louer en attendant.

Or, le réclamant n'a plus été affecté au Luxembourg. Onze ans plus tard, après plusieurs autres postes à l'étranger, il a retrouvé un poste en France. Sachant qu'il s'agissait là de sa dernière affectation avant sa retraite, le réclamant a compris que sa famille ne reviendrait plus habiter au Luxembourg. Ainsi, les époux ont vendu leur maison. Pendant tout ce temps, la maison aurait été leur seule propriété immobilière.

Ils se seraient renseignés auprès des agences immobilières, auprès de leur banque, auprès du notaire et auprès de l'administration fiscale afin d'être en règle avec leurs obligations fiscales. Toutes ces personnes leur auraient assuré qu'ils ne seraient pas imposables sur la plus-value dégagée lors de la cession de leur maison, alors que la maison devait être assimilée à leur résidence principale. Les contribuables pensaient qu'ils n'avaient plus aucune obligation envers l'administration fiscale. Il semble que personne ne les avait rendus attentifs au fait qu'il aurait fallu remettre un formulaire 700, nécessaire lors de la vente d'un bien immobilier.

Sept ans plus tard, les réclamants ont appris par un extrait de compte de l'administration fiscale, qu'ils seraient redevables d'une somme de 45.449,40 € sans avoir reçu auparavant d'autre courrier de la part de l'ACD.

Le réclamant affirme qu'il a essayé de se renseigner sur la nature et la raison des impôts réclamés. Or, il n'aurait pas été possible d'obtenir des informations par téléphone. Il a donc envoyé une lettre au bureau de recette Luxembourg. Dans cette lettre, il a développé sa situation et expliqué pour quelle raison il estimait ne pas être imposable au Luxembourg. Cette lettre est restée sans réponse.

Quelques mois plus tard, les réclamants ont cependant reçu un nouvel extrait de compte. Comme ils n'avaient toujours pas d'explications sur les impôts réclamés, le contribuable a écrit une nouvelle lettre au bureau d'imposition compétent. Cette lettre est également restée sans réponse.

Suite à plusieurs lettres et au manque de réaction de la part de l'Administration, les contri-

buables ont mandaté un avocat qui a essayé de son côté d'obtenir des informations. Or, l'avocat n'aurait pas réussi non plus à obtenir des explications.

Suite à l'intervention de la médiatrice auprès du bureau d'imposition compétent, le bulletin d'impôt fixant les impôts réclamés a été communiqué rapidement. Le bulletin d'impôt en question confirmait que les impôts demandés provenaient de l'imposition de la plus-value de cession de la maison luxembourgeoise.

Sur le plan légal, les contribuables n'auraient cependant pas dû être imposés sur cette plus-value. Il est vrai qu'ils n'ont pas remis de formulaire 700 et qu'à défaut d'informations, l'Administration n'avait d'autre choix que de procéder à une taxation. Mais, selon l'alinéa 2 de l'article 102bis de la loi sur l'impôt sur le revenu, la plus-value est exonérée même si l'habitation n'est pas occupée par le propriétaire si les trois conditions suivantes sont cumulativement remplies:

- le contribuable doit avoir occupé l'habitation à la suite de l'acquisition ou de l'achèvement;

- le contribuable ne doit pas être propriétaire d'une autre habitation;

- l'abandon de l'habitation cédée doit être motivé par des raisons d'ordre familial ou par un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou de son partenaire.

Ces conditions étant remplies, la plus-value devait être exonérée.

Suite à la demande de la médiatrice, le directeur de l'ACD directs a accordé une remise gracieuse aux réclamants.

Il est regrettable que l'ACD n'ait pas répondu aux lettres des réclamants demandant des explications, mais se soit limitée à envoyer des nouveaux extraits de compte indiquant à chaque fois une dette plus élevée en raison des intérêts de retards qui ont été ajoutés.

Tout administré doit pouvoir recevoir une réponse s'il s'adresse à une administration. A ce sujet, la médiatrice tient à rappeler les lignes de bonne conduite administrative que le Conseil des ministres vient d'adopter suite à la recommandation n°49 de la médiatrice, et plus précisément le droit pour tout administré d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable.

Imposition collective erronée sur base d'un décompte de RMG non détaillé

La médiatrice a été saisie par un réclamant qui estimait que ses revenus pris en compte par l'administration des contributions directes étaient trop élevés. Il gagnait le salaire social minimum et sa famille bénéficiait d'une allocation complémentaire (RMG). L'allocation complémentaire était payée pour toute la communauté domestique, à savoir le réclamant, son épouse, leurs trois enfants et la mère du réclamant.

Étant donné que la mère du réclamant était prise en compte pour le calcul de l'allocation complémentaire, la question se posait de savoir si la partie de l'allocation complémentaire revenant à la mère du réclamant était comprise dans les revenus imposés. Or, la mère d'un contribuable ne peut pas être imposée collectivement avec lui et sa belle-fille.

Il s'est en effet avéré que la mère a toujours fait partie du ménage et que l'ACD a inclus la partie de l'allocation complémentaire revenant à la mère dans le revenu imposable du réclamant et de son épouse. L'erreur venait du fait que l'ACD ne disposait que d'un certificat faisant état du montant global des prestations liquidées au ménage par le Fonds national de solidarité au cours d'une année.

Suite à l'établissement par le Fonds national de solidarité d'un relevé détaillé, l'ACD a établi un décompte rectificatif pour les années d'imposition concernées.

Afin d'éviter ce genre de problèmes à l'avenir, il serait utile que le Fonds national de solidarité établisse d'office un relevé des paiements plus détaillé, surtout si le ménage comprend des contribuables distincts.

Refus d'une imposition collective pour un fonctionnaire détaché à l'étranger

Un fonctionnaire luxembourgeois détaché aux Pays-Bas s'est adressé à la médiatrice, parce que l'ACD lui avait refusé la classe d'impôt 2. Son épouse est fonctionnaire et ressortissante autrichienne, également détachée aux Pays-Bas. Les deux époux bénéficient du statut diplomatique. En tant que diplomates, ils sont considérés comme résidents fiscaux de leur pays d'envoi. Ils se sont mariés en 2011 et vivent ensemble avec leur enfant aux Pays-Bas.

Suite à son mariage en 2011, le contribuable avait demandé l'attribution de la classe d'impôt 2 à son bureau d'imposition compétent. Or, l'application de la classe d'impôt 2 lui a été refusée. Il en a été de même pour la classe d'impôt 1a suite à la naissance de l'enfant en 2013.

Fin 2013, le contribuable a introduit une réclamation contre son bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 2011. Ce n'est qu'après trois ans qu'il a reçu une décision négative du directeur de l'ACD.

À plusieurs reprises, le bureau d'imposition a expliqué au contribuable qu'il ne pouvait pas bénéficier de la classe d'impôt 2. Il en a donc conclu, suite à ce nouveau refus, qu'il n'y avait effectivement pas droit. C'est pour cette raison qu'il a décidé de ne pas engager les frais d'un recours devant le tribunal administratif.

Or, suite à des entretiens avec d'autres personnes se trouvant dans une situation similaire, il a appris que ces personnes bénéficiaient de la classe d'imposition 2. Il a alors à nouveau contacté son bureau d'imposition qui lui a finalement confirmé qu'il aura droit à la classe d'impôt 2 pour l'avenir.

En effet, le réclamant est contribuable résident alors que son épouse est contribuable non résidente. Selon la circulaire LIR n°3/2 du 23 janvier 2002, «l'objectif de l'ajout d'une lettre d) à l'article 3 LIR est de permettre à des époux non séparés de fait, ni sur base d'une décision de justice, mais dont un époux est contribuable résident au Luxembourg et l'autre une personne qui vit à l'étranger, d'opter, sous certaines conditions, pour l'imposition collective».

Bien que l'un des époux soit considéré comme résident et l'autre comme non-résident, ils ne sont pas séparés, mais vivent ensemble aux Pays-Bas.

L'article 3 d) LIR pose la condition supplémentaire que l'époux résident réalise au Luxembourg au moins 90% des revenus professionnels du ménage pendant l'année d'imposition. La circulaire LIR n°3/2 précitée précise que les revenus exemptés au Luxembourg ne sont pas à considérer pour le calcul du seuil de 90% des revenus professionnels du ménage. Les revenus de l'épouse ne sont donc pas à prendre en considération étant donné qu'en vertu de son statut de diplomate, elle est imposable en Autriche.

En ce qui concerne l'enfant du couple, la circulaire précitée prévoit que les modérations d'impôt sont à accorder pour les enfants qui remplissent les conditions de l'article 123 LIR vis-à-vis de l'un des époux.

Suite à l'intervention de la médiatrice, le directeur a confirmé que les époux auront droit pour l'avenir à la classe d'imposition 2 sous réserve du respect des conditions de forme et que pour l'année 2014, il est possible de rectifier l'imposition. Or, l'ACD a refusé de revenir sur les impositions des années 2011 à 2013. Il ressort également de la décision que le seul empêchement à l'imposition collective avec son épouse et l'application de la classe d'impôt 2 pour les années précédentes était le défaut de demande conjointe préalable pour une imposition collective.

Suite à une nouvelle intervention de la médiatrice, la directrice de l'ACD a accordé une remise gracieuse aux réclamants à concurrence de la différence d'impôt résultant de l'application de la classe d'impôt 2 au lieu de la classe 1 dans le cadre de l'imposition des années 2012 et 2013.

Alors que la médiatrice se réjouit de la décision de remise gracieuse, il est regrettable que le contribuable n'ait pas reçu les explications nécessaires ni avant ni après la décision directoriale initiale de refus. En plus, il était à ce moment-là trop tard pour faire la demande pour les années 2012 et 2013 alors que la décision n'est intervenue qu'en 2016. La médiatrice renvoie une fois de plus aux lignes de bonne conduite administrative qui viennent d'être adoptées par le Conseil des ministres et notamment au droit pour tout administré à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'Administration.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

La médiatrice est en relation régulière avec l'ADEM et des entretiens sont régulièrement organisés pour discuter des différentes réclamations.

Le résultat de ces entretiens n'est cependant pas toujours convaincant.



Demande de remboursement d'indemnités de chômage indûment versées

Une réclamante s'est adressée à la médiatrice pour contester la demande de remboursement d'indemnités de chômage indûment versées.

La réclamante, après avoir terminé sa formation en tant qu'agent administratif et commercial, s'est inscrite auprès de l'ADEM et a introduit une demande en obtention d'indemnités de chômage. L'ADEM a considéré la réclamante comme jeune chômeur et lui a versé des indemnités de chômage pendant cinq mois.

L'ADEM a ensuite demandé le remboursement des indemnités de chômage alors qu'elle s'est rendue compte qu'en réalité la réclamante ne remplissait pas les conditions pour être considérée comme jeune chômeur. En effet lors de son inscription comme demandeur d'emploi, la réclamante avait déjà dépassé la limite d'âge de 23 ans.

Dans son intervention, la médiatrice a fait valoir que parmi les données que la réclamante devait indiquer lors de son inscription auprès de l'ADEM figurait celle de sa date de naissance. Par ailleurs elle y était enregistrée avec son numéro de matricule. Dès lors l'ADEM avait dès le début connaissance de son âge, mais malgré cette information elle l'a quand même considérée et admise comme jeune chômeur. Aucune faute n'est donc imputable dans le chef de la réclamante.

L'article L.527-3 du Code du travail prévoit que: «S'il a été constaté que des indemnités ont été accordées à la suite d'une erreur matérielle, celles-ci sont redressées ou supprimées. Les indemnités indûment payées sur la base de déclarations fausses ou erronées sont à restituer».

Considérant que la réclamante n'a jamais caché ou menti sur son âge, la médiatrice a demandé que l'ADEM renonce à sa demande de remboursement.

L'ADEM a accepté l'argumentaire de la médiatrice.

Appréciation contradictoire de l'état de santé faite par le médecin du travail de l'ADEM

La médiatrice a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne reprochant à l'ADEM de lui avoir refusé le paiement des indemnités de chômage en tant qu'indépendant.

Suite à un accident de travail, le réclamant a été obligé de cesser son activité professionnelle. En raison de la gravité des blessures et des séquelles qu'il continuait à subir, ses médecins traitant avaient préconisé l'abandon de son activité, alors que celle-ci était devenue incompatible avec son état de santé.

Le médecin du travail de l'ADEM était cependant d'avis que l'arrêt de l'activité n'était pas justifié d'un point de vue médical.

Après avoir analysé le dossier, la médiatrice a constaté que cet avis était contraire à celui de trois autres médecins par lesquels le réclamant était suivi.

Par ailleurs, l'avis du médecin du travail était en partie contradictoire en soi, en ce que d'une part, il constatait que certaines tâches ne pouvaient plus être accomplies par le réclamant, et que d'autre part, certains mouvements étaient toutefois inévitables dans la profession exercée par le réclamant.

En raison de ces divergences, la médiatrice est intervenue auprès de la directrice de l'ADEM pour lui demander de réexaminer le dossier en question.

Suite à l'intervention de la médiatrice, le réclamant a été examiné par un autre médecin du travail qui était d'avis que l'état de santé de l'intéressé ne lui permettait effectivement plus de continuer son activité indépendante.

Sur base de ce nouvel avis, la directrice de l'ADEM a accepté d'octroyer, de manière rétroactive, les indemnités de chômage au réclamant.

Informations erronées

La médiatrice a été saisie d'une réclamation de la part d'un citoyen qui disait avoir été mal informé par les services de l'ADEM, ce qui lui aurait causé un préjudice dans le sens où il n'aurait pas pu bénéficier de l'aide au réemploi à laquelle il aurait dû avoir droit.

Dans un premier temps, le réclamant n'a pas obtenu d'indemnités de chômage, l'ADEM étant d'avis qu'il n'était pas à considérer comme «chômeur involontaire» au sens de l'article L.521-3 du Code du travail.

Il a donc dû saisir les juridictions du travail pour qu'elles tranchent la question de savoir si son départ de l'entreprise était à considérer comme démission ou comme licenciement.

Trois ans plus tard, la Cour d'appel de et à Luxembourg a décidé qu'il n'y aurait pas lieu de considérer qu'il avait démissionné.

Suite à cette décision, l'ADEM a accepté de lui verser à titre rétroactif l'indemnité de chômage qu'il avait sollicitée trois ans plus tôt.

Au même moment, le réclamant a introduit une demande en obtention de l'aide au réemploi, qui lui a cependant été refusée au motif qu'il était hors délai.

Aux termes de l'article 16 1) du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 l'aide au réemploi doit être introduite, sous peine de forclusion, dans un délai de six mois à compter de la réinsertion professionnelle.

Or, le réclamant avait déjà retrouvé un nouvel emploi depuis deux ans au moment de la demande en obtention de l'aide au réemploi.

Il prétend cependant que c'est son placeur ainsi que deux personnes travaillant au sein de l'ADEM qui lui avaient conseillé d'attendre la décision de justice pour introduire sa demande en obtention d'une aide au réemploi, pour être certain de remplir les conditions pour y prétendre. En effet, en raison du fait qu'au départ, le réclamant n'était pas à considérer comme ayant été licencié, il ne remplissait à ce moment-là pas les conditions pour avoir droit à l'aide au réemploi.

Étant donné que le réclamant ne disposait pas de preuves de ces dires, la médiatrice n'a pas réussi à convaincre la directrice de l'ADEM de revenir sur sa décision et d'octroyer rétroactivement l'aide au réemploi au réclamant.

La médiatrice a également été saisie par un réclamant qui regrettait lui aussi d'avoir été mal informé par l'ADEM.

Il s'agissait en l'occurrence d'une personne d'une cinquantaine d'années qui était au chômage suite à la faillite de son ancien employeur.

À un moment donné, cette personne a souhaité créer sa propre entreprise. Son placeur l'avait informé des différentes aides auxquelles elle pourrait prétendre, notamment une aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée.

Le réclamant a cependant souhaité prendre toutes les précautions nécessaires avant de se lancer dans une nouvelle activité et a pour cela contacté différentes personnes travaillant au sein de l'ADEM.

Ces personnes lui auraient dit qu'a priori rien ne s'opposait à ce que l'aide en question lui soit octroyée et qu'il suffirait qu'il soit salarié de cette société.

Le notaire qui a dressé l'acte constitutif de société lui aurait assuré que le statut de salarié n'était pas incompatible avec celui de gérant et que l'unique point auquel il devrait faire attention serait le nombre de parts sociales qu'il détiendrait.

Selon le notaire, tant qu'il ne détiendrait pas plus de 25 parts sociales, il garderait le statut de salarié, alors qu'il en serait de même d'un point de vue de la sécurité sociale.

Or, l'ADEM ne partageait pas ce point de vue et était d'avis qu'en l'espèce, le réclamant ne remplissait pas les conditions pour prétendre à une aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée, dans la mesure où il n'était pas à considérer comme étant salarié de la société.

En effet, pour l'administration en question, le lien de subordination faisait défaut en l'espèce, alors que le réclamant était à la fois gérant unique de la société et détenait un pouvoir de signature individuel. Par ailleurs, force était de constater qu'il était également titulaire de trois autorisations d'établissements de la société.

Le réclamant était consterné par cette décision, alors que selon lui, il avait pris tous les renseignements nécessaires auprès de l'ADEM et qu'à aucun moment, les agents concernés ne l'auraient rendu attentif à ces éléments pourtant déterminants. Il était d'avis qu'il avait agi en toute transparence et qu'à aucun moment il n'avait voulu frauder la loi.

La médiatrice est intervenue auprès de la directrice de l'ADEM qui a nié le fait que le réclamant avait été mal informé par ses services. Dans la mesure où toutes les communications s'étaient déroulées de façon orale, il n'a pas été possible de prouver que le réclamant avait été mal informé par l'ADEM.

De façon générale, la médiatrice a pu noter que beaucoup de personnes s'étaient plaintes ces derniers temps d'avoir été mal informées respectivement mal conseillées par différents services de l'ADEM, ce qui aurait eu pour conséquence qu'elles avaient été privées d'une aide.

Dans la mesure où ces prises de renseignements se font la plupart du temps de façon

orale, la médiatrice refuse dans la grande majorité de cas d'intervenir auprès de l'administration concernée faute de preuves.

Lors d'une entrevue qui s'est déroulée au mois de décembre dernier en présence du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et des responsables de l'ADEM, la médiatrice en a profité pour les rendre attentifs à ces points.

La médiatrice espère qu'à l'avenir, les services de l'ADEM seront plus attentifs quant à l'exactitude des renseignements qu'ils donneront à leurs usagers et recommande à ces derniers de poser leurs questions par écrit.

Reclassement professionnel des personnes inaptes à occuper leur dernier emploi

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif de reclassement interne et externe a suscité de nombreuses réclamations.

- L'examen de réévaluation prévu dans les dispositions transitoires

Plusieurs réclamants ont critiqué la réévaluation médicale prévue par les dispositions transitoires de la loi susvisée.

Ce texte dispose qu'en cas de récupération des capacités de travail nécessaires pour occuper un poste ou des tâches similaires au dernier poste de travail, les personnes en reclassement externe se voient retirer l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

La plupart des réclamants ont remis à la médiatrice des rapports médicaux constatant l'absence d'amélioration de leur état de santé, voire même une aggravation.

La réévaluation ne doit pas aboutir à un retrait de la décision de reclassement et de l'indemnité d'attente en l'absence d'une amélioration réelle de l'état de santé et sans motivation médicale précise. C'est pourquoi, il incombe au médecin consultant de l'ADEM de préciser dans son avis médical les capacités de travail que les réclamants ont récupérées et les postes de travail similaires qu'ils pourront à nouveau occuper.

L'obligation de motivation, qui constitue un principe général de bonne administration reconnu par tous les États de droit, oblige le médecin à expliciter ses motifs.

À cet égard, une indication stéréotype ne saurait suffire. La motivation doit être circonstanciée et précise. Elle doit être adaptée aux circonstances de l'affaire et comporter un énoncé détaillé des conditions de fait à la base de l'avis médical. Dans les cas où des certificats médicaux sont versés, il incombe au médecin d'explicitier les raisons qui ne lui permettent pas de suivre les conclusions des médecins traitants.

- L'application dans le temps de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif de reclassement interne et externe

Dans un dossier concernant une personne ayant bénéficié d'un reclassement externe avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 susvisée, il s'est posé la question de savoir s'il y a lieu de faire application de l'ancien ou du nouvel article L.551-5 (3) du Code du travail. La nouvelle loi prévoit que la non-présentation à trois rendez-vous consécutifs auprès des services de l'ADEM entraîne l'arrêt définitif de l'indemnité professionnelle d'attente et la clôture du dossier du bénéficiaire. Selon les anciennes dispositions légales, ladite sanction était déjà encourue après deux convocations non respectées.

Dans le dossier en question, l'ADEM a fait application de l'ancien article. Elle s'est basée sur l'avis complémentaire du Conseil d'État du 11 novembre 2014 selon lequel, en vertu des principes applicables en matière de conflits de loi dans le temps, les anciennes dispositions régissant le reclassement restent applicables aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Un amendement n°34 avait inséré dans les «Dispositions transitoires» inscrites dans le projet de loi un alinéa précisant que les anciennes dispositions régissant le reclassement restent applicables aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Selon le Conseil d'État, «le nouvel alinéa est superfluetoire dans la mesure où la loi en projet ne s'applique qu'aux cas qui sont traités à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi». L'amendement n°34 n'a pas été repris dans la nouvelle loi.

La médiatrice ne partage pas cet avis. Elle se réfère au principe de l'application immédiate

de la loi nouvelle aux effets à venir des situations extracontractuelles, qui s'applique à défaut de dispositions transitoires spécifiques. Suivant ce principe, la survie de la loi ancienne est considérée comme exceptionnelle et ne s'impose que pour garantir les droits acquis par les bénéficiaires du régime antérieur (Traité de droit civil par Ghestin et Goubeaux, Introduction générale, page 294, n°369 et suivants).

Selon la médiatrice, les dispositions plus favorables de la nouvelle loi devraient être appliquées à tous les reclassés externes, car celle-ci n'en exclut pas expressément le bénéficiaire aux personnes ayant fait l'objet d'un reclassement externe avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

L'ADEM, en s'appuyant sur l'avis du Conseil d'État et sur des arguments de texte, n'applique les nouvelles dispositions qu'aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Il n'est pas certain cependant que les juridictions saisies de la question suivront cette approche.

Il est indispensable qu'à l'avenir, les dispositions transitoires d'une loi précisent clairement l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, afin de clarifier s'il est prévu ou non de déroger aux principes généraux applicables en matière de conflits de loi dans le temps.

- Indemnité compensatoire

Lorsqu'une personne fait l'objet d'un reclassement interne ou externe et qu'elle subit ainsi une diminution de son salaire initialement perçu, elle a droit à une indemnité compensatoire.

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif de reclassement interne et externe a visé une simplification du calcul de l'indemnité compensatoire. L'indemnité compensatoire pourrait ainsi être liquidée plus rapidement.

Cette indemnité est payée par l'ADEM à charge du Fonds pour l'emploi.

Toujours est-il que la médiatrice a été saisie de plusieurs réclamations mettant en cause le délai extrêmement long pour l'instruction et le paiement initial de l'indemnité compensatoire aux personnes reclassées sous le régime de la loi précitée. Par ailleurs la médiatrice constate souvent un manque de régularité dans le paiement subséquent de l'indemnité compensatoire mensuelle, privant ainsi les personnes concernées pendant une certaine période d'une partie de leurs revenus.

Cette problématique de retard a notamment été discutée lors d'une entrevue avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et des membres de la direction de l'ADEM. Il a alors été convenu que l'ADEM devrait tout mettre en œuvre pour mettre en place un système d'avances ou d'acomptes pour les personnes bénéficiaires de l'indemnité compensatoire afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent pendant une longue durée qu'avec seulement une partie de leur revenu mensuel.

La médiatrice va suivre attentivement les démarches entreprises en ce sens par l'ADEM.

- Commission mixte de reclassement des Travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail

Le certificat d'aptitude établi lors de l'examen médical d'embauche

Aux termes de l'article L. 551-1, paragraphe 1^{er} du Code du travail, «les salariés qui occupent leur dernier poste de travail depuis moins de trois ans ne sont éligibles pour le reclassement professionnel que sous condition qu'ils soient en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail».

L'article L 326-1 du Code du travail dispose que «pour les postes à risques dont question à l'article L. 326-4 ci-après, l'examen doit être fait avant l'embauchage. Pour les autres postes, l'examen doit être fait dans les deux mois de l'embauchage».

Un réclamant a été victime d'un accident de travail quatre semaines après avoir été embauché par une entreprise de génie civil. Il n'avait pas encore été convoqué pour un examen médical d'embauche par le médecin du travail. Comme il ne disposait pas d'un certificat d'aptitude au travail, son dossier de reclassement a



été déclaré irrecevable par la Commission mixte.

Les personnes qui sont victimes d'un accident de travail avant que l'examen médical d'embauche n'ait eu lieu sont d'office exclues du reclassement. Cette solution est inique et discriminatoire, car ni le salarié, ni l'employeur ne peuvent être tenus pour responsables des délais de convocation à l'examen d'embauche.

Dans le cadre de ce dossier, s'est également posé un problème de qualification du poste de travail de l'accidenté. Pour l'employeur, il ne s'agissait pas d'un poste de travail à risques au sens de l'article L. 326-4 du Code du travail pour lequel l'examen médical doit être effectué avant l'embauche, position qui n'était pas partagée par le Ministère du Travail.

En pratique, les délais de convocation auprès du médecin du travail peuvent dépasser de loin deux mois. Même les salariés qui ne sont pas exposés à un risque spécifique peuvent être victimes d'accidents professionnels. Par ailleurs, de nombreux dossiers soumis à la médiateure sont des accidents de trajet. À défaut d'examen d'embauche, ces personnes ne sont pas éligibles au reclassement professionnel et ne peuvent dès lors pas bénéficier d'une rente professionnelle d'attente, car celle-ci ne peut être octroyée qu'en cas de reclassement professionnel externe.

Outre le problème tenant aux délais de convocation à l'examen médical d'embauche, il existe un nombre élevé de salariés qui travaillent depuis longtemps sans avoir jamais été soumis à un examen médical d'embauche.

Une réclamation a été introduite auprès de la médiateure par une secrétaire d'un cabinet d'avocats, victime d'un accident vasculaire cérébral, qui ne pouvait plus travailler qu'à mi-temps, mais dont le dossier a été déclaré irrecevable pour défaut d'examen médical à l'embauche. La Commission mixte a pris la même décision dans le cas d'une aide-éducatrice embauchée par une commune.

Le même sort a été réservé à une auxiliaire de vie en tant que salariée auprès de personnes dépendantes. La durée de ses contrats de travail, qui se succèdent rapidement, peut varier entre trois mois à quatre ans. La réclamante s'était gravement blessée en essayant d'empêcher une chute d'un de ses clients. À ses dires, parmi les vingt personnes de sa connaissance exerçant le même métier, aucune n'était informée de l'obligation de passer un examen médical d'embauche lors de la conclusion d'un nouveau contrat de travail. Beaucoup de femmes de charge travaillant dans des ménages privés ignorent ces prescriptions légales et sont d'office exclues du reclassement.

Il est de première importance d'organiser une campagne d'information afin d'informer tant les employeurs que les salariés au sujet de l'examen médical d'embauche.

Ministère du Logement

- Service des aides au logement

Révision d'une décision administrative compte tenu de la situation particulière de l'utilisateur

Depuis le 1^{er} janvier 2016, une nouvelle aide au logement a été mise en place sous la forme d'une subvention de loyer. Selon la réglementation en vigueur, cette subvention peut être demandée par une personne seule ou par plusieurs personnes habitant ensemble dans un même logement situé au Grand-Duché de Luxembourg.

Un usager dont la demande a été refusée par le Service des aides au logement a introduit une réclamation auprès de la médiateure.

Après analyse de la situation, il est apparu que l'usager avait indiqué dans le formulaire de demande deux adresses différentes pour lui et son épouse. Il n'a toutefois pas informé le Service des aides au logement qu'une procédure de regroupement familial était en cours et que l'adresse de son épouse à l'étranger était uniquement temporaire.

Le service en question (qui n'était pas informé de la procédure de regroupement familial en cours) a donc simplement constaté que les deux personnes inscrites dans la demande ne résidaient pas ensemble à la même adresse.

Après discussion avec le Service des aides au logement, la médiateure a donc recommandé à l'usager d'adresser audit service une copie des documents attestant qu'une procédure de regroupement familial est en cours.

Informée de ce nouvel élément, le Service des aides au logement a indiqué revoir sa décision

sur présentation d'un document attestant que la procédure de regroupement familial a été achevée.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

- Administration des bâtiments publics

Réparation exemplaire d'un préjudice suite à la résiliation d'un marché public

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une société de jardinage qui remettait en cause la façon dont le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait résilié le marché public qui lui avait été attribué. La société regrettait notamment le fait de ne pas avoir obtenu de réponse aux courriers qu'elle lui avait envoyés.

La société en question avait été désignée adjudicataire publique pour l'exécution de certains travaux d'aménagement et de plantation par arrêté ministériel.

Une année plus tard, elle avait cependant reçu un courrier du nouveau ministre en fonction l'informant de son intention de résilier le marché en question. La lettre n'indiquait aucun motif et invitait la partie concernée à faire valoir ses observations endéans les huit jours.

Le lendemain, le gérant de la société concernée a envoyé une lettre recommandée pour demander une entrevue avec un des responsables du ministère. Suite à ce courrier, il a reçu un appel téléphonique de la part d'une personne travaillant au sein du ministère pour l'informer qu'il allait transmettre ses doléances au directeur de l'Administration des bâtiments publics.

Quelques jours plus tard, le ministre compétent a pris un arrêté de résiliation de marché, sans que le gérant en question n'ait jamais reçu de nouvelles quant aux suites réservées à sa demande, ceci malgré plusieurs rappels.

Après avoir analysé le dossier, la médiateure a pu constater que la réclamante n'avait pas introduit de recours contre la décision du ministre de résilier le marché public. Dans la mesure où le gérant de la société de jardinage avait cependant fait des démarches auprès de l'administration concernée, la médiateure a accepté d'intervenir auprès du ministère en question.

Outre l'absence de réponse de l'Administration des bâtiments publics aux courriers de la réclamante, force est de constater que, de façon générale, le traitement du dossier dans sa globalité était inacceptable. En effet, la décision de résiliation prise par le ministre violait non seulement la loi applicable en matière de marchés publics, mais également les règles de procédure administrative non contentieuse, dans la mesure où aucun motif de résiliation n'avait été avancé par le ministre et que ce dernier n'était pas non plus pris position quant aux courriers du réclamant.

L'article 100 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 n'autorise en effet la résiliation d'un marché public qu'en cas de force majeure. Or, la décision de résiliation n'indiquait aucun motif.

Par ailleurs, le ministre avait d'abord invité la société concernée à faire valoir ses observations endéans les huit jours mais a, malgré un courrier envoyé par la réclamante dans ce délai, pris un arrêté de résiliation au terme du délai précité.

La médiateure a demandé une entrevue avec les acteurs concernés. Lors de cette entrevue, le directeur de l'Administration des bâtiments publics et un représentant du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont reconnu que la façon dont le dossier avait été traité était critiquable. Ils ont présenté les excuses du ministre et ont expliqué les raisons pour lesquelles le marché public n'avait pas pu être réalisé tel qu'il avait initialement été conçu.

Pour compenser le préjudice subi, le directeur de l'Administration des bâtiments publics a accepté d'octroyer différents petits marchés comportant des travaux de jardinage à la réclamante.

La médiateure va suivre attentivement l'exécution de la promesse de compensation faite par l'Administration des bâtiments publics et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES)

Attribution d'aides financières pour études supérieures

La médiateure a été saisie d'une réclamation concernant l'attribution d'aides financières pour études supérieures.

De façon générale, le contact entre la médiateure et le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) est bon et des réponses sont rapidement réservées aux interventions de la médiateure.

Dans un dossier, un réclamant a contesté le fait que le CEDIES ait refusé de donner suite à sa demande en obtention de l'aide financière pour études supérieures au motif que son parent n'a pas travaillé au Luxembourg pendant une durée d'au moins cinq ans sur une période de référence de sept ans et qu'il n'y a pas travaillé au moment de la demande de l'aide financière.

Le père du réclamant exerce des activités en tant que travailleur intérimaire et d'après le CEDIES, «il présente une multitude d'interruptions donnant lieu à une interruption globale de plus de 300 jours à l'intérieur de la période de travail effectuée endéans les sept dernières années». Par conséquent il ne remplirait pas les dispositions de l'article 3 point 5 b de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Pour prouver que le réclamant remplit les conditions légales, la médiateure a remis un nouveau certificat d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale couvrant la période des sept dernières années.

Elle s'est également référée au rapport de la Commission de l'enseignement supérieur, de la recherche, des médias, des communications et de l'espace du 3 juillet 2014 relatif au projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures dont il ressort que le caractère ininterrompu d'une période de cinq ans au moment de la demande est remplacé par une période de référence de sept ans pendant lesquels cinq ans de travail doivent être démontrés.

Suite à une réévaluation de la période de travail du père du requérant, le CEDIES a accordé de manière rétroactive l'aide financière sollicitée.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Office national de l'enfance (ONE)

Refus d'octroyer rétroactivement une aide financière

Les parents d'un enfant fréquentant l'enseignement primaire avaient saisi la médiateure d'une réclamation dirigée à l'encontre de l'ONE alors qu'ils estimaient que c'était à tort que l'administration en question avait refusé de leur accorder une aide financière.

Les réclamants avaient en effet remarqué que leur fils présentait certains troubles du comportement et étaient d'avis qu'un suivi psychologique lui serait bénéfique. Ils en ont par conséquent discuté avec l'instituteur qui a décidé de saisir la Commission d'inclusion sociale (CIS), tel que le prévoit la procédure. La CIS n'a cependant dans un premier temps pas entendu soutenir leur initiative.

Étant donné que les épreuves standardisées, qui sont organisées au cours de la dernière année de l'enseignement primaire et qui font partie intégrante de l'évaluation du système scolaire, avançaient à grands pas, les parents ont décidé de prendre l'initiative de faire suivre des séances psychologiques à leur fils.

Parallèlement, ils ont introduit une demande d'aide financière auprès de l'ONE qui les a informés qu'aucune suite ne saurait y être réservée dans la mesure où l'avis de la CIS ferait défaut. En effet, en vertu de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, la CIS doit donner son approbation en la matière.

Deux mois plus tard, la CIS a toutefois changé d'avis et a estimé que l'enfant nécessiterait quand même un suivi psychologique.

L'ONE a cependant refusé d'accorder rétroactivement l'aide financière aux parents pour les séances qui avaient déjà été accomplies.

Les réclamants ont considéré que cette décision de refus était injuste, alors que la CIS avait changé d'avis et qu'il était évident pour eux que les troubles de comportement existaient déjà depuis un certain temps.

La médiateure a partagé l'avis des réclamants et a demandé au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse d'accorder rétroactivement l'aide financière sollicitée. Le ministre a d'abord rappelé le principe de non-rétroactivité des prises en charges financières, mais a finalement accepté de leur accorder à titre tout à fait exceptionnel l'aide en question.

Affaires relevant des communes

Retard de remboursement d'un dépôt de garantie

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre d'une commune dans le cadre de la viabilisation d'un terrain. Les réclamants avaient signé une convention qui prévoyait le dépôt d'une garantie d'un montant de plusieurs dizaines de milliers d'euros «pour assurer l'achèvement des travaux d'infrastructure». La convention prévoyait en outre que la garantie «expirera si à la fin des travaux, au moment de la réception définitive des infrastructures publiques, aucun dégât n'est constaté».

Étant donné que le procès-verbal de réception définitive des travaux n'indiquait aucun manquement, la garantie avait expiré et devait être reversée aux réclamants.

Suite à un premier courrier des réclamants, par lequel ils demandaient le remboursement de la garantie, la commune a attiré l'attention sur le fait que la convention prévoyait que «Les équipements publics réalisés dans le cadre de la viabilisation du terrain seront cédés gratuitement à la commune par le propriétaire après leur achèvement conformément aux règles de l'art et au moment de la réception définitive des travaux. Cette cession sera formalisée dans l'acte notarié».

Les réclamants ont pris contact avec un notaire, mais la question de l'utilité de cet acte notarié se posait en l'espèce. Tant les réclamants que le notaire ont pris contact avec la commune qui a indiqué vouloir se renseigner auprès de son avocat. Comme aucune suite n'a été réservée au dossier, les réclamants ont adressé un deuxième courrier pour obtenir des réponses quant à la nécessité de l'établissement d'un acte et pour que la garantie leur soit reversée avant la fin de l'année.

La commune a ensuite fait aux réclamants une proposition de convention concernant le raccord au réseau des eaux usées.

Les réclamants ont saisi la médiateure du dossier en expliquant qu'ils ne s'opposent pas à l'établissement d'un acte notarié si la commune le souhaite et ce malgré la réticence du notaire, mais qu'ils attendent des réponses à leurs questions et souhaitent le remboursement de leur garantie.

La médiateure a informé la commune qu'elle était d'avis que ni la question de l'acte, ni la proposition de convention concernant le raccord au réseau des eaux usées, ne sauraient retarder davantage le remboursement de la garantie qui est dû depuis la réception définitive des travaux. En effet la garantie était due pour assurer l'achèvement des travaux d'infrastructure, travaux qui n'ont appelé aucune remarque de la part de la commune.

La commune a finalement donné suite à l'intervention de la médiateure et a remboursé la garantie aux réclamants.

Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes

Caisse nationale de santé (CNS)

Prise en charge des frais de transport par ambulance

Le refus de prise en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) de frais de transport par ambulance suscite régulièrement des réclamations.

Au cours de son hospitalisation à la maternité du Centre hospitalier de Luxembourg en raison de problèmes liés à sa grossesse, une réclamante a été atteinte d'une tension oculaire si élevée qu'elle a dû être transférée d'urgence dans une clinique universitaire spécialisée allemande.

Aucune demande d'autorisation préalable n'ayant été introduite conformément à l'article 133 (4) des statuts de la CNS, celle-ci a refusé la prise en charge du transport. L'article 135 des statuts prévoit pourtant en cas d'urgence une exception au principe d'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. La CNS a répondu à la médiateure qu'elle interprète ce texte en ce sens que, dans tous les cas et même en cas d'urgence, le médecin traitant doit introduire sa demande d'autorisation préalablement au transport.

Le transport de la réclamante et son hospitalisation à l'étranger ayant été organisés par le Centre hospitalier, il était impossible à cette dernière de veiller elle-même au respect de toutes les formalités requises.

Ce n'est pas aux assurés de pâtir d'un oubli ou d'une négligence de leur médecin traitant ou du personnel hospitalier. Il devrait être possible aux assurés de régulariser les formalités en cas d'oubli ou de lacunes dans les documents nécessaires pour la prise en charge d'un transport par ambulance.



Prise en charge par la CNS de soins ambulatoires fournis à l'étranger

La médiatrice est souvent saisie de réclamations de la part d'assurés luxembourgeois qui se sont fait soigner auprès de médecins établis à l'étranger et qui demandent un remboursement des soins ambulatoires auprès de la CNS sur la base des principes de la jurisprudence Decker et Kohll de la CJUE (arrêts C-158/96 et C-120/95 du 28 avril 1998), repris à l'article 7 de la directive n°2011/24/UE du 9 mars 2011 et transposés aux articles 20 et suivants du Code de la sécurité sociale ainsi qu'aux articles 20 et suivants des statuts de la CNS.

Dans un cas, un assuré s'est soumis à un traitement dermatologique auprès d'un médecin spécialiste à Trèves. La CNS a refusé de prendre en charge les frais d'analyse anatomo-pathologique ainsi que les médicaments prescrits par le médecin allemand.

Le refus des frais d'analyse a été motivé par le fait que ces prestations ne sont pas prévues par le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique prises en charge par l'assurance maladie.

L'article 23 (2) des statuts de la CNS prévoit cependant que dans ce cas, le Contrôle médical de la sécurité sociale détermine la prise en charge en assimilant les prestations de soins de santé frontaliers non prévues par la législation luxembourgeoise à des prestations de santé de même importance au Luxembourg ou, à défaut, dans l'État membre de traitement.

Au Luxembourg, ces analyses sont réalisées par le Laboratoire national de santé. Pour la CNS, il s'agit d'une prestation étatique, de sorte que les analyses d'anatomo-pathologie seraient exclues du champ d'application de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise.

La Cour de justice de l'Union européenne a statué dans un arrêt du 27 janvier 2011 (C-490/09 - Commission/Luxembourg), que le défaut de prise en charge des frais d'analyses et d'exams de laboratoire effectués dans un autre État membre constitue une restriction à la libre prestation des services au sens de l'article 49 du traité CE. Dans cet arrêt, la CJUE a visé généralement «les analyses et frais de laboratoires» au sens de l'article 24 du Code de la sécurité sociale dans sa version publiée au Memorial A 2008, page 790. Ces termes se réfèrent de façon générale aux analyses et frais de laboratoires médicaux sans distinction entre laboratoires de biologie médicale et laboratoires d'anatomo-pathologie.

La CNS interprète cependant cet arrêt en ce sens qu'il ne s'appliquerait qu'aux analyses médicales et aux analyses de biologie clinique, mais non pas aux analyses d'anatomo-pathologie.

Il ne fait pas de doute que le refus de prise en charge de ces analyses effectuées par des prestataires de services médicaux établis dans des États membres autres que le Grand-Duché de Luxembourg décourage et empêche les personnes affiliées à la sécurité sociale luxembourgeoise de se faire soigner à l'étranger pour des maladies nécessitant des analyses d'anatomo-pathologie.

Une telle entrave à la libre prestation des services ne peut se justifier que par «l'objectif de maintenir un service médical et hospitalier équilibré et accessible à tous» et par «le risque d'une atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale» (voir considérant n°43 de l'arrêt de la CJUE du 27 janvier 2011). Il est discutable que la position de la CNS soit conforme à la jurisprudence de la CJUE.

Dans ce dossier, les produits pharmaceutiques prescrits par le médecin spécialiste allemand n'ont pas été pris en charge non plus.

La CNS justifie ce refus en se référant de nouveau à l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui limite la prise en charge aux prestations et fournitures inscrites dans la nomenclature de la CNS.

La question se pose de savoir si pour ces médicaments, il n'y a pas lieu de faire application de l'article 23 (2) des statuts, qui prévoit que les prestations non prévues par la législation luxembourgeoise sont assimilées à des soins de santé de même importance au Luxembourg ou, à défaut, dans l'État membre de traitement.

L'assimilation des médicaments prescrits par le médecin allemand à d'autres produits figurant dans la liste des médicaments pris en charge devrait être possible dans la plupart des cas et permettre une prise en charge.

La CNS n'a pas pris en compte cette disposition au motif qu'un assuré qui se serait fait prescrire les mêmes médicaments par un médecin établi au Luxembourg n'aurait pas pu bénéficier non plus d'un remboursement.

Cet argument n'est valable qu'au cas où, pour le traitement de cette maladie, il n'aurait pas été possible du tout de la traiter au Luxembourg par des médicaments ou d'autres soins pris en charge par l'assurance maladie.

Il est normal que les médecins étrangers prescrivent des médicaments pris en charge par leur réglementation alors qu'ils ne connaissent pas les médicaments remboursés au Luxembourg. Au cas où l'assimilation prévue par l'article 23 (2) des statuts est possible, la CNS devrait prendre en charge les prestations fournies à l'étranger.

Prise en charge de soins stationnaires programmés à l'étranger

La médiatrice a été saisie de plusieurs réclamations de la part de personnes qui ont dû être hospitalisées d'urgence à l'étranger et qui se sont vu facturer des suppléments non pris en charge par l'assurance maladie. Les faits à la base de ces réclamations sont presque toujours identiques.

Un médecin luxembourgeois avait diagnostiqué auprès d'une assurée luxembourgeoise une tumeur cancéreuse qui ne pouvait pas être opérée au Luxembourg. Toutes les formalités en vue d'une autorisation de transfert à l'étranger auprès d'un chirurgien spécialisé dans ce genre d'opérations ont été mises en œuvre. La patiente a bénéficié d'un formulaire «S2 - Droit aux soins programmés» sur la base duquel l'organisme de santé étranger prend directement en charge les frais médicaux et hospitaliers selon ses tarifs sociaux.

Le chirurgien étranger signala à la patiente, lors de la consultation préopératoire, que pour ce genre d'opération, il serait de pratique courante que les patients choisissent une chambre individuelle. Comme elle disposait d'une assurance complémentaire prenant partiellement en charge les surcoûts en résultant, la patiente marqua son accord d'autant plus que le chirurgien lui aurait assuré que tous les frais médicaux seraient pris en charge par l'assurance maladie.

La déclaration d'admission fut remplie par l'hôpital conformément aux instructions du chirurgien et présentée à la patiente pour signature.

De retour au Luxembourg, la patiente reçut une facture de l'hôpital mettant à sa charge des suppléments d'un montant d'environ 4.000 E qui consistaient pour l'essentiel en des honoraires de médecins dépassant le tarif social et à charge de la patiente. Dans d'autres dossiers, le montant des suppléments atteignait jusqu'à 11.000 E.

L'assurée contacta le chirurgien qui lui répondit qu'en cas de transferts de l'étranger, il serait hors de question pour lui de fournir ce traitement chirurgical pour le tarif social.

La réclamante se plaignait auprès de la médiatrice qu'elle n'avait eu en fait aucun autre choix que de se faire opérer d'urgence par le chirurgien désigné dans l'autorisation de transfert émise par la CNS.

En l'état actuel de la législation, la CNS ne peut pas rembourser lesdits suppléments d'honoraires dépassant les tarifs sociaux.

On pourrait reprocher à l'assurée d'avoir mal lu sa déclaration d'admission à l'hôpital étranger qui contenait une clause autorisant l'hôpital et les médecins hospitaliers de facturer des suppléments en cas de choix d'une chambre individuelle.

Les termes de la déclaration d'admission leur sont en fait imposés. Atteints d'une maladie qui doit être soignée immédiatement, les patients, après avoir fait un long voyage, peuvent difficilement revenir chez eux, demander un nouveau rendez-vous auprès de leur médecin traitant, afin que celui-ci introduise une nouvelle demande d'autorisation de transfert à l'étranger. Après tous ces retards, ils trouveront peut-être un chirurgien prêt à travailler pour le tarif social, mais dont la liste d'attente risque d'être excessivement longue.

En fait, les dispositions légales étrangères qui permettent au corps médical de facturer des suppléments par rapport aux tarifs sociaux, et qui conduisent ainsi à une médecine «à deux vitesses», ont pour effet de vider de leur substance les droits des assurés consacrés par la réglementation européenne en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale.

Fonds national de solidarité (FNS)

Résidence effective au Luxembourg: condition requise pour l'obtention du RMG

La médiatrice a été saisie d'une réclamation à l'encontre du Fonds national de solidarité au sujet du refus de l'octroi de l'allocation complémentaire du fait que le réclamant ne remplissait pas la condition de l'article 2(1) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

L'article 2(1) de la loi dispose que «peut prétendre aux prestations de la présente loi, toute personne qui remplit les conditions suivantes: a) être autorisée à résider sur le territoire du Grand-Duché, y être domiciliée et y résider effectivement».

Suite à une enquête effectuée au domicile du réclamant, le FNS a constaté qu'il n'habitait pas à l'adresse indiquée.

Le réclamant a expliqué à la médiatrice que le jour où les agents du FNS se sont présentés, il était en visite chez sa mère hospitalisée et que malgré l'annonce d'une nouvelle visite, personne ne se serait plus présenté.

Le réclamant a également été invité à rembourser plusieurs milliers d'euros au titre de prestations versées indûment pendant trois mois.

La médiatrice est intervenue pour demander au FNS de lui indiquer ce qui, dans le dossier et suivant enquête, permettait de conclure avec certitude que le réclamant n'habitait pas à cette adresse.

Le FNS a indiqué à la médiatrice que le réclamant a introduit une nouvelle demande en obtention du revenu minimum garanti suite à l'arrêt du paiement en raison de l'expiration du titre de séjour. À cette occasion, une enquête à domicile a été faite en vue de vérifier, entre autres, la composition de la communauté domestique alors que le réclamant hébergeait deux demandeurs de protection internationale au sein de son logement.

Il résultait de l'enquête que ce même jour, le réclamant était absent et que selon les informations obtenues, il se trouvait depuis au moins un mois en France auprès de sa mère. Sur ce, les enquêteurs ont fixé un rendez-vous à l'accueil du FNS pour l'entendre au sujet des membres de sa communauté domestique et son séjour en France. Il n'aurait toutefois donné aucune suite à cette convocation. De ce fait le FNS a refusé la prestation au motif que la résidence effective au Luxembourg n'est pas établie.

Étant donné les explications données par la présidente du FNS, la médiatrice n'a pas constaté de dysfonctionnement du FNS et a conseillé au réclamant de collaborer activement avec le FNS.

Retenue prématurée d'une partie de l'allocation de vie chère

Les réclamants ont demandé à la médiatrice d'intervenir parce qu'ils avaient été informés par le FNS que l'allocation de vie chère pour l'année 2015 leur était accordée, mais qu'elle ne serait liquidée qu'à hauteur de la moitié. L'autre moitié serait retenue à titre de restitution de sommes indûment touchées.

Or, les réclamants affirmaient ne jamais avoir été informés d'avoir indûment touché un montant et ne savaient pas à quoi correspondait cette retenue. Par ailleurs, selon un relevé du FNS, l'allocation de vie chère aurait été payée dans sa totalité, alors que tel n'était pas le cas dans les faits.

Après intervention de la médiatrice, il s'est avéré que le FNS avait prématurément procédé à la retenue de la moitié de l'allocation de vie chère des réclamants à cause d'un recours que les réclamants avaient intenté contre une décision de recalcul de l'allocation complémentaire (RMG) et qui était pendant devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale. Le FNS a déclaré que la moitié restante de l'allocation de vie chère allait être versée le plus rapidement possible aux réclamants.

Le FNS a effectivement procédé au paiement, mais l'année suivante la même retenue a été faite alors que le recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale était toujours pendante.

Après une nouvelle intervention de la médiatrice, le FNS a versé la somme retenue aux réclamants. Le FNS ne s'est pas prononcé quant au fait que la même erreur avait été commise l'année précédente.

La médiatrice considère qu'une excuse aurait été de mise.

Caisse pour l'avenir des enfants (CAE)

Les relations entre les services de la médiatrice et ceux de la CAE sont excellentes. La présidente réagit rapidement aux interventions et aux prises de position de la médiatrice et répond à toutes les questions posées.

Attribution du congé parental pour un travailleur indépendant

Une réclamante s'est adressée à la médiatrice concernant sa demande en obtention du congé parental. La CAE exigeait que la réclamante remette une déclaration de sortie pour travailleurs indépendants pour pouvoir bénéficier du congé parental.

La réclamante exerce depuis 17 ans une activité salariale. Elle détient également une licence de cabaretage et a ouvert, depuis un an, un débit de boissons. Ce débit est, d'après les déclarations de la réclamante, géré par un sous-gérant. Si la réclamante devait renoncer à son activité d'indépendante, le débit de boissons devrait fermer.

Suite à l'intervention de la médiatrice, la CAE a accepté d'accorder le congé parental à condition que pendant la durée dudit congé, la réclamante nomme un gérant ou remette une déclaration sur l'honneur qu'elle n'y travaille pas.

Octroi des allocations familiales conditionné par l'obtention du titre de séjour définitif d'un des deux parents?

Un couple s'est adressé à la médiatrice pour se plaindre du fait qu'il ne percevait pas d'allocations familiales pour leur fille en bas âge. Le père et la fille ont la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, tandis que la mère a la nationalité d'un État tiers. La mère et la fille venaient de s'installer au Grand-Duché alors que le père y résidait et y travaillait depuis 2010.

Les services de la CAE exigeaient une copie intégrale de la carte de séjour définitive de la mère, quand bien même que le père et la fille disposaient d'une attestation d'enregistrement et que la mère avait sollicité l'octroi d'un titre de séjour en qualité de membre de famille d'un citoyen de l'Union.

La question se posait de savoir pourquoi une copie intégrale de la carte de séjour de la mère était nécessaire. En effet, d'une part le récépissé de la demande de carte de séjour indiquait qu'il valait carte de séjour, d'autre part, l'enfant et son père, ressortissants de l'Union, résidaient ensemble sur le territoire, de sorte que l'enfant aurait dû pouvoir obtenir les allocations familiales par le biais de son père.

La présidente de la CAE a informé la médiatrice qu'après concertation avec la Direction de l'immigration, le paiement des prestations en faveur de la fille du couple a été entamé.

Partie 3 - Vivre ensemble au Luxembourg

Accueil et intégration: du multiculturel à l'interculturel

Niewenteneen a Mateneen

«Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre.»

«Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil.»

Amin Maalouf, écrivain.

Le Luxembourg: un pays d'immigration

Justifiée tant par l'actualité luxembourgeoise et internationale que par le nombre croissant de réclamations introduites auprès de la médiatrice en matière d'immigration, la présente partie du rapport annuel vise à informer sur l'accueil et l'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI) au Luxembourg ainsi que sur les principales difficultés rencontrées au quotidien par cette partie de notre population.

«Mir wëlle bleiwe wat mir sinn»¹

Mais que sommes-nous?

Du Saint-Empire germanique, à travers les Habsbourg, les Bourguignons, la France, les Pays Bas, la Belgique et l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg est le résultat d'une longue alternance d'appartenances politiques et territoriales².

Cette terre d'agriculture, autrefois surnommée «Département des forêts», a longtemps été marquée par la rudesse des conditions de vies et la multiplication des vagues d'émigration. Entre les XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles, nombre de ses habitants (estimés à plus de 70.000 entre 1841 et 1891) ont ainsi pris la décision de quit-

¹ Michel Lentz «De Feierwon»; Devise nationale du Luxembourg.

² «à propos... du Luxembourg multiculturel», Service information et presse du Gouvernement luxembourgeois, www.gouvernement.lu, juillet 2008.



ter leur pays pour rejoindre la France, les États-Unis ou encore la région du Banat¹.

La fin du XIX^{ème} siècle s'accompagne d'un développement rapide de l'industrie et, en raison des récentes vagues d'émigration, d'un manque de main d'œuvre. Le Luxembourg s'est alors tourné vers l'étranger et a accueilli, en quelques années, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs pour l'essentiel allemands, français, belges, polonais, italiens et portugais².

En 1930, près de 18% de la population était étrangère. Au sortir de la seconde guerre mondiale, ce chiffre n'a cessé d'augmenter pour atteindre 27% en 1987, 37% en 2000 et 47% en 2016³.

D'après les données publiées par le Statec, près de la moitié de la population résidant actuellement au Luxembourg est de nationalité autre que luxembourgeoise. À cette moitié s'ajoutent quotidiennement près de 160.000 travailleurs frontaliers, de sorte que chaque jour ouvrable, les nationaux luxembourgeois (d'origine et naturalisés) sont minoritaires au Luxembourg.

Parmi les résidents luxembourgeois, près des deux tiers auraient un passé migratoire, fut-ce dans un passé très lointain.

On peut conclure de ce qui précède que le Grand-Duché de Luxembourg tel qu'on le connaît aujourd'hui est définitivement un pays de migrations, qu'il s'agisse d'émigration ou d'immigration.

Pour citer Guy Kirsch, économiste et sociologue luxembourgeois,

«C'est en partie par l'affrontement ouvert, en partie par une opposition voilée à l'égard des étrangers, en partie par une coopération astucieuse avec eux ainsi que par une imitation et une assimilation habiles des étrangers, de ce qui est étranger, des autres, de l'autre que les Luxembourgeois sont devenus au cours d'un processus dynamique ceux qu'ils sont aujourd'hui»⁴.

Depuis les années 60, le Luxembourg a connu différentes vagues d'immigration en provenance notamment du Portugal, de l'ancienne Tchécoslovaquie, du Chili, du Vietnam, de Roumanie, de Pologne d'Iran ou encore, dans les années 1990 de la région des Balkans⁵.

Les dernières vagues d'immigration ont amené des DPI originaires de Serbie, d'Albanie, du Kosovo, de Syrie, d'Afghanistan ou encore d'Iraq. Nombre d'entre eux ont fui un pays en guerre vers lequel ils ne pourront probablement pas retourner.

Bien que cette forme d'immigration ne soit pas exclusivement de nature économique, c'est bien par l'économie que l'intégration pourra être favorisée.

Pour intégrer les nouveaux arrivants, il est indispensable de reconnaître leurs compétences. Ainsi, pour ceux d'entre eux qui poursuivaient des études ou exerçaient une profession avant leur départ, l'intégration pourrait se faire par un retour aux études, à l'apprentissage, à la formation ou au travail.

Pour certains d'entre eux, confrontés à une nouvelle culture ainsi qu'à un alphabet et des langues inconnus, l'un des principaux défis pour permettre pareille intégration consiste, dès leur arrivée sur le territoire luxembourgeois, en l'apprentissage d'une des langues véhiculaires du pays.

La procédure administrative de demande de protection internationale

À leur arrivée sur le territoire luxembourgeois, ces personnes originaires d'un pays tiers à l'Union européenne qui fuient leur pays ont la possibilité d'introduire une demande dite de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE).

L'une des premières étapes de la procédure administrative consiste en la vérification de l'identité des personnes. À cette fin, chaque deman-

deur de protection internationale est convoqué auprès d'un service de police judiciaire pour un relevé d'empreintes digitales et une prise de photographie.

En principe, dans les trois jours suivant l'introduction de sa demande de protection internationale, le demandeur reçoit une attestation de dépôt de sa demande. Il s'agit d'un document délivré à son nom, lui octroyant le droit de rester et de circuler librement sur le territoire luxembourgeois jusqu'à ce qu'une décision intervienne.

Sur base des éléments renseignés par un DPI au cours de la procédure, la Direction de l'immigration décide de lui accorder ou de lui refuser le bénéfice de la protection internationale.

En cas d'accord, le demandeur acquiert le statut de bénéficiaire de protection internationale (BPI). Il obtiendra soit le statut de réfugié, soit le statut conféré par la protection subsidiaire.

Protection internationale

S'il obtient le statut de réfugié, il recevra une carte de séjour ainsi qu'un titre de voyage pour les déplacements à l'étranger. Le titre de séjour a une validité d'au moins trois ans permettant de circuler librement dans l'Union européenne. Les bénéficiaires du statut de réfugié ne sont toutefois pas autorisés à retourner dans leur pays d'origine sous peine de perdre leur statut de réfugié.

Une fois ce statut accordé, les BPI ont, entre autres, accès aux prestations sociales, au logement, à l'éducation dans les mêmes conditions que les nationaux luxembourgeois. Ils ont également accès au marché du travail, peuvent exercer toute activité salariée ou indépendante et bénéficier de formations professionnelles.

Lorsque le DPI ne remplit pas les conditions d'octroi du statut de réfugié, il peut, dans certaines circonstances, se voir accorder le bénéfice de la protection subsidiaire. Cet examen s'effectue automatiquement lors du traitement de la demande de protection internationale et ne nécessite pas l'introduction d'une demande spécifique supplémentaire de la part du DPI.

En principe, le statut de bénéficiaire de la protection subsidiaire est assimilé dans ses effets à celui de réfugié.

Décision de refus

Pour les cas où un DPI ne pourrait prétendre au bénéfice du statut réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire, une décision motivée de refus lui est notifiée par la Direction de l'immigration.

La décision de refus vaut en principe décision de retour et comporte l'indication du délai fixé pour quitter le territoire et du pays à destination duquel le demandeur sera renvoyé en cas d'exécution forcée. Cette décision peut être contestée au moyen d'un recours gracieux ou par ministère d'avocat à la Cour devant la juridiction administrative (à noter que le recours gracieux n'interrompt pas les délais de recours contentieux).

Si aucun recours n'est exercé dans le délai prévu ou si le recours n'aboutit pas, la décision devient définitive et la personne dispose alors d'un délai de trente jours pour satisfaire à l'ordre de quitter le territoire. Dans certaines circonstances, l'intéressé peut bénéficier d'une aide au retour ou d'un délai de départ volontaire supérieur à trente jours.

Lorsqu'une décision de refus devient définitive et que la personne déboutée refuse de retourner volontairement dans le pays visé par la décision de refus au terme du délai imparti, une procédure de retour forcé est mise en place par le ministère.

Constats et suggestions

Au cours de l'année écoulée, la médiatrice a reçu 235 réclamations liées à des questions relatives à la protection internationale et à l'accueil et l'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. Pour mémoire, ce nombre s'élevait à 78 en 2015.

Chacune des réclamations traitées fait état de difficultés rencontrées par au moins un DPI ou BPI dans ses rapports avec l'Administration. La répétition de réclamations portant sur un même problème a conduit la médiatrice à procéder à une visite de certaines structures d'hébergement.

Le but de ces visites était la constatation sur place de l'état des différentes installations et structures et de permettre un échange avec des résidents, des membres du personnel encadrant (assistants sociaux, éducateurs, agents de sécurité) et des bénévoles.

Sur base de ses observations et des témoignages obtenus, la médiatrice est arrivée aux constats et suggestions suivants:

1. Personnes vulnérables

a. Mineurs

La médiatrice a constaté qu'une partie des mineurs non accompagnés est hébergée dans de bonnes, voire d'excellentes conditions et bénéficie d'un encadrement adapté. Ce constat n'est toutefois pas généralisé et la médiatrice regrette que certains mineurs non accompagnés ne puissent bénéficier d'un encadrement et d'un hébergement similaire.

La médiatrice suggère qu'une réflexion soit engagée entre les différents acteurs impliqués dans l'accueil, l'encadrement et l'intégration des mineurs non accompagnés sur la question de l'opportunité pour les mineurs non accompagnés d'être placés dans une structure d'hébergement séparée, dans une structure d'hébergement accueillant des familles avec enfants ou dans un foyer pour mineurs.

Dans certaines structures d'hébergement, la médiatrice a constaté que parents et enfants d'une même famille vivent parfois dans une seule pièce. Difficile ainsi de vivre ensemble au quotidien 24 heures sur 24. Difficile également pour chacun de vivre une vie de couple ou une vie d'enfant.

Dans l'intérêt des mineurs accompagnés et de leur famille, une attention particulière doit partant être portée, lors de l'attribution d'un logement, au respect de l'intimité de tous les membres de la famille.

b. Personnes malades et handicapées

Au sein des structures d'hébergement, les différentes pathologies présentes sont souvent difficiles à encadrer. Si les différentes pathologies sont en soi déjà problématiques, elles peuvent devenir source de tensions, de peur, de repli, de mutisme ou d'isolement au sein des structures d'hébergement.

Une attention toute particulière doit donc être portée sur l'information, la prise en charge et l'accompagnement des personnes atteintes d'un handicap physique, psychique ou mental alors que leur placement dans une structure spécialisée reste difficile en pratique, en raison notamment des problèmes de langue.

2. Structures d'hébergement

a. Règlement intérieur et autres informations à l'attention des DPI

Dans certaines structures d'hébergement visitées, le règlement intérieur était soit affiché dans une langue que les résidents ne maîtrisent pas, soit il ne l'était pas du tout. La médiatrice note cependant qu'au jour de leur entrée dans une structure d'hébergement, le règlement d'ordre intérieur est en principe communiqué et expliqué aux nouveaux arrivants dans une langue qu'ils comprennent.

Dans le même ordre d'idée, une fiche informative devrait indiquer la ou les personnes à contacter en cas de question, de problème ou d'urgence (par exemple: question liée à la procédure, à l'assistance sociale ou à la traduction). Une telle fiche devrait elle aussi être éditée dans une langue compréhensible par chacun des résidents.

b. État des lieux

i. Sanitaires

La médiatrice retient des visites effectuées que dans certaines institutions l'état des sanitaires était vétuste, en état de chantier, hors d'état de fonctionner et/ou non adapté à la capacité d'accueil de l'infrastructure concernée.

Les sanitaires des institutions visitées étaient souvent collectifs, ce qui ne contribue guère à garantir aux pensionnaires un minimum d'intimité.

ii. Contrôle externe des structures d'hébergement

La médiatrice renvoie sur ce point à la recommandation n°52 relative à la mise en place d'un contrôle externe des structures d'hébergement pour DPI et BPI.

iii. Alimentation

Il existe actuellement en cette matière de grandes disparités entre les structures d'hébergement.

La plupart des structures d'hébergement visitées ne contiennent pas de cuisine et ne permettent partant pas aux personnes de préparer leurs propres repas. Ces derniers sont alors livrés sous forme de plats préparés par diverses firmes de restauration collective.

Sur la problématique des repas, la médiatrice renvoie à la Partie 2, sous le titre Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), du présent rapport annuel.

La médiatrice précise que l'installation de cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en disposent pas permettrait aux personnes

de cuisiner selon leurs habitudes alimentaires. Si l'installation de cuisines n'est pas possible dans tous les foyers, il y aurait lieu de discuter avec les résidents au sujet du choix des aliments.

En tout état de cause, la distribution des repas sous forme de buffet et à privilégier et permettrait un choix entre les produits proposés.

Lorsque la cuisine existe et que les résidents peuvent cuisiner eux-mêmes leurs repas, le problème le plus mentionné est l'inadaptation des camions d'approvisionnement, notamment au regard du choix restreint de produits, de leur qualité et de leur prix.

Dans l'une des structures d'hébergement, les personnes ont la possibilité de s'approvisionner dans un supermarché par le biais de bons alimentaires.

Pour pallier aux problèmes liés à l'alimentation, il est proposé:

- d'installer des cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en ont pas et de privilégier une distribution des repas sous forme de buffet;

- de mettre en place une collaboration avec des producteurs, restaurateurs et commerçants locaux, voire de leur confier certains marchés liés à la fourniture d'aliments ou la préparation de repas et

- de généraliser le système des bons alimentaires permettant de faire des achats dans des supermarchés.

c. Comités consultatifs

L'article 10 (7) de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire prévoit que les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées.

Une telle initiative de la part du législateur est à saluer alors qu'elle participe à la responsabilisation et l'implication des DPI et BPI dans l'organisation de leur vie.

Il est partant essentiel d'encourager et de généraliser le développement de pareils comités dans les structures d'hébergement, dans l'intérêt bien compris des personnes hébergées qui pourront ainsi participer à la gestion des structures qui les hébergent.

3. Activités

L'occupation est un point particulièrement délicat qui pose souvent problème.

a. Cours de langues

Bien qu'une part des nouveaux arrivants actuels ait accompli des études et dispose d'acquis professionnels divers, leur intégration sur le marché de l'emploi n'en est pas évidente pour autant. Une raison essentielle est d'ordre linguistique alors qu'une petite minorité seulement des récents immigrés maîtrise l'une des langues pratiquées au Luxembourg. Parmi les autres, beaucoup de personnes doivent commencer par l'apprentissage de l'alphabet latin.

Dès l'introduction d'une demande de protection internationale, les DPI ont la possibilité de suivre des cours de langues luxembourgeoise, française et allemande.

Un catalogue contenant l'ensemble des offres de cours de langue dispensés au Luxembourg est régulièrement mis à jour par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce catalogue, qui reprend également d'autres types de cours est disponible sur le site internet dudit ministère⁶.

Au-delà des cours, la médiatrice salue la mise en place par certaines communes et associations de lieux de pratique de langues. Une liste de ces lieux et des activités proposées par différentes communes et associations luxembourgeoises est reprise en annexe du présent rapport annuel.

La médiatrice encourage le développement de pareils lieux et activités.

Pour les résidents de certaines structures d'hébergement qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires, d'un nombre de participants suffisant ou d'un réseau de transports adéquat, suivre un cours de langue peut toutefois relever du parcours du combattant requérant plusieurs heures de trajet.

Il est donc essentiel d'assurer à chacun un accès décent aux cours de langues et la possibilité matérielle pour les personnes de suivre un tel cours dans des conditions acceptables.

¹ Ministère de la Fonction publique, «Histoire du Grand-Duché de Luxembourg», édition 2010, pages 2 à 8.

² Ibidem, pages 19 à 21.

³ Statec, «Population par sexe et par nationalité», 21/03/2016

⁴ (Traduction libre) «Seit Jahrhunderten globalisiert», interview avec Guy Kirsch dans Télécran n°6/2007.

⁵ «à propos... du Luxembourg multiculturel», Service information et presse du Gouvernement luxembourgeois, www.gouvernement.lu, juillet 2008.

⁶ <http://www.men.public.lu/catalogue-publications/adultes/informations-generales-offre-cours/cours-adultes/16-17.pdf>



b. Activités sportives, culturelles et autres

De nombreuses communes et associations à travers le pays offrent la possibilité aux DPI d'accéder aux locaux, aux activités et à diverses formations et manifestations culturelles.

À titre d'information, une liste des activités offertes par différentes communes (jardin collectif, café des langues, création d'un magazine bilingue, fêtes de voisinage, ambassadeurs pour nouveaux arrivants, etc.) est reprise en annexe du présent rapport annuel.

4. Éducation, formation continue et reconnaissance des connaissances et formations acquises

a. Mineurs

La médiatrice constate que dans certaines structures, la scolarisation des enfants a lieu au sein même du bâtiment où ils sont hébergés. Elle s'interroge sur les risques d'une telle organisation pour les enfants qui restent constamment dans un même lieu. En effet, dans ces structures d'hébergement, les enfants se retrouvent de fait coupés du monde extérieur, alternant leurs journées entre vie scolaire dans une partie du bâtiment et vie familiale dans une autre.

De manière générale, l'accueil des enfants dans les maisons relais et leur participation aux activités parascolaires peuvent être un facteur d'intégration important.

La médiatrice encourage le développement et la poursuite de ces initiatives et félicite l'ensemble des communes œuvrant en ce sens.

b. Adultes

La législation applicable en matière de protection internationale prévoit que les adultes qui bénéficient de la protection internationale ont accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou à la reconversion professionnelle.

Cette disposition offre à chacun la possibilité de suivre ou poursuivre un enseignement ou un apprentissage et d'améliorer ainsi son intégration et son employabilité. Des classes pour jeunes adultes entre 18 et 25 ans, sans travail ni revenus, existent et sont essentielles pour leur intégration professionnelle.

Dans cet esprit, l'Université du Luxembourg a ouvert ses portes aux DPI qui peuvent, sous certaines conditions, suivre des enseignements en tant qu'auditeurs libres et aux BPI qui, sous réserve d'avoir un niveau d'étude et des capacités linguistiques suffisants, peuvent suivre des enseignements en tant qu'auditeurs réguliers¹.

Ce même article prévoit encore l'accès aux procédures de reconnaissance des diplômes, certificats ou autres titres de qualification formelle ainsi qu'aux systèmes appropriés d'évaluation, de validation et d'accréditation des formations antérieures s'ils ne sont pas en mesure de fournir des preuves documentaires de leurs qualifications.

La médiatrice encourage les acteurs en ces matières à poursuivre leurs efforts qui permettront à terme de faciliter l'intégration des DPI et BPI dans la société.

5. Travail et formation professionnelle

L'article 6 de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire prévoit que les DPI n'ont pas accès au marché de l'emploi pendant une durée de six mois après le dépôt de leur demande et que toute demande d'occupation temporaire présentée pendant cette période est irrecevable.

Pour favoriser leur intégration dans la société et leur autonomie, la pratique allemande a démontré qu'il est essentiel de donner aux DPI et BPI non seulement accès à des activités bénévoles mais aussi à des activités utiles au sein des structures d'hébergements ou autre organismes, le cas échéant contre une rémunération minimale.

La médiatrice suggère dès lors aux autorités concernées de poursuivre et d'intensifier l'information des DPI et BPI sur les possibilités de suivre des formations, de participer à des stages ou autres mesures d'insertion professionnelle et sur les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être envisagés.

6. Logement

Comme pour nombre de personnes vivant au Luxembourg, l'une des plus grandes difficultés pour les BPI concerne l'accès au logement.

Dès leur arrivée, l'OLAI attribue aux DPI un logement au sein de l'une des cent structures d'hébergement réparties sur le territoire.

Si les structures d'hébergement semblent être pleines, la raison en serait que plus ou moins 800 BPI ne trouvent pas de logement et continuent à occuper ces structures en contrepartie du paiement d'un loyer. S'ajoutent à ce nombre près de 400 personnes à qui la demande de protection internationale a été refusée et qui continuent à occuper ces structures.

L'accès à un logement abordable est un problème général au Luxembourg en raison de la rareté des logements disponibles et des prix inabordable pour une grande partie de la population, ce qui incite d'ailleurs nombre de citoyens luxembourgeois à résider dans un pays voisin.

Investie sur ce terrain, l'Agence immobilière sociale (AIS) est constamment à la recherche de logements inoccupés appartenant à des particuliers pour les mettre à la disposition de personnes aux revenus modestes. Le propriétaire qui s'engage dans cette voie obtiendra un loyer certes plus bas mais qui sera garanti par l'AIS. De même l'AIS prendra à sa charge la remise en état avant occupation ainsi que l'entretien du logement. L'AIS joue ainsi un rôle précieux dans un domaine essentiel pour les personnes aux revenus modestes, population dont font partie nombre de BPI.

Une solution pour les BPI, comme pour d'autres personnes, serait de partager un logement commun.

Cette solution est toutefois difficile à ce jour alors que les colocataires seraient considérés comme une communauté de vie et perdraient en fait tout ou partie du RMG. Un changement de la loi sur ce point est souhaitable et, en raison du principe de l'égalité de traitement entre les BPI et les autres bénéficiaires du RMG, devrait s'appliquer à tous sans distinction.

Une exception au principe de communauté de vie pourrait ainsi être envisagée pour le cas où chaque colocataire prouve qu'il participe équitablement au paiement du loyer et des charges courantes, notamment par la signature d'un contrat de bail spécifique à la colocation. L'ensemble des colocataires ne serait donc plus considéré comme une communauté de vie et chacun pourrait se loger à un prix abordable.

La médiatrice est consciente qu'une telle exception pourrait conduire à des abus et que son insertion éventuelle dans le projet de loi en cours mérite une réflexion approfondie.

Par ailleurs, les DPI et BPI ont la possibilité de trouver un logement auprès de familles résidant au Luxembourg. Cette initiative a été mise en place par «Oppent Haus», une plateforme citoyenne dont le descriptif se trouve, avec d'autres associations et organismes, en annexe du présent rapport annuel.

Enfin, une autre solution au problème général du logement pourrait consister en la construction de logements collectifs, basés sur les concepts de cohabitation, services partagés, logements temporaires et d'habitat multi-local. Ce concept a été présenté par le conférencier Dr Massimo Bricocoli, professeur agrégé à l'école «Politecnico di Milano», lors d'une conférence organisée en décembre 2016 par le Ministère du Logement et Luxembourg Center for Architecture (LUCA) sur le sujet «Collective housing, density and height: a Luxembourg perspective».

Réflexions d'ordre général

Au vu de certaines des considérations qui précèdent et compte tenu de l'urgence de certaines problématiques relevées, la médiatrice conclut la présente partie par deux questionnements, à savoir:

- l'implication de l'ensemble des communes dans l'accueil et l'intégration des DPI et BPI

Il serait logique et juste que chaque commune participe équitablement à l'accueil et à l'intégration des DPI et BPI.

À ce jour, seulement certaines d'entre elles sont actives en ces matières et prennent en charge l'organisation et les frais d'hébergement, de scolarisation, de formations et autres frais y relatifs.

Bien qu'une participation étatique ait été mise en place en fonction du nombre de personnes accueillies, celle-ci s'avère toutefois souvent insuffisante pour couvrir l'ensemble des frais.

À défaut d'un accueil effectif de ces personnes, la participation visée pourrait prendre la forme d'une contribution financière proportionnelle au nombre d'habitants de la commune et au montant de son budget.

- la mise en place au niveau gouvernemental d'un comité interministériel actif sur la question de l'accueil et de l'intégration des DPI et BPI

Une telle initiative est essentielle et urgente pour répondre de manière rapide et efficace aux problématiques actuelles concernant l'accueil et l'intégration des DPI et BPI.

cueil et l'intégration des DPI et BPI.

La médiatrice rappelle, pour autant que de besoin, que presque tous les ministères ont un rôle à jouer en la matière.

Partie 4 - Suggestions et recommandations

Suggestions au Gouvernement, aux administrations et établissements publics concernés

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Renforcer l'équipe des assistants sociaux de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

La médiatrice a constaté l'urgence qu'il y a à renforcer l'équipe des assistants sociaux de l'OLAI.

Comme les réclamants se plaignent du fait qu'il est difficile de se voir accorder un rendez-vous avec un assistant social, la médiatrice a prié le directeur de l'OLAI de l'informer sur les mesures précises prévues pour répondre au mieux à la demande croissante de suivi social. En effet, il semble difficile, voire impossible d'assurer simultanément le suivi social de plusieurs centaines de personnes.

Caisse nationale de santé (CNS)

Prise en charge des frais de transport par ambulance

Conformément aux articles 133 et suivants des statuts de la CNS, les frais de transport par ambulance à l'étranger ne sont remboursables que sur demande d'autorisation introduite préalablement au transport.

Les formalités en vue d'une prise en charge par la CNS des frais de transport à l'étranger sont effectuées par le médecin traitant. Ce n'est pas aux assurés de pâtir d'un oubli ou d'une négligence de leur médecin traitant et devoir prendre à leur propre charge les frais coûteux d'un transport à l'étranger.

La médiatrice suggère une modification des statuts pour prévoir la possibilité d'une régularisation des formalités en cas d'oubli ou de lacunes dans les documents nécessaires pour la prise en charge d'un transport par ambulance à l'étranger.

Prise en charge par la CNS de soins ambulatoires fournis à l'étranger

La Cour de justice de l'Union européenne a statué dans un arrêt du 27 janvier 2011 (C-490/09 - Commission/Luxembourg), que le défaut de prise en charge des frais d'analyses et d'examen de laboratoire effectués dans un autre État membre constitue une restriction à la libre prestation des services au sens de l'article 49 du traité CE.

Dans cet arrêt, la CJUE a visé généralement «les analyses et frais de laboratoires» au sens de l'article 24 du Code de la sécurité sociale dans sa version publiée au Mémorial A 2008, page 790. La médiatrice est d'avis que ces termes se réfèrent de façon générale aux analyses et frais de laboratoires médicaux sans distinction entre laboratoires de biologie médicale et laboratoires d'anatomopathologie.

La médiatrice suggère à la CNS de prendre également en charge les frais d'analyses d'anatomopathologie effectuées à l'étranger.

Prise en charge de soins stationnaires programmés à l'étranger

Les dispositions légales étrangères permettent au corps médical et aux hôpitaux de facturer légalement des suppléments par rapport aux tarifs sociaux.

En l'état actuel de la législation, la CNS ne peut pas rembourser lesdits suppléments d'honoraires dépassant les tarifs sociaux.

Les personnes bénéficiant d'un transfert à l'étranger sont informées par la CNS sur la facturation à l'étranger et notamment des montants assez élevés des participations personnelles au cas où ils font le choix de convenances personnelles telles que chambre individuelle, «Chefarztbehandlung», «Wahlleistungen» ou au cas où le médecin spécialiste étranger ne travaille pas sous le régime conventionné. Au cas où il y a lieu de procéder à un traitement hospitalier d'urgence à l'étranger, les assurés luxembourgeois ne sont souvent plus en mesure de se renseigner au préalable auprès des hôpitaux et des médecins spécialistes étrangers, si ceux-ci sont d'accord pour fournir le traitement uniquement sur la base des tarifs sociaux applicables dans leur pays.

À cet égard, les médecins spécialistes luxembourgeois qui demandent l'autorisation de

transfert à l'étranger et qui désignent le prestataire de soins étranger doivent également veiller à s'assurer que ce prestataire est disposé à fournir le traitement sans exiger des suppléments.

La médiatrice suggère que les médecins spécialistes établis au Luxembourg soient instruits par les autorités compétentes afin qu'ils assurent que les centres spécialisés étrangers vers lesquels ils transfèrent leurs patients fournissent les soins demandés dans le cadre des tarifs sociaux sans suppléments à charge de leurs patients.

Reclassement professionnel des personnes inaptes à occuper leur dernier emploi

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif de reclassement interne et externe prévoit que les salariés qui occupent leur dernier poste de travail depuis moins de trois ans ne sont éligibles pour le reclassement professionnel que sous condition qu'ils soient en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail.

Il est de première importance d'organiser une campagne d'information afin d'informer tant les employeurs que les salariés au sujet de l'obligation relative à l'examen médical d'embauche qui conditionne l'octroi d'un reclassement.

En raison du fait que de très nombreux salariés n'ont pas été soumis à un examen médical d'embauche et ne disposent d'aucune fiche d'aptitude à leur poste de travail, il est indispensable de régulariser ces situations par un examen médical effectué après le délai prévu par l'article L.326-1 du Code du travail. La médiatrice suggère que cet examen médical soit reconnu comme valant examen médical d'embauche.

La loi du 23 juillet 2015 dispose qu'en cas de récupération des capacités de travail nécessaires pour occuper un poste ou des tâches similaires au dernier poste de travail, les personnes en reclassement externe se voient retirer l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

La réévaluation ne doit pas aboutir à un retrait de la décision de reclassement et de l'indemnité d'attente en l'absence d'une amélioration réelle de l'état de santé et sans motivation médicale précise.

La médiatrice suggère que le médecin consultant de l'ADEM précise dans son avis médical les capacités de travail que les personnes en reclassement externe ont récupérées depuis leur reclassement et indique quelles tâches contre-indiquées, déterminées par le médecin du travail dans son avis établi dans le cadre de la procédure de reclassement, ils sont à nouveau en mesure d'exécuter ainsi que les postes de travail similaires qu'ils peuvent à nouveau occuper.

Prise en charge des frais de rapatriement d'une dépouille en cas de décès à l'étranger suite à un transfert pour raison médicale

La médiatrice a été saisie par un usager suite au refus de la CNS de prendre en charge les frais liés au rapatriement de la dépouille de son époux décédé en France suite à un transfert médical à l'étranger préalablement autorisé.

À l'heure actuelle, les statuts de la CNS ne prévoient pas de prise en charge spécifique dans cette situation et pareils frais sont donc assimilés en pratique aux frais de transport prévus, dans le cadre de l'indemnité funéraire, à l'article 166 des statuts de la CNS.

D'un montant de 1.007,72 € en 2016 (1.032,90 Euro Sans en 2017), l'indemnité funéraire ne couvre souvent qu'une partie des frais funéraires, de sorte que pour l'usager en question, les frais liés au rapatriement de la dépouille de son époux sont restés intégralement à sa charge.

La question de prendre en charge ces frais se pose d'autant plus dans l'hypothèse particulière où la présence à l'étranger se justifie par un transfert médical à l'étranger préalablement autorisé, alors qu'en cas de survie du patient, les frais de rapatriement auraient certainement été pris en charge par la CNS.

La médiatrice suggère dès lors aux Ministères compétents en la matière de prévoir, pour ce type de situation, la prise en charge des frais de rapatriement de la dépouille.

¹ <http://www.fr.uni.lu/students/refugees>



Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Prévoir des avances en cas de paiement de l'indemnité compensatoire

La médiatrice a été saisie de plusieurs réclamations mettant en cause le délai extrêmement long pour l'instruction et le paiement initial de l'indemnité compensatoire aux personnes reclassées. Par ailleurs la médiatrice constate qu'il n'existe souvent aucune régularité dans le paiement subséquent de l'indemnité compensatoire mensuelle, privant ainsi les personnes concernées pendant une certaine période d'une partie de leurs revenus.

La médiatrice estime que l'ADEM devrait tout mettre en œuvre pour instituer un système d'avances ou d'acomptes pour les personnes bénéficiaires de l'indemnité compensatoire afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent pendant une longue durée qu'avec seulement une partie de leur revenu mensuel.

Informations erronées

La médiatrice suggère à l'ADEM de veiller à la clarté et à la justesse des informations contenues sur son site Internet, sur le site Internet guichet.lu, et de celles transmises aux usagers par ses agents.

Compte tenu de la difficulté de prouver des éléments oraux, la médiatrice suggère vivement aux usagers d'informer l'ADEM de tout élément concernant leur dossier par écrit et de poser toute question importante par écrit.

Fonds national de solidarité (FNS)

Établissement d'un relevé détaillé des paiements effectués par le Fonds national de solidarité

La médiatrice a été confrontée à un dossier dans lequel le bureau d'imposition avait erronément intégré la partie du revenu minimum garanti revenant à la mère du contribuable dans le revenu imposable du réclamant et de son épouse. Or, la mère ne peut pas être comprise dans l'imposition collective.

L'erreur venait du fait que le bureau d'imposition s'était basé sur un certificat du Fonds national de solidarité qui indiquait seulement le chiffre global des prestations payées au ménage sans préciser qui était pris en compte pour le paiement des prestations.

Afin d'éviter ce genre de problèmes à l'avenir, il serait utile que le Fonds national de solidarité établisse d'office un relevé des paiements plus détaillé, surtout si le ménage comprend des contribuables distincts.

Formation du personnel et des bénévoles en contact régulier avec des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale

Lors d'une rencontre en février 2016 de la médiatrice avec les responsables de la Direction de l'immigration, de l'OLAI et les principaux acteurs gérant les structures d'accueil et d'hébergement des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI), la question de la formation du personnel a été abordée.

Les différents intervenants ont confirmé que le personnel en contact avec des DPI et BPI suivait régulièrement des formations dans différents domaines utiles à leurs fonctions. Ces derniers ont eu la possibilité de suivre notamment des formations relatives aux aspects légaux liés à la procédure de protection internationale, à la résolution de conflits, à la bienveillance, aux traumatismes ou encore à l'assistance psychosociale.

Pour la plupart de ces thématiques, le temps de formation est toutefois limité à une demi-journée et constitue d'avantage une première sensibilisation ou introduction en ces matières.

Cette initiative doit être saluée et, bien que la charge de travail du personnel concerné puisse rendre difficile l'organisation de telles formations, elle mérite d'être prolongée dans le temps et d'être étendue à d'autres catégories professionnelles.

Actuellement, il apparaît que les formations sont principalement dispensées aux assistants sociaux et aux éducateurs diplômés. Il semble cependant essentiel de dispenser de telles formations aux agents de sécurité alors qu'ils sont souvent les seuls à être présents dans les structures d'hébergement, surtout la nuit, et représentent dès lors le seul interlocuteur possible pour les résidents.

La question de la formation des bénévoles s'ajoute à la présente réflexion. En effet, tel que relevé par la commune de Dudelange lors des deuxièmes Assises nationales de l'intégration au niveau local tenues en février 2017: «Vouloir s'engager en tant que bénévole n'équivaut pas à être préparé au contact avec des réfugiés provenant d'un territoire de conflit armé ou des immigrés ayant vécu une situation de précarité dans leur pays d'origine».

Certains organismes, communes et gestionnaires de structures d'hébergement ont déjà mis en place des formations de base destinées aux bénévoles souhaitant s'engager auprès des DPI et BPI. De telles formations reprennent en partie les matières visées ci-dessus et méritent, à l'instar de celles destinées aux professionnels, d'être complétées et poursuivies dans le temps.

Au cours de cette dernière année, certains des acteurs actifs en matière d'accueil et d'intégration des DPI et BPI ont mis l'accent sur la sensibilisation et la formation du personnel à l'interculturel. Cette initiative est à saluer et à généraliser à l'ensemble des personnes, professionnels ou bénévoles, quotidiennement au contact de DPI et BPI alors qu'il est indispensable, en vue d'accueillir et d'intégrer au mieux les nouveaux arrivants, de comprendre qui ils sont, d'où ils viennent et ce qu'ils ont vécu avant leur arrivée au Luxembourg.

Selon les différents formateurs à l'interculturel interrogés, offrir la possibilité aux personnes représentant l'autre culture, notamment des DPI et BPI, de participer à ce type de formation permet à l'ensemble des participants d'accélérer l'apprentissage et la compréhension des notions abordées par une prise de recul et de conscience immédiate sur les origines, le vécu, les habitudes et la perception du quotidien de tout un chacun des participants.

En conclusion, la médiatrice suggère à l'ensemble des acteurs actifs en matière d'accueil et d'intégration de DPI, BPI et, plus largement, de toute personne issue d'une culture différente, de poursuivre leurs efforts en matière de formation du personnel et des bénévoles, de proposer un module de formation spécifique à l'interculturalité et, dans la mesure du possible, d'offrir la possibilité aux personnes représentant l'autre culture, notamment des DPI et BPI, de participer à ce dernier module.

Recommandations au Gouvernement, aux administrations et établissements publics concernés

Recommandation n°51

Modification de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur

Les modifications envisagées portent notamment sur les problématiques suivantes:

Dénomination de l'institution

Afin de clarifier le rôle de l'institution dans un contexte de multiplication des instances de médiation et pour éviter toute confusion entre elles, il y a lieu de changer le nom de l'institution du «médiateur» du Grand-Duché de Luxembourg en «Ombudsman».

Mission de protection des droits de l'homme

Les recommandations de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe disposent que le respect des droits de l'homme fait partie des normes qui s'imposent à une bonne administration.

Aux termes de l'article 2 (1) de la loi du 22 août 2003, le médiateur est chargé de vérifier l'application des conventions internationales et des lois (notamment de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui consacre en son article 41 le droit à une bonne administration).

L'essence des droits humains est qu'ils sont censés être appliqués dans la vie de tous les jours. En ce sens, l'Ombudsman joue un rôle dans le domaine de la protection des droits de l'homme alors qu'il est appelé à établir si la conduite de l'Administration ou de ses agents était appropriée à la situation rencontrée en droit et en fait.

Bien que cela n'apparaisse pas expressément dans la loi du 22 août 2003, la protection des droits de l'homme fait donc partie des missions de l'Ombudsman et son inscription dans le corps de la loi aurait pour effet d'informer le public de cet aspect particulier de sa mission.

Élargissement du champ de compétence

La loi du 22 août 2003 limite la compétence de l'Ombudsman au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics relevant de l'État et des communes.

L'Ombudsman ne peut donc pas intervenir dans le cadre de réclamations portant sur le fonctionnement des établissements de droit privé chargés d'une mission de service public, normalement cofinancés par des deniers publics.

Cette situation amène en pratique à certaines incohérences dans la mesure où pour des organismes assurant les mêmes missions (écoles, structures de garde pour enfant, centres pour personnes âgées, etc.), seuls les organes de droit public sont soumis au contrôle du médiateur.

Démarches préalables

Le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 22 août 2003 dispose que «la réclamation doit être précédée des démarches administratives appropriées auprès des organes mis en cause aux fins d'obtenir satisfaction». Or, comme les formalités de ces démarches préalables ne sont pas précisées, cette disposition est source d'interprétations divergentes.

Pour des raisons de clarté, il est proposé de clarifier cette notion.

Ainsi, avant d'introduire une réclamation contre une lenteur ou une décision de l'Administration, l'usager doit intervenir personnellement auprès du service concerné pour demander une explication ou pour la contester.

En cas d'urgence, l'Ombudsman peut toutefois intervenir en l'absence de telles démarches par l'usager.

Droit d'autosaisine limité

L'introduction d'un droit d'autosaisine est nécessaire pour remédier à d'éventuels dysfonctionnements systémiques.

En pratique, il s'agit d'une extension exceptionnelle de la saisine de l'Ombudsman au-delà d'une réclamation individuelle concrète. La mission de l'Ombudsman ne saurait se limiter à redresser un tort individuel sans se soucier d'une problématique éventuellement plus large.

En d'autres termes, s'il est constaté dans le cadre d'une réclamation individuelle qu'il y a un problème, voire une erreur de la part d'une administration, l'Ombudsman devrait pouvoir contrôler si cette erreur se limite à ce dossier précis.

Exécution des recommandations

Des 50 recommandations publiées depuis la mise en place de l'institution de l'Ombudsman, seules 25 ont été transposées, ce qui reste très faible au regard des pays voisins.

Pour pallier cette difficulté, il est proposé d'introduire une nouvelle disposition obligeant le Gouvernement, après consultation de l'Ombudsman, à prendre position quant au principe d'une recommandation dans un délai de six mois après la publication de cette dernière.

Dans cette prise de position, le Gouvernement explique s'il envisage de transposer la recommandation et dans quels délais, sinon de fournir une motivation détaillée de son refus.

Délai de réponse imposé aux administrations

En pratique, les délais de réponse de certaines administrations sont excessifs, pouvant atteindre plusieurs mois. Il est ainsi proposé d'introduire un délai maximal de réponse d'un mois aux administrations, avec la possibilité de le prolonger s'il s'agit de dossiers particulièrement complexes.

Suspension des délais de recours

La loi du 22 août 2003 prévoit que la réclamation auprès de l'Ombudsman n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions. Cette interdiction s'explique par la volonté d'éviter que le recours à l'Ombudsman ne devienne un moyen dilatoire des affaires pendantes en justice.

Il en résulte que des usagers sont parfois obligés d'entamer une procédure judiciaire pour ne pas perdre la possibilité d'agir en justice.

Pour permettre à certains réclamants de faire l'économie de frais judiciaires inutiles lorsque l'intervention de l'Ombudsman pourrait conduire à une issue amiable, il est proposé d'introduire, à l'instar de la Belgique, une suspension des délais de prescription de trois mois, prenant cours à la date de la saisine de l'Ombudsman.

Recours aux méthodes de conciliation et de médiation

En pratique, la mission de l'Ombudsman correspond davantage à celle d'un conciliateur. Ainsi la loi actuelle prévoit la possibilité de proposer des solutions aux parties.

Il est proposé de préciser dans le corps de la loi que l'Ombudsman procède à la résolution à l'amiable des différends dont il est saisi par voie de conciliation ou de médiation.

L'approche médiation est une méthode de communication adaptée aux besoins des usagers qui se sentent souvent dépassés par des communications écrites de l'Administration dont le langage technique leur est parfois difficilement accessible.

Une explication orale, de préférence en face à face et basée sur le principe de communication non violente, est un mode de communication plus approprié.

L'Ombudsman n'est ni un juge qui tranche un litige ni un avocat de l'usager ou de l'Administration. Il est le facilitateur de la communication entre les administrations et les usagers. En ce sens, il n'est pas seulement en charge d'apprécier la légalité d'une situation mais a également pour rôle de rétablir la confiance entre l'Administration et les usagers lorsque celle-ci s'est dégradée.

S'il est vrai que dans l'appréciation du bien-fondé d'une réclamation l'Ombudsman se réfère avant tout sur la réglementation en vigueur, il peut dans certaines hypothèses traiter cette situation en équité et toujours sur base du guide de bonnes pratiques administratives.

Ainsi, même lorsqu'elle est prise en toute légalité, une décision administrative peut porter préjudice à un usager et devenir le fondement d'une procédure contentieuse. Une telle procédure peut être évitée par une rencontre en médiation qui peut permettre à la fois une compréhension mutuelle et l'apaisement du conflit.

Organiser une médiation avec l'Administration reste un processus particulier alors que les agents concernés ne sont a priori pas touchés directement et personnellement par le préjudice avancé par l'usager.

Dans ce contexte, la médiation offre un cadre de discussion dans lequel l'usager et les agents de l'administration en charge de son dossier communiquent ouvertement sur la problématique rencontrée.

Au terme de cet échange, il peut arriver que les agents de l'Administration reconnaissent que la décision était inappropriée et dans certains cas, acceptent de revoir leur position.

Cette reconnaissance, qui peut se traduire le cas échéant sous la forme d'excuses au nom de l'Administration, permet à l'usager de se sentir entendu et respecté dans sa position. Souvent, pareille reconnaissance ou excuse a pour effet de mettre un terme au litige et d'éviter toute procédure judiciaire.

Délégué de l'Ombudsman

Pour des raisons pratiques tenant notamment à la continuité de la mission de l'Ombudsman, il est proposé de permettre la nomination d'un délégué habilité à représenter l'Ombudsman en cas d'absence de ce dernier.

Nomination et serment de l'Ombudsman

Afin d'impliquer le soutien des partis au-delà de la majorité gouvernementale et d'éviter que la personne élue ne soit considérée comme étant le candidat de la majorité en place au moment du vote, il est proposé que la nomination du médiateur se fasse par la Chambre des Députés à majorité qualifiée de voix.

Une telle procédure de nomination, recommandée par la Commission de Venise, renforcerait l'apparence d'indépendance et d'impartialité de la personne désignée.

Pour traduire au mieux la mission de l'Ombudsman, il est proposé de compléter le serment actuel par une référence à l'engagement d'indépendance.

Formation de l'Ombudsman et de son personnel

La loi du 22 août 2003 dispose que le médiateur doit être porteur d'un diplôme d'études universitaires dans l'une des matières déterminées par la Chambre.

Il est proposé, à l'instar des lois sur le médiateur de la consommation et de celui de la santé, qu'en vue de sa nomination, l'Ombudsman ait suivi ou s'engage à suivre une formation en médiation selon les critères fixés par la directive européenne sur le règlement extrajudiciaire des litiges.

Cette disposition devrait également s'appliquer au personnel de l'Institution.

Consultations d'experts

Le recours aux experts est indispensable au vu de la technicité de certaines missions de contrôle. Il est donc proposé d'inscrire expressément cette possibilité dans le corps de la loi.

Problématique annexe: Inscription de l'Ombudsman dans la Constitution

En marge de la modernisation de la loi du 22 août 2003 se pose la question de l'introduction de l'Ombudsman dans la Constitution.



L'inscription de l'Ombudsman dans la Constitution est une recommandation de la Commission de Venise et se trouve d'ailleurs dans les résolutions et recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Il s'agit de pérenniser l'institution en lui consacrant un rang constitutionnel.

L'élément primordial est que les usagers ont droit à un recours gratuit devant l'Ombudsman.

À l'instar de la Constitution française disposant que le défenseur de droits peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public, l'Ombudsman pourrait être inscrit soit sous le chapitre relatif aux droits de l'homme soit sous celui des institutions.

Texte proposé

Article unique:

La loi du 22 août 2003 instituant un médiateur est modifiée comme suit:

1) Le titre de loi est changé comme suit:

«Loi du [DATE] instituant un Ombudsman»

2) Il est inséré un chapitre préliminaire dont la teneur est la suivante:

«Chapitre préliminaire - Définitions

Dans la présente loi, les expressions ci-après ont la signification suivante (toute référence au singulier inclut le pluriel et inversement, et le masculin inclut le féminin):

«Administration»: représente indistinctement toute administration de l'État et des communes, tout établissement public relevant de l'État et des communes (à l'exclusion de ceux ayant une activité industrielle, financière et commerciale) et tout établissement de droit privé cofinancé par des fonds publics et chargé d'un Service Public.

«Service public»: Insérer une définition

«Usager»: Personne physique ou morale de droit privé en relation avec l'Administration.»

3) Le Chapitre 1^{er} est modifié comme suit:

«Chapitre 1^{er} - Du mandat et des attributions de l'Ombudsman

Art. 1^{er}. - Institution et mission de l'Ombudsman

(1) Il est institué un Ombudsman, rattaché à la Chambre des Députés. Dans l'exercice de ses fonctions, il ne reçoit d'instructions d'aucune autorité.

(2) L'Ombudsman veille au respect des droits humains, notamment au droit de tout usager à une bonne administration et à un traitement égal.

(3) Dans les conditions fixées par la présente loi, l'Ombudsman reçoit les réclamations formulées par les usagers à l'encontre de l'Administration.

(4) L'Ombudsman peut se voir confier toute autre mission en vertu d'une loi spéciale.

Art. 2.- Modalités de la saisine de l'Ombudsman

(1) Tout usager qui estime subir un préjudice personnel en raison de l'attitude d'un agent ou fonctionnaire de l'Administration, d'une lenteur ou d'une décision émanant de l'Administration peut introduire une réclamation auprès de l'Ombudsman, sous réserve d'avoir accompli la condition prévue à l'article 4(1) de la présente loi.

(2) Cette réclamation est introduite personnellement par l'usager, par son représentant légal ou par l'intermédiaire d'un membre de la Chambre des Députés.

(3) Tout agent ou fonctionnaire de l'Administration peut saisir l'Ombudsman en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Administration ou d'éviter la répétition d'un dysfonctionnement.

(4) Tout membre de la Chambre des Députés peut, de sa propre initiative, saisir l'Ombudsman d'une question d'intérêt général.

(5) Si une réclamation individuelle induit un doute que des problèmes similaires se présentent dans d'autres dossiers, l'Ombudsman peut adresser à l'Administration une requête aux fins d'obtenir la liste des dossiers individuels susceptibles d'être concernés et, à condition d'avoir l'accord des personnes tierces concernées, avoir accès aux dossiers individuels.

(6) L'Administration a l'obligation de fournir à l'Ombudsman la liste visée au point (5) dans un délai d'un mois.

(7) Le service de l'Ombudsman est gratuit.

Art. 3.- Suspension des délais

(1) La réclamation adressée à l'Ombudsman suspend pour une durée de trois mois le délai

des recours devant les juridictions compétentes.

(2) La suspension visée au point (1) prend cours à partir de la réception de la réclamation par l'Ombudsman et prend fin soit à l'expiration du délai de trois mois soit au jour où la réclamation est déclarée irrecevable ou non fondée, conformément à l'article 4(8) de la présente loi.

Art. 4.- Recevabilité des réclamations

(1) Avant d'introduire une réclamation auprès de l'Ombudsman, l'usager doit intervenir personnellement ou par l'intermédiaire de son représentant légal auprès de l'Administration pour demander une explication ou contester la décision, la lenteur ou l'attitude qui lui porterait préjudice.

(2) S'il estime que la situation requiert une intervention immédiate et urgente, l'Ombudsman peut intervenir auprès de l'Administration sans que l'usager n'ait accompli la condition prévue au point (1) du présent article.

(3) Une réclamation ne peut pas porter sur le fonctionnement de l'Administration en général.

(4) L'Ombudsman n'est pas compétent lorsque la réclamation concerne les rapports de travail entre l'Administration et les fonctionnaires ou agents de l'Administration.

(5) L'Ombudsman ne peut pas intervenir directement dans une procédure engagée devant une juridiction et reste compétent tant que la décision de la juridiction saisie n'a pas acquis force de chose jugée.

(6) L'Ombudsman ne peut pas remettre en cause le bien-fondé d'une décision de justice ayant acquis force de chose jugée. En cas d'inexécution d'une telle décision par l'Administration, l'Ombudsman peut l'enjoindre de s'y conformer dans un délai d'un mois.

(7) En cas d'inexécution par l'Administration de l'injonction visée au point (6), l'Ombudsman peut rédiger un rapport spécial conformément à l'article 7 de la présente loi.

(8) Lorsqu'une réclamation est irrecevable ou ne lui paraît pas fondée, l'Ombudsman en informe le réclamant par une décision motivée.

(9) La décision visée au point (8) n'est pas susceptible de recours.

Art. 5.- Traitement des réclamations

(1) Dans le respect du droit en vigueur, l'Ombudsman utilise les techniques de conciliation et de médiation pour rechercher un règlement amiable.

(2) L'Ombudsman évalue le fonctionnement de l'Administration par rapport au droit en vigueur, aux normes administratives fixées au niveau européen et aux lignes de bonnes pratiques administratives.

(3) À tout stade de la procédure, l'Ombudsman peut demander à l'Administration, par écrit ou oralement, toutes les informations qu'il estime nécessaires pour le traitement d'une réclamation.

(4) L'Administration a l'obligation de fournir à l'Ombudsman toutes les informations demandées conformément au point (3) dans un délai d'un mois. Ce délai peut être prolongé d'un mois selon la complexité du dossier et suivant l'information dûment motivée de l'Administration.

(5) L'Administration doit faciliter la tâche de l'Ombudsman et enjoindre les fonctionnaires et employés placés sous son autorité de répondre aux questions de l'Ombudsman et fournir les pièces réclamées.

(6) À défaut de réponse appropriée de l'Administration à une demande d'information visée au point (3), un rappel sera adressé avec copie au ministre compétent ainsi qu'au Président de la Chambre des Députés pour transmission aux présidents des commissions compétentes.

(7) Le caractère secret ou confidentiel des informations demandées par l'Ombudsman ne peut lui être opposé qu'en matière de défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

(8) Si la réclamation est recevable et lui paraît bien-fondée, l'Ombudsman peut formuler à l'égard de l'Administration toutes recommandations visant à permettre un règlement à l'amiable d'un litige, améliorer le fonctionnement de l'Administration ou éviter la répétition d'un dysfonctionnement.

(9) Si l'Ombudsman constate que l'application de la décision contestée aboutit à une iniquité, il peut formuler à l'égard de l'Administration toute recommandation permettant de régler en équité la situation de l'usager.

(10) L'Ombudsman peut procéder à la publication de ses recommandations conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi.

(11) L'Ombudsman est informé par l'Administration des suites réservées à son intervention dans un délai d'un mois.

(12) L'Ombudsman informe l'usager des suites réservées par l'Administration à son intervention par écrit ou oralement.

Art. 6.- Avis et expertise

(1) L'Ombudsman peut rendre un avis dans le cadre d'une procédure législative sur des questions relevant du fonctionnement de l'Administration et/ou des réclamations traitées.

(2) Dans l'exercice de sa mission, l'Ombudsman peut se faire assister par les experts de son choix.

Art. 7.- Publication de rapports d'activités

(1) L'Ombudsman présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité.

(2) L'Ombudsman peut également présenter tous les rapports intermédiaires et/ou spéciaux qu'il estime nécessaires.

(3) Les rapports visés aux points (1) et (2) du présent article peuvent contenir des suggestions et des recommandations d'ordre pratique ou normatif que l'Ombudsman estime utiles au bon fonctionnement de l'Administration.

(4) Les rapports visés au point (1) du présent article sont présentés en séance publique à la Chambre des Députés.

(5) Les rapports visés au point (2) du présent article peuvent être rendus publics par tous moyens.

Art. 8.- Confidentialité

En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret professionnel, l'Ombudsman et le personnel de son secrétariat veillent à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom leur aurait été révélé ne soit faite dans les documents établis et dans les communications de l'Ombudsman.»

4) Le Chapitre 2 est modifié comme suit:

«Chapitre 2 - Du statut de l'Ombudsman

Art. 9.- Nomination et durée du mandat de l'Ombudsman

(1) Le Grand-Duc nomme à la fonction d'Ombudsman la personne qui a été élue par la Chambre des Députés par une majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis.

(2) L'Ombudsman est nommé pour un mandat d'une durée de huit ans non renouvelable.

(3) Avant d'entrer en fonction, l'Ombudsman prête serment entre les mains du Grand-Duc conformément aux termes de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Le serment de l'Ombudsman comprend également l'engagement à l'indépendance dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 10.- Fin du mandat de l'Ombudsman

(1) Le mandat de l'Ombudsman prend fin d'office:

a) soit à l'expiration de la durée du mandat telle que prévue à l'article 9;

b) soit lorsque l'Ombudsman atteint l'âge de 68 ans;

c) soit lorsque l'Ombudsman accepte d'exercer une des fonctions incompatibles avec son mandat visées à l'article 11.

(2) La Chambre des Députés peut, à une majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis, demander au Grand-Duc de mettre fin au mandat de l'Ombudsman dans les cas suivants:

a) lorsque l'Ombudsman en formule lui-même la demande;

b) lorsque l'état de santé de l'Ombudsman compromet l'exercice de sa fonction;

c) lorsque l'Ombudsman se trouve, pour une autre raison, dans l'incapacité d'exercer son mandat.

(3) Lorsque l'Ombudsman n'exerce pas sa mission conformément à la présente loi, sa révocation peut être demandée par un tiers des députés. Cette demande fait l'objet d'une instruction dont les modalités sont précisées dans le Règlement de la Chambre des Députés. Les résultats de l'instruction sont soumis à la Chambre qui décide, à la majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis, s'il y a lieu de proposer la révocation de l'Ombudsman au Grand-Duc.

Art. 11.- Incompatibilités du mandat de l'Ombudsman

(1) L'Ombudsman ne peut, pendant la durée de son mandat, exercer d'autre fonction ou emploi ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, que cette fonction soit élective ou non.

(2) À titre accessoire et à condition que ces activités n'empiètent pas sur l'exercice de son mandat, l'Ombudsman peut exercer des activités de formation et de recherche.

(3) Le titulaire d'un mandat public conféré par élection, qui accepte sa nomination en qualité d'Ombudsman, est démis de plein droit de son mandat électif.

(4) L'Ombudsman ne peut prendre part directement ou indirectement à une entreprise, fourniture ou affaire quelconque dans lesquelles son intérêt se trouverait en opposition avec ceux de sa fonction.

Art. 12.- Qualifications requises

Pour être nommé Ombudsman, il faut remplir les conditions suivantes:

- posséder la nationalité luxembourgeoise;

- jouir des droits civils et politiques;

- offrir les garanties de moralité requises;

- être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières déterminées par la Chambre des Députés;

- posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction et avoir accompli ou accomplir une formation en médiation dont le contenu est fixé par règlement grand-ducal;

- avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Art. 13.- Indemnités de l'Ombudsman

(1) L'Ombudsman touche une indemnité correspondant au traitement d'un fonctionnaire de l'État dont la fonction est classée au grade S1 de la rubrique VI «Fonctions spéciales à indice fixe» de l'annexe A «Classification des fonctions» de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État. Pendant l'exercice de ses fonctions, les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'État lui sont applicables.

(2) Pour le cas où l'Ombudsman est issu de la fonction publique, il est mis en congé pendant la durée de son mandat de son administration d'origine. Il continue à relever du régime de sécurité sociale correspondant à son statut.

En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, pour une raison autre que celle prévue à l'article 10(3), le titulaire est, sur sa demande, réintégré dans son administration d'origine à un emploi correspondant au traitement qu'il a touché précédemment, augmenté des échelons et majorations de l'indice se rapportant aux années de service passées comme Ombudsman jusqu'à concurrence du dernier échelon du grade. À défaut de vacance de poste, il peut être créé un emploi hors cadre, correspondant à ce traitement. Cet emploi sera supprimé de plein droit à la première vacance qui se produira dans une fonction appropriée du cadre normal.

(3) Pour le cas où l'Ombudsman est issu du secteur privé, il reste affilié au régime de sécurité sociale auquel il était soumis pendant l'exercice de sa dernière occupation.

En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, pour une raison autre que celle prévue à l'article 10(3), le titulaire touche, pendant la durée maximale d'un an, une indemnité d'attente de 310 points indiciaires par an.

Cette indemnité d'attente est réduite dans la mesure où l'intéressé touche un revenu professionnel ou bénéficie d'une pension personnelle.»

5) Le Chapitre 3 est modifié comme suit:

«Chapitre 3 - Fonctionnement du secrétariat de l'Ombudsman

Art. 14.- Mise en place d'un secrétariat de l'Ombudsman

(1) Dans l'exercice de ses fonctions, l'Ombudsman est assisté par des agents qui ont la qualité de fonctionnaire ou d'employé d'État. Les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'État leur sont applicables. Leurs rémunérations et pensions sont à charge de l'État.

(2) Les collaborateurs doivent avoir accompli ou accomplir une formation en médiation dont le contenu est fixé par règlement grand-ducal.

(3) Avant d'entrer en fonction, les collaborateurs prêtent entre les mains de l'Ombudsman un serment conformément aux termes de la loi



modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

(4) Le secrétariat est placé sous la responsabilité de l'Ombudsman qui a sous ses ordres le personnel. Les pouvoirs conférés par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État au chef d'administration sont exercés à l'égard des collaborateurs de l'Ombudsman par l'Ombudsman. Les pouvoirs conférés par les lois précitées au ministre du ressort ou au Gouvernement en conseil sont exercés à l'égard des collaborateurs de l'Ombudsman par le Bureau de la Chambre des Députés.

(5) La loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration s'applique également aux fonctionnaires du secrétariat de l'Ombudsman.

Art. 15.- Cadre du personnel du secrétariat de l'Ombudsman

Le cadre du personnel du secrétariat de l'Ombudsman comprend les fonctions et emplois suivants:

(1) Dans la carrière supérieure - carrière de l'attaché

- des conseillers première classe
- des conseillers
- des conseillers adjoints
- des attachés premiers en rang
- des attachés
- des attachés stagiaires

(2) Dans la carrière moyenne - carrière du rédacteur

- des inspecteurs principaux premiers en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs
- des rédacteurs stagiaires

(3) Dans la carrière inférieure - carrière de l'expéditionnaire

- des premiers commis principaux
- des commis principaux
- des commis
- des commis adjoints
- des expéditionnaires
- des expéditionnaires-stagiaires

(4) Le cadre du personnel sera complété par des employés.

Art. 16.- Délégation de signature

L'Ombudsman peut déléguer sa compétence de signature à un de ses conseillers de la carrière supérieure. Une telle délégation sera déposée avec un spécimen de la signature du fonctionnaire délégué auprès du Président de la Chambre des Députés.»

6) Le Chapitre 4 est modifié comme suit:

«Chapitre 4 - Dispositions modificatives, financières et finales

Art. 17.- Dispositions modificatives

(1) La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État est modifiée comme suit:

a) À l'annexe A - Classification des fonctions -, rubrique I - Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes:

- au grade 12, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - attaché».
- au grade 13, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - attaché premier en rang».
- au grade 14, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller adjoint».
- au grade 15, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller».
- au grade 16, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller première classe».

b) À l'annexe A - Classification des fonctions -, rubrique VI - Fonctions spéciales à indice fixe, est ajoutée la mention suivante:

- au grade S1, est ajoutée la mention «Ombudsman».

c) À l'annexe D - Détermination -, rubrique I - Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes dans la carrière supérieure de l'administration, grade de computation de la bonification d'ancienneté 12:

- au grade 12, est ajoutée la mention: «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 13, est ajoutée la mention: «attaché premier en rang du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 14, est ajoutée la mention: «conseiller adjoint du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 15 est ajoutée la mention: «conseiller du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 16, est ajoutée la mention: «conseiller première classe du secrétariat de l'Ombudsman».

d) À l'article 22, VI, 20°, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

e) À l'article 22, VII, a), alinéa 10, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

(2) À l'article 10, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

Art. 18.- Dispositions financières

(1) L'Ombudsman établit pour chaque année un état financier prévisionnel selon les modalités à fixer par la Chambre des Députés.

(2) Sur base du prévisionnel visé au point (1), le budget des recettes et dépenses de l'État arête annuellement la dotation au profit de l'Ombudsman.

(3) Les comptes de l'Ombudsman sont contrôlés annuellement selon les modalités à fixer par la Chambre des Députés.

(4) L'apurement des comptes de l'Ombudsman est fait parallèlement à celui des comptes de la Chambre des Députés.

(5) La loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2003 est modifiée comme suit:

Il est ajouté au budget des dépenses Chapitre III. - Dépenses courantes sous «00 - Ministère d'État» à la section «00.1 - Chambre des Députés» l'article suivant:

«10.001 Ombudsman (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)».

Art. 19.- Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la publication au Mémorial.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.»

Recommandation n°52

Mise en place d'un contrôle externe des structures d'hébergement pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale

La médiatrice est confrontée à un nombre croissant de réclamations introduites par des demandeurs et des bénéficiaires de protection internationale. Ces réclamations concernent notamment la légalité du séjour, et les conditions matérielles de séjour dans les infrastructures destinées à l'accueil et à l'hébergement de ces personnes.

La médiatrice a visité 16 infrastructures destinées à l'accueil et à l'hébergement de demandeurs de protection internationale, voire de bénéficiaires de protection internationale parmi la centaine qui existent sur le territoire national. Toutes ces infrastructures dépendent de l'OLAI au niveau du placement des pensionnaires et sont gérées par des ONG ou d'autres gestionnaires locaux.

La médiatrice retient de ces visites que dans certaines institutions l'état des sanitaires était vétuste, en état de chantier, hors d'état de fonctionner et/ou non adapté à la capacité d'accueil de l'infrastructure concernée. Les sanitaires des institutions visitées étaient souvent collectifs, ce qui ne contribue guère à garantir aux pensionnaires un minimum d'intimité.

Si certains foyers disposent de cuisines équipées en état de fonctionnement, d'autres foyers n'offrent que peu ou pas de possibilités pour préparer des repas chauds.

À cause du nombre élevé de réfugiés auquel le Luxembourg fait actuellement face, les infrastructures d'accueil et d'hébergement seraient surpeuplées. La médiatrice a pu constater que des familles de quatre à six personnes vivent sur une superficie nettement trop réduite. Dans certains foyers la pénurie est telle que deux familles se partagent une seule pièce, partagée en deux par un rideau.

Les intervenants dans le domaine soulignent qu'il est fréquent que des réfugiés et surtout des enfants souffrent de troubles psychologiques demandant une prise en charge spécialisée et précoce.

Dans certains foyers les normes de sécurité les plus élémentaires ne sont pas respectées, de sorte que des accidents potentiellement dangereux comme des chutes de plusieurs étages par manque de balustrades adaptées se sont déjà produits.

Suite à la visite de seulement 16 foyers, la médiatrice pourrait continuer encore longtemps cette liste de failles et dysfonctionnements.

Ces constats doivent interpeller et motiver les acteurs à démultiplier les efforts déjà menés en vue d'améliorer la situation des personnes qui étaient contraintes de fuir la violence et le danger sévissant dans leurs pays d'origine dans l'espoir de trouver un refuge digne et sûr chez nous.

Les réfugiés accueillis dans de telles infrastructures comptent parmi la catégorie de personnes dites vulnérables selon les critères et standards juridiques internationaux, notamment relatifs aux droits de l'homme.

Il est évident que la grande multiplicité de foyers et de gestionnaires n'est guère propice à la mise en place de procédures universellement applicables et appliquées afin de garantir au mieux un traitement identique à chaque demandeur de protection.

Actuellement, la grande diversité de foyers et de gestionnaires, éparpillés dans tout le pays empêche de procéder à une appréciation globale de la situation. Il existe des foyers dont la structure et les prestations sont très appréciables et ne donnent lieu à aucune critique, voire même à des félicitations, tout comme il en existe qui offrent des conditions de vie et de séjour inacceptables.

La médiatrice est d'avis qu'une analyse et évaluation de la situation des réfugiés dans l'ensemble des foyers est subordonnée à la mise en place de critères et de procédures réalistes et réalisables déterminant les conditions minimales concernant le séjour de ces personnes. Cet outil de gestion devra par la suite demeurer dans un processus d'adaptation constante aux besoins et aux réalités du terrain, toujours changeantes pour garder son efficacité et son efficacité.

Dans un premier temps, une analyse approfondie des infrastructures et des procédures de toutes les institutions concernées et de leur conformité avec les normes internationales et avec le droit interne devrait être réalisée pour dégager des lignes directrices communes, de standards minima et de procédures d'application générale à mettre en place.

Ensuite, un suivi régulier devrait garantir l'adaptation permanente des procédures à la réalité du terrain.

Ces contrôles doivent être effectués par une instance neutre et indépendante du pouvoir exécutif disposant des compétences et de la crédibilité nécessaires à l'accomplissement de cette charge.

La médiatrice se réfère en la matière à la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Cette loi a mis en place le Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté qui doit veiller au respect des normes internationales et

Actuellement, ce service est assuré par deux agents de la carrière A1. En raison de la taille du service, le législateur n'a pas voulu créer une administration à part, mais a plutôt cherché à intégrer ce service dans une institution déjà existante offrant les garanties de neutralité et d'indépendance nécessaires. Comme la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur définit des droits et obligations très importantes en matière d'enquête, d'indépendance institutionnelle et de neutralité stricte, le service de contrôle a été rattaché à l'institution du médiateur.

Le service qui poursuit une finalité préventive et dissuasive par des visites régulières a au fil des six années de son existence pu accumuler une solide expérience pratique, une connaissance approfondie des normes internationales et de droit interne, de même que des connaissances techniques relevant de la logistique et des infrastructures. Il est à rappeler que ce service assure d'ores-et-déjà le contrôle externe du Centre de rétention.

Pour la médiatrice, il ne fait aucun doute qu'un système de contrôle externe, neutre et impartial des infrastructures d'accueil et d'hébergement des demandeurs, voire des bénéficiaires de protection internationale s'impose pour veiller au respect des standards minima prévus par les normes internationales.

La médiatrice estime également que l'État devrait aussi veiller aux conditions de vie d'autres personnes vulnérables, temporairement ou définitivement incapables de décider de leur vie d'une manière autonome pour des raisons diverses et variées.

Il faut en effet comprendre la notion de privation de liberté au sens le plus large, comme le souligne également le Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du Comité contre la torture (SPT). Ainsi, n'est pas seulement privée de liberté la personne qui se trouve enfermée dans un endroit spécifique sur décision, instigation ou avec l'accord d'une autorité administrative ou judiciaire, mais aussi les personnes vulnérables qui se trouvent dans un endroit duquel ils peuvent sortir théoriquement et en droit mais non en pratique. Une personne qui vit en maison de soins dans un stade avancé de dépendance n'est pas contrainte d'y rester en raison d'une décision d'une autorité y habilitée mais y est obligée par les nécessités posées par l'invalidité de la personne. Or, ceci est assimilable à un séjour forcé qui devrait également faire l'objet d'un contrôle externe.

La médiatrice souligne que ces personnes, si elles ne disposent pas de l'appui de leur famille ou de proches, sont totalement livrées à l'institution qui les accueille.

Ces considérations sont déjà beaucoup plus évoluées dans certains pays d'Europe qui disposent de tels organismes de contrôle externes appelées à surveiller les conditions de vie des personnes vulnérables en privation de liberté par l'absence de choix.

Dans le respect des conclusions du SPT, la médiatrice recommande dès lors à la Chambre des Députés de se prononcer, au travers d'un vote, sur l'interprétation de la notion de privation de liberté prévue par la loi précitée du 11 avril 2010.

La médiatrice recommande à la Chambre des Députés d'interpréter cette notion dans son acception la plus large, de sorte qu'elle s'applique non seulement aux personnes qui se trouvent enfermées dans un endroit spécifique sur décision, instigation ou avec l'accord d'une autorité administrative ou judiciaire, mais aussi aux personnes vulnérables qui se trouvent dans un endroit duquel ils peuvent sortir théoriquement et en droit mais non en pratique.

ANNEXES

ANNEXE 1 - Statistiques

Nombre de demandes de protection internationale introduites au Luxembourg entre 2010 et 2016:

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Demandes de protection internationales	2171	2057	1070	1091	2447	1852

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016.

de droit interne en matière des droits de l'homme partout sur le territoire national où des personnes se trouvent privées de liberté. Le protocole facultatif détermine en outre les compétences, droits et obligations des agents effectuant ce contrôle.

Contrairement au ressenti d'une hausse significative, voire d'une explosion des demandes de protection internationale à partir de 2015, les chiffres publiés par la Direction de l'immigration pour les années 2015 et 2016 sont à peine plus élevés que pour ceux des années 2011 et 2012.



Répartition des décisions prises en matière de protection internationale entre 2011 et 2016:

Type de décision	Décisions prises par année					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Reconnaissance du statut de réfugié	44	59	125	149	200	663
Attribution du statut conféré par la protection subsidiaire	9	7	39	31	28	24

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016.

Les données publiées par la Direction de l'immigration indiquent une augmentation notable du nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à partir de 2015. Tel qu'énoncé en introduction, ce constat s'explique en partie par l'intensification des conflits armés dans certaines régions du globe et par la venue de personnes originaires de pays considérés comme non sûrs.

Répartition des décisions prises en matière de protection internationale en 2016 en fonction de l'année d'introduction de la demande de protection internationale:

Type de décision	Année de dépôt de la demande de protection internationale							Total décisions 2016
	< 2011	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Reconnaissance du statut de réfugié	7	11	2	10	31	536	66	663
Attribution du statut conféré par la protection subsidiaire	1	0	3	0	3	15	2	24

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016

Il ressort de ce tableau que près de 10% des décisions rendues en 2016 concernent des demandes de protection internationale introduites avant le 1^{er} janvier 2015, soit une durée de traitement d'au moins une année. Il s'agit d'une réclamation récurrente de la part des DPI auprès de la médiatrice.

ANNEXE 2 - Définitions

Les présentes définitions sont pour la plupart tirées des textes législatifs et réglementaires luxembourgeois applicables en matière d'immigration.

«**Demandeur de protection internationale**»: tout ressortissant d'un pays tiers à l'Union européenne ou tout apatride ayant présenté une demande de protection internationale sur laquelle aucune décision finale n'a encore été prise.

«**Réfugié**»: tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui ne peut être exclu du statut de réfugié au sens de la loi du 18 décembre 2015.

«**Personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire**»: tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves (peine de mort, exécution, torture, traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine, menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international).

«**Mineur non accompagné**»: un mineur qui entre sur le territoire sans être accompagné d'un adulte qui est responsable de lui par le droit en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et tant qu'il n'est pas effectivement pris en charge par une telle personne. Cette expression couvre aussi le mineur qui a été laissé seul après être entré sur le territoire.

«**Pays d'origine**»: le pays ou les pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il est apatride, le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle.

«**Pays d'origine sûr**»: lors du traitement des demandes de protection internationale, une première distinction est donc effectuée par l'Administration selon que la personne demanderesse provienne d'un pays considéré comme sûr ou non.

Conformément à la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la

protection temporaire, un pays est considéré comme pays d'origine sûr s'il est établi qu'il n'y existe généralement et de façon constante pas

de persécution au sens de la Convention de Genève en s'appuyant sur un éventail de sources d'information, y compris notamment des informations émanant d'autres États membres, du Bureau européen en matière d'asile (BEAA), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales compétentes. Sont notamment pris en considération par un pays donné des critères suivants:

- l'observation des droits et libertés prévus par la Convention européenne de sauvegarde des

droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international des droits civils et politiques ou la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- le respect du principe de non-refoulement prévu par la Convention de Genève;

- la prévision d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés.

En résumé, l'obtention du statut de réfugié dépend en grande partie du pays de provenance de la personne demanderesse de protection internationale.

À ce jour, sont considérés comme pays d'origine sûr aux termes du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007: la République d'Albanie, la République du Bénin (uniquement pour les hommes), la République de Bosnie-Herzégovine, la République du Cap-Vert, la République de Croatie, la République du Ghana (uniquement pour les hommes), la République du Kosovo, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la République du Monténégro, la République du Sénégal et l'Ukraine.

«**Décision finale**»: toute décision établissant si le ressortissant d'un pays tiers ou l'apatride se voit accorder le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire et qui n'est plus susceptible d'un recours conformément à la présente loi, que ce recours ait ou n'ait pas pour effet de permettre à un demandeur de demeurer sur le territoire en attendant son aboutissement.

«**Relocalisation**»: transfert de personnes ayant demandé, ou bénéficiant déjà d'une protection internationale d'un État membre de l'Union européenne vers un autre État membre qui leur accordera une protection similaire.

«**Réinstallation**»: transfert de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, identifiés comme ayant besoin d'une protection internationale, vers un État de l'Union européenne où ils sont admis soit pour des raisons humanitaires soit du fait de leur statut de réfugiés.

ANNEXE 3 - Intervenants en matière d'immigration au Luxembourg

La présente liste a été établie par le Cercle de coopération des ONG de développement de Luxembourg dans le cadre d'une table ronde («Rennen Dësch») réunissant les principaux intervenants en matière d'immigration, d'accueil et d'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale.

www.cercle.lu, info@agence-benevolat

Agence du bénévolat

L'Agence du bénévolat a pour objet de promouvoir le bénévolat dans toutes ses formes auprès des pouvoirs publics, des organisations faisant appel au bénévolat et du grand public.

Activités d'intégration: L'Agence du bénévolat accueille et oriente les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale désirant s'engager comme bénévole auprès des organisations au Luxembourg.

L'Agence intervient également pour l'organisation d'une formation de base pour les bénévoles désirant travailler avec des demandeurs (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI).

www.benevolat.lu

Amnesty International Luxembourg (AIL)

AIL a actuellement trois groupes de bénévoles qui sont actifs sur les questions d'asile et de migration:

- un premier groupe représente Amnesty International au «Lëtzebuenger Flüchtlingsrot» (Collectif réfugiés) afin de porter la voix de la société civile auprès des autorités;

- un deuxième propose une permanence hebdomadaire «réfugiés et migrants» pour répondre aux questions et soutenir les personnes qui en font la demande dans leurs procédures administratives;

- un troisième groupe enfin organise régulièrement des événements sur ce thème.

AIL diffuse également de fréquents rapports et positionnements sur la situation des réfugiés en Europe et dans le monde.

www.amnesty.lu

Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI)

Dans ses activités d'accueil, l'ASTI intervient dans la gestion du foyer pour demandeurs de protection internationale à Mersch. Dans ce cadre, elle a mis en place un projet pilote comprenant les aspects suivants:

- former et encadrer des personnes bénévoles pour accompagner les demandeurs de protection internationale à s'intégrer dans la commune définir les missions à effectuer par les bénévoles (établir une charte du bénévolat en matière de l'accompagnement de DPI reproductible dans d'autres structures et dans d'autres communes; clarifier le cadre légal (assurances, limites des compétences, la responsabilité civile des bénévoles, ...)

- agir vers un ancrage local du projet selon la méthodologie du projet travail social communautaire (organiser de fête de rencontre, activités communes entre DPI et habitants/associations de la commune, créer des synergies entre le foyer et les associations/organisations locales, etc...)

Dans le même sens, l'ASTI travaille sur les aspects suivants:

- projet d'activation dès le départ des DPI (recherche cours de langues, stage non rémunéré dans l'entreprise, intégration dans les associations et clubs locaux etc...)

- sensibiliser les habitants de la commune de Mersch (p. ex. séances d'informations, etc...).

Les activités d'intégration de l'ASTI concernent:

- l'apprentissage des langues: cours d'alphabétisation à l'alphabet latin avec initiation au français, cours de langues luxembourgeoise et française, table de conversation luxembourgeois et français, coaching en luxembourgeois;

- coaching pour BPI: accompagnement des réfugiés reconnus par des bénévoles dans la recherche d'un emploi, d'un logement, de cours de langue, d'activités de loisirs etc.;

- guichet info migrant: information sur des questions relatives aux autorisations de séjour, visas, regroupements familial ou toute autre question sur la loi sur l'immigration;

- projet connexions/capacity building: organisation et mise en place de workshops permettant aux DPI d'acquiescer les outils nécessaires pour trouver un emploi au Luxembourg et mise en relation les employeurs avec les DPI;

- agence interculturelle: mise en réseau des communes en vue de la mise en place de projets d'intégration locale et conseil des communes en matière de l'accueil et de l'intégration des DPI.

www.asti.lu

Caritas

Le Service solidarité et intégration de Caritas Luxembourg vise à soutenir plus particulièrement les demandeurs de protection internationale (DPI), les migrants, les réfugiés à travers ses services et actions concrètes:

- le Service accueil conseille les étrangers sur les procédures, les droits et devoirs et les soutient dans leurs démarches,

- la gestion de foyers pour DPI à travers le pays,

- les classes passerelles pour jeunes étrangers ne tombant plus sous l'obligation scolaire ainsi que les cours de langues pour adultes,

- le Centre Oasis, un centre de rencontre multiculturel qui à travers ses activités multiples oeuvre pour le renforcement de la cohésion sociale,

- le Service form'actif qui soutient des jeunes étrangers en difficulté,

- la mise à disposition de logements pour des personnes ayant obtenu une autorisation de séjour après avoir logé dans un des foyers gérés par le Service Solidarité et Intégration.

www.caritas.lu

Catch a smile

Dans ses activités d'accueil, l'asbl Catch a smile est active dans les camps de réfugiés aux frontières de l'Europe pour venir en aide aux personnes fuyant leur pays en leur donnant des vêtements, de la nourriture etc. (en étroite collaboration avec d'autres organisations volontaires sur place).

Dans ses activités d'intégration, Catch a smile organise des collectes de matériel spécifique et organise les convois humanitaires, ceci en collaborant avec d'autres initiatives au Luxembourg.

Son travail bénévole consiste aussi à sensibiliser et à activer le public luxembourgeois.

www.catchasmile.org, info@catchasmile.org

Centre ethnopsychiatrique de soins pour migrants et exilés (CESMI)

Dans un contexte de crise migratoire au Moyen-Orient et dans une optique où le Grand-Duché accueille des personnes et des familles fuyant la violence et la guerre, le CESMI a été créé en septembre 2016 grâce à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte dans le cadre de l'appel à projets «Mateneen».

Le CESMI propose un service de soins psychothérapeutiques spécialisé de deuxième ligne pour migrants, complémentaire aux structures de détection (médecine scolaire, médecine de l'exil, etc.), de services de soutien psychologique, des structures d'accueil pour exilés, des services hospitaliers et extrahospitaliers en santé mentale existants.

Il s'inscrit dans la continuité et la complémentarité des prises en charge de première ligne.

Le CESMI propose:

- des consultations psychothérapeutiques transculturelles avec interprètes (entretiens individuels, de famille ou de groupe) pour migrants et exilés présentant une souffrance psychique significative et durable.

Les consultations CESMI sont gratuites, de même que les frais d'interprétiariat (toutes langues).

- la formation et la supervision des professionnels de la relation d'aide impliqués dans l'exil.

Le CESMI organise en ce sens un cycle de séminaires de sensibilisation à la clinique transculturelle et offre également des formations «sur demande» en fonction des problématiques rencontrées sur le terrain.

www.cesmi.lu, info@cesmi.lu

Confédération de la communauté portugaise (CCPL)

La CCPL organise différents types de cours: alphabétisation, langues, informatique, couture, photographie, etc.

Tous cours confondus, la CCPL a reçu plus de 800 inscriptions en 2016.

Ces cours sont agréés par le Ministère de l'Éducation et les professeurs détiennent également un agrément.

Divers projet sont mis en place par la CCPL et notamment:

- une pièce de théâtre sur la violence domestique

En partenariat avec le Ministère de l'Égalité des chances, cette pièce se base sur quatre faits réels sur lesquels les spectateurs peuvent intervenir.

Après la pièce une séance d'information sur la nouvelle loi est tenue par le Ministère, la police, une association d'appui aux victimes et une association d'appui aux agresseurs.



La première représentation a eu lieu le 13 mars 2016 à Junglinster. Une demande du Ministère a également été introduite quant à la possibilité de présenter cette pièce aux réfugiés dans leur langue.

- Projet international au Luxembourg d'aide à la reconnaissance (PILAR)

Ce projet est financé par le Haut-commissariat des migrations au Portugal et porte sur l'aide des jeunes de douze à 25 ans en échec ou abandon scolaire.

- Guichet d'appui psycho social (GAP)

Il s'agit d'un groupe de psychologues, assistants sociaux et juristes qui donnent de leur temps libre sur base de bénévolat auprès de la CCPL afin d'aider la population vulnérable nécessitant un appui quelconque.

Il s'agit également d'aiguiller les personnes vers les structures existantes.

www.ccpl.lu, ccpl@ccpl.lu

Centre d'études et de formation inter-culturelles et sociales (CEFIS)

Le CEFIS en tant que tel n'a pas d'activité directe (accueil ou intégration) avec des réfugiés mais de manière indirecte avec des intermédiaires professionnels ou bénévoles ou partenaires publics (travailleurs sociaux, éducateurs, enseignants, etc.).

Ainsi, le CEFIS propose des chiffres et statistiques sur cette thématique et les vulgarise dans une formation intitulée: «L'asile en droit et en chiffres».

De telles formations (informations) ont été assurées dans le cadre du projet «Reech eng Hand» et auprès de quelque 200 enseignants à travers l'IFEN.

Par ailleurs, le CEFIS propose pour ces mêmes professionnels de réfléchir et de se former à gérer les «chocs interculturels» qui peuvent se produire, notamment avec un public de DPI, BPI, etc..

Le CEFIS vient de terminer une formation pour les professionnels du Centre de rétention et est en contact avec d'autres structures d'accueil et d'intégration pour les former à l'approche interculturelle

www.cefis.lu, cefis@cefis.lu

Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE)

Dans le cadre du Fonds européen asile, migration et intégration (AMIF), le CLAE propose un dispositif d'information, d'orientation et de mise en relation professionnelles:

- un accueil personnalisé en vue de l'élaboration d'un projet professionnel;

- des ateliers de professionnalisation dans le but de transmettre des outils favorisant l'insertion professionnelle et la recherche positive et active d'un emploi;

- une mise en relation entre professionnels et usagers.

Au-delà de ce dispositif, le CLAE propose également des cours d'initiation à la langue française ainsi que des cours d'introduction à l'informatique et à l'internet.

www.clae.lu

Croix-Rouge luxembourgeoise (CRL)

Dans ses activités d'accueil, la CRL informe, accueille et assiste les migrants tout au long de leur séjour au Luxembourg. Plus particulièrement, elle gère onze centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale (Luxexpo, Monopol, Logopédie, Lily Uden, Don Bosco, Maternité, Dudelange, Luxembourg-Eich, Redange, Bertrange, Betzdorf) dont tous les centres de premier accueil du pays (qui ont accueilli en 2015 3.482 personnes différentes).

Un accent est mis sur le dépistage et le suivi des personnes particulièrement vulnérables, comme par exemple les mineurs non accompagnés ou les personnes en souffrance psychique qui sont prises en charge par la cellule ethnopsychologique du Service migrants et réfugiés de la CRL.

Dans ses activités d'intégration, la CRL a notamment mis en place le projet Hariko. Il s'agit d'un lieu de rencontre, d'échange et de créativité pour les jeunes de douze à 26 ans. Une trentaine d'artistes offrent des ateliers créatifs (graffiti, peinture, menuiserie, etc.) et des cours d'expression corporelle (breakdance, yoga, danses urbaines, etc.) du mercredi au samedi de 14 h à 19 h. La carte de membre est gratuite pour les demandeurs de protection inter-

nationale qui représentent les deux tiers des membres du projet.

En plus, la CRL aide les demandeurs de protection internationale, surtout les mineurs non accompagnés, à s'inscrire dans des clubs sportifs luxembourgeois (football, volleyball, basket, cricket, natation) et organise des activités sportives.

La CRL propose également des activités et des sorties culturelles aux demandeurs de protection internationale, en collaboration avec Cultur'all et avec de nombreuses associations et bénévoles, dont l'asbl «Heemescht».

Enfin, la CRL offre des cours de langues dans tous ses foyers.

migrants.refugies@croix-rouge.lu

Digital Inclusion

Les différentes activités de Digital Inclusion ont le but commun de mettre la technologie informatique à la portée de tous: aux réfugiés et à toute autre personne résidant au Luxembourg qui n'a pas les moyens (matériel, connaissances, accès à la communication digitale).

Les projets sont eux-mêmes réalisés avec la participation active des réfugiés et les autres personnes intéressées.

Un deuxième objectif de l'asbl Digital Inclusion est de favoriser l'intégration sociale des personnes de différentes origines par l'informatique. L'asbl est en train de créer une plateforme pour l'apprentissage autonome des langues assisté par ordinateur et offre une formation en informatique.

Par ces actions, Digital Inclusion souhaite faciliter l'intégration dans la société luxembourgeoise et le marché du travail.

www.digital-inclusion.lu, info@digital-inclusion.lu

Konterbont

L'objet de l'association Konterbont est l'organisation des activités socio-éducatives, ludiques et culturelles en faveur des demandeurs de protection internationale, hébergés au Centre Heiliar à Weilerbach.

Pour financer ces activités, l'association collecte des dons, donations ou legs au profit des DPI.

Des coopérations avec des associations et clubs dans la région d'Echternach sont lancées, notamment une collaboration avec MEC asbl ou l'école de musique Echternach.

konterbontasbl@gmail.com

Maison des associations

La Maison des associations, fondée en 2007 par des fédérations d'origines diverses, est une association sans but lucratif qui milite en faveur de la promotion de la cohésion sociale en cultivant la richesse de l'interculturalité et en suscitant le dialogue interculturel et intergénérationnel.

La Maison des associations défend en tant que moteur et voix indispensables à une société dynamique et ouverte à la diversité.

Les projets phares de l'association: Café des âges, Cuisine du monde, Soirées littéraires Milfeuilles.

www.mda.lu, info@mda.lu

Maison d'Afrique

La Maison d'Afrique contribue à l'émergence des afro-luxembourgeois dans un monde inclusif pour l'affirmation d'une société ou la différence raciale n'est plus un handicap pour accéder aux fonctions électives; dans une société où cette différence n'a plus sa place dans la compétition sociale et politique.

Elle investit la sphère politico-intellectuelle pour l'émergence d'une nouvelle conscience collective de la diaspora panafricaine qui s'affirme de plus en plus sur la scène nationale et internationale dans un style novateur, structurant et stimulant, anti raciste et ouvert.

La Maison d'Afrique recrée l'espoir sur base de la renaissance panafricaine qu'elle revalorisera sans cesse par la réhabilitation de l'Africain qui debout dit face au monde «oui nous pouvons».

La Maison d'Afrique se spécialise dans l'accompagnement et l'insertion au Luxembourg de nouvelles populations migrantes: les réfugiés. Leur intégration représente un challenge économique, social et humain.

La Maison d'Afrique a élaboré, avec un autre partenaire luxembourgeois spécialisé dans la formation professionnelle continue, un processus spécifique linguistique, culturel et professionnel dans le but de faciliter l'intégration de cette population mais aussi d'en faire un point fort pour l'économie luxembourgeoise de demain.

www.maisondafrique.lu/site23/

Médecins sans frontières (MSF)

MSF est une organisation internationale, indépendante, médicale, humanitaire qui a été fondée en 1971.

L'organisation fournit une aide médicale d'urgence aux personnes touchées par les conflits armés, les épidémies, l'exclusion des soins de santé et les catastrophes naturelles dans plus de 70 pays.

Activités liées à la crise des réfugiés et migrants:

- La traversée mortelle de la Méditerranée

En mai, MSF a pris la décision sans précédent de lancer des activités de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale. Fin 2015, les navires Bourbon Argos, Dignity I et MY Phoenix avaient secouru 20.129 personnes et soigné 3.000 personnes. Par ailleurs, en novembre dernier, MSF a lancé des activités de sauvetage en mer Egée, en collaboration avec Greenpeace.

En un mois, plus de 6.000 personnes avaient déjà reçu une assistance en mer.

- La course d'obstacles vers l'Europe

En Serbie, 80% des consultations médicales prodiguées par MSF étaient liées aux conditions difficiles du voyage, comme les maladies infectieuses (42%), les traumatismes et les maladies musculo-squelettiques (19%) et les maladies de la peau.

Le parcours du sud au nord de l'Europe est extrêmement dur, principalement à cause du manque d'assistance et de réponse des agences étatiques et à cause des violences endurées.

Dans ses projets, tout indique une continuation de la crise en 2016, parce que l'Europe a décidé de prioriser le contrôle de ses frontières, plutôt que la santé des personnes en fuite.

www.msf.lu

Mir wëllen iech ons Heemecht weisen

L'association «Mir wëllen iech ons Heemecht weisen» a pour but l'organisation et la gestion d'activités culturelles et sociales stimulant le dialogue interculturel au Luxembourg.

Ces activités visent à favoriser:

- la transmission des valeurs et pratiques culturelles luxembourgeoises;

- le partage de ce patrimoine avec la population étrangère;

- l'échange avec les valeurs et pratiques culturelles d'autres nationalités représentées sur le sol luxembourgeois.

Depuis octobre 2015, l'association est notamment active dans des foyers pour demandeurs d'asile et participe à des projets artistiques et scolaires.

www.facebook.com/onsheemecht/

Narin

Dans ses activités d'accueil, Narin a organisé dans le passé une collecte de vêtements qui a collectionné 42 tonnes de vêtements. L'association envisage d'organiser d'autres activités similaires dans ce domaine.

Dans ses activités d'intégrations, Narin intervient dans différents projets, notamment:

- Organisation des après-midis/soirées de rencontre où sont invités des réfugiés et des résidents du Luxembourg afin de faciliter le contact direct qui est indispensable pour une intégration réussie;

- Préparation d'un projet qui a pour objectif de faciliter l'accès des réfugiés aux études universitaires;

En ce sens, un accord a été trouvé avec l'institut responsable, nommé «Kiron Higher Education», et une collaboration est sur le point de débiter avec l'Université du Luxembourg.

www.association-narin.com

Oppent Haus / Open Home (OH)

Oppent Haus est une plateforme citoyenne visant à promouvoir l'accueil de réfugiés et de demandeurs de protection internationale dans des familles résidant au Luxembourg. OH sensibilise, informe et met en relation des personnes réfugiées et des particuliers lors de rencontres informelles bimensuelles. OH prévoit de collaborer avec d'autres associations luxembourgeoises et d'ouvrir son action à des résidents faisant face à des problèmes de logement.

www.facebook.com/oppenthaus/, openhomelu@gmail.com

Passerell

Dans ses activités, l'association Passerell intervient notamment dans les projets suivants:

- Tandems citoyens: un tandem met en relation un demandeur d'asile ou réfugié et un bénévole. Ensemble ils travaillent sur un ou plusieurs aspects de l'intégration à Luxembourg, par exemple:

• introduction au français/luxembourgeois/allemand et conseils pour s'inscrire aux cours officiels (cette initiation n'a pas vocation à remplacer un vrai cours mais à combler l'attente avant le démarrage des cours);

• soutien en complément des cours officiels;

• soutien pour les démarches administratives;

• accompagnement à des activités culturelles à Luxembourg.

- Activités de groupe par l'organisation de sorties mensuelles. C'est l'occasion pour les DPI et les bénévoles de se rencontrer autour d'une activité qui «parle» de Luxembourg.

- Café de langue française: il s'agit d'un rendez-vous bimensuel pour les personnes qui apprennent le français (mixte DPI et autre public). Les discussions sont informelles et sont encadrées par une enseignante professionnelle.

- Évènement Cuisine du monde (en partenariat avec les associations Cuisine du monde et Maison des associations

www.facebook.com/passerell2015, passerell.asbl@gmail.com

Reech eng Hand

Reech eng Hand, en français «tends la main» est un projet d'accueil et d'accompagnement des réfugiés mis en œuvre par l'Église catholique au Luxembourg.

Sa structure consiste en une équipe de coordination, secondée par un groupe de pilotage, ainsi que des groupes locaux dans une grande partie du pays (avec une personne représentant le groupe en contact avec l'équipe de coordination).

Ces groupes locaux organisent:

- des activités d'accueil: distribution des repas dans des foyers, moments de rencontre, etc.;

- des activités d'intégration: cours de langue, accompagnement de personnes ou de familles, activités culturelles et sportives (visites du pays, cuisine, foot, etc.).

www.reech-eng-hand.lu, reech-eng-hand@cathol.lu

De Réidener Kanton

L'association «De Réidener Kanton» a été initiée en août 2015 et créée au niveau et avec l'accord du syndicat du canton de Redange. Elle se compose de bénévoles, de membres des commissions d'intégration et de membres des conseils communaux des dix communes du canton de Redange.

Son but est d'établir le contact et l'échange entre les demandeurs d'aide (Croix-Rouge, Caritas, Reech eng Hand, ASTI, Agence du bénévolat, etc.) et les offreurs d'aide (la population) pour les réfugiés, afin d'éviter des actions bienveillantes mais ne répondant pas aux besoins réels.

L'Association cherche des bénévoles pour aider au Foyer pour réfugiés (Croix-Rouge) de Redange et au Caritas Fairness Center à Redange (épicerie sociale, Kleederstuff), pour donner des cours de langues et devenir coach d'intégration de réfugiés.

De Réidener Kanton hëlleft organise également des appels dans la population pour le don de vêtements ou d'autre matériel (jouets, meubles, ustensiles de cuisine, etc.).

Pour l'association, pas toutes les commissions d'intégration et pas toutes les communes s'investissent vraiment à fond dans l'intégration de citoyens étrangers et ce sont souvent des bénévoles très engagés qui s'investissent le plus et font bouger les choses.

Les réfugiés qui ont obtenu le statut et qui ont trouvé une demeure dans une commune sont souvent très isolés socialement, surtout s'ils ne parlent pas encore le français et/ou le luxembourgeois. Il leur faudrait des cours civiques et des informations sur nos mœurs et le fonctionnement de la vie au Luxembourg (ne pas jeter la graisse de friture dans les toilettes, le tri des déchets, etc.).

Les enfants qui fréquentent les écoles dans les petites communes où il n'y a pas de classe d'accueil et qui ont droit à deux heures d'accueil dans leur classe, sont visiblement dépassés (pour les cycles 3 et 4) car ils n'arrivent pas à suivre les cours.

www.reidener-kanton.lu/aide-refugies.lu, hellef@drk.lu

ANNEXE 4 - Initiatives prises par des communes

La présente liste reprend certaines activités et mesures proposées par des communes et présentées lors des deuxièmes Assises nationales de l'intégration au niveau local organisées par l'ASTI, sous la coordination de l'Office luxem-



bourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol).

DIFFERDANGE

Wok

Le Wok est un espace de rencontre de la Ville de Differdange, qui vient d'ouvrir ses portes dans le centre de créativité 1535°C. Il est destiné à des associations locales, avec ou sans statut d'asbl, et en particulier celles souhaitant être associées à l'intégration et aux initiatives sociales.

Les objectifs du Wok sont la lutte contre les discriminations vécues par les associations. Le Wok favorise et encourage l'accès à toutes les ressources disponibles à Differdange pour chaque groupement de personnes et de la manière la plus équitable possible. Il facilite la participation à la vie de Differdange.

www.facebook.com/wokdifferdange,
wok@differdange.lu

DUDELANGE

Gestion du bénévolat dans l'accueil des DPI

L'échange entre bénévoles ainsi que l'échange entre les bénévoles et les demandeurs/bénéficiaires de protection internationale et d'autres primo-arrivants s'inscrit dans un processus naturel du vivre ensemble. La possibilité de faire connaissance, de partager des compétences, de développer des expertises dans des situations quotidiennes favorise une compréhension mutuelle et l'élimination de préjugés.

La supervision et la gestion du bénévolat nécessitent une coordination flexible et cohérente au niveau de l'administration communale. La Ville de Dudelange a créé un Service de coordination communale pour l'accueil et l'accompagnement pour DPI et primo-arrivants afin d'avoir une ou deux personnes de contact pour toutes questions concernant le bénévolat. Une étroite collaboration avec le gestionnaire de la structure d'accueil pour DPI et d'autres partenaires internes et externes est indispensable pour organiser, coordonner et gérer toutes les questions et toutes les activités.

La Ville de Dudelange et le Service migrants et réfugiés de la Croix-Rouge ont pris la décision de mettre en place une formation de base pour les bénévoles désirant s'engager auprès des DPI/BPI et primo-arrivants. Les différents modules de la formation reprenaient des informations sur le contexte général, les aspects clés sur l'apprentissage interculturelle et la définition du rôle et de la responsabilité du bénévole.

accueildpi@dudelange.lu

ECHTERNACH

Mouvement pour l'égalité des chances (MEC asbl)

L'association a pour objet la promotion de l'égalité des chances pour tous aux niveaux de la vie sociale, culturelle, professionnelle et politique, la promotion de la cohésion sociale, ainsi que la création, le développement et la gestion de structures régionales d'accueil, d'information, de consultation et de formation.

www.mecasbl.lu/

Move Together

Move Together est un magazine qui a pour objectif d'informer les nouveaux arrivants sur la culture du Luxembourg, mais aussi sur les activités organisées et informations utiles pour favoriser leur intégration dans la société d'accueil. Ce magazine trimestriel est trilingue, français, anglais et arabe. Il est distribué gratuitement dans tous les foyers et maisons d'accueil du pays.

www.mecasbl.lu, aurelia.pattou@mecasbl.lu

ESCH-SUR-ALZETTE

Plan d'intégration communal (PCI)

La Ville d'Esch-sur-Alzette adopte une démarche participative incluant la consultation de la population locale pour favoriser les échanges, chercher le dialogue, sonder les besoins et les demandes afin d'adapter sa politique à l'intégration par le développement d'un PCI.

Intégration par le sport

Dans le cadre du «Programme de promotion du sport», la Ville d'Esch-sur-Alzette a mis en place en 2011, le programme «Intégration par le sport», proposant des cours hebdomadaires divers pour les femmes de tout âge et de toute nationalité.

Des animatrices sportives, originaires des régions et cultures concernées, cherchent régulièrement le contact avec les femmes dans les écoles et les lieux publics eschois (organisation de stands d'information, distribution de flyers, etc.). De cette manière, la Ville garantit que le thème de l'intégration soit abordé de manière régulière.

www.esch.lu/sport, sports@villeesch.lu

Cafés des langues

Le Centre culturel Kulturfabrik et la Ville d'Esch-sur-Alzette se sont associés pour organiser cet événement cordial, qui consiste à se retrouver autour d'un verre/d'un café et de converser avec des personnes dans leur langue maternelle ou dans une langue apprise et dont on souhaite rafraîchir, voire approfondir ses connaissances.

egalitedeschances@villeesch.lu

HESPERANGE

Betreit Wunne fir jonk Leit

La structure «Betreit Wunne fir jonk Leit» s'inscrit dans le secteur des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes. Il vise à assurer un soutien à des usagers adultes en difficultés. L'encadrement socioprofessionnel varie en fonction des besoins individuels et de la demande des usagers. La prise en charge de l'usager peut être complète ou partielle. Ce projet d'inclusion sociale par le logement, permet de faire une passerelle entre la vie de famille et la vie autonome.

Le service a pour objectif d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire, plusieurs jeunes adultes, se trouvant dans une situation de détresse. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels de l'usager.

www.jugendtreffhesper.lu

JUNGLINSTER

«Equigaart»: Jardins communautaires

Le jardinage collectif permet aux habitants de se rencontrer autour d'un projet commun et de créer un espace d'échange très concret. Le jardinage est une activité qui est accessible à tous, indépendamment de l'âge, de l'origine sociale ou culturelle. La diversité culturelle ajoute même une plus-value, car elle constitue une richesse d'expérience qui se partage facilement.

Le défi de la langue commune existe mais n'a jamais posé un obstacle majeur. Dans les activités de jardinage, on réussit facilement à dépasser la dimension «identitaire» pour se concentrer sur les aspects pratiques de la communication. Il se trouve toujours un moyen d'utiliser une langue commune ou de recourir à quelqu'un pour traduire l'essentiel d'une conversation.

www.equigaart.lu, info@equigaart.lu

REMICH

Table de conversation

La table de conversation, organisée sous le titre de «Poterowend», vise à donner la possibilité de pratiquer le luxembourgeois et d'approfondir les connaissances linguistiques pendant un moment de conversation conviviale, ludique et détendu. Le projet, qui a lieu une fois par mois, combat donc les préjugés en rassemblant résidents et nouveaux arrivants, tout en laissant les apprenants s'exprimer en luxembourgeois et gagner en confiance pour ensuite parler au quotidien la langue apprise.

Café social

Le Café social est un lieu de mixité sociale et culturelle, qui accueille toutes les nationalités, des hommes aussi bien que des femmes, pour

se rencontrer, sortir de la solitude et de l'oubli, trouver une écoute. Ce projet est organisé par l'épicerie sociale qui a ouvert ses portes en 2016 à Remich et qui accueille désormais les familles en situation de précarité vivant dans les communes de Bous, Lenningen, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Dalheim et Mondorf-les-Bains.

Café des parents

De l'autre côté, le Café des parents permet aux résidents de la commune ayant des enfants, de rencontrer d'autres parents dans un cadre ouvert et une atmosphère conviviale. L'idée est de s'échanger et d'apprendre les uns des autres. Ce lieu de rencontre est organisé par l'antenne Est de l'école des parents qui regroupe les six communes de Betzdorf, Echternach, Grevenmacher, Junglinster, Remich et Schengen.

Ambassadeurs de voisinage

Finalement, le projet des «ambassadeurs de voisinage» vise à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants dans la commune. L'ambassadeur est un bénévole qui est bien intégré dans la vie locale et qui peut de ce fait, aider les nouveaux arrivants à mieux s'implanter dans la commune. Les ambassadeurs sont libres de décider combien de temps ils souhaitent consacrer à une personne intéressée, le but étant de conseiller ou d'informer les nouveaux arrivants et non de faire les démarches administratives à leur place.

kema@tango.lu

SANEM

Mesures d'aides et d'intégration sociale BPI de moins de 25 ans déployés par l'office social

L'Office social de la commune de Sanem a décidé d'accorder aux BPI âgés de moins de 25 ans les mesures suivantes:

- prise en charge de la cotisation mensuelle de l'assurance maladie de 107,58 €;
- octroi d'un bon pour médicaments selon besoin;
- prise en charge du tiers payant social;
- versement d'un argent de poche de 100 € par mois;
- octroi d'un bon pour cours de langue selon besoin;
- octroi d'un titre de transport gratuit selon besoin;
- octroi d'un bon alimentaire pour «Eis Épicerie Zolwer»;
- octroi d'un bon d'hygiène (par le biais du projet FEAD (UE)).

www.sanem.lu

STRASSEN

Café de Babel

L'originalité du projet Café de Babel, c'est qu'il a été créé sur l'initiative de la commission d'Égalité des chances. Les besoins des habitants de se rencontrer et de pratiquer les langues qu'ils désirent maîtriser, ont conduit à la création d'un café des langues, animé par les citoyens pour les citoyens.

C'est la raison du succès du Café de Babel: se rencontrer, se parler, échanger, se sentir bien ensemble! On peut pratiquer les langues luxembourgeoise, française, anglaise, allemande, portugaise, italienne, espagnole et russe.

www.strassen.lu

KUFIKA

KUFIKA est un programme culturel gratuit pour les enfants et toute la famille qui favorise les rencontres entre les artistes et les citoyens dans le but de promouvoir et faire connaître les arts et la culture comme la musique, le chant, la danse, le théâtre, la magie, etc.

Ce programme offre une plateforme de dialogue et de rencontre entre les familles (parents et enfants) qui habitent à Strassen. Les occasions d'une rencontre qui donnent la possibilité d'échanger dans un cadre convivial.

www.strassen.lu

SYNDICAT DU CANTON DE REDANGE

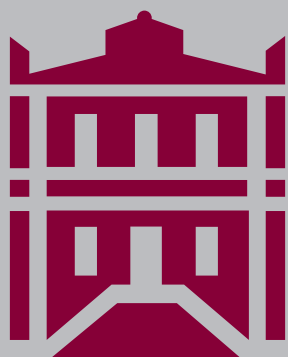
HausCaRe - Agence immobilière sociale du canton de Redange

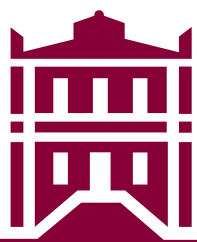
Mise à disposition de logements à coût modéré pour les personnes à revenus modestes.

www.reidener-kanton.lu



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2653	Sylvie Andrich-Duval	Médicament «Uvestérol D»	2682	Lex Delles	Cafétéria La Roseraie à Mondorf-les-Bains
2654	Françoise Hetto-Gaasch	Inspection des bovins de type «Highlander» et «Galloway» par leurs détenteurs	2683	Nancy Arendt	«Cybergrooming» auprès des mineurs
2655	Diane Adehm, Gilles Roth	Renouvellement de la concession d'État avec le groupe Bertelsmann	2685	Laurent Mosar, Gilles Roth	Récents propos de l'ex-général bosniaque Atif Dudaković
2656	Martine Hansen	Rémunérations du personnel des écoles privées	2686	André Bauler	Sécheresse
2657	Diane Adehm, Gilles Roth	Déductions fiscales des cotisations d'épargne-logement	cf. 2670		
2658	Marc Lies	Fonds du logement	2687	Marcel Oberweis	Poussières fines
2659	Martine Hansen, Marco Schank	Services de la POST	2689	Marc Spautz	Réforme des finances communales
2660	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Cybercriminalité	2690	Lex Delles, Claude Lamberty	Campus scolaire «Geesseknäppchen»
2661	Diane Adehm, Gilles Roth	Participation aux cours de natation	2691	Marc Angel	Formation à la sécurité obligatoire pour les agents en charge de l'encadrement des enfants
2662	Léon Gloden, M. Jean-Marie Halsdorf	Maisons médicales	2692	Claudia Dall'Agnol	Nouvelle arme de service de la Police grand-ducale
2663	Laurent Mosar, Gilles Roth	Procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale	2694	Marc Spautz	Soins à domicile
2664	Martine Hansen, Marco Schank	Dégâts causés par le gibier	cf. 2680		
2665	Diane Adehm, Gilles Roth	Affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier	2695	Diane Adehm, Gilles Roth	Véhicules diesel
2666	Martine Hansen	Séneçon de Jacob au Luxembourg	2697	Jean-Marie Halsdorf	Épidémie de grippe
2667	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale	2700	Martine Hansen	Langue luxembourgeoise
2669	Fernand Kartheiser	Engagements du Luxembourg en Afghanistan	2701	Claude Adam, Josée Lorsché	Financement des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse
2670	Gérard Anzia	Réserves en eau potable en provenance du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre	2702	André Bauler	Développement de la filière avicole
cf. 2686			2703	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
2671	Tess Burton	Discordance entre les noms en luxembourgeois des localités	2704	Edy Mertens, Gusty Graas, Alexander Krieps	Application mobile pour l'assurance maladie
2672	Laurent Mosar	Fausse information sur les réseaux sociaux	2705	Lex Delles	Perturbations sur la ligne 10 du réseau national des chemins de fer
2673	Laurent Mosar, Gilles Roth	Liquidations de sociétés de participations financières (SOPARFI)	2706	Franz Fayot	Blocage de virements en relation avec Cuba
2674	Martine Mergen, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Éducation différenciée	2707	Taina Bofferding	Accès aux tables à langer dans les locaux sanitaires publics
2675	André Bauler	État d'avancement des travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux	2708	Marc Spautz	Associations professionnelles de l'Inspection du travail et des mines (ITM)
2676	Martine Hansen	Transport gratuit pour étudiants	2709	Edy Mertens	Service d'aide médicale urgente au nord du pays
2677	André Bauler	Tourisme de mémoire («legacy tourism»)	2710	Françoise Hetto-Gaasch	Fonctionnement de l'Inspection du travail et des mines
2678	Diane Adehm, Gilles Roth	Plaques d'immatriculation	2711	Marc Lies, Diane Adehm	Restructuration des commissariats de proximité
2679	Gusty Graas	«Text neck syndrome»	2712	Claude Lamberty, Max Hahn	Population réelle des communes
2680	Edy Mertens, Alexander Krieps, Gusty Graas	Diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux	2714	Léon Gloden	Organisation du nouveau commissariat «Syrdall»
cf. 2694			2715	Laurent Mosar	Fonds de compensation luxembourgeois
2681	Martine Hansen, Marco Schank	Problématique du radon	2716	Josée Lorsché	Infirmiers libéraux
			2717	Martine Hansen	Milan royal
			2875	Claude Adam, Gérard Anzia	Démolition de deux maisons à valeur patrimoniale
			urgente		
			2909	Martine Hansen	Session d'été des examens de fin d'études secondaires
			urgente		

Question 2653 (05.01.2017) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le médicament «Uvestérol D»:

La presse française a révélé aujourd'hui que le médicament «Uvestérol D», prescrit fréquemment en France pour lutter contre la carence en vitamine D, vient d'être suspendu du commerce, suite au décès récent d'un nouveau-né.

Il se trouve que, en raison des potentiels effets néfastes liés à son mode d'administration à l'aide d'une pipette, ledit médicament a déjà été mis sous surveillance renforcée depuis 2006 par l'Agence nationale du médicament en France.

Certains organes de presse luxembourgeois rapportent aujourd'hui que ce médicament ne serait pas utilisé au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer respectivement infirmer que le médicament susmentionné est également commercialisé au Luxembourg?

a) Dans l'affirmative, le médicament en question a-t-il également été placé sous surveillance renforcée au Luxembourg à l'instar de la France et, si oui, depuis quelle date? Madame la Ministre va-t-elle, le cas échéant, décider de suspendre la commercialisation du médicament «Uvestérol D»?

b) Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle préciser quels médicaments sont prescrits comme alternatives au médicament «Uvestérol D» au Luxembourg pour les nouveau-nés, les nourrissons et les enfants jusqu'à l'âge de cinq ans? Est-ce que ces médicaments respectivement leur mode d'administration présentent, en cas d'usage, les mêmes risques que ceux relatifs au médicament mis en cause?

Réponse (26.01.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

ad 1. Le médicament «Uvestérol D» n'est pas commercialisé au Luxembourg.

À cet égard, un communiqué de presse avait d'ores et déjà été publié en date du 6 janvier 2017, afin de rappeler que le médicament «Uvestérol D» n'est pas et n'a jamais été autorisé au Luxembourg.

ad b) Les alternatives médicamenteuses autorisées pour un usage pédiatrique sont les suivantes:

- D-Cure 25.000 UI/ml, solution buvable;
- D-Cure 2.400 UI/ml, solution buvable en gouttes;
- Uvédose 100.000 UI/2 ml, solution buvable;
- Vigantoletten 500 UI, comprimé;
- Vigantoletten 1.000 UI, comprimé.

Les modes d'administration peuvent varier selon le mode d'alimentation du nourrisson et selon les instructions du pédiatre. La pratique au Luxembourg n'a pas révélé d'effets similaires à l'utilisation de l'«Uvestérol D», aucun cas de pharmacovigilance n'est répertorié dans la base de données des effets secondaires.

Dans la réponse à la question parlementaire n°2591 du 24 novembre 2016 concernant la découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie à Mendsdorf, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a notamment expliqué que la législation relative au bien-être animal dans les élevages exige une inspection régulière des animaux par le détenteur afin de constater tout signe de maladie et d'y remédier dans les meilleurs délais. En effet, il incombe d'abord à l'éleveur de surveiller l'état de santé de ses bovins.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Les Ministres peuvent-ils m'assurer que les détenteurs sont suffisamment informés des me-

Question 2654 (06.01.2017) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'inspection des bovins de type «Highlander» et «Galloway» par leurs détenteurs:



sures de prévention pour la santé, comme par exemple l'administration obligatoire de vermifuges à des bêtes de type «Highlander» et «Galloway», se trouvant à l'extérieur durant toute l'année?

2. Les Ministres peuvent-ils m'informer si, dans ce contexte de prévention, les détenteurs sont contrôlés régulièrement par l'Administration de la nature et des forêts, le cas échéant par les organismes de contrôle indépendants concernant l'exploitation de la viande issue du programme «Naturschutz Fleisch», ainsi que de l'Administration des services vétérinaires?

- Dans l'affirmative, combien de ces contrôles sont effectués par an?

- Dans la négative, les Ministres n'estiment-ils pas que ces contrôles devraient se faire régulièrement dans l'intérêt du bien-être animal?

3. Les Ministres peuvent-ils préciser les conséquences si un détenteur ne respecte pas les obligations relatives à l'inspection?

4. Quelles conditions doivent être remplies pour pouvoir intégrer des surfaces dans le programme «Naturschutz Fleisch»?

5. Les Ministres peuvent-ils affirmer qu'il est permis que les bêtes de type «Highlander» et «Galloway» restent sur les prairies humides durant toute l'année? Dans l'affirmative, les Ministres n'estiment-ils pas qu'il devrait y être remédié, sachant que les bêtes en question ne supportent que très mal une exposition permanente à l'humidité?

Réponse commune (10.02.2017) de **M. Fer- nand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viti- culture et de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. D'une façon générale, les détenteurs de bovins ont les connaissances nécessaires pour la gestion de la santé de leur troupeau. En outre, ils travaillent en étroite collaboration avec un vétérinaire qui les conseille dans la pré- vention et le traitement des maladies animales. Il est connu que les bovins au pâturage, surtout ceux qui sont dans les prairies humides, sont exposés au risque de contracter des parasites et de développer des parasitoses pouvant avoir des conséquences plus ou moins néfastes sur leur état de santé.

C'est pourquoi pour chaque projet de protec- tion de la nature au moyen d'une extensifica- tion agricole, l'Administration de la nature et des forêts (ANF), accompagnée d'un expert, avant toute mise en œuvre, mène des entre- tiens avec l'exploitant agricole, pour lui expli- quer le fonctionnement pratique de ce genre de projets, le rendre attentif aux difficultés, et se faire une idée de sa propre motivation.

Ensuite une étude agricole, soumise pour avis au Service d'économie rurale (SER):

- met en lumière les aspects économiques du projet;

- fixe les paramètres assurant le bon fonction- nement du projet, dont le respect du bien-être animal (par exemple densité du bétail, l'endroit pour l'implantation de l'abri pour bétail et pour l'affouragement d'appoint, la quantité de four- rage d'appoint, etc.).

Dans le cadre du contrat «biodiversité», l'ex- ploitant agricole s'engage à respecter des conditions ayant trait au développement de la biodiversité et au bien-être animal.

Les exploitants agricoles peuvent participer à des formations que l'ANF organise annuelle- ment.

Une note du 11 mai 2011, des directeurs de l'Administration des services vétérinaires et de l'ANF, intitulée «Naturschutz durch extensive, ganzjährige Weidehaltung im Zuge der Biodiversitätsverordnung - Merkblatt zur winterli- chen Zufütterung und zum Herdemanage- ment...», précise les mesures à prendre par les exploitants agricoles pour assurer le bien-être animal. Cette note est distribuée à tous les ex- ploitants agricoles participant à ce genre de projet.

Comme déjà évoqué dans la réponse à la ques- tion parlementaire n°2591 de l'honorable Dé- putée Madame Françoise Hetto-Gaasch, le ca- hier de charges du label «Naturschutz Fleisch» prévoit explicitement une vermifugation des animaux en vue du respect du bien-être animal et de l'amélioration de la qualité de la viande.

ad 2. Des contrôles sont exercés à différents ni- veaux.

Les détenteurs de bovins doivent conclure un contrat d'épidémiologie avec un vétéri-

naire de leur choix. Celui-ci transmet annuelle- ment un rapport à l'Administration des services vétérinaires, rapport qui traite notamment de l'état sanitaire et du bien-être animal. L'inspec- tion se fait en général pendant la période de stabulation, qui, en principe, est la période cri- tique. Ceci a pour conséquence que les bovins qui sont au pâturage pendant toute l'année ne sont pas systématiquement inspectés.

Lorsque le rapport fait état de non-conformités, les bovins sont soumis à une inspection par les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires.

En réaction à l'événement de Mensdorf, il est prévu d'étendre le contrat d'épidémiologie aux bovins au pâturage pendant toute l'année.

En outre, l'Administration des services vétéri- naires inclura un certain nombre d'exploita- tions pratiquant ce type d'élevage dans le pro- gramme des contrôles sur place pour l'année 2017.

L'ANF et l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protec- tion des consommateurs contrôlent les enga- gements au niveau des contrats «biodiversité». Ce contrôle se fait selon les règles standard ap- pliquées dans le contexte des aides financières aux agriculteurs.

Un contrôle supplémentaire se situe dans le cadre du label «Naturschutz Fleisch». Il est exercé depuis 2016 par l'organisme indépen- dant Certipaq et concerne, sur une base an- nuelle, toutes les exploitations qui vendent dix animaux ou plus par an, un échantillon des ex- ploitations qui vendent moins de dix animaux par an et l'ANF en tant que propriétaire et su- perviseur de la marque «Naturschutz Fleisch».

ad 3. Il faut distinguer le non-respect des contrats «biodiversité» établis sur la base du ré- glement «biodiversité», le non-respect du ca- hier des charges du label «Naturschutz Fleisch» et le non-respect de la législation rela- tive à la matière vétérinaire.

- non-respect des contrats «biodiversité»

L'article 48 du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité bio- logique prévoit les mesures suivantes:

«(1) Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les engagements souscrits, il doit rembourser soit totalement, soit partiellement l'aide en fonc- tion de la gravité de la violation des engage- ments souscrits. Sur avis de la commission, les sanctions à appliquer sont fixées par le Ministre ayant dans ses attributions l'agriculture pour les régimes d'aides prévus aux chapitres 1 et 2 et par le Ministre ayant dans ses attributions la protection de l'environnement pour les ré- gimes d'aides prévus aux chapitres 3 et 4.

(2) Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas un des principes de bonne pratique agricole pré- vus dans la réglementation relative aux modalit- és d'application de l'indemnité compensatoire à allouer aux agriculteurs dans les zones défav- orisées, le montant de la prime est réduit du pourcentage prévu dans cette réglementation.

(3) En cas de non-respect répété des engage- ments souscrits ou des principes de bonne pra- tique agricole, le bénéficiaire peut être exclu soit temporairement, soit définitivement du ré- gime des aides. En cas d'une exclusion définiti- ve, il ne peut introduire une nouvelle de- mande qu'après un délai de deux ans.

(4) Par dérogation aux dispositions du pa- ragraphes (1) et (2), il sera renoncé à la restitu- tion des aides lorsque l'inobservation des enga- gements est la conséquence de circonstances in- dépendantes de la volonté du bénéficiaire des aides et notamment dans les cas visés à l'article 30 du règlement (CE) n°1750/1999.»

- non-respect du cahier des charges du label «Naturschutz Fleisch»

L'article 8 du cahier des charges prévoit les me- sures suivantes:

«En cas d'infraction répétée aux critères définis dans le cahier des charges, la première récidive donne lieu à un rappel accompagné d'une invi- tation à combler les lacunes récurrentes dans un délai donné.

Lors de la deuxième récidive, il y a un nouveau rappel assorti d'une exclusion du programme „Naturschutz Fleisch” de six mois.

Si des manquements graves ne sont pas résolus malgré l'invitation écrite répétée, l'entreprise concernée (producteur, transformateur, distri- buteur) est exclue du programme „Natur- schutz Fleisch” et bloquée pour une période de trois ans. Passé ce délai, une réadmission dans le programme „Naturschutz Fleisch” est possible après vérification concluante par un organisme de contrôle neutre agréé et la constatation de la disparition permanente des lacunes.

En plus, des sanctions peuvent être prononcées par la commission de la biodiversité, qui jugera de cas en cas et peuvent proposer une réduc- tion des primes moins ou plus importante se- lon le cas de l'infraction.»

- non-respect de la législation en matière vétéri- naire

Les rapports des inspections effectuées par l'Administration des services vétérinaires sont transmis à l'organisme payeur. Le non-respect des dispositions de la conditionnalité peut en- traîner une réduction des primes allouées à l'exploitant.

ad 4. D'autres conditions sont énoncées à l'ar- ticle 3 du cahier des charges du label «Natur- schutz Fleisch»:

«Seules les entreprises agricoles s'étant enga- gées contractuellement à long terme auprès de l'ANF à mettre en œuvre un projet de pâturage extensif permanent dans le cadre de mesures de protection de la nature (convention - géné- ralement 15 ans) sont autorisées à proposer le label „Naturschutz Fleisch”.

Pour cela, l'ANF autorise l'utilisation de la marque „Naturschutz Fleisch” uniquement pour les animaux élevés selon des méthodes de pâturage extensif permanent. Ces bêtes sont élevées exclusivement sur des terrains réservés contractuellement à une exploitation extensive (contrat de biodiversité ou exploitation simi- laire dans le cadre d'une convention contrac- tuelle spéciale) et exploités selon les prescrip- tions du programme de biodiversité luxem- bourgeoise. Toutes les terres utilisées pour le sys- tème d'élevage doivent se trouver au Grand- Duché de Luxembourg.»

ad 5. Dans tous les cas, les animaux doivent être élevés dans des conditions qui respectent le bien-être animal. Les «Highland Cattle» et les «Galloway» sont des races particulièrement robustes qui supportent bien les conditions climatiques tout au long de l'année et qui s'accoutument des conditions de vie qui règnent sur les terrains humides (roselières, prairies à laiches, prairies à Molinie, etc.), les pelouses sèches, les prairies maigres, les landes, les terrains en pente, etc. Ces terrains se caractérisent par des difficultés en ce qui concerne l'exploitation agricole. Ainsi, le ca- ractère pauvre en substances nutritives est au moins aussi difficile à gérer que l'humidité du terrain. Cependant, le fait que les bovins qui sont en plein air pendant toute l'année soient gardés en permanence dans un environne- ment humide, n'est pas favorable au bien-être animal.

C'est pourquoi la nouvelle réglementation rela- tive à la sauvegarde de la diversité biologique, qui est en cours d'élaboration, se propose de renforcer les conditions destinées à garantir le bien-être animal:

- 20% de la surface de pâturage doivent être des terres non humides;

- dans le cadre de l'épidémiologie, le vétéri- naire devra procéder à une visite annuelle du troupeau au pâturage;

- une visite annuelle du troupeau au pâturage sera effectuée conjointement par un agent de l'Administration des services vétérinaires et un agent de l'Administration de la nature et des forêts.

Question 2655 (06.01.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **renouvellement de la concession d'État avec le groupe Bertelsmann**:

Le contrat de concession de l'État luxembour- geois avec RTL Group, CLT-UFA SA et Bertels- mann AG, arrivant à échéance en 2020, se trouve actuellement en cours de renégociation. D'après les informations relayées par la presse ces derniers jours, une future participation fi- nancière de l'État aux activités de «RTL Radio Lëtzebuerg» pourrait être envisagée, ce qui si- gnifierait une deuxième station de radio de droit public, à côté de «Radio 100,7». Les mis- sions de cette dernière, régies par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, sont entre autres la proposition de programmes culturels, musicaux et éducatifs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions po- ser les questions suivantes à Monsieur le Mi- nistre d'État, Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il déjà confirmer que le Gouvernement envisage effectivement de participer financièrement aux activités de «RTL Radio Lëtzebuerg» après l'échéance de la- dite concession?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette situation aura comme

conséquence la création d'une deuxième radio de droit public?

- Est-ce que les missions de cette dernière se- ront, le cas échéant, similaires à celles de «Ra- dio 100,7»?

- Monsieur le Ministre peut-il déjà indiquer le budget approximatif que le Gouvernement songe investir dans cette future collaboration?

Réponse (12.01.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Je puis confirmer aux honorables Parlemen- taires que le Gouvernement a entamé des né- gociations avec RTL Group, CLT-UFA SA et Ber- telsmann AG sur le contrat de concession qui arrive à échéance en 2020.

Par contre, le Gouvernement n'a nullement l'intention de promouvoir la création d'une deuxième station de radio de droit public.

J'ai d'ailleurs proposé de faire rapport sur l'état d'avancement de ces négociations à la Com- mission ESRMCE de la Chambre des Députés dans les semaines à venir.

Question 2656 (09.01.2017) de **Mme Mar- tine Hansen** (CSV) concernant les **rémuné- rations du personnel des écoles privées**:

Il me revient que le personnel de certaines écoles privées a été informé fin décembre 2016 que le Ministère de l'Éducation nationale ne disposerait pas de suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations légales en termes de soutien financier aux rémunérations du per- sonnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu- nesse et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quelles écoles n'ont pas été «subventionnées» par l'État en temps utile? Quelles sont les rai- sons à la base de ces retards (tout en sachant que l'article budgétaire concerné est un article à crédit non limitatif)?

- Le Gouvernement peut-il m'informer si d'autres secteurs ont été impactés par des ré- glements tardifs de la part de l'État? Dans l'af- firmative, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (13.02.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation natio- nale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le Lycée technique privé Emile Metz ainsi que l'asbl Agedoc, pour le compte des écoles pri- vées Fieldgen et Sainte-Anne, ont reçu leur subventionnement mensuel en date du 23 dé- cembre 2016. Des montants pour un total de 2.868.110,13 € ont été versés à cette date.

Toutes les écoles privées sous régime contrac- tuel ont été subventionnées en temps utile par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'En- fance et de la Jeunesse. Considérant le statut privé des écoles conventionnées, nous ne pou- vons faire de déclaration sur le type de contrat d'engagement entre chaque école privée et son personnel.

Il est à noter que les écoles privées ont pu profiter en 2016 d'un subventionnement extraordinaire élevé en raison d'une variation du coût par élève, établi conformément à la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'ensei- gnement privé, qui est un des principaux consti- tuants des aides allouées aux écoles privées.

Puisque la loi du 13 juin 2003 vise exclusive- ment les relations entre l'État et les écoles pri- vées, nous pouvons confirmer qu'aucun autre secteur n'est concerné par la visée de la pré- sente loi.

Question 2657 (09.01.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **déductions fiscales des cotisations d'épargne-logement**:

Suivant la réforme fiscale adoptée le mois der- nier sont désormais exclues de la déductibilité fiscale en tant que dépenses spéciales les coti- sations d'épargne-logement en vertu d'autres contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé durant dix années en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fisca- lement non favorisées.

Comme, par le passé, l'affectation des fonds at- tribués à l'échéance à d'autres fins que celles prévues par la loi donne lieu à imposition recti- ficative des années concernées.



Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Les compagnies d'épargne-logement peuvent-elles / doivent-elles refuser d'attribuer les fonds à l'échéance si elles savent que le bénéficiaire les utilisera à d'autres fins que celles donnant droit à déduction fiscale? Ont-elles l'obligation d'en aviser l'administration fiscale?

- N'appartient-il pas plutôt à l'administration fiscale de procéder aux impositions rectificatives et de refuser les déductions futures, dès qu'elle a connaissance de l'emploi «illégal» des fonds accumulés dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement?

Réponse (03.02.2017) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

J'ai l'honneur de confirmer aux honorables Députés Diane Aehm et Gilles Roth qu'aucune disposition de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu n'interdit à une caisse d'épargne-logement d'attribuer l'épargne au bénéficiaire du contrat d'épargne-logement lorsqu'elle a connaissance du fait que les fonds recueillis par l'épargnant seront employés à des fins autres que celles qui donnent droit à la déduction fiscale. Il incombe aux bureaux d'imposition d'examiner les déclarations fiscales et de vérifier en l'occurrence si toutes les conditions requises sont remplies pour que des cotisations faites en vertu d'un contrat d'épargne-logement soient déductibles et de procéder, le cas échéant, à des impositions rectificatives lorsque les dispositions légales les requièrent. Les caisses d'épargne-logement n'ont, dans ce cadre, pas d'obligation générale d'informer l'administration fiscale de l'utilisation des fonds.

Question 2658 (09.01.2017) de M. Marc Lies (CSV) concernant le Fonds du logement:

Le Fonds du logement a publié récemment son rapport et bilan de l'année 2015. C'est à ce sujet que j'aimerais avoir des renseignements supplémentaires de la part de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis début 2015 jusqu'à ce jour? Quelles sont les communes concernées et de combien d'unités de logement s'agit-il? Combien d'unités de logement quant à ces autorisations sont actuellement en construction?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de procédures concernant des projets d'aménagement particulier «nouveau quartier» que le Fonds du logement a entamées depuis ladite date et combien parmi elles ont effectivement été finalisées depuis? Quelles sont les communes concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il encore me préciser combien d'actes d'achat ou d'échange de terrains ont été réalisés endéans les deux dernières années? Quelle est la superficie exacte par terrain acquis?

Réponse (08.02.2017) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:

L'honorable Député demande des renseignements quant au nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis 2015 jusqu'à ce jour: il s'avère qu'un total de 14 autorisations a été délivré pendant la période en question, permettant la réalisation de 311 logements. Les communes concernées sont Bettembourg, Colmar-Berg, Diekirch, Diferdange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Kopsal, Luxembourg, Mondorf-les-Bains et Niederanven. En guise de comparaison peut être cité le cumul de la période de 2011 et 2012, lors de laquelle des autorisations pour 126 logements ont été attribuées, signifiant qu'entre les deux périodes le nombre de permis a pu être augmenté de 150%.

Les PAP entamés depuis 2015 jusqu'à ce jour sont au nombre de dix pour un total de 1.083 logements, situés dans les communes de Duedange, Bascharage, Kopsal, Mamer, Remich, Schieren et Useldange. Les différents projets ont des envergures très variées et vont de douze à plusieurs centaines d'unités par plan d'aménagement. Comparé aux années précédentes, l'on peut surtout noter que la répartition géographique a pu être diversifiée: en 2013 et 2014, les sept PAP délivrés se concentraient presque exclusivement à la ville d'Esch-sur-Alzette, à savoir 295 logements des 307 logements au total.

En dernier lieu, l'honorable Député m'interroge sur le nombre de terrains et immeubles acquis, respectivement échangés, au cours des années

2015 et 2016. Pendant la période en question le Fonds du logement a pu acquérir par 23 actes 42,512 ha. Ceci correspond à une augmentation importante par rapport aux deux années précédentes, sachant qu'en 2013 et 2014 les acquisitions et échanges totalisaient 9,389 ha. Les deux années pour lesquelles l'honorable Député s'intéresse se caractérisent donc par une progression de plus de 350% par rapport aux années 2013 et 2014.

Question 2659 (09.01.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les services de la POST:

Depuis octobre 2015, les facteurs offrent des services supplémentaires au-delà de la distribution de courrier, tels que la garde des envois postaux, les emballages, les timbres, l'affranchissement des lettres et colis, la remise de lettres recommandées, le dépôt de lettres et le retrait et versement d'un montant limité sur un compte chèque postal. Ce dernier service, également presté autrefois par les facteurs, semble véritablement resurgir depuis que la POST a annoncé quelques semaines après l'extension du rôle des facteurs, en décembre 2015, la fermeture de 35 de leurs bureaux à travers le pays en 2016.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie:

1. Monsieur le Ministre peut-il constater une évolution significative relative au recours aux services supplémentaires prestés par les facteurs depuis octobre 2015?

2. Qu'en est-il plus spécifiquement des services financiers depuis la fermeture de bureaux régionaux de la POST en avril 2016?

3. Quelle est la procédure exacte que les citoyens doivent suivre afin de pouvoir bénéficier des prestations financières des facteurs?

4. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette procédure pourrait, le cas échéant, être simplifiée?

Réponse (20.02.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Economie:

Suivant les informations obtenues par POST Luxembourg, je peux vous donner les réponses ci-après aux questions posées:

Depuis l'introduction en octobre 2015 des services supplémentaires offerts par les facteurs de POST Luxembourg, il a été constaté que la demande de la part des citoyens pour ces nouveaux services est plus significative en milieu rural qu'en milieu urbain. Cependant, il convient de préciser que le recours à cette offre n'est pas excessif en général.

Pour ce qui est plus spécifiquement des services financiers offerts par les facteurs, ceux-ci représentent environ vingt pour cent des demandes formulées par les citoyens. Post Courrier a effectué des statistiques au mois de janvier 2016 et au mois de juin 2016, donc avant et après la fermeture des trente-cinq bureaux de poste en avril 2016. Une augmentation sensible des demandes en rapport avec les services financiers à prester en tournée n'a pas pu être constatée.

Les clients, qui souhaitent procéder au retrait d'argent, font tout simplement part de façon orale à leur facteur, lors de son passage quotidien, des services et produits dont ils veulent bénéficier. Le facteur fournit, le cas échéant, toutes les précisions nécessaires en rapport avec le service demandé par le client et s'occupe par la suite de toutes les formalités. Lors de son prochain passage au domicile du client, la réception des fonds est documentée par la simple signature du client sur la pièce comptable afférente. Il s'agit de l'unique formalité exigée de la part du client pour clôturer le service demandé.

Question 2660 (11.01.2017) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant la cybercriminalité:

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n°0466 du 14 août 2014, Messieurs les Ministres des Communications et des Médias et de la Justice ont indiqué qu'il n'y avait pas de nouvelles mesures à envisager pour une lutte efficace contre la cybercriminalité, tout en soulignant que les nouveaux outils mis à disposition des autorités de poursuite via la loi du 18 juillet 2014 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 peuvent toujours être utilement mis en pratique.

Au vu des récentes attaques informatiques dans le contexte des élections présidentielles américaines, les experts en cybersécurité s'alarment et mettent en garde contre des actions similaires lors des prochaines élections ayant lieu en Europe (France, Pays-Bas, etc.). Même si les piratages ne sont pas nouveaux, les mobiles à la base des opérations semblent avoir changé et viser à déstabiliser nos démocraties.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Le Gouvernement maintient-il sa position de septembre 2014? Les services de renseignement et les autorités de poursuite luxembourgeoises sont-ils suffisamment outillés (en ressources humaines et expertise) pour lutter efficacement contre ce dernier type de cybercriminalité?

2. À défaut, quelle est la stratégie du Gouvernement pour empêcher une immixtion extérieure dans le processus démocratique de notre pays?

3. Le Gouvernement envisage-t-il des adaptations législatives ou réglementaires dans la matière?

4. Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur d'éventuels mécanismes de coopération mis en place à l'échelle européenne pour faciliter les échanges d'informations, aider les États membres à renforcer leurs capacités de cyberdéfense et identifier des réponses coordonnées? À défaut de mise en place de tels mécanismes au niveau européen, le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre les devants pour initier un tel processus?

Réponse commune (07.02.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1. Notons en guise d'introduction que la cybercriminalité se décline autour de deux grands axes, à savoir:

a) Les crimes et délits dont l'objet est constitué par les technologies numériques, tels que:

- le piratage de systèmes informatiques pour vols de données;

- la distribution massive de chevaux de Troie visant à encrypter les données sur le disque dur avec la demande de rançon pour restituer l'état initial;

- les attaques DDOS, visant à paralyser des systèmes entiers;

- la prise en main totale et la manipulation de systèmes informatiques.

b) Les crimes et délits qui utilisent de façon centrale les technologies numériques, tels que:

- la diffusion de contenus sur Internet;

- les escroqueries bancaires;

- la contrefaçon d'œuvres de l'esprit;

- la diffamation;

- la distribution d'idéologies et de «fake news».

Dans ce contexte, et comme signalé dans la réponse à la question parlementaire n°0466 du 14 août 2014, la loi du 18 juillet 2014 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 a permis de compléter les dispositions du droit pénal luxembourgeois en matière de lutte contre la cybercriminalité et de renforcer la coopération internationale en la matière. En effet, les auteurs de la Convention, conscients que la cybercriminalité ne connaît pas de frontières, ont souligné dans leur rapport explicatif que «les solutions à une lutte efficace contre la cybercriminalité relèvent du droit international ce qui nécessite l'adoption d'instruments internationaux adéquats».

Au niveau national, la loi du 5 juillet 2016 attribue au SRE la mission de lutter contre la menace en rapport avec l'espionnage et l'ingérence, tout comme la lutte contre la menace cyber si celle-ci présente un lien avec une des missions principales du SRE. Dans le cadre de ses missions, le SRE peut ainsi accéder à des systèmes informatiques afin de rechercher de manière ciblée des renseignements ou de surveiller et contrôler des communications dans une optique de prévention.

Ce nouvel instrument légal est une des réponses à la multiplication des attaques électroniques. Dans le contexte de la prévention et de la lutte contre ces attaques, les acteurs luxembourgeois en charge de la cyberdéfense coopèrent au niveau national et s'échangent régulièrement avec leurs homologues européens.

De son côté, le «Computer Emergency Response Team (CERT)» gouvernemental est chargé de la prévention et de la réponse aux incidents de sécurité d'envergure liés aux réseaux et aux systèmes d'information des administrations et des opérateurs d'infrastructures critiques.

Le parquet près du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg dispose quant à lui de deux substituts compétents pour la cybercriminalité. Au niveau de la Police grand-ducale, la section Nouvelles technologies du Service de Police judiciaire fait les enquêtes dans le contexte des attaques informatiques. Cette dernière dispose d'experts informatiques hautement spécialisés dans des analyses et exploitations technologiques.

La police est actuellement bien outillée en termes techniques. L'on peut cependant noter que la formation d'un analyste informatique en matière de cybercriminalité est complexe et s'étend sur une période d'environ deux ans.

ad 2. Un des objectifs principaux de la stratégie nationale en matière de cybersécurité approuvée et rendue exécutoire par le Conseil de Gouvernement en 2015 consiste à assurer la protection opérationnelle des infrastructures et systèmes de communication et de traitement de l'information.

D'un côté, cette stratégie prévoit un volet opérationnel préventif, coordonné par le «Cyber Security Board», et de l'autre, un volet opérationnel défensif, auquel appartient notamment le plan d'intervention d'urgence en cas d'attaque contre les systèmes d'information ou de faille technique des systèmes d'information («PIU Cyber»). Ainsi, ce plan détermine les organes de gestion de crise, fixe le déroulement de la diffusion d'alerte des autorités et de l'information au public et détermine les actions y relatives ainsi que les responsables et acteurs respectifs.

En sus, le Conseil de Gouvernement a décidé en 2015 la création d'une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). L'ANSSI assure la fonction de CERT national et gouvernemental et collabore étroitement avec les autres acteurs dans le public et le privé.

Finalement, la stratégie précitée met un accent particulier sur l'information, la formation et la sensibilisation des secteurs privé et public sur les risques encourus et les moyens de se protéger.

ad 3. Suite aux attentats de Paris, le Gouvernement luxembourgeois a déposé en 2015 le projet de loi 6921 qui renforce l'arsenal législatif en matière de lutte contre le terrorisme. Ainsi, en matière de terrorisme, le projet permet notamment d'étendre la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication à la captation de données informatiques¹ et de participer à des échanges électroniques à des fins d'enquête (technique dite de la cyber-infiltration).

De même, le projet de loi 6976 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne (transposition décision-cadre 2006/960/JAI) a été déposé.

Les mesures proposées dans les deux projets de loi sont très importantes pour une lutte efficace contre les attaques informatiques d'envergure et notamment celles qui présentent un lien avec une activité terroriste. Ces mesures ont à la fois un caractère préventif en contribuant à éviter des attaques informatiques, qu'un caractère réactif en facilitant ainsi l'identification des auteurs et l'échange d'informations entre les pays, sachant que ce type de cybercriminalité a toujours un volet international.

ad 4. La coopération internationale en matière cyber s'est fortement développée ces dernières années. Pour ne citer que quelques exemples:

- Le Luxembourg participe depuis 2010 activement aux exercices Cyber Europe organisés par l'ENISA (European Union Agency for Network and Information Security). Ces exercices ont pour objectif de passer au crible l'échange d'informations au niveau européen en cas d'attaque cyber.

- Par le biais du CERT gouvernemental, le Luxembourg participe à une multitude d'échanges d'informations. Les informations

¹ La captation de données informatiques consiste à placer un dispositif technique aux fins d'accéder à des données informatiques, de les enregistrer, de les conserver et de les transmettre telles qu'elles s'affichent sur un écran pour l'utilisateur d'un système de traitement automatisé de données.

partagées ont trait aux spécificités techniques d'attaques et sont échangées de façon automatisée entre des cercles de CERTs. Au niveau européen, le CERT gouvernemental adhère depuis plusieurs années à un cercle de confiance dénommé «Trusted Introducer».

- En matière pénale, il convient de citer la participation luxembourgeoise à Eurojust (niveau judiciaire) et Europol/Interpol (niveau policier). En sus, les experts européens se réunissent dans le cadre du «European Cybercrime Task Force» (EUCTF; réunion d'experts qui facilite la lutte contre la cybercriminalité) et du «Expert meeting on Cross-border access to electronic evidence».

- Finalement, la directive NIS¹ prévoit plusieurs mécanismes de coopération destinés à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union, à savoir:

- le réseau des CSIRT (Computer Security Incident Response Team), qui a pris ses fonctions en février 2017, promeut l'échange d'informations relatives aux incidents et aux menaces potentielles entre les CERTs nationaux permettant ainsi de prendre des mesures adéquates afin d'empêcher ou de limiter les impacts d'une cyberattaque;

- un groupe de coopération visant à faciliter la coopération stratégique entre États membres;

- la désignation d'un point de contact unique national par État membre servant d'interlocuteur avec les autres points de contact nationaux et avec le groupe de coopération.

Question 2661 (11.01.2017) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la participation aux cours de natation:

Dans un arrêt rendu hier, une chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que les autorités suisses, en refusant d'exempter deux élèves de confession musulmane des cours de natation mixtes obligatoires, et faisant ainsi prévaloir l'obligation pour les enfants de suivre intégralement leur scolarité, n'ont pas violé le droit à la liberté de religion.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Existe-t-il une instruction ministérielle à l'attention des écoles et lycées concernant la participation aux cours de natation?

- Dans l'affirmative, cette instruction dispense-t-elle des élèves des cours de natation pour des motifs religieux?

- À défaut d'instruction, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer s'il a connaissance de demandes de telles dispenses formulées par des parents d'élèves? Quel a été le sort réservé à de telles demandes?

Réponse (20.02.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Je remercie les honorables Députés pour leur question, comme elle me permet de rappeler que notre législation scolaire correspond entièrement à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qu'ils mentionnent dans leur requête.

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire stipule de manière univoque: «(...) Art. 3. La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.»

Pour ce qui est de l'enseignement fondamental, l'article 4 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental précise: «L'enseignement est commun aux filles et aux garçons.» Il en résulte qu'une dispense d'un ou des cours ne peut être décidée que

d'un point de vue médical. D'ailleurs, l'article 7 de la même loi définit clairement les domaines de développement et d'apprentissage visés par l'enseignement fondamental. À part les cours de l'éducation morale et sociale voire l'instruction religieuse et morale, la loi ne réserve aucun caractère optionnel à une discipline scolaire.

D'ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme a été saisie en 1998 en matière de dispense régulière des cours le samedi pour des raisons de liberté religieuse. Or, en date du 27 avril 1999, la requête 44888/98 contre le Luxembourg a été rejetée avec l'argument suivant: «(...) lorsqu'au lieu de le conforter, le droit des parents au respect de leurs convictions religieuses entre en conflit avec le droit de l'enfant à l'instruction, les intérêts de l'enfant priment (...)».

Concernant les établissements d'enseignement secondaire, il existe en effet une lettre ministérielle datée du 24 juin 2014 et contenant des directives à respecter dans le contexte des situations où, sur le plan des convictions personnelles (...) des élèves, l'application des principes de la neutralité de l'école publique, de la tolérance et de la non-discrimination peut donner lieu à des équivoques. Celle-ci disposant e. a. que chaque élève est tenu de participer à tous les cours prévus par la grille des horaires de l'année scolaire à laquelle il est inscrit et que les cours sont communs pour les deux sexes, il ne saurait être question de dispenser un élève des cours de natation pour des motifs religieux.

Partant, la lettre ministérielle en question se trouve être en conformité avec le récent arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme.

Question 2662 (11.01.2017) de MM. Léon Gloden et Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant les maisons médicales:

Depuis quelques semaines une publicité diffusée par le Ministère de la Santé dans les médias incite les gens malades, en cas d'urgence, à se rendre aux maisons médicales sises à Esch-sur-Alzette, Luxembourg-ville et Ettelbruck.

C'est un fait qu'une maison médicale dans la circonscription Est fait toujours défaut. En réponse à de nombreuses questions parlementaires, les responsables ont toujours mis un argument principal en avant pour justifier l'absence d'une maison médicale dans la circonscription Est, à savoir que la distance entre la circonscription Est et la maison médicale sise à Luxembourg-ville ne serait pas si grande. Or, la distance entre Esch-sur-Alzette, par exemple, et Luxembourg-ville équivaut plus ou moins à la distance entre, d'une part, p. ex. Grevenmacher, Wormeldange, Remich et, d'autre part, Luxembourg-ville.

Dans une réponse à une question parlementaire des Députés Sylvie Andrich et Léon Gloden du 30 septembre 2016, Madame la Ministre de la Santé a défendu, d'une part, que «le système des maisons médicales constitue dès lors un événement important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit», ce qui correspond par ailleurs à peu près aux propositions présentées par le CSV en octobre dernier. D'autre part, Madame la Ministre a indiqué qu'un groupe de travail serait en train d'évaluer l'activité des maisons médicales ainsi que la problématique du désengorgement des services d'urgence des hôpitaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que l'analyse et les recommandations du groupe de travail précité sont terminées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ce groupe de travail?

Réponse (10.02.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le groupe de travail, auquel se réfèrent les honorables Parlementaires, a eu comme mission principale d'analyser le mode de fonctionnement des services d'urgence hospitaliers et de réfléchir aux pistes d'amélioration.

Parmi celles-ci, la contribution des maisons médicales de garde peut permettre, pendant leurs heures d'ouverture, de décharger les services d'urgence.

En raison d'une surcharge des services d'urgence hospitaliers par des cas relevant de la médecine générale, une campagne de communication a été réalisée avec pour objectif de rappeler l'existence des maisons médicales de garde et leur vocation à traiter les cas de médecine générale.

L'idée d'une quatrième maison médicale de garde, sise dans la région Est du pays, est parfois évoquée dans des questions parlementaires.

Par rapport à cette option, il y a lieu de signaler, tout comme l'a fait d'ailleurs le coordinateur national des maisons médicales dans la presse du 28 janvier 2017, que celles-ci sont prévues pour être implantées à proximité des hôpitaux.

L'idée serait plutôt de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale.

Ces cabinets de groupe pourraient, grâce à la disponibilité de plusieurs médecins généralistes, assurer des plages d'activité plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normales» d'un cabinet tenu par un seul médecin.

Question 2663 (11.01.2017) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale:

Le 4 novembre 2014, lors des débats ayant abouti à l'adoption du projet de loi n°6680, devenu la loi du 25 novembre 2014, notre groupe politique avait mis en cause la légalité de l'absence de toute voie de recours contre l'injonction du directeur des contributions directes adressée, consécutivement à une demande d'échange de renseignements en provenance d'une autorité étrangère, à tout détenteur de renseignements de fournir ceux-ci:

«Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzebuerger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuerderen, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint dës Décisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contractaire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours an d'Bank däerf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwer d'Opfuerderung, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.»

A fir eis, Här President, steet dat am Widder-sproch zu allen elementare grondrechtliche Prinzipien vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzebuerger Verwaltungsautoritéit hält eng Décisioun, géint déi keen Asproch bei engem Geriicht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.»

La majorité gouvernementale avait décidé (i) de passer outre les arguments développés dans le cadre de l'instruction parlementaire notamment par l'Ordre des Avocats de Luxembourg, la Chambre de Commerce, et même un avis précédent contraire de la Cour administrative au sujet d'une loi du 31 mars 2010 et (ii) de supprimer toute voie de recours en la matière.

Saisie d'une décision préjudicielle dans une affaire lui soumise par la Cour administrative, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de conclure «qu'un administré peut se prévaloir de l'article 47 de la Charte (droit à un recours juridictionnel effectif) lorsqu'il estime que la sanction administrative pécuniaire qui lui est infligée se fonde sur une demande d'informations dont il met en doute la validité dès lors que cette demande est effectuée dans le cadre d'une procédure qui est la mise en œuvre du droit de l'Union». Autrement dit, l'avocat général considère qu'un tribunal doit pouvoir apprécier la légalité d'une décision d'injonction du directeur des contributions directes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il faire marche arrière et réinstaurer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes?

Réponse (03.02.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Par leur question parlementaire du 11 janvier 2017, les honorables Députés posent la question si Monsieur le Ministre des Finances entend faire marche arrière et réinstaurer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes suite aux conclusions de l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) présentées le 10 janvier 2017 dans l'affaire C-682/15.

Or, il convient de rappeler que le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'OCDE avait attribué dans le rapport d'examen par les pairs

de «Phase 2», publié en date du 22 novembre 2013, une notation globale négative «non conforme» au Luxembourg.

À la lumière de l'engagement pris par le Luxembourg depuis le 13 mars 2009 de se rallier intégralement à la norme internationale et dans l'objectif d'assurer que l'échange de renseignements sur demande puisse être exécuté de façon effective et efficace, le Gouvernement a réagi aussitôt et a proposé une adaptation du dispositif légal concernant la procédure applicable aux demandes d'échange de renseignements. La nouvelle loi du 25 novembre 2014 qui, entre autres, ne permet plus d'introduire un recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes, a tenu compte des critiques formulées à cet égard par le Forum mondial de l'OCDE.

L'adaptation de la législation en la matière suite aux recommandations de novembre 2013 figurant dans le rapport du Forum mondial a fait l'objet d'une réévaluation en 2015 par cette même autorité et a donné lieu à la confection d'un nouveau rapport d'examen par les pairs. La note «largement conforme» a été attribuée au Luxembourg dans le cadre de ce rapport supplémentaire qui a pris en compte la nouvelle loi de 2014, le Forum mondial ayant ainsi reconnu l'engagement du Luxembourg en faveur de la transparence et ses efforts afin d'améliorer l'efficacité et l'effectivité de la mise en œuvre de la norme internationale. Quant à l'affaire préjudicielle C-682/15, les conclusions de l'avocat général sont en train d'être analysées par les services compétents. Les conclusions d'un avocat général n'étant pas systématiquement suivies par la CJUE, il est indispensable d'attendre l'arrêt de celle-ci.

Le Gouvernement est déterminé à poursuivre ses efforts en matière d'application conforme de la norme internationale et il évaluera la situation une fois l'arrêt disponible, en tenant compte en détail des réponses que la CJUE apportera à l'ensemble des questions préjudicielles formulées dans l'affaire C-682/15.

Question 2664 (11.01.2017) de Mme Martine Hansen et M. Marco Schank (CSV) concernant les dégâts causés par le gibier:

Les dégâts causés par le gibier ne se limitent pas seulement aux cultures et aux récoltes agricoles, mais existent également au milieu forestier.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre dispose-t-elle de données pour évaluer les incidences de la population de gibiers sur la biodiversité de la forêt?

2. L'indemnisation des dommages causés aux cultures et récoltes agricoles par le gibier étant réglée par le fonds spécial de la chasse, quelles sont les modalités d'indemnisation des dégâts causés aux forêts?

3. Existe-t-il des modèles à l'étranger qui prévoient des indemnisations des dégâts en milieu forestier et, le cas échéant, dans quels pays?

Réponse (13.02.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Au Luxembourg on note la présence de quatre espèces de grands et moyens herbivores susceptibles de causer des dégâts économiques et/ou écologiques en forêt, à savoir deux espèces indigènes (le cerf élaphe et le chevreuil) et deux espèces non indigènes (le daim et le mouflon).

En ce qui concerne les dégâts écologiques (= incidences sur la biodiversité en forêt), visés dans la question des deux députés, il y a lieu de préciser que ce type de dégâts évolue souvent à long terme et par conséquent est extrêmement difficile à déterminer. L'impact de populations élevées de grands et moyens herbivores ne s'étend pas uniquement à la diversité des espèces d'arbres présents, mais également sur tout le réseau trophique lié à la diversité des plantes et de la structuration du milieu. Or, même au niveau mondial, il n'existe que très peu d'études ayant eu comme objectif de déterminer de tels dégâts écologiques, vu la complexité et l'aspect long terme de cette thématique.

En ce qui concerne les dégâts économiques, quoique ces derniers ne sont pas visés par la question parlementaire sous rubrique, il faut préciser qu'ils sont relativement faciles à déterminer lorsqu'il s'agit de dégâts d'écorçage, mais beaucoup moins facilement lorsqu'il s'agit d'abrutissement, par exemple de la régénération naturelle.

Pour avoir une meilleure connaissance de l'impact du gibier sur la forêt, l'ANF a fait des ef-

¹ Directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union

forts considérables avec l'installation d'un réseau d'enclos témoins et leur évaluation. Or, étant donné que le réseau n'est pas assez complet et n'a pas encore été installé de manière systématique, notamment au niveau des forêts privées, il n'est pas possible de pouvoir tirer des conclusions au niveau national. Il y a lieu de préciser que l'article 8 du projet de règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, approuvé par le Gouvernement en Conseil en date du 29 avril 2016, stipule que des aides peuvent être attribuées aux propriétaires privés pour l'installation d'enclos témoins. Néanmoins, il y a aussi lieu de rendre attentif au fait que des enclos témoins comparent la situation à l'intérieur avec celle à l'extérieur, c'est-à-dire une situation sans aucun gibier et par conséquent une situation non naturelle, avec une situation avec gibier.

ad 2. Comme l'honorable Député Marco Schank le sait très bien de son mandat de Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, responsable du Département de l'environnement (période 2009-2013), la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse contient des dispositions en relation avec les remboursements des indemnités avancées par les locataires du droit de chasse par le fonds spécial. Ceux-ci sont limités aux dégâts causés par les espèces cerf et sanglier. Les modalités de remboursement sont identiques pour les dégâts causés par ces deux espèces, que ce soit en milieu agricole ou forestier.

«Art. 45. En cas de dommage causé par les espèces cerf et sanglier sur un fonds chassable, la part incombant au locataire de chasse est finalement supportée de l'ordre de neuf dixièmes par lui-même et pour un dixième par le syndicat de chasse sur les fonds duquel le dommage a été constaté.

À l'issue de l'année cynégétique, les sommes avancées par le locataire de chasse lui sont remboursées par un fonds spécial, dénommé fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Ce fonds est alimenté par un droit supplémentaire perçu sur le permis de chasser tel que détaillé à l'article 67.

Un règlement grand-ducal fixe la quote-part maximale annuelle à rembourser ainsi que les modalités et la procédure de fonctionnement du fonds spécial. Le droit au remboursement des fonds avancés par l'adjudicataire du droit de chasse se prescrit par cinq ans à compter du 31 mars de l'année cynégétique à laquelle se rapporte le montant à rembourser.

Art. 47. [...] En cas de dégâts causés aux forêts, aucune indemnité ne sera allouée pour le dommage causé à des forêts dont la situation ne respecte pas les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (Art. 16. Il est interdit de planter des résineux à une distance inférieure à trente mètres du bord des cours d'eau.)»

En ce qui concerne les dégâts aux forêts par d'autres espèces de grands ou moyens herbivores, il n'existe pas de dispositions légales ou réglementaires.

ad 3. Oui. Par exemple, en France, des indemnités sont payées directement par les chasseurs. En Allemagne, la loi sur la chasse prévoit que pour pouvoir toucher des indemnités pour dégâts aux cultures forestières, il y a lieu de les déclarer deux fois par an. Les méthodes changent en fonction des «Länder». En Belgique, des indemnités ne sont pas prévues.

Les modèles utilisés par exemple en France ou en Allemagne seraient en partie transférables au Luxembourg, mais requièrent un effort non négligeable pour l'estimation des dégâts, la fixation de l'objectif sylvicole, des contrôles et des déclarations régulières.

Afin de faire des propositions en vue de solutionner la problématique des dégâts de gibier en forêt, le Conseil supérieur de la chasse (CSC) a créé un sous-groupe «dégâts de gibiers». Or, jusqu'à présent et malgré de nombreuses réunions et de longues discussions entre les acteurs principalement concernés (ANF, Lëtzebuurger Privatbësch, FSHCL), aucun accord n'a pu être trouvé pour fixer une méthodologie nationale, suffisamment légère en coût et effort afin de ne pas avoir une estimation de dégâts plus coûteuse que la valeur des dégâts eux-mêmes, mais suffisamment

complète pour pouvoir estimer les dégâts de manière correcte et réaliste. Les discussions du sous-groupe du CSC continuent.

Question 2665 (12.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier**:

D'après l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal, une commune peut exiger de la part d'un promoteur qui ne cède pas 25% de la surface totale d'un lotissement à la collectivité publique une indemnité compensatoire. Celle-ci doit servir soit à l'acquisition de terrains à proximité du plan d'aménagement particulier en vue d'y réaliser des travaux d'infrastructures d'intérêt général soit au financement d'autres mesures urbanistiques à réaliser par la commune dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier concerné.

Il s'avère cependant que les services du Ministère de l'Intérieur interprètent depuis peu cette disposition dans le sens que seuls des travaux de viabilisation du PAP respectivement des mesures urbanistiques en relation directe avec le PAP concerné peuvent être pris en compte, et ce à l'exclusion du financement d'autres travaux d'équipements collectifs tout comme de la réfection, du remplacement d'une voie de desserte ou d'une aire de jeux existante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette lecture de la loi portant sur l'aménagement communal?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que la lecture de ses services administratifs est contraire au principe d'une interprétation stricte du droit public imposant à l'administration de s'abstenir à ne pas ajouter des conditions là où la loi n'en a pas prévu?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que la lecture de ses services administratifs est contraire aux dispositions et à l'esprit de l'autonomie communale telle qu'ancrée dans la Constitution et préconisée par la Charte européenne de l'autonomie communale?

4) Quels sont les motifs à la base de la lecture préconisée par les services administratifs du Ministère de l'Intérieur qui vise pourtant à favoriser outre mesure les intérêts des promoteurs au détriment des intérêts des communes?

5) Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que la lecture de la disposition légale en question telle que suggérée par les services administratifs du Ministère de l'Intérieur risque de créer un déséquilibre entre des PAP à créer à l'intérieur du tissu urbain ne nécessitant pas la réalisation d'une voirie spécifique et des PAP destinés à viabiliser de nouvelles surfaces avec création d'une nouvelle voirie?

Réponse (28.02.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire au sujet de l'affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'aménagement particulier (PAP) ayant trait aux dispositions de l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, je tiens tout d'abord à réfuter les allégations des honorables Députés affirmant que les dispositions en la matière seraient interprétées «depuis peu» de manière restrictive.

Je tiens à rappeler aux honorables Députés que les dispositions afférentes figuraient dans les textes initiaux de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, elles ont été modifiées par la loi dite «pacte logement» de 2008 et finalement précisées par la loi du 28 juillet 2011 modifiant la loi précitée de 2004, et ce afin de spécifier les fins auxquelles l'indemnité compensatoire doit être utilisée. Je tiens à ajouter que le commentaire des articles ayant trait à la dernière modification stipulait que «le paragraphe est modifié afin de préciser que la cession se limite aux terrains destinés à recevoir les voiries et autres équipements collectifs, conformément à l'article 23 de la loi, et ne saurait être invoquée par les autorités communales en vue de la réalisation d'équipements collectifs».

Qui plus est, je tiens à informer les honorables Députés que l'interprétation des dispositions afférentes au sein du Ministère de l'Intérieur n'a pas changé depuis l'entrée en fonctions du Gouvernement actuel. Parmi les nombreux exemples, je me permets de citer une missive du 16 avril 2012 du Ministre de l'Intérieur et à

la Grande Région de l'époque au sujet d'une convention d'un PAP dans la commune de Mamer. Se fondant sur le même argumentaire qui suit plus loin dans la présente réponse, mon prédécesseur n'était en effet pas en mesure d'approuver ladite convention comme les dispositions relatives au paiement d'une indemnité compensatoire n'étaient pas conformes à l'article 34 de la loi précitée. Les autorités communales ont été invitées, à l'époque, à rédiger, «au vu des irrégularités», une nouvelle convention en conformité à la loi modifiée du 19 juillet 2014.

Ceci étant, il convient de préciser que dans le cadre de la réalisation d'un plan d'aménagement particulier, les terrains sur lesquels sont prévus des travaux de voirie et d'équipements publics doivent être cédés à la commune. Si la surface de ces terrains est inférieure au quart de la surface totale, la commune peut exiger du propriétaire une indemnité pour la surface inférieure au quart. Il ressort de la lecture de l'article 34 (2) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée que l'affectation de l'indemnité compensatoire est encadrée de manière limitative par la loi.

D'une part, l'indemnité compensatoire peut être affectée à l'acquisition de terrains à proximité du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» en vue d'y réaliser des travaux prévus à l'article 23, alinéa 2 de la loi précitée. Ces travaux, qui concernent uniquement des travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du plan, comprennent limitativement «la réalisation des voies publiques, l'installation des réseaux de télécommunication ainsi que des réseaux d'approvisionnement en eau potable et en énergie, des réseaux d'évacuation des eaux résiduaires et pluviales, de l'éclairage, de l'aménagement des espaces collectifs, des aires de jeux et de verdure ainsi que des plantations».

D'autre part, l'indemnité compensatoire peut servir au financement d'autres mesures urbanistiques à réaliser par la commune dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier concerné. Je tiens à souligner que le texte de loi prévoit que ces mesures doivent être réalisées dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier et par conséquent présenter une relation directe avec ce dernier.

L'article 34 de la loi précitée a par conséquent exclu que l'indemnité compensatoire puisse servir pour financer des travaux d'équipements collectifs, soit des constructions affectées à une activité de service au public tels que les écoles, les cimetières ou encore les installations culturelles et sportives.

À cette fin, le législateur a expressément introduit à l'article 24 (2) de la loi précitée un mécanisme de récupération partielle des frais résultant des travaux d'équipements collectifs alors que le conseil communal peut fixer une taxe de participation au financement de ces derniers, à prélever lors de la délivrance de l'autorisation de construire. Par conséquent, il n'incombe pas aux initiateurs d'un plan d'aménagement particulier de contribuer au financement d'équipements collectifs destinés à prêter un service à la collectivité.

Aussi le fait d'affecter l'indemnité compensatoire au financement des équipements collectifs résulterait par conséquent en une double participation financière à ces derniers, ce qui n'est point admissible.

En ce qui concerne les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement de la voirie ou d'un équipement existant vétuste ou inadapté, il y a lieu de noter que l'article 24 (1) de la loi précitée interdit de les mettre à charge des propriétaires des fonds desservis, sauf si les travaux en question permettent la création de nouvelles places à bâtir ou de nouvelles unités affectées à l'habitation ou toute autre destination.

La loi fait donc une nette distinction entre, d'un côté, les travaux de voirie et les équipements publics nécessaires à la viabilisation du plan, qui sont à charge exclusive des initiateurs d'un projet d'aménagement particulier, et, de l'autre côté, les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement d'un tel équipement public ainsi créés, qui sont en principe à charge de la caisse communale, et finalement les équipements collectifs qui sont à charge exclusive de la commune.

En guise de conclusion, j'estime que la loi précitée est justement appliquée, et ce conformément à la volonté du législateur. Rappelons dans ce contexte qu'en application de l'article 30 de la loi précitée, il m'appartient, dans le cadre de ma décision d'approbation, de vérifier la conformité du projet d'aménagement particulier avec les dispositions de la loi.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que l'autonomie communale est inscrite à l'article 107 de la Constitution et dans la Charte européenne sur

l'autonomie locale signée le 15 octobre 1985 à Strasbourg et ratifiée par la loi du 18 mars 1987. En attribuant un certain nombre de compétences aux communes en matière d'aménagement communal et de développement urbain et en précisant le cadre dans lequel ces missions sont accomplies, le législateur n'a pas violé ce principe.

Question 2666 (12.01.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant **le séneçon de Jacob au Luxembourg**:

Le séneçon de Jacob est une plante extrêmement toxique. Cette toxicité est due en raison des alcaloïdes pyrrolizidiniques que la plante renferme. L'Université de Munich a récemment retrouvé des traces de toxines dans le miel, ce qui peut représenter un risque sanitaire pour les humains.

En réponse à la question parlementaire n°1274 du 7 juillet 2015 concernant le séneçon de Jacob, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et Madame la Ministre de l'Environnement ont affirmé que le séneçon de Jacob a connu au Luxembourg une certaine prolifération, dont les causes sont multiples et que le Gouvernement entend mettre en place un groupe de travail interministériel pour élaborer des mesures concrètes pour lutter contre la prolifération excessive de cette plante. De plus les ministres ont précisé qu'un nouveau règlement grand-ducal pour la sauvegarde de la diversité biologique (contrats «biodiversité») serait en élaboration et qui imposerait une lutte mécanique contre une trop forte prolifération du séneçon de Jacob sur les terrains agricoles sous contrats biodiversité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Le groupe de travail interministériel susmentionné a-t-il été mis en place?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ce groupe de travail?

3. Le Gouvernement peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la refonte du règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural?

Selon le Gouvernement, une meilleure concordance des interventions de fauchage avec la floraison du séneçon de Jacob pourrait également contribuer à limiter la prolifération de cette plante de même que l'évitement du développement de friches herbacées le long des routes et le développement dans les zones de propagation du séneçon de prairies à herbes courtes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

4. Le Gouvernement a-t-il déjà pris une décision comment endiguer la prolifération du séneçon de Jacob et élaboré un concept d'information, de sensibilisation et de conseil pour les instances concernées?

Réponse commune (15.02.2017) de **M. Fermand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Dans la réponse commune du 13 octobre 2015 il a été expliqué que le Gouvernement entendait mettre en place un groupe de travail regroupant les agents du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et de l'Administration de la nature et des forêts. À ce stade aucun groupe de travail n'a été instauré.

ad 2. Comme le groupe de travail n'a pas encore été instauré, il n'y a pas de conclusions au stade actuel. Toutefois, l'Administration de la nature et des forêts a participé au récent colloque international «Kreuzkrauter und Naturschutz» à Göttingen (Allemagne) pour s'informer sur les nouveaux développements scientifiques et méthodes de gestion autour du séneçon de Jacob.

ad 3. Un avant-projet de règlement grand-ducal est actuellement en élaboration auprès des ministères impliqués. Après avoir reçu l'aval de

la part de la Commission européenne en novembre 2016, cet avant-projet de règlement grand-ducal sera soumis pour accord au Gouvernement en conseil le 17 février 2017.

ad 4. Aucune décision pour endiguer la prolifération du séneçon de Jacob n'a été prise à ce stade à défaut d'un groupe interministériel. Une information sous forme d'un tract a été diffusée à tous les agriculteurs en mai 2016 détaillant les recommandations de gestion du séneçon de Jacob sur les terrains d'intérêt pour la conservation de la nature.

L'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des ponts et chaussées ont élaboré un guide d'orientation pour la fauche des bords des routes intitulé «Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen». Ce guide contient également des recommandations sur l'adaptation du régime de fauche en présence du séneçon de Jacob ou d'autres plantes toxiques.

Question 2667 (12.01.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les demandeurs de protection internationale:

Zu Lëtzebuerg sinn d'Capacitéite fir Leit opzehuelen, déi eng Demande op internationale Schutz ufroen (sougenannten DPlen) zum gréissten Deel ausgelaaucht, wann net souguer iwwerlaascht. Esou muss z. B. déi Hal an der Luxexpo, déi eigentlech nëmme fir den éischten Accueil virgesi war, DPlé fir eng méi laang Zäit ënnerbréngen.

Fir kënnen Leit opzehuelen, déi effektiv de Schutz brauchen, mussen déi Leit, bei deene festgestallt ginn ass, datt se d'Gesetzgebung vun internationale Konventionen messen brauchen, fir zu Lëtzebuerg eng Bleif ze fannen, och kënnen aus dem Land ausgeweise ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Zur Statistik vun de Leit, déi definitiv déboutéiert sinn:

Wéi vill Leit hunn an de Joren 2014, 2015 an 2016 hei am Land definitiv matgedeelt kritt, dat heescht no Oflaf vun allen administrativen a juristesche Prozeduren, datt si keen Asyl a keen internationale Schutz zu Lëtzebuerg kréien?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2014 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovun fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2014 hei am Land (inklusive déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2015 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovun fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2015 hei am Land (inklusive déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2016 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovun fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2016 hei am Land (inklusive déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

2. Zur Gesamtzuel vun de Persounen, déi déboutéiert sinn, awer nach op den 31.12.2016 hei am Land sinn:

- Wéi vill vun deenen hunn en Zertifikat vum Dokter presentéiert, fir awer kënnen hei ze bleiwen, aus wéi enge Grënn a fir wéi laang?

- Wéi vill vun deene Leit kommen aus Länner, déi hir Bierger net oder nëmme ënner komplizéierte Konditionen zréckhuelen (wéi z. B. Algerien), a wat mécht d'Regierung an esou Fäll?

- Wéi vill vun deene Leit sinn dem Stat als geféierlech bekannt (iwwer Police, Geheimdëngscharakterkenntnisser, diplomatesch Matdeelungen oder aner Quellen)?

- Kontrolléiert d'Regierung systematesch, ob déi Leit net eventuell nach am Ausland aner (Asyl)-Prozeduren lafen hunn, vläicht ënner engem aneren Numm?

3. Bei de Persounen, déi als geféierlech agestuift sinn:

- Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir d'Sécherheet an de Schutz vun de Bierger ze garantéieren?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt esou Leit missten observéiert oder och agespaart ginn, bis datt si kënnen ausgeweise ginn?

- Wéi eng offiziell Lëtzebuenger Pabeieren hunn déi Leit, déi hei am Land definitiv kee Statut kruten, a wat kënnen si mat deene Pabeieren ufänken?

- Kréien aner Länner matgedeelt, wéi eng Leit bei eis am Land definitiv déboutéiert gi sinn? Ass domat systematesch e Verbuet verbonnen, fir an d'Land zréckzekommen, a wa jo, fir wéi laang?

4. Kritt Lëtzebuerg vun auslännesche State matgedeelt, wéi eng Persoune bei hinnen definitiv kee Schutzstatut kruten? Ass et virkomm, datt esou Leit duerno nach zu Lëtzebuerg eng Prozedur ugefaangen hunn? Wat geschitt an esou Fäll?

Réponse (10.02.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1. Zur Statistik vun de Leit, déi definitiv déboutéiert sinn:

2014 goufen 1.242 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

2015 goufen 1.075 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

2016 goufen 1.224 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

- 2014 hu 481 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovun 402 déboutéiert Persounen. 135 hunn d'Land méttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzhalen, wéi vill Persoune sech um 31.12.2014 am Land opgehale hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en aner Land weiderreesen.

- 2015 hu 602 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovun 474 déboutéiert Persounen. 138 hunn d'Land méttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzhalen, wéi vill Persoune sech um 31.12.2015 am Land opgehale hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en aner Land weiderreesen.

- 2016 hu 432 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovun 237 déboutéiert Persounen. 73 hunn d'Land méttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzhalen, wéi vill Persoune sech um 31.12.2016 am Land opgehale hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en aner Land weiderreesen.

ad 2. Zur Gesamtzuel vun de Persounen, déi déboutéiert sinn, awer nach op den 31.12.2016 hei am Land sinn:

- 2016 gouf de Médecin délégué wéinst 94 Persounen am Kader vum Artikel 130 mat Sursis à l'éloignement saisiert. 22 Persoune kruten eng positiv Antwort. D'Grënn an d'Laangt vum Sursis à l'éloignement falen ënner d'Diskretioun vum Médecin délégué.

- A puncto Réckféierung kann een net pauschaliséieren an déi verschidden Herkunftslander a Kategorien andeelen. All Fall ass verschidden an hänkt ënner anerem dovun of, wat fir Dokumenter oder Kopie vum Dokumenter déi eenzel Persounen hunn. Des Weideren hänkt och viles vun der Identifikatioun vun de Persounen of, an ob d'Reckféierung iwwer e kommerziellen oder e private Fluch geschitt. D'Regierung mécht konstant Gebrauch vun allen diplomatesche Weeër, fir d'Relatiounen mat deenen diversen Herkunftslander ze verbesseren. De Wëllen, ze kooperéieren, variéiert vu Land zu Land. Fir d'Zesummenaarbecht mat den Herkunftslander ze verbesseren, huet Lëtzebuerg sech awer och verschiddenen europäesche Projekter ugeschloss. An deene Projekter kënnen déi interesséiert EU-Memberstaten zesummeschaffen an hiert Wëssen an hir Erfahrungen austauschen.

- Jee no der Natur vun der potenzieller Gefor, déi kéint vun enger Persoun ausgoen, fënnst en Échange tëscht de concernéierten Administratiounen an Autoritéiten op nationaler an awer och op internationaler Ebene statt. Dorophi gëtt dann decidéiert, ob a wéi eng Suite den Dossier soll kréien.

- D'Immigrationsdirektioun kontrolléiert am Ufank vun der Prozedur, dat heescht wann d'Leit hir Demande areechen, systematesch iwwer hir Fangerofdréck am Eurodac, ob si schonn an engem anere Land eng Asylprozedur lafen hunn. Dëst ass obligatoresch fir all Persoun ab 14 Joer. Wann d'Leit en aneren Numm hunn, gëtt d'Immigrationsdirektioun dat an deem Moment gewuer, wa Lëtzebuerg am Kader vum Dublin-Reglement 604/2013,

genannt Dublin III, eng Reprise bei engem anere Memberstat ufreet.

ad 3. Bei de Persounen, déi als geféierlech agestuift sinn:

- Normalerweis huet eng Persoun, déi internationale Schutz ugefrot huet an déboutéiert ginn ass, 30 Deeg Zäit, fir eist Land ze verloossen. Wann dem Déboutéierte säi Behuelen eng Gefor fir déi öffentlech Uerdnung, déi öffentlech Sécherheet oder déi national Sécherheet duerstellt, kann d'Décisioun vum Retour direkt an ouni Délai ausgeféiert ginn.

D'Regierung huet déi lescht Joren eng Rei legislativ an aner Moossname geholl, fir déi nationale Sécherheet besser ze garantéieren. Déi Moossnamen applizéiere sech onofhängeg dovun, ob déi Persoun, vun där eng Gefor ausgeet, en Déboutéierten ass oder net.

- Eis Sécherheitsservicer hu verschidde legal Moyenen, fir potenziell geféierlech Persoune kënnen ze observéieren. Am Kader vun engem Gesetzprojet ass och virgesinn, datt d'Police judiciaire weider Moyene soll kréien.

- Déi Leit, déi hei am Land definitiv kee Statut kruten, hu keng offiziell Lëtzebuenger Pabeiere méi, wa si net e Sursis à l'éloignement oder e Report à l'éloignement ugefrot hunn an och kruten.

- Déi aner Länner kréien net matgedeelt, wéi eng Leit bei eis am Land definitiv déboutéiert gi sinn. An der Regel kann de Minister eng Interdiction d'entrée sur le territoire tëschent engem a fënnf Joer huelen. An deene Fäll, wou mer relevant Informatiounen vun de responsablen nationale Sécherheitsautoritéite kréien, datt eng akut Bedroung géint déi öffentlech Uerdnung, öffentlech Sécherheet oder déi national Sécherheet virläit, kann de Minister eng Interdiction d'entrée sur le territoire huelen, déi iwwer fënnf Joer erausgeet. Et ass awer ugemierkt, datt momentan eng Reform vun der Dublin-Regulatioun an och dem Eurodac-System ausgeschafft gëtt. Den Objet vum Eurodac-System wäert vergréissert ginn, fir géint irregulär Migratioun virzegoen a fir den Austausch un Informatiounen tëschent Memberstaten ze verbesseren an ze vereinfachen.

ad 4. Lëtzebuerg kritt déi Informatiounen net automatesch. Jo, et ka virkommen, datt esou Leit nach eng Prozedur zu Lëtzebuerg ufänken. An deene Fäll gëtt eng Reprise bei deem Memberstat ugefrot, vun deem mir unhuelen, datt e responsabel ass, nom Artikel 18 1(d) vum Règlement Dublin 604/2013. Déi Leit ginn dann an dee Memberstat, deem d'Reprise accordéiert huet, zrécktransferéiert.

Question 2669 (12.01.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les engagements du Luxembourg en Afghanistan:

Zanter 2003 ass d'Lëtzebuenger Arméi an Afghanistan engagéiert, dëst am Kader vun der ISAF an der Missioun „Resolute Support“ ënner de Mandater vun der UNO an der NATO. Nieft der Militärpräsenz dréit Lëtzebuerg och nach am Kader vun der Entwécklungshëllef zum Neesopbau an zur Stabiliséierung vun Afghanistan bäi.

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister, dem Här Minister fir Kooperatioun an dem Här Verdedegungsminister dës Froe stellen:

1) Wéi vill bilateral a multilateral Hëllef huet Afghanistan zu Lëtzebuerg zanter 2001 kritt?

Wéi eng Mëttele goufe fir wéi eng Zwecker benotzt? Wéi ass kontrolléiert ginn, respektiv wéi gëtt kontrolléiert, ob déi Mëttele och fir deen Zweck benotzt ginn, fir dee se geduecht waren?

2) Wéi vill Membere vun der Arméi ware bis elo an Afghanistan engagéiert? Wéi eng Erfahrungen huet d'Arméi aus deem Engagement gezunn, souwuel um personelle wéi um materielle Plang?

3) Ginn et aktuell Iwwerleeungen, wéini d'Missiounen vun der Lëtzebuenger Arméi an Afghanistan op en Enn kommen?

4) Wéi eng diplomatesch Beméiunge gëtt et am Abléck fir Afghanistan, déi Lëtzebuerg direkt oder indirekt ënnerstëtzt?

5) Ginn zu Lëtzebuerg illegal Drogen aus Afghanistan verkaaft oder konsuméiert? Wéi eng Roll spillt dat Land am Beräich vum Handel a vum Konsum vun illegalen Drogen hei am Land?

6) Wéi entwéckelt sech d'Zuel vun den Afghanen hei am Land zanter 2001? Wéi vill legal Immigratioun gëtt et, wéi vill Demanden op Asyl respektiv internationale Schutz goufe gestallt a mat wéi engem Resultat? Wéi ass d'Positioun

tion vun der Regierung, wat d'Reckféierung vu Persounen aus Afghanistan ugeet?

Réponse commune (10.02.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

ad 1) Déi bilateral a multilateral Hëllef am Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef vu Lëtzebuerg am Zäitraum 2001 bis 2016 beleeft sech op 41,4 MEUR.

Dovunner sinn an dëser Zäitspan 18,3 MEUR fir humanitär Hëllef agesat gi fir d'Protektioun an den Accueil vun déplacéierte Persounen, ronn 7,2 MEUR fir Santéprojeten (y inclus d'Santé maternelle), 7,8 MEUR fir Rekonstruktions- a ronn 3,1 MEUR fir Agrikulturprojeten. Des Weideren huet Lëtzebuerg och Projeten am Beräich vun der grenziwwerschreidender Entwécklung, der Volkszählung an der Ëmwelt an Héicht vu 5 MEUR ënnerstëtzt.

D'Lëtzebuenger Hëllef (am Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef, bilateral a multilateral) gëtt duerch international unerkannten Organisatiounen an Institutiounen an no internationale Kritäre vun Transparenz a Verantwortung („Accountability“) ëmgesat. Deement-sprechend muss all Organisatioun sech déi néideg Prozedure ginn, fir d'Emsetze vun dëser Hëllef ze kontrolléieren, y inclus duerch d'Präsenz um Terrain. D'Lëtzebuenger Kooperatioun mécht och regelméisseg Visitten um Terrain, fir selwer d'Emsetzung vun de Projeten ze kontrolléieren, a steet an engem Kontakt mat den Organisatiounen.

Allgemeng ass och ze bemerken, dass d'Bekämpfung vun der Korruptioun een Hauptbestanddeel ass vun den Oplagen, déi internationale Donateuren der afghanescher Regierung imposéiert hunn, an dës Konditionalitéit gouf och nach eng Keier am Oktober 2016 op der Brüsseler Donateurskonferenz a Präsenz vum afghanesche President an der afghanescher Regierung dättelech gemaach.

Complémentaire zum Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef ënnerstëtzt Lëtzebuerg Afghanistan och am militäresche Beräich mat engem gesamte Montant vun ronn 34 MEUR. De Gros vun dëser Contributionen iwwerweist Lëtzebuerg un den NATO-Afghan National Army (ANA) Trust Fund.

Soumat beleeft sech de gesamte Montant vu bilateraler a multilateraler Hëllef vu Lëtzebuerg zënter 2001 un Afghanistan op iwwer 75 MEUR.

ad 2) Bis haut waren am Ganzen 274 Lëtzebuenger Militär an Afghanistan engagéiert. Eenzelner ënner hinnen hu méi wéi eng Missioun gemaach. Am Juli 2003 huet Lëtzebuerg op Basis vum Règlement grand-ducal déterminant la participation luxembourgeoise à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan du 9 mai 2003 en éischte Contingent an Afghanistan déployéiert. Dëst Detachement, dat an der Regel aus néng Militär (geleeëntlech zéng) bestanen huet, war bis September 2012 an d'Compagnie de protection, déi d'belsch Landarméi gestallt huet, integréiert an huet un der Sécurisatioun vun der Militärozou vum internationale Fluchhafen vu Kabul (KAIA) deelgeholl.

Vun Dezember 2012 bis Oktober 2014 war e Lëtzebuenger Detachement vun zéng Militär, dat an en Detachement vun der belscher Loftwaff integréiert war, un der Sécurisatioun vum Fluchstützpunkt vu Kandahar bedeelegt (flight line security).

Donieft waren och Lëtzebuenger Militär, déi am Quartier général vum Corps européen integréiert waren, 2004, 2005 an 2012 un der FIAS bedeelegt, souwéi de Lëtzebuenger Officier de liaison bei der franséisch-däitscher Brigad, déi 2011 dohinner déployéiert gouf.

2012 gouf en Ënneroffizéier vum Service de déminage vun der Arméi op Kabul déployéiert, fir un engem Projektlaboratoire fir kriminologesche Analys am Kader vum Kampf géint improviséiert Sprengsätz (onkonventionell Spreng- a Brandvirrichtungen/EOD) deelzehuelen.

Aktuell bedeelegt sech d'Arméi un der Resolute-Support-Missioun, déi am Januar 2015 d'FIAS ofgeléist huet. Vu Juni 2015 un ass op Basis vun enger Rotatioun vu sechs Méint een Ënneroffizéier vum Service de déminage am multinationalen EOD-Detachement (Neutralisatioun vu Sprengsätz) integréiert, dat zu Mazare-Sharif kantonéiert ass a fir den TAAC-N-Kommando (Train Advise Assist Command-North) ënner däitscher Leedung schafft.

Et handelt sech ëm déi éischt Operatioun, bei där d'Lëtzebuenger Arméi eng Sécherheits- a Protektiounsmissioun erfëllt huet, och wa gewëss Techniken an Taktiken den Aufgaben,



déi vun engem Reconnaissancepeloton an enger Friddensmissioun erfüllt ginn, nokommen. Wéi all westlech Armée gouf d'Lëtzebuurger Armée an de leschte Joren um materielle an takteschen Niveau duerch d'Lektiounen aus den Opstandsbekämpfungskonflikter am Irak an Afghanistan beaflosst, déi sech (wéinst de feindlechen Aktionsschemen, der Postur vun den alliierten Truppen,...) vun engem Engagement an engem konventionelle Konflikt ënnerscheeden.

Dës Standardisatioun vun de Prozeduren an dem Material kënn vun den alliierten Arméien, déi am meeschten ënnert deene Konflikter gelidden hunn, am besonneschen d'US-amerikanesch Armée. D'Formatioun vu Lëtzebuurger Militär an auslännesche Schoulen (hauptsächlech an der Belsch) an den Training vun den ISAF-Detachementer innerhalb vun dem belschen Detachement hunn derzou gefouert, dass dës Techniken an dëst Material an eis Armée integréiert goufen. Wann awer de Déploiement an Afghanistan dëse Prozess beschleunegt an noutwenneg gemaach huet, sou ass en awer net den eenzege Gronn.

Dat individuell Material (tenues ignifuges, protections balistiques et harnais de combat) gouf verbessert, et wa verschidden Adaptatiounen (z. B. individuell Radioen) nach amgaange sinn. D'Material ass méi technesch a méi deier ginn (Gefrierer, Störsender, etc.), mä et handelt sech ëm eng generell Tendenz an allen Arméien. Den Ënnerhalt vun Material am Operationsgebitt gëtt doduerch oft méi komplizéiert a verlaangt méi Personal.

Et ass offensichtlech, dass de Choix an den Akaf vum Dingo 2 (als PRV - Protected Reconnaissance Vehicle) als taktesch Basisgefier fir d'Armée am Kader vun der Analys vun de Geforen an engem Opstandsbekämpfungskonflikt, an net am Kader vun engem konventionelle Konflikt, gemaach gouf. D'Sécherheet vun Militär war nach ëmmer eis éischt Prioritéit. Den Dingo ass dowéinst zu Kabul zum Asaz komm. Datselwecht applizéiert sech fir den Akaf vun den anti-improviséierte Sprengsätz-Störsenderen.

Aner Schlëss, déi een aus dem Asaz an Afghanistan zéie kann:

- D'Lëtzebuurger Militär, déi aus enger Formatioun vun Reconnaissancepeloton stamen, ware souwuel de stateschen ewéi den dynamesche Sécherheets- a Protektiounsmissioun gewuess. Datselwecht war de Fall bei den EOD-Posten a Stabsfunktioenen, déi besat goufen.

- De Lëtzebuurger Militär huet eng gewisse Facilitéit, fir sech an e multinationalaalt Umfeld ze integréieren. (Dës Bemierkung beschränkt sech natierlech net nëmme op d'Operatiounen an Afghanistan, si staamt och aus anere Missiounen, z. B. EUTM Mali, wou d'Lëtzebuurger Militär a belschen, däitschen a franséischen Eenheete geschafft hunn.) Déi traditionell Partnerschaft mat der Belsch huet nees eng kéier hir Effikasitéit bewisen.

- De Stellwäert vun Engleschen, wou ee bemierke muss, dass den allgemengen Niveau vun de Lëtzebuurger Detachementer gutt war.

- Aner evident Fakte wéi d'Bedeitung vun der Interoperabilitéit, sief et un prozeduralen oder materiellen Niveau (z. B. Kommunikatiounsmittel), sinn net exklusiv op den Afghanistan-asaz zrëckzeféieren, och wann d'Engagement a Crisis-Management-Operatiounen - egal fir Friddenserhalung oder Opstandsbekämpfung - eng Multinationalisatioun op méi klengen Echelone mat sech bréngen wéi bei Engagementer fir Kollektivdeedegung. Sou hunn déi lëtzebuergesch Zaldoten zu Kandahar nieft belschen, dänesch oder amerikaneschen Zaldoten operéiert, an zu Mazar-e-Sharif besteet den EOD-Peloton aus däitschen, belschen, estneschen an engem lëtzebuergesche Militär.

ad 3) Dat aktuell groussherzoglecht Reglement erlaabt et der Lëtzebuurger Armée, bis den 1. Juli 2018 un der Resolute-Support-Missioun deelzehuelen. Momentan gëtt et keng Iwwerleeungen iwwert d'Enn vun der Bedeegung vun der lëtzebuergescher Armée un der Missioun; mir wäerten Ënn 2017, ënner ane rem an Hand vun den Entscheedungen an Diskussiounen an der NATO, d'Opportunitéit vun der Fortsetzung vun eiser Bedeegung un der Resolute-Support-Missioun iwwert den 1. Juli 2018 eraus bewäerten.

ad 4) Zënter dem Lancement vum sougenannten „Tokyo Framework“ (Juli 2012) ënnerstëtzt Lëtzebuerg mat der internationaler Communautéit d'Partnerschaft fir wirtschaftleche Wuesstum an Entwécklung vun Afghanistan. Am Oktober 2016 huet Lëtzebuerg, an der Persoun vum Minister fir Entwécklungshëllef Romain Schneider un der internationaler Konferenz fir Afghanistan zu Bréissel deelgeholl. Am Ganze ware 75 Länner bei dësem internationalen Effort uwiesend. D'Engagement vun der internationaler Communautéit fir Afghanistan gouf op en Neits reaffirméiert an d'afghanesch

Autoritéiten hunn d'Reformen, déi duerch d'Land an de leschte Joren ëmgesat goufen, presentéiert.

Des Weidere befaasst sech de Conseil vun den EU-Ausseministeren all Joer mat den Entwécklungen an Afghanistan an hält Stellung zur politescher, Sécherheets- an ekonomescher Lag am Land. Déi lescht Konklusioone sinn den 18. Juli 2016 adoptéiert ginn.

Och am Kader vum leschten NATO-Sommet zu Warschau, an Uwiesenheet vum afghanesche President Ashraf Ghani an anere Regierungsmemberen, huet Lëtzebuerg säin Engagement fir Afghanistan bis 2020 zesumme mat der internationaler Communautéit reaffirméiert.

Säit 2009 ass Lëtzebuerg am International Contact Group (ICG) fir Afghanistan a Pakistan implizéiert, deen, zesumme mat regionalen Akteuren, sech befaasst mat politescher Kooperatioun an der Regioun.

ad 5) Afghanistan spillt weltwäit eng bedeitend Roll bei den illegalen Drogen Heroin an Haschisch. Afghanistan ass de gréissten Opiumproduzent op der Welt. Aus dem Opium gëtt den Heroin gewonnen, eng Drog, déi och zu Lëtzebuerg verkaaft a konsuméiert gëtt. Iwwer 90% vun der Weltproduktioun vum Opium staamt aus Afghanistan. Dat bedeit, dass den Heroin, deen um lëtzebuergeschen Drogemarché ze kréien ass, och aus Afghanistan staamt.

Dës Droge kommen awer net iwwert den direkte Wee an d'Europäesch Unioun, mä iwwer Transitlänner wéi Russland, d'Türkei an och iwwert den afrikanesche Kontinent. Deen zu Lëtzebuerg ugebuedenen Heroin kënn hauptsächlech iwwer Holland an eist Land. Vun der Police gëtt gekuckt, wéi héich de Rengheetsgehalt vum Heroin ass.

Afghanistan ass och de gréissten Ertragsproduzent vun Haschisch op der Welt (produzéiert am meeschten op klengstem Raum). Den Haschisch gëtt aus der Hanfplanz gewonnen a spillt zu Lëtzebuerg keng grouss Roll. Cannabis-konsumenten zu Lëtzebuerg bevirzelen de Marihuana, deen aus darselwechter Planz gewonnen gëtt. Beim Haschisch gëtt den THC-Gehalt vun der Police analyséiert.

ad 6) Tëschent 2001 an 2007 gouf keng Demande vun enger afghanescher Persoun ageerecht. 91 Afghanen hunn tëschent 2008 an 2014 eng Demande ageerecht. 2015 war markéiert duerch eng extrem héich Unzuel vun afghaneschen Demandeur mat 218 Persounen. 2016 hunn nach 56 Leit eng Demande ageerecht.

39 Persounen kruten, säit 2008, internationale Schutz; dovunner krute 24 Leit de Statut vun Flüchtling a 15 Persounen hu vum subsidiäre Schutz benefisiéiert. An 41 Dossiere war Lëtzebuerg net zoustänneg, fir d'Demande ze traitéieren, dat heescht, d'Persoun sinn an dat europäescht Land transferéiert ginn, wou si fir d'Éischt hir Demande ageerecht hunn, an an deem nach keng Décisioun geholl ginn ass. An zwee Fäll gouf d'Demande als irreceivable erkläert. A 25 Fäll ass eng Décisioun geholl ginn, nodeems den Demandeur verschidden Obligatiounen vum Gesetz net erfüllt hat (renonciation tacite). 17 Persounen hunn eng negativ Décisioun krut.

D'Positioun vun der Regierung, wat d'Réckféierung vu Persounen aus Afghanistan ugeet, bleift onverännert. Lëtzebuerg ass weiderhin entschloss, fundamental Rechter an de Prinzip vum Non-refoulement ze respektéieren. An deem Sënn gëtt d'Situatioun vun all einzelner Persoun analyséiert, an dat am Respekt vun alle prozedurale Garantien. An de leschte Joren huet de Grand-Duché keng gezwonge Réckféierung an Afghanistan duerchgefouert.

Question 2670 (12.01.2017) de M. Gérard Anzia (déi gréng) concernant les réserves en eau potable en provenance du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre:

Selon mes informations, le niveau d'eau du lac d'Esch-sur-Sûre, qui fournit une très grande partie de l'eau potable au Luxembourg, est exceptionnellement bas. En effet, en date du 31 décembre 2016, le niveau du lac avait diminué à 313,3 m.ü.NN, ce qui est largement en dessous de la valeur normale en hiver, qui est de 317 m, et la baisse semble continuer.

Puisque la tendance actuelle du niveau de l'eau du lac de barrage reste préoccupante, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont les raisons de cette réduction du niveau d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre?
2. Est-ce que l'alimentation en eau potable de la population reste assurée?

3. Quelles sont les prévisions en relation avec le rétablissement de cette réserve importante d'eau potable?

Question 2686 (19.01.2017) de M. André Bauler (DP) concernant la sécheresse:

Selon les informations de MétéoLux, «le cumul de précipitations de l'automne 2016 s'élève à 141,8 l/m², soit inférieur de 41% par rapport à la moyenne à long terme 1981-2010 (239 l/m²)». Le mois de décembre n'a pas non plus connu de fortes précipitations.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celle des réserves du lac de la Haute-Sûre depuis décembre 2015?

- Peut-elle confirmer que ces derniers mois ont été particulièrement secs? Le cas échéant, le grand public a-t-il été sensibilisé à économiser de l'eau potable pendant cette période?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que des mesures de sensibilisation quant à cette thématique sont nécessaires ou pourraient s'avérer utiles si les conditions météorologiques ne changent pas sous peu?

Réponse (27.02.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

En considération du sujet commun des deux questions parlementaires et des délais de réponse rapprochés, une réponse commune est fournie aux questions parlementaires n°2670 de l'honorable Député Gérard Anzia et n°2686 de l'honorable Député André Bauler. Les honorables Députés ont notamment soulevé des questions concernant le niveau actuellement très bas du lac de la Haute Sûre et demandent des renseignements quant à l'origine de cette situation et aux conséquences potentielles pour l'approvisionnement de la population en eau potable.

Évolution des cotes des cours d'eau et du lac de la Haute-Sûre, raisons pour la réduction du niveau du lac de barrage et prévisions de l'évolution

De façon générale, les cotes des cours d'eau sont déterminées par la pluviométrie. Au cours des mois de décembre 2016 et de janvier 2017, le cumul des précipitations n'a atteint que 32,4 mm (station de MétéoLux à l'Aéroport de Luxembourg) tandis que le moyen long terme de ces deux mois correspond à 161,8 mm. Cette faible pluviométrie confirme que ces deux mois ont été particulièrement secs. Ceci explique que les cotes actuelles de tous les cours d'eau luxembourgeois sont exceptionnellement basses pour la saison.

Cependant, il est important de souligner que quelques jours de pluie font évoluer relativement rapidement cette situation, ce qui permettra de retourner à la normale. Il y a également lieu de remarquer que, malgré les cotes actuelles, une période de fortes précipitations durant la deuxième partie de la phase hivernale ne peut être exclue.

En ce qui concerne les statistiques de l'évolution de la cote du lac de la Haute-Sûre, la situation se présente de manière un peu plus complexe. Durant la période hivernale la consigne d'exploitation prescrit au producteur d'énergie électrique de ne point dépasser la cote maximale de 317 m au-dessus du niveau moyen de la mer afin de garantir une protection contre les inondations en aval du barrage. Il est évident que suite à la pluviométrie, le niveau du lac est soumis à des oscillations permanentes ce qui peut résoudre à des cotes inférieures à 317 m, ce qui est actuellement le cas.

La cote du lac de la Haute-Sûre est une fonction de:

- la quantité d'eau qui est déversée dans ce dernier par la pluviométrie et l'apport des cours d'eau qui se déversent dans la Sûre en amont du barrage et

- la quantité d'eau qui est prélevée du lac (production d'eau potable par le SEBES et production d'énergie hydroélectrique moyennant turbinage et délestage d'eau en aval du barrage).

L'apport d'eau par la pluviométrie et les affluents était très faible durant les deux derniers mois tandis que les prélèvements pour la production d'eau potable et l'alimentation de la Sûre en aval du barrage par l'usine hydroélectrique ont été maintenus à un niveau habituel, ce qui a eu pour conséquence que le niveau du lac a constamment baissé pour atteindre une cote minimale de 312,9 m en date du 12 janvier 2017. Suite à une période pluvieuse à partir du 31 janvier 2017, le niveau du lac de la Haute Sûre a commencé à remonter avec une vitesse avoisinant 0,25 m/jour. En date du 6 février 2017 la cote se situait à 314,7 m, avec une légère tendance à la hausse. Néanmoins,

des précipitations notables restent nécessaires pour assurer d'atteindre voire de dépasser la cote de 317 m à partir du mois d'avril. Cet objectif est formulé dans la consigne de gestion précitée et permet d'une part une protection contre les crues et d'autre part une sécurité d'alimentation en eau potable pour la période estivale.

Pluviométrie des derniers mois

Les mois de décembre 2016 et de janvier 2017 ont été particulièrement secs:

- Durant le mois de décembre 2016, les précipitations ne cumulaient que 7,3 mm tandis que la moyenne pluriannuelle est de 84,9 mm.

- Même si les précipitations du mois de janvier 2017 dépassaient celles de décembre 2016 et s'élevaient à 25,1 mm, le mois de janvier 2017 doit également être caractérisé comme particulièrement sec d'un point de vue hydrologique.

- Avec le changement de la météorologie depuis le 30 janvier 2017, la situation commence à se normaliser.

Sécurité de l'alimentation en eau potable

La cote actuelle du lac de la Haute-Sûre ne met pas en question le processus de production d'eau potable. En cas d'une persistance du temps exceptionnellement sec, il faut s'attendre à un niveau extraordinairement bas du lac pendant l'été. Dans une telle situation, et sans que ce niveau ait une influence directe sur la capacité de production du SEBES, les autorités se verront contraintes d'inciter la population à des efforts de réduction de la consommation en eau potable. Ceci s'explique par le fait que le temps sec de l'automne et de l'hiver a également un effet négatif sur les réserves en eaux souterraines. La tendance générale des débits des sources situées dans le Grès de Luxembourg, aquifère renfermant plus de 75% des ressources en eau souterraine, peut être qualifiée de globalement stable pour le trimestre automnal 2016. Toutes régions du pays confondues, la situation observée pour le dernier trimestre de l'année 2016 se présente de façon analogue aux années précédentes. Cependant, dans certaines régions, les débits des sources affichent les valeurs les plus basses pendant les mois de décembre depuis l'an 2000 et notamment depuis la période de déficit pluviométrique de 2003 à 2006. Comme l'alimentation en eau potable d'une large partie de la population repose sur les deux ressources (eaux souterraines et lac de la Haute Sûre), une baisse des débits des sources d'eau souterraine va de pair avec une augmentation de la demande auprès du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES). Une bonne gestion des réseaux de distribution et une protection des ressources nécessiteront donc, le cas échéant, une réduction de la consommation.

Sensibilisation de la population à économiser l'eau potable

Les statistiques de consommation ont montré qu'au cours des années précédentes, la consommation annuelle d'eau potable s'est stabilisée et ceci malgré une croissance significative de la population résidente et des activités économiques. Ceci montre que des efforts notables en matière d'économie de consommation ont été réalisés (réduction des pertes par fuite, gestion des ressources, meilleurs équipements sanitaires, récupération de l'eau de pluie,...). Il est évident que l'augmentation des tarifs à partir de 2010 suite à l'introduction du principe de la récupération des coûts a également réduit la consommation.

Néanmoins, en cas d'une sécheresse prolongée pendant la période estivale, des restrictions de consommation pourraient être instaurées pour faire face aux consommations de pointe et assurer l'alimentation essentielle de la population. Ces mesures seront bien évidemment communiquées de façon adéquate. La préservation de la qualité et de la quantité des ressources en eau reste bien évidemment une priorité et des campagnes d'information sont organisées régulièrement notamment dans le contexte des zones de protection.

Il est à noter que, jusqu'à présent, le Grand-Duché de Luxembourg n'a encore jamais connu de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à de fortes variations journalières de la consommation pour des usages non durables en période caniculaire.



Il est également à noter qu'avec le renouvellement et l'extension de la station de traitement du syndicat SEBES, une nouvelle étape de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Luxembourg sera atteinte à moyen terme.

Question 2671 (13.01.2017) de **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant la **discordance entre les noms en luxembourgeois des localités:**

Une première séance du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) dans sa nouvelle composition a eu lieu en date du 11 janvier 2017 sous la présidence du Ministre de l'Éducation nationale et du Secrétaire d'État à la Culture. Le conseil a notamment pour missions l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise.

Il me revient qu'il existerait une certaine discordance entre les noms des communes et localités en langue luxembourgeoise tels qu'ils sont utilisés par les autorités communales et l'orthographe officielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'adapter les noms des communes et localités à l'orthographe officielle? Le CPLL serait-il engagé dans ce contexte?

- Dans le cas d'une révision de l'orthographe des noms des communes et localités, dans quels délais la publication d'une liste officielle peut-elle être attendue?

Réponse commune (28.02.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Après la dernière révision de l'orthographe en 1998, une liste reprenant les noms des communes et des localités luxembourgeoises fut élaborée en 2001. En amont, toutes les communes furent consultées quant à l'orthographe luxembourgeoise de leurs localités. Les informations de cette liste ont été reprises dans le cadre des publications d'Editus Luxembourg SA, filiale de POST Luxembourg Group.

La graphie des noms de localités et de lieux-dits ne s'aligne pas toujours exclusivement sur les règles orthographiques de la langue officielle d'un pays. Ceci est aussi le cas pour les noms luxembourgeois des localités du Grand-Duché. Ces noms, dont les racines sont ancrées dans l'histoire du pays et des régions concernées, peuvent être ressentis comme faisant partie de l'identité.

Voilà pourquoi les groupes de travail et institutions expertes en la matière ainsi que les communes seront appelés à adapter et à compléter la liste de 2001 de façon à ce qu'elle couvre les noms des localités et les autres dénominations géographiques du pays, en attribuant à leur nom l'orthographe utilisée au niveau national, mais aussi les variantes en usage au niveau local ou régional.

Ces travaux seront coordonnés par le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise et la liste sera publiée sur le site www.cpll.lu.

Question 2672 (10.01.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **fausses informations sur les réseaux sociaux:**

Les problèmes liés à la propagation d'articles contenant des fausses informations concernent tous les réseaux sociaux. Ce phénomène est causé par des faux sites, des bots, des trolls, des choses qui se régénèrent elles-mêmes et qui renforcent les opinions avec certains algorithmes. Certains États, dont l'Allemagne, sont en train d'étudier les possibilités de légiférer contre cette problématique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la problématique des fausses informations sur les réseaux sociaux?

2. Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des opérateurs des différents réseaux sociaux, voire les hébergeurs et fournisseurs d'accès Internet, afin d'identifier et de supprimer les fausses informations?

3. Le cas échéant, le Gouvernement estime-t-il utile de légiférer dans la matière?

Réponse commune (10.02.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

ad 1. Il convient tout d'abord de clarifier ce qu'il faut entendre par «fausses informations» ou «fake news» sur les réseaux sociaux. En effet: tout ce qui est faux n'est pas à considérer comme «fausse information». Une «fausse information» est une information qui a été falsifiée intentionnellement pour poursuivre un but (souvent politique) précis. Ceci n'est guère nouveau, mais le phénomène s'aggrave par la diffusion virale via les réseaux sociaux. Ces «fausses informations» sont souvent construites pour faire appel à un public cible précis de manière à les pousser à propager l'information le plus largement possible et en abusant, voire en manipulant, les logiques de diffusion inhérentes aux réseaux sociaux. Alors que le phénomène des «fausses informations» proprement dit n'est pas nouveau, le danger réside désormais dans l'ampleur résultant de leur propagation via les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, le Gouvernement regrette que de telles fausses informations aient récemment suscité de vifs débats dans les réseaux sociaux et les milieux politiques du Grand-Duché.

Le Gouvernement est conscient de ce nouveau phénomène et des risques qui en découlent pour une société démocratique. En même temps, les réseaux sociaux offrent aussi des opportunités nouvelles pour la liberté d'expression.

Le Gouvernement, de même d'ailleurs que le législateur, entend ainsi tant défendre la liberté d'expression que les devoirs qui en découlent, dont le devoir d'exactitude et de véracité, devoirs ancrés dans la loi sur la liberté d'expression dans les médias et libellé comme suit: «toute présentation inexacte d'un fait contenue dans une publication doit être rectifiée spontanément dès que l'inexactitude relative à la présentation du fait concerné est établie (...)», devoir rappelé également dans le code de déontologie du Conseil de presse. Le Gouvernement a récemment adopté un régime de promotion transitoire de la presse en ligne, qui prévoit d'ailleurs explicitement des dispositions luttant contre des contenus illicites et devant garantir l'exercice du droit de réponse.

ad 2. Les réseaux sociaux opèrent des plateformes à travers lesquelles les utilisateurs échangent et partagent des contenus de toutes sortes, souvent en provenance de sources externes. Ces réseaux sociaux ne sont dès lors pas considérés comme des éditeurs classiques de contenus. La mainmise sur le contenu par ces opérateurs peut donc s'exercer uniquement après avoir été partagé sur ces réseaux. La possibilité d'action et de lutte contre certains types de contenu (dont les «fausses informations») est ainsi réactive: ils peuvent intervenir et agir après avoir eu connaissance de l'existence de tels contenus sur leurs plateformes.

Même si les responsables des réseaux sociaux ne peuvent juridiquement être assimilés à des éditeurs, ils ne sont pourtant pas dénués de toute responsabilité. Au contraire, vu le poids de certains réseaux sociaux, ces acteurs assument une charge délicate voire une responsabilité certaine pour gérer leur plateforme. Des mécanismes «report or flag» existent d'ores et déjà sur la plupart des réseaux sociaux, permettant à l'opérateur de telles plateformes de retirer le contenu signalé par l'utilisateur. La mise en place de mécanismes efficaces, permettant de retirer certains contenus rapidement tout en s'adaptant aux nouveaux phénomènes, s'avère ainsi de plus en plus importante.

ad 3. Les réseaux sociaux sont par essence transfrontaliers et donc difficilement appréhendables dans le seul contexte de notre législation nationale. Toute réflexion par rapport à ce sujet devrait donc être menée au niveau européen.

À noter dans ce contexte le rôle initiateur joué en 2015 par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE qui a mis le point du «discours haineux en ligne» à l'ordre du jour du Conseil JAI du 9 octobre 2015. Sur proposition de la Présidence luxembourgeoise, le Conseil JAI a invité la Commission à entamer un dialogue avec les entreprises du secteur des technologies de l'information. Ces échanges ont abouti le 2 juin 2016 à l'adoption d'un code de conduite entre la Commission et les fournisseurs de services IT, les réseaux sociaux et les plateformes Internet, afin de combattre ce phénomène ensemble.

Il est à noter par ailleurs qu'il existe une «task force East StratCom» au sein du Service européen pour l'action extérieure qui s'efforce de déjouer des «fausses informations» en provenance de la Russie.

Vu l'importance du sujet, le Gouvernement mise sur la sensibilisation et l'éducation des jeunes, afin de leur permettre de mieux déceler des fausses informations et donc de minimiser leur impact. Le Service national de la jeunesse, par son initiative «BEE SECURE», est un acteur important de sensibilisation des jeunes et de leurs parents. Le «Zentrum fir politesch Bildung» permettra également une sensibilisation accrue des jeunes aux responsabilités civiques de tout un chacun.

Question 2673 (13.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **liquidations de sociétés de participations financières (SOPARFI):**

Il nous revient que les liquidations de SOPARFI auraient augmenté ces derniers temps.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la tendance à la hausse des liquidations de SOPARFI?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer les projections du Gouvernement en termes recettes fiscales supplémentaires engendrées par l'augmentation de l'impôt minimum sur la fortune des SOPARFI au moment du dépôt du projet de loi relatif à la réforme fiscale? Quel est l'impact des liquidations précitées sur ces projections?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les statistiques mensuelles relatives à ces liquidations pour les cinq dernières années? Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous fournir les créations nettes de SOPARFI par mois pour les cinq dernières années?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer les recettes fiscales engendrées par le secteur des SOPARFI pour les années 2014 à 2016 en distinguant à chaque fois le type d'impôt concerné (impôt sur le revenu des collectivités, impôt sur la fortune, impôt de solidarité, etc.)?

Réponse commune (13.02.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Par leur question parlementaire du 13 janvier 2017, les honorables Députés demandent des informations statistiques sur les sociétés de participations financières (SOPARFI). Selon les informations des honorables Députés, les liquidations de SOPARFI auraient augmenté ces derniers temps.

À ce sujet, il convient de rappeler que les SOPARFI ne constituent pas une forme particulière de société commerciale, mais des sociétés pouvant revêtir diverses formes juridiques (notamment société anonyme et société à responsabilité limitée). Partant, il n'est pas possible de fournir à ce stade avec une précision suffisante les éléments demandés par les honorables Députés.

Pour autant, sur base des données disponibles, il est possible de confirmer une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relève le SOPARFI, avec une progression de l'ordre de 358 unités entre 2014 et 2015, contre 195 entre 2013 et 2014, et 189 entre 2013 et 2012. Quant au nombre des créations, on constate également une tendance baissière depuis 2015. Pour autant, des analyses plus poussées seront nécessaires pour en établir l'ampleur exacte et l'impact éventuel au niveau de l'évolution des recettes fiscales correspondantes.

Question 2674 (13.01.2017) de **Mmes Martine Mergen**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** (CSV) concernant l'**Éducation différenciée:**

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale du 28 septembre 2016, Monsieur le Ministre a confirmé les informations selon lesquelles le Service de l'Éducation différenciée (Édiff) sera soumis à une restructuration. Lors de cette même réunion, le groupe politique CSV avait demandé qu'un organigramme du futur fonctionnement de l'Édiff soit mis à disposition de la Commission.

Dans la mesure où ledit organigramme n'a toujours pas été mis à disposition de la Commission, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire parvenir l'organigramme?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi sur la réorganisation de l'Édiff?

Réponse (20.02.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les honorables Députés voudront bien trouver en annexe l'organigramme tel qu'il a été présenté à la Commission parlementaire lors de sa séance du 1^{er} février 2017.

Comme j'aimerais considérer les résultats de la consultation entamée avec les partenaires concernés (parents et professionnels, Conseil supérieur des personnes handicapées), j'envisage soumettre ledit avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement vers la fin de ce mois.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2675 (13.01.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**état d'avancement des travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux:**

Le Lycée Edward Steichen à Clervaux est en cours de construction. Les travaux avancent bien de sorte que cet établissement scolaire pourra ouvrir ses portes vraisemblablement à la rentrée 2018-2019.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur l'évolution récente du chantier et sur les étapes de construction programmées pour l'année 2017?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils informer s'il est prévu de construire, durant les années à venir, un internat aux environs du Lycée Edward Steichen? Messieurs les Ministres avaient-ils déjà des échanges à ce sujet? Dans l'affirmative, quel pourrait être le site idéal? Et quelle serait la capacité initiale d'un tel internat?

- La commune de Clervaux pourrait-elle tirer profit de l'infrastructure sportive créée dans le cadre du nouvel établissement postprimaire? Dans l'affirmative, selon quelles modalités cette utilisation ou mise à disposition temporaire serait-elle organisée?

Réponse commune (16.02.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En ce qui concerne les différentes étapes du chantier, il convient de noter que les travaux de gros œuvre pour la construction du lycée seront achevés début 2017.

Les travaux par rapport à l'enveloppe du bâtiment, c'est-à-dire la menuiserie intérieure, les façades et les travaux d'étanchéité débiteront également début 2017.

Par ailleurs, les travaux d'installations concernant les techniques du bâtiment seront exécutés en parallèle, comprenant le chauffage, l'électricité et les sanitaires.

Les travaux de parachèvement, dont notamment les chapes, le carrelage et les cloisons, sont programmés pour mi-2017.

Dans l'objectif d'augmenter l'attrait du Lycée Edward Steichen situé dans une région rurale, il est envisagé de le pourvoir d'un internat pour élèves, tout en sachant que la demande pour ce type d'infrastructure augmente dans la société actuelle.

De surcroît, une association du lycée à un internat pourrait s'avérer comme très utile. Cette coexistence s'explique surtout par le fait qu'il est le seul lycée au nord du pays du secteur des technologies de l'information et de la communication ayant le label «Future Hub» et attire donc des élèves venant de toutes les contrées du pays, voire même de la Grande Région.

L'internat, avec une capacité d'accueil de 30 à 50 jeunes, pourrait héberger surtout des élèves dont l'éloignement de leur domicile rend un aller-retour quotidien par l'intermédiaire des transports publics très difficile et coûteux en



temps. De plus, un internat pourrait encadrer des élèves dont la situation familiale ou sociale mettrait en péril leur réussite scolaire.

Un internat pourrait faire gagner beaucoup de temps et d'énergie à certains. De plus, il contribuerait pour sa part à faire du Lycée Edward Steichen un lieu de vie, de travail et de partage et ainsi à mettre à la portée de tous la réussite scolaire.

Au vu de ce qui précède, le directeur du lycée a été chargé de soumettre des propositions quant à la gestion de l'internat, quant à la collaboration avec d'éventuels partenaires, quant au site et au fonctionnement.

Le Lycée Edward Steichen sera un lieu d'apprentissage, de socialisation et de construction identitaire, en osmose avec la région qu'elle dessert. Il concourra à la réussite des élèves, à l'épanouissement de leur communauté et à l'écllosion d'une conscience solidaire globale. À ces fins, il suscitera l'échange, l'interaction, l'engagement et mobilisera les élèves, le personnel scolaire, les parents et les partenaires du milieu et de la région.

Dès lors, le Lycée Edward Steichen ne sera pas un milieu scolaire clos, mais par contre ouvrira ses portes et ses infrastructures, si la disponibilité organisationnelle se présente, aux associations régionales. Comme dans tous les autres lycées, une convention entre le lycée et l'association en question définira les modalités.

Finalement, il est à souligner que les premiers pourparlers relatifs à la synergie concernant l'utilisation de la piscine pour les besoins du Lycée Edward Steichen et ceux de l'école fondamentale de Reuler ont été entamés en 2014 et il va sans dire que des accords ont été trouvés.

Question 2676 (13.01.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **transport gratuit pour étudiants**:

Lors d'un point de presse le 6 janvier 2017, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont présenté les adaptations des modalités du transport public pour les étudiants. Ainsi à partir de la prochaine année académique, le transport sera gratuit pour les étudiants jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis s'ils fréquentent un établissement universitaire ou d'enseignement post-secondaire au Luxembourg ou à l'étranger. Selon les informations de la presse, les détails de l'accord seront communiqués par les ministères compétents.

Dans la mesure où les détails n'ont toujours pas été communiqués par les ministères concernés, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les détails sur cet accord, voire rendre l'accord public?

Réponse commune (14.02.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

D'après l'honorable Députée, la presse aurait informé que les détails d'un accord relatif au transport public gratuit pour les étudiants seront communiqués par les ministres compétents.

Il convient de préciser à ce sujet que les soussignés n'ont pas signé d'accord quelconque, mais ont annoncé lors d'une entrevue le 6 janvier 2017 avec des représentants de l'ACEL et du LCGB-Jeunes des modifications au sujet de la gratuité des transports publics pour étudiants. À l'issue de cette entrevue, ils ont communiqué cette information à l'occasion d'un point de presse et un communiqué de presse exhaustif à ce sujet a été distribué.

Ainsi, les adaptations envisagées des modalités d'utilisation du transport public entreront en vigueur à partir du 1^{er} août 2017. Les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sont en train d'adapter le règlement ministériel y afférent.

Concrètement, les usagers concernés se verront attribuer gratuitement une «mKaart» personnalisée sur laquelle figurera un titre de transport électronique, à retirer dans les guichets de vente actuels sur simple présentation de la carte d'identité et d'un certificat d'inscription auprès d'une université ou d'un établissement d'enseignement supérieur. Les étudiants disposant d'une carte d'étudiant avec titre de transport intégré, établie par une institution de

l'enseignement supérieur au Luxembourg, n'auront pas besoin de se doter d'une «mKaart» puisque leur carte d'étudiant remplit déjà cette fonction électronique.

À côté du groupe des bénéficiaires évoqués par l'honorable Députée, nous aimerions souligner l'autre nouveauté annoncée, à savoir la gratuité du transport public pour tous les jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis. Cet élargissement du champ des bénéficiaires permettra aux jeunes travailleurs de profiter également d'une mesure d'allègement. Par conséquent, l'actuelle «Jumbokaart» sera abolie comme étant superflue.

Question 2677 (13.01.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **tourisme de mémoire («legacy tourism»)**:

Le tourisme de mémoire («legacy tourism») est une activité qui consiste à visiter des sites où se sont déroulés des événements notables en temps de guerre (champs de bataille, cimetières, mémoriaux, forteresses, musées,...). Il pourrait constituer une piste intéressante pour diversifier l'offre touristique du Luxembourg.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles sont les formules touristiques proposées en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement du «legacy tourism» au Luxembourg depuis 2010?

- Le Ministère de l'Économie est-il disposé à soutenir davantage le tourisme de mémoire? Dans l'affirmative, par quels moyens?

- Le développement du tourisme de mémoire inclurait-il également un volet pédagogique d'initiation aux valeurs de la démocratie et de la tolérance?

- Dans cet ordre d'idées, Monsieur le Ministre de l'Économie envisage-t-il une coopération avec le «Service de la mémoire» auprès du Ministère d'État?

Réponse (22.02.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En tant que complément de l'offre touristique traditionnelle, le tourisme de mémoire consiste aujourd'hui surtout à valoriser les sites historiques où se sont déroulés des événements liés à la guerre. La visite de ces sites permet de mieux comprendre le passé et de s'enrichir d'un point de vue civique et culturel. Avec la disparition des témoins directs, le développement du tourisme de mémoire est d'autant plus important afin de transmettre ce patrimoine aux générations futures. En outre, les flux touristiques qu'il engendre constituent un levier pour le développement économique.

Le thème du tourisme de mémoire ne se limite cependant pas au patrimoine d'histoire militaire. Il s'agit aussi de mettre l'accent sur le rôle fondateur du Luxembourg dans le processus d'intégration européenne, et plus généralement de véhiculer un message pacifique. Des sites tels que Schengen ou l'exposition «The Family of Man» s'imposent dans ce contexte. Le patrimoine industriel ne saurait être exclu de cette forme de tourisme, comme les mouvements de résistance et de grèves se sont notamment organisés dans les grandes industries, tant au sud qu'au nord du pays. Ainsi, un tel voyage peut être lié à des faits historiques, ou à la façon dont les gens ont pu vivre, ou au parcours d'une personnalité politique ou culturelle (Edward Steichen, Robert Schuman, George S. Patton,...).

Actuellement le portail national de la promotion touristique www.visitluxembourg.com, disponible en quatre langues, recense toutes les informations relatives aux musées et sentiers de mémoire. Il propose également plusieurs types de formules de séjours thématiques. Ainsi, dans sa rubrique «tours recommandés», cinq propositions de visites liées au tourisme de mémoire sont décrites avec leur itinéraire précis et des descriptions détaillées des différentes étapes.

Un groupe de travail ad hoc, qui regroupe les offices régionaux du tourisme ainsi que le «Luxembourg City Tourist Office», a été constitué auprès de «Luxembourg for Tourism» GIE en 2016 pour préparer des formules de séjour forfaitaire que les visiteurs intéressés pourront également réserver en ligne. Dans ce contexte, il est prévu d'augmenter aussi la visibilité des produits touristiques liés au tourisme de mémoire dans le cadre d'améliorations et d'adaptations du portail www.visitluxembourg.com.

Par ailleurs, des acteurs privés, comme par exemple des agences réceptives, se sont spécialisés dans la promotion de séjours liés au

tourisme de mémoire et proposent des séjours sur mesure aux clients dont la majorité provient des États-Unis, d'Allemagne et d'Angleterre.

De plus, des expositions ponctuelles complètent l'offre permanente dans le domaine du tourisme de mémoire et contribuent à renouveler constamment l'offre et la rendent ainsi plus attractive. Citons ici à titre d'exemple l'exposition «La Guerre Froide» au Musée national d'histoire et d'art qui s'est clôturée le mois dernier, ainsi que la nouvelle exposition permanente consacrée au cadre de vie en temps de guerre qui sera inaugurée en mai 2017 au «Lëtzebuurger City Museum».

À noter également que l'asbl Office régional du tourisme des Ardennes luxembourgeoises (Ortal) a adhéré en tant que membre en 2016 à la «Liberation Route Europe» afin de développer davantage cette thématique. La «Route de la libération de l'Europe» est un circuit international du souvenir en constant développement qui retrace les étapes importantes de l'histoire européenne contemporaine. Elle relie les principales régions parcourues par les forces alliées occidentales.

Une entrevue entre le GIE LFT et la direction du «Service de la mémoire» auprès du Ministère d'État a eu lieu en novembre 2016. Lors de cette réunion, plusieurs pistes ont été analysées, notamment la formation de guides touristiques, la sensibilisation des acteurs touristiques tant privés qu'institutionnels aux potentialités économiques du tourisme de mémoire et/ou par exemple la mise en place d'un balisage dédié au tourisme de mémoire.

Nous ne disposons pas de chiffres concernant le tourisme de mémoire en général, mais uniquement les visites par site ou musée.

Concernant les sites visités, le cimetière militaire américain de Luxembourg-Hamm compte chaque année entre 80.000 et 90.000 visiteurs alors que le cimetière militaire allemand à Sandweiler compte entre 2.000 et 2.500 visiteurs par an.

Les deux tableaux ci-dessous renseignent sur l'évolution entre 2010 et 2016 du nombre de visiteurs des musées consacrés au tourisme de mémoire:

Musée national d'histoire militaire à Diekirch

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
n. c.	n. c.	27.109	28.818	27.531	26.794	25.457

Musée de la résistance, Esch-sur-Alzette

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
3.382	3.502	4.263	5.920	10.980	5.712	5.982

Question 2678 (16.01.2017) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **plaques d'immatriculation**:

Selon des informations parues dans la presse belge, le ministre wallon du Budget a décidé de prendre des mesures plus répressives contre les résidents belges qui immatriculent abusivement leur véhicule au Luxembourg. Les autorités belges se seraient rendues compte que des entreprises luxembourgeoises offrent des solutions à des Wallons pour créer des sociétés fictives et ainsi immatriculer leur voiture au Luxembourg. Or, selon le ministre, les résidents doivent rouler avec des plaques d'immatriculation belges, à l'exception des personnes qui travaillent au Grand-Duché et qui disposent d'une voiture de société. Dans ce contexte, le Gouvernement wallon aurait décidé de «contacter les autorités luxembourgeoises afin de les sensibiliser à ces pratiques frauduleuses».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de remédier à la situation susmentionnée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des explications quant à la collaboration entre les autorités luxembourgeoises et belges dans ce domaine?

- Combien de plaques d'immatriculation sont actuellement attribuées à des résidents belges à titre privé respectivement professionnel?

Réponse commune (20.02.2017) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur des résidents belges qui immatriculeraient abusivement leur véhicule au Luxembourg.

En principe, les personnes résidant en Belgique immatriculent les véhicules qu'elles souhaitent mettre en circulation au répertoire des véhicules belge, même si ceux-ci sont déjà immatriculés au Luxembourg.

Cette immatriculation n'est cependant pas obligatoire pour un véhicule déjà immatriculé au Luxembourg qu'une personne utilise dans l'exercice de sa profession, et accessoirement à titre privé, et qui est mis à disposition par un employeur situé au Grand-Duché de Luxembourg, auquel la personne est liée par un contrat de travail.

Les personnes concernées doivent alors se procurer une attestation auprès du bureau TVA belge compétent en fonction de leur domicile afin d'être exonérées de la taxe de circulation qui doit en principe être versée par le conducteur d'un véhicule à moteur destiné à circuler sur la voie publique.

L'attestation d'exonération doit se trouver à bord du véhicule en cas de contrôle.

Les résidents belges concernés doivent joindre à leur demande une copie du contrat de travail ainsi qu'une attestation émanant du Centre commun de la Sécurité sociale.

En plus, les dispositions du paragraphe 6 de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers offrent la possibilité aux résidents d'un pays autre que le Luxembourg qui travaillent comme indépendants ou commerçants au Luxembourg d'immatriculer sous certaines conditions leur véhicule au Luxembourg, en stipulant que le ministre peut, dans des cas exceptionnels et sur demande dûment motivée, autoriser l'immatriculation à titre exceptionnel, pour une durée limitée ou non, d'un véhicule routier au nom d'un propriétaire ou détenteur qui n'a pas sa résidence normale au Luxembourg, à condition pour cette personne:

- de justifier d'attaches professionnelles au Luxembourg, sans que ces attaches professionnelles ne dérivent toutefois d'un contrat de travail avec un employeur établi au Luxembourg;

- d'établir que l'utilisation du véhicule à immatriculer se fait dans le cadre de ou en relation avec l'exercice d'une activité professionnelle principale au Luxembourg au titre de travailleur indépendant, pour laquelle elle est dûment autorisée et sujette à l'imposition fiscale luxembourgeoise, et

- d'établir qu'elle est affiliée à un organisme de sécurité sociale au Luxembourg, sinon de justifier qu'une telle affiliation n'est légalement pas requise dans son cas particulier.

Pour le moment, les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore été contactées par le gouvernement wallon au sujet d'entreprises luxembourgeoises qui offriraient des solutions à des Wallons pour créer des sociétés fictives en vue d'immatriculer leur véhicule au Luxembourg.

En ce qui concerne le nombre de plaques d'immatriculation luxembourgeoises attribuées à des résidents belges, le seul nombre disponible est celui concernant les véhicules immatriculés sur base du paragraphe 6 de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 précité. Ainsi, 174 voitures et 33 camionnettes sont immatriculées au Luxembourg sur base de ces dispositions.

Par contre, il n'existe pas de statistiques ni sur le nombre de véhicules mis à disposition à un

salarié résidant dans un autre pays par un employeur situé au Grand-Duché de Luxembourg, ni sur le nombre de véhicules appartenant à une société de leasing située au Luxembourg et mis à la disposition d'une personne domiciliée dans un autre pays.

Question 2679 (17.01.2017) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant le «text neck syndrome»:

Selon les observations de l'organisation Euro-spine, la plus grande représentation en Europe de spécialistes de la colonne vertébrale, la cervicalgie de textos compte désormais parmi les maladies professionnelles les plus répandues. En effet, ce «text neck syndrome» se manifeste par des douleurs au niveau du cou et des épaules, induites par la posture statique prolongée du cou lorsqu'on utilise les smartphones ou appareils similaires. Il est également avancé que ce syndrome peut, à moyen terme, être source de céphalées, de troubles de la statique vertébrale et de troubles musculo-squelettiques (TMS).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer s'il existe une statistique récente au Luxembourg sur le nombre de personnes concernées par le syndrome du «text neck»? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution?

- Est-ce que les mêmes symptômes sont aussi observés chez les enfants et jeunes adultes?

- Est-ce que, le cas échéant, un programme spécifique de prévention ou de sensibilisation est prévu?

Réponse (13.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:**

Depuis quelques années, les médecins sont confrontés à des patients de plus en plus jeunes qui se plaignent de douleurs et/ou de contractures musculaires de la colonne cervicale associées à des céphalées ou des tendinites des membres supérieurs. Ces symptômes seraient dus à l'addiction des jeunes aux textos et/ou à la vision de films sur leurs GSM et portables.

Le fait de conserver la tête baissée trop longtemps en avant entraîne une hypersollicitation des muscles du cou, un blocage du cou et une hyperextension de la colonne cervicale qui seraient à l'origine des douleurs. Plus l'inclinaison de la tête est grande, plus la tension supportée par les muscles du cou est importante.

Il n'a pas été clairement démontré si cette position de risque entraîne des séquelles plus ou moins permanentes à long terme chez les plus jeunes.

Sachant que les jeunes passent beaucoup de temps à regarder leur téléphone, il est important que la prévention passe par la sensibilisation.

Ce «syndrome» s'ajoute aux problèmes musculo-squelettiques généraux rencontrés fréquemment dans le cadre de la surveillance médico-scolaire chez les enfants et adolescents en âge scolaire; il est important d'adresser les problèmes musculo-squelettiques d'une façon préventive par un ensemble de mesures globales.

- Sensibiliser les enfants, les adolescents et leurs parents à l'importance d'une activité physique régulière et d'une réduction des activités sédentaires (entre autres temps ordinateurs, tv, smartphone et autres).

- Veiller en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à ce que dans le cadre de la formation formelle et informelle des espaces et conditions suffisantes pour l'activité physique des enfants et des jeunes soient garantis (tel que retenu dans le plan d'action «Activité physique» - extension du plan d'action «Gesond iessen, méi bewegen»: <http://www.sport.public.lu/fr/sport-loisir/pan-extension/>).

- Veiller à des équipements et mobiliers (sièges, etc.) plus ergonomiques, notamment à l'école.

- Sensibiliser les équipes médico-scolaires aux problèmes orthopédiques des jeunes pour qu'elles les orientent précocement vers une prise en charge thérapeutique si besoin.

La prévention est primordiale et d'autant plus importante que cela concerne des jeunes qui risquent par après d'être confrontés sur leur fu-

tur lieu de travail à d'autres risques entraînant des troubles musculo-squelettiques (TMS) de la colonne cervicale et/ou des membres supérieurs.

Les médecins du travail au Luxembourg sont de plus en plus attentifs aux risques d'addictions engendrés par les nouvelles technologies, dont les smartphones. Les risques du domaine psychologique et les TMS sont les deux risques les plus souvent relevés. Les médecins du travail donnent des explications de nature préventive lors de l'examen initial et/ou périodique aux salariés qui doivent utiliser un écran de visualisation pendant leur travail. Un RGD spécifique existe en la matière (RGD du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur les équipements à écran de visualisation).

Question 2680 (18.01.2017) de **MM. Edy Mertens, Alexander Krieps et Gusty Graas (DP)** concernant la **diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux:**

Suite à la diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux à partir du 1^{er} janvier 2017, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les raisons qui ont poussé la CNS à diminuer lesdits tarifs?

- La CNS poursuit-elle une politique restrictive afin de décourager l'établissement d'infirmiers libéraux?

- Est-ce que les mêmes diminutions tarifaires s'appliquent également aux infirmiers travaillant pour les réseaux de l'assurance dépendance?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les perspectives des soins à domicile effectués par les infirmiers libéraux?

Question 2694 (24.01.2017) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant les **soins à domicile:**

Dans une lettre de lecteur, une infirmière, qui exerçait jusqu'à cette année à titre indépendant, déplorait devoir arrêter son activité en raison de la nouvelle nomenclature des actes et services entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2017. À la différence des changements intervenus au niveau des modifications de prise en charge dans le cadre de la kinésithérapie, aucune lettre n'a été communiquée aux patients concernant les autres changements à venir.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les changements en termes de nomenclature intervenus au 1^{er} janvier 2017 impactant directement les infirmiers agissant à titre indépendant?

- Monsieur le Ministre avait-il connaissance des difficultés auxquelles il allait exposer les infirmières/infirmiers agissant à titre indépendant?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations relatives à d'éventuels arrêts d'activité d'infirmières/infirmiers exerçant à titre indépendant?

Réponse (17.02.2017) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

Au 1^{er} janvier 2017, la nomenclature concernant les actes et services des infirmiers a été modifiée. Il convient de noter que les discussions au sujet d'une révision de la nomenclature des actes et services des infirmiers avaient leur origine bien avant 2010. L'exposé des motifs de la recommandation circonstanciée joint en annexe de la présente reprend les considérations à la base des modifications. La Commission de nomenclature regroupe des représentants des deux groupements signataires de la convention conclue entre la CNS et les infirmiers, à savoir la COPAS (Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes) et l'ANIL (Association nationale des infirmiers luxembourgeois).

Une des dispositions nouvellement introduites résulte de la mise en pratique des articles 19, alinéa 4 et 65, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale (CSS). L'article 19, alinéa 4 du CSS avait été introduit par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance et dispose que «les personnes bénéficiant des prestations en nature de l'assurance dépendance n'ont droit à la prise en charge des actes inscrits à la nomenclature des infirmiers que si ces actes sont dispensés par le réseau ou l'établissement d'aides et de soins ayant conclu un

contrat d'aides et de soins.» L'article 65 alinéa 5 du CSS dispose que «Les nomenclatures peuvent prévoir une cotation forfaitaire pour un ensemble d'actes ou services professionnels dispensés pour une période ou un traitement déterminé. Cette cotation forfaitaire s'impose pour les prestations de soins de la profession d'infirmier à l'égard des personnes dépendantes au sens du Livre V et pour les actes et services dispensés par les prestataires visés à l'article 61 alinéa 2 sous 12).»

La finalité était d'assurer la continuité et de simplifier la coordination des soins aux personnes bénéficiant de prestations en nature de l'assurance dépendance et maintenues à domicile. Pour ces personnes, les soins infirmiers sont délivrés dans un même contexte de temps et de lieu, même s'ils sont pris en charge distinctement par l'assurance maladie et par l'assurance dépendance. La restriction dont question visait à garantir en cas de maintien à domicile que les actes thérapeutiques délivrés à charge de l'assurance maladie, mais sur des personnes dépendantes soient délivrés par les professionnels du réseau.

Au total, la CNS a enregistré environ 2.000 infirmiers en activité (c.-à-d. personnes physiques qui ont un code prestataire infirmier et qui en 2015-2016 ont facturé au moins une prestation infirmière prise en charge). 96% de ces infirmiers sont enregistrés comme travaillant pour le compte d'un établissement ou d'un réseau.

En ce qui concerne le nombre de cas concernés par la disposition contestée en 2015, le nombre de prestataires facturiers visés par cette mesure était de 42. Le montant total facturé s'élève à quelque 800.000 euros et concerne environ 120 patients.

Conformément à l'article 65, alinéa 5 les soins en question sont rémunérés moyennant paiement de forfaits. Cette option a été prise pour assurer une prise en charge globale, pour simplifier la gestion administrative et éviter la chasse à l'acte respectivement à l'ordonnance. Dans cet ordre d'idées et contrairement aux modalités applicables aux autres prestations dispensées par des prestataires non médecins, la prise en charge par l'assurance maladie de ces soins infirmiers est dispensée de l'obligation d'une ordonnance médicale.

Il convient encore de noter que l'idée de base ne visait pas uniquement les prestations des seuls infirmiers, mais aussi les actes thérapeutiques des kinésithérapeutes, même si finalement ces prestations n'ont pas été introduites à l'article 19, alinéa 4. Aussi cette disposition ne vise-t-elle que les personnes dépendantes qui sont maintenues à domicile et qui y bénéficient de prestations en nature de l'assurance dépendance.

Les dispositions prévues à l'article 19, alinéa 4 et 65, alinéa 5 (2^e phrase), trouvent leur application pratique au niveau de la section 8 de la nouvelle nomenclature. Cette section 8 de la nomenclature prévoit plusieurs forfaits qui varient selon le lieu de dispensation des soins (maisons de soins, établissements d'aides et de soins) et le type de prestataire (réseaux généralistes, réseaux relevant du secteur handicap).

Il en résulte que la CNS a simplement mis en pratique le système instauré et décidé par le législateur en 1998 et aussi en 2010. La mise en œuvre s'est effectivement fait longtemps attendre, notamment en raison des procédures régissant les travaux de la Commission de nomenclature et de la lourdeur de la modernisation des systèmes informatiques de la CNS. Aussi la gouvernance de la diffusion des informations aurait pu être mieux organisée.

Sous l'impulsion de l'introduction de l'assurance dépendance et d'une nouvelle nomenclature infirmière à partir du 1^{er} janvier 2001, les réseaux d'aide et de soins à domicile connurent jusqu'en 2010 un développement fulgurant de leur activité. Un des corollaires de cette expansion des réseaux d'aides et de soins fut que le nombre d'infirmiers et infirmières exerçant leur métier de façon libérale se réduisait constamment.

Il n'en reste pas moins que les infirmiers et infirmières libérales ont un rôle à jouer dans notre système de soins de santé. Ils apportent une autre façon de travailler découlant de leur mode de fonctionnement entrepreneurial. Pour la CNS, les réseaux d'aides et de soins représentent néanmoins la pierre angulaire de la prise en charge soignante extrahospitalière.

Par rapport à l'aspect financier, des réductions de tarifs au 1^{er} janvier 2015 et au 1^{er} janvier 2017 ont été évoquées. Au 1^{er} janvier 2015, une adaptation technique a eu lieu, découlant de l'effet de rattrapage des négociations de la lettre-clé infirmière pour la période 2013-2014, qui ont seulement pu être menées à terme avec effet au 1^{er} avril 2014. Au 1^{er} janvier 2017, la nouvelle nomenclature et la nouvelle lettre-

clé en matière de soins infirmiers sont entrées en vigueur et il échet de constater que le budget alloué au secteur des soins à domicile dans le cadre de l'assurance maladie-maternité a augmenté de trois millions. Néanmoins, certains tarifs individuels peuvent avoir diminué, étant donné que la Commission de nomenclature, en mettant l'accent sur une revalorisation des actes plus spécialisés, a procédé dans le cadre de la révision à une nouvelle répartition des coefficients, pourtant neutralisée par le mécanisme des vases communicants et aussi complétée par l'introduction de nouveaux actes.

Par rapport à l'évolution future en matière de facturation des actes de la part des infirmiers et infirmières libérales, il faut voir qu'il y a dès à présent deux options possibles: soit, les infirmiers et infirmières libérales trouvent un accord avec les réseaux d'aides et de soins existants, soit ils créent eux-mêmes leur propre réseau leur permettant de facturer à l'instar des réseaux existants leurs prestations.

Il convient de noter qu'actuellement déjà certains infirmiers libéraux travaillent pour des réseaux d'aides et de soins et la facturation des prestations se fait par le réseau.

Exposé des motifs: Nomenclature «infirmiers»

Les discussions au sujet d'une révision de la nomenclature des actes et services des infirmiers ont leur origine avant 2010. La CNS avait l'impression qu'au moins une partie des actes étaient surévalués par rapport à leur durée, et par conséquent aussi au niveau de coefficients correspondants depuis la refonte de la nomenclature au début des années 2000 à la suite de l'introduction de l'assurance dépendance. Les organismes représentatifs des prestataires étaient, de leur côté, demandeurs pour l'introduction de nouveaux actes, en argumentant que la nomenclature actuelle ne couvrait pas, ni l'entière des attributions de leur profession, ni l'évolution des besoins des patients et des capacités d'encadrement des prestataires.

Au début de ces discussions, la CNS avait chargé une experte, ancienne directrice des soins d'un centre hospitalier, de préparer une révision de la nomenclature sur base du référentiel PRN du secteur hospitalier. La proposition découlant de cette analyse ne trouvait pas l'accord de la COPAS et de l'ANIL, aussi bien en ce qui concerne les aspects méthodologiques que les propositions d'actes et de coefficients en résultant.

La CNS a néanmoins décidé, en janvier 2012, de saisir la Commission de nomenclature d'une réforme de la nomenclature des infirmiers sur base de l'expertise précitée, avec le motif de faire évoluer le dossier avec l'apport de la CEM. La saisine a été complétée par la suite par les observations de la COPAS et de l'ANIL. Le 5 septembre 2014, la CEM a rendu son avis rédigé avec le support de la Philosophischen Hochschule Vallendar (Allemagne). Néanmoins, cet avis ne pouvait apporter de référentiel normatif concluant et proposait en essence, soit de faire évoluer la nomenclature actuelle, soit de rechercher à moyen terme un nouveau mode de financement.

Sur cette base, la Commission de nomenclature a repris le dossier en mains et a finalisé au cours de l'année 2015 un projet de révision de la nomenclature se caractérisant par:

- un large référencement à la nomenclature actuelle avec diverses adaptations au niveau des libellés, des durées standards et des coefficients correspondants, des règles de cumuls, etc., l'introduction de certains nouveaux actes tel qu'en relation avec la nutrition entérale ou l'oxygénothérapie,

- l'alignement des tarifs de prélèvement de sang avec celui inscrit dans la nomenclature des laboratoires,

- l'introduction de forfaits pour les personnes dépendantes en milieu ambulatoire, telle qu'inscrite dans le CSS depuis la réforme de 2010 et à l'instar de ceux existant déjà en milieu stationnaire.

La COPAS et l'ANIL avaient également fait la demande d'inscription d'actes spécialisés, prioritairement inscrits dans la continuité des soins après un séjour en milieu hospitalier. La Commission de nomenclature a néanmoins retenu qu'il n'était pas opportun d'inscrire de tels actes dans la nomenclature des infirmiers et voit plutôt leur cadre dans un futur concept d'hospitalisation à domicile, requérant une base légale propre et un agrément spécifique au niveau du Ministère de la Santé. La CNS s'est engagée de discuter une telle approche avec les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale.

L'objectif initial de la saisine de la CNS était également de procéder par le biais de la révision de la nomenclature des infirmiers aussi à des économies dans l'évolution des dépenses correspondantes, ou au moins à un ralentissement de la croissance soutenue et constante.

Néanmoins le projet de recommandation circonstanciée se résume en essence à une opération neutre au niveau de l'impact financier global. D'un côté, que le projet de budget pour l'exercice 2016 prévoit un maintien de la valeur de la lettre-clé correspondante, de sorte que l'adaptation des coefficients a dû être opérée dans le cadre de l'article 65, alinéa 13 du CSS en application du mécanisme du vase communicant.

Question 2681 (18.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **problématique du radon**:

En réponse à la question parlementaire n°2542 du 8 novembre 2016 au sujet de l'exposition au radon, Madame la Ministre de la Santé a précisé que des mesures sont offertes de manière gratuite concernant les habitations privées et que des visites chez les propriétaires dans les régions à risque dans le nord du pays sont organisées régulièrement pour tenter de baisser les activités en radon. Selon le Gouvernement, un flyer en langues française et allemande a également été présenté lors de la journée européenne du radon le 7 novembre 2016 et qui aurait dû être distribué prioritairement par l'intermédiaire des administrations communales et des cabinets des médecins généralistes des cantons du nord du pays.

Or, selon nos informations, la plupart des citoyens concernés dans les régions à risque dans le nord du pays n'ont pas reçu d'informations sur la problématique du radon, ni reçu une visite de la part des services étatiques concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles sont les mesures et démarches concrètes qui ont été entre-temps entamées voire réalisées sur le terrain?

- Combien de visites chez les propriétaires ont été effectuées jusqu'à ce jour?

- Quelles ont été les conclusions de ces visites?

- Quand le flyer susmentionné sera-t-il distribué afin d'informer et de sensibiliser la population luxembourgeoise sur la problématique du radon?

Réponse (26.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Afin de déterminer si une maison est concernée par une concentration en radon élevée, il faut d'abord faire des mesures de la concentration du radon. Ces mesures se font à l'aide d'un détecteur passif, exposé pendant trois mois durant la période hivernale, dans une ou plusieurs pièces habitées de la maison. Comme il y a souvent d'importantes variations entre l'hiver et l'été de la concentration en radon dans les habitations à cause du chauffage ou bien de l'aération des pièces, il est préférable de mesurer entre octobre et avril. C'est donc la pratique retenue par la Direction de la santé.

Toute campagne de sensibilisation se fait idéalement en automne de chaque année afin d'inviter la population luxembourgeoise de faire procéder à un mesurage du radon. La sensibilisation du public, faite lors de la journée européenne du radon le 7 novembre 2016, a d'ores et déjà eu un effet assez important. Suite à cette campagne d'information, 530 demandes ont été enregistrées. Des mesures de la concentration du radon sont actuellement en cours dans toutes ces maisons. Le plan d'action pour aborder de manière plus systématique la problématique du radon prévoira évidemment des campagnes de sensibilisation, qui se feront désormais chaque automne, y compris la distribution de flyers.

En hiver 2014-2015, les mesures de la concentration du radon se sont faites presque essentiellement dans le contexte de l'étude pilote de la commune de Wahl sur environ 200 maisons. La Division de la radioprotection a proposé aux habitants des maisons concernées par une concentration élevée de les conseiller. Jusqu'à présent, douze ménages ont profité de cette offre, ce qui a donné lieu à 19 visites sur place. Il s'y ajoute des échanges par courriel ou par téléphone.

Lors de ces visites, la Division de la radioprotection a réalisé des mesures pour chercher les points d'entrée du radon. Dans certains cas, elle a prêté des enregistreurs électroniques aux propriétaires pour répéter ces mesures sur plusieurs jours. Ceci permet par exemple d'optimiser la ventilation d'une maison. D'autres conseils concernent les méthodes de remédiation offertes par des firmes spécialisées.

Après chaque assainissement, la Division de la radioprotection contrôle de nouveau la concentration du radon.

La plupart des ménages se sont décidés pour une approche itérative en modifiant dans un premier lieu l'aération des maisons. Si dans certains cas, cette mesure simple a déjà eu un effet assez positif, pour d'autres l'effet n'était que marginal et des mesures de remédiation plus importantes sont nécessaires.

Finalement, il y a lieu de noter que toute mesure de remédiation se décide par le propriétaire des habitations. Ainsi, la Division de la radioprotection de la Direction de la santé cherche le dialogue avec le propriétaire et tient compte des situations particulières des maisons. Même si la meilleure solution ne se dégage pas toujours lors d'une première visite et que les rendez-vous se font en fonction de la disponibilité des agents de la Division de la radioprotection, je peux néanmoins assurer les honorables Députés qu'il est donné suite à chaque demande pour une visite en cas d'une concentration élevée de radon.

Question 2682 (18.01.2017) de **M. Lex Delles** (DP) concernant la **cafétéria La Rose-raie à Mondorf-les-Bains**:

Le parc communal de Mondorf-les-Bains a été inauguré en 1886.

C'est en 1958 que La Rose-raie y a été aménagée en plusieurs étapes pour valoriser le parc. Le 16 juin 2016 la nouvelle Rose-raie du parc thermal a été inaugurée. Sur ce site se trouve un local de restauration («cafétéria La Rose-raie») non exploité depuis un certain temps.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que la structure matérielle de ce local est en train de se dégrader?

- Le cas échéant, comment l'administration en charge estime-t-elle remédier à cette situation?

- Est-ce que l'ouverture du local est prévue pour la nouvelle saison estivale?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que cet immeuble pourrait jouer un rôle-clé dans la promotion du tourisme de la région?

Réponse commune (22.02.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant le Domaine thermal Mondorf-les-Bains - cafétéria Rose-raie.

L'Administration des bâtiments publics est consciente de la dégradation du bâtiment en question, cependant il est à souligner que les menues réparations d'entretien telles que prévues dans la convention conclue entre le Domaine thermal Mondorf et l'État sont à assurer par le Domaine thermal lui-même.

À ce jour, le bâtiment en question nécessite une remise en état avec assainissement énergétique ainsi qu'une mise en conformité des installations techniques des locaux que mes services sont en train de planifier.

Toutefois, suite à la désaffectation de l'ancien local de restauration, le Domaine thermal projette la mise en place d'un restaurant type «brasserie» et «salon de thé» ainsi que l'exploitation de la terrasse en période estivale. De ce fait, le projet connaîtra une envergure beaucoup plus importante avec des travaux de transformation et d'extension du pavillon existant et de la terrasse.

Vu l'envergure des travaux précités, il s'avère impossible de prévoir une ouverture du local pour l'été prochain.

Question 2683 (19.01.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **«cybergrooming» auprès des mineurs**:

Les jeunes sont initiés à l'utilisation massive d'Internet dès leur plus jeune âge, notamment au niveau de l'accès aux différents réseaux sociaux. Les dangers et abus des réseaux sociaux sont nombreux et divers, de plus, ils évoluent. Le phénomène du «grooming» suscite un intérêt grandissant ces dernières années. On parle de «cybergrooming» lorsqu'un adulte entre en contact avec un mineur afin de le manipuler, surtout dans l'optique de lui faire commettre des actes à caractère sexuel. Il est rappelé que selon la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle

des enfants, tant les actes que les tentatives d'exploitation sexuelle sont punissables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre, combien d'actes effectifs de «cybergrooming» ont été déclarés à la police?

2) Combien de plaintes ont été déposées pour tentative de «grooming»?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de former et de sensibiliser davantage les jeunes aux risques et abus liés à Internet, et de promouvoir un usage plus sûr des technologies numériques auprès des jeunes?

Réponse commune (02.03.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure* et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La question parlementaire de l'honorable Députée donne lieu aux observations suivantes:

ad 1) 2012: une affaire

2013: une affaire

2014: deux affaires

2015: neuf affaires

2016: douze affaires

ad 2) La tentative de délit prévu à l'article 385-2 du Code pénal n'est pas punissable.

ad 3) La police participe activement en tant que partenaire aux initiatives de BEE SECURE Stopline et à ce titre elle sensibilise les jeunes dans le cadre de campagnes de prévention dans les écoles.

Le travail de sensibilisation est important pour rendre les jeunes attentifs aux risques liés à l'utilisation des nouveaux médias et technologies. Ce travail est réalisé notamment par l'initiative BEE SECURE (www.bee-secure.lu).

Depuis belle lurette, le Luxembourg a pris l'initiative de mettre en place une politique de sensibilisation à large échelle, notamment sous l'impulsion du Ministère de l'Économie (Projet CASES). Les premiers cours ont eu lieu en 2008 sous l'appellation «my secure IT». Depuis, le nombre de sensibilisations ne cesse de croître (2009-2010: 288 cours dans les classes, 2015-2016: 810 cours).

À partir de 2010, les interventions ont été obligatoires pour les classes de 7^e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Le Luxembourg est le seul pays en Europe à avoir mis en place une telle formation obligatoire. Il faut noter qu'il est prévu, dans le cadre de la «Cyber Security Strategy» du Gouvernement, de les rendre impératives aussi pour les écoles fondamentales au Luxembourg (actuellement les maisons relais et écoles fondamentales accumulent déjà la moitié des sensibilisations annuelles).

Les campagnes annuelles de BEE SECURE complètent ces sensibilisations en groupe. Pendant les six dernières années, BEE SECURE a pu compter sur un réseau de plus de 25 partenaires pour diffuser annuellement plus de 3.000 affiches et 30.000 dépliants. Deux ont abordé directement les phénomènes de «cybergrooming» [«Not funny, bee fair» (2012-2013) et «Share respect» (2016-2017)].

BEE SECURE développe régulièrement de nouveaux supports éducatifs et promeut des services supplémentaires (p. ex. fil conducteur pour enseignants et éducateurs, concept de sécurité pour les maisons relais,...).

Avec le numéro gratuit de la Helpline de BEE SECURE (8002-1234), les victimes ont la possibilité de contacter des spécialistes qui sont à leur écoute. Le site childprotection.lu réalisé par ECPAT Luxembourg en coopération avec la Police grand-ducale et BEE SECURE offre une plate-forme de contact pour les victimes d'abus.

BEE SECURE est une initiative conjointe du Service national de la jeunesse, du «Kanner- a Jugendtelefon» et de «securitymadein.lu». Via l'initiative «Digital 4 Education», BEE SECURE est en lien direct avec les autres efforts du MENJE concernant la promotion des TICs.

En ce qui concerne les programmes des branches, la cyberviolence et le cyberharcèlement dans les médias sociaux sont des sujets qui sont traités de manière transversale à travers toutes les disciplines scolaires. De plus, les deux sujets figurent au programme officiel de certaines classes, comme le volet «cybersecurity» en classe de 9^e EST. La thématique est traitée dans le cadre des cours d'informatique, notamment en classe de 11^e CM.

La Commission nationale des programmes du nouveau cours «Vie et société» est en train d'élaborer un concept pour inclure le sujet dans les différents domaines thématiques.

En outre, la cyberviolence est thématisée et approfondie dans de nombreux projets d'innovation initiés par des écoles fondamentales et secondaires.

Question 2685 (19.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **récents propos de l'ex-général bosnienque Atif Dudaković**:

En effet, le très controversé ex-général était, le 14 janvier, l'invité du «Centre islamique au Luxembourg» lors d'une conférence portant le titre «Da li je genocid sudbina Bošnjaka? - Est-ce que le génocide est un destin des bosniaques?» à Luxembourg-Limpertsberg. Selon le «Tageblatt» du 18 janvier, Monsieur Dudaković aurait profité de l'occasion pour mener un discours de haine contre la Serbie («hetzt gegen Serbien»). Selon le précité article portant le titre «Umstrittener Auftritt in Luxemburg», l'ex-général aurait même lancé un appel à la guerre contre la Serbie («Krieg gegen Serbien»).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres furent-ils préalablement au courant de la présence de Monsieur Dudaković le 14 janvier à Luxembourg-Limpertsberg?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la nature haineuse des propos publics de Monsieur Dudaković reportés par le précité article du «Tageblatt»? Les autorités compétentes se sont-elles renseignées à ce sujet auprès de l'organisateur?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si les autorités judiciaires ont été saisies du dossier?

4. Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous éclairer comment le Gouvernement envisage d'empêcher ce genre de manifestations haineuses à l'avenir?

Réponse commune (14.02.2017) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes et le Ministre de la Justice n'étaient pas informés de la venue au pays de Monsieur Dudaković.

ad 2. En vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il appartient aux seules autorités de poursuite de donner une qualification pénale éventuelle à des faits précis.

ad 3. Ni les autorités policières, ni les autorités judiciaires n'ont été saisies d'une plainte.

ad 4. Il est rappelé le principe de la liberté d'expression et la liberté de manifester ses opinions en vertu de l'article 24 de la Constitution. Une fois les faits commis, les discours de haine sont punissables en application des articles 454 et 457-1 du Code pénal.

À noter que la Bosnie-Herzégovine fait partie des pays tiers dont les ressortissants sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer dans l'espace Schengen.

L'article 34 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration fixe les conditions d'entrée d'un ressortissant de pays tiers jusqu'à trois mois. Il s'agit de la transposition nationale des règles d'entrée «Schengen». Ce texte prévoit que pour entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, le ressortissant d'un pays tiers «ne doit pas être considéré comme constituant une menace pour l'ordre public, la sécurité intérieure, la santé publique ou les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'un des États parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant le Grand-Duché de Luxembourg». Une éventuelle décision de refus d'entrée sur le territoire doit donc nécessairement être prise au moment du franchissement de la frontière extérieure. Une décision de retour conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 29 août 2008 précitée peut, le cas



échéant, être prise pour les mêmes motifs que ceux prévus à l'article 34. Cette décision ne peut être prise que si l'étranger se trouve déjà sur le territoire luxembourgeois.

Question 2687 (20.01.2017) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **poussières fines**:

Laut deutschen Presseberichten wurden neben vielen Augenverletzungen durch Feuerwerkskörper am vergangenen Silvesterabend 4.000 Tonnen Feinstaub und andere Schadstoffe freigesetzt, fast so viel wie der gesamte deutsche Autoverkehr in zwei Monaten produziert. Unzählige Messstationen verzeichneten am 1. Januar 2017 Feinstaubwerte, die weit über dem EU-Grenzwert von 50 Mikrogramm pro Kubikmeter am Tage lagen. Im Vergleich zu anderen Feinstaubquellen wie dem Straßenverkehr kommen beim Feuerwerk Explosivstoffe wie Kaliumnitrat, Schwefel und Holzkohle hinzu, zusätzlich noch Strontium-, Kupfer- und Bariumverbindungen.

Die Experten warnen vor einer besonderen Gesundheitsbelastung in der Silvesternacht und weisen darauf hin, dass das Einatmen von Feinstaubpartikeln in erhöhten Konzentrationen negative gesundheitliche Auswirkungen auf die Menschen bewirkt und langfristig drohen Atemwegserkrankungen sowie Herz-Kreislaufprobleme. Die WHO schätzt, dass der Feinstaub etwa bei jedem vierten Todesfall aufgrund von Lungenkrebs eine Rolle spielt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und an die Frau Ministerin für Gesundheit stellen:

- Wie hoch lag die Feinstaubkonzentration in Luxemburg am Silvesterabend und an den darauffolgenden Tagen?

- Welche Schlussfolgerungen zieht die Regierung aus den Ergebnissen der Messstationen?

- Welche Maßnahmen will die Regierung einleiten, um die allgemeine Feinstaubbelastung zu verringern?

Réponse commune (27.02.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Ein Ansteigen der Feinstaubkonzentrationen in der Außenluft nach dem Silvesterfeuerwerk ist auch in Luxemburg deutlich in den Stundenmittelwerten zu erkennen. Bei ungünstiger Wetterlage (Windstille, kein Niederschlag, Temperaturinversion) kann die Feinstaubbelastung nach einem Silvesterfeuerwerk gelegentlich zu einer Überschreitung des Tagesmittelwertes von 50 µg/m³ führen. In Luxemburg war dies während der letzten fünf Jahre einmal der Fall an einer Messstelle. Des Weiteren hatte sich die Überschreitung auf einen einzigen Tag (den 1. Januar) beschränkt.

Laut europäischer Richtlinie darf der Tagesmittelwert von 50 µg/m³ nicht mehr als 35-mal pro Jahr überschritten werden. In Luxemburg wurde dieser während der letzten zehn Jahre nie mehr als 18-mal pro Jahr überschritten. Extreme Spitzenwerte, wie zum Jahreswechsel 2016-2017 in Deutschland festgestellt, wurden in Luxemburg noch nicht beobachtet.

Auch wenn die einmalige Überschreitung des Tagesmittelwertes von 50 µg/m³ nicht zu einer Überschreitung des europäischen Grenzwertes führt, sollte dennoch aus Umweltschutz- und Gesundheitsschutzgründen auf persönliches Feuerwerk verzichtet werden. Insbesondere bei ungünstigen Wetterlagen mit Feinstaubepisoden sollte gänzlich darauf verzichtet werden. In solchen Fällen werden dementsprechende Ratschläge von der Umweltverwaltung publiziert. Die aktuelle Feinstaubbelastung kann darüber hinaus über die Internetseite www.emwelt.lu konsultiert werden.

Schon lange warnt die Weltgesundheitsorganisation (WHO), dass das Einatmen von Feinstaub die menschliche Gesundheit gefährdet. Die Erkrankungen reichen von vorübergehenden Beeinträchtigungen der Atemwege bis zu schlimmen Atemwegserkrankungen wie Lungenkrebs oder Herz-Kreislaufproblemen und Schlaganfall.

Im Vergleich zu anderen Feinstaubquellen, wie Straßenverkehr oder Heizungsanlagen, kommt beim Feuerwerk Schwarzpulver hinzu, das aus Kaliumnitrat, Schwefel und Holzkohle besteht.

Außerdem werden andere Substanzen freigesetzt, wie Strontium, Lithium, Barium, Kupfer, Titan, Aluminium, Zink, Kalium, Calcium, Magnesium, Eisen usw.

Das Gesundheitsministerium überwacht die Zahl der Unfälle, die in den Notaufnahmen der luxemburgischen Krankenhäuser untersucht werden. Sowohl die Umwelt- als auch die Gesundheitsbehörden sind sich bewusst, dass eine höhere Konzentration von Feinstaub in der Luft gefährlich ist und unterstützen alle Maßnahmen die zu einer Reduktion führen können. Es sei darauf hingewiesen, dass in einigen Gemeinden das Abbrennen von Feuerwerken in der Silvesternacht ausdrücklich verboten ist.

Question 2689 (20.01.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réforme des finances communales**:

En réponse à ma question parlementaire n°2508 du 27 octobre 2016, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a fourni le 9 janvier 2017 les précisions aux questions auxquelles il avait répondu de manière incomplète dans sa réponse du 10 octobre 2016 à la question parlementaire n°2348 du 5 septembre 2016.

Ainsi, Monsieur le Ministre a joint en annexe de la réponse à la question parlementaire n°2508 un tableau global des revenus non affectés des communes FCDF, ICC et IF des années 2013 et 2014 et FCDF, ICC de l'année 2015 sachant que les chiffres de l'IF du compte 2015 ne sont pas encore disponibles.

Ces tableaux étaient censés représenter l'analyse des revenus non affectés selon le schéma de 2012 joint par le Ministre à sa réponse à la question parlementaire n°2348. Or, même en l'absence de toute illustration des variables ayant servi au calcul des ratios à savoir la population (nombre de résidents) et la superficie verte (nombre d'hectares) ainsi que l'absence de toute indication sur le total des revenus non affectés analysés, il semble que l'impôt foncier n'a pas été intégré dans l'analyse. Figurant d'abord dans le total à analyser (FCDF + ICC + IF), il a même été écarté du total (FCDF + ICC) pour l'analyse, de sorte que les tableaux des années 2013 et 2014 ne sont pas comparables au tableau de 2012.

Voilà pourquoi je réitère ma demande précédente (question parlementaire n°2348) de fournir des tableaux comparables à celui de 2012 et de ne pas éliminer les recettes de l'impôt foncier de l'analyse, une analyse se faisant selon la clé du Ministère définie pour suivre objectivement l'évolution des dotations aux communes.

Quant au tableau de l'année 2015, il est regrettable de devoir signaler que les ratios affichés de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015 sont incompréhensibles voire complètement faux. À titre d'exemple on peut citer le ratio de la dotation totale par habitant de la commune d'Esch-sur-Alzette qui s'élève selon les tableaux fournis aux pages 5 et 6 de l'annexe à 71.681,11 (!) euros. Pour la commune de Pétange ce ratio s'élève à 38.268,16 euros.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il compléter ses tableaux par les variables et les paramètres qui ont été utilisés pour le calcul des différents ratios et par le total des revenus du FCDF, de l'ICC et de l'impôt foncier qui fait partie intégrante de l'analyse?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition de tous les députés les tableaux en question sous forme de fichier informatique du type EXCEL à la base des différents calculs permettant ainsi aux députés de vérifier respectivement appréhender les chiffres publiés par le Ministère?

- Monsieur le Ministre peut-il corriger son tableau de 2015 et présenter un tableau nouveau correct, complet et transparent selon le schéma des tableaux des années précédentes (2012 à 2014) en y intégrant l'impôt foncier, le cas échéant, sous forme d'estimation, si les données de 2015 ne sont toujours pas disponibles?

Compte tenu du fait que pour l'exercice 2017 un certain nombre de mesures fiscales qui avaient été décidées antérieurement pour équilibrer le budget de l'État et qui avaient conduit à des abattements (au détriment des communes) au niveau de l'établissement du montant forfaitaire dans le cadre du FCDF ont été supprimées, je demande à Monsieur le Ministre de l'Intérieur de me faire savoir s'il entend également supprimer (au profit des communes) les abattements en question.

Réponse (17.02.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire ayant trait aux finances communales, je me permets de joindre en annexe les tableaux des années 2013, 2014 et 2015 demandés par l'honorable Député comprenant les variables et les paramètres utilisés pour le calcul des différents ratios évoqués et le total des revenus du Fonds communal de dotation financière, de l'impôt commercial communal et de l'impôt foncier (*annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Je tiens à préciser que les chiffres de l'impôt foncier de l'exercice 2015 sont estimatifs comme les décomptes en question ne sont pas encore disponibles.

Pour des raisons évidentes, les tableaux afférents sont fournis sous format PDF, le format standard de visualisation et d'échange des documents, ce qui permettra à l'honorable Député d'appréhender les chiffres en question.

Pour ce qui est des futurs abattements au niveau du montant forfaitaire, dont le mode de calcul est déterminé annuellement dans la loi budgétaire, la question sera discutée au moment de l'élaboration du budget de l'État de l'exercice 2018.

Question 2690 (20.01.2017) de **MM. Lex Delles** et **Claude Lamberty** (DP) concernant le **campus scolaire «Geesseknäppchen»**:

Le bâtiment de l'Athénée de Luxembourg datant de 1964 nécessitait des travaux de rénovation de grande envergure. Afin de réduire les désagréments causés par le chantier, il avait été jugé préférable de délocaliser tout l'établissement dans un bâtiment d'accueil temporaire.

Le 9 janvier 2017, après plus de quatre ans de travaux de rénovation, le bâtiment de l'Athénée de Luxembourg a de nouveau accueilli ses lycéens.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Après le déménagement des lycéens de l'Athénée de Luxembourg dans leur bâtiment rénové, quelle sera l'utilité du bâtiment qui a servi comme accueil temporaire?

- Quelle est la capacité maximale du bâtiment d'accueil provisoire?

- Existe-t-il un projet de rénovation pour les autres lycées du campus scolaire Geesseknäppchen? Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils déjà se prononcer sur une date approximative de début et de fin de ces travaux?

- Quel est le concept à moyen et long terme pour le bâtiment d'accueil?

- D'une manière générale, combien d'élèves sont actuellement enseignés sur le campus scolaire Geesseknäppchen?

Réponse commune (06.03.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations au sujet des infrastructures scolaires sur le Campus Geesseknäppchen.

Dans le cadre de la rénovation du Lycée Michel-Rodange, le bâtiment servira à partir de la rentrée scolaire 2017 de structure d'accueil temporaire pour les besoins dudit lycée. Les travaux de rénovation achevés, il est prévu de mettre la structure temporaire à la disposition des autres bâtiments du Campus Geesseknäppchen devant subir une rénovation substantielle, notamment le Lycée technique École de Commerce et de Gestion.

En ce qui concerne la capacité maximale du bâtiment d'accueil provisoire, il échet de noter que le bâtiment provisoire est conçu pour 1.400 élèves.

Quant au timing des différents travaux de rénovation, il est à préciser que les études pour le projet de rénovation et d'extension du Lycée Michel-Rodange sont actuellement en cours. Le projet de loi y relatif sera déposé à la Chambre des Députés dans les semaines à venir. Après son vote, présumé pour la fin de l'année 2017, un début des travaux est prévu pour 2018 avec une durée de chantier estimée à trois ans et demi.

En ce qui concerne le concept à long terme pour le bâtiment d'accueil, une décision quant

à l'utilisation sera prise en fonction de l'avancement des travaux des différents bâtiments du Campus Geesseknäppchen.

Actuellement, plus de 6.000 élèves sont enseignés sur le campus.

Question 2691 (20.01.2017) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **formation à la sécurité obligatoire pour les agents en charge de l'encadrement des enfants**:

L'autorisation d'exploitation octroyée par l'Inspection du travail et des mines (ITM) à un service d'éducation et d'accueil pour enfants (crèche/maison relais) prévoit dans le domaine ayant trait à la formation du personnel:

«Chaque membre du personnel doit recevoir une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé notamment sous forme d'informations et d'instructions.»

Cette obligation comprend notamment la formation sur les premiers secours et l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire la question suivante:

- Les agents en charge de l'encadrement des enfants dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants peuvent-ils être obligés à suivre des cours de formation dans le but de suffire aux prescriptions ci-avant?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Il est vrai que les conditions reprises dans le cadre des arrêtés d'autorisation délivrés au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour les crèches/maisons relais, prévoient notamment que le personnel de ce type d'établissement doit recevoir une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et santé notamment sous forme d'informations et d'instructions.

En ce qui concerne la formation de premiers secours et la formation de l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie, il est précisé que: «Pendant les heures d'ouverture de l'établissement, au moins une personne ayant reçu une formation sur les premiers secours et l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie doit se trouver en permanence dans l'établissement.»

Ces impositions ne font donc que rejoindre les obligations incombant à l'employeur conformément aux dispositions du Livre III, Titre 1^{er}, du Code du travail, qui prévoient notamment que:

«...L'employeur doit s'assurer que chaque salarié reçoive une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé...»

Cette obligation de l'employeur est reprise par les autorisations délivrées au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour les établissements en question et ne représente par conséquent aucune charge supplémentaire à l'égard de l'employeur.

Il va de soi que les conditions de formation (premiers secours, à la lutte contre l'incendie, l'évacuation des personnes, etc.) précisées dans les autorisations sont par conséquent indispensables afin de satisfaire à l'objet de la loi sur les établissements classés et de garantir la validité de l'autorisation.

Question 2692 (20.01.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **nouvelle arme de service de la Police grand-ducale**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2318, Monsieur le Ministre avait confirmé que, conformément à la législation sur les marchés publics, l'acquisition de pistolets de calibre 9 mm x 19 pour les besoins de la Police grand-ducale avait fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres européenne et que la police effectuait des tirs d'évaluation avec les armes proposées.

Selon des articles de presse, la police aurait confirmé que le choix final serait tombé sur le pistolet semi-automatique SFP9 qui deviendrait donc la nouvelle arme de service de la police. La livraison des armes s'effectuerait progressivement à partir de mi-2017.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:



- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits reportés par la presse?

- Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que cette arme a été finalement choisie? Quels sont les résultats des tirs d'évaluation et quels sont les arguments en faveur du pistolet SFP9?

- Quand est-ce que l'entraînement aux nouvelles armes démarrera et comment sera-t-il organisé exactement? La presse reporte sur ce point qu'une épreuve finale serait prévue. Si tel est le cas, est-ce que l'ensemble du cadre policier doit passer ce test? Quelles seront les composantes de cette épreuve?

- À quel moment Monsieur le Ministre envisage-t-il que tous les policiers seront équipés et opérationnels avec la nouvelle arme?

- Lors de la réunion de la Commission de la Force publique en date du 23 novembre 2016, Monsieur le Ministre avait indiqué que les anciens revolvers seraient éventuellement repris par l'armurier. Est-ce que ceci sera effectivement le cas et, sinon, comment les anciens revolvers seront-ils disposés?

Réponse (31.01.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Je confirme que le choix s'est porté sur le pistolet HK SFP9 TR et que la livraison est prévue vers la moitié de l'année 2017.

Conformément aux dispositions du cahier des charges, la police a effectué des tirs d'évaluation avec les armes proposées par les deux soumissionnaires qui ont remis une offre. Le choix de l'arme s'est fait suivant des critères d'évaluation techniques, pratiques et économiques.

La formation comprend une partie théorique dispensée à l'École de police et une partie pratique dispensée au stand de tir de la police. Il est prévu de valider la formation par un test pratique afin de garantir que le personnel soit à même de manipuler ce nouvel équipement en toute sécurité. Tout le personnel policier échangera son revolver contre le nouveau pistolet à la fin de la formation et suite à la réussite du test. Le policier dont les résultats auront été insuffisants sera rappelé à une séance de formation complémentaire afin d'atteindre le niveau requis.

Suivant les capacités logistiques du stand de tir, l'échange des armes se poursuivra probablement jusqu'au début du 2^e trimestre 2018.

Les revolvers seront déclassés par la police, qui me présentera en temps utile une proposition sur le sort à réserver à ces armes.

Question 2695 (24.01.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **véhicules diesel**:

Il nous revient que le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures aurait à maintes reprises annoncé vouloir interdire l'immatriculation de nouvelles voitures diesel dès l'année 2025.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

2) Quelle est la position officielle du Gouvernement?

3) Quels sont les motifs qui justifieraient une interdiction totale des voitures diesel?

4) Est-ce que le Gouvernement envisage également des restrictions de circulation au niveau des voitures à essence?

5) Est-ce que le Gouvernement envisage également des restrictions de circulation au niveau des camions et autobus?

Réponse (23.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans l'étude stratégique sur la «Troisième révolution industrielle» pour le Grand-Duché de Luxembourg, une des cinq recommandations stratégiques dans le pilier mobilité est la suivante:

«Le développement rapide de la mobilité sans émissions s'appuyant sur les véhicules électriques et la mobilité active est une priorité essentielle pour atteindre une réduction considérable des émissions. La vision pour le Luxembourg est d'avoir une flotte 100% électrique de voitures particulières et de transports publics d'ici 2050. De nouvelles mesures doivent être prises afin de favoriser le passage à l'électrique pour toutes les voitures particulières et les transports publics d'ici 2025, tout en surveillant l'évolution et la commercialisation de l'automobile électrique.»

ad 1) Ainsi, Monsieur le Secrétaire d'État s'est basé sur cette recommandation de l'étude stratégique et a ainsi mis en évidence qu'une discussion sur la décarbonisation complète du secteur du transport doit être menée au Luxembourg. D'ailleurs, dans d'autres pays européens, comme par exemple la Norvège, les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark et l'Allemagne, les discussions sur une interdiction de nouvelles immatriculations de voitures thermiques au-delà de l'horizon 2025 ou 2030 sont aussi en cours.

ad 2), 3), 4) et 5) Lors du Conseil de Gouvernement du 11 novembre 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie a soumis l'étude stratégique «The Third Industrial Revolution Strategy» et il a été décidé de retenir le résumé de l'étude comme orientation générale pour le développement futur du pays.

Ainsi, aucune mesure d'interdiction pour véhicules à moteur thermique est envisagée à ce stade et la politique du Gouvernement est de promouvoir la transition vers la décarbonisation du secteur du transport par des moyens comme les nouvelles mesures d'incitations pour véhicules à zéro ou à faibles émissions, telles qu'introduites par la réforme fiscale en 2017.

Question 2697 (25.01.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant l'**épidémie de grippe**:

Selon un article paru récemment dans la presse écrite, en France, environ 8.100 décès en excès, toutes causes confondues, auraient été observés depuis le début de l'épidémie de grippe vers la mi-décembre jusqu'au 8 janvier. Trois quarts de ces décès, dont la majorité concerne des gens de plus de 85 ans, seraient dus à la grippe. Au niveau national, la hausse de la mortalité aurait atteint, tous âges confondus, 20% lors de la dernière semaine de décembre et 28% lors de la première semaine de janvier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Existe-t-il de telles statistiques pour le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, a-t-on également chez nous constaté une surmortalité suite à l'épidémie de grippe?

Réponse (16.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

La grippe causée par le virus influenza survient le plus souvent au Luxembourg vers janvier et février. Cet épisode a une durée d'environ deux mois. Le Laboratoire national de santé (LNS) suit l'évolution de la grippe au Luxembourg moyennant son système de surveillance Sentinelle.

Cette saison-ci, la grippe a débuté au Luxembourg fin décembre 2016 et a atteint son pic en mi-janvier 2017. Le nombre de cas semble actuellement aller en diminution. En parallèle à cet épisode, on constate une augmentation du nombre de décès, toutes pathologies confondues.

L'Inspection sanitaire de la Direction de la santé suit le nombre hebdomadaire de décès et a constaté que ce nombre est passé, d'une moyenne hebdomadaire d'environ 80 décès, à environ 120 décès par semaine à la mi-janvier 2017. Ce phénomène est constaté tous les ans lors de l'épisode grippal. Le surplus de décès survient principalement auprès de personnes ayant des problèmes de santé graves et qui se trouvent en fin de vie. Les décès ne sont souvent pas directement dus à la grippe elle-même, mais sont la conséquence de l'infection virale aggravant les problèmes de santé préexistants. Souvent, l'on constate à la terminaison de l'épisode grippal un nombre hebdomadaire de décès inférieur à la moyenne. Cette mortalité plus élevée pendant l'épisode grippal, suivie d'une mortalité observée moindre à la fin de celui-ci, peut-être interprétée du fait que des personnes en fin de vie décèdent plus tôt que ce qui était initialement prévu par les médecins les suivant, en raison de la grippe. Nous ne sommes donc pas confrontés à une surmortalité proprement dite, mais plutôt à un décalage temporel de la mortalité.

Annexes:

Sentinelle grippe:

<http://www.lns.public.lu/statistiques/grippe/2016-2017/1704/>

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2700 (26.01.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **langue luxembourgeoise**:

Dans un article apparu dans le «Luxemburger Wort» en date du 1^{er} octobre 2016, le Ministre fait souligner que le Gouvernement envisage d'introduire une demande pour que le luxembourgeois soit reconnu comme l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne. Confirmé à l'émission «Invité vun der Redaktion» de RTL Radio du 5 octobre 2016, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale précise que le Gouvernement est en train d'analyser les conditions en vue d'une éventuelle reconnaissance du luxembourgeois au niveau de l'UE. Dans la mesure où cette proposition a déjà été évoquée dans le passé, le Ministre suggère que le «Fact finding misst relativ schnell gemaach sinn» et que le Gouvernement devrait par la suite se positionner.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Messieurs les Ministres, est-ce que le Gouvernement a entamé une analyse pour faire connaître les conditions et obligations en vue d'une éventuelle reconnaissance du luxembourgeois au niveau de l'UE?

- Est-ce qu'un avis juridique a été demandé?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées de l'analyse et de l'avis?

Réponse commune (14.03.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée concernant la désignation de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, nous pouvons vous communiquer les informations suivantes:

Le Gouvernement a suivi deux pistes qu'il a analysées:

- D'abord, la reconnaissance du luxembourgeois en tant que langue officielle de l'UE fondée sur le règlement européen n°1 de 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté économique européenne.

Une analyse juridique a conclu qu'effectivement une application de l'article 8 de ce règlement pouvait servir de base réglementaire pour appuyer une démarche politique au niveau du Conseil européen.

Cependant, pour qu'une telle initiative puisse aboutir, le Luxembourg se verrait dans l'obligation de justifier sa démarche. Dans ce contexte, l'avis juridique a conclu que «l'ambiguïté du statut constitutionnel du luxembourgeois dans le texte actuel de la Constitution» pourrait «donner lieu à des discussions sur le plan diplomatique».

Ainsi, une clarification du statut de la langue luxembourgeoise à travers une inscription dans la Constitution pourrait s'avérer nécessaire pour légitimer une éventuelle reconnaissance en tant que langue officielle de l'Union européenne.

Or, la réforme de la Constitution n'étant pas sur le point d'aboutir, le Gouvernement a décidé de ne pas poursuivre cette démarche.

- Dans le cadre de la Présidence européenne en 2005, le Gouvernement luxembourgeois s'était investi pour négocier l'option d'une éventuelle valorisation de la langue luxembourgeoise au niveau européen. Ainsi, les conclusions retenues par le Conseil des ministres prévoient la possibilité pour les États membres d'obtenir la reconnaissance d'une langue utilisée sur la totalité ou une partie d'un territoire national en négociant des «arrangements administratifs».

Considérant que cette piste a le bénéfice d'avoir été négociée pour le cas de figure du Luxembourg, d'être réalisable à court terme et réaliste quant à son aboutissement, le Gouvernement a décidé de prendre en compte cette deuxième possibilité.

Question 2701 (26.01.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **financement des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse**:

La décision du nouveau Président des États-Unis de couper les fonds aux organisations non

gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse toucherait, selon des estimations citées par la presse internationale, quelque 60 organisations au niveau mondial. Les pertes financières seraient d'environ neuf milliards de dollars.

La Ministre à la Coopération et au Développement néerlandaise vient d'annoncer aujourd'hui que les Pays-Bas envisagent la création d'un fonds international pour «compenser autant que possible le coût financier» de la décision du Président Trump pour les organisations non gouvernementales touchées. La Ministre a encore annoncé qu'elle prendra contact avec ses homologues pour lancer la collecte des fonds.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il l'intention de participer au financement de ce fonds?

Réponse (28.02.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Comme indiqué dans le communiqué officiel du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire du 30 janvier 2017, le Luxembourg apporte son soutien politique à l'initiative néerlandaise «She Decides - Global Fundraising Initiative» visant à garantir le financement des institutions multilatérales et des ONG dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive dans les pays en développement afin de pallier au moins partiellement aux conséquences négatives de la promulgation du décret présidentiel américain annonçant la suspension de la coopération des États-Unis avec les entités visées.

Avec la Belgique, la Suède et le Danemark, le Luxembourg a été parmi les premiers pays à annoncer leur soutien à l'initiative «She Decides» de la Ministre néerlandaise Lilianne Ploumen.

Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a ainsi l'intention de revoir à la hausse les contributions nationales aux agences des Nations Unies affectées, notamment l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population, qui gère notamment des programmes de santé maternelle et de fournitures pour des services de planning familial dans les pays en développement.

Lors de la conférence internationale «She Decides» à l'initiative des ministres néerlandais et belges en charge de la coopération qui aura lieu le 2 mars à Bruxelles, Romain Schneider donnera une première indication de l'envergure de la contribution financière en question.

Traditionnellement le Luxembourg soutient les efforts des acteurs de coopération au développement dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, que ce soit dans le cadre de l'agenda 2030 des Nations Unies pour un développement durable ou encore au sein des instances de l'Union européenne, notamment dans l'élaboration du «Plan d'Action Genre» de l'UE adopté le 26 octobre 2015 sous présidence luxembourgeoise et couvrant la période de 2016 à 2020.

Il convient également de rappeler dans ce contexte les stratégies «genre» et «santé» de la coopération luxembourgeoise, disponibles sur son site web et qui établissent les bases générales d'action en la matière.

Question 2702 (26.01.2017) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **développement de la filière avicole**:

Dans l'évolution ex ante du programme de développement rural 2014-2020 (PDR), le Luxembourg a indiqué à la Commission européenne qu'une des faiblesses de l'agriculture luxembourgeoise consistait dans le manque d'entreprises spécialisées dans l'emballage d'œufs ou l'abattage/découpe de volaille au Luxembourg. Le Ministère a également annoncé qu'une filière de production de volaille de qualité d'origine luxembourgeoise serait en cours de développement.

En effet, malgré la grande demande d'œufs et de volailles, cette filière ne semble toujours être qu'une production de niche au Luxembourg.

Afin de mieux connaître la situation du Grand-Duché dans ce domaine, j'aimerais poser les

questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement de la filière avicole au Grand-Duché depuis 2007 (nombre d'éleveurs, nombre d'animaux abattus par année, surfaces réservées aux volailles traditionnelles et certifiées, aux volailles labels, aux volailles bio, etc.)?

2. Comment le marché domestique des volailles en termes d'exportations et d'importations de poulets se présente-t-il? Quelles parts les producteurs étrangers occupent-ils sur notre marché domestique?

3. Dans le cadre de la loi agraire, existent-ils des aides spécifiques au développement de production de niche comme celle de la volaille?

4. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant le projet de lancement d'une filière de production de volaille de qualité d'origine luxembourgeoise?

5. Monsieur le Ministre peut-il également fournir des précisions sur la production d'œufs au Luxembourg?

Réponse (28.02.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. La filière avicole au Luxembourg comporte d'une part la production d'œufs et d'autre part la production de viande de poulet (volaille de l'espèce Gallus gallus) et de viande d'autres espèces de volaille (dinde, oie, canard,...). Toutefois ces dernières productions n'ont qu'un caractère marginal au Luxembourg.

Le cheptel de volaille est recensé chaque année au cours de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles (Statec et SER).

Pour les poules pondeuses, le cheptel a augmenté continuellement, passant de 64.000 en 2007 à 100.000 poules pondeuses en 2014 et stagne depuis lors (95.000 poules pondeuses en 2015). Le nombre d'exploitations détenant des poules pondeuses a diminué au cours de cette période et s'élève en 2015 à 361 exploitations. Une partie du cheptel de poules pondeuses est élevé en mode de production biologique (11.000 poules pondeuses en 2015).

Pour les poulets de chair, le cheptel est resté relativement stable au cours de cette même période. Il s'élève à 18.000 poulets de chair en 2015. Le nombre d'exploitations détenant des poulets de chair est faible mais stable. Il s'élève en 2015 à 48 exploitations. La majeure partie du cheptel de poulets de chair est élevé en mode de production biologique (15.000 poulets de chair en 2015).

ad 2. La production de viande de volaille (poulets de chair, poules pondeuses réformées et autre volaille) et d'œufs est calculée à partir des cheptels respectifs et des données de rendement au niveau des différentes productions.

Pour les œufs, la production s'élevait en 2015 à 1.952 tonnes d'œufs, les importations étaient de 3.079 tonnes et les exportations de 135 tonnes.

Pour la viande de volaille, la production calculée sur base du cheptel s'élevait en 2015 à 199 tonnes poids carcasse. Les importations de viande de volaille s'élevaient en 2015 à 13.097 tonnes et les exportations à 513 tonnes. Une très grande partie des volailles produites au Luxembourg est abattue dans les pays voisins, principalement en Belgique, vu l'absence d'abattoir spécialisé en volaille au Luxembourg, et revient ensuite au Luxembourg comme viande de volaille. De ce fait, le chiffre des importations de viande de volaille renferme également en partie de la volaille produite au Luxembourg mais abattue dans un pays voisin.

ad 3. Les aides aux investissements dans les exploitations agricoles suivant la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales sont prévues pour des biens immeubles et biens meubles. Le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 portant exécution des titres I et II de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales établit dans l'annexe II la liste des investissements éligibles aux aides. Les investissements dans les établissements d'aviculture sont des investissements éligibles aux aides.

L'exploitant agricole à titre principal qui remplit les critères de l'article 3 bénéficie d'une aide de 40 pour cent du coût calculé des investisse-

ments pour les biens immeubles. Ce taux de l'aide est majoré de 15 points de pourcentage pour les investissements réalisés par le jeune agriculteur dans le cadre de son activité agricole au cours des cinq premières années à compter de la date d'installation et avant qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans.

L'exploitant agricole à titre principal qui ne remplit pas les critères de l'article 3 et l'exploitant à titre accessoire bénéficie d'une aide de 25 pour cent du coût calculé des investissements pour les biens immeubles.

L'application du système des critères de sélection fait bénéficier de dix points les projets dans une production présentant un faible degré d'autoapprovisionnement, dont fait partie la production avicole. De cette manière, ces projets sont mieux classés et privilégiés lorsque la somme des aides prévisionnelles de tous les projets admis à la sélection dépasse l'enveloppe budgétaire.

ad 4. Maintes difficultés (acquisition des autorisations requises, oppositions formelles de la part d'initiatives de citoyens, besoin de révision du plan d'aménagement général d'une commune concernée en lien avec l'affaire traitée devant la Cour administrative) ont en effet considérablement retardé, voire même remis en question le lancement du projet de construction de cinq fois deux étables à 6.500 poulets dont l'objectif est la mise en place d'une filière nationale de production de poulets de chair de qualité.

Parmi les cinq exploitations ayant initialement entrepris des démarches d'autorisations de construction, deux exploitations ont abandonné le projet de construction de poulaillers suite aux difficultés rencontrées et le risque de conflit potentiel avec les citoyens. À noter que les initiateurs du projet n'ont cessé d'engager des efforts dans la communication et la sensibilisation des représentants des administrations communales et «Biergerinitiativ». Ils ont également déployé des efforts pour la recherche de nouvelles exploitations agricoles potentiellement intéressées à la participation à une telle filière.

Malgré toutes ces difficultés, il s'y réinstalle, parmi les acteurs concernés, un certain optimisme concernant la réussite finale du projet. Ainsi, ils préconisent de lancer dorénavant le projet avec les trois exploitations restantes: un déphasage des productions sur les étables restantes permettrait en effet d'assurer une certaine régularité dans l'approvisionnement de certaines filières du supermarché concerné.

En même temps, les acteurs continuent leur quête pour de nouvelles exploitations prêtes à s'engager dans cette démarche à fort potentiel afin de combler les déficits de production et d'assurer un approvisionnement régulier en poulets de chair de qualité. Ainsi, la faisabilité d'une extension du projet auprès d'une à deux nouvelles exploitations potentiellement intéressées est en cours d'analyse.

ad 5. À l'heure actuelle, huit exploitations détiennent des poules pondeuses avec un cheptel supérieur à 1.000 poules (seules les exploitations détenant un cheptel supérieur à 1.000 poules pondeuses sont reprises dans les statistiques). La taille des exploitations varie de 1.000 à 48.000. Le cheptel moyen par exploitation est de 12.500 poules. L'effectif national des poules pondeuses s'élève à 100.430. Parmi les huit exploitations, cinq exploitations opèrent suivant le mode de production conventionnelle (91.200 poules pondeuses) et trois exploitations suivant le mode biologique (9.230 poules pondeuses). Deux nouvelles exploitations biologiques (5.000 poules pondeuses) sont en train de mettre en place des projets de construction.

Les œufs biologiques sont collectés, triés et distribués par une société spécialisée. La même société introduit aussi des œufs biologiques à partir d'autres États membres pour satisfaire à la demande croissante en œufs biologiques.

Concernant le mode de production conventionnelle, trois exploitations s'occupent du triage, de la distribution et de la vente des œufs. Une exploitation agricole produit de l'œuf liquide. Cette entreprise est aussi certifiée en production biologique.

Question 2703 (26.01.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **consommation de cannabis**:

Dans un communiqué, le Ministère de la Santé avertit contre les risques sanitaires accrus liés à la consommation d'herbe de cannabis contenant des cannabinoïdes synthétiques. Ces cannabinoïdes synthétiques sont plus puissants que les cannabinoïdes naturels et peuvent in-

duire des symptômes tels que nausée, crampes, vomissement ou perte de conscience. À l'étranger, plusieurs décès ont déjà été rapportés suite à l'usage de cannabinoïdes synthétiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, est-ce que des personnes présentant les symptômes décrits ci-dessus ont déjà été hospitalisées au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

Réponse (08.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

Sur le plan national, aucun cas d'hospitalisation causée de façon documentée par la consommation de cannabinoïdes synthétiques n'a été rapporté à mes services à ce jour.

Pour ce qui est du cas à l'origine du communiqué de presse, cité par l'honorable Parlementaire, il s'agit d'une personne qui avait consommé de l'herbe de cannabis, acquise au Grand-Duché de Luxembourg et qui, suite à son usage, a rapporté les symptômes en question auprès d'un service de consultation spécialisée en matière de drogues et d'addictions. L'analyse d'un échantillon du produit consommé a ensuite permis de détecter la présence de cannabinoïdes synthétiques.

Question 2704 (27.01.2017) de **MM. Edy Mertens, Gusty Graas et Alexander Krieps** (DP) concernant l'**application mobile pour l'assurance maladie**:

En 2013 l'assurance maladie française a mis à disposition de ses assurés une application mobile qui permet de suivre et de gérer leurs comptes personnels, et ceci depuis leurs smartphones ou tablettes.

En effet, cette application offre, entre autres fonctionnalités, la possibilité de consulter le détail des remboursements des frais de santé, de vérifier la bonne transmission de certaines informations ou de télécharger des attestations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette application?

- Sous réserve du respect des normes relatives à la protection des données, est-ce qu'une telle application serait envisageable au Luxembourg?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre serait-il disposé à lancer une étude de faisabilité?

Réponse (28.02.2017) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il est prévu qu'à partir d'avril 2017, le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) va mettre en place pour compte des caisses de maladie (Caisse nationale de santé, Caisse de maladie des fonctionnaires, Caisse de maladie des employés publics et communaux et Entraide médicale des CFL) les fonctionnalités et démarches électroniques suivantes pour les assurés affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise:

- consultation sur écran des sources authentiques, notamment les données personnelles de l'assuré concernant l'affiliation et les coordonnées bancaires;

- demande de certificat provisoire de remplacement de la carte de sécurité sociale/carte européenne d'assurance maladie;

- demande d'attestation de droit aux prestations en nature nécessaire lors d'un séjour temporaire;

- demande de certificat de coassurance;

- demande de changement du compte bancaire/postal auprès d'une caisse de maladie.

Les certificats et attestations sont établis à la demande de l'assuré. Les démarches s'appuient sur les sources authentiques pour le préremplissage du formulaire de demande électronique. Toute démarche et consultation pourra être réalisée par l'assuré sur la plateforme «myGuichet.lu» permettant une authentification forte.

À cela s'ajoute un module «e-delivery» qui, sur demande du citoyen, permet de remplacer le courrier postal par un dépôt électronique dans l'espace «myGuichet.lu» du citoyen. Le choix pour le dépôt électronique est réversible et se fait, comme la consultation et l'impression des documents, à travers la plateforme «myGuichet.lu». Un premier type de document déposé sera le «détail de remboursement». D'autres dépôts de documents suivront au fur et à mesure.

Le CCSS s'est aligné sur la stratégie de l'État (CTIE) et publiera tous les services en ligne par «myGuichet.lu». À cet effet, il est important de noter que la plateforme «myGuichet.lu» n'est, à l'heure actuelle, pas prête pour des accès en mode authentification forte par appareils mobiles (smartphones ou tablettes). D'après mes informations, ce problème sera résolu par le CTIE au plus tôt pour fin 2017, début 2018 et sera limité à des authentifications fortes du type «Token».

Question 2705 (27.01.2017) de **M. Lex Delles** (DP) concernant les **perturbations sur la ligne 10 du réseau national des chemins de fer**:

Ces derniers mois, la ligne 10 du réseau national des chemins de fer (Luxembourg-Mersch-Ettelbruck-Diekirch-Wiltz-Troisvierges-Gouvy) connaît de fréquentes perturbations. Les utilisateurs ont été informés qu'une panne technique au niveau de Dommeldange était à l'origine des retards respectifs. Étant donné que cette ligne est empruntée par de nombreux élèves afin de se rendre dans les établissements scolaires situés aux environs de la gare de Mersch, les perturbations risquent de déranger le déroulement des cours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite? Peut-il m'informer quant au nombre de perturbations sur la ligne 10 ces derniers mois?

- Existe-t-il un défaut particulier causant des retards?

- Le cas échéant, des travaux de maintenance sont-ils prévus pour remédier à la situation et pour garantir un service fiable aux utilisateurs?

Réponse (17.03.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au niveau de la gare de Dommeldange, onze dérangements avec conséquences opérationnelles ont été notés entre novembre 2016 et janvier 2017. Ces onze dérangements peuvent être regroupés comme suit:

- six dérangements ont été provoqués par le fait de tiers: endommagement du bras de barrière du passage à niveau par un camion à trois reprises, dégât causé au pont de Clausen par une bétonneuse, personnes sur les voies et problèmes de signalisation routière au passage à niveau;

- quatre dérangements sont liés à un dérangement technique au niveau de l'infrastructure et

- un dérangement est lié à un train en détresse.

Pour l'ensemble de la Ligne du Nord, 28 dérangements d'ordre technique en novembre 2016, 21 en décembre 2016 et 24 en janvier 2017 ont été enregistrés. Parmi ces dérangements, 19 concernent des passages à niveau. En date du 5 décembre 2016, un enchaînement de perturbations techniques sur les installations et le matériel roulant a eu des répercussions importantes sur les retards et suppressions de trains sur la Ligne du Nord.

À ces incidents propres à la Ligne du Nord s'ajoutent ceux sur les autres lignes ayant des répercussions sur la Ligne du Nord. La gare de Luxembourg constitue en effet le nœud ferroviaire le plus important du réseau ferré national de sorte que des retards y générés sont susceptibles de se profiler sur toutes les lignes. La ponctualité des trains de voyageurs s'en ressent également. Le taux de ponctualité a chuté de 3% entre la période de janvier à octobre 2016 et la période de novembre 2016 à janvier 2017.

Comme le montrent les exemples ci-dessus, il n'existe pas de défauts particuliers et répétitifs pouvant expliquer les perturbations. Les causes des incidents sont d'origines diverses. On peut toutefois noter comme dénominateur commun pour les dérangements aux infrastructures une utilisation plus intense de l'infrastructure. En outre, il est précisé que le nombre de clients du rail a augmenté de 50% durant la dernière décennie pour atteindre quelque 22,5 millions de voyageurs transportés en 2016. Cette croissance, en corrélation directe avec une augmentation de l'offre, conduit à une saturation progressive du réseau ferré national. Les chantiers importants en cours à proximité de la gare de Luxembourg, plus particulièrement la construction des deux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald, entraînent une diminution temporaire de la capacité du réseau et de la robustesse des horaires. Par ailleurs, l'augmentation de la fréquence des incidents en pé-



riode hivernale peut s'expliquer par les conditions météorologiques.

De nombreuses actions sont entreprises pour tenter de diminuer au maximum le nombre de perturbations déplorées:

- Tout d'abord, pour remédier aux incidents aux passages à niveau, dont les causes sont essentiellement liées à un comportement non sécuritaire de tierces personnes, des campagnes de sensibilisation s'adressant aux usagers de la route et aux piétons sont menées régulièrement par le service Sécurité des CFL sous forme de dépliants, de communiqués de presse, de distributions de brochures et d'actions «coup de poing» en collaboration avec la Police grand-ducale. Des actions de sensibilisation sont également menées dans les écoles fondamentales et les lycées.

- Outre les campagnes de sensibilisation, un programme de suppression de passages à niveau est en train d'être réalisé. Ainsi par exemple, les suppressions des passages à niveau n°13 à Dommeldange et n°17 à Walferdange sont prévues pour la fin de cette décennie.

- En 2016, les CFL ont entamé une étude avec le bureau suisse SMA, spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation. Cette étude tient compte de la saturation actuelle du réseau, tout en analysant les causes des retards actuels des trains, et propose un nouveau concept horaire 2018. Les objectifs de ce nouvel horaire, qui entrera en vigueur le 10 décembre 2017, sont d'un côté de contrecarrer les retards actuels des trains et de l'autre côté d'intégrer les dessertes des futurs arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald, ce qui engendrera des modifications par rapport au schéma de desserte actuel.

- Ensuite, les postes directeurs de la Ligne du Nord vont être entièrement renouvelés dans les prochaines années. Les travaux débiteront dès 2019 par les postes directeurs de la partie Sud. Il est prévu que toute la ligne soit renouvelée à l'horizon 2022-2023. Les installations de signalisation des nouveaux postes directeurs reposent sur une technologie moins sensible aux intempéries, ce qui devrait permettre de réduire sensiblement le nombre de dérangements aux installations d'infrastructure.

- Enfin, des travaux de renouvellement des voies ont déjà eu lieu et se prolongeront, tronçon par tronçon, durant les prochaines années. Le renouvellement de huit appareils de voie en gare de Lorentzweiler et trois en gare de Goeblsmühle est prévu pour l'année 2017. En 2018, des travaux liés à la voie sont prévus à Mersch et à Lorentzweiler.

- Quant aux perturbations causées par des problèmes techniques aux engins moteurs, elles font l'objet d'un suivi hebdomadaire et sont assorties de plans d'actions rigoureusement suivis. Pour augmenter la disponibilité du matériel roulant, les CFL ont mis en place un nouvel atelier central et des séances de travail supplémentaires durant la nuit et les week-ends.

Question 2706 (27.01.2017) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **blocage de virements en relation avec Cuba:**

Il me revient que certaines banques luxembourgeoises bloqueraient des virements effectués par des organisations humanitaires au motif d'appliquer la régulation bancaire dans le cadre de l'embargo américain contre Cuba. Même de simples versements de cotisations de la part de membres de ces organisations seraient refusés.

Récemment, une organisation non gouvernementale reconnue et cofinancée par l'État, œuvrant pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants à Cuba, s'est ainsi vu refuser un virement qui constituait une contribution pour venir en aide aux localités dévastées par l'ouragan Matthew en octobre 2016, vers le compte d'une banque en Belgique.

Cette pratique de blocages aurait, d'après mes informations, débuté il y a quelques années seulement, alors que l'embargo américain, évoqué par les banques pour justifier ces blocages, est en place depuis le début des années 1960.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances a-t-il connaissance de tels refus de virement en relation avec Cuba par des banques luxembourgeoises? Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas similaires concernant des organisations humanitaires œuvrant pour le bien d'autres pays que Cuba?

- Si oui, quelle est la base légale invoquée pour

justifier ces blocages? Monsieur le Ministre est-il d'avis que la législation invoquée est appliquée correctement par les banques?

- De l'avis de Monsieur le Ministre, faudrait-il revoir la régulation bancaire actuelle de manière à éviter de tels incidents?

Réponse (24.02.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Il convient, d'emblée, d'indiquer que les établissements bancaires au Luxembourg sont tenus à respecter les sanctions financières décidées, notamment, par l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies. Quant aux régimes de sanctions financières décidés par des pays tiers et aux obligations éventuelles qui en découleraient pour les établissements bancaires au Luxembourg, il s'agit de procéder à un examen au cas par cas en tenant compte de tous les éléments des dossiers respectifs.

Partant, sous réserve de plus amples informations sur la base légale ou procédure exacte évoquée dans le cas en question, il nous est impossible de nous prononcer sur les motifs du refus de procéder à la transaction invoquée.

D'une manière générale, il est utile de rappeler que la CSSF est compétente pour recevoir les réclamations des clients des professionnels soumis à sa surveillance et pour intervenir en tant qu'intermédiaire auprès de ceux-ci afin de chercher à régler ces réclamations à l'amiable.

Question 2707 (27.01.2017) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant l'accès aux **tables à langer dans les locaux sanitaires publics:**

La chute d'une table pendant le changement de langes est une des premières causes d'accident pendant la 1^{re} année de la vie d'un bébé.

La norme européenne définit les exigences de sécurité applicables aux tables à langer. Il s'agit notamment de la stabilité d'ensemble de la table à langer soumise à une charge, de l'efficacité des protections latérales pour limiter le risque de chute et de l'absence d'espace ou de pièce mobile présentant un risque de coincement des doigts, etc.

La plupart du temps, les espaces bébé dans les toilettes publiques se trouvent dans les toilettes femmes ce qui présuppose que l'hygiène et le bien-être des enfants est une affaire strictement féminine.

Ainsi, les pères doivent pousser la porte des toilettes femmes pour changer la couche de leurs petits.

L'idéal serait, dans les lieux publics, une vraie zone de change distincte des toilettes femmes ou hommes.

Aux États-Unis, la proposition de loi dite «BABIES Act» (pour «Bathrooms Accessible in Every Situation», pour «toilettes accessibles dans toutes les situations») a été votée à l'unanimité et signée par le président Barack Obama le 7 octobre 2016.

Une solution intermédiaire serait que les toilettes réservées aux personnes à mobilité réduite soient également accessibles aux personnes ayant un bébé en charge et contiennent une table à langer.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-il actuellement prévu que les locaux sanitaires ouverts au public doivent offrir la possibilité de changer un bébé en toute sécurité?
2. Est-il envisagé de prévoir dans le cadre de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public ou dans le règlement grand-ducal d'application ou dans un autre texte que dans les locaux sanitaires il soit obligatoire de prévoir l'accès à une table à langer à la fois pour les hommes et pour les femmes?
3. Est-il prévu de faire une campagne de contrôle ou de sensibilisation sur les normes applicables aux tables à langer actuellement disponibles dans les lieux accessibles au public?
4. Existe-t-il des normes légales contraignantes à respecter, sinon des recommandations à suivre en la matière lors de la construction, du réaménagement ou de la rénovation de bâtiments, publics ou privés?

Réponse commune (28.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de*

la Famille et de l'Intégration, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les politiques en matière d'égalité du Gouvernement tendent à une répartition équilibrée entre hommes et femmes des responsabilités dans tous les domaines de la vie.

Les efforts constamment déployés afin d'augmenter le taux d'emploi féminin respectivement afin d'accroître la présence de femmes dans la prise de décision économique et politique vont de pair avec une redistribution des tâches familiales au sens large.

Dans une société moderne, la thématique de la conciliation entre travail et vie familiale ne doit pas se limiter pas aux seules femmes: hommes et femmes doivent se sentir concernés par les questions de garde d'enfants, de soins de personnes dépendantes et de tâches ménagères.

Les initiatives récentes du Gouvernement comme la réforme du congé parental et la Conférence internationale sur le rôle des hommes dans les activités de soin des 17 et 18 octobre 2016 s'inscrivent dans ce contexte.

Le «Design for all» est une stratégie qui a pour objet la création d'environnements accessibles et de produits utilisables par tous sans distinction d'âge, de taille, de sexe ou d'aptitude et donc aussi par les personnes handicapées et les personnes vieillissantes.

Ainsi, le programme gouvernemental de 2013 prévoit «qu'il y a lieu d'encourager la création et l'offre de biens et services qui s'inspirent des principes du „Design for all“». La brochure publiée en janvier 2017 par le Ministère de la Famille et intitulée «Design for all: habitation adaptable, accessibilité durable» est un exemple récent d'une action du Gouvernement ayant pour objet la création de biens accessibles à toute la population.

La législation relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public est actuellement en cours de révision. Le fil rouge de cet avant-projet de loi est le respect des principes du «Design for all». Il est notamment prévu que le champ d'application de la loi de 2001 sera largement étendu, entre autres à de nombreux lieux privés ouverts au public et à certains types de logement.

À noter que cet avant-projet de loi n'a pourtant pas pour objet de prévoir des normes réglementant la présence obligatoire de tables à langer dans les locaux sanitaires ouverts au public. Par contre, il prévoit que les éléments présents dans les locaux sanitaires devront pouvoir être utilisés par tous.

En ce qui concerne les locaux sanitaires publics gérés par l'Administration des bâtiments publics, force est de constater que jusqu'à ce jour il n'existe pas de directive respectivement de recommandations quant à la possibilité de changer un bébé en toute sécurité. Toutefois, les locaux disponibles peuvent être adaptés à la demande de l'utilisateur.

Question 2708 (30.01.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **associations professionnelles de l'Inspection du travail et des mines (ITM):**

Le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association. Ces associations professionnelles ont alors pour but la défense des intérêts professionnels du sous-groupe de traitement pour lequel elles sont représentatives et au nom duquel elles agissent. En cas de pluralité d'associations dans une même administration, leurs comités respectifs formeront la représentation du personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'associations professionnelles agréées l'ITM compte-t-elle actuellement? Lesquelles?
- Le nombre d'associations professionnelles a-t-il évolué depuis 2013? Combien de personnes sont actuellement membres de ces associations?
- Alors que l'article 36 de la loi modifiée fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «Aucun fonctionnaire ne peut être empêché d'accepter un mandat au sein de la représentation du personnel, ni être restreint dans sa liberté d'y exercer sa mission, ni être lésé dans ses droits statutaires pour ces motifs.», Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les associations professionnelles de l'ITM ne sont soumises à aucune restriction ou lésion de ce type?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Actuellement, l'Inspection du travail et des mines compte deux associations professionnelles, constituées sous forme d'a.s.b.l. Il s'agit de l'association «AITI-Association des ingénieurs techniciens de l'ITM» et de l'association «AITIT-Association des inspecteurs du travail de l'ITM».

La situation concernant le nombre des associations professionnelles n'a pas évolué depuis l'année 2013, mais le nombre de membres respectifs de ces associations n'est pas connu par la direction.

À noter qu'à aucun moment, la direction de l'Inspection du travail et des mines ne s'est opposée à ce qu'un membre de son personnel puisse adhérer à une association professionnelle existante.

Par ailleurs, je n'ai pas connaissance qu'un membre du personnel de l'Inspection du travail et des mines ait été restreint dans sa liberté en vue de pouvoir exercer sa mission au sein de la représentation du personnel.

Question 2709 (30.01.2017) de **M. Edy Mertens** (DP) concernant le **service d'aide médicale urgente au nord du pays:**

En réponse à la question parlementaire n°2274, les Ministres ont annoncé vouloir améliorer la couverture du Grand-Duché en services d'aide médicale urgente (SAMU). En effet, le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) devrait garantir des délais d'intervention plus courts, notamment par la possibilité du futur CGDIS de prévoir l'installation de services SAMU au-delà des établissements hospitaliers.

Ceci serait d'autant plus important pour les personnes habitant dans les régions rurales, plus particulièrement dans le nord du pays. En effet, l'unique antenne mobile du «SAMU Nord» est souvent occupée ou le recours à l'hélicoptère n'est pas possible lors d'une intervention de secours nocturne.

Dans ce contexte et en attendant que la base légale pour la création du futur CGDIS soit créée, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- En cas d'urgence médicale, les Ministres peuvent-ils m'informer quelles sont les démarches suivies par le central des secours d'urgence si l'unique antenne mobile du «SAMU Nord» est occupée?

- Dans ces situations, est-ce que des médecins en exercice libéral de la région sont alertés pour intervenir?

- Les Ministres ne jugent-ils pas opportun de mettre en place un système qui recourt, dans ces situations précises, systématiquement aux médecins habitant à proximité du lieu d'urgence, sous condition que ceux-ci aient préalablement manifesté leur volonté de participer à de telles interventions de secours?

Réponse commune (03.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

Actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de trois antennes mobiles du SAMU, stationnées respectivement à Luxembourgville, à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. De façon générale, en cas d'indisponibilité d'une de ces antennes, le Central des secours d'urgence CSU-112 alerte une des deux autres antennes. Ainsi, à titre d'exemple, lorsque l'antenne mobile du «SAMU Nord» est occupée, le CSU-112 a la possibilité d'alerter l'antenne mobile du «SAMU Luxembourg», qui pourra par la suite intervenir sur une deuxième intervention dans le nord du pays. Le moyen de transport est soit par la voie aérienne soit par la voie terrestre, et ceci en relation avec la décision du médecin et selon les conditions météorologiques.

À ce stade, il n'est pas prévu que les médecins en activité libérale de la région respective participent aux interventions du type SAMU. Cependant, certains médecins concourent au service «First Responder», organisé au niveau d'une cinquantaine de corps de sapeurs-pompier communaux. Le service «First Responder» est alerté en complément du service ambulancier de la Protection civile et du SAMU.



Question 2710 (30.01.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **fonctionnement de l'Inspection du travail et des mines:**

Dans son rapport annuel 2015, l'ITM note que «prochainement l'ITM devra faire face à un nombre subséquent de départs en retraite, ce qui aura pour conséquence qu'un nombre important d'agents, à savoir 36 devront être recrutés à brève échéance». Les auteurs du rapport observent en même temps que cette problématique de la pyramide des âges du personnel est le fruit d'une politique de gestion désastreuse des dernières années. Pour l'année 2015, le bilan des départs et arrivées chez l'ITM affiche une diminution des effectifs de huit personnes.

À part la situation désastreuse en termes de ressources humaines de l'ITM, il se trouve que d'autres facteurs influent sur l'exécution des missions lui dévolues par la loi. En effet, pour remplir ses missions de manière convenable, l'ITM doit beaucoup à une bonne collaboration avec d'autres organismes et services gouvernementaux s'intéressant aussi à la sécurité et la santé sur le lieu du travail.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration entre l'ITM et les unités de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises piétine?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il améliorer cette collaboration?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'actions communes entreprises par l'ITM ensemble avec la Police grand-ducale respectivement avec l'Administration des douanes et accises au cours de l'année 2016?

- Le nombre d'actions communes est-il en diminution par rapport aux années précédentes?

- Quels ont été les constats dressés par l'ITM en rapport avec les actions menées en 2015 et 2016?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par le passé, la collaboration entre l'Inspection du travail et des mines (ITM) et les unités de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitait principalement aux opérations «coup de poing».

À noter que lors de ces opérations «coup de poing», les interventions des membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitaient principalement, sinon exclusivement, à des activités de contrôle de confinement du chantier concerné.

Depuis le début de l'année 2015, l'ITM a adopté un autre modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres organismes et services gouvernementaux.

Au début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés, qui a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspecteurat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1^{er} août 2016.

Le nombre total de contrôles réalisés en 2016 ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 285 contrôles d'entreprises étrangères. Par suite de différents contrôles effectués, 148 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 96 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 52 amendes administratives pour un montant total de 219.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites endéans le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 28 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions endéans un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement d'un montant total de 49.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 24 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

À noter également que la notification d'amendes administratives en matière de détachement a été mise en œuvre pour la première fois au cours de l'année 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de concrétiser la coopération avec l'Administration des douanes et accises par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de cette année.

En outre, la loi portant notamment transposition de la directive de renforcement en matière de détachement renforcera considérablement les moyens de contrôle et de sanction des autorités de contrôle, à savoir les agents de l'Administration des douanes et accises, les officiers et agents de la Police grand-ducale et les membres de l'ITM.

Par ailleurs, dans le cadre de ses contrôles réguliers en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

Inversement et conformément à l'article L.572-4 du Code du travail, les rapports relatifs à des infractions en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sont à adresser par les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises à l'ITM en vue d'infliger une amende administrative de 2.500 euros par ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier à l'encontre de l'employeur ayant embauché un tel salarié ainsi qu'en vue de la régularisation de la situation du salarié en ce qui concerne ses salaires, ses cotisations sociales et ses impôts.

Actuellement, les actions communes entre l'ITM, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ont donc pour effet de générer des résultats concrets en matière de prévention et de contrôles, mais également en matière de sanctions à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les dispositions légales relevant du champ de compétences des différentes administrations concernées.

Par conséquent, l'ITM collabore et coopère étroitement avec l'Administration des douanes et accises et la Police grand-ducale, mais également avec d'autres institutions telles que notamment l'Association d'assurance accidents, la Direction de la santé, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration de l'enregistrement, le parquet et l'Administration des contributions directes dans le but d'une mise en place d'une politique commune de contrôle et de prévention en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail. Il est envisagé, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, de créer une plate-forme réunissant ces administrations pour mieux coordonner la lutte contre toute pratique de dumping social et de travail non déclaré.

Question 2711 (30.01.2017) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Aدهم** (CSV) concernant la **restructuration des commissariats de proximité:**

Le week-end dernier une mère se trouvant chez elle avec ses deux petits enfants a été attaquée par deux cambrioleurs dans sa maison à Hesperange. Au cours de l'interpellation au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg du 19 janvier 2017, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a précisé qu'une restructuration des commissariats de proximité dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale devrait engendrer plus de présence de la police sur le terrain et un meilleur service dans l'intérêt des citoyens.

Sachant que le commissariat de proximité d'Hesperange a dû être temporairement fermé à plusieurs reprises faute d'un manque de personnel, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale est-il prévu de doter le commissariat de police d'Hesperange de personnel supplémentaire?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'assurer une présence policière sur le territoire de la commune d'Hesperange de 08h00 à 22h00?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer, le cas échéant, s'il envisage d'assurer une permanence dans le commissariat avec au moins deux policiers et des patrouilles sur le terrain, et ceci le matin et le soir, afin de garantir une présence sécuritaire et préventive et d'accroître la rapidité d'intervention?

Réponse (24.02.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le commissariat de proximité d'Hesperange, qui fait actuellement partie de la circonscription régionale de Luxembourg, fonctionne du lundi au vendredi de 08.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 18.00 heures et, en cas de manifestations sportives, culturelles ou autres, également le week-end. Les interventions et les urgences sur le territoire de la commune d'Hesperange sont assurées par le centre d'intervention de Luxembourg qui fonctionne 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Le commissariat de proximité d'Hesperange et le centre d'intervention de Luxembourg travaillent ainsi de manière complémentaire.

Dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale, la police a proposé un certain nombre de mesures destinées à adapter les structures de façon à améliorer la qualité du service offert au citoyen et de rendre la présence policière plus efficace. Parmi ces mesures figure un nouveau concept de commissariats qui fonctionnent à deux roulements, du lundi au vendredi de 07.00 à 21.00 heures.

Ces commissariats sont créés par le regroupement de commissariats sur base d'une analyse objective fondée sur la charge de travail, la criminalité, la présence sur le terrain, la densité de la population, la superficie, les infrastructures existantes, le rayon d'action et un service équitable pour tous les citoyens.

Sur base de cette analyse, il n'est prévu à l'heure actuelle de renforcer l'effectif du commissariat d'Hesperange ou de le regrouper avec un autre commissariat. Il est envisagé, à moyen terme et en fonction des ressources disponibles qui, échet-il de rappeler, sont affectées en priorité en des lieux plus sensibles, de faire fonctionner le commissariat d'Hesperange à deux roulements. Par ailleurs, la création d'une région de police Luxembourg-capital, qui ne sera compétente que pour les communes de Luxembourg et d'Hesperange, aura directement pour effet d'augmenter le nombre de patrouilles disponibles sur le territoire de la commune d'Hesperange.

Je tiens finalement à préciser que les faits auxquels font référence les honorables Députés ont été déclarés à la police par la victime à 00.15 heures. Dès lors, même si le commissariat d'Hesperange fonctionnait à deux roulements, l'intervention aurait été prise en charge par le centre d'intervention de Luxembourg.

Question 2712 (30.01.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (DP) concernant la **population réelle des communes:**

Selon l'article 5ter de la loi communale, «lorsque le dernier recensement de la population prévu à l'article 4bis est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires, le nombre des conseillers communaux attribués à chaque commune est fixé eu égard à la population réelle de chaque commune au 31 décembre de l'année précédant les élections communales».

D'après nos informations, les renseignements relatifs à la population réelle ont été fournis par les communes. Il nous a été rapporté que le Ministère de l'Intérieur dispose de chiffres différents des renseignements fournis par quelques communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'il existe des incertitudes concernant la population réelle de certaines communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la procédure qui est appliquée dans un tel cas?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les chiffres dont il dispose relatifs à la population réelle des communes au 31 décembre 2016?

- Sachant qu'un nombre de communes fusionnées profite d'une période transitoire relative

au mode d'élection et/ou au nombre de conseillers communaux à élire, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si un ou plusieurs conseils communaux concernés ont décidé de renoncer à cette période transitoire et de revenir au système ordinaire tel qu'il est prévu par la loi communale et la loi électorale?

Réponse (14.02.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet de la population réelle des communes dans le contexte de la fixation du nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune en amont des élections communales ordinaires, il échet en effet de citer l'article 5ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 qui dispose que la fixation du nombre des conseillers communaux attribués à chaque commune est faite par règlement grand-ducal, eu égard au résultat des recensements de la population du Grand-Duché de Luxembourg effectués tous les dix ans en application de l'article 4bis de la même loi.

Lorsque le dernier recensement de la population est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires, le nombre des conseillers attribués à chaque commune est fixé eu égard à la population réelle de chaque commune au 31 décembre de l'année précédant les élections communales. Le dernier recensement général de la population du Grand-Duché de Luxembourg datant de février 2011, ce recensement ne saurait entrer en ligne de compte pour la fixation du nombre des conseillers communaux à élire dans chaque commune lors des élections d'octobre prochain du fait qu'il est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires.

Sauf dispositions spéciales prévues par des lois portant fusion de communes, est donc pris en considération le nombre réel d'habitants des communes au 31 décembre 2016 pour déterminer le nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune à l'occasion des élections communales d'octobre 2017. Il s'agit du nombre d'habitants inscrits sur les registres communaux des personnes physiques qui existent depuis le 1^{er} avril 2016.

Aussi, pour mieux illustrer la question, il convient de rappeler les travaux législatifs ayant abouti à la mise en place des registres national et communal des personnes physiques.

Ainsi, la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoyait initialement la mise en place du Registre national des personnes physiques (RNPP) au 1^{er} juillet 2013 et celle des Registres communaux des personnes physiques (RCPP) au 1^{er} juillet 2014. Le Gouvernement a cependant dû reporter la mise en place des RCPP au 1^{er} avril 2016 comme la loi initialement votée en juin 2013 contenait des imperfections qui auraient conduit à d'innombrables radiations automatiques dans les registres communaux de toute personne inscrite sur un registre d'attente qui n'aurait pas fourni les pièces justificatives demandées endéans un an, ce qui aurait engendré notamment des problèmes administratifs pour les nombreux citoyens concernés.

Il est également utile de rappeler dans ce contexte que le RNPP a repris les données figurant auparavant dans le répertoire général, qui était basé sur une loi datant du 30 mars 1979, et que les RCPP ont repris les données figurant auparavant dans les registres de la population des communes, basés sur des règlements communaux qui pouvaient différer d'une commune à une autre.

Avant la date précitée du 1^{er} avril 2016, les registres au niveau communal et national étaient mis à jour sans lien automatique entre eux, c'est-à-dire les données étaient enregistrées indépendamment et de façon manuelle («double saisie») dans chaque registre.

Étant donné que depuis le 1^{er} avril 2016, le RNPP et les RCPP sont synchronisés en temps réel, augmentant considérablement la qualité des données, il incombe de veiller à ce que les données sur les deux registres fussent largement identiques. Dans cette optique, des travaux de contrôle avaient été réalisés en collaboration avec le SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique), le CTIE (Centre de technologies de l'information de l'État) et le secteur communal dès le début de l'année 2015.

Par ailleurs, les communes avaient été informées de la nécessité de ce travail de validation d'adresses informatives lors de réunions d'information en mars 2016, en amont de l'introduction des RCPP, respectivement par les circulaires ministérielles n°3360 du 29 mars 2016 et n°3426 du 7 novembre 2016.

Ces importants travaux de vérification à effectuer par les agents des bureaux de la population communaux avaient pour objet de diminuer les différences entre le RNPP et les RCPP et ont permis un large rapprochement des données. En effet, le nombre de 46.000 adresses à valeur simplement informative fin 2015 a pu être réduit à 4.780 au 1^{er} février 2017, ce qui correspond donc à un écart de moins d'un pour cent de la population du pays. Alors que maintes communes ont doublé leurs efforts pour procéder au toilettage des registres, il faut se rendre à l'évidence qu'une commune totalise à elle seule 1.714 adresses à valeur simplement informative au 1^{er} février 2017. Grâce cependant au travail méticuleux des communes en général, les écarts devraient être prochainement réduits au minimum.

Toujours est-il, selon les dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, que toutes les personnes inscrites sur le registre communal sont prises en compte lors du recensement de la population à faire en exécution de l'article 5ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et pour toute fixation du chiffre de la population. Le nombre des conseillers communaux est donc fixé tant sur les chiffres fournis par les différentes communes relatifs au nombre d'habitants inscrits sur les registres communaux au 31 décembre 2016 et certifiés exacts par les collèges des bourgmestre et échevins respectifs que sur les lois portant fusion des communes ayant une incidence sur la fixation du nombre des conseillers communaux dans le contexte des prochaines élections communales.

Je me permets d'ailleurs d'informer les honorables Députés que le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 10 février 2017, a marqué son accord avec le projet de règlement grand-ducal portant fixation du nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune en vue des élections communales du 8 octobre 2017. Les chiffres afférents sont annexés à la présente.

Parmi les communes fusionnées et conformément à l'article 13, alinéas 1^{er} et 3 de la loi modifiée du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen, le conseil communal de la commune de Clervaux a décidé, par une délibération du 20 juillet 2015, de réduire la période transitoire de deux mandats du conseil communal à un seul mandat. Cette décision a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 14 décembre 2015. Partant, le nombre des conseillers communaux pour la commune de Clervaux est désormais basé sur les dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 relatives à la fixation du nombre des conseillers communaux. Les prochaines élections communales dans la commune de Clervaux se dérouleront dès lors selon le droit commun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2714 (30.01.2017) de M. Léon Gloden (CSV) concernant l'organisation du nouveau commissariat «Syrdall»:

Laut Pressebericht im „Luxemburger Wort“ über die letzte Sitzung des Gemeinderates Betzdorf war zu lesen, dass, nachdem ursprünglich geplant war die Polizeikommissariate Niederanven und Roodt/Syr zusammenzulegen, die Gemeindeverantwortlichen bereits Pläne für ein gemeinsames Einsatzzentrum für Polizei und Rettungsdienste ausgearbeitet hatten. Nun habe man jedoch aus der Presse erfahren, dass im Rahmen der Neuordnung der Reviere auch das Commissariat Moutfort in das geplante Commissariat „Syrdall“ integriert werde und der Hauptsitz nicht mehr in Roodt/Syr, sondern in Niederanven sein soll. Die Gemeindeverantwortlichen zeigten sich sehr erstaunt über diese Tatsache, insbesondere, da diese Entscheidung nicht mit ihnen vorab abgesprochen wurde.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Minister für innere Sicherheit stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum hat der Minister die Gemeindeverantwortlichen aus Betzdorf nicht informiert?

- Gedenkt der Minister der Gemeinde Betzdorf die anfallenden Planungskosten zurückzuerstatten?

Réponse (24.02.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Ende 2012 haben die Gemeinden Biwer, Betzdorf, Flaxweiler, Niederanven und Schuttrange sich einverstanden erklärt die beiden Polizeikommissariate Roodt/Syr und Niederanven zu einem gemeinsamen Polizeikommissariat „Syrdall“ zusammenzulegen. In Anbetracht der unzureichenden Größe der beiden bestehenden Gebäude, haben die Gemeinden Betzdorf und Niederanven unabhängig voneinander ein Neubauprojekt auf ihrem jeweiligen Territorium vorgeschlagen.

Im Laufe der Arbeiten und Überlegungen zur territorialen Reform der Polizeidienste und nach etlichen Gesprächen der Polizeispitze mit den zuständigen Gemeindeverantwortlichen, wurde eine Zusammenlegung von drei Kommissariaten ins Auge gefasst, nämlich Roodt/Syr, Niederanven und Moutfort. Die einzubeziehenden Gemeinden in dieses Projekt wären Betzdorf, Contern, Niederanven, Sandweiler und Schuttrange. Biwer und Flaxweiler würden nach Inkrafttreten der Polizeireform dem Commissariat Grevenmacher angegliedert werden.

Diese neue Zusammensetzung verschiebt das operative Zentrum des abzudeckenden Territoriums und machte ein Umdenken in Bezug auf das zu bauende Commissariat nötig. Die Planung der Gemeinde Niederanven wurde zur bevorzugten Alternative.

Am 4. Juli 2016 wurden die Gemeindeverantwortlichen der Gemeinde Betzdorf von diesem Vorhaben durch leitende Beamte der Generaldirektion der Polizei und der Regionaldirektion der Polizei Grevenmacher in Kenntnis gesetzt. Im Verlauf dieser Versammlung, welche zusammen mit den Verantwortlichen der Rettungsdienste stattfand, distanzierte die Polizei sich klar von einer gemeinsamen infrastrukturellen Lösung von Polizei und Rettungskräften in der Gemeinde Betzdorf. Zusätzlich wurde der Bürgermeister von Betzdorf im Dezember 2016 schriftlich von mir über die Entscheidung zugunsten der Gemeinde Niederanven in Kenntnis gesetzt.

Da die Planungsarbeiten nicht vom Ministerium für innere Sicherheit ersucht wurden, besteht auch kein Anlass, die zugehörigen Kosten zurückzuerstatten.

Question 2715 (30.01.2017) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le Fonds de compensation luxembourgeois:

D'après les explications données aux députés lors de la réunion de la Commission du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire du 18 janvier 2016, le Fonds de compensation (FDC) a mis en place dès 2011 une politique d'investissement socialement responsable. Une société scandinave a d'ailleurs été chargée d'identifier les sociétés qui contreviennent aux conventions internationales signées et ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg desquelles découlent des obligations sociales et éthiques dont le respect s'impose au FDC.

À cet égard, deux listes existent: la liste noire qui reprend les sociétés qui ne sont pas prêtes à améliorer leur mode de gouvernance et qui sont de ce fait pas/plus éligibles et la liste grise sur laquelle figurent des firmes avec lesquelles un dialogue est en cours en vue d'améliorer le mode de gouvernance.

Dans un article paru récemment dans le «Financial Times», le FDC aurait en novembre 2016 décidé de placer le groupe Volkswagen (VW) sur la liste noire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2. À quel titre les actions du groupe VW ont-elles été exclues comme actifs éligibles pour un investissement par le FDC?

3. D'autres sociétés du secteur automobile ou autres ont-elles également été frappées de cette interdiction d'investissement?

Réponse (16.02.2017) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1. Le conseil d'administration du Fonds de compensation (FDC) fait dresser semestriellement par la société suédoise GES un état des lieux de toutes les sociétés incluses dans les indices de référence de la SICAV-FIS du FDC afin de vérifier leur conformité par rapport aux conventions internationales ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg. Uniquement les sociétés incluses dans ces indices sont éligibles pour investissement au sein de la SICAV-FIS.

À cet effet, GES dresse deux rapports.

Un premier rapport fait état des sociétés en infraction et sous observation. Ces sociétés sont

ouvertes au dialogue et prêtes à prendre et implémenter les mesures nécessaires en vue d'améliorer leur mode de gouvernance.

Un deuxième rapport énumère les sociétés en infraction confirmée. Ces sociétés refusent le dialogue et n'ont fait aucun effort pour implémenter les mesures nécessaires pour améliorer leur mode de gouvernance.

Lesdits rapports ont été analysés par le conseil d'administration du FDC au mois de novembre 2016, qui a décidé de la mise à jour de sa liste d'exclusion («la liste noire») en y incluant les sociétés reprises dans le deuxième rapport. La liste d'exclusion compte actuellement 69 sociétés dont, pour une première fois, Volkswagen AG.

ad 2. En septembre 2015, les autorités américaines ont révélé que les voitures diesel produites par le groupe Volkswagen AG contenaient un logiciel qui manipulait à la baisse les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) afin de contourner les standards environnementaux américains lors des contrôles de conformité.

GES associe de telles pratiques à une violation:

- des articles 7, 8 et 9 des principes du Pacte mondial des Nations Unies relatifs à l'environnement,

- du sixième principe directeur de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales,

- de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

- de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Au vu de ces constatations, GES a répertorié la société Volkswagen AG dans son rapport concernant les sociétés en infraction confirmée.

ad 3. Non, à l'heure actuelle Volkswagen AG est l'unique société du secteur automobile à être exclue des actifs éligibles de la SICAV-FIS du FDC. En tout, 69 sociétés ont été frappées au cours des années d'une interdiction d'investissement. La liste complète se trouve sur le site Internet du FDC sous l'adresse suivante:

http://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_20161130.pdf#pageMode=bookmarks

Il reste à noter que les responsables du FDC et le Ministère de la Sécurité sociale sont en pourparlers avec le Ministère du Logement afin de réaliser une collaboration avec le Fonds du logement en vue d'investir une partie de ses fonds dans la construction de logements sociaux au Luxembourg.

Question 2716 (31.01.2017) de Mme Josée Lorsché (déli gréng) concernant les infirmiers libéraux:

Selon les données disponibles sur le portail www.statistiques.lu, 6.783 personnes travaillaient en 2015 dans les différentes professions d'infirmier (m/f) au Luxembourg, la proportion des infirmiers libéraux ne ressortant pas de ces statistiques.

Considérant dans ce contexte que les champs d'intervention réduits des infirmiers libéraux ainsi que les tarifs à appliquer à partir du 1^{er} janvier 2017 font actuellement l'objet de maintes critiques dans ce secteur, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Combien d'infirmiers disposent d'un code prestataire au Luxembourg?

- Quelle est la ventilation entre infirmiers salariés et infirmiers libéraux?

- Ces données sont-elles compilées dans une base de données au sein du Ministère de la Santé?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions des personnes privées ou des professionnels de santé peuvent-ils consulter la banque de données afin de choisir un infirmier pour la prestation de certains soins de santé, voire pour un partenariat professionnel?

- Les infirmiers libéraux ayant été exclus des prestations à assurer par les réseaux d'aides et de soins au niveau de l'assurance dépendance, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette décision va à l'encontre du libre choix d'une infirmière ou d'un infirmier de confiance par les personnes dépendantes?

- Vu que les champs d'intervention accessibles aux infirmiers libéraux sont très restreints, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment-ils pas que leur avenir professionnel se trouve en danger?

Réponse commune (03.03.2017) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M.

Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Au total, la CNS a enregistré environ 2.000 infirmiers en activité (c.-à-d. personnes physiques qui ont un code prestataire infirmier et qui en 2015-2016 ont facturé au moins une prestation infirmière prise en charge). 96% de ces infirmiers sont enregistrés comme travaillant pour compte d'un établissement ou d'un réseau.

Au 31 décembre 2015, selon les informations disponibles au Ministère de la Santé, cinq infirmiers exerçaient en tant qu'infirmier libéral, parmi un total de 5.862 infirmiers professionnellement actifs.

Il existe un registre professionnel, tenu par le Ministère de la Santé, regroupant tous les infirmiers (profession de santé réglementée) qui sont détenteurs d'une autorisation d'exercer. Il y a une obligation légale de s'y inscrire. Le Ministère de la Santé contacte le professionnel de santé annuellement, en vue d'une vérification des données le concernant inscrites au registre professionnel par l'envoi d'un extrait du registre professionnel de la personne concernée.

La base de données du Ministère de la Santé n'est pas publique. La liste des infirmiers libéraux qui ont communiqué leur coordonnées (adresse professionnelle, leur numéro de téléphone, ainsi que leur statut) figure sur le site Internet de l'Agence eSanté www.esante.lu. Cet annuaire est financé par le Ministère de la Santé.

Le système de santé luxembourgeois est basé sur le libre choix du patient. Le patient ou son entourage peuvent s'informer sur les prestataires existants et choisir celui qui lui convient le mieux, en consultant l'annuaire des professions de santé tenu par l'agence eSanté.

D'ailleurs, sous l'impulsion de l'introduction de l'assurance dépendance et d'une nouvelle nomenclature infirmière à partir du 1^{er} janvier 2001, les réseaux d'aides et de soins à domicile connurent jusqu'en 2010 un développement fulgurant de leur activité. Un des corollaires de cette expansion des réseaux d'aides et de soins fut que le nombre d'infirmiers et infirmières exerçant leur métier de façon libérale se réduisait constamment.

Il n'en reste pas moins que les infirmiers et infirmières libérales ont un rôle à jouer dans notre système de soins de santé. Ils apportent une autre façon de travailler découlant de leur mode de fonctionnement entrepreneurial. Pour la CNS, les réseaux d'aides et de soins représentent néanmoins la pierre angulaire de la prise en charge soignante extrahospitalière.

En effet, à l'heure actuelle, certains infirmiers libéraux travaillent déjà pour des réseaux d'aides et de soins.

L'avenir de la profession ne se trouve en aucun cas menacé, ceci en raison des projections épidémiologiques, voire des possibilités d'activité qu'offre cette profession.

Question 2717 (31.01.2017) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le milan royal:

Laut neusten Studien bedeuten moderne Windenergieanlagen kein erhöhtes tödliches Risiko für bedrohte Vogelarten. Verschiedene Untersuchungen belegen, dass die Rotmilan-Bestände auch in Gegenden mit vielen Windrädern konstant bleiben. So haben Wissenschaftler festgestellt, dass die Flughöhe des Rotmilans beim Absuchen des Bodens nach Beute im Mittel gut 40 Meter beträgt. In seltenen Fällen kann sie bis zu 80 Meter betragen. Bei einer modernen Windanlage ist ein Korridor von 90 Metern über dem Boden rotorfrei. Kollisionen sind also nicht möglich. Nur bei Strecken- und Thermikflügen würde der Rotmilan auch mal höher fliegen. Da er aber in dem Falle seinen Blick nach vorne richtet, wären auch hier Kollisionen kaum möglich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft und an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Sind der Regierung diese Forschungsergebnisse bekannt?

- Wie viele Rotmilan-Revier gibt es in Luxemburg in der näheren Umgebung von Windrädern?



- Welche Kriterien werden bei der Berechnung der notwendigen Kompensierungsfläche berücksichtigt?

- Inwiefern wird das Vorhandensein von Rotmilanen bei der Berechnung berücksichtigt?

- Werden bei der Berechnung aktuelle Forschungsergebnisse in Betracht gezogen?

Réponse (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Bezugnehmend auf die einleitende Aussage der geehrten Frau Abgeordneten Martine Hansen, dass „laut neusten Studien [...] moderne Windenergieanlagen kein erhöhtes tödliches Risiko für bedrohte Vogelarten [bedeuten]“, soll klargestellt werden, dass Untersuchungen belegen, dass ältere, sowie moderne Windkraftanlagen durchaus, je nach Standort und Situation, eine Gefahr für die Bestände seltener und bedrohter Vogelarten darstellen können.

Zweck aller im Rahmen der Windkraftanlagen-Projekte durchgeführten Umweltverträglichkeitsuntersuchungen ist die Identifizierung und Einschätzung möglicher Risiken auf die lokalen Vogelbestände. Hierbei werden auch alle möglichen Vermeidungs- und Verminderungsmaßnahmen von einem unabhängigen Experten gutachterlich mit in Betracht gezogen und evaluiert.

Der Regierung sind die von der geehrten Abgeordneten erwähnten Untersuchungen durchaus bekannt, zumal das Umweltministerium selbst eine solche Untersuchung in Auftrag gegeben hat: Zurzeit wird das Jagdverhalten samt geografischer Verteilung und Höhenmessung der Rotmilane im Raum Wintger seit 2013 untersucht. Die Resultate letztgenannter Untersuchung sind momentan unveröffentlicht, da das Projekt noch nicht abgeschlossen ist, doch deuten die ersten Resultate tatsächlich darauf hin, dass im Jagdflug Flughöhen von über 100 Metern vom Rotmilan nur sporadisch erreicht werden. Hier sei aber darauf hingewiesen, dass die aktuell angefragten Windkraftanlagen meist noch in für den Rotmilan gefährliche Höhen hineinreichen.

Die im Jahre 2015 durchgeführte nationale Kartierung der Rotmilan-Reviere ergab einen Bestand von 47 Brutpaaren, sowie weiteren 43 Paaren mit Revierverhalten. Da Nahrungssuchflüge von 10 Kilometern und mehr zum Brutstandort nachgewiesen wurden, kann davon ausgegangen werden, dass alle Rotmilane Luxemburgs in den Wirkungsbereich einer Windkraftanlage kommen können. Die entscheidende Frage, welche im Rahmen der Umweltverträglichkeitsuntersuchung gutachterlich behandelt wird, ist, ob beim jeweiligen Projekt die Windkraftanlagen, im Einzelnen bzw. kumulativ betrachtet, eine Gefährdung für die in der näheren Umgebung brütenden Rotmilane darstellen oder nicht. Besteht eine substantielle Gefahr, so ist die Anlage nicht genehmigungsfähig. Durch angepasste Vermeidungs- und Verminderungsmaßnahmen kann das Kollisionsrisiko gegebenenfalls auf ein akzeptierbares Maß gesenkt werden.

Die Art und die Fläche der Kompensationsmaßnahmen bestimmen sich aus der Summe und der ökologischen Qualität der direkt zerstörten Flächen (Plattform, Zufahrtswege), sowie der Fläche, die dem Rotmilan durch den Betrieb der Anlagen nicht mehr als Jagdfläche zur Verfügung steht. Um das Kollisionsrisiko möglichst zu senken, wird in den Genehmigungen vorgeschrieben, dass die direkte Umgebung der Windkraftanlage möglichst unattraktiv für den Rotmilan gestaltet wird. In Luxemburg wird dieser Bereich um die Anlagen gleichgesetzt mit dem Rotordurchmesser des betreffenden Windrads. Dies bedeutet konkret, dass keine tierökologisch interessanten Strukturen rund um die Windkraftanlage aufkommen sollen. Eine intensive Ackerlandwirtschaft mit Mais- oder Getreidefeldern erfüllt diesen Zweck.

Um diese Verkleinerung des Jagdgebietes zu kompensieren, werden in mittlerer Entfernung von den Windkraftanlagen Grasflächen so bewirtschaftet, dass sie für die Nahrungssuche der Rotmilane besonders attraktiv sind. Ziel ist es, die jagenden Rotmilane aus dem direkten Gefahrenbereich wegzulocken.

Im Rahmen der Umweltverträglichkeitsuntersuchung werden nicht nur die möglichen Auswirkungen der angefragten Windkraftanlagen eva-

luiert, sondern auch mögliche Varianten bezüglich Standort, Nabenhöhe und Rotordurchmesser. Auf diese Weise fließen aktuelle Forschungsergebnisse direkt in das Untersuchungsergebnis mit ein.

Question urgente 2875 (29.03.2017) de **MM. Claude Adam** et **Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant la **démolition de deux maisons à valeur patrimoniale**:

Récemment, les médias rapportaient - photos à l'appui - que deux maisons historiques, datées de 1857 et 1792, auraient été démolies à Heinerscheid, dans la commune de Clervaux. Or, après vérification sur place, il s'avère que cette démolition a bien commencé, mais qu'elle n'est que partielle et ne concerne pour le moment que des annexes.

Ces deux objets rares, au vu de leur âge, de leur type et de leur état de conservation, font clairement partie du patrimoine historique de l'Eislek et du Naturpark Our, parc naturel d'ailleurs présidé par le député-maire de Clervaux.

Selon nos informations, le bourgmestre aurait déjà donnée en 2015 l'autorisation initiale de démolition, respectivement de construction d'une nouvelle résidence, et ce malgré une première reconnaissance formelle de la valeur historique des bâtiments en 2013, lors d'une visite sur place du Service des sites et monuments et du collège échevinal. Suite à cette visite, ces maisons furent d'ailleurs ajoutées à l'annexe des «bâtiments protégés» et du «petit patrimoine» que chaque commune doit établir lors de l'élaboration de son nouveau Plan d'aménagement général (PAG) afin de protéger son patrimoine bâti le plus précieux.

Le bourgmestre aurait donné son autorisation initiale sans même avoir demandé l'avis de la commission communale des bâtisses («Baute-kommission») sur ces immeubles historiques. Et suite à des retards imprévus du projet de résidence, la durée de validité de l'autorisation de 2015 a d'ailleurs été prolongée par le bourgmestre.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Quel fut le contexte exact de la visite commune de la commune et du Service des sites et monuments en 2013? Quelles furent les conclusions au regard du patrimoine historique des bâtiments concernés?

2. Est-ce que le Service des sites et monuments possède une liste des bâtiments dignes de protection dans la commune de Clervaux et qui devaient figurer sur l'annexe susmentionnée du futur PAG?

3. Est-ce que le Ministère a connaissance d'autres immeubles d'un âge et d'un état de conservation similaires dans la commune de Clervaux?

4. Est-ce que le Ministère de la Culture ne peut pas imposer l'arrêt immédiat des travaux de démolition afin d'exiger la conservation de l'aspect extérieur des maisons concernées?

(Photo à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Réponse (03.04.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1. La visite mentionnée dans la question parlementaire a eu lieu dans le contexte de l'aide que le Service des sites et monuments nationaux (ci-après «SSMN») offre aux administrations communales dans le cadre de l'élaboration des nouveaux Plans d'aménagement généraux (ci-après «PAG»). Ces visites sont notamment destinées à repérer les bâtiments dignes de protection au niveau du PAG et prennent la forme de promenades inspectant chaque rue, ruelle ou place et ont été effectuées ensemble avec des représentants politiques et/ou techniques communaux ainsi que les bureaux d'urbanisme en charge de l'écriture du PAG.

De telles visites ont eu lieu dans la commune fusionnée de Clervaux en date du 12 août

2009 à Munshausen (ancienne commune), en date du 28 juillet et du 6 octobre 2011 à Clervaux (ancienne commune) et en date du 27 avril 2012 à Heinerscheid (ancienne commune). Lors de ces inspections «in situ», une détection des bâtiments dignes de protection, c'est-à-dire des immeubles à sauvegarder, constitue la démarche principale.

De par leur position urbanistique, leur expression architecturale, leur témoignage social et leur important marquage du lieu, les immeubles à Heinerscheid ont été repérés comme bâtiments à sauvegarder.

ad 2. Après les diverses visites sur site, le bureau urbanistique a transmis au SSMN les documents graphiques reprenant la liste des bâtiments ainsi que les volumes à sauvegarder. En ce qui concerne les deux immeubles visés à Heinerscheid, ceux-ci ont été marqués à juste titre comme bâtiments à sauvegarder par le bureau d'urbanisme. En date du 26 mars 2015, une agente du service technique communal a transmis les plans au SSMN. Comme retenu dès le début, les deux immeubles de Heinerscheid figuraient comme bâtiments à sauvegarder sur la planche relative à la localité de Heinerscheid.

Par ailleurs, il convient de noter qu'afin de donner la possibilité au Ministère de la Culture de protéger des bâtiments menacés d'une destruction ou d'une transformation majeure, le Ministre de l'Intérieur a issu en date du 18 mai 2016, avec l'appui du Ministre de la Culture, une circulaire ministérielle qui invite les communes d'informer le Service des sites et monuments nationaux des demandes d'autorisation portant sur des travaux de transformation ou de démolition d'un bâtiment digne d'être protégé. Une telle notification n'a cependant pas été faite dans le cas des deux bâtiments à Heinerscheid.

À ce sujet, il convient de préciser que plusieurs communes prennent en considération ces listes même avant la mise en procédure de leur nouveau PAG dans le cas de demandes de construction, de transformation ou de démolition.

ad 3. La commune de Clervaux compte d'autres immeubles remarquables remontant aux XVIII^e et XIX^e siècles et possédant ainsi une valeur patrimoniale. Ils ne se présentent cependant pas toujours dans un aussi bon état de conservation, voire d'authenticité.

ad 4. En date du 30 mars 2017, le Ministère de la Culture a pris un arrêté proposant le classement des deux immeubles sis 4 et 6, Um Knapp à Heinerscheid. Il s'agit là des seuls immeubles qui subsistaient à cette date suite aux travaux de démolition déjà entamés. Cet arrêté fut notifié le jour même au propriétaire et, étant donné que les effets du classement s'appliquent à partir du jour de la notification au propriétaire, cet arrêté met par défaut fin aux travaux de démolition.

En effet, l'arrêté proposant le classement n'a pas pu être pris avant les travaux de démolition, étant donné que le SSMN n'en a pas été informé préalablement. Toutefois il y a lieu de noter que le SSMN, en contactant la commune de Clervaux suite aux faits relayés par la presse, a reçu l'information que l'ensemble venait d'être démolit et en a informé le Ministère de la Culture. C'est seulement par après que les services du Ministère de la Culture ont constaté que les bâtiments en question n'avaient été démolis qu'en partie et la procédure de classement a été immédiatement enclenchée.

Question urgente 2909 (07.04.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **session d'été des examens de fin d'études secondaires**:

Les brochures 2016-2017 pour les candidats à l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques font référence à l'article 2 des règlements grand-ducaux du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires respectivement secondaires techniques (ci-après «RGD 2006»). Selon cet article, «la session d'été a lieu de mai à juillet». Or, dans le calendrier général desdites

brochures, il est stipulé que les épreuves orales commencent déjà au mois d'avril.

Le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 modifiant 1. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires, 2. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien et 3. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2016 déterminant les modalités des épreuves de l'examen de fin d'études secondaires techniques du régime technique et du régime de la formation de technicien - ancien régime (ci-après «RGD 2017») stipule dans son article I^{er} et II que la session d'été a lieu «d'avril à juillet». En outre, il stipule dans son article IV que «[l]e présent règlement grand-ducal produit ses effets au 15 septembre 2016». Il s'agit d'une application rétroactive du règlement grand-ducal et dès lors d'un avancement d'un mois de la session d'été, et cela un mois avant le commencement régulier de la session.

En date du 6 avril 2017, la Délégation nationale des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique (ci-après «DNE asbl») m'a fait part de sa préoccupation qu'il s'agirait, selon l'avis de son avocat, d'une violation du principe de non-rétroactivité par le RGD 2017.

Sans vouloir mettre en question la décision d'avancer la session d'été en tant que telle, il faut souligner que les concernés de cette insécurité juridique sont avant tout les élèves ainsi que leurs parents et les enseignants. Dès lors il importe de clarifier la situation de manière immédiate afin de permettre aux élèves la bonne préparation en toute sécurité juridique de la session d'été des examens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion de la DNE asbl et de son conseil juridique que le RGD 2017 viole ou risque de violer le principe de non-rétroactivité?

2) Dans la négative, quels arguments juridiques portent Monsieur le Ministre à croire que le RGD 2017 ne viole pas le principe de non-rétroactivité?

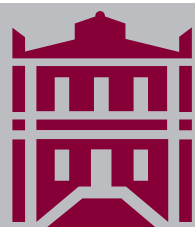
3) Selon Monsieur le Ministre, quelles seraient les conséquences d'une éventuelle annulation par les juridictions administratives du RGD 2017?

Réponse (07.04.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je tiens d'abord à signaler que le calendrier de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques de la session 2017 est le résultat d'une vaste concertation menée avec les principaux partenaires scolaires que sont les enseignants - à travers leurs syndicats - ainsi que les élèves - à travers la Conférence nationale des élèves. Le sujet de la concordance du calendrier de l'examen avec les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 a déjà fait l'objet de discussions tant avec le Collège des directeurs qu'avec un certain nombre d'intéressés qui se sont adressés à mon Ministère.

J'estime encore que le règlement du 8 mars ne viole pas le principe de la non-rétroactivité en ce que la seule disposition modificative y contenue s'applique à la session d'examen; or, à la date du 8 mars 2017, les épreuves n'avaient pas encore commencé. J'ajoute que la date du début des épreuves de l'examen a été portée à la connaissance de tous les concernés au début de l'année scolaire en cours et que - pour reprendre les termes de l'honorable Députée - c'est justement dans un souci de clarification et d'élimination de toute insécurité juridique qu'a été pris le règlement du 8 mars 2017.

Finalement, et sans vouloir me placer aucunement dans l'hypothèse d'une annulation du règlement, je signale que, selon une jurisprudence constante, l'annulation d'un règlement n'a pas d'effet rétroactif et serait donc sans conséquence sur la session d'examen 2017.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

